



HAL
open science

Les diasporas comme ressources d'intégration dans l'économie mondiale.

Natalia Buga

► **To cite this version:**

Natalia Buga. Les diasporas comme ressources d'intégration dans l'économie mondiale.. Economies et finances. Université de Grenoble; Académie des Etudes Economiques de la Moldavie, 2011. Français. NNT : 2011GRENE003 . tel-00647166

HAL Id: tel-00647166

<https://theses.hal.science/tel-00647166>

Submitted on 13 Jan 2012

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

UNIVERSITÉ DE GRENOBLE

THÈSE

Pour obtenir le grade de

DOCTEUR DE L'UNIVERSITÉ DE GRENOBLE

Spécialité : **Sciences économiques**

Arrêté ministériel : 7 août 2006

Présentée par

Natalia BUGA

Thèse dirigée par **Ivan SAMSON / Dumitru MOLDOVAN**

préparée au sein du Centre de Recherches Economiques sur les Politiques Publiques dans une Economie de Marché (**CREPPEM**)

dans l'**École Doctorale Sciences économiques** en cotutelle avec l'Académie d'Etudes Economiques de Moldova (**AEEM**)

Les diasporas

comme ressources d'intégration dans l'économie mondiale

Thèse soutenue publiquement le **7 Juillet 2011**

devant le jury composé de :

M. Jean-Baptiste MEYER

Directeur de recherche HDR en Sociologie à l'IRD, Maison des sciences de l'homme de Montpellier (**Rapporteur représentant la partie française**)

M. Ahmed SILEM

Professeur des Universités en économie, Université Jean-Moulin Lyon3 (**Rapporteur représentant la partie moldave**), **Président du jury**

M. Ivan SAMSON

MCF, HDR en Sciences Economiques, Université Pierre Mendès France, Grenoble (**Directeur de thèse, UPMF**)

M. Dumitru MOLDOVAN

Professeur des Universités en économie, Académie d'Etudes Economiques de Moldova, Chisinau (**Co-directeur de thèse, AEEM**)

Mme. Gabriela TEJADA GUERRERO

Collaboratrice scientifique, Ecole Polytechnique Fédérale de Lausanne

M. Valentin RAILEAN

Professeur des Universités en économie, Recteur de l'International Management Institute (IMI-NOVA), Chisinau, Moldova



L'université n'entend apporter aucune approbation ou improbation aux opinions émises dans les thèses. Celles-ci doivent être considérées comme propres à leur auteur.

Remerciements

Cette thèse est le résultat d'un travail de recherche passionnant qui a duré presque quatre ans. Durant ce parcours, avec ses moments de réussites et désillusions, les rencontres, que j'ai pu faire, ont changé à jamais ma vie tant au niveau professionnel que personnel. Lors de l'écriture de cette toute dernière page de ma thèse, je ressens un sentiment de plénitude mais aussi de gratitude envers toutes les personnes qui m'ont aidée à mener à bonne fin ce projet.

Tout d'abord, je tiens à remercier vivement mon directeur de thèse, Ivan SAMSON, pour son accompagnement chaleureux, ses conseils, sa grande disponibilité, ses remarques pertinentes, qui m'ont conduite à explorer des terrains très originaux et intéressants pour mon travail. Sans son soutien, sans son encouragement, cette thèse n'aurait sans doute pas vu le jour. Je remercie également mon co-directeur de thèse, Dumitru MOLDOVAN, qui m'a accompagné dans la démarche de cotutelle de thèse avec l'Académie d'Etudes Economiques de Moldova. Un grand merci à l'Ecole doctorale de Sciences Economiques et au Service de la Recherche de l'Université Pierre Mendès France.

Je voudrais remercier aussi les membres du jury, qui ont accepté de lire et de juger la qualité de ce travail et plus spécialement, Jean-Baptiste MEYER et Ahmed SILEM, qui ont donné leur accord pour être les rapporteurs de cette thèse. J'adresse mes remerciements particuliers à Jean-Baptiste MEYER, dont les études sur les diasporas ont été une grande source d'inspiration pour mon propre travail. Merci aussi à Gabriela TEJADA et à Valentin RAILEAN pour avoir accepté de participer au jury.

Je pense également à mes collègues du siège de l'UNESCO de Paris et du siège l'Organisation des Nations Unies de New-York qui m'ont soutenue lors de mes stages et missions de consultant et qui m'ont donné la possibilité d'appliquer mes connaissances théoriques sur le terrain et de mieux définir mon projet professionnel. Je remercie aussi tous les responsables des associations diasporiques et tous les membres des trois diasporas - roumaine, moldave et kirghize, qui ont bien voulu participer à l'étude de terrain que j'ai organisée.

Finalement, j'exprime une reconnaissance profonde envers mes parents, ma sœur, mon frère et mes grands-parents. Je remercie infiniment mes parents pour les valeurs qu'ils m'ont transmises et pour leur amour sans limites. J'ai une pensée toute particulière pour ma sœur, Nadia, qui, même de très loin, a partagé avec moi tous les moments de cette grande aventure depuis le début et jusqu'à la fin. Bien sûr, je n'oublie pas aussi ma belle famille, qui a su m'encourager et m'apporter toute son aide. Je voudrais remercier particulièrement tous mes amis qui ont été à mes côtés durant ce projet. Merci à Vincent, à Muriel et à Marc qui ont fait cet effort de relecture dans des délais très serrés. Mes derniers mots de remerciements, je les ai réservés à Valentin, mon mari, qui m'a apporté un soutien sans faille et son amour au quotidien ; qui a su me communiquer motivation et détermination pour achever cette thèse. Je lui dédie ce travail. Valentin, merci d'avoir cru et de continuer à croire en moi !

Sommaire

REMERCIEMENTS	3
SOMMAIRE	4
INTRODUCTION GENERALE	6
CHAPITRE I. LES THEORIES GENERALES DES MIGRATIONS	17
1 Les théories positives des migrations internationales	19
1.1 Les approches macroéconomiques des migrations internationales	21
1.2 Les approches microéconomiques des migrations internationales	33
1.3 Les théories positives intégrées des migrations internationales.....	40
2 Les théories normatives des migrations internationales	51
2.1 L'optimisme de la théorie néoclassique et de la théorie de la modernisation.....	52
2.2 Les théories des migrations internationales comme facteur de divergence.....	57
2.3 Les nouvelles théories du rattrapage économique	69
3 Conclusion	80
CHAPITRE 2 : LES DIASPORAS COMME FACTEURS DE DEVELOPPEMENT DES PAYS D'ORIGINE	85
1 Définition de la diaspora	87
1.1 Les définitions traditionnelles de la diaspora	87
1.2 La reconstruction d'une définition opérationnelle de la diaspora	96
1.3 L'importance des réseaux migratoires dans la dynamique de la diaspora	104
1.4 Typologies des diasporas dans la littérature	110
1.5 Une nouvelle classification des diasporas.....	113
2 Les diasporas à maturité et les diasporas émergentes : le cas de la Chine, l'Inde et la Russie	115
2.1 La diaspora chinoise	118
2.2 La diaspora indienne.....	133
2.3 La diaspora russe comme archétype des diasporas en construction.....	150
2.4 Conclusions de l'étude comparative des diasporas chinoise, indienne et russe.....	167
3 Conclusion	172
CHAPITRE 3 : LES RESSOURCES ET LES ACTEURS DE LA DIASPORA	177
1 Grille de lecture des ressources de la diaspora et leurs effets	179
1.1 Introduction de l'intentionnalité dans l'analyse des effets des transferts de la diaspora	179
1.2 La question des « <i>remittances</i> »	188
1.3 Synthèse sur l'impact des transferts financiers	210
2 Les ressources non financières générées par la diaspora	212
2.1 Les ressources cognitives	215
2.2 Les ressources relationnelles	231
2.3 Les ressources institutionnelles.....	254
2.4 Les ressources organisationnelles	262

2.5	Les ressources symboliques	266
3	Les acteurs de la mobilisation des ressources au sein de la communauté diasporique.....	277
3.1	Typologie des membres de la diaspora.....	277
3.2	L'espace numérique, nouveau lieu de formation de la diaspora.....	292
4	Conclusion	308

CHAPITRE IV. LA DIASPORA ENTRE LE PAYS D'ACCUEIL ET LE PAYS D'ORIGINE : UNE APPROCHE EMPIRIQUE 312

1	L'objet de l'analyse empirique : les diasporas roumaine, moldave et kirghize	313
1.1	La diaspora roumaine, une diaspora émergente bien structurée en réseaux diasporiques.....	317
1.2	La diaspora moldave, une diaspora en voie de structuration en réseaux secondaires	325
1.3	La diaspora kirghize, une diaspora en formation sous deux formes.....	333
2	L'analyse empirique des déterminants de la diaspora et de son rôle de mobilisation des ressources non financières	342
2.1	Le questionnaire et la méthode d'analyse	342
2.2	L'analyse et l'interprétation des résultats : analyse typologique	358
2.3	L'analyse et l'interprétation des résultats : analyse causale	404
3	L'articulation entre la diaspora et le pays d'accueil.....	414
3.1	Les réseaux d'acculturation.....	414
3.2	L'analyse quantitative des stratégies d'acculturation.....	418
3.3	La diaspora comme voie d'accès aux ressources du pays d'accueil	424
3.4	La captation de ressources.....	430
4	Les conditions permissives et les recommandations en matière de politique pour augmenter l'impact positif de la diaspora.....	434
4.1	Les conditions permissives de l'action des diasporas concernant les RNF	434
4.2	L'impact des politiques sur le rôle des diasporas dans la production des effets RNF.....	447
5	Conclusion	453

CONCLUSION GENERALE 458

TABLE DES MATIERES 473

BIBLIOGRAPHIE..... 480

ANNEXES

Introduction Générale

Dans une économie globale intégrée, les biens et les services circulent plus librement entre les pays. Dans ce contexte, chaque pays est concerné et fortement lié avec le reste du monde. Grâce à des marchés financiers mieux connectés, aux transports moins chers et plus rapides, à la révolution technico-informationnelle, à la libéralisation du commerce, une meilleure intégration a été possible.

Durant les dernières décennies, le thème de l'intégration a dominé les débats sur l'économie globale. A travers des politiques plus ouvertes et des climats d'investissements plus favorables, de nombreux pays en développement ont vu augmenter leur participation dans les marchés financiers et commerciaux et par conséquent, ont pu tirer parti de l'intégration globale. Si à l'ère de la mondialisation, les marchandises, les capitaux et l'information circulent librement, on ne peut pas faire le même constat pour la mobilité internationale des personnes.

Le mouvement des facteurs de production peut jouer un rôle important dans l'ajustement économique entre les pays, les conséquences des flux de capitaux et des échanges commerciaux ont été largement analysées et quantifiées. Par contre, les flux migratoires et leurs effets sur le développement ont été très peu traités dans la littérature spécialisée. Au cours des dernières décennies, la relation migration et développement a gagné du terrain tant dans le milieu scientifique que politique. Le débat actuel sur le sujet insiste sur le fait que grâce à des politiques migratoires bien pensées, la mobilité des personnes, sans négliger bien sûr ses coûts, peut être bénéfique pour toutes les parties prenantes, qu'il soit question des pays d'origine, des pays d'accueil ou des migrants eux-mêmes.

Il est difficile de parler de l'intégration dans l'économie mondiale sans évoquer le sujet des migrations internationales. Cette thèse se propose de discuter l'hypothèse que la mobilité internationale des personnes est une ressource d'intégration des pays d'origine des migrants dans l'économie mondiale. Même si la part des migrants internationaux par rapport à la population mondiale reste assez modeste, atteignant 3,1% en 2009, ce qui représente 214 millions de personnes¹, les migrations internationales ont doublé au cours des 25 dernières années²,

¹ Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) (2009), *Lever les barrières : Mobilité et développement humains*, Rapport Mondial sur le développement humain

² Commission Mondiale sur les Migrations Internationales (CMMI) (2005), *Les migrations dans un monde interconnecté: nouvelles perspectives d'action*

impactant tous les pays du monde. Le phénomène des migrations génère des modifications importantes à tous les niveaux des sociétés de départ et d'accueil.

Les migrations internationales deviennent un sujet clé dans ce processus de globalisation où la communauté internationale doit relever les défis de la mobilité des travailleurs, plus particulièrement de ceux hautement qualifiés. Dans cette thèse, on se propose de montrer que la population partie à l'étranger n'est pas une perte pour le pays source, mais au contraire elle est un fournisseur de plusieurs ressources susceptibles d'accélérer le processus de développement. Une fois à l'étranger, les migrants continuent à garder des liens avec le pays de départ et cette relation entraîne la circulation de divers flux, le plus souvent dans les deux sens. L'objectif de ce travail est de montrer que sous certaines conditions, la mobilité internationale des personnes peut être bénéfique pour les pays d'origine, en montrant non seulement l'impact positif généré par les ressources financières mais également par les ressources non financières envoyées par la diaspora.

L'intérêt porté aux effets positifs produits par les migrations a connu une ampleur plus importante dans les années 2000 quand les montants croissants des remises de fonds attirent l'attention. Dans la littérature, les effets produits par les diasporas sur leurs pays d'origine sont peu développés, étant limités souvent à l'analyse des ressources financières qui ont été longtemps considérées comme la seule contribution apportée par les groupes diasporiques au développement des pays de départ. Ce n'est que récemment que les études traitant la question des diasporas ont commencé à reconnaître l'existence de certaines ressources non financières générées par les communautés diasporiques. Les travaux peu nombreux sur ce sujet sont souvent des études de cas. Dans cette thèse, on se propose de compléter ce cadre d'analyse en participant à l'élaboration d'une théorie générale des diasporas par la mise en lumière des effets des ressources non financières (RNF) et des unités intermédiaires qui favorisent leur transfert entre les pays de départ et les pays d'accueil. Dans ce contexte, on identifie l'*option diaspora* comme ressource significative de développement et d'intégration des pays de départ dans l'économie mondiale.

La recherche des réponses à la question visant les effets économiques de la mobilité internationale des personnes occupe une place importante dans l'agenda des chercheurs spécialisés en migrations internationales et des acteurs politiques. En raison de l'absence de données complètes et précises, il est difficile de réaliser un état des lieux de cette problématique complexe. Cependant, on assiste de plus en plus à l'émergence des études théoriques et

empiriques qui se heurtent à cette question et qui essaient d'apporter des éclaircissements sur l'impact tant sur les pays d'origine que sur les pays de destination, ce qui témoigne de l'importance accordée aux migrations internationales.

Ozden et Schiff (2006) soulignent que si plusieurs analyses ont été réalisées sur l'impact des migrations sur les pays d'accueil, et notamment sur le marché de l'emploi non qualifié, alors la relation entre la migration et le développement a été négligée. Ils expliquent que cette omission est due au rôle peu important attribué aux migrations dans la promotion de l'intégration des pays en développement dans l'économie mondiale durant la période d'après-guerre. Par rapport aux politiques qui réglementent le commerce et les flux de capitaux, les politiques migratoires restent toujours assez protectionnistes et restrictives. Une autre raison peut être le manque de données systématiques et fiables sur les modèles migratoires et les caractéristiques des migrants.

Les tendances démographiques actuelles, tant dans les pays développés qu'en développement, sont une raison de plus pour s'efforcer d'identifier les directions de mise en place d'un scénario gagnant-gagnant. Plusieurs pays développés connaissent le phénomène de vieillissement de la population, tandis que de nombreux pays en développement enregistrent des taux de natalité croissants, ce qui peut mener à une demande importante de main-d'œuvre étrangère dans les pays industrialisés. Les différences salariales entre les pays sont considérables, particulièrement pour des emplois peu qualifiés ou non-qualifiés, ce qui suggère que la libéralisation des politiques migratoires apportera des gains en bien-être. Toujours dans le rapport rédigé par Ozden et Schiff (2006), est indiqué qu'avec l'augmentation du nombre des migrants atteignant les 3% de la force de travail des pays OCDE, des gains globaux en bien-être dépasseraient nettement les bénéfices engendrés par la suppression de toutes les barrières commerciales, avec des avantages importants pour toutes les parties participantes.

Dans ces conditions d'inégalités entre les pays développés et les pays en voie de développement, qui sont généralement les principaux émetteurs de migrants, on insiste sur l'adoption de l'option diaspora comme modèle de convergence économique. L'expérience des pays comme la Chine ou l'Inde renforce notre motivation de mettre en évidence les effets bénéfiques générés par une diaspora et de repérer les conditions permissives qui favorisent l'impact positif.

Notre hypothèse principale est que les diasporas peuvent contribuer considérablement au développement des pays d'origine à travers les différentes ressources qu'elles procurent aux territoires d'origine. De cette hypothèse découlent deux autres : les réseaux nationaux qui lient

les migrants entre eux et avec le pays d'origine permettent l'accès aux ressources de la diaspora et les réseaux d'acculturation donnent accès aux ressources des territoires d'accueil.

La problématique de la thèse comprend trois dimensions. Premièrement, les objectifs de la recherche sont déterminés par la nécessité d'une conceptualisation générale de la diaspora comme vecteur de rattrapage économique des pays d'origine dans les conditions de la globalisation. Deuxièmement, on souligne l'importance des communautés diasporiques dans le contexte de l'économie du savoir comme génératrices des ressources non financières à mobiliser au profit des pays de départ. Enfin, on cherche à vérifier empiriquement les hypothèses formulées en choisissant pour l'étude de terrain trois diasporas post-communistes comme base d'étude des effets des ressources non financières grâce à la forte présence d'expatriés qualifiés comme déterminant principal de la production de ce type d'effets.

Les questions qu'on se pose au cours de ce travail visent à apporter des précisions sur : l'existence et la nature des diasporas, la diaspora et le développement économique du pays d'origine et les déterminants de l'impact des ressources non financières des diasporas sur les pays de départ.

Pour clarifier les caractéristiques et le fonctionnement des groupes diasporiques nous nous efforçons de répondre à une série de questions : à partir de quel moment peut-on parler d'une diaspora ?; comment s'organise-t-elle ?; quels sont les profils des membres d'une diaspora ?; quels sont les déterminants de sa consolidation en réseaux diasporiques ?; que change pour un pays le fait d'avoir ou pas une diaspora ?; quels sont les facteurs qui expliquent l'ampleur de son impact sur le pays d'origine ?; par quels mécanismes apporte-t-elle sa contribution au développement du pays de départ ?; comment accède-t-elle aux ressources du pays d'accueil ?

La littérature disponible livre partiellement des réponses à ces questions. Les études existantes analysent plutôt les effets des remises de fonds sur les pays bénéficiaires sans vraiment prendre en considération la présence d'autres ressources. Un nombre limité de travaux sociologiques admet l'existence de certaines ressources non financières sans expliquer en détails leur impact sur le pays d'origine, alors que les écrits économiques en matière de migrations offrent très peu d'analyses qui se penchent sur l'importance de ces ressources pour les économies des pays d'origine des migrants. Notre thèse se propose de synthétiser les ressources déjà identifiées et celles révélées par notre recherche, en discutant leur importance économique sur le pays de

départ et la façon dont elles déterminent le développement des régions d'origine des migrants et du pays source en général.

On commence à trouver des études de cas sur le rôle des diasporas dans le développement de leurs pays mais on manque d'un cadre explicatif global des communautés diasporiques. Ainsi, notre objectif est de contribuer à la construction d'une théorie générale des diasporas qui rend compte de leurs effets sur les pays d'origine à travers les ressources financières et non financières qu'elles génèrent. On étudie les diasporas comme ressources d'intégration dans l'économie globale en tenant compte de leur place dans la création, la transformation et la transmission des ressources à l'heure de l'économie de la connaissance, et des transformations apportées par l'avènement d'Internet dans leur structuration en réseaux diasporiques, mais aussi dans leur capacité à mobiliser les ressources au profit des pays d'origine.

La méthode qu'on utilise pour atteindre cet objectif repose sur l'analyse théorique des flux migratoires pour comprendre le processus de création des diasporas, sur l'analyse de la littérature liée à la problématique de recherche et sur trois études de cas sur les diasporas chinoise, indienne et russe qui serviront de terrain d'élaboration des hypothèses à vérifier par une étude empirique réalisée à la fin de la thèse.

Notre argumentation analytique se fait à travers la formulation d'une définition opérationnelle du terme « diaspora » qui nous permet d'identifier les réseaux diasporiques nationaux comme élément essentiel de l'existence des groupes diasporiques, de leur prolongement dans le temps et dans l'espace et comme infrastructure qui assure le transfert des ressources variées vers le pays d'origine. Nous proposons aussi une typologie des diasporas axée sur le niveau de structuration en réseaux diasporiques qu'on classe en deux catégories. Cela nous permet de montrer que même les diasporas émergentes et peu nombreuses peuvent apporter une contribution importante au processus de développement de leurs pays de départ à travers des structures diasporiques bien organisées. La typologie des membres de la diaspora basée sur l'insertion dans les réseaux diasporiques et sur le caractère intentionnel et non-intentionnel d'envoi de ressources vers le pays de départ nous aide à mettre en évidence quels types d'expatriés produisent le plus d'effets positifs des ressources non financières (RNF).

Par le biais d'une grille de lecture des ressources de la diaspora, on fait d'une part un état des lieux des effets engendrés par les envois de fonds et d'autre part, on analyse les effets produits par la diffusion de cinq types de ressources non financières (cognitives, relationnelles,

institutionnelles, organisationnelles et symboliques) générées par la diaspora. L'introduction de la notion d'intentionnalité nous permet de montrer que les effets induits sur le pays de départ par la diaspora à travers l'envoi de différentes ressources sont plus complexes et dépassent largement le cadre des effets recherchés. La grille de lecture présente les effets générés par les six ressources identifiées (financières et 5 ressources non financières) en montrant d'une part les effets intentionnels et d'autre part les effets non-intentionnels qui jouent aussi un rôle majeur dans le développement du pays d'origine. Le terme d'« effet non-intentionnel » utilisé dans ce travail renvoie au concept d'« externalité » au sens de Billaudot (2002, 2004) qui le définit comme « tout effet non visé extérieur ». Nous reprenons ce terme pour l'analyse des externalités positives engendrées par la diaspora en affinant la définition de Bernard Billaudot par l'intégration tant des effets positifs intentionnels que non-intentionnels comme résultat de l'action de la diaspora de transmission des ressources vers le pays de départ.

Enfin, notre argumentation se termine avec la mise en évidence des réseaux d'acculturation comme mode d'accès aux spécificités des territoires d'accueil que les expatriés se les approprient à travers le processus de captation et les envoient ultérieurement vers le pays d'origine par la relation de transfert.

Afin de vérifier la validité de nos hypothèses et des outils analytiques élaborés lors de notre recherche, on réalise une étude de terrain sur trois diasporas émergentes post-communistes : la diaspora roumaine, la diaspora moldave et la diaspora kirghize qui sont propices à l'analyse des effets des ressources non financières (RNF) grâce à leurs caractéristiques liées à la qualité de leurs membres. On utilise un questionnaire adressé à un échantillon composé d'expatriés de trois nationalités différentes qui vise à recueillir des informations sur les profils sociodémographiques des migrants, les raisons de l'émigration, l'insertion dans les réseaux de la diaspora et dans les réseaux d'acculturation, les opinions sur le rôle de la communauté diasporique dans le développement du pays d'origine et les pratiques diasporiques employées par les expatriés pour apporter leur contribution. Pour l'analyse de données, on utilise le logiciel simple XLSTAT qui nous permettra, à travers des indicateurs composites construits à partir de plusieurs variables, de mettre en évidence l'interdépendance entre les variables explicatives qui montrent les caractéristiques des membres des trois diasporas, leur appartenance aux réseaux nationaux et l'insertion dans le pays d'accueil, et les variables dépendantes qui décrivent les comportements diasporiques. L'analyse de données se fait en deux temps : premièrement une analyse typologique est réalisée pour étudier la structure de l'échantillon et deuxièmement, une analyse causale est

faite pour identifier les facteurs explicatifs des comportements diasporiques. L'analyse empirique réalisée sur un échantillon limité nous aidera avant tout à tester la solidité de nos hypothèses, à trouver des éléments de réponses aux nombreuses questions relevées durant le travail et à identifier des facteurs explicatifs supplémentaires qui déterminent l'ampleur de l'impact des RNF.

Pour mener à bien notre projet portant sur la mise en évidence de l'impact positif de la diaspora sur le pays d'origine, nous exposons notre raisonnement tout au long des quatre chapitres de cette thèse.

Le *Chapitre 1* présente le cadre théorique de la recherche. Comme la création d'une diaspora est la conséquence du processus d'émigration, il nous paraît nécessaire d'analyser les théories des migrations internationales qui expliquent les causes de la mobilité internationale des personnes ainsi que les courants théoriques existants, qui considèrent ce phénomène comme source de divergence économique ou comme moyen de convergence économique entre pays. Pour mieux comprendre le fonctionnement de la diaspora, on se propose d'expliquer la genèse des flux migratoires et leurs conséquences sur le pays de départ à travers les théories positives et normatives disponibles en matière des migrations internationales.

Dans ce chapitre nous proposons une classification des approches théoriques en deux grandes catégories, d'une part les théories positives qui nous aideront à identifier les déterminants des migrations et d'autre part les théories normatives qui, en fonction du modèle théorique défendu, présentent les conséquences des migrations internationales comme un processus nuisible au développement du pays de départ (la littérature ancienne) ou comme une source de développement à valoriser par les pays d'origine (la littérature récente).

Les théories positives portent sur l'étude des motivations de l'émigration en prenant en compte différents niveaux d'analyse. Dans les théories existantes au niveau macroéconomique, les migrations internationales résultent des changements structurels où l'unité d'analyse est la communauté ou le pays d'origine. Au cœur de l'explication des déterminants des migrations faite au niveau microéconomique se trouve l'individu ou le ménage comme agent individuel qui prend la décision de se déplacer à l'étranger. A la fin de la partie sur les théories positives sont présentées les théories intermédiaires qui font l'articulation entre les deux niveaux d'analyse (macro et micro).

Les théories normatives qui livrent des explications sur les conséquences du phénomène migratoire gravitent autour des deux visions opposées, l'une plus ancienne qui note que les migrations internationales compromettent le processus de développement des pays d'origine et l'autre plus récente qui met en valeur les effets positifs générés par les migrants installés dans les pays de destination.

Dans notre thèse, axée sur le cadre théorique fourni par la deuxième vision nous essayons de montrer que c'est l'approche qui décrit le mieux la réalité actuelle en appuyant notre argumentation sur des analyses théoriques et empiriques.

Le *Chapitre 2* cherche à éclaircir le terme « diaspora » et à délimiter les caractéristiques des migrants qui font partie de la communauté diasporique. Cette tentative commence avec l'analyse de plusieurs définitions disponibles sur le concept de la diaspora en les classifiant en deux générations. D'une part, on identifie les définitions qui prennent à la base l'expérience du peuple juif pour décrire les communautés diasporiques et d'autre part, les définitions qui s'affranchissent de l'archétype juif et considèrent les modèles particuliers, sans réduire l'analyse à une seule nation, mais tiennent compte des conditions globales pour attribuer l'appellation à toutes les personnes originaires d'un pays qui se trouvent à l'étranger et qui maintiennent des liens avec le pays de départ.

Après l'étude des définitions existantes, dans ce deuxième chapitre, nous proposons une définition de la diaspora en présentant aussi les critères communs de l'entité ethnique créée en dehors du pays source. Nous identifions les réseaux diasporiques comme élément essentiel qui assure le lien avec le pays d'origine, mais aussi la consolidation de la diaspora et le transfert des ressources de la part des membres de la diaspora vers le pays d'origine. En fonction du type de connexion, nous distinguons deux catégories des réseaux de la diaspora, ceux qui conditionnent la relation avec le pays de départ (*réseaux primaires*) et ceux qui définissent l'interaction entre les migrants provenant du même pays qui sont installés à l'étranger (*réseaux secondaires*). Ces deux groupes de réseaux sont à la base de notre classification des diasporas qui comporte d'une part les *diasporas à maturité*, qui sont bien structurées tant en réseaux qui lient les migrants avec les pays d'origine qu'en réseaux qui connectent les migrants entre eux-mêmes, et les *diasporas émergentes*, en voie de consolidation, définies plutôt par la présence de réseaux qui relient les membres de la communauté diasporique avec le pays d'origine.

L'analyse empirique faite à la fin de ce chapitre sur deux diasporas à maturité et une diaspora émergente nous permettra de confirmer que les réseaux diasporiques jouent un rôle crucial dans la structuration de la diaspora et déterminent aussi l'ampleur de l'impact positif sur le pays d'origine. L'étude comparative confirme également que la diaspora peut être une source considérable de développement du pays de départ et de positionnement à l'échelle mondiale et que même les diasporas en construction ont un rôle important à jouer dans le processus de développement du pays de départ qui peut aussi bénéficier des ressources générées par ses expatriés.

Le *Chapitre 3* se concentre sur les ressources créées par la diaspora. L'analyse des effets de l'entité ethnique sur le pays d'origine se réalise par le biais de la grille de lecture des ressources de la diaspora qui englobe tant les ressources financières (les remises de fonds) que les *ressources non financières (cognitives, relationnelles, institutionnelles, organisationnelles et symboliques)*. Cette grille nous aide à mettre en lumière le caractère complexe de l'impact qu'une diaspora peut avoir sur le pays source. L'envoi de l'argent, le transfert des connaissances, l'utilisation des contacts établis avec les pays d'origine et avec le pays d'accueil, la diffusion des nouveaux modèles managériaux, ou la transmission des nouvelles règles formelles ou informelles, ou encore le système des identifications et des images de la diaspora sont des flux de ressources qui conditionnent tant d'une manière intentionnelle que non-intentionnelle le développement du pays d'origine.

Pour mieux comprendre le type d'impact, nous avons classifié les membres de la diaspora en trois catégories : *les membres actifs, les membres latents et les membres passifs* qui nous aident à identifier les effets sur le public bénéficiaire selon la participation des migrants aux réseaux nationaux, notamment aux structures formelles, et montrer quelle place occupent les trois groupes de membres de la diaspora dans la consolidation de l'unité ethnique ainsi que dans la mobilisation des ressources en faveur du pays d'origine.

L'analyse des ressources de la diaspora révèle que les réseaux diasporiques contribuent non seulement à la structuration de la communauté ethnique mais aussi à la coordination de toutes les ressources en transformant la diaspora dans une sorte de « réservoir » de ressources pour le pays d'origine. Leur utilisation devient possible grâce au lien continu gardé entre les expatriés et le pays de départ qui agit en qualité de « trait d'union » entre la société d'installation et la société d'origine qui se rapproche ainsi de la première. L'avènement de l'Internet a rendu encore plus

facile et rapide l'accès aux ressources de la diaspora. L'apparition des communautés diasporiques virtuelles facilite la circulation des ressources et permet aux membres de la diaspora d'agir en temps réel dans les deux sociétés.

Le *Chapitre 4* présente et analyse les différents types de réseaux qui permettent la connexion à la société d'accueil et l'accès à ses spécificités. Les deux premiers types de réseaux diasporiques : primaires et secondaires définissent le cadre national du groupe diasporique, et *les réseaux d'acculturation* permettront de montrer le lien entre la diaspora et le pays de destination et par conséquent entre le pays d'origine et le pays d'accueil qui peut utiliser les ressources spécifiques et génériques d'autres territoires à travers la communauté diasporique.

Les résultats de l'étude de terrain seront présentés dans ce chapitre. L'analyse des données nous aidera à confirmer les principales relations identifiées lors de la construction analytique : l'influence des caractéristiques de la diaspora en termes d'efficacité et de performance liées à la production des effets des ressources non financières (RNF) sur le pays de départ, le rôle des réseaux diasporiques dans la consolidation du groupe et dans la mobilisation des ressources au service du pays d'origine ; et l'insertion dans les réseaux d'acculturation comme un dernier déterminant de l'activisme diasporique.

La première relation qui est aussi la plus traitée dans la littérature sera analysée par le biais de deux indicateurs de situation et de statut qui nous permettront de préciser certaines caractéristiques qui conditionnent la qualité de la diaspora. Le rôle des réseaux nationaux sera étudié à travers l'indicateur d'appartenance aux réseaux primaires et l'indicateur d'appartenance aux réseaux secondaires. Cette dimension permettra de mettre en évidence, à côté de l'importance des réseaux scientifiques et professionnels liés aux expatriés qualifiés dans la mobilisation des ressources RNF, l'existence d'autres facteurs explicatifs de l'apparition des réseaux secondaires. Ces éléments seront révélés par l'analyse des spécificités des groupes diasporiques post-communistes apparus dans l'« étranger proche », notamment des communautés de Kirghizes en Russie, comme structures favorables aux effets RNF qui ne sont pas nécessairement liés aux qualifications des expatriés. La dernière dimension décrite par la participation aux réseaux d'acculturation sera mise en lumière à travers l'indicateur d'insertion dans les pays de destination, des résultats qui seront affinés par un indicateur d'acculturation qui permettra de montrer les comportements diasporiques en fonction de quatre stratégies d'acculturation (intégration, assimilation, séparation et marginalisation).

Nous analyserons également les processus de captation et de transfert de ressources via la diaspora qui permettent au pays de départ d'utiliser les ressources créées sur les territoires d'installation des expatriés. Ainsi, notre travail se terminera par l'analyse de la diaspora comme ressource territorialisée et la mise en valeur des conditions permissives pour la réalisation d'un impact positif de la diaspora sur le pays de départ d'une plus grande ampleur menant ainsi à une meilleure intégration dans l'économie mondiale.

Chapitre I. Les théories générales des migrations

Avant de commencer notre analyse sur le rôle joué par la diaspora dans le processus d'intégration des pays d'origine des travailleurs migrants dans l'économie mondiale, on se propose de réaliser une synthèse des théories qui expliquent les causes et les conséquences du phénomène migratoire. Ces approches théoriques nous permettront de mieux comprendre les facteurs qui poussent les personnes à se déplacer ainsi que les effets de cette mobilité sur le développement des pays de départ.

Le couple migration-développement est depuis un certain temps la préoccupation de plusieurs disciplines, qu'elles soient économiques, sociologiques, politiques ou systémiques. Au cours du vingtième siècle, plusieurs approches théoriques sur l'interaction entre migration et développement ont été développées. Cependant, ces théories ont généralement évolué indépendamment les unes des autres, ce qui est confirmé par les différents niveaux d'analyse ainsi que par l'orientation paradigmatique et thématique et leur caractère fragmentaire. Une des explications éventuelles de cette incohérence peut être le fait que la problématique des migrations n'a jamais été le domaine exclusif d'une seule discipline, mais a été étudiée par la plupart d'entre elles. Les différences de l'orientation disciplinaire et paradigmatique ainsi que des niveaux d'analyse ont mené vers une large polémique sur la nature, les causes et les conséquences des migrations.

En analysant les théories existantes des migrations, nous n'avons pas pu trouver une théorie générale sur les déterminants et les conséquences des migrations, mais plutôt des théories fragmentaires qui analysent séparément les causes et l'impact de ce phénomène. La première contribution académique en termes d'élaboration d'une théorie générale sur les migrations date du XIXème siècle à travers les articles de Ravenstein (1885 ; 1889) où il a formulé les lois des flux migratoires en indiquant que les causes majeures de la migration sont de nature économique. En appuyant ses conclusions sur les observations faites sur les migrations internes en Grande Bretagne, il trouve que leur intensité dépend de certains facteurs : la distance, la taille de la population dans les régions d'origine et de destination, la capacité d'absorption des migrants par les régions d'accueil, le sexe des migrants, etc. Il trouve que les flux migratoires urbains sont dominants et il parle aussi de la présence des flux compensatoires des migrants, c'est-à-dire des migrations de retour.

De nos jours de nombreux auteurs comme : Massey *et al.* (1993), Zlotnik (1998 ; 2003) ont fourni des analyses sur les théories existantes sans réussir à présenter une théorie intégrée. De Haas (2008), observe que généralement le débat savant a été enclin à séparer les déterminants et les effets de la migration du processus général des transformations sociales (ci-incluses économiques). Il est évident que l'analyse de l'impact des migrations doit se faire dans son contexte sociétal au sens large et voir comment les migrations sont partie intégrante de l'ensemble des transformations plus larges réunies sous le terme « développement », mais aussi souligner leurs caractéristiques spécifiques et leurs effets sur les changements qui mènent vers le développement. Les études récentes suggèrent que la migration et le développement sont des processus interdépendants, comme par exemple Ammassari (2004 : 6) le note « *la migration et le développement sont des phénomènes complexes et intimement interconnectés. De fait, le développement a un impact sur la mobilité des personnes. Dans le même temps les migrations ont des conséquences sur le développement* ».

Bien que les liens entre migrations internationales et développement aient suscité un vif intérêt et aient alimenté les débats, la constitution des modèles théoriques permettant d'évaluer et mesurer cette relation jusqu'à nos jours n'a pas été réalisée. Ce fait parle de la complexité et de l'hétérogénéité des migrations internationales mais aussi de la difficulté de les analyser d'une manière holistique, d'articuler le niveau d'analyse macro et micro et de délimiter les flux migratoires internes de ceux internationaux ainsi que de distinguer les catégories des flux des migrants : les hautement qualifiés de ceux peu ou pas qualifiés.

A ces éléments, s'ajoutent les insuffisances liées à la compréhension du mot « développement » qui est souvent interprété différemment et les opinions contradictoires concernant l'impact de la mobilité internationale des personnes sur les pays d'origine mais aussi sur les pays d'accueil. De Haas (2005) constate que la perception publique et les modèles politiques en termes de migrations ont été influencés par des mythes, des préjugés créés autour de ce phénomène et acceptés en tant que réalité et par conséquent, ont des effets majeurs sur les actions entreprises pour la valorisation de la relation migration-développement. Une de ces idées préconçues porte sur les discours alarmistes autour de l'ampleur actuelle de ce phénomène. L'auteur affirme qu'au moins au niveau global, il y a de quoi être sceptique par rapport à ce propos. En dépit du fait que, dans les années 1990 la proportion des migrants internationaux a augmenté, elle n'a pas enregistré une évolution brusque par rapport au siècle précédent où la population migrante constituait 2,5-3% de la population mondiale, ce qui revient au même niveau qu'aujourd'hui. Il

note aussi qu'une vision trop simpliste est utilisée pour expliquer les causes des migrations et notamment celles de la pauvreté et la misère considérées comme déterminants principaux de la décision de migrer. Ces idées non confirmées par les études empiriques nuisent beaucoup à la mise en place de politiques cohérentes et efficaces qui régleraient un modèle optimal « gagnant-gagnant » dont toutes les parties pourraient bénéficier.

Compte tenu des difficultés liées à l'inexistence d'une théorie générale des migrations, on se propose de faire une revue de littérature pour identifier les théories disponibles traitant la mobilité internationale des personnes et les classer pour faciliter la compréhension de ses causes et de ses conséquences. A part l'analyse théorique qui doit élargir son cadre explicatif pour couvrir la grande diversité des facteurs en jeu et la pluralité des niveaux d'analyse, il convient de réaliser plusieurs études empiriques pour vérifier les hypothèses théoriques et améliorer la compréhension généralisée des interactions entre migration et développement.

Le premier chapitre de cette thèse tient à grouper les théories existantes en deux catégories : d'une part les théories positives qui expliquent les déterminants de la mobilité des personnes et d'autre part les théories normatives qui examinent les conséquences des migrations internationales par la mise en évidence des effets positifs ou négatifs qu'elles produisent sur le développement des pays d'origine.

1 Les théories positives des migrations internationales

Les théories positives sur la problématique des migrations internationales sont celles qui expliquent et analysent les éléments déterminants du phénomène étudié. Le but de ces théories est de fournir des éclaircissements sur la genèse des flux migratoires, mais en dépit de leur objectif commun, lors de leur argumentation à travers des modèles proposés on peut répertorier une grande diversité de concepts différents, des hypothèses contradictoires et des niveaux d'analyse distincts. Sans prétendre à l'exhaustivité, on propose une classification des théories expliquant l'initiation du processus migratoire en fonction du niveau d'analyse.

Premièrement, notre attention porte sur l'étude des approches macroéconomiques, nommées aussi *structuralistes* qui prennent en compte les forces externes qui conditionnent la mobilité internationale des personnes. L'explication de ces théories gravite autour de l'unité d'analyse – la communauté ou le pays. Trois théories feront l'objet de cette rubrique, à savoir : la théorie

macroéconomique néoclassique, la théorie du dualisme du marché du travail et la théorie des systèmes mondiaux. L'explication de la première théorie citée repose sur les marchés du travail, où les écarts des salaires induits par les inégalités du rapport entre la main d'œuvre et le capital motivent les travailleurs à se déplacer vers des régions qui offrent des salaires plus élevés. La théorie du dualisme du marché du travail indique que les migrations sont déterminées par une demande continue de main-d'œuvre pour les emplois placés en bas de l'échelle sociale de la part des pays d'accueil, qui dans la majorité des cas sont des pays développés. Quant à la théorie des systèmes mondiaux, ses auteurs énoncent que la mobilité internationale des personnes est une conséquence naturelle causée par la pénétration du capitalisme dans les pays non capitalistes, dénommés aussi « périphériques ».

Deuxièmement, l'étude comporte l'analyse des approches microéconomiques inspirées des modèles *microéconomiques néoclassiques* qui partent de l'idée que la décision de migrer est prise au niveau individuel, où le migrant est considéré comme un acteur rationnel qui vise à améliorer son bien-être. Au centre de l'analyse des théories microéconomiques se trouvent l'individu et le ménage. Même pour ces modèles qui traitent le sujet des migrations internationales au même niveau d'analyse, le cadre conceptuel est différent. En ce qui concerne le modèle microéconomique néoclassique, la migration fait l'objet d'une décision individuelle suite à l'évaluation rationnelle des coûts-avantages. Alors que la nouvelle économie des migrations part non seulement du principe que la décision de migrer n'est pas prise au niveau individuel mais par la famille ou le ménage, ce modèle affirme que la finalité des migrations n'est pas uniquement de maximiser les revenus mais aussi de minimiser les risques. Par rapport au modèle néoclassique qui prend en compte simplement le marché du travail, cette théorie économique élargit son champ d'explication en intégrant les défaillances d'autres marchés.

Ce qui est lié au troisième modèle *push-pull* présenté aussi dans la catégorie des approches microéconomiques des migrations internationales, la décision de se déplacer est prise au niveau individuel comme dans le cas du modèle néoclassique mais qui en comparaison avec le dernier prend plusieurs facteurs en compte, d'une part il y a les facteurs de répulsion spécifiques aux pays d'origine et d'autre part les facteurs d'attraction relatifs aux pays d'accueil.

Pour finir, on présente les théories intermédiaires qui essaient d'intégrer tant le niveau macro que micro pour expliquer les déterminants des flux migratoires internationaux. Dans cette catégorie

de théories on analyse le modèle systémique et celui d'inspiration politique, ainsi que les approches plus récentes comme la théorie des réseaux.

1.1 Les approches macroéconomiques des migrations internationales

1.1.1 Le modèle macroéconomique néoclassique

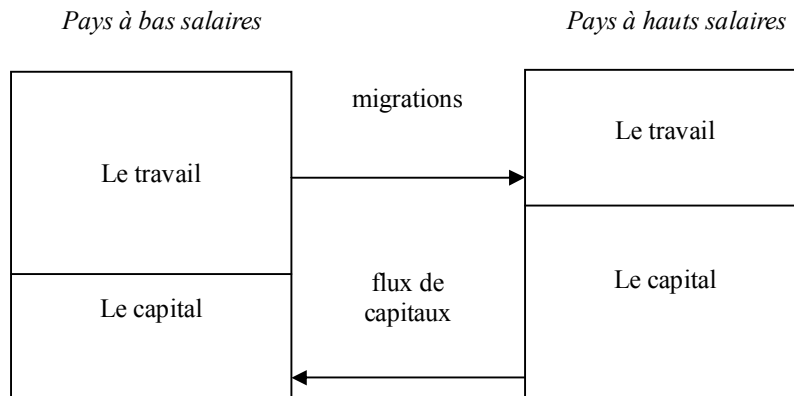
Les migrations sont présentées comme une partie intégrante du développement, et les raisons de migrer étaient majoritairement considérées d'ordre économique. Cette idée a été développée plus tard par Lewis (1954) et Harris et Todaro (1970) qui ont mis les bases théoriques de l'approche néoclassique.

A ses débuts, la théorie néoclassique a été élaborée pour le contexte des migrations internes. L'analyse portait en particulier sur les migrations du milieu rural vers celui urbain comme une partie composante du processus du développement, à travers lesquelles le surplus de travail dans le secteur rural offre de la main-d'œuvre pour l'économie industrielle urbaine (Lewis, 1954). Appliqués à l'échelle internationale les modèles économiques néoclassiques, au niveau macro, expliquent que les différences structurelles entre les pays et notamment celles sur les marchés du travail traduites par des écarts salariaux incitent les gens à se déplacer des régions à bas revenus vers des régions à hauts revenus. Cette mobilité de main-d'œuvre est vue comme favorable parce qu'elle mène vers l'atténuation des disparités et dirige vers une convergence internationale des salaires.

Selon la théorie néoclassique, la différence des salaires réels entre les pays provoque deux types de flux à travers lesquels un nouvel équilibre économique s'installe et où le niveau des salaires réels est le même dans tous les pays. Le premier flux comporte sur le déplacement de la main-d'œuvre des pays à bas salaires vers les pays à hauts salaires. Ces flux sont originaires des pays émetteurs de migrants qui sont généralement moins développés, où le facteur travail est abondant et le facteur capital est réduit. Le deuxième flux représente le mouvement du capital qui circule en sens inverse. La mobilité du facteur travail mène à un équilibre entre l'offre et la demande de main-d'œuvre en la rendant moins rare dans les pays de destination et moins dense dans les pays d'origine. Dans un monde parfaitement néoclassique, le processus d'« égalisation des prix des facteurs » (modèle Heckscher-Ohlin) induira finalement à la convergence en matière de croissance des salaires entre le pays source et celui d'accueil (Harris et Todaro 1970; Lewis 1954;

Ranis et Fei 1961; Schiff 1994; Todaro et Maruszko 1987), ainsi une situation d'équilibre est atteinte. Öberg (1997) a illustré ce mécanisme d'équilibre comme suit :

FIGURE 1.1 : LES MÉCANISMES NÉOCLASSIQUES MENANT VERS L'ÉQUILIBRE



Source : Jennissen (2006 : 1)

Dans le cas d'équilibre néoclassique, suite à la convergence des salaires entre les pays, les tendances migratoires peuvent changer en se stoppant ou au moins en enregistrant des diminutions importantes et même en générant des migrations de retour parce que le déterminant de la mobilité disparaît. Dans cette perspective, les migrations internationales de travail vues comme un facteur d'ajustement économique entre les pays ont un caractère temporaire.

1.1.2 La théorie historico-structurale des systèmes mondiaux

Les critiques apportées aux modèles néoclassiques ont mené à l'apparition de l'approche historico-structurale qui a ses racines intellectuelles dans l'économie politique marxiste et dans la théorie des systèmes mondiaux. Le structuralisme marxiste soutient que la force motrice des migrations ne se résume pas aux différences salariales entre les pays comme l'affirmait le modèle macroéconomique néoclassique, mais est la réponse naturelle au développement déséquilibré induit par l'ingérence du capitalisme dans les pays en développement. Selon Wallerstein (1974) et Castels (1989), les facteurs qui engendrent les flux migratoires sont de nature socio-historique de grande ampleur, « *et non des micro-décisions individuelles ou d'entreprises particulières* » (Ambrosetti et Tattolo, 2008 : 7). Le modèle historico-structurel indique que le pouvoir politique et économique est distribué d'une manière inégale entre les pays développés et sous-développés, par conséquent les gens ont un accès inégal aux ressources et l'expansion du capitalisme tend à renforcer ces inégalités. Au lieu de se diriger graduellement vers la modernisation et vers le

développement économique, les pays sous-développés sont bloqués par leur situation défavorable dans la structure globale géopolitique.

L'approche historico-structurelle a dominé les recherches sur les migrations dans les années 1970 et une grande partie des années 1980. Les militants de ce modèle n'ont pas développé une théorie des migrations proprement-dite, mais les ont présentées comme une manifestation évidente des déséquilibres macroéconomiques intrinsèques du processus d'accumulation capitaliste. Ils interprètent la migration comme une conséquence de l'immixtion du capitalisme dans les pays sous-développés.

- Les déterminants des migrations internationales selon la théorie des systèmes mondiaux

André Gunder Frank (1966 ; 1969) est le pionnier de la *théorie de la dépendance* développée plus tard par l'approche historico-structurelle. Dans l'optique de la théorie de la dépendance, les migrations sont vues comme une des manifestations du capitalisme global qui mène au « développement de sous-développement ». Les migrations sont considérées non seulement comme étant dans le détriment des économies des pays sous-développés mais aussi comme une des causes importantes du sous-développement, plutôt qu'une voie vers le développement (De Haas, 2008). La *théorie des systèmes mondiaux* (Wallerstein 1974 ; 1980) classifie les pays selon leur degré de dépendance en trois zones géographiquement distinctes : le centre, la proche périphérie (semi-périphérie) et la périphérie. Dans cette perspective, l'incorporation des périphéries dans l'économie capitaliste conduit à la fuite (migration), totalement le contraire de l'égalisation du prix de facteur soutenue par la théorie néo-classique. Au lieu de se diriger dans une autre direction que le capital selon la théorie néo-classique, le travail suit le même sens que le capital.

Etant donné que la terre, les matières premières et le travail dans les régions périphériques deviennent des marchandises, les migrations en résultent naturellement. Ambrosetti et Tattolo (2008 : 7) en citant Massey *et al.*, (1993) notent que « *la substitution de l'agriculture marchande à l'agriculture de subsistance sape les relations économiques et sociales traditionnelles ; l'utilisation d'intrants modernes produit des récoltes à haut rendement et à bas prix, qui évincent les producteurs non capitalistes des marchés. De même, la salarisation d'un nombre croissant de paysans, pour les besoins des mines, puis des entreprises multinationales, sape les formes traditionnelles d'organisation économique et sociale basées sur des systèmes de réciprocité et des rôles fixés d'avance, et crée des marchés du travail basés sur de nouvelles conceptions*

individualistes, sur le gain privé et sur le changement social. Ces tendances favorisent vraisemblablement la mobilité géographique du travail dans les régions en développement, avec souvent des conséquences internationales ».

Etant contraints par les forces structurelles, les gens sont obligés à migrer au contraire de ce qu'on peut voir dans la théorie néoclassique où les individus ont le libre choix. Les individus sont forcés de se déplacer, parce que la structure traditionnelle de l'économie a été compromise par son incorporation dans le système global économique et politique. Sous l'influence de ces processus, la population rurale se voit privée de son activité traditionnelle, et provoque un exode rural et l'accroissement des migrations vers les villes ce qui conduit à un surplus de main d'œuvre dans les régions urbaines. Dans cet ordre d'idées Zlotnik (2003 : 63) souligne que *« l'accroissement de la force de travail urbaine ne peut trouver à s'employer complètement par la création d'emplois nouveaux et par conséquent, des taux élevés de chômage ou de sous-emploi s'enregistrent, tandis que la part des emplois informels et du travail mal rémunéré grossit. Nombre de familles sont ainsi marginalisées, même en période de croissance économique rapide et les inégalités de revenus s'aggravent. La coexistence de tels développements avec la demande non satisfaite de travail bon marché des pays du centre provoque la migration internationale de travailleurs en provenance de la périphérie, une migration que est facilitée à la fois par les liens culturels et idéologiques entre les pays du centre et certains pays de la périphérie, ainsi que par l'efficacité des moyens de transport et de communication que les relie, les deux étant un sous-produit de la pénétration capitaliste de la périphérie par les pays du centre ».*

La théorie des systèmes mondiaux laisse entendre que les destinations de travailleurs migrants ne seraient pas choisies comme résultat des calculs économiques d'individus rationnels mais seraient déterminées par les liens historiques créés entre les périphéries et le centre, à quoi s'ajoutent la connaissance de la culture, de la langue, des procédures administratives et l'accès plus large aux moyens de transport et de communication. Dans plusieurs cas, il s'agit de liens qui datent depuis longtemps (Massey *et al.*, 1993). En faisant référence à Sassen (1991), Zlotnik (2003 : 63) explique qu'à cause d'une *« forte demande en services de travailleurs non qualifiés et le déclin de l'industrie lourde dans ces villes couplées aux pays de la périphérie par des réseaux de transport et communication très modernes, elles tendent à attirer une large proportion de migrants internationaux ».*

Le modèle historico-structurel a été critiqué en étant considéré trop déterministe et rigide où les individus sont traités comme des victimes qui s'adaptent passivement aux forces macroéconomiques, en éliminant totalement le côté micro. De plus, les formes inflexibles de cette théorie ont été contredites par les cas récents de l'histoire, où les anciens pays en développement et exportateurs du travail ont atteint un niveau durable de croissance économique dans les décennies passées malgré – ou probablement grâce à leur connexion au capitalisme global. Pour plusieurs pays d'Asie, comme les « Tigres Asiatiques », l'incorporation dans le capitalisme global et, probablement, la migration importante du travail ont apporté des bons résultats, malgré les prévisions pessimistes faites auparavant (De Haas, 2008).

1.1.3 La théorie dualiste du marché du travail

Une autre théorie positive qui analyse les causes des migrations au niveau macro est la théorie dualiste du marché du travail. Toujours basé sur les aspects structurels du marché du travail, ce modèle met plutôt en évidence les facteurs liés au marché du travail des pays d'accueil que ceux des pays d'origine. Selon Massey *et al.* (1993), Piore (1979) a été l'adepte le plus élégant et actif de cette approche théorique, déclarant que les migrations internationales résultent d'une demande permanente de travailleurs étrangers, ce qui est la particularité de la structure économique des pays développés. Piore (1979) affirme que l'immigration n'est pas générée par le contexte défavorable inhérent au pays émetteur qui se traduit par des salaires bas ou un taux élevé de chômage, mais par les facteurs structurels du pays d'accueil et notamment un besoin continu et incontournable de main-d'œuvre étrangère. Il explique cette demande permanente à travers les caractéristiques des sociétés industrialisées qui revêtent plusieurs formes : l'inflation structurelle, le manque d'intérêt chez les locaux pour occuper les emplois situés au bas de l'échelle, l'économie duale et les changements démographiques (Massey *et al.*, 1993).

Dans les sociétés industrialisées, les salaires sont perçus aussi comme un indicateur de réussite sociale et ils confèrent un certain statut et prestige aux employés. Dans leurs recherches de travailleurs peu qualifiés afin de pourvoir les postes situés au bas de l'échelle professionnelle, les employeurs ne peuvent pas simplement augmenter les salaires pour attirer des personnes, car cette solution engendrerait un déséquilibre entre statut social et rémunération et mènerait vers une pression à l'augmentation des salaires à tous les niveaux de l'échelle professionnelle. Afin d'éviter de telles situations, les entreprises sont obligées de trouver des solutions moins coûteuses et notamment à importer de la main-d'œuvre étrangère qui accepte des salaires plus faibles.

Un autre facteur qui explique la demande chronique des travailleurs migrants est le manque d'intérêt chez les locaux pour ces emplois. Dans les pays développés, la population locale travaille non seulement pour des revenus mais aussi pour une position sociale et comme les emplois non-qualifiés situés au bas de la hiérarchie professionnelle sont considérés comme dégradants et laissent peu de possibilité de promotion, une demande constante s'enregistre pour ce type de postes. Les employeurs ont besoin de personnes qui voient ces emplois comme un moyen de gagner de l'argent et non comme une voie d'accéder à un certain statut social. Selon Massey *et al.* (1993) les travailleurs migrants remplissent ces critères, au moins au début de leur parcours migratoire. Beaucoup d'entre eux commencent comme « *target earners* » étant motivés par l'accumulation de ressources financières afin d'atteindre des objectifs fixés comme : acheter ou construire une maison dans le pays d'origine, créer une activité économique dans le pays de départ, etc. Dans le cas des migrants, les repères sont différents, ils se projettent plutôt dans leur communauté d'origine où grâce aux remises de fonds ils peuvent acquérir un bien-être supérieur et une estime plus importante que dans le pays d'accueil.

Le troisième facteur évoqué par Piore (1979) qui conditionne la demande structurelle non satisfaisante de travail non qualifié est l'existence de deux secteurs du marché du travail: d'une part le premier secteur qui est caractérisé par une forte concentration de capital et une catégorie stable d'emplois qualifiés qui sont bien rémunérés et protégés, et d'autre part le deuxième secteur à forte densité de travail et faible productivité caractérisé généralement par des postes précaires, non qualifiés et des licenciements faciles et peu coûteux à l'entreprise. Le premier secteur attire par son caractère stable et la possibilité d'accumulation d'un capital humain spécifique à la firme, tandis que le deuxième ne peut pas assurer cette stabilité. A cause des salaires bas, de la précarité des emplois et des possibilités réduites de mobilité dans le deuxième secteur, la main-d'œuvre locale du pays d'accueil se dirige plutôt vers le premier secteur qui offre plus de sécurité. Afin de répondre aux pénuries de main-d'œuvre dans le deuxième secteur, les employeurs ont recours aux travailleurs étrangers.

Le dernier facteur composé de changements démographiques (le vieillissement de la population, le déclin des taux de natalité, etc.) ainsi que de changements sociaux des sociétés modernes (l'émancipation des femmes, l'expansion de l'éducation) peut aussi mener vers un besoin structurel de travailleurs étrangers. Si auparavant les postes flexibles et mal payés étaient occupés par les femmes et les adolescents nationaux, dans le contexte des changements sociaux où les femmes tendent à faire carrière et les jeunes à poursuivre leurs études, la pénurie de main-

d'œuvre s'installe dans ce secteur et par conséquent, les employeurs font appel aux travailleurs migrants.

- Les approches empiriques de la théorie dualiste du marché du travail

L'hypothèse que les travailleurs étrangers sont principalement employés dans le deuxième secteur et sont ceux qui gagnent moins par rapport à la population locale ayant le même niveau d'éducation a été confirmée par les études réalisées sur les migrants mexicains aux Etats-Unis (Massey et *al.*, 1994). Tandis que d'autres études, notamment sur les groupes de migrants chinois et cubains aux Etats-Unis, ont révélé le fait que les marchés du travail étaient bien segmentés, non pas en deux secteurs mais en trois, avec l'existence d'une enclave ethnique (présence des entreprises ethniques, par exemple des petites entreprises familiales) entre les deux. Cette tendance est remarquée surtout dans le milieu urbain où la concentration des migrants est plus importante. Selon Portes et Bach (1985), la présence de ces enclaves joue un rôle marquant dans l'intégration des migrants dans le marché du travail et ce réseau offre plus d'opportunités que le deuxième secteur, même si au début les migrants occupent des emplois mal rémunérés et peu prestigieux (Zlotnik, 2003).

Le raisonnement de Piore (1979), insistant sur le recrutement des travailleurs étrangers comme seul moyen de répondre au besoin structurel du deuxième secteur du marché du travail, est avéré par l'expérience européenne dans l'après-guerre où le recrutement de la main-d'œuvre migrante était fait par le biais du système des « travailleurs invités » afin d'alimenter les usines en travailleurs obéissants et peu coûteux. C'était principalement le cas de l'Allemagne qui a mis en place un programme d'accueil des travailleurs immigrés, nommé *Gastarbeiter*. Un autre exemple représente les programmes *Bracero* (1942-1964) adopté aux Etats-Unis, permettant aux ouvriers mexicains de travailler dans le secteur de l'agriculture pour pallier le manque de main-d'œuvre. Avec le début de la crise économique des années soixante-dix, les tendances sont renversées et la plupart de ces programmes perdent de leur actualité.

1.1.4 La théorie de la transition vers la mobilité

Les trois premières approches théoriques sont considérées comme statiques. Afin de comprendre la relation entre migration et développement dans une perspective spatio-temporelle, il convient d'évoquer la théorie de la transition vers la mobilité (*mobility transition*) de Zelinsky (1971). D'après lui, une « transition vers la mobilité » se déroule dans toutes les sociétés en fonction du processus de développement économique. La « transition vitale » (dynamiques naturelles des

populations) est liée à la transition vers la mobilité, ce qui signifie que le concept de la transition démographique³ est relié au processus de modernisation. L'auteur montre que les migrations changent de caractéristiques avec le temps en fonction des différentes étapes du développement traversées par les sociétés. Wilbur Zelinsky parle de plusieurs types de migrations, notamment : « a) la migration internationale ; b) la migration frontalière ; c) la migration du rural vers l'urbain ; d) la migration entre villes ou intra-urbaine ; et e) un ensemble de migrations à court terme qu'il appelle « circulation » » (Zlotnik, 2003 : 66).

Dans son explication du processus migratoire, Zelinsky (1971) prend en compte aussi les changements générés par la baisse des coûts de transport et de communication qui permet aux migrants de garder leur maison dans la région d'origine. En d'autres termes, l'auteur explique que sous l'influence de la modernisation les migrations évoluent et prennent d'autres formes. Cet élément est important pour notre étude portant sur l'organisation de la diaspora, où l'utilisation des nouvelles formes d'information et de communication apporte des changements essentiels dans la manière de structuration des diasporas et d'envoi de ressources vers le pays d'origine, mais aussi permet le maintien d'un contact permanent avec la société de départ.

La théorie de la transition vers la mobilité apporte beaucoup en termes d'explication des flux migratoires. Elle analyse le phénomène dans une dynamique spatio-temporelle montrant différentes formes de migration en délimitant les migrations internes et internationales ainsi que celles de longue durée et les mouvements circulatoires. Toutefois, ce modèle présente certains points faibles. Etant donné que l'approche théorique trouve ses racines dans la théorie de la modernisation de Rostow (1960), selon laquelle toutes les sociétés parcourent les mêmes étapes de développement, la théorie de la transition de la mobilité souligne aussi que tous les pays connaissent les mêmes stades de développement et suggère une seule direction d'évolution possible qui mène obligatoirement vers la modernisation tandis qu'en réalité la relation entre le développement et la migration n'est pas linéaire.

De plus, De Haas (2008) remarque que la relation de causalité entre les changements démographiques et la migration est plutôt indirecte que directe, par conséquent, elle n'est pas déterminante. En s'appuyant sur des observations empiriques, il constate que les gens ne migrent pas à cause de la croissance démographique. Si la croissance économique coïncide avec celle démographique, comme par exemple dans la plupart des pays du Golfe, il n'y aura pas de flux

³ Le passage d'une société traditionnelle caractérisée par des taux de natalité et de mortalité élevés à une société moderne ayant des taux de natalité et de mortalité faibles.

d'émigration croissants. Dans la même logique, l'auteur note que les pays qui enregistrent des déclin démographiques peuvent connaître une forte émigration à cause de conditions économiques et politiques défavorables, comme ce fut le cas de certains pays de l'Europe de l'Est.

Malgré ses points faibles, l'idée de Wilbur Zelinsky de la présence des tendances spécifiques de migration correspondantes à chaque phase du développement ou de la transition démographique, étant inspirée des « lois de migration » de Ravenstein, a servi comme base pour d'autres essais visant la compréhension des migrations internationales. A ce propos, Zlotnik (2003) apporte l'exemple du concept de « transition de la migration », introduit dans les années 1990, afin d'identifier les déterminants qui ont mené vers le changement de l'émigration à cause de surplus de main-d'œuvre en immigration, conditionnée par la pénurie de main-d'œuvre dans les pays nouvellement industrialisés de l'Est et du Sud-Est asiatiques.

- La théorie de la transition vers la mobilité confrontée à la réalité

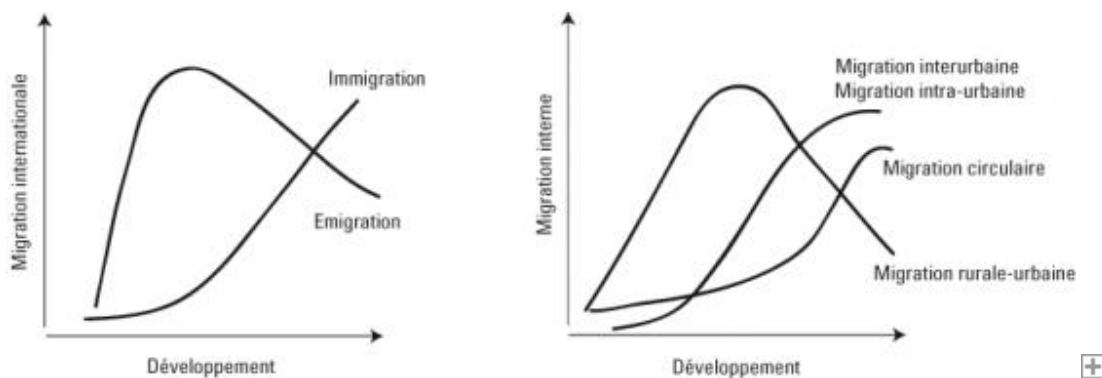
De Haas (2008) soutient que les flux migratoires ont tendance à s'accroître seulement durant les premières étapes du développement où l'amélioration des moyens de transport et de communication, la circulation des connaissances, le sentiment de manque d'opportunités économiques, et le niveau croissant du bien-être des personnes qui ont migré motivent plusieurs non-migrants à choisir de se déplacer vers d'autres endroits offrant de meilleures conditions de vie et de travail. Un certain niveau de développement socio-économique couplé avec une perception de privation relative en termes d'inégalité globale d'opportunités de développement plutôt que la pauvreté absolue peut constituer la cause des migrations. Au sens large, cette approche explique pourquoi certains pays comme le Mexique, le Maroc, la Turquie, les Philippines, qui ne font pas partie du groupe des pays les moins développés, sont parmi les principaux pays émetteurs des migrants (De Haas, 2005).

Le développement semble aller de pair avec une mobilité importante où les flux migratoires sont croissants. Une forte augmentation de la migration est observée durant les premières étapes du développement. Dans leur étude sur l'expérience migratoire des pays de l'Europe de Sud, Faini et Venturini (1994) ont étudié le rapport entre la migration et la croissance et ont trouvé que la relation entre les migrations et le développement économique prend la forme de U inversé. Ils indiquent que dans les pays relativement pauvres, l'augmentation des salaires aura un impact positif sur la propension à migrer, parce que ces ressources permettent d'assumer les coûts inhérents au processus migratoire. Au contraire, dans les pays relativement riches, la croissance

des salaires diminuera la pression de migration. En effet, initialement la croissance économique va mener vers des taux d'émigration importants pour ensuite diminuer dans une situation donnée quand un niveau supérieur de développement économique a été atteint, où le développement et les capacités de migrer connaissent une évolution plus au moins linéaire, phénomène nommé « bosse migratoire » (*migration hump*) (Martin, 1993 ; Martin et Taylor, 1996; Massey, 1991; Olesen, 2002).

De Haas (2005), note aussi que la croissance, le développement, et la diminution des disparités entre les pays d'origine et de destination ont un effet de courbe en forme de J ou U inversé sur l'émigration, qui augmente sensiblement pendant les étapes initiales du développement pour diminuer ultérieurement. A long terme, après des décennies de croissance soutenue et d'une convergence progressive des écarts salariaux entre les pays, l'émigration tend à diminuer et l'immigration à augmenter. Cette affirmation est confirmée par l'expérience des pays de l'Europe du Sud comme : l'Espagne, l'Italie, la Grèce et plus récemment, le Portugal et l'Irlande ou encore certains pays de l'Asie du Sud-Est : la Malaisie, le Taiwan et la Corée du Sud. Des pays comme la Turquie, la Tunisie ou le Mexique peuvent connaître aussi ce type de changement.

FIGURE 1.2 : L'EFFET GÉNÉRAL DU DÉVELOPPEMENT SUR LES FLUX MIGRATOIRES



Source : De Haas (2008 : 18)

Comme on l'a vu, suite au développement et à la convergence des différences salariales entre les pays, le processus de migrations connaît plusieurs étapes d'évolution. A court terme, le résultat de cette relation conduit à l'augmentation de l'émigration, tandis qu'à long terme, avec la réduction des écarts en termes d'opportunités et du sentiment de privation relative, l'émigration tend à diminuer sans mener à la baisse de la mobilité des personnes parce que ces pays, qui étaient au début des principaux pourvoyeurs des migrants, commencent à devenir des pays de destination, par conséquent, des taux importants d'immigration peuvent être enregistrés. Comme l'affirme

De Haas (2008), il est important de souligner aussi que la relation entre migration et développement n'est pas inversement proportionnelle et n'est pas irréversible parce que les résultats de ce rapport dépendent du contexte et se manifestent différemment au fil du temps. Par exemple, un niveau de développement relativement décroissant en rapport avec d'autres pays change les modèles migratoires en transformant un pays d'immigration en un pays d'émigration, comme dans le cas de l'Argentine.

Synthèse sur les approches macroéconomiques des migrations internationales

L'analyse de ces théories nous offre les premières explications sur les déterminants des migrations internationales. Toutes les théories analysées dans cette partie étudient le processus migratoire au niveau macroéconomique. Les trois premières (la théorie néoclassique, la théorie des systèmes mondiaux et la théorie dualiste du marché du travail) dans leur explication des causes des flux migratoires prennent en considération un seul marché, celui du travail, d'où le reproche qui leur est souvent fait d'offrir une vision jugée simpliste tandis que la théorie de la transition vers la mobilité identifie plusieurs formes de migration offrant une analyse dynamique du phénomène en fonction des étapes du processus de développement.

Dans le cas du modèle macroéconomique néoclassique, la migration a lieu dans un contexte de marchés parfaits où la transférabilité entière des compétences entre les régions est possible et la situation de plein-emploi est atteinte dans les pays d'origine et de destination par le biais des migrations. Les personnes n'ont aucune contrainte de se déplacer, la main-d'œuvre se dirige vers n'importe quel endroit où elle est plus productive. La seule motivation repose sur les différences salariales existantes entre les pays. Selon cette logique, les travailleurs originaires des régions où leurs revenus sont bas se dirigent vers des régions où ils peuvent les maximiser, ainsi, suite à l'offre de travail qui décroît dans les pays d'origine et accroît dans les pays récepteurs, les salaires ont la propension d'augmenter dans les premiers et diminuer dans les derniers, par conséquent, une convergence des salaires à l'international s'enregistre. L'hypothèse est, qu'une fois que cet équilibre s'installe, les migrations cessent, ce qui n'a pas été confirmé par la réalité.

Par rapport au premier concept sur les migrations, le modèle des systèmes mondiaux et celui du double marché du travail supposent que les migrations résultent de contraintes contextuelles. Dans le cas de la théorie historico-structurelle, les contraintes sont imposées par l'intervention du capitalisme dans les économies non-capitalistes. On peut en déduire que les migrations ne sont

pas toujours une action choisie mais conditionnée par les forces internationales. En comparaison avec la théorie néoclassique qui mettait en avant seulement la motivation pécuniaire des migrants, celle des systèmes mondiaux couvre d'autres dimensions comme les liens historiques, culturels, linguistiques qui permettent de mieux comprendre la direction et la dynamique des flux migratoires, ce qui se confirme dans le cas des ex-colonies françaises en Afrique qui ciblent plutôt comme destination la France, ou bien l'exemple des ressortissants indiens ou pakistanais qui, sous l'influence du passé colonial britannique ont appris l'anglais et en conséquence, choisissent un pays anglophone pour migrer.

Pour ce qui est de la théorie dualiste du marché du travail, les contraintes sont liées aux facteurs structurels spécifiques des pays industrialisés (pays de destination). Cette analyse qui met en évidence la segmentation du marché du travail nous offre un cadre explicatif propice pour comprendre pourquoi en général, dans le cas de la main-d'œuvre peu ou non-qualifiée, les emplois précaires, considérés dégradants par les locaux, sont occupés par les migrants.

Malgré leur caractère singulier et l'analyse incomplète, ces théories fournissent des éléments intéressants pour notre travail. L'approche néoclassique, même si elle reste majoritairement une vision pure théorique, suggère que le processus de migrations est bénéfique pour les pays d'origine. Grâce aux migrations s'établit une allocation optimale des ressources entre les pays et le rapport travail/capital tend à s'équilibrer. Ultérieurement, on verra que cette théorie a été à la base du courant qui défend la thèse des effets positifs des migrations sur le développement des pays d'origine, ce qui est l'idée centrale à développer et à argumenter dans ce travail. Pour confirmer cette hypothèse, il est nécessaire de réaliser davantage d'études théoriques et empiriques et d'intégrer plusieurs variables dans l'analyse, ce qu'on se propose de faire à travers cette thèse.

La théorie des systèmes mondiaux, considérée trop inflexible, nous livre une partie de l'explication de la direction et continuité des flux migratoires. A partir de la théorie du dualisme du marché, on peut souligner les implications positives que les migrations peuvent engendrer dans les pays de destination ; elles contribuent notamment à soulager la pénurie de main-d'œuvre pour les emplois peu ou non-qualifiés mais aussi à avoir des effets positifs potentiels sur le pays d'origine, notamment en termes de diminution du chômage pour cette catégorie d'emplois. Comme les retombées positives des migrations pour les pays de destination ont été déjà beaucoup traitées dans la littérature, dans ce travail on analysera préférentiellement les effets positifs

générés par la migration de la main-d'œuvre sur le pays d'origine et on démontrera que sous certaines conditions il est possible de tirer profit même du départ des personnes qualifiées, qui a été longtemps regretté par les adeptes du concept de « fuite de cerveaux ».

1.2 Les approches microéconomiques des migrations internationales

1.2.1 Le modèle microéconomique néoclassique

Le modèle macroéconomique néoclassique présente les différences de salaires entre les pays pauvres et les pays riches comme motivation principale des migrations. On peut constater comme caractéristique générale le fait que les migrants sont originaires des pays pauvres et se dirigent vers des pays plus riches. Mais les modèles macroéconomiques néoclassiques sur les migrations internationales n'arrivent pas à expliquer pourquoi seulement certaines personnes des pays pauvres décident de se déplacer et pas les autres, ou ne le font pas dans la même mesure, ou pourquoi les migrants arrivent d'un pays donné et non d'un autre avec le même niveau salarial. Cette situation a conduit à l'émergence de nouveaux modèles néoclassiques dans les années 1970, le modèle théorique Harris et Todaro étant en tête de liste. L'introduction, au niveau micro, des « coûts de migration » et de l'approche probabiliste, permet de mieux comprendre la genèse des flux migratoires. Harris et Todaro (1970) soulignent que pour expliquer ce phénomène, il est nécessaire de modifier et d'élargir l'approche simple du différentiel de salaire et de tenir compte également de la probabilité de trouver un emploi dans le pays de destination.

Le modèle microéconomique néoclassique, toujours axé sur les marchés du travail, étudie les migrants en tant qu'individus, acteurs rationnels qui cherchent à maximiser leurs revenus et à se diriger vers des endroits où ils peuvent être plus productifs. La décision de se déplacer est le résultat d'une évaluation rationnelle des coûts-avantages, non seulement concernant le choix de migrer ou pas, mais aussi d'une évaluation des avantages et des désavantages liés aux destinations potentielles. Dans cette optique, plus le fossé en matière de bénéfices espérés est profond entre les pays, plus les migrations gagnent en ampleur. Cette logique d'identification des coûts et bénéfices est omniprésente dans plusieurs théories étudiant la mobilité des personnes, particulièrement dans l'approche *push/pull* qui vise à distinguer les forces d'attraction et de répulsion qui sont à la base du processus décisionnel de migrer ou pas.

Dans l'approche microéconomique néoclassique, la décision de partir est le résultat d'une confrontation entre les coûts et la perspective des meilleurs salaires dans le pays de destination, mais aussi tient compte de la probabilité de trouver un emploi dans le pays d'accueil. Les coûts associés aux migrations internationales englobent les frais de voyage, le manque de revenus durant la période de recherche du travail dans le pays récepteur, le temps d'adaptation et d'apprentissage d'une nouvelle langue ainsi que les coûts psychologiques subis par les migrants à la suite de la séparation de leurs familles, amis (Sjaastad, 1962 ; Todaro, 1976 ; Burda, 1993). On verra que la prise en considération des coûts et des risques associés à la mobilité internationale expliquent pourquoi en règle générale ceux qui migrent ne sont pas les plus pauvres et comment les réseaux sociaux jouent un rôle très important dans la diminution des coûts et des risques inhérents à la migration.

- **Extension du modèle microéconomique néoclassique**

En plus de l'introduction des calculs coût/bénéfice et la probabilité de trouver un emploi dans l'analyse des causes des migrations, le modèle microéconomique néoclassique comporte une autre extension vers l'analyse du capital humain où la migration est vue comme une décision d'investissement. Dans la théorie économique, le capital humain a été longtemps reconnu comme un facteur majeur du développement économique dans les sociétés modernes (Becker, 1962; Sjaastad, 1962, cités par De Haas, 2008).

Traditionnellement, les discussions autour du phénomène de *brain drain* reposaient sur les raisonnements du concept de capital humain développé par Gary Becker dans les années '60. Selon ce modèle les études, les capacités, les compétences et les talents possédés par une personne constituent son capital humain. Les Etats décident d'investir dans ce type de capital à travers le financement des études en attendant un retour sur l'investissement une fois que ces personnes deviennent professionnellement actives et commencent à payer des impôts. Dans cette logique, le départ de personnes qualifiées représente une perte nette pour le pays d'origine qui n'obtiendra aucun retour sur l'investissement en capital humain de ses citoyens. Pour faire face à cette situation plusieurs mesures ont été mises en place pour limiter l'effet négatif de cette mobilité humaine.

Meyer *et al.* (1997) remarquent que les pays ont initié des stratégies basées sur deux concepts théoriques, d'une part celui de *brain drain* qui a fait l'objet de politiques restrictives (rendre l'émigration plus compliquée), incitatives (rendre les régions d'origine plus attractives pour les personnes qualifiées en offrant des meilleures conditions de travail, des salaires plus élevés) et

compensatoires (de percevoir une taxe sur les cerveaux comme Bhagwati (1976) l'a proposé) et d'autre part, des stratégies plus récentes basées sur l'approche du *brain gain* portant sur l'option des migrations de retour et l'option de la diaspora. Il faut rappeler le caractère inutile des politiques centrées sur l'approche *brain drain*, alors que l'expérience montre que les stratégies *brain gain* ont été plus efficaces, au moins pour certains pays qui ont été en mesure de les appliquer correctement.

Etant vu comme un facteur crucial dans le processus de développement d'un pays, le capital humain a été intégré dans nombreuses études portant sur les modèles de croissance endogène (par exemple : Romer, 1986 ; Lucas, 1988). La dotation des personnes en éducation et capacités physiques, des éléments considérés « capitaux » essentiels pour l'augmentation de la production économique. Bauer et Zimmermann (1998) indiquent que pour améliorer les explications sur les causes de la migration, il est nécessaire de prendre en compte non seulement les différences salariales et la probabilité de trouver un emploi mais aussi la structure interne et la segmentation des marchés du travail ainsi que les caractéristiques socio-économiques et les « capitaux » des personnes qui décident de migrer.

La théorie du capital humain permet aussi d'expliquer la nature sélective des migrations. Les caractéristiques individuelles permettent d'expliquer pourquoi l'évaluation des coûts et des avantages des migrations ne déterminent pas de la même manière la décision de partir. Evidemment, les individus sont différents en fonction de leurs compétences, niveau d'études, constitution physique, âge, sexe, des caractéristiques qui conditionnent inégalement les gains escomptés et le « retour sur investissement » et par conséquent, agissent différemment sur la décision de migrer ou pas. L'inclusion des caractéristiques individuelles dans ce modèle offre le cadre théorique capable d'expliquer dans le cas de la sélectivité positive de migration pourquoi les personnes ayant un niveau plus élevé d'éducation ont une propension plus importante à migrer que les personnes qui n'ont pas fait d'études. Pour conclure, selon le modèle microéconomique néoclassique, la décision individuelle de migrer étant basée sur le libre choix et l'accès complet à l'information est influencée par : l'importance des différences salariales entre pays, la probabilité de trouver un emploi dans le pays d'accueil, les coûts et les risques associés au processus migratoire, par les caractéristiques individuelles du capital humain ainsi que par la structure spécifique et la segmentation du marché du travail.

1.2.2 La nouvelle économie des migrations

Les défaillances d'explication de la théorie néoclassique mènent vers l'émergence d'autres modèles qui cherchent à expliquer les causes des migrations. L'un des plus récents est la *nouvelle économie des migrations* (Stark et Taylor, 1989) qui analyse aussi les déterminants des migrations internationales au niveau micro. L'élément novateur de cette théorie par rapport à la théorie néoclassique est qu'elle ne part pas de l'individu comme unité décisionnelle qui s'inscrit dans des marchés parfaits mais au contraire, elle considère que les choix migratoires font l'objet des décisions collectives prises dans des contextes d'incertitude et d'imperfection des marchés.

Dans leurs travaux, Stark et Levhari (1982) postulent l'hypothèse de choix de portefeuille. Le départ à l'étranger d'un membre du ménage permet la diversification des sources de revenu et est susceptible de faciliter grâce aux remises de fonds « *l'adoption des techniques de production plus risquées que les techniques traditionnelles* » (Aknin, 2002 : 191). Massey *et al.* (1993) observent que ces décisions prises au niveau du ménage ou de la famille cherchent non seulement à maximiser les revenus, mais aussi à diversifier les risques - « *les décisions de migration ne sont pas prises par des acteurs séparés mais par des unités plus larges de personnes connectées entre elles – généralement des familles ou des ménages – où les gens agissent collectivement non seulement dans le but de maximiser les revenus attendus, mais aussi pour minimiser les risques et contourner les contraintes provenant de diverses défaillances de marché, à part celles liées au marché du travail* »⁴ (Massey *et al.*, 1993 : 436).

Les différences de salaire entre pays ne sont plus les seuls déterminants de la migration, mais au contraire les motivations de s'assurer contre l'incertitude incitent les familles à entreprendre tant des activités internes risquées, comme l'adoption des nouvelles technologies, création d'entreprises que de se lancer dans le processus migratoire. La nouvelle approche tient compte, en plus du marché du travail, de l'influence d'autres marchés traduite par les facilités d'accès aux crédits et à la sécurité sociale. En effet, la partie principale des revenus des familles qui habitent dans les zones rurales est générée par les activités agricoles qui sont sensibles aux conditions climatiques et aux fluctuations des cours des produits agricoles et dans un environnement où les marchés d'assurances sont peu ou pas développés. Dans ce contexte, les migrations représenteraient donc une stratégie économique et sociale, car afin de surmonter les risques et les

⁴ Notre traduction « *migration decisions are not made by isolated individual actors, but by larger units of related people – typically families or households – in which people act collectively not only to maximize expected income, but also minimize risks and to loosen constraints associated with a variety of market failures, apart from those in the labor market* » (Massey *et al.*, 1993 : 436).

incertitudes de l'économie nationale, ces familles décident d'envoyer un de leurs membres à l'étranger. Le développement économique ne réduit pas nécessairement la pression sur les migrations internationales, car l'impact positif sur les activités économiques locales tend à rendre la migration plus attractive, étant donné que les fonds rapatriés peuvent être investis avec succès (Massey *et al.*, 1993).

Même si la personne envoyée à l'étranger ne gagne pas plus qu'au pays, ce revenu fera l'objet de risques différents et des compensations seront possibles, par exemple entre une année favorable pour l'émigré et une mauvaise année de la production agricole pour sa famille. Généralement, les ménages qui augmentent leurs ressources au pays à travers une telle stratégie de diversification de risques sont ceux qui peuvent assumer les coûts liés à la migration, ce qui indique que les inégalités se creusent entre les ménages riches et pauvres, au contraire de ce que le modèle néoclassique suggère. Zlotnik (2003) constate aussi que le sentiment de privation relative des ménages pauvres par rapport à ceux riches incite les membres des premiers à migrer, même si il n'y a aucune différence de salaires entre pays.

Par rapport aux modèles précédents, la nouvelle économie de la migration prend en considération plusieurs variables, telles que les caractéristiques de l'individu et du ménage, le contenu et la genèse de la production économique et des revenus, les données sur la catégorie et l'usage des transferts, ainsi que le fonctionnement des différents marchés et l'impression de privation en comparaison avec d'autres ménages. L'introduction de la famille dans l'analyse des causes des migrations internationales dénote que le migrant, même parti à l'étranger, a un point d'attache dans le pays de départ qui implique l'envoi de transferts variés adressés aux proches restés. Le lien maintenu avec le pays d'origine est la condition principale qui détermine l'impact positif d'une diaspora sur le pays de départ.

1.2.3 Le modèle répulsion-attraction (push/pull)

Le modèle répulsion-attraction est l'une des approches les plus connues en matière de recherche sur les migrations. Comme dans le cas des modèles économiques néoclassiques, ce modèle *push-pull* considère que les flux migratoires sont le résultat de décisions individuelles suite à l'évaluation des coûts-avantages. La décision de migrer est déterminée par la considération d'une part des facteurs négatifs (répulsifs) définissant les pays émetteurs et d'autre part des facteurs positifs caractérisant les pays récepteurs. Cette nouvelle approche analytique des migrations proposée par Lee (1966) dépasse le cadre traditionnel limité principalement aux facteurs économiques en élargissant l'analyse aux autres déterminants qui conditionnent la décision de se déplacer, comme par exemple : la nécessité d'échapper à des contextes dangereux, la recherche de meilleures conditions d'évolution professionnelle et personnelle. Cette vision théorique repose sur l'idée de la diversité des facteurs qui expliquent la décision de migrer et sur le fait que le processus migratoire n'est pas toujours un choix volontaire au contraire de ce qu'on trouve dans l'explication néoclassique.

Comme mentionné plus haut, la migration est générée à la fois par des facteurs positifs spécifiques au pays de destination et par des facteurs négatifs liés au pays d'origine. La première catégorie de facteurs se réfère aux avantages comparatifs des pays industrialisés tandis que la deuxième catégorie suppose le contexte défavorable économique, social et politique des pays en développement. Ainsi, les deux types de pays sont caractérisés tant par des facteurs positifs ou forces d'attraction (*pull factors*) que par des facteurs négatifs ou forces de répulsion (*push factors*). Plus grande est la différence entre les deux facteurs dans le pays de destination et d'origine, plus probable est le phénomène de migration. En outre, Everett Lee postule que la migration est sélective en fonction des caractéristiques individuelles des migrants parce que les gens répondent différemment aux facteurs d'attraction et de répulsion dans les lieux d'origine et de destination. Selon cette approche, ceux qui sont motivés par les forces d'attraction des pays de destination sont plutôt positivement sélectionnés en fonction de l'âge, du niveau d'études, des compétences, tandis que les personnes qui migrent à cause des forces de répulsion des pays d'origine tendent à être sélectionnées négativement. De plus, les premiers ont une propension plus importante à migrer volontairement que les derniers (Zlotnik, 2003).

Fondamentalement, le modèle *push-pull* renvoie à la perspective d'équilibre évoquée par la pensée néoclassique. Dans le modèle *push/pull*, l'équilibre se veut entre les forces de répulsion et celles d'attraction.

Malgré une large reconnaissance et application, le modèle *push-pull* ne peut pas expliquer les migrations de retour et la présence simultanée d'émigration et d'immigration dans la même région ou le même secteur. De plus, cette approche ne tient pas compte des conséquences des migrations et leur impact sur le contexte structurel tant des pays de destination que des pays d'origine. C'est un modèle statique qui n'analyse pas le phénomène migratoire comme une partie intégrante du processus de transformations dans une vision plus complexe, ce qui a conduit à l'émergence des nouveaux concepts qui ont essayé de livrer une explication plus holistique des causes des migrations.

Synthèse sur les approches microéconomiques des migrations internationales

Comme déjà souligné, même au sein des théories sur les migrations internationales qui mettent l'accent sur un niveau micro d'analyse, on identifie différentes directions d'explication. Dans la théorie microéconomique néoclassique, les migrants sont analysés comme des individus sans attache qui cherchent à maximiser leurs propres revenus sans prendre en compte leur appartenance à une communauté d'origine. En se basant sur ce raisonnement, les migrants n'ont aucune motivation pour envoyer des ressources financières vers leurs pays d'origine, ce qui n'est pas du tout le cas. Dans un monde strictement néoclassique, l'impact positif des migrations sur le développement se traduit par l'égalisation des prix de facteurs.

Si le modèle microéconomique néoclassique voit l'individu comme la seule unité décisionnelle dans le processus migratoire, alors la nouvelle théorie des migrations parle du ménage comme pouvoir décisionnel. Si dans le premier cas les migrants cherchent à se déplacer vers des endroits où ils sont plus productifs afin de maximiser leurs revenus, dans le cas de la deuxième approche, le migrant est plutôt un agent qui est censé minimiser les risques et réduire les dysfonctionnements inhérents aux différents marchés. La migration dans le cas des pays en développement joue le rôle attribué aux institutions financières et d'assurance dans les pays développés. Dans l'optique de la nouvelle théorie des migrations, le processus migratoire ne cesse pas au moment d'égalisation des salaires entre les pays, comme soutenu par la vision néoclassique, mais au contraire les flux migratoires peuvent augmenter parce que les ménages chercheront toujours à diversifier les risques, ainsi que l'investissement réussi des remises de fonds dans les activités locales est susceptible de renforcer les migrations. De plus, la mobilité internationale des personnes ne peut pas diminuer lorsque la convergence des salaires entre pays

a lieu, parce que les pays d'origine ne disposent pas d'autres marchés qui peuvent couvrir divers risques, dans ce contexte la migration est le seul moyen permettant le contrôle des risques.

Plusieurs hypothèses de la nouvelle économie des migrations sont confirmées par la réalité, et notamment le fait que le processus migratoire génère des investissements productifs dans les pays d'origine traduits par l'usage des nouvelles technologies, machines, etc. A long terme, le bien-être des ménages bénéficiaires est susceptible de s'accroître grâce aux migrations. De plus, l'introduction du ménage comme entité qui est à la base de la décision de migrer, et même du financement du projet migratoire de leur membre envoyé à l'étranger qui à son tour renvoie de l'argent à sa famille restée dans le pays d'origine, attire particulièrement notre attention parce que cette théorie met en lumière la possibilité de gains pour les non migrants par le biais des remises de fonds, ce qui était totalement ignoré par le modèle néoclassique, des transferts possibles grâce au lien maintenu entre le migrant et les membres de la famille restés au pays.

1.3 Les théories positives intégrées des migrations internationales

1.3.1 La contribution des sciences politiques

Zolberg (1981) considère les migrations comme une action de transfert entre les Etats où les politiques en matière de migrations encadrent le rapport entre l'individu et l'Etat. Selon lui, les théories mentionnées au-dessus ne peuvent pas expliquer pourquoi de nombreuses personnes, qui devraient rationnellement choisir de migrer vers d'autres pays, ne le font pas. Aristide Zolberg affirme que chaque Etat a une société relativement homogène et ses frontières sociales correspondent aux frontières reconnues par le droit international et la loi de chaque Etat. Les migrations constituent un échange entre les Etats en réalisant un « transfert de juridiction » parce que les migrants ne sont plus les membres de la société d'origine mais deviennent les membres de la société d'accueil. Dans ce contexte, la migration est considérée plutôt comme une exception à la règle selon laquelle une société a des capacités socioculturelles auto-reproductives (Zlotnik, 2003).

Ainsi, Hania Zlotnik indique que l'analyse des déterminants des migrations internationales doit intégrer le caractère exceptionnel du phénomène dans son cadre explicatif. L'organisation du monde contemporain peut être vue comme un ensemble de deux composants, d'une part, les personnes qui cherchent à améliorer leurs conditions de vie en prenant la décision de migrer et

d'autre part, les Etats qui veillent à ce que les objectifs collectifs soient respectés en vérifiant les entrées et les sorties aussi bien que le statut politique, ceci étant réalisé par l'intermédiaire des politiques migratoires. Le modèle d'aspiration politique met en évidence le rôle joué par les Etats dans le maintien de l'intégrité de leurs sociétés. Souvent les Etats sont confrontés au dilemme des intérêts individuels des personnes qui cherchent à augmenter leur bien-être et des intérêts nationaux. Par conséquent, les migrations internationales sont associées à « une tension fondamentale » entre les intérêts individuels et nationaux. En dépit de cette tension, dans certaines situations les intérêts collectifs et les intérêts individuels coïncident. Dans ce contexte, l'option diaspora peut être une solution qui permet aux migrants d'améliorer leur niveau de vie et celui de leurs proches restés dans le pays d'origine, et aux Etats de bénéficier des ressources possédées par la communauté diasporique. Cette thèse se propose d'identifier les conditions qui permettraient l'accomplissement de cet objectif.

Dans la perspective de protéger leurs nationaux, les Etats peuvent limiter l'accès à leur territoire, en mettant en place des politiques sélectives. Nombreux pays ont fait appel à ce type de politique migratoire. Pour illustrer cette situation, on peut faire référence aux programmes des « travailleurs invités » (*Gastarbeiter*) mis en place aux Etats-Unis, en Allemagne, etc., pour les migrants temporaires sans leur donner la possibilité de rester dans les pays d'accueil en demandant la naturalisation ou la réunification familiale.

Une autre contribution du modèle en question est la mise en lumière d'une nouvelle catégorie de migrants non étudiée jusqu'ici qui porte sur les individus qui décident de se déplacer pour des raisons politiques. En comparaison avec les personnes qui veulent migrer pour des raisons économiques où la décision est prise par choix, dans les cas des migrations forcées, les gens sont contraints de quitter le pays d'origine.

Aristide Zolberg suggère que la dimension politique doit être prise en compte afin d'expliquer la direction des flux migratoires ainsi que leur continuité. Le droit souverain des Etats de contrôler le franchissement de leurs frontières est bien reconnu et les politiques migratoires en relèvent. En fonction de ces politiques, certains pays peuvent être plus au moins attirants que d'autres, ce qui explique la préférence des migrants pour certaines destinations. A travers l'analyse sur le rôle bénéfique des diasporas sur les pays d'origine, nous montrerons au contraire de Zolberg (1981) que les membres d'une diaspora sont en même temps partie intégrante des deux pays (d'accueil et d'origine) et peuvent contribuer au développement tant du pays d'installation que celui de départ.

Pour identifier les causes des migrations internationales, à part la dimension des politiques migratoires dans l'explication de la direction des courants des migrants, d'autres facteurs doivent être considérés, comme on a pu voir plus haut : les liens historiques, culturels, la proximité géographique, les connaissances linguistiques ou encore les liens établis entre les migrants et les non-migrants.

1.3.2 L'approche systémique

Avant les années 1980, le débat théorique sur les migrations se focalisait plutôt sur la théorie néoclassique d'une part et la théorie historico-structurelle d'autre part. Avec l'influence du postmodernisme, les discussions sur le phénomène étudié se caractérisent par une ouverture plus large et portent sur des synergies créées entre plusieurs visions théoriques à partir de disciplines différentes. Les modèles existants ont commencé à être combinés et intégrés dans des cadres théoriques plus généraux ; l'approche systémique étant parmi les pionniers de cette époque.

Les théories décrites plus haut témoignent de la complexité des migrations internationales et n'arrivent à expliquer que partiellement quelles sont les causes de ce phénomène. Afin de combiner toutes ces approches différentes, une autre est proposée, celle systémique qui apparaît dans les années 1970, avec les travaux d'Akin Mabogunje et connaît son utilisation plus complète en 1992 avec la publication des travaux de la Commission de l'UIESP (l'Union Internationale pour l'Etude Scientifique de la Population) sur les migrations internationales (Kritz *et al.*, 1992, cités par Zlotnik, 2003).

La théorie des *systèmes de migration* englobe un nombre important de modèles et approches théoriques analysés dans les pages précédentes. Selon Kritz (1992), un système de migration constitue un « *ensemble de pays liés par des échanges migratoires dont la dynamique est largement façonnée par le fonctionnement de différents réseaux unissant les acteurs de la migration à différents niveaux d'agrégation* » (Zlotnik, 2003 : 71). Ainsi, dans la théorie des systèmes de migration les deux niveaux d'analyse se combinent où la migration unifie l'espace entre le pays d'origine et le pays d'accueil.

Selon Zlotnik (2003), l'approche systémique s'axe sur cinq éléments : a) la migration forme un « espace unifié » qui couvre tant les lieux d'origine que ceux de départ et afin d'expliquer ses causes et ses incidences il faut l'analyser en tenant compte de cet espace unifié ; b) la migration ne constitue qu'une sorte de relation qui rapproche les régions d'origine et les régions de

destination, c'est un processus qui a lieu d'une manière interdépendante avec d'autres processus historiques, culturels, politiques ou économiques qui trouvent souvent leurs racines dans l'histoire ; c) la migration peut évoluer au fil du temps, et par conséquent produire des changements des flux migratoires et des conséquences sur les régions concernées ; d) l'Etat a un rôle considérable à jouer dans le processus de migrations, soit par le biais de politiques migratoires qui ont un impact direct sur les migrations, soit via les relations économiques, stratégiques ou politiques avec d'autres Etats qui sont susceptibles d'influencer d'une manière indirecte les migrations ; et e) l'identification des instruments via lesquels les forces macroéconomiques qui incitent les flux migratoires se transforment en facteurs microéconomiques des décisions individuelles. Un de ces instruments représente les réseaux où les liens tissés entre les migrants et leurs familles, amis ou connaissances interviennent comme des facteurs au niveau micro entre les communautés d'origine et de destination.

Comme la migration constitue un « espace unifié » qui couvre en même temps les pays d'origine et de destination, il est important de l'analyser tant au niveau micro que macro pour comprendre l'évolution des migrations. La considération des réseaux, par l'approche systémique comme un élément unifiant l'espace entre les pays d'origine et de départ, nous permettra de montrer qu'une diaspora connecte les territoires d'installation avec les territoires de départ à travers les réseaux diasporiques facilitant ainsi le transfert de diverses ressources vers le pays d'origine, qui peut les utiliser au profit du développement.

1.3.3 La théorie des réseaux et la théorie institutionnaliste

Les premiers modèles économiques expliquant les causes des migrations se concentrent essentiellement sur la migration de travail et analysent de quelle manière les flux se forment et se perpétuent dans des conditions d'inégalités entre les marchés du travail. Les compétences personnelles des individus ou les contraintes macroéconomiques ont dominé longtemps la pensée théorique étudiant les phénomènes migratoires. Au niveau macro, généralement la migration serait le résultat des écarts structurels entre les économies combinés avec le contexte historique des échanges ; au niveau micro, la migration se définirait comme une décision individuelle prise en fonction des différences salariales entre pays ou entre secteurs économiques. Principalement, ces approches théoriques cherchaient plutôt à étudier les causes du phénomène sans vraiment analyser sa dynamique et sa continuité. La littérature récente met en évidence le rôle joué par les entités intermédiaires dans la prise de décision de migrer. Le cadre conceptuel des ces unités

organisationnelles de la migration est plus large parce qu'il s'axe sur l'analyse de la mobilité des populations aux différentes échelles (individuelle, familiale, communautaire) en intégrant dans l'analyse les deux niveaux : macro et micro.

Généralement, quand le processus de migration démarre, le choix du pays d'accueil est le résultat du hasard sans connaître suffisamment les conditions de vie et d'emploi. Graduellement, grâce aux contacts établis avec les migrants installés à l'étranger, à la présence de membres de la famille, amis et/ou autres personnes de la même communauté d'origine à l'étranger, les migrations prennent une direction bien définie parce que ces liens constituent un encouragement à émigrer, et par conséquent les migrations s'approprient un caractère institutionnel. Une des premières dérivations de l'approche institutionnaliste est la nouvelle théorie des migrations, qui montre le processus migratoire en tant que stratégie de minimisation des risques et de compensation des institutions manquantes ou défaillantes du pays d'origine, comme par exemple le marché de l'assurance (sécurité sociale, retraites, allocations de chômage, assurances sur les récoltes, accès aux crédits, etc.) par l'apparition d'institutions complémentaires réglementées par une série des règles formelles et informelles qui facilitent leur fonctionnement. Cet ensemble de règles tacites ou de contraintes formelles se manifeste souvent dans une *culture de la migration*. Les participants à la décision de migrer sont liés entre eux par un accord tacite – le *contrat migratoire*. D'une part, les membres restés dans le pays d'origine s'engagent à contribuer à la réalisation du projet migratoire et d'autre part, la personne choisie pour être envoyée à l'étranger s'oblige à les aider en envoyant des fonds (Guilmoto et Sandron, 2000).

1.3.3.1 L'approche institutionnaliste

Une caractéristique importante de l'articulation micro-macro est le rapport entre l'Etat et l'individu ; l'approche politique souligne l'importance de ces relations et l'approche systémique indique que ces interactions se réalisent via les institutions. Les types d'institution et leur mode de fonctionnement sont définis en fonction des objectifs à atteindre par les Etats. Dans le cas d'Etats puissants répondant à la demande publique, les institutions fonctionnent en tandem avec l'Etat en participant ensemble au processus d'élaboration des politiques tandis que dans un contexte de fonctionnement inefficace de l'Etat souvent caractéristique des pays en développement, d'autres institutions dépendantes du phénomène migratoire voient le jour pour se substituer à certaines fonctions normalement assurées par l'Etat.

En s'institutionnalisant, la migration ne s'axe pas uniquement sur l'ensemble des normes qui la définissent mais s'appuie aussi sur le réseau migratoire, une structure sociale très forte qui joue

un rôle crucial dans le maintien, voire l'extension des flux migratoires. Les migrants font appel à des réseaux aux différents moments de leur parcours migratoire : appui au projet de migrer, identification des pays d'accueil et des périodes favorables pour s'y installer, aides financières pour couvrir les coûts de voyage, hébergement et insertion dans le marché du travail à destination. Le réseau est une forme d'organisation humaine, couvrant le cheminement des relations du pays d'origine vers celui de destination qui revêt un aspect institutionnel basé sur un ensemble de règles qui conditionnent son fonctionnement. L'apparition des réseaux de migrants facilite la diffusion des informations sur les emplois et les conditions de vie dans les pays récepteurs ainsi que l'intégration professionnelle et sociale dans le pays d'installation, ce qui conduit à la diminution des coûts du projet migratoire tant en termes financiers que psychologiques mais aussi à la réduction des risques en fonction de l'ampleur de la communauté des migrants ; ainsi les réseaux déterminent la perpétuation des flux migratoires. La baisse progressive des coûts des migrations due aux réseaux explique pourquoi la convergence graduelle des salaires entre régions ne mène pas nécessairement vers un ralentissement de la mobilité internationale des personnes, au contraire de ce que la théorie néoclassique postule.

1.3.3.2 Le concept des réseaux migratoires

Le concept des réseaux de migrants ne repose pas seulement sur la parenté proche mais il couvre aussi les liens qui résultent de l'amitié ou de l'appartenance à la communauté d'origine. Avec l'installation d'une masse critique de migrants dans le pays de destination, les forces de cette communauté commencent à jouer un rôle déterminant dans la mobilité d'autres personnes provenant de la même région d'origine, ce qui mène selon certains auteurs (Massey *et al.*, 1987 ; Boyd, 1989 ; Kritz *et al.*, 1992) à l'apparition du phénomène de la « migration en chaîne ». Massey *et al.* (1993) définissent les réseaux de migrants comme « *totalité de relations interpersonnelles qui connectent les migrants, les migrants précédents et les non-migrants des régions d'origine et de destination, à travers les liens de parenté, d'amitié et d'affinité pour le lieu d'origine* »⁵ (1993 : 448). Les auteurs affirment qu'avec l'établissement d'un nombre important de contacts, la migration devient un processus de diffusion autoentretenu, parce que la structure sociale qui la soutient est créée.

Chaque nouvel arrivant réduit les coûts du projet migratoire de ses amis et proches qui sont incités à migrer. Le réseau est une forme de capital social utilisé pour avoir accès au marché du

⁵ Traduction de « *Migrant networks are sets of interpersonal ties that connect migrants, former migrants, and nonimmigrants in origin and destination areas through ties of kinship, friendship, and shared community origin* » (Massey *et al.*, 1993: 448).

travail dans le pays de destination. Grâce aux liens créés entre les migrants installés à l'étranger et les personnes restées au pays, la mobilité internationale des personnes évolue malgré les barrières d'entrée dans les pays d'accueil et la disparition de principaux facteurs déterminant la décision de migrer.

La théorie des réseaux est un modèle holistique qui dérive de l'approche systémique. Comme on l'a déjà mentionné, l'approche systémique considère les réseaux sociaux comme instruments qui permettent l'unification de l'espace entre les pays d'origine et les pays de destination à travers les activités transnationales opérées par les migrants.

Les idées de la théorie des réseaux alimentent l'approche « transnationaliste ». Comme prototypes de ce modèle, on retient la figure sociale des « transmigrants » qui mènent leurs vies dans différents endroits en exerçant des activités en même temps dans les sociétés d'accueil et les sociétés d'origine, et en créant des liens de nature familiale, économique, sociale, politique ou culturelle dans les deux pays. Le concept du transnationalisme renforce le rôle des réseaux comme moyen d'unification de l'espace entre les pays d'arrivée et de départ, par conséquent dans ce contexte, il est difficile de séparer les zones d'installation de celles d'origine. Dans cet espace unifié, la migration ne peut plus être vue comme un processus dans un seul sens car à travers leurs activités transnationales, les migrants permettent la circulation de divers flux dans les deux directions. La théorie des réseaux offre le cadre conceptuel pour notre thèse et nous aide à expliquer comment une diaspora contribue au rapprochement économique entre les territoires d'origine et ceux d'accueil.

1.3.4 La théorie de la causalité cumulative

Massey *et al.* (1993) constatent qu'à part le développement des réseaux de migrants, les migrations internationales s'auto-entretiennent à cause d'autres facteurs qui déterminent l'augmentation des flux migratoires en identifiant ainsi le processus de la « causalité cumulative ». La théorie de la causalité cumulative de Myrdal (1957) a été souvent appliquée pour expliquer les causes des migrations internationales. Le processus de migration apporte des changements dans le contexte social de la prise de la décision de migrer ce qui souvent conduit à l'accroissement des flux de migrants.

Plusieurs éléments sont à l'origine d'une causalité cumulative. Parmi les facteurs déterminants, on peut citer les transferts de fonds envoyés par les migrants qui creusent les inégalités et par

conséquent conduisent aux perceptions de privation relative dans les familles où aucun membre n'est à l'étranger, encourageant ainsi d'autres personnes à migrer. A ses débuts, étant donné que la migration implique des coûts et des risques, seules les personnes issues de la classe moyenne ou de la classe aisée peuvent se permettre de financer le projet migratoire. Le bien-être des familles bénéficiaires de ressources financières provenant de la part des migrants augmente, tandis que celui des familles pauvres reste inchangé, par conséquent, les dernières sont incitées à emprunter aussi le chemin de la migration (Massey *et al.*, 1993).

Un autre mécanisme qui incite la causalité cumulative est l'usage des sommes reçues. Ayant les moyens, les migrants peuvent se permettre d'acheter des terres et d'utiliser des techniques plus intensives en capital, diminuant ainsi la demande de travail agricole dans le pays d'origine et en conséquence favorisant l'émigration. De même, la période à l'étranger influence les préférences et les motivations des migrants qui ultérieurement peuvent produire un changement culturel sur ceux restés dans le pays d'origine, en étant ainsi incité à adopter aussi une « culture de la migration » où la mobilité est souvent vue comme une voie vers la réussite, et ceux qui n'essayent pas d'améliorer leur bien-être en migrant sont considérés sans initiatives et sans volonté. Enfin, l'émigration étant sélective, les personnes mieux instruites sont susceptibles de partir. La réussite professionnelle et sociale de ces personnes dans les sociétés d'installation incite les non migrants à faire des études pour suivre l'exemple de ceux partis à l'étranger, ainsi la migration tend à augmenter. A part l'impact sur les pays d'origine, la migration modifie aussi les conditions dans les pays d'accueil. Par exemple, les emplois occupés d'une manière croissante par les migrants sont perçus comme ingrats par la population locale, ainsi l'acceptabilité sociale du travail change, renforçant l'appel aux travailleurs étrangers. Cette tendance explique la demande structurelle de main-d'œuvre étrangère en dépit des taux de chômage élevés.

Synthèse sur les théories positives intégrées des migrations internationales

Ces théories nous livrent une approche plus complexe sur les migrations internationales où la combinaison de plusieurs théories offre des explications pluralistes en intégrant de nombreuses variables. Chacune apporte une valeur ajoutée, par exemple celle des sciences politiques introduit la dimension politique dans le cadre d'analyse en étudiant aussi le type de migration forcée. L'approche institutionnaliste et la théorie des réseaux migratoires expliquent le caractère continu des migrations. Selon Massey *et al.* (1993), à part les coûts liés au voyage et à la recherche de travail, il y a d'autres barrières à franchir comme l'apprentissage d'une nouvelle langue,

l'adaptation à une nouvelle culture, l'accès à l'information, l'acquisition d'une situation régulière dans le pays de destination, ce qui devient plus facile grâce aux réseaux de migrants. Comme l'indique Taylor (1986), la présence des réseaux migratoires dans le pays d'accueil est un facteur d'attraction très important. Ces réseaux ont le rôle d'absorber le choc des migrations en diminuant les coûts et en minimisant les risques. Le rôle des réseaux dans le développement des pays d'origine des migrants sera développé dans les chapitres qui suivent. La théorie qui offre une vision plus complexe sur les migrations est l'approche systémique qui englobe dans son analyse tous les acteurs participant au processus : les pays d'origine, les pays de destination, et les migrants eux-mêmes en tenant compte du contexte politique, social et économique dans lequel se réalisent les migrations internationales.

Conclusion sur les théories positives des migrations internationales

Durant les dernières décennies, plusieurs auteurs ont analysé les théories et les modèles disponibles traitant la question des migrations internationales (par exemple Kritz *et al.*, 1981 ; et plus récemment Portes et Böröcz, 1989 ; Kritz *et al.*, 1992 ; Massey *et al.*, 1993 ; Bauer et Zimmermann, 1995 ; Zlotnik, 2003). Comme déjà mentionné, ces études ont évoqué l'absence d'une théorie compréhensive sur les causes des migrations et ont tenté de développer une théorie plus générale sans vraiment réussir à la proposer. La plupart des approches théoriques, notamment les théories initiales s'inscrivant dans une approche économique, se sont plus concentrées sur la migration de travail, en insistant sur le caractère exclusif des conditions du marché du travail dans la prise de la décision de migrer (par exemple Harris et Todaro, 1970) ou l'explication de Piore (1979) où la décision est influencée par le marché du travail des pays développés.

Au début, ces théories reposaient sur le principe que les travailleurs sont des individus sans attache, mais plus tard la théorie de la nouvelle économie des migrations ajoutera une dose de réalisme en illustrant la complexité de la prise de décision par la reconnaissance du rôle important joué par le ménage ou la famille, que ce soit en tant qu'unité décisionnelle ou bien institution fournissant le support nécessaire pour la réalisation du projet migratoire. Graduellement, les auteurs s'intéressant à l'explication des déterminants des migrations ont élargi leur terrain d'analyse en introduisant d'autres variables qui conditionnent la motivation des personnes de se déplacer, par exemple : le modèle *push/pull* prend en considération plusieurs facteurs positifs et

négatifs. D'autres ont essayé d'articuler le niveau micro avec celui macro, ou bien certains modèles se sont proposé d'expliquer le caractère dynamique des migrations.

Les théories qui expliquent les déterminants des migrations internationales tant au niveau macro que micro sont : l'approche politique et l'approche systémique qui insiste sur la prise en considération de trois acteurs au moins : le pays d'origine, le pays de destination et le migrant afin de comprendre les processus migratoires. Une théorie essentielle qui est à la base de notre recherche est la théorie des réseaux que décrit la dynamique migratoire comme un processus auto-entretenu, grâce à l'apparition ou au développement des structures qui lient les migrants avec le pays d'origine, ce qui explique les mouvements migratoires même en absence de politiques favorables à destination ou en cas de taux de chômage élevés dans les territoires d'installation. Dans l'Annexe 1 on présente la comparaison schématique des théories positives des migrations internationales.

L'analyse des théories positives existantes du phénomène migratoire renforce l'idée de complexité et de difficulté d'explication de ses causes et accentuent le besoin d'élaboration des modèles holistiques qui intégreraient, d'une part les particularités de l'interaction entre les acteurs principaux (pays source, pays d'origine et migrant) pour montrer comment elles influencent la décision de migrer, et d'autre part approfondir le rôle des unités intermédiaires qui sont à la base de l'apparition et la perpétuation des flux migratoires (les réseaux), ainsi cette nouvelle approche arriverait à expliquer la dynamique du processus migratoire en fonction des moments de son évolution : la genèse des flux de migrants, leur continuité et éventuellement leur déclin. Dans cette partie de notre thèse, nous avons essayé de réunir les théories existantes en matière de migrations, en fonction du niveau d'analyse et des étapes expliquées du développement du phénomène pour comprendre les mécanismes du fonctionnement des diasporas.

Les modèles migratoires ont évolué au fil du temps et bien évidemment avec eux les théories. A leur origine, toutes ces théories reflétaient en quelque sorte la réalité économique correspondante sans pouvoir trop anticiper les changements auxquels nous assistons aujourd'hui. Certaines théories, en particulier celle des systèmes mondiaux, étaient accusées d'avoir donné une explication beaucoup trop théorique sans beaucoup de vérifications empiriques mais malgré ce fait, certaines des idées énoncées décrivent le contexte économique actuel. Par exemple, le postulat de la théorie historico-structurelle concernant les « villes globales » comme centre de concentration du pouvoir économique et des plus brillants cerveaux peut être retrouvé dans le

Rapport 2009 de la Banque Mondiale « Repenser la géographie économique » : « *La production se concentre dans les grandes villes, les provinces dynamiques et les pays riches ; l'expansion des villes, la mobilité des personnes et la spécialisation des produits font partie intégrante du développement. Ces transformations sont particulièrement évidentes en Amérique du Nord, en Europe de l'Ouest, et en Asie du Nord-Est. Mais les pays de l'Asie de l'Est et du Sud et de l'Europe de l'Est passent aujourd'hui par des transformations similaires quant à l'ampleur et à la rapidité* »⁶. La seule différence est la manière dont ces mouvements sont interprétés. Dans les conditions actuelles, la migration est partie intégrante du développement et les transformations provoquées par la mobilité des personnes peuvent être la clé du succès économique pour les pays en développement. C'est pour cette raison que le phénomène migratoire doit être analysé davantage afin de voir comment il peut générer des effets positifs à grande échelle. L'influence des grands pouvoirs économiques n'est plus vue comme une action nuisible pour le développement, ce qui était le cas dans la pensée historico-structurelle qui voyait le capitalisme comme un mal pour les pays moins développés. Notre objectif est de mettre en évidence les effets positifs produits par les migrations et de montrer que les pays d'origine peuvent avancer dans le processus de développement grâce aux ressources générées par leurs expatriés.

⁶ Banque Mondiale (2009), *Repenser la géographie économique*, Rapport sur le développement dans le monde, Banque Mondiale, Washington, DC, p. IX

2 Les théories normatives des migrations internationales

Pendant que la série des théories positives cherche à expliquer les déterminants des migrations internationales, l'ensemble de théories normatives des migrations vise plutôt à apporter des éclaircissements sur les conséquences du phénomène. Durant les dernières décennies, le sujet de l'impact des migrations sur le développement des pays d'origine a suscité des vives polémiques. Ellerman (2003) remarque que la réponse à la problématique portant sur les effets positifs ou négatifs des migrations dépend de l'approche théorique prise comme base de raisonnement. Majoritairement, deux visions théoriques ont servi de plateforme d'argumentation, d'une part les modèles influencés par l'école néoclassique évoquant les conséquences positives de la migration sur le développement, et d'autre part par le modèle marxiste présentant le processus migratoire comme un mal pour les pays d'origine.

Le débat sur l'impact des migrations a connu plusieurs étapes d'évolution se produisant autour des deux considérations totalement opposées, d'une part les études qui affirment que la migration est plutôt une perte pour les pays en développement qui voient fuir leur ressource la plus rare et plus importante : le capital humain, et d'autre part la littérature plus récente qui considère la migration comme un vecteur de développement des pays d'origine. Les deux catégories de convictions s'inscrivent dans des perspectives opposées : la vision « optimiste » et la vision « pessimiste ».

Comme nous l'avons déjà mentionné, le débat sur les conséquences des migrations a évolué plutôt séparément du débat théorique traitant les causes du phénomène, ce qui explique le manque d'une vision partagée sur l'impact produit sur les pays de départ.

Les études sur les effets des migrations ont débuté sous l'influence du modèle de convergence néoclassique et de la théorie de la modernisation qui présentent la mobilité internationale des personnes comme source de diminution des disparités entre les pays. Le parcours évolutif de ces recherches a traversé ensuite la période de la vision pessimiste neo-marxiste et le scepticisme des années 1970 et 1980, dominée plutôt par la conviction que la migration est une source de divergence entre les pays. Plus récemment, sous le signe de la nouvelle économie des migrations et de l'approche du transnationalisme, les analyses sur l'impact des migrations sur le développement des pays source reviennent à l'idée que le processus migratoire peut être bénéfique pour les pays de départ. Les transformations des années 1990 marquent un changement plus général des théories structuralistes ou fonctionnalistes vers une vision plus pluraliste qui

tient compte de plusieurs acteurs participant au processus migratoire, en montrant que les migrants peuvent jouer un rôle bénéfique dans le développement du pays d'origine. Le tableau qui suit présente les principales étapes d'évolution des théories normatives.

TABLEAU 1.1 : LES PRINCIPALES PHASES D'ÉVOLUTION DES THÉORIES NORMATIVES

Période	Direction de recherche	Domaine des politiques
Jusqu'en 1973	Vision optimiste sur la dimension développement et migration.	L'optimisme développementaliste ; le capital et le transfert des connaissances de la part des migrants ont un rôle à jouer dans le développement des pays en développement.
1973-1990	Vision pessimiste sur la relation migration-développement (les préoccupations concernant « la fuite des cerveaux »).	Le scepticisme croissant ; inquiétudes par rapport à « la fuite de cerveaux » ; l'échec des politiques sur la migration de retour. Le phénomène des migrations reste en grande partie déconnecté du concept du développement.
1990-2001	Ajustement des visions sous l'influence des analyses empiriques, des postulats de la nouvelle économie des migrations, de l'approche du transnationalisme.	Le scepticisme persiste, les politiques migratoires restrictives.
> 2001	Affluence de publications, les deux visions présentes mais généralement celle optimiste.	Réapparition de l'optimisme sur la dimension migration-développement sous l'influence du volume croissant des remises de fonds et sous le changement brusque de la vision : <i>brain gain</i> , externalités de la diaspora

Source : De Haas (2008 : 2)

2.1 L'optimisme de la théorie néoclassique et de la théorie de la modernisation

2.1.1 Le modèle de convergence néoclassique

La théorie néoclassique et la théorie de la modernisation sont les composantes de base du courant théorique qui affirme que la migration peut avoir des effets sur le développement du pays d'origine.

L'idée phare du modèle néoclassique vise l'allocation optimale des ressources et la convergence des salaires entre les pays à travers la mobilité humaine. Dans cette optique, la migration est vue comme un élément menant à l'équilibre parce que les personnes ayant recours à la mobilité internationale sont supposées se diriger des régions à faible revenu vers des régions à revenu

élevé, et des endroits avec une population abondante vers des endroits moins peuplés. Dans cet ordre d'idées, la main-d'œuvre se déplace vers des pays disposant d'une faible dotation en facteur travail et à haut niveau de salaire. Les écarts salariaux vont engendrer des flux migratoires des pays à bas salaires vers des pays à hauts salaires. Dans un tel cadre explicatif, les pays à forte dotation en facteur travail et faible dotation en facteur capital (les pays d'origine) vont voir l'offre de travail diminuée, ce qui conduit à l'augmentation des salaires et respectivement, les pays à faible dotation en facteur travail et forte dotation en facteur capital (les pays de destination) vont assister à l'augmentation de l'offre de travail, ce qui mène à la réduction des salaires. A travers ce processus d'« égalisation des prix des facteurs », les migrations internationales jouent un rôle important dans le développement des pays d'origine.

Grâce à la mobilité des personnes, les pays d'origine peuvent bénéficier de l'expérience des pays industrialisés qui sont dans la plupart des cas la destination pour les migrants venant des pays en développement. Dans le cadre conceptuel de l'approche de convergence, le facteur travail est vu comme un vecteur d'intégration des pays source dans l'économie mondiale où l'égalisation des salaires et l'allocation optimale des facteurs de production ont lieu. Le mouvement du facteur travail génère une situation d'équilibre où l'égalisation salariale entre pays reflète les gains liés au marché du travail. Massey *et al.* (1993) remarquent que la quête des rendements plus élevés peut déclencher la mobilité du capital provenant des pays riches vers des pays pauvres où le retour sur l'investissement peut être meilleur. Les flux des travailleurs des pays ayant une main d'œuvre abondante vers des pays où le facteur travail est rare sont parallèlement accompagnés de flux d'investissements de la part des pays riches en facteur capital en direction des pays pauvres en capital, ainsi une allocation optimale du facteur capital entre pays s'établit, comme dans le cas du facteur travail.

La rareté relative du facteur capital dans les pays pauvres produit un retour important sur le capital investi, attirant ainsi des investissements. Les flux d'investissement vers les pays ayant une faible dotation en capital physique vont de pair avec un flux de travailleurs hautement qualifiés, nécessaire pour la valorisation de l'investissement. Ainsi l'environnement professionnel des pays d'origine peut aussi bénéficier de l'expertise de ces spécialistes qui cherchent à leur tour à enregistrer un retour important sur leur investissement en capital humain dans un environnement de rareté.

Le modèle classique basé sur les principes d'une concurrence parfaite suppose d'une part la légalisation des prix pour les facteurs de production, et d'autre part une allocation optimale de ressources. Par rapport à l'approche néoclassique Vinokur (2006) indique que dans ce monde parfaitement concurrentiel, les personnes n'ont aucune contrainte pour se déplacer et décident librement de s'expatrier afin de maximiser leurs revenus et ainsi "*la migration de travailleurs hautement qualifiés, comme tout mouvement international de facteurs de production motivé par la recherche du profit, accroît la production mondiale et par conséquent est bénéfique pour le monde entier*" (Johnson, 1968 cité par Vinokur, 2006 : 4).

Le modèle néoclassique montre que les migrations ne produisent que des effets positifs sur les pays d'origine. La mobilité du travail conduit à la convergence des salaires mais aussi à la dotation en capital humain et physique. Dans cette optique, les flux d'investissement des pays développés vers les pays pauvres vont de pair avec les flux migratoires de travailleurs hautement qualifiés, pendant que les travailleurs non qualifiés se dirigent en sens inverse. Ces mouvements d'une part, permettent au pays émetteur de migrants de bénéficier du facteur capital des pays riches et de l'expérience des travailleurs qualifiés qui les accompagnent, et d'autre part soulagent les tensions sociales sur le marché du travail pour des emplois non-qualifiés. Dans cette conjoncture, la migration de travail, à part d'être un vecteur de convergence des revenus entre pays, est aussi un catalyseur de rattrapage économique des pays d'origine, facilitant ainsi l'intégration des pays de départ des migrants dans l'économie mondiale.

2.1.2 Le modèle de rattrapage développementaliste

La théorie de la modernisation des années 1950-1960 se développe autour du livre de W.W. Rostow, *The Stages of Economic Growth*. Selon Rostow (1960) le développement est un processus linéaire qui connaît cinq étapes d'évolution : la société traditionnelle, les pré-conditions pour le décollage, le décollage (*take-off*), la marche vers la maturité et l'ère de la consommation de masse. En passant par ces étapes, les pays du Nord ont vu leurs sociétés évoluer à partir des sociétés traditionnelles vers des sociétés modernes, processus réalisé grâce à l'industrialisation et l'urbanisation.

Walt Rostow suggère que les pays du Sud doivent suivre le même modèle de croissance. Même si les pays se trouvent à des niveaux de développement différents, leurs économies vont évoluer dans la même direction et vont expérimenter la croissance économique comme dans le cas des

pays du Nord. Le développement se réalise en favorisant plutôt l'innovation que la tradition et les pays industrialisés ont un rôle important à jouer dans le développement des sociétés traditionnelles du Sud.

Un des mécanismes qui mène à la convergence économique entre les pays est la mobilité internationale des personnes. Dans le processus de transformation de leurs sociétés, les migrations internationales sont un outil nécessaire, même inévitable du développement économique. Suite à l'industrialisation, les sociétés traditionnelles, en grande majorité agricoles, subissent des changements, par conséquent une quantité de main-d'œuvre est rendue disponible pour migrer tant à l'intérieur du pays qu'à l'international. La main d'œuvre se déplace des régions pauvres en capital mais riches en travail vers des endroits riches en capital et pauvres en main-d'œuvre, ce qui est favorable pour le développement des pays d'origine mais aussi pour le pays de destination. En d'autres termes, la théorie de la modernisation aperçoit un modèle de développement d'équilibre qui se réalise par une meilleure allocation démographique et de ressources, mais aussi par la réduction des disparités entre les zones rurales-agricoles et les zones urbaines-industrielles ainsi qu'entre les pays industrialisés et les pays pauvres. Ce principe d'équilibre, comme on a déjà pu le voir, a été repris par le modèle néoclassique qui est ancré dans la théorie de la modernisation.

Pendant que la théorie néoclassique reflète les effets bénéfiques des migrations sur le développement à travers une mobilité simple de la main-d'œuvre sans envisager des effets de retour, la théorie de la modernisation présente les migrants, notamment ceux de retour, comme des agents importants du changement et de l'innovation qui investissent leurs ressources financières et humaines accumulées à l'étranger dans le pays d'origine. Dans cette veine, les migrants peuvent contribuer à la diffusion spatiale de la modernisation et jouer un rôle positif dans le développement à travers le changement des mentalités et les fonds financiers qu'ils apportent, ainsi la migration de travail est vue comme une partie intégrante du processus de modernisation. En se basant sur cette argumentation, certains pays en développement ont commencé à encourager l'émigration, considérée comme une source de développement (De Haas, 2008).

Synthèse sur la théorie néoclassique et de la théorie de la modernisation

Les deux approches évoquées dans cette rubrique ont été à la base de la pensée optimiste des effets des migrations sur le développement des pays d'origine, en présentant la mobilité humaine en tant que source de convergence entre les pays. Le modèle néoclassique met l'accent sur les possibilités de rapprochement économique entre les pays, à travers la mobilité pure du facteur travail qui se déplace des pays connaissant une forte dotation en main-d'œuvre et rareté de capital vers des pays offrant des salaires élevés où le facteur capital est abondant et la main-d'œuvre rare, ainsi on assiste à une égalisation des salaires entre les pays. Le modèle néoclassique montre que le migrant agit comme une sorte *d'homo economicus* qui prend la décision de migrer individuellement en se basant sur le bilan positif des coûts et bénéfices. Etant donné le fait que l'individu participant aux migrations est analysé comme être sans attache, la théorie néoclassique n'a pas pu prendre en considération les effets de retour (*feedback effects*) de ce phénomène. D'après ses auteurs, la convergence entre les pays a lieu tout simplement grâce à la mobilité de la main-d'œuvre. Ce modèle insistant seulement sur l'égalisation des prix de facteurs ne permet pas d'identifier l'impact exact des migrations sur les pays émetteurs.

Par contre, l'approche développementaliste envisage le rattrapage économique des pays d'origine des migrants à travers les envois de fonds, transferts des connaissances entre les migrants et les non-migrants, contribuant ainsi à la modernisation des sociétés d'origine. Notre travail s'axe aussi sur l'idée que la migration est une source de convergence entre les pays, car par le biais de la mobilité des personnes, les pays source ont accès aux marchés, aux modèles économiques, sociaux, politiques des pays de destination, ainsi le processus d'intégration des pays en développement dans l'économie mondiale devient plus facile et rapide. Dans notre analyse sur le rôle joué par les migrants dans le développement du pays d'origine, on reprend l'idée de convergence économique à travers la mobilité internationale mais par rapport au modèle classique nous considérons le migrant comme membre d'une communauté d'origine avec laquelle il garde le contact tout au long du parcours migratoire, un lien porteur de divers flux qui circulent entre le pays d'origine et le pays d'accueil.

2.2 Les théories des migrations internationales comme facteur de divergence

2.2.1 Les migrations de travailleurs non-qualifiés

Au début des années 1960, la vague d'optimisme, soutenue par la théorie néoclassique et la théorie de la modernisation révélant les effets positifs de la migration sur le développement, a été remise en cause. Les modèles théoriques décrivant les migrations internationales comme source de convergence économique entre les pays développés et en développement ont fait l'objet de nombreuses critiques. On leur reprochait de ne pas avoir pris en compte les contraintes structurelles et le caractère hétérogène des sociétés. La réalité économique s'est avérée différente par rapport à ce que les théories de l'équilibre affirmaient. L'urbanisation et l'exode rural ne menaient pas toujours au développement économique des pays du tiers monde et, contrairement à l'optimisme néoclassique, dans beaucoup de cas les migrants originaires des zones moins peuplées se dirigeaient vers des régions plus peuplées. Dans ce contexte, la convergence des revenus et de la croissance ne sont plus d'actualité et font place à l'émergence des nouvelles approches théoriques qui voient plutôt dans les migrations internationales une source de divergence entre les pays.

- La théorie de la dépendance

Un des concepts emblématiques de l'époque est la théorie de la dépendance développée sous la direction d'André Gunder Frank et complétée par la théorie des systèmes mondiaux. L'analyse de ces auteurs repose sur des constats que le pouvoir politique et économique est distribué d'une manière inégale entre les pays industrialisés et les pays pauvres. A cause des contraintes structurelles et de l'hétérogénéité des sociétés, la population mondiale se confronte à un accès inégal aux ressources. Au lieu de diminuer le fossé entre les pays comme l'énonce le modèle néoclassique, l'expansion du capitalisme favorise l'accentuation de ces écarts en faveur du centre et au détriment de la périphérie. Les pays du Nord sont accusés d'exploiter les ressources humaines et naturelles du Sud, par conséquent les pays riches deviennent encore plus riches et les pauvres perdent leurs ressources déjà limitées en devenant encore plus pauvres. En quête d'accumulation du capital, le capitalisme s'élargit géographiquement en impactant la nature traditionnelle d'économies des pays de la périphérie.

Comme l'indique Massey *et al.* (1993), suite à l'expansion du capitalisme en dehors de ses centres : l'Europe de l'Ouest, l'Amérique du Nord, et le Japon, une portion plus grande de la

population a été incorporée dans l'économie-monde et ainsi les terres, la matière première et la main-d'œuvre des périphéries deviennent des marchandises et par conséquent, les flux migratoires sont inévitables. L'élargissement du capitalisme nuit aux formes traditionnelles d'organisation économique et sociale fondées sur le principe de réciprocité, et conduit au développement de l'individualisme basé sur le gain personnel et sur le changement social d'où résultent des flux migratoires. L'utilisation des méthodes intensives dans les sociétés agricoles, dans le but d'obtenir des productions à rendements élevés et prix bas, mènent à la réduction de la demande de travail, par conséquent, la main-d'œuvre inoccupée est contrainte à partir à l'étranger. Il s'agit généralement de la main d'œuvre non-qualifiée qui est susceptible de répondre à la forte demande du travail sous qualifié et bon marché des pays industrialisés. Les pays en développement voient fuir leur ressource plus importante – le capital humain, ce qui va empêcher le développement.

Pour le monde capitaliste, la migration de travail était conçue comme une solution d'alléger les pénuries de main-d'œuvre non-qualifiée du marché du travail. Comme le remarque plus tard Piore (1979), pour les emplois situés au bas de l'échelle professionnelle refusés par la population locale, les employeurs ont recours aux travailleurs étrangers non-qualifiés. Cette politique a été menée par de nombreux pays développés, principalement durant la période après guerre 1945-1973. Un exemple illustratif est le cas des Etats-Unis qui en 1943 ont signé un accord migratoire temporaire avec le Mexique, *Programma Bracero*, qui permettait aux travailleurs mexicains de travailler légalement aux Etats-Unis, principalement dans le secteur de l'agriculture. Avec l'arrivée de la récession économique et de la mécanisation de l'agriculture, le gouvernement des Etats-Unis a renoncé à ce programme, ce qui a conduit à l'augmentation de l'immigration illégale des mexicains. Plusieurs pays développés de l'Europe occidentale ont fait aussi appel à ce type de programmes qui visaient la main-d'œuvre temporaire non-qualifiée et qui ont eu le même sort, ce qui a suscité de vives critiques par rapport à ces politiques migratoires qui ne prévoyaient pas l'intégration des migrants dans les sociétés d'accueil et qui ignoraient qu'au fil de temps, des réseaux de migrants s'installent dans les pays de destination, favorisant ainsi l'arrivée de nouveaux flux migratoires.

2.2.2 Les migrations des personnes qualifiées (brain drain)

A ses débuts, la théorie historico-structurelle mettait en évidence l'impact négatif induit par la migration de la main d'œuvre non-qualifiée sur les pays d'origines, des flux qui correspondaient à la réalité économique jusqu'à la seconde guerre mondiale. Depuis, de nouvelles tendances migratoires se profilent. Désormais, ce phénomène ne touche pas seulement les personnes non-qualifiées mais aussi celles hautement qualifiées. A l'aube des années 1970, dans le contexte de l'émigration en masse des flux d'ingénieurs et du personnel médical entre l'Europe, le Canada et les Etats-Unis, une nouvelle polémique voit le jour et notamment celle portant sur l'impact de la mobilité de la main-d'œuvre qualifiée. Les débats sur ce type de migrations se réunissent sous le concept de « fuite des cerveaux » (*brain drain*). La notion naît dans une publication de la British Royal Society (1963). Le terme *brain drain* commence à être utilisé en référence à un nombre important de scientifiques quittant la Grande Bretagne pour aller aux Etats-Unis. Plus tard la notion trouve son application dans le cas des flux des travailleurs qualifiés venant des pays en développement. Ces discussions tiraient des signaux d'alarme sur les effets négatifs engendrés par le départ des personnes qualifiées sur le processus de développement des pays d'origine.

Comme nous l'avons vu, le modèle de convergence néoclassique montre que les flux de main-d'œuvre qualifiée se dirigent dans la même direction que le capital, donc des pays riches vers les pays pauvres, tandis que les travailleurs non-qualifiés se déplacent en sens inverse « *brain against browns* » (Vinokur, 2006 : 1). Les changements économiques des années 1970 changent la donne en montrant que les personnes qualifiées des pays développés se dirigent vers d'autres pays développés et que les flux migratoires des travailleurs qualifiés originaires des pays en développement prennent de l'ampleur. Dans un contexte de conditions économiques défavorables caractéristiques aux pays en développement, nombreuses personnes originaires de ces pays migrent à la recherche de meilleures opportunités, parmi lesquelles un nombre de plus en plus important de personnes qualifiées.

En réponse aux flux croissants de main-d'œuvre qualifiée apparaît le concept de « fuite des cerveaux » (*brain drain*) qui attire l'attention sur les effets négatifs générés par le départ du capital humain sur le développement des pays émetteurs de migrants. Les migrations sont vues non seulement comme un mécanisme qui provoque l'exode des cerveaux mais aussi comme un élément créant une dépendance passive des régions d'origine envers les transferts de fonds des migrants. Le départ des jeunes, des personnes qualifiées, peut maintenir ou aggraver les problèmes de sous-développement. Dans ce contexte, plusieurs chercheurs commencent à

s'intéresser aux effets de la mobilité internationale des personnes qualifiées, en créant un courant théorique moins optimiste qui met au centre l'impact négatif des migrations des personnes qualifiées sur le développement des pays d'origine. Les études qui voient le jour sous l'emblème de cette approche présentent les pays de départ comme de grands perdants.

2.2.2.1 Evolution du concept de « fuite des cerveaux »

Nombreux économistes se sont penchés depuis les années 1960 sur l'impact des migrations de personnes qualifiées sur les pays d'origine. Ellerman (2006) écrit que dans la période initiale le concept de fuite des cerveaux naît ; deux économistes bien connus : Johnson (1968) et Patinkin (1968) ont été les premiers à en débattre. Leurs discussions opposées ont conduit à la formation de deux courants différents : d'une part les nationalistes en tête avec Patinkin (1968) qui affirmaient que le départ des personnes qualifiées mène au dysfonctionnement des Etats-nations, et que les individus talentueux sont plus au moins la propriété de l'Etat-nation et d'autre part, les internationalistes, sous la direction de Johnson (1968), indiquaient que le départ de la main d'œuvre qualifiée conduit à l'intégration dans l'économie mondiale, que les talents sont plutôt les acteurs du marché international que du marché national et à travers eux les pays se rapprochent. Les idées de Johnson et de Patinkin ont influencé les approches théoriques ultérieures qui se regroupent dans deux générations :

a) La première génération marque la période des années 60-70 ayant comme référence les travaux de Grubel et Scott (1966). Généralement, ces contributions se prononcent essentiellement sur l'effet neutre du *brain drain* sur les pays de départ. Les chercheurs de cette époque considèrent que l'émigration des personnes qualifiées génère des effets négatifs limités sur le pays d'origine. Selon les représentants de cette approche, l'émigration devrait être favorable sous deux conditions : « *la première est quand l'émigré augmente son propre revenu et la deuxième, le départ du migrant ne réduit pas le revenu de ceux qui sont restés au pays*⁷ » (Grubel et Scott, 1966 : 270).

Certains auteurs affirmaient que les migrants hautement qualifiés peuvent laisser derrière eux une part de leurs actifs qui peut être utilisée ultérieurement dans le processus de production par les qualifiés et non-qualifiés qui n'ont pas migré, ou encore d'autres évoquaient la présence des remises de fonds et d'autres effets positifs de retour (*feedback*) qui compensent la perte

⁷ Notre traduction de « *first, that the emigrant improves his own income and, second, that the migrant's departure does not reduce the income of those remaining behind* » (Grubel et Scott, 1966 : 270).

engendrée par la fuite de cerveaux. Au sens large, la littérature spécialisée de l'époque portait un caractère plutôt modéré, voire sceptique sur les effets de la migration des travailleurs qualifiés (Johnson, 1965 ; Grubbel et Scott, 1966 ; Berry and Soligo, 1969, cités par Docquier et Rapoport, 2007).

b) La deuxième génération sur le *brain drain* est totalement opposée à la précédente. La période des années 70 et 80 livre les études les plus pessimistes sur la relation entre les migrations et le développement dans les pays sources. Sous la direction de Jagdish Bhagwati, une série entière de modèles alternatifs ont été développés afin d'étudier les conséquences du *brain drain* sur le développement des pays d'origine. Bhagwati et Hamada (1974) modélisent la situation comme un jeu à somme nulle où les pays d'origine subissent la perte des cerveaux et les pays de destination en tirent parti. Selon eux, le bien-être de la population non-migrante peut connaître une diminution résultante des externalités négatives associées à l'émigration de leurs élites. La mobilité des travailleurs qualifiés était vue comme un élément qui creuse le fossé d'inégalités au niveau international, grâce à laquelle les pays riches deviennent encore plus riches au détriment des pays pauvres.

Les modèles des années 1970 présumaient une complémentarité entre les travailleurs qualifiés et non-qualifiés, et le départ des premiers entraîne la réduction de la productivité des derniers. Bhagwati (1976) note que même si les travailleurs qualifiés n'ont pas un emploi au pays, leur productivité sociale marginale n'est pas nécessairement nulle parce qu'ils peuvent se déplacer à l'intérieur du pays et devenir efficacement employés. De plus, les travailleurs qualifiés sont les contribuables les plus importants, ainsi les pays d'origine voient perdre une source substantielle de revenu en plus de l'investissement dans l'éducation des citoyens qui ont migré, parce que les coûts pour la formation du capital humain sont subis par les pays d'origine qui n'obtiendront aucun retour sur cet investissement à cause du départ de ces personnes (Lodigiani, 2009).

La littérature de cette époque est connue aussi par ses recommandations en termes de politiques migratoires. Plusieurs solutions comme : les rigidités sur les marchés locaux du travail (Bhagwati et Hamada, 1974) ou les mesures fiscales (Bhagwati et Hamada, 1974 ; Bhagwati et Rodriguez, 1975) ont été suggérées afin d'alléger les effets négatifs de la fuite de cerveaux sur les pays d'origine. En ce qui concerne la deuxième catégorie de mesures, les chercheurs de l'époque ont proposé la mise en place d'un système de taxation dans le but de compenser la perte de l'investissement public pour la formation du capital humain engagé par les pays d'origine. Cette « taxe sur les cerveaux », ultérieurement dénommée « Bhagwati tax » était supposée être prélevée auprès des migrants ayant un niveau d'instruction élevé ou étant hautement qualifiés par

les pays d'immigration, qui par suite devraient verser les revenus de cet impôt aux Nations Unies pour financer des projets de développement dans les pays d'origine des migrants. A la suite des nombreuses discussions controversées autour de cette proposition, l'idée n'a pas été concrétisée parce qu'elle a suscité l'hostilité de nombreux pays et des migrants. L'ensemble des recherches réalisées durant cette époque portant sur les effets négatifs de la migration est connu sous le terme de vision « traditionnelle » ou « pessimiste ».

Cette génération de modèles identifie la « fuite des cerveaux » comme un vrai problème des pays en développement et, sous son influence, les politiques nationales et internationales mises en place visaient la prévention/régularisation des flux des compétences ou l'élimination de leurs effets négatifs à travers divers mécanismes. Dans la plupart des cas, ces politiques n'ont pas atteint les objectifs fixés.

2.2.2.2 L'ampleur de la « fuite des cerveaux »

Les tendances de la migration des personnes qualifiées ont été renforcées par la mise en œuvre progressive des politiques d'immigration sélective depuis les années 1980 par les pays développés. Des pays comme : les Etats-Unis, l'Australie ou le Canada qui recouraient à ces mesures d'attraction des talents des pays en développement étaient accusés, comme le note Vinokur (2006), de « braconnage des élites des plus pauvres ».

Les politiques d'immigration des pays de destination visant l'attraction des talents préoccupent les pays en développement qui supportent les coûts d'éducation et comme suite à la migration perdent leurs talents. Selon Stalker (1994), la Jamaïque doit former 5 docteurs pour en retenir seulement un, et la Grenade 22. Les pays d'Amérique Latine et des Caraïbes sont particulièrement touchés par le *brain drain*, le motif présumé étant leur proximité des Etats-Unis. Les pays africains connaissent aussi une émigration massive, où 30% des personnes les mieux formées travaillent à l'étranger, notamment dans l'Union Européenne. Des confirmations plus amples de ces tendances sont apportées par des études récentes comme par exemple l'article de Docquier, Lohest, et Manouk (2007) ou celui de Beine, Docquier et Rapoport (2007) qui analysent l'ampleur du phénomène pour la période 1990-2000 en montrant que la taille du pays et le niveau de développement sont des facteurs clés.

Généralement, les petits pays peu développés risquent de subir le plus les conséquences négatives inhérentes au départ des talents. Lors de calculs faits, ils répertorient des taux d'émigration des personnes qualifiées supérieurs à 80% dans des pays comme la Guyane, la Jamaïque, la Grenade ou Haïti. Ils notent aussi, que bien évidemment la magnitude du *brain drain* dépend de la façon

dont les données sont présentées soit en valeurs absolues ou relatives parce que si à la base on prend des valeurs absolues alors les Philippines, l'Inde, le Mexique, la Chine, le Vietnam ou la Pologne sont les principaux émetteurs de main-d'œuvre qualifiée en 2000. Les données présentées en valeurs relatives changent complètement la donne, le *brain drain* touche considérablement les petits pays insulaires du Pacifique et des Caraïbes où le taux d'émigration des personnes qualifiées peut dépasser le chiffre de 80% (voir tableau 1.2). Au contraire, les pays de l'Europe de l'Est et de l'Amérique du Sud présentent des niveaux de *brain drain* relativement bas. Tandis que les pays comme l'Inde ou la Chine qui sont en termes absolus parmi les principaux pays d'émigration, en termes relatifs ils sont les moins affectés par le phénomène (Docquier et Rapoport, 2007).

TABLEAU 1.2: LA MIGRATION DES PERSONNES QUALIFIÉES : LES 30 PREMIERS PAYS

Pays à faible revenu et pays à revenu intermédiaire					
Stock d'émigrés le plus élevé		Taux d'émigration le plus élevé (%)		Taux d'émigration le plus faible (%)	
Philippines	1.126.513	Guyana	89,0	Inde	4,3
Inde	1.037.768	Grenade	85,1	Birmanie	4,0
Mexique	923.017	Jamaïque	85,1	Paraguay	3,9
Chine	816.916	Saint-Vincent-et-les-Gren.	84,5	Chine	3,8
Vietnam	506.459	Haïti	83,6	Moldavie	3,6
Pologne	449.778	Trinidad et Tobago	79,3	Botswana	3,6
Cuba	332.707	Saint-Christophe-et-Nièvés	78,5	Ukraine	3,6
Iran	308.774	Samoa	76,4	Namibie	3,4
Jamaïque	291.169	Tonga	75,2	Venezuela	3,4
Russie	290.208	Sainte - Lucie	71,1	Biélorussie	3,2
Taiwan	275.265	Cap-Vert	67,4	Burkina Faso	2,6
Ukraine	249.155	Belize	65,5	Argentine	2,5
Colombie	233.563	La Dominique	65,2	Tchad	2,4
Pakistan	222.534	La Barbade	63,5	Thaïlande	2,4
Roumanie	177.076	Gambie	63,2	Libye	2,4
Turquie	174.437	Fiji	62,2	Géorgie	2,3
Brésil	168.367	Maurice	56,1	Brésil	2,3
Afrique du Sud	168.047	Seychelles	55,8	Indonésie	2,1
Pérou	163.758	Sierra Leone	52,5	Azerbaïdjan	2,0
Rép. Dominicaine	155.179	Suriname	47,9	Russie	1,5
Haïti	152.715	Ghana	46,8	Kazakhstan	1,2
Egypte	150.596	Mozambique	45,1	Maldives	1,2
Nigéria	149.528	Libéria	45,0	Mongolie	1,1
Serbie et Monténégro	149.065	Îles Marshall	39,4	Kirghizstan	0,7
Maroc	141.238	Liban	38,6	Ouzbékistan	0,7
Liban	138.237	Kenya	38,4	Bhutan	0,6
Salvador	127.710	Micronésie	37,8	Oman	0,6
Hongrie	124.463	Laos	37,4	Swaziland	0,5
Trinidad-Tobago	120.329	Uganda	35,6	Tadjikistan	0,4
Guyana	118.263	Nauru	34,5	Turkménistan	0,2

Source: Docquier et Rapoport (2007 : 6)

2.2.2.3 Les pays développés : pôles d'attraction des talents

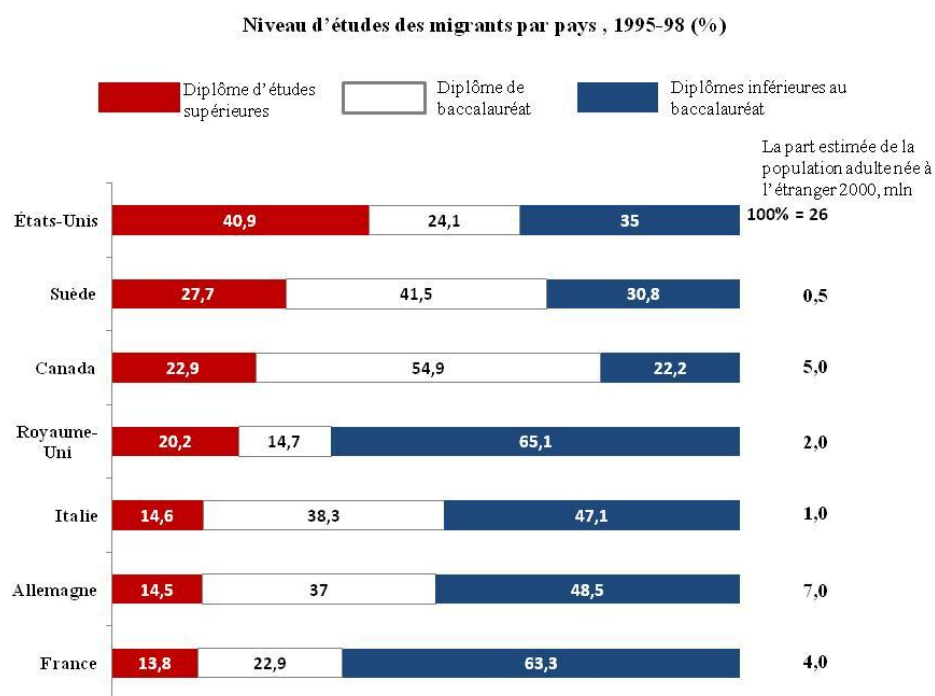
Selon le rapport des Nations Unies de 2006 sur les migrations internationales, les pays développés absorbent la plus grande partie des flux migratoires. La part du stock global des migrants résidant dans les pays développés a augmenté de 53% en 1990 à 60% en 2005, accroissement dû en grande partie à l'augmentation de la migration des qualifiés qui se dirige généralement vers les pays développés et se concentre dans certaines régions qui mettent en place des facilités d'entrée pour cette catégorie de migrants

Les Etats-Unis sont la destination principale des travailleurs qualifiés, 40% de sa population adulte née à l'étranger a fait des études universitaires (Cervantes et Guellec, 2002). Selon les analyses des mêmes auteurs, depuis le début des années 1990 quelques 900 000 professionnels qualifiés, particulièrement des spécialistes en informatique originaires de Chine, d'Inde et de Russie et de certains pays de l'OCDE comme le Canada, l'Allemagne et la Grande Bretagne, ont migré vers les Etats-Unis dans le cadre de visas temporaires H-1B. Les études universitaires sont aussi un canal d'attraction des talents, environ 25% des détenteurs des visas H-1B en 1999 ont fait une partie de leurs études dans des universités américaines. Le programme H-1B établi en vertu de l'Immigration Act de 1990 est un système de quotas qui encourage l'immigration des candidats ayant des niveaux d'études élevés ou des compétences professionnelles spécifiques. Le quota annuel de visas est passé de 65 000 par an à 115 000 pour 1999 et puis à 195 000 pour 2001-2003⁸.

Dans la figure 1.3 on peut voir que pour la période 1995-1998, les Etats-Unis attirent le plus grand nombre de migrants éduqués.

⁸ Nations Unies (2006), *International Migration Report 2006: A Global Assessment*, Department of Economic and Social Affairs, Population Division, Part One "International Migration Levels, Trends and Policies, p. 8.

FIGURE 1.3 : LA FUITE DES CERVEAUX VERS LES PAYS DÉVELOPPÉS



Source : Devan et Tewari (2001)

Docquier et Marfouk (2006), estiment que 90% des migrants hautement qualifiés travaillaient et résidaient dans 1 des 30 pays membres de l'OCDE en 2000. Toujours dans leur article sur les migrations internationales par niveau d'études pour les années 1990 et 2000, Docquier et Marfouk réalisent des calculs qui montrent que le stock d'immigrés éduqués⁹ dans les pays de l'OCDE a augmenté de 800 000 personnes par an entre 1990 et 2000, tandis que le stock total des migrants a augmenté de 1,7 million d'individus par an. Généralement, l'immigration des personnes qualifiées est très réduite dans les pays non-OCDE, comme cette étude le suggère, elle se résume aux 10% qui reviennent aux pays comme : l'Afrique du Sud, les 6 pays membres du Conseil de coopération du Golfe¹⁰ et certains pays de l'Asie de l'Est comme Hong Kong (Chine) et Singapour.

Il faut noter que les Etats-Unis ne sont pas le seul pays à attirer des personnes qualifiées. D'autres pays ont aussi mis en place des politiques d'immigration sélective. Depuis 1984, l'Australie à travers sa politique d'immigration favorise les travailleurs qualifiés. Suivant l'exemple de l'Australie, la Nouvelle Zélande met en place à partir de 1991 un système de sélection par points pour des candidats ayant un haut niveau de qualification. Le gouvernement canadien entreprend

⁹ Personnes âgées de plus de 25 ans et possédant des diplômes universitaires.

¹⁰ L'Arabie saoudite, l'Oman, le Koweït, le Bahreïn, les Emirats arabes unis et le Qatar.

des mesures similaires qui mènent à une augmentation de la portion des personnes avec un haut niveau d'études parmi les immigrants sélectionnés. Dans les années 1997, les 50 000 des professionnels et entrepreneurs immigrants au Canada avec 75 000 des membres de leurs familles constituaient 58% de l'immigration totale (Docquier et Marfouk, 2006 : 152).

En ce qui concerne les pays de l'Union Européenne, les politiques d'immigration visaient plutôt les demandeurs d'asile et les candidats pour la réunification familiale. Ce n'est que récemment que l'on peut répertorier des politiques ciblant l'attraction des personnes à haut potentiel intellectuel. Par exemple en Allemagne en 2001, a été introduite la « Green Card » pour palier le manque de spécialistes étrangers dans le secteur des nouvelles technologies de l'information ; durant cette année environ 20 000 informaticiens ont été embauchés, la plupart venant de l'Europe de l'Est (Cervantes et Guellec, 2002). En 2002, le Ministère de Travail français a aussi mis en place un système de recrutement des hauts qualifiés de l'étranger.

Synthèse sur les théories des migrations internationales comme facteur de divergence

Dans cette rubrique, nous avons présenté les approches théoriques qui ont alimenté la vision pessimiste portant sur la relation entre migration et développement. Selon la période historique spécifique, les adeptes de cette vision ont développé des modèles théoriques qui considéraient les migrations internationales comme source de divergence économique entre pays. Premièrement, on constate l'existence des approches qui visaient la migration de la main-d'œuvre non-qualifiée, type de migration spécifique pour la période de reconstruction d'après la Seconde Guerre Mondiale. Avec l'essor économique des pays développés, de nouveaux modèles migratoires se profilent où la migration des personnes qualifiées gagne du terrain. Au centre du débat scientifique et politique sur les migrations internationales ne se trouvent plus les travailleurs non-qualifiés mais plutôt les personnes hautement qualifiées ayant des compétences spécifiques.

Dans ce contexte d'évolution des tendances des migrations internationales, le concept de *brain drain* voit le jour pour mettre en lumière l'impact négatif des migrations de travailleurs qualifiés sur le processus de développement des pays d'origine. Les modèles théoriques correspondant à ce courant ont étudié la manifestation des effets de la mobilité internationale des personnes à court terme sans envisager des effets de retour qui sont susceptibles de se manifester à long terme. Dans notre analyse sur le rôle des expatriés dans le développement du pays d'origine nous

intégrons aussi l'approche à long terme qui nous permettra de montrer les effets positifs générés par les flux migratoires.

Les analyses des auteurs de cette époque se basent plutôt sur des études théoriques non confirmées par beaucoup de vérifications empiriques car les publications sur l'ampleur de *brain drain* n'ont commencé à apparaître que récemment. Avec leur contribution initiale dans le domaine en question, Carrington et Detragiache (1998) du Fonds Monétaire International annoncent le début des études sur le phénomène du *brain drain* en apportant des estimations sur les taux d'émigration des travailleurs ayant un diplôme universitaire dans 61 pays participant à l'étude. Les calculs s'appuient sur les données du recensement américain de 1990 et sur les données de l'OCDE en matière d'immigration par pays d'origine. Cette publication sera à la base de nombreux travaux qui cherchent à mesurer les migrations de personnes qualifiées. Par exemple, Adams (2003) dans son analyse quantitative sur l'ampleur du *brain drain*, se sert de la même méthode pour fournir des estimations pour l'année 2000 pour 24 pays en développement, exportateurs de main d'œuvre. Docquier et Marfouk (2006) élargissent les recherches pour les années 1990 et 2000 en prenant en compte les données fournies par presque tous les pays de l'OCDE, ce qui a permis de faire des estimations pour plusieurs pays non seulement en développement mais aussi développés (174 pays en 1990 et 195 pays en 2000). Plus récemment, Docquier, Lowell et Marfouk (2007), ont mis à jour et ont élargi la base de données de Docquier-Marfouk en calculant les indicateurs de *brain drain* par genre et en donnant les stocks et les taux d'émigration par niveau d'études et genre pour 195 pays source pour l'année 1990 et 2000 (Ozden et Schiff, 2006).

La complexité des migrations internationales accentue le besoin d'autres analyses théoriques et empiriques pour déduire des conclusions fiables sur l'impact réel de la migration de travail sur les pays d'origine et proposer des recommandations utiles en matière de politique migratoire. Cette thèse peut compléter les travaux existant avec l'analyse économique des effets produits par une diaspora sur les pays d'origine. Elle traitera les effets positifs sans nier les conséquences négatives dans le cas d'une émigration en masse, particulièrement des personnes qualifiées. Les données sur l'ampleur du *brain drain* indiquent que seulement certaines régions du monde sont confrontées à ce problème, loin de s'agir d'un phénomène généralisé. Notre analyse tient à montrer que les expatriés peuvent être une ressource à mobiliser par les pays d'origine et que même les pays le plus touchés par l'exode des cerveaux peuvent en bénéficier.

Il est aussi important d'identifier quels sont les secteurs les plus atteints par la fuite des cerveaux. Les conséquences de ce phénomène sur le développement des pays de départ dépendent du secteur dans lequel les migrants hautement qualifiés sont employés. Vinokur (2006), distingue deux catégories d'emplois : le secteur des biens et services échangeables (*tradable*) et le secteur des services non échangeables. Certains auteurs, Commander *et al.* (2003), mentionnent que les signaux alarmistes évoquant les effets négatifs de *brain drain* dans les années 1960 et 1970 ont été alimentés en grande partie par le départ en masse des personnes du deuxième secteur caractérisé notamment par le départ du personnel médical des pays en développement vers des pays développés. Les données sont plutôt effrayantes, dans des pays comme le Ghana il n'y a que 6 médecins pour 100 000 personnes, alors que dans des pays comme les Etats-Unis, le Canada, l'Australie, la Grande Bretagne le chiffre est de plus de 220 médecins par 100 000 personnes (Lodigiani, 2009 : 13). Un autre aspect des migrations des professionnels du secteur des biens et services échangeables, notamment du domaine TIC¹¹ est que ces personnes sont susceptibles de générer des effets positifs sur le pays d'origine sans nécessiter la présence physique dans le pays de départ. Même le secteur des services non échangeables peut tirer profit de la migration des hautement qualifiés, car grâce au développement des nouvelles technologies les migrants installés dans les pays d'accueil peuvent transférer leurs connaissances à leurs collègues restés au pays. Dans ce travail nous défendons plutôt cette dimension des migrations et nous présentons les conditions nécessaires pour que les effets positifs puissent se produire.

¹¹ Technologies de l'information et de la communication

2.3 Les nouvelles théories du rattrapage économique

A l'aube des années 90, une nouvelle génération de recherches fait son apparition, offrant une perspective plus optimiste des effets des migrations des personnes qualifiées sur les pays de départ, en mettant en lumière la possibilité « *brain drain with a brain gain* » (Mountford, 1997 ; Stark *et al.*, 1997 ; Beine *et al.*, 2001). Ces études analysent la formation du stock du capital humain et la manière dont la migration modifie les décisions de la population des pays en développement d'investir en éducation. Le rôle positif joué par les migrations dans l'augmentation du capital humain des pays d'origine est défini comme le résultat des « effets incitatifs » (ex-ante, *incentive effects*) De plus, d'autres effets positifs comme : les remises de fonds (*remittances*), la migration de retour ou les réseaux ont été mis en évidence étant nommés comme « effets de retour » (ex-post, *feedback effects*) (Lodigiani, 2009).

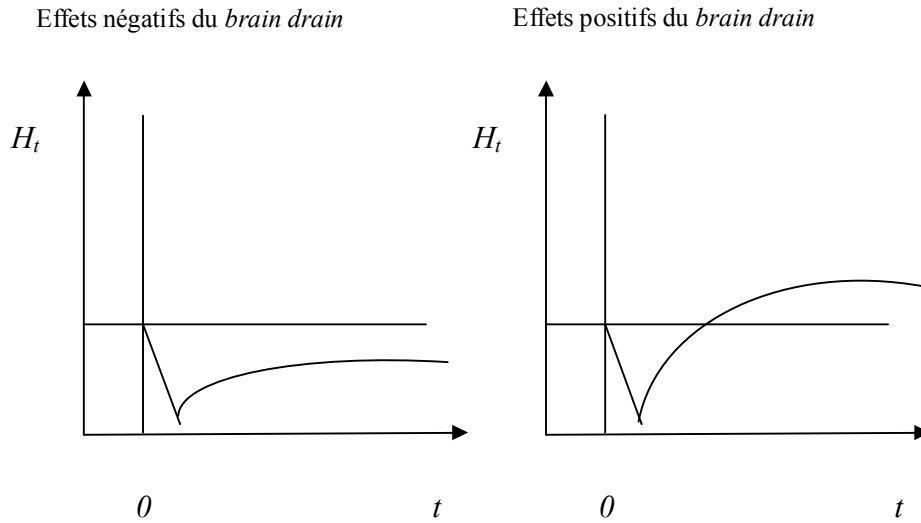
2.3.1 Le modèle du rattrapage par l'effet incitatif sur l'investissement en capital humain

L'argument le plus utilisé pour la catégorie des effets ex-ante est la possibilité de formation du capital humain à travers des investissements croissants dans l'éducation, motivés par les perspectives d'émigration. L'idée centrale des recherches de cette période est l'analyse des externalités dans la version « endogène » de la théorie néoclassique de la croissance. Dans ces modèles, les externalités du capital humain constituent la force motrice d'une croissance auto-maintenue. Le principal apport, comme le mentionne Lodigiani (2009), est qu'au niveau individuel, les migrations vues comme un moyen qui permet d'augmenter le retour sur investissement en éducation incitent plusieurs personnes des pays en développement à faire des études, par conséquent le nombre de ceux qui poursuivent leurs études augmente au niveau national. Quand cet effet d'incitation (*brain*) domine l'émigration observée (*drain*) le capital humain augmente dans le pays source.

L'une des suppositions de ces modèles est que la probabilité de migration est incertaine : parmi ceux qui investissent dans l'éducation, seulement une partie émigrera en fin de compte. Ceux qui restent au pays sont dotés d'un capital humain plus important grâce aux effets incitatifs et ainsi les pays d'origine finissent par posséder plus de capital humain (Lodigiani, 2009 : 17).

Docquier et Rapoport (2007) illustrent comment à long terme le départ de la population instruite génère un impact positif sur le pays d'origine qui entraîne le gain des cerveaux (*brain gain*).

FIGURE 1.4 : L'IMPACT DYNAMIQUE DU BRAIN DRAIN



Source: Docquier et Rapoport (2007 : 20)

A court terme l'émigration des personnes qualifiées constitue une perte nette pour le pays de départ. Avec le temps les migrants qui ont réussi professionnellement à l'étranger motivent d'autres personnes du pays d'origine de poursuivre des études ce qui fait accroître le capital humain dans le pays source mais aussi dans une perspective à long terme, grâce à la création de réseaux un envoi continue des biens, d'idées, de connaissances, d'informations vers le pays d'origine est opéré par les expatriés en permettant ainsi aux pays sources de tirer profit de ces flux.

Par rapport à la littérature sur les migrations comme facteur de divergence qui tenait compte uniquement des effets de la « fuite des cerveaux » à court terme, cette nouvelle littérature montre comment à long terme les migrations tendent à avoir des effets bénéfiques sur les pays de départ des migrants.

- **Les études empiriques vérifiant l'effet incitatif sur l'investissement en éducation**

Plusieurs études empiriques montrent l'existence du mécanisme des effets incitatifs. Une contribution importante est celle de Beine, Docquier et Rapoport (2001) qui se traduit par une analyse transversale sur 37 pays en développement, où ils montrent que la probabilité de migrer a un impact positif sur la formation du capital humain dans les pays émetteurs des migrants, plus particulièrement pour les pays ayant un niveau initial bas du PIB par habitant.

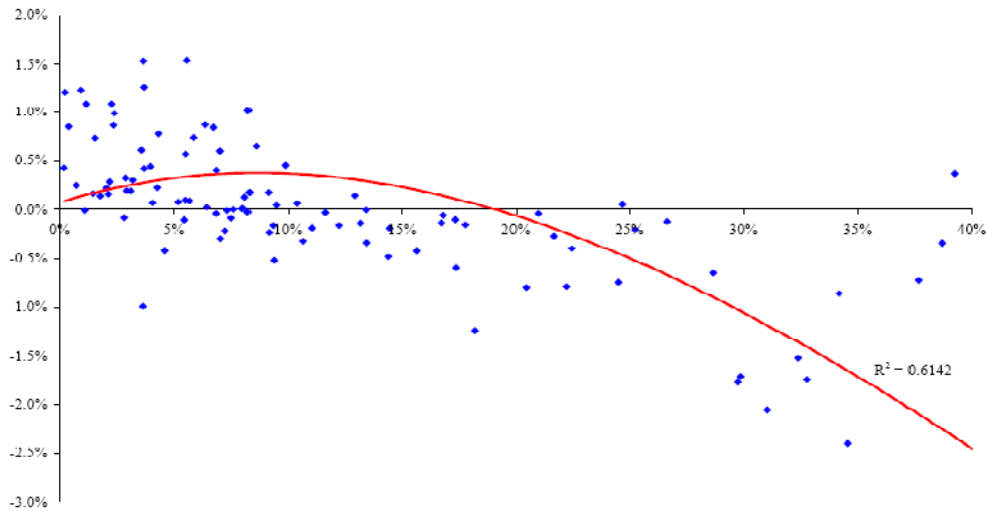
Stark et Wang (2002) trouvent aussi que la migration peut avoir un effet incitatif sur la formation du capital humain. Ils postulent que la productivité d'un individu est conditionnée non seulement

par son propre capital mais également par le niveau moyen du capital humain et généralement les individus sous-investissent en capital humain. Les auteurs montrent qu'en permettant l'émigration d'une partie contrôlée des personnes qualifiées vers un pays riche, les non-migrants seront incités à investir davantage dans leur éducation en améliorant la tendance de sous-investissement, ainsi un niveau socialement satisfaisant de capital humain est atteint sans la présence des subventions publiques. Dans le cas d'une économie fermée¹², les subventions publiques sont nécessaires pour atténuer les défaillances liées aux externalités positives du capital humain ce qui est pallié par l'effet des migrations dans le cas d'une économie ouverte. Stark et Wang (2002) ont montré la présence du « gain des cerveaux » (*brain gain*) dans la « fuite des cerveaux » (*brain drain*) en argumentant que grâce à des politiques migratoires bien pensées, il est possible d'améliorer le bien-être et rapprocher l'économie de l'optimum social. Ils suggèrent que jusqu'à un certain niveau, les migrations peuvent fonctionner comme un substitut parfait des subventions publiques (c'est-à-dire, plus le taux d'émigration est élevé, plus réduit est le taux des subventions nécessaires pour atteindre l'optimum social (Docquier *et al.*, 2008)).

Beine *et al.* (2008) en utilisant la base de données sur les taux d'émigration par niveau d'études de Docquier et Marfouk (2006) ont révélé aussi des faits qui indiquent que les migrations des personnes qualifiées ont des effets positifs sur la formation du capital humain. Les auteurs ont démontré que parmi les 127 pays en développement qui ont participé à l'étude, ceux qui combinent des niveaux relatifs bas de capital humain (en dessous de 5%) et des taux faibles d'émigration de personnes qualifiées (en dessous de 20%) sont susceptibles de tirer profit de la fuite des cerveaux. Au contraire, ce phénomène a des effets négatifs dans les pays où le taux de migration des personnes qualifiées est supérieur à 20% et/ou la proportion des personnes ayant un haut niveau d'études est au-dessus de 5% (voir figure 1.5).

¹² Dans ce cas fermée = sans migration

FIGURE 1.5: LA FUITE DES CERVEAUX ET LE CAPITAL HUMAIN DANS LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT



Source: Beine, Docquier et Rapoport (2006 : 26).

L'axe X indique les taux d'émigration des personnes qualifiées et l'axe Y reflète l'impact net du *brain drain*.

Tenant compte de ces résultats, pour certains pays en développement comme l'Inde, la Chine ou le Brésil, les migrations des personnes qualifiées semblent produire des effets positifs nets alors que, pour d'autres qui connaissent des taux élevés d'émigration de personnes éduquées, cette situation devient inquiétante.

2.3.2 Le modèle du rattrapage par les migrations de retour

L'analyse sur les effets positifs de la migration de la main-d'œuvre qualifiée s'axe sur d'autres effets comme par exemple ceux de retour (*feedback effects*). Cette catégorie englobe : les envois de fonds des travailleurs migrants, le retour d'expatriés qui amène avec eux le capital financier accumulé travaillant dans le pays de destination et/ou de nouvelles compétences acquises à l'étranger, ou encore la participation de ces migrants à des réseaux scientifiques et d'affaires facilitant la circulation du savoir technologique et industriel (Docquier et Rapoport, 2005).

Nombreux auteurs (Stark *et al.*, 1997 ; Lowell, Findlay et Stewart, 2004 ; Dos Santos et Postel-Vinay, 2003) ont parlé du rôle bénéfique joué par le retour des personnes qualifiées dans leur pays d'origine : les compétences supplémentaires acquises à l'étranger, la propension pour l'innovation, la motivation pour créer leurs propres entreprises, les ressources financières et les contacts établis sont susceptibles d'augmenter la productivité et le développement économique au

pays). L'expérience de plusieurs pays comme : l'Irlande, La Corée, la Chine, le Taiwan et l'Inde a confirmé l'impact favorable attribué aux migrants de retour.

En possédant un capital financier, les migrants lors de leur retour sont plus enclins à se lancer à leur compte, ce qui mène à la création des nouveaux emplois et ainsi à la réduction du chômage dans la région d'origine. Par exemple, Dustmann et Kirchkamp (2001), dans une étude sur les migrants de retour turcs et leur choix de rester actifs, ont montré que la plupart des migrants choisissent de créer leurs affaires ou de ne pas travailler, et que les personnes qualifiées restent actives après leur retour.

Dans le même sens, Dos Santos et Postel-Vinay (2003) affirment qu'avec les migrations temporaires d'un nombre limité des travailleurs qualifiés des effets positifs sont susceptibles de se produire dans les pays d'origine, notamment pour ceux où le secteur R&D¹³ est peu développé. Les migrants de retour sont vus comme des agents qui favorisent les transferts des technologies, ce qui conduit à la réduction des différences technologiques entre les pays. Dans une approche à long terme moins des personnes sont contraintes à migrer et plusieurs personnes sont supposées revenir au pays. Ils proposent un changement des politiques d'immigration visant l'accroissement du nombre des visas temporaires aux dépens des visas permanents, par conséquent les pays d'origine peuvent bénéficier de l'expertise acquise à l'étranger par les citoyens qui ont travaillé une période dans un autre pays. Les auteurs estiment que grâce à ces mesures politiques, l'émigration des personnes qualifiées peut diminuer parce que l'incitation à investir en éducation diminue du fait de moins de possibilités d'installation à l'étranger, et d'autre part les migrations de retour augmenteront, ainsi les pays d'origine peuvent bénéficier du capital humain de ceux qui sont revenus.

Lodigiani (2009) remarque que dans un cadre conceptuel différent Stark *et al.* (1997) cherchent la possibilité du « *brain gain* » dans le « *brain drain* » à travers les migrations de retour dans une situation d'information imparfaite. Dans la perspective de migrer, les travailleurs estimant un retour plus important sur l'investissement en capital humain à travers la migration sont plus motivés à investir dans l'éducation. Au début de leur séjour dans les pays de destination, les travailleurs migrants sont rémunérés à la productivité moyenne du groupe de migrants. Au fil du temps les compétences personnelles sont identifiées et valorisées, déterminant ainsi le niveau de rémunération. Dans ces conditions, les personnes moins qualifiées perçoivent un salaire moins

¹³ La recherche et le développement

important, ce qui peut générer le retour des migrants ayant moins de qualifications et ainsi le pays source peut tirer profit de leurs ressources financières accumulées dans le pays de destination et de leurs connaissances.

- **Les déterminants des migrations de retour**

Concernant les déterminants des migrations de retour, Borjas et Bratsberg (1996) montrent que ce moment peut être planifié par le migrant après une période à l'étranger qu'il considère optimale ou a lieu en fonction du type de sélection qui a été à la base des flux migratoires. Le retour se profile aussi dans la situation où la décision de migrer a été prise dans des conditions d'informations imprécises sur le pays de destination.

Quant à la sélectivité de la migration, les auteurs montrent que le retour renforce le type de sélection initiale, ce qui signifie que dans le cas où les migrants sont positivement sélectionnés, ceux qui partent sont les plus qualifiés, par conséquent, ceux qui décident de retourner dans leur pays d'origine sont les migrants peu ou non qualifiés. Dans ce sens, Borjas (1989) dans une étude sur les scientifiques et ingénieurs immigrés aux Etats-Unis révèle aussi que les personnes qui réussissent le moins bien sont celles qui ont une propension plus grande à quitter les Etats-Unis.

Dustmann (2003) donne une autre explication pour le processus migratoire de retour. Il indique qu'en effet, les migrants planifient de revenir dans le pays de départ durant leur vie active, produisant ainsi des effets positifs sur les non-migrants qui vont bénéficier de leur expérience. Dans une étude sur l'Allemagne, l'auteur montre qu'une des raisons qui conditionne le retour est la variation des salaires dans le pays de destination. Ainsi une augmentation des salaires dé motive les retours tandis qu'une baisse des salaires entraîne des retours plus importants.

Il est important de noter que les migrations de retour sont influencées par plusieurs facteurs en fonction des caractéristiques des migrants, des conditions de vie et de travail dans le pays de destination comparées à celles des pays d'origine, etc. Cependant, l'expérience montre que très peu de pays ont réussi à faire revenir leurs expatriés. A cause des contextes moins favorables caractéristiques aux pays de départ, nombreux migrants décident de s'installer définitivement dans les pays d'accueil même ceux qui ont migré pour poursuivre des études. Par exemple, (Cervantes et Guellec, 2002) constatent que 88% des étudiants chinois ayant obtenu un doctorat en sciences et en technologies aux Etats-Unis en 1990-1991, quatre ans après la fin de leurs études travaillaient toujours dans le pays de destination. Pour les docteurs indiens, le chiffre était de 79%. Malgré des flux migratoires de retour assez faibles des personnes qualifiées, nous allons

voir plus bas que la Chine et l'Inde ont su tirer avantage de leurs expatriés pour promouvoir le développement au niveau national et devenir des acteurs importants du développement régional et même mondial. L'exemple de ces pays confirme que les migrants peuvent contribuer au développement du pays source même à distance et nous motive davantage de révéler dans cette thèse comment une diaspora peut apporter sa contribution et sous quelles conditions les effets positifs sur le pays de départ se produisent.

2.3.3 Le modèle du rattrapage par les remises de fonds

Le modèle du rattrapage par les remises de fonds est parmi les premières approches qui expliquent que les migrants participent au développement du pays d'origine même sans être physiquement présents. Malgré le nombre croissant d'études traitant l'importance des transferts de fonds des migrants dans la croissance économique des pays d'origine, le débat reste assez controversé.

L'intérêt envers les transferts des fonds (*remittances*) accroît dans les années 2000 quand leurs montants deviennent de plus en plus importants et des affirmations de plus en plus fréquentes qu'ils sont le vecteur de développement des pays du Sud, les principaux récepteurs des fonds. Les données officielles pour l'année 2009 montrent que les flux d'argent envoyés vers les pays en développement ont été de 316 milliards de dollars en dépassant de presque 4 fois les montants reçus en 2000 qui étaient de 85 milliards de dollars. En dépit d'une diminution de 6% en 2009 à cause de la crise mondiale par rapport à l'année 2008 où le volume des envois était de 336 milliards de dollars, les estimations indiquent pour les années 2010 et 2011 une hausse moyenne de 6% par an¹⁴. Ces ressources financières restent la deuxième source de financement extérieur des pays en développement après les investissements directs étrangers (IDE) qui s'élevaient à 548 milliards de dollars en 2009¹⁵. Les envois de fonds dépassent d'environ presque trois fois l'aide publique au développement qui a enregistré un chiffre de 119,6 milliards de dollars en 2009¹⁶.

Tenant compte des montants croissants envoyés par les migrants vers les pays en développement, les organisations internationales ainsi que certains chercheurs commencent à analyser ces

¹⁴ Ratha, D., Sanket, M. et Ani S. (2010), *Outlook for Remittance Flows 2010-2011*, Migration and Development Brief 12, April 2010 et Migration and Development Brief 2 – Remittance Trends 2006, Banque Mondiale

¹⁵ UNCTAD (2010), *World Investment Report : Investing in a low-carbon economy*, Genève et New-York

¹⁶ OCDE (2010), *L'aide au développement a augmenté en 2009 et la plupart des donateurs atteindront les objectifs d'aide pour 2010*, Paris

ressources comme un outil qui compense l'impact négatif engendré par le phénomène du *brain drain*. Faini (2007) indique que la Banque Mondiale (2003)¹⁷ est une des institutions qui affirment que les effets négatifs du *brain drain* sont contrebalancés par les ressources financières envoyées vers les pays d'origine.

Les travaux disponibles sur l'impact des remises de fonds sur le développement des pays d'origine livrent des résultats différents. Comme on a déjà noté, les adeptes de l'approche historico-structurelle considéraient les envois de fonds en tant que ressources financières pour la consommation courante et comme source de dépendance des non-migrants envers l'argent envoyé par les expatriés. Ce n'est que récemment qu'à travers des études théoriques et empiriques, le discours sur le rôle de remises de fonds a pris une nouvelle voie et notamment celle qui se penche sur les effets positifs produits sur les communautés d'origine. Ces études montrent que les montants reçus de la part des migrants sont utilisés non seulement pour la consommation courante mais sont aussi consacrés aux investissements productifs.

Nombreux travaux ont eu comme conclusion que les transferts de fonds ont un impact direct sur la réduction de pauvreté pour les familles bénéficiaires mais aussi pour la région où ces sommes sont dépensées. Les remises de fonds des migrants ont un rôle important à jouer dans la réduction de la pauvreté et la distribution des revenus mais l'ampleur et l'expression des effets induits par ces fonds dépendent des bénéficiaires. Mora et Taylor (2005) indiquent que les effets des transferts de fonds sont plus favorables sur la réduction de la pauvreté rurale dans les communautés d'origine qui ont un nombre important de leurs membres à l'étranger. Pour nombreux pays en développement, ces sommes envoyées par les migrants constituent une source importante d'existence. Par exemple, lors des recherches sur l'impact des remises de fonds sur la pauvreté et l'investissement au Guatemala, Adams (2006) trouve que ces flux financiers réduisent l'ampleur de la pauvreté parce que pour plusieurs ménages ils constituent 50 ou 60% de leurs revenus totaux. Contrairement aux autres études, cette analyse montre que l'argent reçu de la part des migrants n'est pas dépensé en totalité pour des biens de consommation. Les ménages bénéficiaires des transferts de fonds tendent à considérer ces sommes comme un revenu temporaire et incertain et sont plutôt susceptibles à les investir qu'à les destiner à la consommation courante.

¹⁷Faini, R. (2007) fait référence au texte de Ratha, D. (2003), *Workers' remittances: An Important and Stable Source of External Development Finance*, dans World Bank (2003) *Global Development Finance 2003*, Chapter 7, Washington, D.C.: World Bank, où les remises de fonds sont présentés comme mécanisme susceptible de compenser les effets négatifs engendrés par la fuite des cerveaux.

Les modèles du rattrapage montrent que le processus migratoire peut être bénéfique pour les pays d'origine qui peuvent bénéficier du capital humain de leurs expatriés, des ressources financières, des réseaux de migrants qui facilitent le transfert de connaissances, de technologies. Nous allons argumenter l'idée de rattrapage économique grâce aux expatriés en réalisant une analyse détaillée des effets produits sur le pays d'origine.

Synthèse sur les nouvelles théories du rattrapage économique

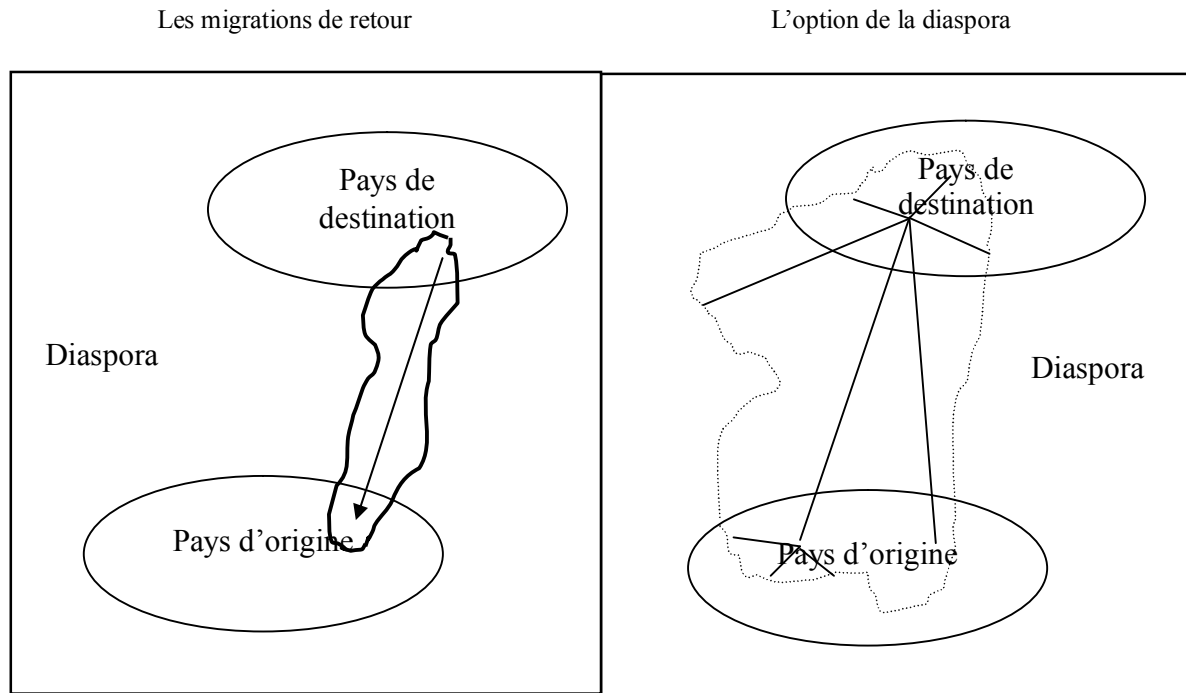
Cette nouvelle vision sur l'impact des migrations semble être plus complexe, parce qu'elle prend en considération tous les acteurs impliqués dans le processus de migration, d'une part les pays d'origine et les pays de destination et d'autre part les migrants eux-mêmes. De plus, par rapport aux modèles théoriques précédents qui analysent les migrations internationales à court terme, la littérature récente adopte l'approche dynamique, ce qui permet d'identifier non seulement les effets immédiats du phénomène. Comme déjà mentionné, plusieurs auteurs notent qu'à long terme les migrations peuvent engendrer des effets positifs en montrant les effets incitatifs (investissement en capital humain) et ceux de retour (migrations de retour, remises de fonds) qui ont un impact durable sur le développement des pays d'origine.

Les approches de cette partie encadrent la bonne problématique, à laquelle on s'intéresse aussi dans ce travail, mais elle n'est pas suffisamment développée. Les études récentes parlent beaucoup du rôle bénéfique des migrations sur la formation du capital humain dans les pays d'origine, l'influence positive des migrants de retour ou bien l'impact des envois des fonds sur la réduction de la pauvreté, mais on constate un manque d'analyse sur les structures qui relient les pays de destination avec les pays d'origine qui incitent et favorisent la circulation des transferts de diverse nature vers les pays de départ. Lors de cette thèse, nous identifions les diasporas comme une source de développement des pays d'origine et de leur intégration dans l'économie mondiale.

Pour bénéficier de leurs expatriés, nombreux pays ont essayé d'adopter l'option des migrations de retour qui n'a pas toujours apporté les résultats attendus. J.B. Meyer (2007) remarque que l'option diaspora est très différente des migrations de retour par la complexité et continuité des liens qui existent entre les expatriés et les pays d'origine. Les migrants de retour apportent leur capital humain et financier une seule fois quand ils reviennent au pays, tandis que dans l'option diaspora ce transfert est permanent à travers les réseaux qui facilitent la diffusion des flux

d'information, de connaissances, du matériel, d'investissements, des technologies qui se dirigent constamment vers le pays source sans nécessiter la présence physique des migrants dans le pays d'origine.

FIGURE 1.6 : LES MIGRATIONS DE RETOUR ET L'OPTION DIASPORA



Source : J.-B. Meyer (2007 : 7)

Le tableau ci-dessus illustre la diversité des liens qui se développent entre les pays d'origine et le pays de destination par le biais de la diaspora. Etant donné que ces réseaux sont de nature différente : scientifiques, professionnelles, culturelles, politiques, etc., leur impact est beaucoup plus complexe sur le pays d'origine par rapport aux migrants de retour qui amènent des compétences dans un seul domaine de spécialisation. A travers les diasporas, le pays d'origine accède au capital social accumulé par ses expatriés, à leurs connaissances et compétences, leur savoir-faire, leur capital financier, des ressources qui peuvent être mobilisées au profit du développement du pays. Pour Jean-Baptiste Meyer, une diaspora n'est pas un simple intermédiaire entre les pays de destination et les pays d'accueil mais joue un rôle de médiateur en ajoutant une valeur spécifique aux flux envoyés vers les pays source.

Conclusion sur les théories normatives des migrations internationales

Les théories normatives ont été affinées au cours de leur évolution en fonction des modèles migratoires correspondant plus au moins à la réalité de leur époque.

Les premiers modèles de convergence ne démarquaient pas les migrations de main-d'œuvre non-qualifiée de celle qualifiée. Leur idée principale est que la mobilité internationale des travailleurs réduit les écarts salariaux entre les pays, conduisant ainsi à une convergence internationale.

Les modèles théoriques, influencés par la théorie de la dépendance et l'approche historico-structurelle sous l'apparition des nouvelles tendances migratoires conditionnées par les transformations économiques liées à la période d'après la Seconde Guerre Mondiale, ont analysé les conséquences des migrations internationales en fonction des flux des migrants non-qualifiés et qualifiés, en montrant dans les deux cas qu'ils engendrent des effets négatifs pour les pays d'origine.

Nous avons souligné le fait que les théories des migrations internationales comme facteur de divergence ont évolué dans un contexte de manque de données et de vérifications empiriques, en analysant les effets du processus migratoire dans une perspective à court terme, ce qui a probablement déterminé le courant pessimiste. La littérature récente, basée sur plus de données et sur une approche dynamique, change la direction des recherches en mettant plutôt l'accent sur les effets bénéfiques de la mobilité internationale des personnes. Elle met en lumière le rôle positif que les migrations peuvent jouer sur la formation du capital humain dans les pays émetteurs, les effets positifs engendrés par les migrations de retour ainsi que les retombées positives des remises de fonds. Par contre, elle développe très peu la fonction attribuée aux entités intermédiaires qui contribuent à la circulation des ressources entre les pays d'origine et de destination. Pour apporter une meilleure compréhension de l'impact positif de la diaspora, il est nécessaire d'identifier quelles sont les ressources générées par les migrants et comment leurs effets se manifestent sur le pays d'origine.

3 Conclusion

A la suite de la revue des théories existantes en matière des migrations, on peut constater que la majorité de ces approches théoriques traitent à la fois les migrations internes et internationales sans les délimiter, l'exception est apportée par la « transition vers la mobilité » de Zelinsky (1971), où les deux types de migrations sont étudiés séparément.

Beaucoup de théories économiques sur la mobilité internationale des personnes (néoclassique, nouvelle économie des migrations) mènent leurs recherches au niveau micro sans prendre en compte les catégories de personnes qui migrent à l'intérieur du pays et qui partent à l'étranger, même si la théorie néoclassique et la nouvelle économie des migrations laissent comprendre que la démarcation est faite entre les migrations internes et internationales. Pour le modèle néoclassique, elle se réalise à travers les différences salariales entre les pays à bas revenus et hauts revenus et à l'augmentation des coûts de la migration, qui sont en général engendrés par les migrations internationales, et dans le cas de la nouvelle économie des migrations par le biais des contraintes institutionnelles du pays d'origine qui incitent les personnes à émigrer vers des pays pour diversifier les revenus, s'assurer contre les risques et les défaillances liées aux marchés du pays source.

Parmi les théories expliquant exclusivement les causes des migrations internationales au niveau macro, on peut mentionner dans la catégorie des théories économiques, celle dualiste du marché du travail et des systèmes mondiaux. Les modèles d'inspiration politique et systémique ont étudié le processus migratoire tant au niveau micro que macro. Il convient de noter aussi, qu'en plus d'avoir proposé des schémas d'explication au niveau macro, ces théories ont mis en évidence également les contraintes rencontrées par les migrants : soit imposées par la position dans le système capitaliste global (Wallerstein, 1974), soit par le contexte structurel de l'économie du pays d'accueil réduisant la mobilité sociale (Piore, 1979) ou celles imposées par les Etats d'origine et de destination (Zolberg, 1981).

Si les premiers modèles voient les travailleurs migrants comme des individus sans attache qui prennent leur décision uniquement en fonction des conditions du marché du travail (Harris et Todaro, 1970), ou la décision est déterminée par la demande continue de main-d'œuvre des pays de destination (Piore, 1979), alors les modèles plus récents traitent le problème en décrivant le phénomène comme le résultat d'une décision collective, où les membres de la communauté d'origine installés à l'étranger maintiennent des liens avec leur pays d'origine.

Il faut noter aussi que ces théories ne distinguent pas les types spécifiques des migrants et ne tiennent pas compte de la dynamique migratoire volontaire et de celle de la migration forcée. La seule approche qui parle de la mobilité forcée est celle politique, même si le modèle *push/pull* a servi comme base théorique pour l'identification des forces d'attraction et de répulsion, cet aspect n'a pas été souligné.

L'analyse réalisée sur les théories positives et normatives montre que le processus migratoire ne peut pas être étudié sans appréhender ses causes et ses conséquences. L'intégration des déterminants et des effets des migrations dans une seule approche théorique permet une meilleure compréhension de la relation migration-développement. La section sur les théories positives a montré que les migrations sont partie intégrante du processus de développement ayant des caractéristiques spécifiques et son importance. Comme on a pu le voir, les migrations ne sont pas seulement le résultat du processus décisionnel individuel ou collectif mais opèrent également sous l'influence des changements sociaux, culturels, économiques et politiques tant des pays d'origine que des pays de destination, ce qui dénote la nature hétérogène du phénomène.

Dans des contextes historiques différents, les théories normatives ont évolué différemment, en débutant par des modèles de convergence qui insistaient sur le rôle positif joué par les migrations dans le processus de développement des pays d'origine, pour continuer avec les modèles de divergence invoquant les conséquences négatives générées par les migrations et notamment le *brain drain*, pour revenir à une vision plus optimiste récemment.

Le contre-argument le plus cité par les modèles théoriques des migrations internationales comme facteur de divergence est qu'elles engendrent la fuite des cerveaux. Pourtant, il convient de préciser que seulement une partie de personnes à haut potentiel émigrent et sans nier les effets négatifs causés par le départ des talents, les études révèlent le fait que c'est un problème qui touche seulement certaines régions du monde comme par exemple les pays de l'Amérique Latine proches des Etats-Unis : la République Dominicaine, le Salvador, le Guatemala, la Jamaïque, le Mexique où la fuite des cerveaux constitue un vrai problème national et entraîne des effets nuisibles pour le processus de développement de ces pays. Les préoccupations centrées sur le *brain drain* sont plutôt alimentées par des discours alarmistes et le manque de données précises. Le premier travail sur l'ampleur du *brain drain* réalisé par Carrington et Detragiache (1999) a été à la base de nombreux travaux sur l'impact des migrations sur les pays d'origine. Avec l'apparition de ces études, plusieurs éclaircissements sur les effets du processus migratoire sont

apportés en montrant que le phénomène de fuite des cerveaux ne touche pas tous les pays et que les expatriés peuvent contribuer au développement des pays de départ. Par exemple, dans une analyse quantitative sur l'ampleur du *brain drain*, Adams (2003) montre que sur 33 pays principaux exportateurs de main-d'œuvre participant à l'étude, moins de 10% de la population ayant le meilleur niveau d'éducation ont migré.

Il est difficile d'estimer l'effet réel des migrations des personnes qualifiées sur le contexte économique, social et culturel des pays d'origine ; au moins l'expérience de certains pays montre que les expatriés peuvent être une ressource importante pour le développement. A travers l'analyse des théories disponibles sur les migrations faite dans ce chapitre, nous constatons que les études théoriques et empiriques reconnaissent que les migrants peuvent contribuer à l'amélioration du contexte général des pays source. Les auteurs comme : Lowell et Findlay, 2002 ; Stark *et al.*, 1997 soutiennent qu'il est possible que le *brain drain* soit accompagné du *brain gain*. A moyen et long terme, l'émigration des personnes qualifiées peut engendrer des effets bénéfiques sur le pays de départ sous forme de : remises de fonds, investissements, relations commerciales, nouvelles compétences, innovation, nouvelles normes et information.

L'analyse des théories disponibles des migrations internationales a été réalisée afin de mieux appréhender la genèse des flux migratoires et leurs conséquences, ce qui permet de définir le cadre conceptuel nécessaire pour expliquer la création des diasporas et leur impact sur les pays d'origine.

De la première section de cette analyse portant sur les théories positives, notamment les approches macroéconomiques, nous retenons le rôle de l'apparition des nouvelles formes d'information et de communication dans l'organisation du parcours migratoire évoqué par Zelinsky (1971) dans la théorie de la transition vers la mobilité, élément qui nous aidera à montrer que, grâce à leur utilisation, les membres d'une diaspora sont plus connectés aux pays de départ et peuvent contribuer davantage au développement.

Parmi les modèles microéconomiques qui attirent notre attention, est la nouvelle économie des migrations qui introduit la dimension de la famille dans le processus de décision de migrer comme unité qui garantit la réalisation du projet migratoire de la personne envoyée à l'étranger, mais aussi comme point d'attache du migrant ce qui dénote le maintien du lien avec les pays de départ, caractéristique essentielle de la diaspora. Par rapport aux modèles néoclassiques qui ne prennent pas en compte l'appartenance à une communauté d'origine, cette théorie nous permettra

de confirmer, que même si les migrants décident de s'installer dans les pays de destination, ils vont continuer à garder des liens forts réels ou imaginaires avec les territoires de départ en exerçant ainsi une influence sur le processus de développement à travers l'envoi de nouvelles connaissances, idées, normes, pratiques managériales, etc.

Les théories les plus intéressantes pour notre travail sont celles positives intégrées, plus particulièrement l'approche systémique et la théorie des réseaux. L'approche systémique nous permettra de montrer que la diaspora unifie l'espace entre les pays d'installation et les pays source en menant au rapprochement économique, politique et social entre les pays. Sans doute, la théorie des réseaux est la plus utile pour l'argumentation du rôle positif des diasporas dans le développement des pays de départ. Ce concept nous aidera à expliquer la continuation de la diaspora dans le temps et dans l'espace, d'une part à travers les liens qui sont maintenus avec les pays d'origine et d'autre part, via les liens tissés entre les migrants eux-mêmes permettant une meilleure mobilisation de ressources et par conséquent un impact plus important sur le territoire d'origine. Nous montrerons que les réseaux diasporiques ont un rôle important, non seulement dans la perpétuation de la diaspora et dans la transmission des ressources vers le pays d'origine, mais aussi dans l'accès aux ressources du pays d'accueil et leur appropriation.

On ne fait pas appel à la contribution des sciences politiques pour expliquer le fonctionnement des diasporas, parce qu'on la considère non pertinente à cause du fait que les migrations sont vues comme un échange entre les pays où les migrants ne sont plus des membres de la société d'origine, mais deviennent des membres des sociétés d'accueil. Contrairement à cette idée, nous allons souligner que les membres d'une diaspora mènent des vies transnationales, ce qui détermine leur présence tant dans les pays d'arrivée que dans les pays de départ. En plus, on mettra en évidence qu'à l'époque du numérique, les migrants peuvent agir en temps réel dans les deux sociétés.

En ce qui concerne l'utilité des théories normatives des migrations internationales pour cette thèse, on utilisera les nouvelles théories du rattrapage économique, inspirées des modèles de convergence pour identifier les effets positifs produits par la diaspora sur le pays source. Etant donné que nombreux effets bénéfiques se manifestent à long terme nous ne pouvons pas avoir recours aux théories des migrations internationales comme facteur de divergence qui, à cause de l'approche à court terme, répertorient uniquement les effets immédiats de la mobilité internationale des personnes, ce qui explique la vision pessimiste portant sur les migrations

comme perte pour les pays de départ. Il doit cependant exister des seuils qui font basculer un pays d'émigration vers la divergence et des dynamiques négatives. Nous essaierons par la suite de comprendre dans quelle mesure ces évolutions sont réversibles. Dans notre étude sur l'impact des diasporas sur le développement des pays de départ, nous intégrons l'analyse à long terme qui permet de mettre en évidence les effets positifs « incitatifs » (incitation d'investir en capital humain) et les effets « de retour » (les remises de fonds, les migrations de retour, les réseaux diasporiques) qui contribuent considérablement au processus de développement du pays d'origine. Nous étudierons ces effets et nous allons en identifier d'autres en mettant en lumière les mécanismes qui intensifient l'impact positif de la diaspora.

Même si les nouvelles théories du rattrapage économique révèlent le rôle bénéfique de la mobilité internationale des personnes sur les pays émetteurs, on constate que l'importance des réseaux dans le transfert de diverses ressources vers le pays d'origine n'est pas suffisamment détaillée. Dans le chapitre qui suit, on se propose de définir le terme de « diaspora » et de montrer comment les réseaux contribuent à la consolidation du groupe ethnique, à sa continuité, à la connexion avec le pays de départ, à la création et la diffusion des ressources.

Chapitre 2 : Les diasporas comme facteurs de développement des pays d'origine

Les effets négatifs induits par la migration des personnes qualifiées, évoqués par l'ancienne littérature du *brain drain*, ont été pris à contre pied par la récente littérature qui s'axe sur la circulation des cerveaux et sur son impact positif sur les pays d'origine des migrants. Les expatriés sont considérés comme les acteurs qui engagent le processus du développement dans leurs pays d'origine. Ce nouveau courant sur le rôle bénéfique des migrants a été déterminé par l'accroissement du volume des remises de fonds vers les pays en développement et leurs effets positifs sur les communautés d'origine, ainsi que des résultats bénéfiques de l'engagement et de l'implication des expatriés dans le processus du développement de leur pays, mais aussi par l'échec des stratégies de développement conduites par les Etats d'origine qui renforce la légitimité des études actuelles portant sur l'impact positif engendré par la mobilité internationale des personnes sur les pays de départ.

Dans ce contexte, pour certains pays les expatriés ont été mis au centre des stratégies nationales de développement. Une attention considérable est attribuée aux pratiques transnationales menées par les migrants entre les pays d'accueil et de destination. Portes (1999 : 16) définit le transnationalisme des migrants comme « *ensemble des processus par lesquels les immigrés tissent et entretiennent des relations sociales de nature multiple reliant leurs sociétés d'origine et d'accueil* ». Les expatriés gardent le contact avec le pays d'accueil à travers multiples réseaux diasporiques réunissant les personnes ayant les mêmes origines qui s'engagent souvent à participer collectivement au développement du pays émetteur.

Ces réseaux font l'objet des diverses relations : politiques, culturelles, économiques, sociales qui sont plus pérennes et plus faciles à développer, grâce aux nouvelles technologies et à la diminution des coûts de transport qui rendent les voyages vers les pays source plus accessibles et plus fréquents. Grâce aux nouvelles pratiques de communication, la contribution des migrants ne se limite pas à une simple opération de transfert de fonds vers les pays d'origine, argent considéré souvent par l'ancienne littérature comme source de consommation courante et de creusement des inégalités, mais se multiplie en revêtant diverses formes : transfert d'information, de connaissances, de technologies, de nouvelles normes, etc. qui ont un impact direct sur le pays d'accueil sans nécessiter la présence physique du migrant dans le pays source.

La vision reflétée par l'option de la diaspora est radicalement opposée à celle des adeptes du concept de *brain drain* qui considèrent la migration comme une perte pour les pays de départ. Au contraire de l'approche de « fuite des cerveaux », l'adoption de l'option diaspora est considérée comme une solution qui permet de bénéficier de la population installée à l'étranger. Les communautés diasporiques sont vues en tant que source de flux financiers, d'opportunités économiques, de transfert de technologies, de support politique, d'accès aux marchés, de promotion du commerce, de tourisme et d'image des pays source.

Le défi des pays d'origine est de savoir mobiliser ces talents et tirer profit du capital humain qu'ils enrichissent dans le pays de destination. Dans cette thèse, nous insistons sur le rôle positif de la diaspora et nous essayons d'identifier quel type d'impact elle produit sur le pays de départ et quels sont les directions à suivre pour les pays émetteurs, afin de pouvoir canaliser les ressources de la diaspora vers le processus de développement.

Avant de passer à l'analyse des effets générés par les expatriés sur le pays d'origine, il convient de comprendre le fonctionnement d'une diaspora et ses particularités. Comme d'autres auteurs, Brown (2000) remarque que l'option diaspora est basée sur le concept des réseaux qui sont définis comme la totalité des contacts ou des relations entre des acteurs individuels ou des groupes. Dans un premier temps, les liens se tissent entre les expatriés en évoluant ainsi vers des structures organisées, comme les réseaux de professionnels spécialisés dans divers domaines qui peuvent jouer un rôle important dans la mobilisation des ressources en faveur du pays d'origine et dans la connexion entre les personnes restées au pays et les migrants. Plus bas, nous mettrons en évidence quels types de rapports se créent au sein de la diaspora et avec le pays de départ, en montrant qu'ils peuvent être de manière informelle par exemple la rencontre d'un scientifique installé dans un pays d'accueil et ses collègues restés au pays, ou de façon formelle à travers les réseaux diasporiques formalisés qui, en collaboration avec le pays d'origine, organisent des conférences, des journées de travail, des séminaires, etc. Dans les deux cas, les expatriés en tant qu'acteurs individuels, ou acteurs collectifs dans le cas des réseaux, représentent l'interface qui rapproche les pays d'accueil avec les pays d'origine à travers l'échange d'information, de connaissances qui a lieu dans les deux sens entre les pays. Les réseaux diasporiques constituent l'infrastructure qui facilite la transmission des flux d'information et de connaissances mais comme l'indique Brown (2000) en faisant référence à Callon (1995), un autre élément essentiel pour l'existence et l'efficacité d'un réseau est d'une part les intermédiaires ou les incitations qui doivent motiver la consolidation des membres d'un réseau et d'autre part le maintien des contacts entre les

réseaux d'expatriés et le pays d'origine, ce qui détermine la participation de la diaspora au développement du pays de départ.

Dans ce chapitre, nous cherchons à apporter des éclaircissements sur le terme diaspora après l'analyse des définitions existantes. Nous nous proposons aussi de voir comment la diaspora fonctionne et quelles sont les structures qui permettent la consolidation et l'ampleur de son impact sur le pays d'origine. A la fin du chapitre, on présente l'expérience de deux diasporas bien structurées : chinoise et indienne et d'une diaspora en voie de consolidation – la diaspora russe, pour vérifier les caractéristiques des communautés diasporiques qu'on propose dans notre définition et montrer que même si les diasporas se trouvent à des niveaux différents de structuration, elles constituent une source de développement pour le pays d'origine qui doit être identifiée et valorisée.

1 Définition de la diaspora

1.1 Les définitions traditionnelles de la diaspora

Le terme « diaspora » est un mot d'origine grecque qui signifie dispersion ou dissémination. A ses débuts, la notion était utilisée uniquement pour désigner le processus d'installation des Juifs à travers le monde pour arriver à une généralisation vers les années 70. A partir de cette date, le mot « diaspora » a commencé à être associé à toutes les nations qui s'installaient en dehors de leur pays d'origine. Par exemple, Armstrong (1976), dans son article *Mobilized and proletarian diasporas*, attribue ce nom à « toute collectivité ethnique n'ayant pas une base territoriale à l'intérieur d'une société politique donnée, c'est-à-dire qui reste une minorité faible sur l'ensemble de cette société politique » (Armstrong, 1976 : 393). L'utilisation assez récente du concept de diaspora est expliquée chez Shuval (2003) par le phénomène d'assimilation aux normes locales et la perte d'identité ethnique qui étaient caractéristiques aux peuples migratoires avant les années 60 qui au contraire « se voyaient refuser le droit d'entrée comme les Chinois au Canada, les « non-Whites » en Australie » (Shuval, 2003 citée par Anteby-Yemini et Berthomière, 2005 : 139). Au fil du temps, les modèles migratoires ont changé et l'ampleur du phénomène aussi. Les migrants se dirigent vers des pays de destination où ils connaissent d'autres personnes provenant de leur communauté, ce qui mène à une concentration d'une population originaire du même pays source qui a la nécessité et la volonté de s'identifier à leur identité ethnique en déterminant ainsi le développement d'un fort

sentiment d'appartenance à cette unité et d'une conscience collective de groupe. Le processus d'assimilation subi par les diasporas dans le pays de destination ne constitue plus la cause de leur disparition, car l'appartenance au groupe ethnique, le partage d'une mémoire collective et le maintien des liens avec les pays de départ se perpétuent dans le temps en permettant aux diasporas de garder leur identité d'origine, même si les normes de la société d'accueil ont été adoptées. Dans ces conditions, le terme « diaspora » a connu une inflation d'usages en suscitant de plus en plus l'intérêt des chercheurs de diverses disciplines et de la communauté internationale.

Nous identifions deux générations de définitions du concept de la diaspora, d'une part les définitions basées sur l'expérience du peuple juif, et d'autre part les définitions élaborées sur des modèles particuliers de diasporas sans limiter l'explication à une certaine nation (Ma Mung, 1992). Avec la première génération de définitions, le concept de la diaspora a évolué d'une approche « classique » centrée sur l'archétype juif (Armstrong, 1976) vers une définition nouvelle qui nie le caractère normatif du modèle juif et prend en compte les conditions globales (Sheffer, 1986 ; Cohen, 1997) en passant par des définitions qui sont restées attachées au modèle historique mais qui admettent l'attribution du terme aux autres peuples à part celui juif (Safran, 1991).

1.1.1 Les définitions issues du modèle de la diaspora juive

La définition de la diaspora donnée par Armstrong (1976) constitue le premier essai théorique d'explication du terme. C'est une définition très générale qui suggère que tous les groupes de migrants forment une diaspora, sans préciser les particularités de l'unité formée et sans mentionner l'attachement au pays d'origine. Les limites de cette définition portent sur son caractère trop général qui englobe tous les groupes de migrants et sur une analyse trop historique qui fait de la diaspora juive un modèle normatif. Dufoix (2004a) remarque qu'en parlant de la diaspora, John Armstrong se réfère au sens commun pour faire de la diaspora juive l'archétype de toutes les autres, fait confirmé par son affirmation « *les Juifs sont le modèle de toutes les diasporas* » (Armstrong 1976 : 394).

A ses origines, le modèle diaspora était axé exclusivement sur les diasporas historiques, notamment juive, et il avait une connotation traumatique. L'analyse du concept ancrée dans l'histoire comme approche définitive est remise en cause plus tard par les études de plusieurs auteurs: Sheffer (1986) ou encore Clifford (1994) qui critiquent la conception restrictive de la

notion axée seulement sur la dispersion des Juifs après la destruction du premier temple de Jérusalem, en expliquant que d'autres diasporas (grecques, par exemple) ont existé simultanément avec la diaspora juive, voire avant, pour lesquelles cette notion ne renvoyait pas à un traumatisme commun ; par conséquent cette utilisation limitée applicable au début uniquement au peuple juif leur paraît erronée. Cohen (1997) remarque aussi que l'expérience de la diaspora juive n'est pas strictement constituée d'un événement malheureux, mais aussi formée par les migrations volontaires qui ont le plus animé ce peuple. Quant à Clifford (1994), il reconnaît la forte implication de l'histoire juive dans la définition de la notion de diaspora mais il souligne que cette expérience ne peut pas constituer un modèle définitif. Il peut servir en tant que base de réflexion et ne doit pas être un modèle normatif mais un modèle qui s'adapte aux nouvelles conditions globales¹⁸.

1.1.2 La remise en question du caractère normatif du modèle historique de la diaspora juive

La définition du terme « diaspora » axée sur les diasporas classiques générées par des déplacements forcés comme dans le cas de la diaspora juive, palestinienne ou arménienne ne tient pas compte de la migration volontaire qui mène aussi vers l'apparition des diasporas et qui est une dimension dominante du phénomène actuel des migrations internationales. Avec l'évolution des modèles migratoires, la définition a connu aussi une nouvelle direction, notamment celle de conceptualisation des diasporas modernes qui prend en considération le contexte global dans lequel elles se façonnent.

1.1.2.1 La définition de Gabriel Sheffer

L'ouvrage de Sheffer (1986), *Modern Diasporas in International Politics*, est parmi les premiers à livrer une définition plus élaborée de ce terme en vogue : « *les diasporas modernes sont des groupes ethniques minoritaires, issus de la migration, qui résident et agissent dans des pays d'accueil tout en maintenant de liens forts affectifs et matériels avec leurs pays d'origine – leur patries (homelands)*¹⁹ » (Sheffer 1986 : 3). Cette nouvelle définition se rapproche plus de notre conception de la diaspora. La ressemblance se traduit par l'élément novateur introduit par la dernière, celui d'attachement à la patrie (*homeland*). Pour nous, c'est

¹⁸ Notre traduction : « *We should be able to recognize the strong entailment of Jewish history on the language of Diaspora without making that history an definitive model. Jewish (and Greek and Armenian) diasporas can be taken as nonnormative starting points for a discourse that is travelling or hybridizing in new global conditions* », (Clifford, 1994 : 303).

¹⁹ Notre traduction : « *Modern diasporas are ethnic minority groups of migrant origins residing and acting in host countries but maintaining strong sentimental and material links with their countries of origin – their homelands* », (Sheffer, 1986 : 3).

une caractéristique importante de la diaspora, même fondamentale, parce que notamment à travers le maintien des liens avec le pays d'origine, les expatriés peuvent réaliser des transferts de différente nature vers le pays de départ, en participant ainsi à son développement et au rapprochement économique avec les pays d'accueil des migrants, qui dans la plupart des cas sont des pays avancés.

Par rapport à Armstrong (1976) qui ne définit aucun cadre explicatif des caractéristiques spécifiques qui distinguent les membres d'une diaspora des autres migrants, Sheffer (1986) propose une définition opérationnelle ne se limitant pas seulement aux diasporas traditionnelles mais aux diasporas qui apparaissent et évoluent dans les conditions actuelles : *« l'appellation de diaspora est justifiée quand les « communautés » présentent les éléments objectifs suivants : elles sont des entités politiques et sociales transnationales ; elles résultent d'une migration volontaire ou contrainte vers un ou plusieurs pays d'accueil ; leurs membres résident de façon permanente dans les pays d'accueil ; elles y constituent des minorités ; elles témoignent d'une identité ethnique explicite ; elles créent et maintiennent des organisations communautaires conséquentes ; elles font preuve de solidarité avec d'autres membres de la communauté et donc d'une certaine cohérence culturelle et sociale ; elles mettent en œuvre, par l'intermédiaires des organisations communautaires, des activités culturelles, sociales, politiques et économiques ; elles maintiennent des échanges culturels, sociaux, politiques et économiques avec le pays d'origine, que ce dernier soit un Etat ou une communauté sur un territoire considéré comme une patrie ; elles créent des réseaux transnationaux pour faciliter l'échange de ressources significatives avec la patrie ou avec d'autres communautés dans d'autres pays d'accueil ; enfin elles possèdent un potentiel de coopération ou de conflit avec le pays d'accueil et le pays d'origine »* (Sheffer, 1986 : 9, cité par Dufoux, 1999 : 6).

En analysant cette définition nous pouvons constater que la diaspora suppose plus qu'un simple processus de départ d'un pays d'origine vers un pays d'accueil, elle englobe des processus complexes et nombreux. La diaspora veut dire aussi un espace, une nation, un territoire d'accueil et d'origine. Sa signification dépasse largement le simple fait d'être en « exil » de manière forcée ou volontaire, elle couvre l'ensemble des institutions communautaires qui sont à la base d'une diaspora, la totalité des convictions, traditions, normes culturelles qu'un groupe diasporique est capable de préserver et de transmettre même en étant loin du territoire qui a mis les bases des valeurs communes. Cette définition vient renforcer notre explication susmentionnée sur la perpétuation d'une diaspora malgré son intégration dans la société d'accueil et l'adoption des normes de la dernière. Notre logique

concernant la continuité des diasporas est proche de celle de Sheffer (1986) qui affirme que la diaspora va continuer d'exister, même si l'acculturation a lieu. L'assimilation avec le pays d'origine est plutôt une décision personnelle qu'une décision collective appartenant au groupe diasporique. Les attitudes de nombreux pays récepteurs envers les migrants ont changé en faisant preuve de plus de tolérance, ce qui n'oblige pas les membres d'une diaspora à accepter les normes de la société d'accueil en renonçant à leur identité. Même si une forte acculturation a lieu, les diasporas à travers les réseaux transnationaux vont continuer à exister, de plus d'autres diasporas sont susceptibles d'apparaître dans les conditions des transformations économiques actuelles.

Dans la définition de Gabriel Sheffer, le mot « minorité » ne tient pas à souligner l'aspect quantitatif du groupe mais plutôt sa situation par rapport à la communauté locale du pays d'accueil. A travers l'existence de l'identité ethnique, le partage de la même culture, religion et la présence des liens spécifiques au sein de la diaspora font d'elle une unité distincte par rapport à la société d'accueil. La situation conflictuelle ou de coopération, tant avec le pays d'accueil que le pays d'origine, est le résultat des mesures prises par la société d'installation qui peut s'avérer hostile ou tolérante avec les migrants, ce qui peut amplifier ou annihiler le risque de conflit et par le pays d'origine qui peut ne pas s'intéresser à ses expatriés, comme dans le cas de la diaspora arménienne ou chinoise avant l'ouverture économique, ce qui diminue l'intérêt de collaboration avec les pays d'origine, ou bien soutenir leurs diasporas en construisant une relation de coopération et en les aidant à protéger leurs intérêts tant au pays que dans la région d'accueil. A travers cette explication, Sheffer (1986) formule indirectement une des conditions permissives qui déterminent l'impact positif de la diaspora sur le pays de départ. Cette condition renvoie à la nécessité de collaboration avec la diaspora et à la création des conditions favorables dans les pays d'origine, afin de renforcer la motivation des expatriés pour participer au développement de leurs pays. Par le biais des mesures cohérentes mises en place, les pays de départ peuvent mobiliser cette ressource, souvent sous-utilisée, en sa faveur pour pouvoir bénéficier de la richesse créée dans le pays d'arrivée et de tirer profit de la mobilité. Les conditions permissives seront évoquées dans le dernier chapitre de cette thèse.

1.1.2.2 La définition de Robin Cohen

La définition de Gabriel Sheffer, jugée trop générale, a été affinée par d'autres auteurs qui ont essayé de fournir une liste plus précise des critères d'une diaspora pour éviter l'utilisation du terme dans le cas de toute réalité migratoire. Parmi ces définitions qui s'affranchissent du modèle de la diaspora juive et livrent une liste de caractéristiques communes pour désigner

une diaspora, nous avons repéré celle de Cohen (1997). La définition de Cohen s’inscrit dans le groupe des « définitions catégoriques », selon l’expression de Dufoix (2004a). Il s’agit de définitions qui analysent la notion de la diaspora dans un cadre explicatif des critères stricts qui doivent être remplis simultanément pour s’approprier cette appellation. Selon Robin Cohen, cette dénomination peut être attribuée aux communautés de migrants qui réunissent les caractéristiques présentées dans le tableau qui suit :

TABLEAU 2.1 : CARACTÉRISTIQUES COMMUNES D’UNE DIASPORA

1.	Dispersion à partir d’un lieu d’origine, souvent traumatique, vers au moins deux régions étrangères
2.	Expansion territoriale pour des raisons de recherche de travail ou de commerce ou de poursuivre les ambitions coloniales
3.	Existence d’une mémoire collective du pays d’origine
4.	Idéalisation du pays de départ et l’existence d’engagement collectif envers son soutien, reconstitution, prospérité et sécurité ou même sa création
5.	Développement d’un mouvement de retour qui obtient l’approbation collective
6.	Forte conscience ethnique du groupe soutenue au fil du temps et basée sur un sens de signe distinctif, une histoire commune et un destin commun
7.	Rapport conflictuel avec les sociétés d’accueil qui se manifeste par le manque d’acceptation dans le pays d’arrivée
8.	Empathie et solidarité avec les membres du groupe ethnique installé dans d’autres pays de destination
9.	Possibilité de développer un sens créatif, de meilleures conditions de vie dans des pays avec une tolérance envers le pluralisme

Source : Cohen (1997 : 26)

Cette série de critères trouve ses racines scientifiques dans la liste de Safran (1991) que Cohen (1997) transforme légèrement par l’éloignement du modèle de la diaspora juive. On estime que l’auteur en proposant ces caractéristiques n’atteint pas son objectif de clarification du terme diaspora, parce que sa liste est trop large et ne reflète pas la réalité générale des groupes à qui la dénomination de la diaspora peut être attribuée. En fonction de ces 9 critères, Robin Cohen produit aussi une typologie des diasporas qu’on présentera plus bas.

1.1.3 Les définitions intermédiaires entre l'approche classique et la nouvelle approche de la diaspora

Malgré le champ d'explication plus large et plus ouvert par rapport aux modèles précédents, la définition de Sheffer reste incomplète pour distinguer précisément une diaspora d'autres flux de migrants. Dufoix (2004a) note que la première tentative de construire un modèle conceptuel de la diaspora basé sur des critères appartient à Safran (1991), qui publie son article théorique dans la revue nord-américaine *Diaspora* lancée en 1991 par Khachig Tölölyan. William Safran formule six caractéristiques d'une diaspora : « *leur dispersion, ou celle de leurs ancêtres, à partir d'un « centre », vers au moins deux régions périphériques étrangères ; le maintien d'une mémoire collective concernant le lieu d'origine (homeland) ; la certitude de leur impossible acceptation par la société d'accueil ; le maintien du lieu d'origine, souvent idéalisé, comme objectif de retour ; la croyance dans l'obligation collective de s'engager pour la perpétuation, la restauration ou la sécurité de leur pays d'origine ; et le maintien de relations, à titre individuel ou collectif, avec le pays d'origine* » (Safran, 1991 cité par Dufoix, 2004a). La définition de Safran (1991) est aussi influencée par le modèle de la diaspora juive qu'il qualifie « type idéal », (*ideal type*), mais les critères qu'il propose pour définir une diaspora laissent comprendre qu'il reconnaît l'évolution du concept diaspora vers une utilisation plus large qui dépasse l'expérience juive. Chez Safran (1991), la diaspora est considérée comme une « désignation métaphorique » (*a metaphoric designation*) qui définit différentes catégories de personnes - « *les expatriés, les expulsés, les réfugiés politiques, les résidents étrangers, des immigrants, des minorités raciales et ethniques tout court* » (Dorai *et al.*, 1998 : 24), ce qui confirme aussi l'application plus large du terme.

Par rapport à Sheffer (1986) qui s'éloigne de l'approche initiale historiquement appliquée uniquement à la diaspora juive, William Safran produit une définition qui considère la dernière comme une base de comparaison avec les autres diasporas, sans limiter le cadre explicatif à cette expérience historique. Malgré la prise en compte d'autres caractéristiques, la définition de Safran (1991) reste beaucoup influencée par l'archétype juif qui ne lui permet pas de considérer d'autres aspects. Une des limites de cette définition est le critère portant sur l'inacceptation de la diaspora par la société d'accueil qui est infirmé par la réalité. Sans nier la présence des sentiments hostiles envers les migrants, la plupart des pays d'accueil font preuve de tolérance de la diversité et du pluralisme. Nous comprenons le raisonnement de Safran qui est basé sur le cas des Juifs qui étaient stigmatisés et persécutés dans plusieurs sociétés à plusieurs reprises, mais cette situation est loin d'être caractéristique pour toutes les diasporas,

par conséquent nous ne pouvons pas considérer la conviction d'inacceptation de la diaspora par la société de destination comme un trait spécifique de la communauté diasporique, parce que sa création n'est pas dans tous les cas déterminée par un événement traumatique.

Un autre critère proposé par William Safran comme caractéristique d'une diaspora qui ne correspond pas intégralement au contexte actuel est l'objectif de retour. Les études empiriques réalisées sur la probabilité de retour des membres de la diaspora montrent qu'un nombre limité envisage de revenir au pays d'origine. Les expatriés qui forment la diaspora s'installent pour une période longue ou voire d'une manière permanente dans le pays d'arrivée ; généralement leur parcours d'intégration sociale et de reconnaissance professionnelle a été long et difficile et ils ne souhaitent pas abandonner les efforts réalisés et préfèrent apporter leur aide au pays d'origine sans y rentrer. De plus, dans le chapitre précédent nous avons vu que la contribution au développement du pays d'origine, dans le cas de l'option diaspora, se réalise d'une manière continue par rapport aux migrants de retour qui amènent une seule fois le capital humain et financier accumulé dans le pays d'accueil. Comme indiqué dans le chapitre I, dans la partie portant sur le modèle du rattrapage par les migrations de retour, les études montrent que le fait d'abandonner le pays d'accueil pour rentrer au pays, dans plusieurs sociétés est considéré comme un signe d'échec et de non-réussite du processus d'intégration dans le territoire de destination. Duleep (1994) dans son étude sur les immigrés aux Etats-Unis, désigne les migrations de retour par un « échec migratoire » en insistant sur deux moments du retour : l'un arrivant très rapidement après l'immigration et l'autre survenant plus tard vers la période de la retraite. Borjas et Bratsberg (1996) constatent que les migrations de retour renforcent le type de sélection initiale qui a été à la base de premiers flux migratoires, en démontrant que dans le cas des pays d'accueil qui attirent des personnes qualifiées, les retours toucheront généralement les migrants moins qualifiés et vice-versa. On verra comment la diaspora contribue au développement du pays source sans impliquer la proximité géographique.

Un autre élément intéressant dans les critères proposés par Safran (1991) est « *la croyance dans l'obligation collective de s'engager pour la perpétuation, la restauration ou la sécurité de leur pays d'origine* »²⁰. Nous reprenons l'idée de l'auteur en apportant une modification dans la formulation du critère par le remplacement du mot « obligation » par « motivation », parce que les expatriés décident de participer collectivement à la reconstruction du pays

²⁰ Notre traduction : « *They believe that they should, collectively, be committed to the maintenance or restoration of their original homeland and its safety and prosperity* » (Safran 1991: 83-84).

d'origine, à son développement non par obligation mais par choix volontaire et forte motivation. Selon nous c'est un élément essentiel qui conditionne la contribution de la diaspora dans le processus de développement du pays de départ. Dans cette thèse, nous identifions la diaspora en tant que ressource de développement du pays d'origine et moyen d'intégration dans l'économie mondiale. Pour qu'une diaspora puisse jouer un rôle positif pour le pays d'origine, nous montrerons que les pays source peuvent encourager sa participation par la mise en place de mesures favorables.

1.1.4 Les définitions basées sur des modèles particuliers de diasporas

En analysant les définitions existantes, sans prétendre à l'exhaustivité, nous avons eu l'impression que le modèle de la diaspora juive est resté dans le centre de l'analyse, certains auteurs essayant de le défendre et d'autres de s'opposer sans vraiment réussir à élaborer un modèle particulier. Parmi les essais peu nombreux, nous remarquons la définition proposée par Ma Mung (1992) qui présente « *la multipolarité de la migration et l'interpolarité des relations* » en tant que critères morphologiques déterminants de la diaspora, qui sont complétés par « *la préservation d'une identité nationale et le développement d'une identité communautaire transnationale puissante* » (Ma Mung, 1992 :187). L'auteur développe son raisonnement en affirmant que ces caractéristiques représentent « les ressources spatiales de la diaspora ». A travers cette définition, Emmanuel Ma Mung met l'accent sur la spatialité et la temporalité du processus de constitution d'une diaspora.

Comme dans les cas précédents, cette définition suppose un pays de départ, un pays d'accueil, l'identification avec le groupe d'origine et l'existence de liens entre la diaspora et la patrie. Son originalité se traduit par l'introduction de la « multipolarité de la migration » qui admet l'existence de plusieurs pôles de migration, et par l'« interpolarité des relations » qui désigne l'interdépendance entre divers groupes diasporiques constitués dans différents pays de destination, en ne se limitant pas uniquement à la communauté diasporique d'un seul territoire d'arrivée. La relation d'interaction entre les migrants est importante pour la constitution de la diaspora comme « identité communautaire transnationale ». L'auteur étudie les diasporas par rapport au territoire national ou transnational en notant qu'elles construisent « *une mémoire/histoire collective* » qui permet de relier les territoires de la diaspora en « *un territoire virtuel, de regrouper par la pensée les lieux en un ensemble, en un espace métaphorique* » (Ma Mung, 1998 : 46).

Le critère d'interpolarité des relations se réfère à la multitude des liens matériels, financiers et humains transnationaux qui se tissent non seulement entre la diaspora et le pays d'accueil comme dans le cas des migrations classiques, mais aussi entre différentes entités diasporiques formées dans plusieurs pays d'arrivée. L'espace dans lequel se développent ces contacts est un « transnational » qui selon Bruneau (1995) est le résultat d'« *une pluralité de réseaux dans lesquels circulent idées, hommes, capitaux, marchandises diverses, les liens familiaux étant le support de ces échanges* » (Bruneau, 1995 : 9). Ma Mung (1992) constate que ces liens développés par la diaspora donnent naissance à une nouvelle forme d'économie, l'*économie de diaspora*. Comme Emmanuel Ma Mung, nous considérons la diaspora en tant que ressource pouvant être mobilisée par le biais des réseaux diasporiques transnationaux qui se forment entre le pays d'accueil et d'origine des expatriés ainsi qu'entre les communautés diasporiques. Sans développer l'idée, l'auteur suggère qu'en mobilisant cette ressource les pays d'origine peuvent bénéficier des connaissances accumulées par les migrants, de leur capital humain enrichi dans le pays d'accueil et du capital social qu'ils créent. C'est une de nos hypothèses à confirmer à travers cette thèse. Pour simplifier l'exercice d'identification d'une diaspora, nous présentons plus bas une définition synthétique qui réunit les éléments essentiels de l'entité ethno-nationale – la diaspora.

1.2 La reconstruction d'une définition opérationnelle de la diaspora

L'étude sur les définitions disponibles de la diaspora révèle que c'est un terme qui a connu tant une insuffisance d'explication qu'un excès de critères pour le désigner. L'ancrage dans le modèle historique de la diaspora juive a limité le champ d'analyse des chercheurs qui ont produit des approches conceptuelles, soit basées sur l'expérience juive, soit opposées à cet exemple, mais toujours en y faisant référence. Si à ses origines le terme était employé uniquement pour les diasporas historiques, nous avons pu constater qu'au fil du temps la notion a connu une banalisation d'utilisation en se référant à tout processus de dispersion d'une population d'un pays d'origine vers plusieurs destinations. Nombreuses ont été les tentatives d'identification des critères caractérisant une diaspora, certaines étant trop restrictives, d'autres trop larges. En étudiant les deux catégories de définitions qui se sont penchées sur la clarification du concept de la diaspora, nous proposons une liste synthétique des éléments essentiels qui permettent de définir une diaspora et la distinguer des flux migratoires classiques.

1.2.1 Une définition revisitée de la diaspora

L'appellation *diaspora* peut être attribuée à l'ensemble des migrants originaires du même pays qui se sont installés pour une période longue, voire permanente dans plusieurs territoires de destination, et continuant de garder des liens forts de nature diverse avec le pays source. Le noyau d'une diaspora est composé par des membres qui ont une forte nécessité et motivation de s'identifier à leur groupe d'origine qui préserve, développe et transmet les valeurs du pays de départ. Ils ont aussi la forte volonté d'apporter leur contribution au développement de la patrie en mobilisant les ressources générées par la diaspora, afin de mettre en œuvre des projets de développement adressés au pays de départ. Le maintien des contacts avec le pays d'origine se réalise à travers les réseaux diasporiques qui constituent l'infrastructure entre la diaspora et le pays source, ainsi qu'entre les expatriés installés dans le même pays d'accueil et/ou entre les communautés diasporiques apparues dans plusieurs pays d'installation.

Au sein d'une diaspora, nous distinguons deux catégories de réseaux en fonction de la direction des relations : *primaires*, qui caractérisent les liens entre la diaspora et le pays d'origine et *secondaires*, qui définissent la relation entre les migrants dans le cadre du même pays d'arrivée ainsi qu'entre les groupes diasporiques constitués dans différents pays de destination. La relation entre les migrants et le pays de départ est définie par les réseaux primaires qui permettent le maintien des « liens forts » au sens de Granovetter (1973) entre les expatriés et leurs proches restés au pays. Les « liens faibles » qui unissent des individus venant de différents groupes sociaux se tissent à travers les réseaux secondaires qui connectent les migrants originaires du même pays.

Les caractéristiques suivantes d'une diaspora résultent de notre définition:

- ensemble de migrants originaires du même pays, installés pour une longue période ou d'une manière permanente dans plusieurs pays d'accueil ;
- sentiment d'appartenance au groupe d'origine créé à la suite d'une dispersion générale de la population vers différents territoires d'arrivée ;
- existence des liens forts de différente nature de cette unité avec le pays d'origine ;
- identification avec la communauté diasporique par nécessité et volonté ;
- motivation et possibilité de contribuer au développement du pays d'origine ;
- présence des réseaux diasporiques qui assurent divers transferts entre le pays source et la diaspora ;

- consolidation des communautés diasporiques formées dans différents pays d'accueil.

1.2.2 Les réseaux diasporiques

Le processus d'évolution d'une diaspora connaît plusieurs étapes qu'on distinguera en fonction de la consolidation du groupe national en réseaux diasporiques. *Les réseaux diasporiques* sont définis d'une part par la totalité des liens maintenus entre la diaspora et le pays d'origine, et d'autre part par l'ensemble des relations établies par les expatriés entre eux en dehors du pays source. La nature et la direction de contacts déterminent le type de réseaux qui apparaissent entre les migrants et le pays de départ ainsi qu'au sein de la communauté migrante.

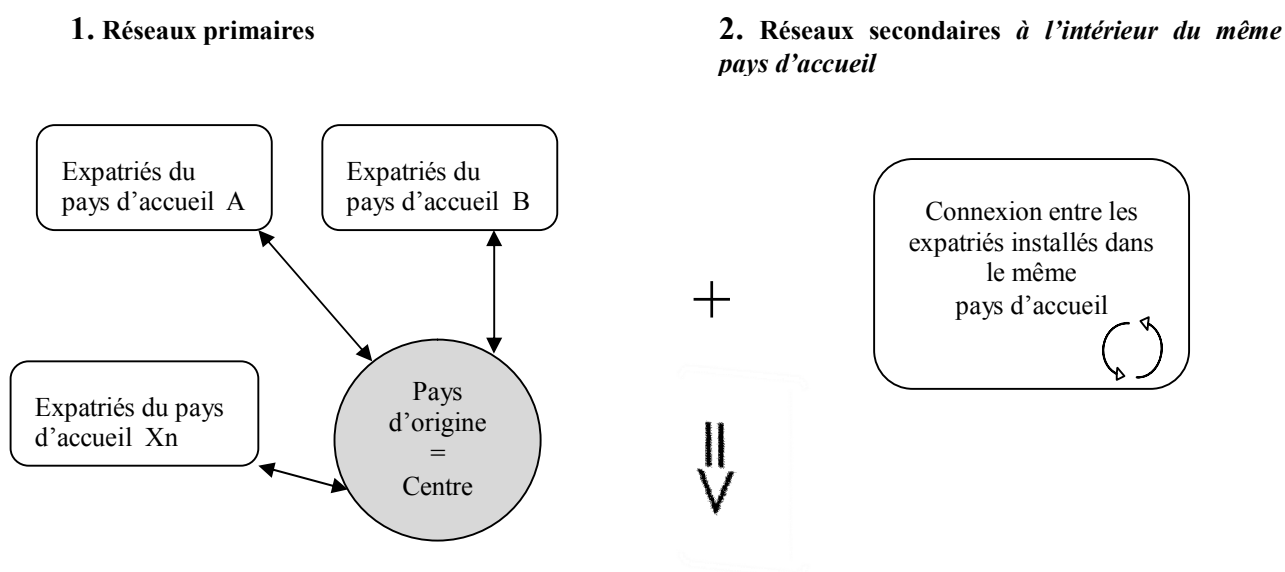
Au commencement du processus de dispersion d'une population dans plusieurs pays, il n'existe aucune connexion entre les expatriés installés à l'étranger, voire entre les migrants installés dans le même pays d'accueil. Cette première étape d'évolution se caractérise par la présence de réseaux élémentaires, spécifiques, plutôt pour la migration classique, où les réseaux unissent le pays d'origine avec les migrants sans les relier entre eux à cause de l'absence de la diaspora comme une entité bien structurée. Ces réseaux qui apparaissent au début de la constitution d'une diaspora, on les appelle *primaires* parce qu'ils conditionnent la connexion entre les migrants et le *centre* (le pays d'origine). Au fil du temps, avec l'arrivée de plusieurs migrants originaires du même pays, on assiste à la création de diverses formes de regroupement d'expatriés qui se concrétisent d'abord au niveau des pays d'accueil. Les structures diasporiques dans les pays d'installation émergent suite au rassemblement des migrants ayant les mêmes origines qui cherchent à s'identifier au groupe d'origine pour valoriser leur identité et partager les mêmes valeurs, la même culture, la même langue, des éléments qui rendent le groupe différent de la société d'accueil. Cette deuxième étape évolutive est marquée par la formation des *réseaux secondaires* entre les migrants du même pays d'origine qui habitent et travaillent dans le même pays de destination. A ce stade, le niveau de structuration des communautés diasporiques est faible mais leur existence dénote l'apparition des prémisses d'organisation de la diaspora.

a) Le modèle de consolidation des diasporas en voie de structuration

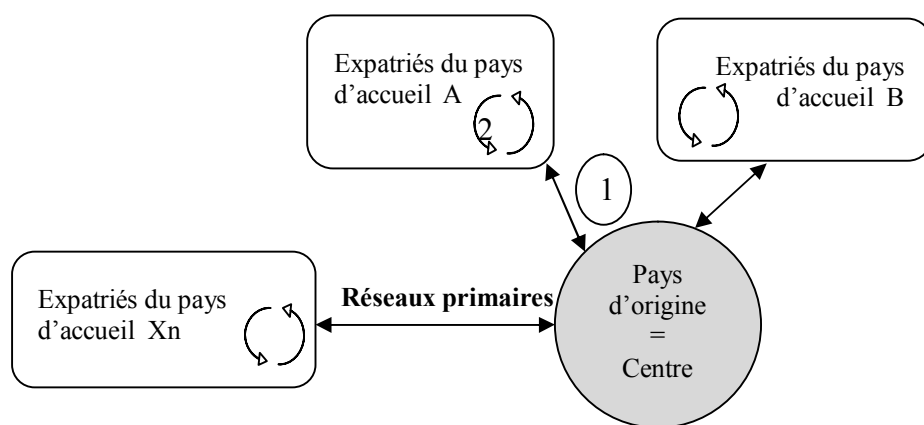
Les réseaux primaires et la constitution des réseaux secondaires peu organisés à l'échelle d'un pays d'arrivée caractérisent le mode de consolidation d'une diaspora en voie de structuration qui reste très axée sur la relation avec le pays d'origine.

Cette étape d'évolution d'une diaspora peut être associée à un modèle gravitationnel où le pays d'origine agit en qualité de centre d'attraction (figure 2.1).

FIGURE 2.1 : EVOLUTION DU MODE D'ORGANISATION EN RÉSEAUX D'UNE DIASPORA EN VOIE DE STRUCTURATION



Système d'organisation des diasporas en voie de structuration



La figure ci-dessus montre que l'organisation des diasporas en voie de structuration repose sur les réseaux primaires (1) et les réseaux secondaires (2) qui relient à cette étape uniquement les

migrants au niveau d'un seul pays d'accueil, sans interconnecter les communautés diasporiques formées dans différents pays d'installation.

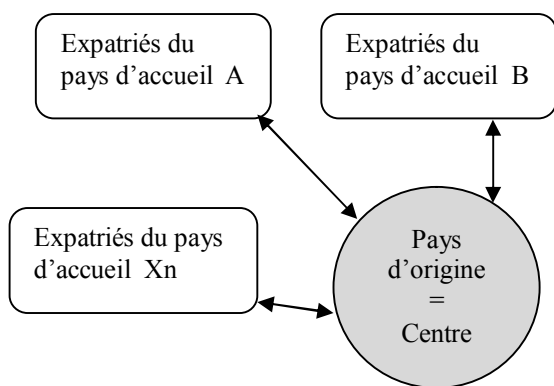
Avec le temps, les flux d'émigration du pays d'origine s'intensifient grâce à l'existence à l'étranger des groupes de migrants venant du même pays, ce qui motive d'autres personnes à se diriger vers les mêmes destinations, par conséquent les communautés diasporiques s'élargissent, se déplacent aussi vers d'autres pays d'accueil ; ainsi plusieurs réseaux diasporiques apparaissent en liant différents « pôles » de migration (différents pays d'accueil) entre eux, par conséquent, la diaspora devient une entité plus structurée où les réseaux secondaires, définissant la consolidation des expatriés en groupes diasporiques au niveau des pays d'arrivée, évoluent vers des réseaux qui relient les communautés diasporiques créées dans différents pays d'installation. L'hypothèse de l'évolution des réseaux secondaires apparus au niveau des pays d'accueil vers des réseaux secondaires qui lient les communautés diasporiques entre plusieurs pays de destination sera traitée dans la suite de travail empirique, à travers l'analyse de comportements des membres des trois diasporas émergentes (roumaine, moldave et kirghize). Cette troisième étape d'évolution du groupe diasporique formé en dehors du pays d'origine définit la consolidation des diasporas bien structurées où, en plus de la relation entre les expatriés avec le centre et entre les migrants installés dans le même pays de destination, s'ajoute le troisième type de contacts portant sur l'interaction entre les groupements diasporiques apparus dans divers pays d'accueil à la suite du rassemblement des expatriés venant du même pays d'origine.

b) Le modèle de consolidation des diasporas structurées

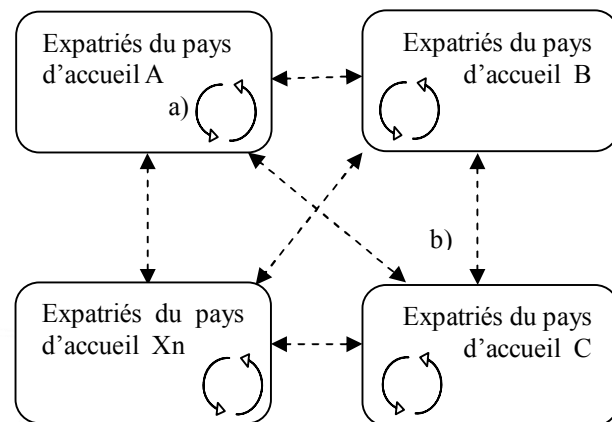
L'expansion des réseaux secondaires au niveau des groupes diasporiques de plusieurs pays d'accueil détermine l'évolution du modèle d'organisation axé sur le centre (pays d'origine) vers un modèle défini par un système réticulaire où les contacts sont plus divers et complexes, tant entre le centre et les pôles de migration qu'entre les pôles de migrations eux-mêmes, c'est un modèle spécifique pour les diasporas bien organisées en réseaux comme celle indienne ou chinoise. La figure ci-dessous illustre l'évolution d'une diaspora d'un modèle gravitationnel vers un système réticulaire :

FIGURE 2.2 : EVOLUTION DU MODE D'ORGANISATION EN RÉSEAUX D'UNE DIASPORA BIEN STRUCTURÉE

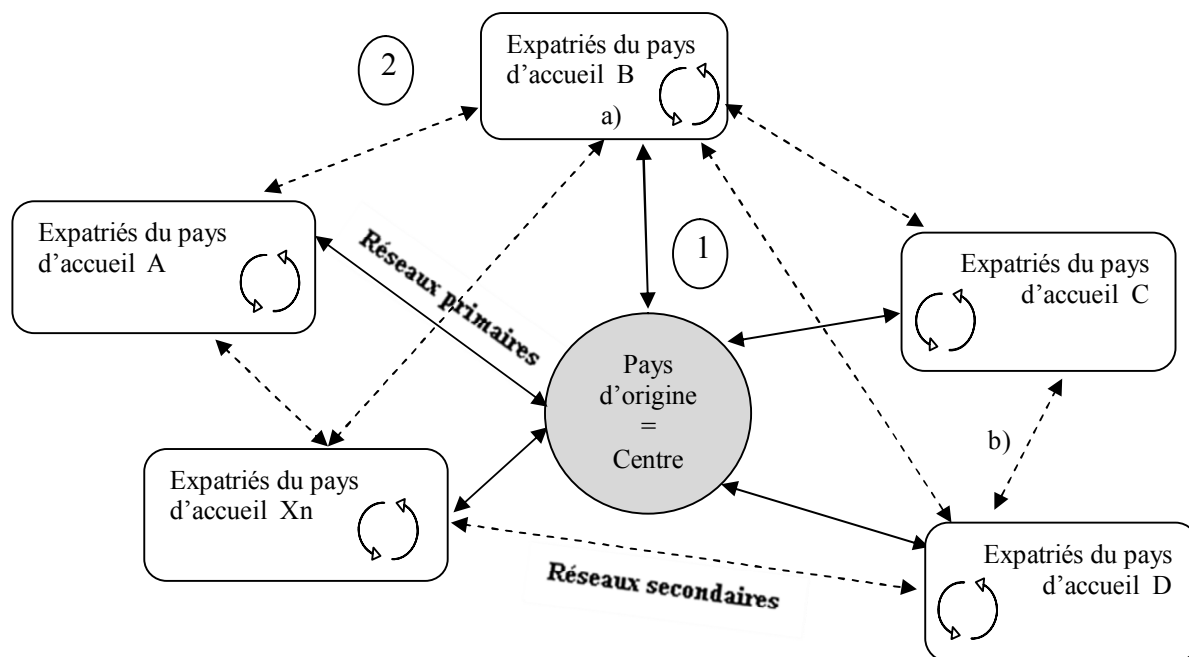
1. Réseaux primaires



2. Réseaux secondaires (à l'intérieur du même pays d'accueil (a) et entre plusieurs pays d'accueil (b))



Système réticulaire d'organisation des diasporas bien structurées = 1 + 2 (a et b)



A son démarrage, une diaspora ressemble à un modèle gravitationnel (1) parce que les communautés migrantes sont principalement attirées par le centre²¹, le mode de consolidation initiale d'une diaspora, comme mentionné plus haut, inclut aussi des réseaux secondaires qui commencent à voir le jour entre les migrants établis dans le même pays d'accueil (2a). A ce stade généralement l'émigration d'un pays n'est qu'à ses débuts, caractérisée par un nombre limité d'expatriés éparpillés dans peu de pays de destination. Les migrants originaires du

²¹ Dans cette thèse en tant que centre est considéré le pays d'origine

même pays installés dans un pays d'accueil ont une propension naturelle à se réunir par nécessité de partager les mêmes valeurs loin de la patrie, mais aussi les mêmes difficultés dans la société d'installation, ce qui contribue à l'agrandissement de la communauté diasporique qui est articulée et développée à travers différents réseaux diasporiques formels ou informels (nous y reviendrons plus tard) qui se créent. Les expatriés déjà installés à l'étranger à travers les réseaux créés au sein de leur communauté attirent d'autres personnes de leur pays d'origine, ce qui mène à l'élargissement de la communauté, par conséquent à l'évolution de la diaspora.

Ce modèle est caractéristique pour les diasporas en création qui ont une organisation moins structurée, par cette dernière nous entendons une existence limitée des réseaux. Normalement les réseaux qui se créent durant la première étape de formation d'une diaspora constituent l'infrastructure qui assure les liens de diverse nature avec le centre (pays d'origine) – réseaux primaires. Comme leur existence est limitée et le nombre de communautés diasporiques dans d'autres pays aussi, l'interconnexion entre les différents « pôles » de migration est faible ou quasiment inexistante. Au moment de son apparition comme diaspora, l'attachement au pays d'origine est plus fort et les contacts plus intenses, c'est pour cette raison qu'on associe le moment de la création d'une diaspora à un modèle gravitationnel.

Au fil du temps, les flux migratoires originaires d'un pays s'intensifient et se diversifient vers plusieurs destinations, ainsi les « *first movers* » (les premiers migrants) qui ont mis le fondement de la diaspora agissent comme des pôles d'attraction pour les autres personnes venant du même pays d'origine. Les territoires d'accueil se multiplient et l'apparition des nouvelles communautés diasporiques aussi. La conscience d'appartenir à un groupe national, apparu à la suite de la dispersion générale d'une nation, l'appartenance à l'entité diasporique mènent à la consolidation de la diaspora comme entité à part et ainsi à l'augmentation du nombre des réseaux qui ont le rôle de tisser des liens entre la diaspora et le centre (réseaux primaires), entre les migrants au niveau du pays d'arrivée (réseaux secondaires (a)) ainsi qu'entre les unités diasporiques apparues comme résultat de la dissémination de la même population dans différents pays d'accueil (réseaux secondaires (b)). Le type d'organisation en question est spécifique pour les diasporas consolidées qui ont une histoire longue, à travers laquelle leur fonctionnement a conduit à l'apparition d'un groupe diasporique puissant comme par exemple dans le cas de la diaspora chinoise. Cette étape d'évolution d'une diaspora, qui se traduit par le renforcement de son organisation via des nombreux réseaux diasporiques existant d'une part entre les groupes constitués dans divers pays d'arrivée et

d'autre part entre la diaspora et le centre, renvoie à un système réticulaire d'organisation (2). Dans ce modèle de structuration, en plus de l'attraction entre le centre (le pays d'origine) et les migrants, s'ajoute l'attraction entre les expatriés eux-mêmes, donc c'est un système qui englobe tant les réseaux primaires que ceux secondaires. Le système réticulaire se distingue du système élémentaire (lien entre pays de d'origine et les migrants) par la complexité des réseaux diasporiques.

La nécessité de s'identifier aux autres expatriés venant du même pays s'explique par le propension à vouloir partager les mêmes valeurs, la même histoire, le besoin de rester attachés à un passé lié au pays d'origine et de construire un futur commun dans le pays d'installation, pour arriver à la construction d'une communauté diasporique forte qui sera reconnue par les pays d'accueil, mais aussi par la nécessité de surmonter différentes difficultés liées au projet migratoire. Il nous paraît intéressant de citer ici l'expérience de la diaspora chinoise ou indienne qui, à travers leur parcours évolutif et aux spécificités de création et de développement, sont devenues des entités puissantes avec une image propre attribuée aux communautés diasporiques. L'image de la diaspora chinoise s'est construite autour des entreprises familiales qui ont évolué vers des entreprises ethniques, employant majoritairement des Chinois dans les pays de destination. La culture des affaires des Chinois a été préservée et même développée via des réseaux basés sur des liens de parenté malgré le détachement physique du centre. En ce qui concerne la diaspora indienne, les éléments expliquant son apparition sont différents par rapport à l'expérience chinoise, n'étant pas axés sur la culture des affaires mais plutôt générés par des facteurs structurels favorables ou comme Kuznetsov et Sabel (2006) résumant un « heureux hasard » (*fortunate accident*) qui a été à la base de sa constitution, comme une diaspora du secteur informatique. Si pour la communauté d'expatriés chinois, les liens familiaux ont été l'élément fondamental des réseaux diasporiques, alors pour les indiens le principe de *mentoring* a déterminé l'élargissement des réseaux. Les deux diasporas ont eu un rôle important dans le développement de leurs pays, on étudiera plus bas comment elles ont pu apporter leur contribution. Les deux diasporas ont des modes de fonctionnement bien structurés traduits par de multiples réseaux diasporiques transnationaux qui ont conditionné la puissance de ces entités ethniques avec une forte identité et un pouvoir d'influence considérable.

1.3 L'importance des réseaux migratoires dans la dynamique de la diaspora

Notre définition de la diaspora ainsi que celle des autres auteurs insistent sur le rôle des réseaux migratoires qui sont considérés comme l'élément essentiel de l'existence et de la perpétuité d'une diaspora. Comme analysé dans le chapitre 1, une des premières définitions théoriques des réseaux appartient à Massey *et al.* (1993) qui les désignent en tant que « *totalité de relations interpersonnelles qui connectent les migrants, les migrants précédents et les non migrants des régions d'origine et de destination, à travers les liens de parenté, d'amitié et d'affinité pour le lieu d'origine* » (Massey *et al.*, 1993 : 448). Il s'agit d'une définition générale des réseaux, caractéristique pour la migration classique qui suppose uniquement des liens entre les groupes des migrants déjà installés dans le pays d'accueil avec les non-migrants et les migrants potentiels du pays d'origine.

Lors de notre analyse du concept de la diaspora, nous avons constaté que le rôle des réseaux est plus complexe, visant non seulement la relation entre les groupes migratoires et le pays d'origine mais aussi l'interconnectivité entre les groupes migratoires constitués dans plusieurs pays de destination. Selon Ma Mung (1992 : 186), notamment cette dernière relation est une des caractéristiques communes d'une diaspora qui est « *l'intensité des relations existant entre les différents pôles de la migration en plus de celles symboliques ou réels que la diaspora entretient avec le pays d'origine* ».

1.3.1 Les réseaux diasporiques comme élément fondamental de la création et de l'évolution de la diaspora

La diaspora est la totalité de la population originaire du même pays de départ qui est installée à l'étranger tout en gardant le contact avec le pays de départ. Le maintien de la relation avec le territoire d'origine est possible à travers les réseaux diasporiques qui, en supplément de la fonction de connectivité assurée avec le pays de départ (réseaux primaires), jouent un rôle crucial dans la structuration et l'organisation de la diaspora dans les pays de destination (réseaux secondaires).

D'autres auteurs affirment que les réseaux diasporiques sont le mécanisme qui confère à la diaspora son existence indépendante par rapport au pays d'accueil. Par exemple, Prévélakis (2005 : 121) désigne les réseaux comme : « *un des éléments fondamentaux de la survie des diasporas ; c'est ainsi qu'elles arrivent à combattre la tentation de l'assimilation, comme si le capital iconographique se répartissait sur un grand nombre de centres connectés*

entre eux, se transvasant continuellement vers les centres qui seraient sur le point de basculer vers l'assimilation ». A travers sa capacité de former des réseaux, une diaspora acquiert son autonomisation tant par rapport au pays d'accueil que par rapport au pays d'origine. En ce qui concerne l'autonomisation d'une diaspora vis-à-vis du pays de destination, elle se traduit par la résistance à l'assimilation. Les réseaux diasporiques permettent non seulement la pérennisation des valeurs acquises dans la patrie mais aussi leur développement et réinvention. Le groupe diasporique a ses propres mécanismes de fonctionnement, ses normes, sa langue, sa culture, ce qui le distingue de la société du pays de destination. Pour ce qui est de l'autonomisation d'une diaspora par rapport au pays source, elle est spécifique pour les diasporas bien structurées en réseaux. L'entité communautaire qui se crée loin du pays d'origine a tous les moyens pour exister et se développer détachée du centre. Un exemple éloquent est le développement des entreprises ethniques chinoises à travers le monde loin de la Chine grâce à la diaspora.

Un réseau diasporique n'est pas une structure statique mais une qui évolue avec l'histoire d'une diaspora. En fonction de l'ancienneté historique d'une diaspora, son organisation est plus structurée ou moins structurée, ce qui signifie la présence de réseaux nombreux ou peu nombreux, complexes ou élémentaires. Au moment de la création d'une diaspora, les réseaux jouent plutôt le rôle des groupements sociaux informels qui aident les autres membres à s'installer dans la société d'accueil, les informer sur les mœurs du pays source, à trouver un appui loin du centre (pays d'origine), etc. Avec le temps, ces réseaux se développent en multipliant leur fonctionnalité et certains d'entre eux deviennent des réseaux formels de recrutement, soit d'affaires, et d'autres types. A titre d'exemple, on présente des réseaux migratoires au sein de la diaspora indienne aux Etats-Unis qui sont devenus graduellement des réseaux de recrutement des informaticiens indiens de haut niveau pour les multinationales américaines, ou comme des intermédiaires d'affaires entre l'Inde et les Etats-Unis. L'histoire livre d'autres exemples, comme la diaspora chinoise à ses débuts caractérisée, par des entreprises familiales employant uniquement les membres de la famille proche, qui ont évolué grâce aux réseaux diasporiques vers des entreprises ethniques répandues partout dans le monde et qui emploient principalement des membres de la diaspora.

1.3.2 Les réseaux diasporiques – facteur déterminant de l'influence de la diaspora

En plus de pouvoir préserver les valeurs du pays source et les faire évoluer, une diaspora est capable d'influencer les normes tant dans le pays d'accueil que dans le pays d'origine. Pour les pays d'accueil, un exemple est l'adoption d'autres traditions culinaires comme la cuisine chinoise ou des valeurs culturelles, l'expansion du bouddhisme induit par la présence de la diaspora indienne dans plusieurs pays d'arrivée, etc. Pour les pays d'origine, on va détailler dans le chapitre suivant l'impact qu'une diaspora peut avoir sur le changement des valeurs sociales, comportements entrepreneuriaux. On peut constater que, par rapport à la définition de Douglas Massey qui limite le rôle des réseaux à un outil de réduction des coûts financiers et psychologiques de la migration, ce qui attire d'autres migrants venant du même pays d'origine, la définition de Prévélakis (2005) montre que les réseaux rendent à une diaspora un caractère institutionnel. Les réseaux consolident une diaspora en lui conférant un pouvoir d'influence. C'est une entité indépendante qui poursuit sa dynamique à travers des réseaux qui articulent toutes les activités inhérentes à une diaspora.

Les réseaux diasporiques sont complexes, comme susmentionné, ils englobent les liens entre l'entité nationale fondée à l'étranger et le pays d'origine, ainsi qu'entre les communautés diasporiques créées dans différents pays d'accueil. Les réseaux constituent l'infrastructure d'une diaspora à travers lesquels ont lieu divers transferts, soit par le biais des liens réels ou bien à travers des liens symboliques avec le pays source. La catégorie des liens réels couvre la diffusion d'informations qui a lieu en deux sens, la diffusion des connaissances, du matériel, des nouvelles technologies, des remises de fonds vers le pays d'origine, etc. L'impact de ces envois sera analysé au cours du chapitre suivant. Les liens symboliques sont plutôt spécifiques pour les diasporas qui rencontrent des difficultés à avoir des liens réels avec le pays d'accueil comme par exemple : la diaspora arménienne, juive ou palestinienne, apparues suite aux contraintes structurelles liées au pays de départ. Les liens symboliques permettent aux membres de la diaspora de s'identifier à un territoire d'origine. Ces contacts sont alimentés par les souvenirs, la mémoire collective et par le mythe lié au pays d'origine qui est envisagé comme un virtuel pays de retour. Sheffer (1993) donne comme exemple de liens symboliques avec le pays source l'expression juive « *l'an prochain à Jérusalem* » répétée à la fin de la prière de Pessah (Dorai *et al.*, 1998 : 23). Les liens symboliques et réels peuvent exister à la fois, comme le cas de la diaspora arménienne le confirme, par la motivation des membres de la diaspora arménienne de maintenir les contacts avec leur pays, même si les réactions de l'Arménie envers les initiatives de ses expatriés se sont souvent avérées hostiles.

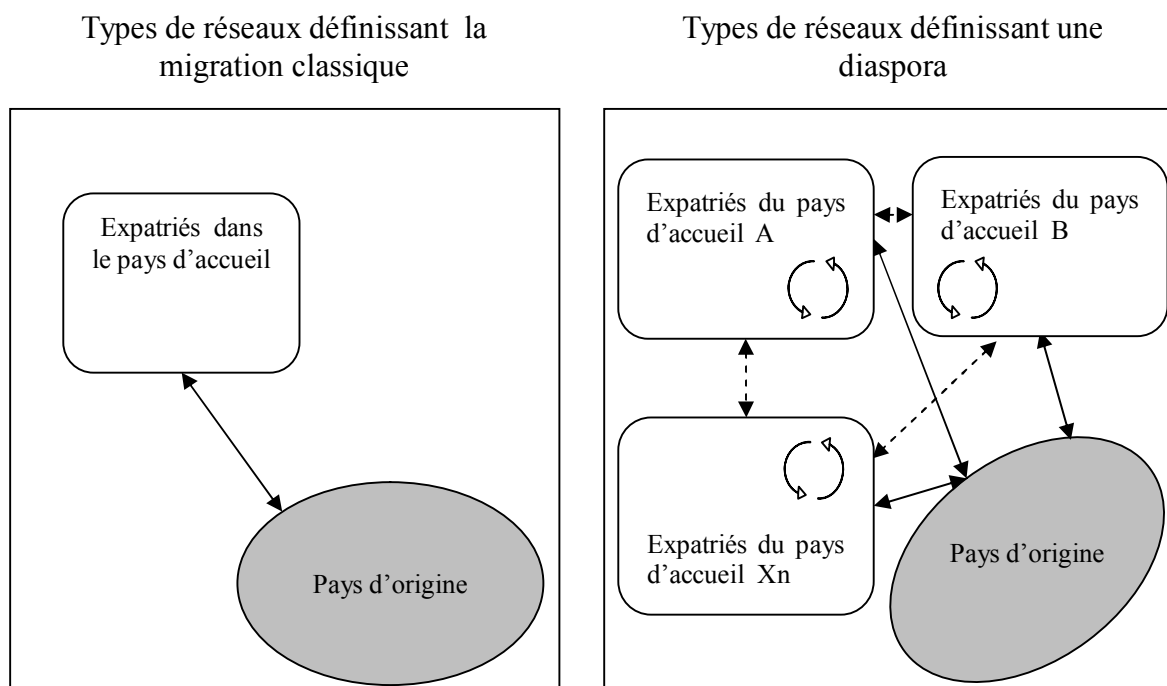
Dans les deux types de liens avec le pays d'origine, les réseaux connectent les migrants venant du même pays qui sont dispersés dans le monde en formant ainsi une forte unité diasporique en dehors du « centre » - la patrie qui peut jouer un rôle considérable dans le processus de développement du pays source.

1.3.3 Les réseaux diasporiques – principale caractéristique distinctive de la diaspora

L'appartenance aux réseaux diasporiques définit l'insertion des migrants dans la communauté ethnique. Il est évident qu'une diaspora ne couvre pas la totalité des migrants originaires du même pays. Certains arrivent dans le pays de destination pour une durée temporaire, afin d'accumuler un capital financier ou une expérience spécifique pour rentrer ensuite au pays, sans avoir la nécessité et la motivation de s'identifier à la communauté diasporique apparue à la suite de la dispersion choisie ou forcée des personnes originaires du même pays source qui ont décidé de s'installer à l'étranger. Ces migrants font partie des réseaux sociaux qui visent uniquement les liens entre les expatriés et le pays d'origine sans s'intéresser aux activités de la diaspora comme un tout.

Bruneau (2004) note aussi qu'on ne peut pas considérer tous les migrants transfrontaliers comme diaspora parce que certains d'entre eux « *ne cherchent pas à constituer un réseau social transnational destiné à durer. Ils cherchent avant tout à réussir une ascension sociale dans leur village d'origine. Le groupe social auquel ils appartiennent se limite le plus souvent à cette communauté et au réseau transnational de ses migrants, tandis que le « diasporé » a, lui, le sentiment d'appartenir à une nation en exil, dispersée à l'échelle mondiale, d'être le porteur d'un idéal enraciné dans un territoire d'origine, imaginaire ou réel* » (Bruneau, 2004). Comme Michel Bruneau, nous considérons que les membres d'une diaspora ont un fort sentiment d'attachement au pays d'origine et les réseaux diasporiques sont ceux qui déterminent la continuité des contacts avec le pays de départ mais aussi l'interaction entre les membres de la diaspora. Cette inter-connectivité entre les groupes diasporiques constitués dans différents pays d'accueil et les liens avec le pays source est un des éléments essentiels qui définit la particularité d'une diaspora et la différencie d'autres groupes de migrants.

FIGURE 2.3: DIFFÉRENCE ENTRE DIASPORA ET MIGRATION CLASSIQUE



La figure ci-dessus montre qu’une diaspora se distingue de la migration classique à travers ses réseaux complexes, qui dessinent les liens entre la diaspora comme totalité des communautés diasporiques formées dans tous les pays de destination, mais aussi entre les entités diasporiques elles-mêmes. L’analyse faite sur les étapes d’évolution d’une diaspora nous permet d’apporter des éclaircissements sur les éléments caractéristiques de la diaspora par rapport aux autres formes de la migration. La migration classique décrit la relation au niveau individuel entre les migrants et le centre opérée à travers les réseaux primaires, tandis que dans le cas de la diaspora cette relation est complétée par une dimension de groupe qui apparaît, d’abord entre les migrants au niveau du même pays de destination, ensuite entre les communautés diasporiques fondées dans plusieurs pays d’arrivée (réseaux secondaires). L’engagement envers le pays d’origine peut être tant individuel que collectif.

TABLEAU 2.2: DISTINCTION ENTRE LA DIASPORA ET LES MIGRATIONS CLASSIQUES

	Type de réseaux	Niveau d’action des liens
Diaspora	Primaires et secondaires	Individuel et collectif
Migrations classiques	Primaires	Individuel

Dorai *et al.* (1998) soulignent aussi la différence entre les migrations classiques et la diaspora à travers la complexité des liens du réseau, en mettant l'accent sur le « *réseau complexe – relation des pôles entres eux et avec la centralité* » de la diaspora par rapport au « *réseau élémentaire – relation entre les pôles et la centralité* » des migrations classiques (Dorai *et al.*, 1998 : 27). Selon les mêmes auteurs, les communautés diasporiques forment les contours du territoire transnational de la diaspora et « *les réseaux transnationaux en seraient l'armature* ». Tant la littérature antérieure que celle plus récente traitent les réseaux diasporiques comme facteur déterminant de l'existence et de la continuité d'une diaspora. Dans les parties qui suivent, on se propose de détailler non seulement le rôle des réseaux dans la survie des diasporas mais aussi dans le développement des pays d'origine.

L'expérience des diasporas bien structurées montre que la diversité des réseaux transnationaux établis au sein du groupe diasporique et avec le pays d'origine a contribué considérablement au rapprochement économique entre les pays de destination et de départ. Portes (1999 : 16) qualifie l'apparition des réseaux transnationaux comme une réponse à la mondialisation à travers lesquels les migrants ne se trouvent « *ni ici ni là mais ici et là en même temps* ». Pour l'auteur, les communautés transnationales diasporiques sont comme une « *forme originale et potentiellement puissante d'adaptation par le bas à la mondialisation* » (Portes, 1999 : 16), par conséquent, une forme d'intégration dans l'économie mondiale. Via les réseaux diasporiques, le pays source accède aux technologies du pays de destination, à l'information concernant les nouveaux marchés et les opportunités économiques, aux nouvelles connaissances et compétences, et à d'autres ressources. A travers les réseaux diasporiques, les pays de destination ont aussi à bénéficier d'une main-d'œuvre bien instruite, des informations sur le climat d'affaires dans les pays d'origine des migrants et des possibilités d'initier des affaires ou de trouver des partenaires dans ces pays. Les réseaux diasporiques n'ont pas seulement la fonction de construction et transmission de la mémoire collective de la diaspora mais facilitent aussi le transfert des flux divers vers le pays de départ, en faisant ainsi de la diaspora une source de développement de son pays et de convergence économique entre les pays de destination et le pays d'origine.

1.4 Typologies des diasporas dans la littérature

Nous avons vu que les définitions portant sur la diaspora varient en fonction du modèle pris à la base, des critères cités, par conséquent la typologie des diasporas est différente d'un auteur à l'autre.

Armstrong (1976), considéré le premier à fournir une définition de la diaspora, produit aussi une première classification des groupes diasporiques. Il propose deux types de diasporas : mobilisées, qui sont le résultat d'un exil, d'une migration forcée comme dans le cas du peuple juif ou palestinien ; et prolétariennes, formées des migrants économiques, l'exemple de la diaspora chinoise ou turque. Son modèle était judéo-centré, ce qui ne lui a pas permis d'identifier d'autres critères de la diaspora, ceci explique le cadre réducteur de cette classification.

La définition de Sheffer (1986) constitue un tournant dans le processus d'évolution du concept. Dans son ouvrage, il cite Armstrong (1976) mais propose un modèle différent de son prédécesseur, une approche qui s'éloigne de l'« archétype juif » en produisant une définition plus large et qui surtout insiste sur l'attachement de la diaspora au lieu d'origine. L'auteur introduit le critère portant sur les liens avec le pays d'origine comme une caractéristique essentielle de la diaspora qui sera désormais reprise par d'autres auteurs.

La classification de Sheffer (1993) gravite autour de l'existence de l'Etat d'origine et ainsi il distingue deux groupes : les diasporas sans pays d'origine ou privées de leur Etat (*stateless*) et les diasporas possédant un Etat d'origine (*state-based*). La dernière catégorie est divisée en quatre groupes : « a) les diasporas classiques comme les Juifs ou les Chinois, elles sont très anciennes et très structurées ; b) les diasporas de type vétéran comme les Grecs ou les Italiens qui sont plus récentes mais sont assez fortement structurées ; c) les diasporas naissantes comme les Coréens ; et d) les diasporas dormantes comme les Américains en Europe ou en Asie. Les réseaux de ce dernier type de diaspora ne sont plus actifs, le lien communautaire devient faible » (Dorai et al., 1998 : 31).

Pour chaque catégorie, Gabriel Sheffer insiste sur le mode d'organisation en remarquant que les plus anciennes en date sont mieux structurées. Leur cohésion est déterminée par l'existence des réseaux qui sont l'élément essentiel de l'organisation communautaire et le fondement d'une diaspora. Trois types de réseaux prévalent : réseaux politiques, économiques et culturels. Le degré d'attachement à la patrie (*homeland*) et les réseaux transnationaux qui

opèrent le lien avec le pays d'accueil font de la diaspora un groupe distinct de la population locale du pays d'accueil, et même si elle adopte le mode de fonctionnement et les valeurs de la société d'installation, la diaspora ne peut pas s'homogénéiser avec la dernière parce qu'à travers les réseaux, les contacts avec le pays d'origine se maintiennent et se développent, ce qui permet la préservation et la perpétuation du groupe diasporique dans le temps.

Si Sheffer (1993) formule une typologie des diasporas centrée sur l'existence ou l'absence de l'Etat d'origine, Bruneau (1995) élabore une classification axée sur le mécanisme de création d'une diaspora. Il répertorie d'abord trois pôles autour desquels les différents types de diaspora se créent : *l'entreprise* comme dans le cas des Libanais, la *religion* pour les Juifs ou les Grecs pontiques, et la *politique* chez les Tibétains ou les Palestiniens (Dorai, 2005). Plus tard, Bruneau (2004) propose un quatrième élément exprimant la particularité d'une diaspora, le pôle racial ou culturel comme la diaspora noire, où la mémoire collective du pays d'origine n'est plus fondamentale, mais plutôt la création de la mémoire d'une identité ethnique en dépit des origines différentes.

Une autre classification des diasporas est celle de Cohen (1997) présentée dans l'ouvrage *Global diasporas* avec la définition du concept. L'auteur s'est proposé comme objectif la clarification du terme pour éviter la banalisation de son utilisation. Nous avons analysé plus haut les critères qu'il attribue à une diaspora et nous avons constaté que malgré cet objectif, Robin Cohen produit une liste longue de 9 critères communs d'une diaspora sans identifier vraiment la diaspora comme unité identique avec des traits spécifiques. En se basant sur cette série de caractéristiques communes, Cohen (1997) produit une typologie des diasporas en les classifiant en 5 groupes qui remplissent un ou plusieurs critères.

TABLEAU 2.3: TYPOLOGIE DE LA DIASPORA

Type de diaspora	Exemples
Victime / réfugiée	Juifs, Africains, Arméniens, Irlandais, Palestiniens
Impériale/coloniale	Britanniques, Russes, Espagnols, Portugais, Hollandais, Grecs anciens
Travail/ service	Indiens engagés (<i>indentured Indians</i>), Chinois et Japonais, Turcs, Italiens sous contrats
Commerce/affaires	Vénitiens, Libanais, Chinois, Indiens d'aujourd'hui, Japonais
Cultural / post-moderne	Peuples de caribéens, Chinois et Indiens d'aujourd'hui

Source: Cohen (1997 : 178)

Cette classification résulte d'une analyse historique et prend en compte les caractéristiques d'origine de la diaspora, ou les causes de sa création. Pour le premier type de diaspora présenté par cet auteur, un moment de malheur est à la base de son apparition, par exemple : la dévastation du second Temple de Jérusalem pour les Juifs ; la pénurie alimentaire meurtrière en Irlande sous domination anglaise pour les Irlandais ; génocide sous l'Empire ottoman pour les Arméniens ou la guerre et l'occupation pour les Palestiniens. Dans ce cas, l'événement traumatique approprié par ces peuples devient la force motrice du regroupement dans des communautés diasporiques de personnes provenant du même pays d'origine ayant vécu cette expérience. Le départ contraint du pays d'origine intensifie l'attachement à la patrie qui peut être plus fort par rapport au sentiment d'appartenance au pays de départ manifesté par les diasporas créées à la suite des migrations volontaires. Pour les diasporas impérialistes, la motivation est le désir et la nécessité de conquérir d'autres territoires et d'étendre leur domination. Pour les diasporas laborieuses, le travail est le déterminant de leur apparition, les migrations économiques. Pour celles commerciales, c'est la culture d'affaires d'une nation comme dans l'exemple chinois et en ce qui concerne les diasporas culturelles, la création, la conservation et l'affirmation d'un héritage culturel commun sont les fondements de sa constitution.

La classification proposée par Cohen nous paraît incomplète parce que l'auteur se limite seulement aux causes des migrations comme facteurs essentiels pour la typologie des diasporas. Dans le présent travail, nous ne pouvons pas considérer les motivations du processus migratoire en tant qu'éléments fondamentaux pour la classification des communautés diasporiques, parce que les raisons pour se déplacer vers un autre pays sont plutôt à la base des migrations classiques tandis que la diaspora se crée après la migration, à la suite des décisions individuelles de s'installer dans différents pays d'accueil et de s'identifier aux autres personnes venant du même pays d'origine pour former un groupe « ethno-national », selon l'expression de Sheffer (1993).

1.5 Une nouvelle classification des diasporas

Les définitions analysées plus haut et la typologie des migrations ne sont que des éléments indicatifs pour pouvoir distinguer les communautés diasporiques des flux migratoires classiques. Il est évident que chaque diaspora contemporaine a ses particularités et son histoire et ne peut pas remplir simultanément tous les critères proposés par Safran (1991) ou par Cohen (1997). Selon notre problématique, la typologie disponible des diasporas n'est pas claire, certains l'ont faite en s'appuyant sur le principe d'existence ou d'absence de l'Etat d'origine, d'autres en s'axant sur la genèse de la diaspora, tandis que nous proposons une classification des diasporas en fonction de leur avancement dans le processus organisationnel en réseaux, ce qui détermine l'ampleur de l'impact de la diaspora sur le développement du pays d'origine.

En s'appuyant sur le critère d'organisation en réseaux primaires et secondaires, nous identifions deux groupes majeurs des communautés diasporiques : *les diasporas à maturité* et *les diasporas émergentes*. Lors de l'analyse du processus d'évolution de la diaspora, nous avons mis en évidence le type de réseaux qui organisent une diaspora en voie de structuration ce qui correspond à la notion diaspora émergentes et le type de réseaux constituant les diasporas bien structurées ou à maturité, selon notre typologie.

Les diasporas à maturité sont des groupes ethniques bien structurés en réseaux qui se caractérisent par la présence tant des réseaux primaires que secondaires, comme expliqué plus haut. Si on reprend la classification donnée par Sheffer (2003), la catégorie des diasporas à maturité englobe les diasporas « historiques » formées par le peuple : juif, grec, arménien, allemand, tzigane, chinois ou indien ; et les diasporas « modernes » qui renvoient à la population : afro-américaine, irlandaise, italienne, japonaise, polonaise, turque et d'autres (Dufoix, 2004b : 144). L'existence des réseaux secondaires, tant au niveau du pays d'installation des migrants qu'entre les structures diasporiques constituées dans différents pays d'accueil, mène à la consolidation du groupe et à l'agglomération des ressources, ce qui permet d'apporter une contribution importante au développement du pays d'origine à travers les réseaux primaires qui connectent d'une part, les expatriés comme individus séparés avec la communauté d'origine et d'autre part, la diaspora comme groupe avec le pays source.

En ce qui concerne les diasporas émergentes (*incipient*, chez Sheffer), elles sont des communautés diasporiques qui débutent leur processus de structuration en réseaux ou se trouvent à des étapes intermédiaires de leur organisation. Comme le lien est fort avec la patrie,

ces diasporas se différencient de celles à maturité par la présence forte des réseaux primaires entre les migrants et le pays d'origine et très peu de structures secondaires entre les expatriés installés dans le même pays d'accueil. La connexion entre les communautés diasporiques constituées dans différents pays de destination est inexistante. La relation dominante est celle qui lie les migrants avec le pays d'origine (réseaux primaires), et graduellement différentes formes d'organisation de la communauté migrante se profilent dans les pays de destination. Cette étape marque l'apparition du premier type de réseaux secondaires, notamment ceux qui relient les migrants installés dans le même pays d'arrivée, mais l'organisation de la diaspora en réseaux reste rudimentaire. Les liens forts maintenus avec le pays d'origine déterminent l'accès aux réseaux migratoires pour les personnes restées au pays qui utilisent ces contacts pour réaliser leur projet migratoire. Les personnes installées à l'étranger offrent leur aide aux nouveaux arrivants qui décident de migrer vers une destination où ils ont des contacts établis, ainsi l'existence de réseaux explique le choix du pays d'accueil. L'arrivée dans le même pays de destination d'autres migrants venant du même pays source conduit à l'élargissement de la communauté diasporique et à l'évolution des formes d'organisation du groupe d'origine créé au niveau des pays de destination. Ces nouvelles formes s'expriment par l'apparition des réseaux diasporiques entre les migrants (réseaux secondaires), se traduisant par de groupements de personnes venant de la même région du pays d'origine qui sont initialement des rassemblements informels susceptibles d'évoluer vers des structures formelles. Bien que le niveau d'organisation en réseaux secondaires à l'échelle du même pays d'accueil reste faible, leur création témoigne de l'avancement des diasporas émergentes dans le processus de structuration, et de la concrétisation des prémisses de la consolidation de la diaspora, qui favorise la constitution des réseaux secondaires de deuxième type entre les groupes diasporiques fondés dans différents pays d'installation, créant ainsi les conditions de structuration du groupe d'origine non seulement au niveau d'un seul pays de destination mais aussi entre différents pôles de migration.

TABLEAU 2.4 : DIFFÉRENCES ENTRE DIASPORAS À MATURITÉ ET ÉMERGENTES

Types de réseaux <i>(niveau de structuration)</i>	Primaires	Secondaires au niveau du pays d'accueil	Secondaires entre les pays de destination
Type de diaspora			
Émergentes <i>(en voie de structuration)</i>	Elevé	Modéré	Inexistant
À maturité <i>(bien structurées)</i>	Elevé	Elevé	Elevé

En utilisant cette typologie des diasporas dans la partie qui suit, nous nous intéressons à l'impact qu'une diaspora produit sur le pays d'origine. Dans les pages à venir nous essayons de répondre aux questions suivantes : Est-ce que le niveau de structuration en réseaux détermine l'ampleur de l'impact sur le pays source ?; Dans quels domaines la diaspora apporte sa contribution ? Nous étudierons aussi quelles sont les conditions qui permettent à une diaspora émergente d'évoluer vers une diaspora à maturité. Une première illustration sera apportée par l'étude comparative de deux types de diasporas, à savoir la diaspora chinoise et indienne pour la catégorie des diasporas à maturité, et la diaspora russe pour celle des diasporas émergentes.

2 Les diasporas à maturité et les diasporas émergentes : le cas de la Chine, l'Inde et la Russie

Dans cette partie, à travers l'analyse de l'expérience des trois diasporas, nous tenons à montrer que les caractéristiques retenues par notre définition décrivent ces diasporas même si leurs dispositifs internes sont différents. Dans un premier temps, notre étude portera sur les diasporas à maturité, notamment celles chinoise et indienne, pour montrer comment fonctionne en pratique le système réticulaire d'une diaspora. Ensuite notre attention sera prêtée au parcours d'une diaspora émergente, celle russe, qui se caractérise plutôt par un modèle gravitationnel où le mode d'organisation repose plutôt sur des réseaux primaires qui se créent entre le pays d'origine et les migrants installés dans différentes régions du monde, et l'apparition du premier type de réseaux secondaires qui mettent en contact les expatriés résidant dans le même pays d'accueil. On estime que la diaspora émergente n'est qu'une étape évolutive vers une diaspora à maturité si certaines conditions sont remplies. C'est pour cette raison qu'on a choisi l'exemple de la diaspora russe qui se dirige de plus en plus vers une diaspora structurée formant une entité diasporique consolidée, qui a joué un rôle important dans le positionnement du pays d'origine sur le marché global des services informatiques.

Nous avons noté que malgré le détachement physique du pays d'origine, une diaspora est capable de vivre et de se développer dans une « extraterritorialité » qu'elle s'approprie. Sa continuité dans l'espace et dans le temps se traduit par une stratégie de perpétuation propre à chaque diaspora articulée par des dispositifs économiques, sociaux, culturels, politiques, existant à l'intérieur d'une diaspora via la diversité des réseaux diasporiques. La stratégie de perpétuation est le résultat de la volonté collective de participer à la reproduction de la

diaspora comme une structure de reconnaissance de l'identité ethnique, ainsi la diaspora se transforme dans une structure sociale forte et autonome ce qui est un effet, généralement inattendu, de l'action de migrer des personnes du même pays d'origine. A ce propos, il nous paraît nécessaire de distinguer le caractère intentionnel de la démarche d'identification au groupe national né à l'extérieur du pays source comme résultat de la migration d'une population du même territoire ou pays, et l'effet non-intentionnel de cet acte qui se traduit par l'apparition d'un fort groupe national existant loin du centre mais qui a la capacité de reproduction et d'expansion temporelle et spatiale ainsi que le pouvoir d'influencer et de façonner le contexte dans lequel il apparaît mais aussi le contexte du pays d'origine.

La diaspora comme unité soudée apparaît indépendamment de la volonté des expatriés de se rassembler en raison de la même langue, la même histoire, la même culture, les mêmes difficultés dans le pays d'accueil. Pour mieux comprendre le sens de l'intentionnalité et de non-intentionnalité, nous faisons appel à la définition de Giddens (1987) qui désigne une action étant *intentionnelle* si son auteur « *sait ou croit que cet acte possède une qualité particulière ou conduit à un certain résultat et qu'il utilise cette connaissance ou cette croyance pour obtenir cette qualité ou atteindre ce résultat* » (Giddens, 1987 : 59). Tandis que le caractère non-intentionnel tient de l'aspect spontané, non délibéré de l'action. Les *effets non-intentionnels* d'un acte sont ceux qui s'éloignent du contexte immédiat de l'action.

Dans cette thèse, l'action intentionnelle porte sur la décision de migrer et de s'identifier au groupe diasporique apparu en dehors de la patrie, afin de partager les mêmes valeurs, mais aussi de surmonter plus facilement les problèmes d'intégration professionnelle et sociale dans le pays d'accueil. La diaspora comme pouvoir qui peut marquer la différence dans certains secteurs de l'économie des pays d'origine est le résultat non visé de l'acte intentionnel des migrants d'entrer en contact avec d'autres personnes venues du même pays d'origine, ce qui mène à leur organisation en réseaux et par conséquent, à la consolidation de la diaspora. Samaganova (2008) affirme que ces conséquences génèrent la création d'une ***ressource non-intentionnelle*** qui est la diaspora. Elle explique qu'une conséquence non-intentionnelle peut devenir une ressource non seulement parce qu'elle est positive mais aussi parce qu'elle est suffisamment importante pour conditionner l'évolution d'un territoire.

Dans cet esprit, les trois diasporas qu'on analyse dans cette partie sont aussi des ressources territoriales parce qu'elles ont toutes influencé le développement de leurs territoires d'accueil et d'origine. La diaspora chinoise s'est imposée comme pouvoir économique et financier dans

plusieurs pays d'arrivée mais aussi dans le pays source, la diaspora indienne a modelé le domaine informatique de la Silicon Valley et a favorisé l'essor du secteur indien des technologies de pointe, en créant le cluster de Bangalore suivant le modèle de son homologue américain. Enfin, la diaspora russe a facilité le positionnement de la Russie sur le marché mondial de l'informatique comme un fournisseur important des services informatiques.

Dans cette partie, en plus de la confirmation de nos critères désignant une diaspora, nous voulons aussi montrer qu'à part la capacité de perpétuité et d'autonomisation à travers les réseaux, une diaspora joue un rôle important dans le développement économique du pays d'origine et sert de moyen d'intégration dans l'économie mondiale.

Les trois pays font partie du groupe BRIC qui inclut quatre puissances économiques émergentes : le Brésil, la Russie, l'Inde et la Chine. L'acronyme BRIC a vu le jour pour la première fois dans les *Global Economics Papers* de la banque d'investissements Goldman Sachs en novembre 2001. Cette notion se rapporte aux quatre pays sus-mentionnés, ayant de très forts taux de croissance et étant susceptibles d'atteindre dans les années 2050 le même niveau de développement et d'influence que les économies puissantes du G7 : les Etats-Unis, le Japon, l'Allemagne, la France, la Grande-Bretagne, l'Italie et le Canada. Le PIB total de ces quatre pays réunissant plus de 40% de la population mondiale représente déjà plus de 25% du PIB mondial²². Goldman Sachs estime qu'en 2020 les pays BRIC constitueront 1/3 de l'économie mondiale avec une contribution de 49% à la croissance du PIB mondial et sont considérés comme des acteurs-clés de la reprise économique mondiale. Malgré la crise économique, en comparaison avec les pays développés, les pays BRIC ont enregistré des taux de croissance importants du PIB. Pour l'année 2008, le taux de croissance du PIB de la Chine était de 9,6%, celui de l'Inde de 6,1%, de la Russie de 5,6% et du Brésil de 5,1% contre une diminution des 0,7% du PIB des Etats-Unis et une baisse de 0,4% pour le Japon²³. Ces pays sont devenus des acteurs principaux dans leur région où ils jouent un rôle marquant du point de vue économique et politique. En plus d'occuper une place importante dans la croissance économique de leurs régions, ils ne sont plus des pays « classiques » en développement mais de vrais partenaires du développement international. Pour désigner ce groupe, le Ministère fédéral de la Coopération économique et du Développement de l'Allemagne (BMZ) a introduit en 2004 un nouveau terme : « pays d'ancrage » (*anchor countries*) englobant 15

²² Fonds Monétaire International (2009), *BRICs drive global economic recovery*, IMF Survey Magazine, juillet 2009

²³ Banque Mondiale, Global Development Finance Indicators

pays²⁴ qui occupent une place centrale dans le développement économique à l'échelle régionale et de plus en plus au niveau global, parmi lesquels : la Chine, l'Inde et la Russie.

Nous constatons que les performances économiques enregistrées par ces pays suscitent de plus en plus l'intérêt tant des chercheurs que des décideurs politiques des pays développés et en développement. Dans cette partie, nous nous proposons de montrer que la diaspora a eu une contribution importante à apporter au développement de la Chine, de l'Inde et de la Russie et a joué un rôle incontestable dans le positionnement des pays d'origine dans l'économie mondiale.

2.1 La diaspora chinoise

Les Chinois sont un modèle exemplaire de diaspora à maturité qui a joué un rôle crucial dans le « décollage économique » de la Chine. Le principe de groupe et les valeurs héritées du pays d'origine ont été transmis d'une génération à l'autre à travers les relations interpersonnelles privilégiées, déterminant une forte consolidation de la communauté chinoise à l'étranger avec un important pouvoir économique. Le sentiment d'appartenance au pays source chez les expatriés chinois est très accentué, s'expliquant d'une part par le maintien des liens forts avec le pays d'origine et d'autre part par une forte insertion des migrants chinois dans les réseaux diasporiques créés entre les pays de destination.

2.1.1 Les principales vagues migratoires de Chinois

La diaspora chinoise est une des plus anciennes au monde avec une longue histoire qui remonte à plusieurs siècles. On distingue trois phases migratoires principales qui ont conditionné l'apparition d'une diaspora puissante de nos jours.

La première vague migratoire, nommée aussi « migration ancienne » se poursuit jusqu'au début du XIXe siècle. Les flux migratoires se dirigent principalement vers l'Asie du Sud-Est plutôt pour des raisons commerciales, d'où le nom de migration chinoise « marchande », caractéristique qui a servi plus tard comme base de classification des diasporas, comme par exemple chez Cohen (1997) on trouve les diasporas commerciales en référence à celle chinoise.

²⁴ Chine, Inde, Indonésie, Pakistan, Thaïlande, Egypte, Oran, Arabie Saoudite, Nigeria, Afrique de Sud, Argentine, Brésil, Mexique, Russie et Turquie.

La deuxième vague se profile au milieu du XIXe siècle avec une forte migration de travail consécutive à l'abolition de l'esclavage dans plusieurs pays européens, ce qui entraîne une demande importante de main-d'œuvre pour remplacer le travail des esclaves. Dans ce contexte, les zones surpeuplées de l'Asie deviennent de nouveaux fournisseurs de main-d'œuvre à la place de l'Afrique, ainsi le commerce des engagés (*coolie trade*) voit le jour, qui est une forme de recrutement des migrants sous contrat, connue aussi sous le terme d'engagisme (*indentured labour*).

La troisième vague commence au milieu du XXe siècle et continue jusqu'à présent. Elle se caractérise par deux catégories de migrants. La première, généralement des migrants non-qualifiés en direction de l'Asie du Sud-Est où ils créent des affaires familiales qui avec le temps deviennent ethniques et, grâce aux réseaux migratoires transnationaux se déplacent ultérieurement vers tous les continents. La deuxième catégorie porte plutôt sur les personnes qualifiées. Ces flux se produisent dans les conditions des transformations économiques des années 1970 où le poids de l'économie de la connaissance accroît et les pays en développement revoient les critères d'admission en mettant en place des politiques migratoires restrictives et en attirant plutôt des personnes qualifiées ayant des compétences spécifiques. Les destinations principales de ces migrants sont l'Amérique du Nord, l'Europe et l'Australie.

2.1.2 Les différents statuts des Chinois d'outre-mer

La diaspora chinoise est difficile à quantifier à cause des catégories diversifiées des expatriés. Actuellement elle est estimée à 35 millions de personnes (Newland et Patrick, 2004 : 3). En ajoutant la population chinoise de Hong Kong et de Taiwan, le nombre des membres de la diaspora dépasse 50 millions de personnes, représentant ainsi plus de 23% du nombre total des migrants internationaux estimé à 214 millions de personnes en 2009²⁵.

La communauté diasporique des Chinois d'outre-mer couvre deux catégories de migrants : les citoyens de la République Populaire de Chine qui vivent à l'étranger et sont connus sous le terme de *huagiao* ce qui signifie « *chinois qui résident temporairement hors de Chine* » (Sciortino, 2004) et les personnes d'origine chinoise, nommées *huayi*, qui ont perdu la nationalité chinoise en obtenant la nationalité du pays d'accueil, étant donné que la Chine

²⁵ Programme des Nations Unies pour le développement (2009), *Lever les barrières : Mobilité et développement humains*, Rapport Mondial sur le développement humain

comme l'Inde n'acceptait pas la double nationalité, même actuellement la double nationalité n'est pas reconnue par la Chine. Avant 1980, le *jus sanguinis* (droit du sang) était le critère important pour l'acquisition de la nationalité chinoise, après cette période une certaine place est accordée au *jus soli* (droit du sol). Depuis les réformes économiques de 1979, les migrants chinois jouissent d'un statut spécial. Afin de mobiliser les ressources de la diaspora, l'Etat chinois met en place des facilités en faveur de leurs expatriés. Une attention à part est attribuée aux membres du groupe diasporique qui n'ont pas la nationalité chinoise. En 2004 a été introduit un régime spécial de résidence pour les étrangers par le biais de permis à long terme *Lüka*, qui permet aux titulaires de vivre et exercer une activité en Chine tout en maintenant leur nationalité (Sciortino, 2004). Pour encourager les retours, le pays d'origine formule une série des mesures d'incitation comme : l'augmentation des salaires pour les Chinois qui souhaitent revenir, l'attribution prioritaire d'un logement, la liberté de trouver un emploi partout en Chine.

En ce qui concerne la mobilisation des ressources des expatriés et des « compatriotes » (*tongbao*) de Hong-Kong, Taiwan et Macao, l'Etat chinois promulgue en août 1990 une loi sur les investissements étrangers en accordant aux membres de la diaspora chinoise des avantages particuliers qui se traduisent par : exonération fiscale, tarifs préférentiels, zones réservées au sein des ZES (zones économiques spéciales). L'établissement d'une relation de collaboration et de confiance avec la diaspora a conduit, en plus de la consolidation de la communauté diasporique au niveau des pays d'accueil, à l'émergence d'un territoire économique et culturel : la « Grande Chine », qui relie les Chinois d'outre-mer avec la Chine à travers les réseaux (*guanxi*) reposant sur les liens familiaux et personnels comme vecteurs du développement des entreprises chinoises à l'étranger et de transmission des investissements directs étrangers vers le pays d'origine.

La répartition géographique de la communauté diasporique chinoise reste assez concentrée dans la région de l'Asie du Sud-Est qui rassemble presque 80% des Chinois d'outre-mer en se chiffrant à environ 35,71 millions de personnes, 13,2% vivent en Amériques, 5,5% en Europe et 1,4 en Australie et Nouvelle-Zélande. Parmi les économies à forte présence chinoise on identifie : l'Indonésie (7,31 millions), la Thaïlande (6,36 millions), la Malaisie (5,5 millions),

le Myanmar (3 millions), le Singapour (2,7 millions) et les Etats-Unis (environ 2,4 millions²⁶) (Cheong, 2003: 33-34).

TABLEAU 2.5: LES 11 ÉCONOMIES AVEC LES PLUS LARGES COMMUNAUTÉS CHINOISES ET % DE LA POPULATION LOCALE

Classement	Les Chinois d'outre-mer (mlns)		% des Chinois d'outre-mer dans la population totale	
	1	Indonésie	7,310	Singapour
2	Thaïlande	6,358	Malaisie	26,3
3	Malaisie	5,520	Brunei	14,7
4	Myanmar	3,000	Thaïlande	10,2
5	Etats-Unis	2,400	Suriname	9,2
6	Singapour	2,680	La Polynésie Française	8,8
7	Philippines	1,030	Myanmar	6,4
8	Vietnam	1,000	Panama	4,4
9	Russie	1,000	Indonésie	3,6
10	Canada	0,920	Laos	3,1
11	Pérou	0,500	Canada	3,1

Note : Le Hong-Kong et le Taiwan sont exclus.

Source : Cheong (2003 : 35)

Le tableau montre le cas particulier de Singapour où la population d'origine chinoise représente environ 78% de la population locale ayant un poids important dans l'économie du pays. Par exemple, en 1999, les dix plus grandes entreprises chinoises créées à Singapour détenaient 47,41% du PIB, ce qui témoigne de la place dominante de la diaspora chinoise qui contrôle 77,7% de l'économie singapourienne (Cheung, 2004 : 671). Les communautés diasporiques chinoises jouent aussi un rôle économique déterminant dans d'autres pays de la région de l'Asie de Sud-Est comme : l'Indonésie, la Thaïlande, la Malaisie et les Philippines qui accueillent nombreux Chinois, et où la diaspora est présente dans les secteurs-clés de leurs économies. En ce qui concerne l'Indonésie et la Malaisie, entre 60% et 70% du capital privé appartient au groupe diasporique, en Thaïlande 90% des investissements industriels sont réalisés par les Chinois d'outre-mer (Franchineau, 2005 : 4). Quant à la présence chinoise aux Philippines, la diaspora détient 30% des 1 000 plus importantes corporations philippines (Burdeau, 2001 : 792). Le capital des migrants chinois a contribué au développement de certains de ces pays comme des centres économiques et financiers, mais plus particulièrement au positionnement du pays d'origine comme puissance économique mondiale à travers les flux d'investissements.

²⁶ US Census 2000 Demographic Profile Highlights, Selected Population Group: Chinese alone, disponible sur <http://factfinder.census.gov>

2.1.3 Le pouvoir économique de la diaspora chinoise

L'économie chinoise a connu une croissance spectaculaire durant les dernières décennies avec des taux de croissance du PIB dépassant 9%. Pendant les 30 dernières années, le PIB par habitant augmente sensiblement de 150 dollars américains en 1978 à plus de 1 500 dollars en 2000 (Zafar, 2010 : 4) et à 3 267 dollars en 2008²⁷. Pour expliquer le miracle de l'économie chinoise après les réformes d'ouverture économique formulées à la fin des années 70 sous la direction de Deng Xiaoping, une place à part est réservée au rôle de la diaspora. La contribution considérable qu'elle a pu apporter au développement de la Chine se traduit par le pouvoir économique et financier construit par les Chinois d'outre-mer dispersés dans le monde mais unis dans une diaspora consolidée selon des principes culturels de forte structuration sociale des groupes, comme mentionnait Granovetter (1994). La diaspora chinoise est la plus grande et puissante diaspora au monde, des communautés migrantes chinoises existent quasiment dans tous les pays.

2.1.3.1 La diaspora comme principal pourvoyeur d'investissements directs étrangers

L'influence majeure que la diaspora chinoise a exercée sur le développement de la Chine ne s'explique pas seulement par sa taille importante et sa diversité géographique. Il faut souligner également la forte consolidation de ce groupe diasporique et l'attachement au pays source mais aussi la détermination du gouvernement de collaborer avec ses expatriés et les inciter à investir en Chine. La participation de la diaspora au processus de développement de la Chine a été renforcée notamment suite aux mesures de libéralisation mises en place par le gouvernement chinois. Le volume des investissements directs étrangers (IDE) a connu une augmentation fulgurante. Le tableau ci-dessous montre les rythmes significatifs d'augmentation du volume d'IDE durant la période 1995-2008 avec une baisse de 12% en 2009 à cause de la crise économique mondiale avec des estimations positives pour la période post-crise.

TABLEAU 2.6 : LES FLUX D'INVESTISSEMENTS DIRECTS ÉTRANGERS EN CHINE POUR LA PÉRIODE 1995-2009 (MILLIARDS DOLLARS AMÉRICAINS)

1995-2005 (moyenne)	2006	2007	2008	2009
48,83	78,09	138,41	147,79	78,19

Source: UNCTAD, *World Investment Report 2010*; www.unctad.org/wir ou www.unctad.org/fdistatistics;
Banque Mondiale, World Development Indicators

²⁷ Banque Mondiale, Global Development Finance Indicators

En 2008 les flux des IDE vers la Chine ont atteint le chiffre historique d'environ 148 milliards dollars, le pays étant le deuxième récepteur d'IDE dans le monde, juste après les Etats-Unis. Ce niveau important d'IDE a été atteint grâce à la diaspora chinoise qui a produit 2/3 du volume total d'IDE. Il est estimé que plus de 50% des investissements étrangers en Chine vient de la part des expatriés chinois installés dans la principale région de concentration en Asie de Sud-Est, notamment en Taiwan, Hong-Kong et Singapour²⁸. Les flux financiers de la diaspora ont été principalement investis dans des activités intensives en main-d'œuvre, ce qui engendre la diminution du chômage et la réduction de la pauvreté dans les régions concernées. Le succès des petites et moyennes entreprises créées majoritairement dans l'industrie textile chinoise et de la confection par les expatriés d'outre mer a fait de la Chine l'atelier du monde.

Initialement, les flux d'investissements de la part de la diaspora chinoise incités par la politique de la « porte ouverte » en 1979 étaient orientés vers les opérations d'installation (*greenfield*) dans le secteur manufacturier chinois. Avec le temps, le milieu d'affaires de la Chine commence à se rapprocher de plus en plus des normes internationales et pour faire face à la compétition mondiale très rude, les entreprises chinoises diversifient les flux d'investissements vers d'autres opérations, notamment de fusions et acquisitions transnationales qui ont augmenté ces dernières années. Le nombre des opérations de fusions et acquisitions réalisé par les entreprises chinoises est passé de 53 (avec une valeur totale de 3,8 milliards dollars américains) en 2004 à 103 (pour 20,7 milliards dollars américains) en 2006²⁹, ce qui représente près d'un tiers de l'IDE total de 72 milliards dollars américains en 2006. Au fur et à mesure du développement des entreprises, les flux d'investissements changent de direction, des secteurs traditionnels de l'économie chinoise vers le secteur des technologies avancées. Des exemples illustratifs constituent l'acquisition de la division des téléviseurs Thomson par TCL ou celle en 2004 de la division PC d'IBM par le groupe Lenovo, le plus grand fabricant chinois d'ordinateurs, étant la plus importante transaction effectuée à l'étranger par une entreprise chinoise : le montant s'élève à 1,75 milliards dollars américains³⁰. A part l'apport financier, la diaspora favorise l'expansion des entreprises chinoises à l'étranger grâce à leurs connaissances des milieux d'affaires étrangers, ce qui permet d'éviter des problèmes d'intégration, voire l'échec de l'opération d'acquisition-fusion.

²⁸ Overseas Indian Facilitation Center (2007), *Promoting Investments from the Indian Diaspora: a new beginning*, Special Report

²⁹ HEC Eurasia Institute (2007), *Les entreprises chinoises à la conquête du monde*, octobre 2007, HEC Paris

³⁰ OCDE (2006), *Examens de l'OCDE des politiques de l'investissement : Chine, Politiques ouvertes envers les fusions et acquisitions*, OCDE, Paris

La diaspora chinoise a joué aussi un rôle important dans l'essor des exportations chinoises. Zafar (2010 : 17) note que la diaspora a modelé les tendances d'exportations chinoises qui au début de l'ouverture économique étaient orientées vers les pays de l'Asie de Sud-est où la plus grande communauté chinoise est installée. Par exemple en 1992, environ 50% des exportations chinoises allaient vers Hong Kong. Tant pour les investissements étrangers que pour les exportations, la diaspora chinoise a été l'acteur essentiel qui a montré au monde entier que la Chine a un potentiel énorme et qu'elle peut produire des biens de bonne qualité à moindres coûts, ce qui a motivé des investisseurs étrangers d'autres nationalités à investir en Chine.

2.1.3.2 La diaspora comme source importante de devises

La contribution de la diaspora à la réalisation d'une telle dynamique économique de la Chine se traduit aussi par les montants importants des remises de fonds transférés par les migrants. Pour l'année 2009, ces flux financiers étaient estimés à environ 48 milliards dollars américains³¹. En valeurs absolues la Chine est le deuxième pays dans le monde, après l'Inde, qui reçoit le plus d'envois de fonds de la part de sa diaspora.

TABLEAU 2.7 : LES TRANSFERTS DE FONDS ENVOYÉS PAR LES MIGRANTS CHINOIS VERS LA CHINE POUR LA PÉRIODE 2000-2009 (MILLIARDS DOLLARS AMÉRICAINS)

2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
6,24	8,39	13,01	17,82	19,01	20,34	23,32	25,70	49	48

Source: Banque Mondiale, Migration and Remittances Factbook 2008 et World Bank Outlook for Remittance Flows 2010-2011

La finalité des remises de fonds est similaire à celle des autres pays en développement. La plus grande part de ces sommes reçues par les familles des migrants est destinée à la consommation courante, qui a un impact positif sur la réduction immédiate de la pauvreté, notamment dans les zones rurales pauvres où cet argent est souvent l'unique source de revenu des ménages chinois. Pour ce qui est de l'investissement productif, seulement une petite portion est dédiée à la création des petites entreprises, à l'achat immobilier, à la production agricole, ou au paiement des frais de scolarité et de santé.

³¹ Banque Mondiale (2010), *Outlook for Remittance Flows 2010-2011*, Migration and Development Brief 12

2.1.4 Les caractéristiques de la diaspora chinoise

Les chiffres présentés au-dessus témoignent de l'impact positif de la diaspora chinoise sur le développement du pays d'origine. Nous avons vu que les Chinois d'outre mer ont influencé le développement économique à travers des flux importants d'investissements vers le pays, des transferts de fonds, la promotion des exportations chinoises, etc. Mais comment a-t-elle pu jouer ce rôle bénéfique ? Quelle sont les facteurs de sa réussite ?

Pour répondre à ces questions, nous nous proposons d'analyser l'expérience de la diaspora chinoise par le prisme des caractéristiques communes qu'on a identifiées pour définir les groupes diasporiques. Nous rappelons que les critères désignant une diaspora sont les suivants :

- ensemble des migrants originaires du même pays, installés pour une longue période ou d'une manière permanente dans plusieurs pays d'accueil ;
- sentiment d'appartenance au groupe d'origine (diaspora) créé à la suite d'une dispersion générale de la population vers différents territoires d'arrivée ;
- existence des liens forts de différente nature de cette unité avec le pays d'origine ;
- identification avec la communauté diasporique par nécessité et volonté ;
- motivation et possibilité de contribuer au développement du pays d'origine ;
- présence des réseaux diasporiques qui assurent divers transferts entre le pays source et la diaspora ;
- consolidation des communautés diasporiques formées dans différents pays d'accueil.

Il faut noter que ces éléments définissant une diaspora peuvent se manifester différemment en fonction du contexte de l'apparition et de l'évolution du groupe diasporique, en développant des spécificités propres à chaque diaspora. On se propose d'étudier les particularités de la diaspora chinoise pour comprendre son mode de fonctionnement et voir si d'autres diasporas peuvent suivre le même modèle.

- Les catégories de groupes diasporiques chinois

La diaspora chinoise englobe deux types de groupes diasporiques, d'une part les communautés diasporiques qui se sont créées dans la logique des activités traditionnelles du peuple chinois, et d'autre part les expatriés chinois qualifiés apparus plus récemment suite aux transformations de l'économie mondiale dans le contexte de globalisation, en décidant de lancer leurs propres entreprises dans les pays d'installation, notamment dans le secteur informatique dans la Silicon Valley ou de travailler dans les entreprises du pays d'accueil.

La première catégorie vise les expatriés chinois qui ont suivi la voie traditionnelle des entreprises familiales dans le domaine de la fabrication des vêtements, des jouets, de la maroquinerie, restauration. Cette première vague des migrants chinois se dirige initialement vers l'Asie du Sud-Est pour s'orienter ultérieurement vers l'Europe et l'Amérique du Nord. Le groupe diasporique chinois créé autour du pôle entrepreneurial démarre avec des petites entreprises familiales dans le secteur textile, connectées dans un réseau surnommé le « réseau de bambou » qui liait Hong Kong, l'Indonésie, la Malaisie, les Philippines, Singapour, le Taiwan, et la Thaïlande avec la Chine. Les membres de la diaspora chinoise ont adopté la stratégie de la mobilité géographique et de la diversification économique en internationalisant leur activité une fois l'entreprise créée dans un pays d'accueil, ainsi les affaires familiales se transforment en entreprises ethniques basées sur des réseaux transnationaux diasporiques qui contrôlent plusieurs petites et moyennes entreprises dans nombreux pays, et qui assurent la circulation des personnes, de l'information et de la richesse à l'intérieur de la communauté diasporique chinoise.

Le deuxième type de communauté diasporique chinoise concerne les personnes qualifiées employées dans le domaine de la science et des technologies de pointe. Cette deuxième vague a été conditionnée par le poids important de l'économie de la connaissance dans les pays développés. Dans ce contexte, les entreprises ont changé les modèles de fonctionnement en se focalisant sur le cœur de métier et en externalisant les activités moins stratégiques. Pour faire face à la concurrence de plus en plus acerbée et maintenir leur position sur les marchés, les entreprises cherchent des spécialistes dans le monde entier avec des compétences spécifiques. Ce type de communautés chinoises a vu le jour dans plusieurs pays développés comme les Etats-Unis ou encore l'Europe. En ce qui concerne la diaspora chinoise aux Etats-Unis, l'exemple parlant est le succès enregistré dans la Silicon Valley. Ces groupes insérés dans le pays d'arrivée ont joué un rôle important dans le développement du secteur des TIC³² en Chine et en Taiwan, grâce à la circulation des idées et des connaissances entre les migrants et le pays d'origine, et par le biais des migrations de retour des spécialistes chinois en informatique qui ont utilisé l'expérience acquise aux Etats-Unis et les contacts créés à l'étranger. Au Taiwan, les migrants de retour ont contribué à l'essor de l'industrie *high-tech* en créant 40% des entreprises du *Hsinchu Science Parc* en 1990 constituant actuellement plus de 10% du PNB taïwanais (Fourel, 2003).

³² Technologies de l'information et de la communication

En fonction de l'intégration professionnelle des membres de la diaspora dans les pays de destination nous classons ces deux catégories de communautés chinoises en : unités diasporiques *autocentrées* qui réunissent les Chinois d'outre-mer qui travaillent dans des entreprises ethniques créées dans les pays d'arrivée, et unités diasporiques *insérées* qui mènent leur activité professionnelle dans les entreprises non chinoises du pays d'accueil. On constate que le fait de travailler dans des entreprises non-ethniques n'éloigne pas les expatriés chinois de l'entité ethnique, car l'appartenance à la communauté diasporique reste le fondement de leur existence loin de la patrie.

La diaspora chinoise remplit simultanément tous les critères qu'on a retenus pour définir la communauté diasporique créée comme résultat de la mobilité internationale de la population d'un pays. Elle réunit tous les Chinois dispersés dans le monde qui ont une forte volonté et nécessité d'intégrer le groupe national constitué en dehors de la Chine continentale. Le déracinement physique du territoire d'origine est le déterminant de l'identification au groupe national qui rend possible le maintien des liens avec la patrie. Ce sentiment d'appartenance à la diaspora est illustré par un fort esprit collectif et d'organisation dans des réseaux ethniques interconnectés. Les relations interpersonnelles au sein de la diaspora chinoise s'opèrent par le biais des réseaux sociaux (*guanxi*) qui facilitent le développement des entreprises ethniques sur les territoires d'installation de la diaspora. Ces réseaux reposent sur des liens familiaux et ethniques qui favorisent le développement des relations basées sur la confiance et le respect mutuel au sein du groupe, ce qui facilite le processus de déroulement des affaires.

2.1.5 La stratégie de reproduction de la diaspora chinoise

Chaque diaspora développe sa stratégie de reproduction basée sur les plus fortes valeurs qu'elle a héritées du pays d'origine. Cette stratégie naît de la volonté du groupe diasporique de préserver ses normes et les transmettre au fil du temps. Dans un article sur les entreprises chinoises à Paris, Ma Mung (1992 : 175) note que la diaspora chinoise a choisi de mener sa stratégie de reproduction à travers l'activité entrepreneuriale. L'affinité pour les affaires est une caractéristique du peuple chinois, elle représente le fil conducteur de cette diaspora. La vie économique, sociale et même politique de la diaspora se déroule autour des entreprises créées par ses membres installés partout dans le monde. La confiance et la solidarité constituent le fondement de la communauté diasporique. Les valeurs culturelles de la diaspora chinoise sont ancrées dans les principes du confucianisme qui prévoient : le respect de la hiérarchie, la transparence dans les contrats au niveau familial ou du groupe diasporique, le

goût de l'effort, le sens des économies, ce qui explique en grande partie le succès des entreprises chinoises et la solidarité du groupe. Ces sont des normes héritées du pays d'origine qui ont favorisé la création de la communauté chinoise basée sur un fort sentiment de solidarité et d'attachement à ses origines.

Le principe communautaire dissuade les membres de la diaspora de ne pas respecter leur engagement économique ou social parce que la confiance et leur réputation sont en jeu. La solidarité du groupe, typique pour la diaspora chinoise, fonctionne aussi comme un outil de protection contre les violations contractuelles de la part de partenaires d'affaires tant de l'intérieur que de l'extérieur de la diaspora. Le système de réseaux qui caractérise cette diaspora à maturité est un réticulaire parce qu'il englobe tant de réseaux primaires qui lient la diaspora avec la Chine que de réseaux secondaires entre les communautés diasporiques chinoises formées dans différents pays d'accueil.

La bonne structuration de la diaspora chinoise en réseaux de solidarité lui a permis d'acquérir une autonomie comme entité économique et sociale. Le mode d'organisation en réseaux diasporiques transnationaux est devenu l'avantage compétitif de la diaspora chinoise. Les entreprises fondées par les expatriés chinois dans les pays de destination sont connectées entre elles et forment un microsystème propre à la diaspora chinoise. Cet espace économique défini par les entreprises chinoises se distingue par son propre marché du travail, son système d'approvisionnement, de financement qui se réalise au niveau du groupe national sans faire appel aux autres acteurs économiques du pays de destination. La solidarité du groupe diasporique se traduit par le recrutement des membres de la diaspora dans les entreprises créées par les compatriotes, par la consommation des biens et services produits par les entreprises chinoises, par l'aide réciproque, etc. L'existence des propres dispositifs économiques, la culture construite par le groupe témoignent de l'autonomie de l'identité chinoise par rapport aux territoires de destination.

L'expansion de la diaspora chinoise partout dans le monde à travers des entreprises familiales suit la dynamique de perpétuité du groupe qui s'inscrit dans un modèle de marquage de territoire. Les expatriés chinois diversifient les domaines d'activité et les territoires d'implantation de leurs affaires aussi. On assiste de plus en plus à l'apparition des quartiers exclusivement chinois dans plusieurs villes du monde, dénommés *China Town*, comme par exemple à New-York ou à Paris où ses membres détiennent des positions clés dans l'immobilier, la confection, la construction, des secteurs qui misent sur la capacité de

combiner le commerce avec les habilités productives. Ces agglomérations apparaissent comme résultat d'une part de la nécessité des expatriés chinois de s'identifier au groupe d'origine pour partager la même culture, la même langue mais aussi de créer indirectement un lien fort avec la Chine et d'autre part de la motivation du groupe de poursuivre une « *autonomie progressive* » (Ma Mung, 1992) à travers laquelle la diaspora obtient la reconnaissance des pays de destination. L'élargissement géographique de la diaspora chinoise montre que les réseaux diasporiques, en plus du rôle de consolidation de l'entité, jouent aussi le rôle d'accès à l'information sur les opportunités d'affaires dans d'autres pays, accès aux nouveaux marchés.

Les membres de l'entité diasporique participent à la construction de la mémoire/histoire collective de la diaspora chinoise qui assure la continuité et la promotion des valeurs du pays d'origine dans un espace extranational. La prise de conscience d'appartenir à cette « autre » Chine donne plus de motivation de conserver, transmettre, développer l'image utopique de la terre d'origine mais aussi de participer à son développement par des transferts financiers, d'information, des connaissances, etc. La continuité temporelle et spatiale de la diaspora chinoise ne se réalise pas uniquement à travers la richesse matérielle qu'elle crée mais aussi par sa richesse culturelle qui se construit sur un passé commun, une origine commune. La création de la culture de la diaspora renforce le groupe et le statut des membres de la diaspora qui ressentent une fierté de pouvoir s'identifier à l'unité ethnique. Ils participent à la construction ou reconstruction de la mémoire collective pour assurer la continuité de la communauté diasporique. Dans le cas chinois, la création de l'histoire collective se traduit aussi par le nombre de musées dédiés aux expatriés chinois, la diffusion d'information sur le succès de la diaspora chinoise par l'intermédiaire de la presse publiée par des migrants chinois, etc.

2.1.6 La diaspora chinoise comme ressource à mobiliser

Pour Samaganova (2008), la diaspora est une ressource non-intentionnelle générée par des actions intentionnelles. Le choix intentionnel des Chinois de quitter la Chine pour s'installer dans d'autres pays a conditionné l'apparition d'une diaspora chinoise forte qui est une conséquence positive non-intentionnelle. Si on suit l'approche de l'auteur qu'une conséquence non-intentionnelle est susceptible de se transformer en ressource si elle est positive et assez importante pour déterminer la transformation d'un territoire, alors la diaspora chinoise peut être considérée comme ressource territoriale créée non-intentionnellement qui a

conditionné le développement tant des régions d'installation que du pays d'origine. A part qu'elle contribue au développement économique de la Chine, comme nous l'avons déjà souligné, la diaspora chinoise joue aussi un rôle important dans les économies des pays de destination en participant considérablement à la création de richesse dans ces pays. En 1990, la participation des entreprises de la diaspora au PNB indonésien se chiffrait à 70% ce qui représentait 72 milliards de dollars, au PNB thaïlandais une participation de 60% d'un montant de 47 milliards dollars (Bouteiller, 1992 cité par Ma Mung, 1992 : 46). A travers les relations interpersonnelles privilégiées dans le groupe ethnique, la diaspora a créé des réseaux financiers puissants en dominant les principales banques de Singapour, de la Malaisie, de la Thaïlande ou des Philippines.

Les Chinois qui ont réussi à construire une importante fortune à l'étranger en développant les entreprises familiales dans de véritables corporations internationales sont des modèles à suivre tant par la population du pays d'origine que pour toute la diaspora chinoise.

Pour Ma Mung (1992), la communauté créée par les Chinois installés à l'étranger est aussi considérée comme une ressource spatiale. Les deux auteurs mettent en évidence qu'une diaspora est une ressource qui peut être mobilisée tant par le groupe diasporique qui accède aux ressources des membres de la diaspora installés dans différentes régions géographiques que par le pays d'origine qui peut utiliser le capital social, économique et culturel construit par la totalité des communautés ethniques apparues dans différents pays d'accueil. Le cas chinois est un exemple illustratif où la diaspora comme ressource a été valorisée tant par le pays d'origine, permettant ainsi une implication plus grande des Chinois d'outre-mer dans le processus de développement de la Chine, que par les migrants eux-mêmes.

2.1.6.1 La diaspora comme ressource à utiliser par le pays d'origine

La mobilisation de la diaspora par le pays d'origine a été possible après la période des réformes structurelles de la fin des années 70, quand le gouvernement s'est rendu compte du potentiel des migrants chinois en instaurant des conditions favorables pour encourager les retours, en accordant différentes facilités fiscales aux expatriés chinois pour attirer des flux d'investissements, en créant des zones économiques spéciales, etc. Ma Mung (2000) remarque que dans le domaine des investissements les plus nombreuses mesures incitatives ont été mises en place. En plus de jouir des facilités accordées à tous les investisseurs étrangers, les Chinois d'outre-mer bénéficiaient d'exonération fiscale pour une durée plus importante que les investisseurs étrangers, avaient l'autorisation d'investir dans les secteurs

protégés ou interdits à l'investissement étranger, etc. Le gouvernement chinois a su encourager la contribution de la diaspora tant par les flux importants d'investissements que par la promotion du commerce à travers des politiques préférentielles. Les réformes de l'ouverture économique chinoise ont accordé une attention particulière à la relation de collaboration avec la diaspora qui a eu un impact considérable sur l'essor économique de la Chine à travers les investissements, les envois de fonds, la diffusion d'information sur les opportunités d'autres marchés étrangers, le transfert de connaissances.

Les flux d'investissements de Hong Kong et Taiwan ont été significatifs grâce à la proximité géographique, aux liens historiques, au développement de ces pays à forte concentration d'expatriés chinois mais aussi au statut privilégié accordé à la diaspora en Chine. La contribution que la diaspora a apportée au miracle chinois s'explique par plusieurs facteurs. Il est évident que les politiques internes orientées vers la collaboration avec la diaspora chinoise ont motivé les expatriés à investir dans leur pays en raison des connaissances du milieu d'affaires, de bénéficier d'une main-d'œuvre bon marché et abondante mais il ne faut pas sous-estimer les motivations non pécuniaires de la diaspora comme : la volonté de faire et voir progresser son pays, le désir de nouer un autre type de relation avec la patrie car celle physique n'est pas possible. Devane (2006) note aussi que la motivation non financière de la diaspora de rétablir le contact avec le pays d'origine a été un stimulus important pour la réalisation d'investissements au pays.

2.1.6.2 La diaspora comme source d'autonomie économique et sociale des migrants

L'utilisation de la diaspora comme ressource par les groupes diasporiques chinois a été effectuée dans plusieurs situations et à travers différents niveaux géographiques, notamment : la création de réseaux commerciaux entre diverses localités de la diaspora qui ont renforcé le caractère autonome de la diaspora chinoise, spécialement dans la région d'Asie du Sud-Est ; le déplacement des affaires d'une région à l'autre si les conditions dans la dernière sont plus favorables et réorientation des flux migratoires en fonction du contexte local ou national (Ma Mung, 1992 : 187). On constate que pour les expatriés chinois le pouvoir économique et social de la diaspora est utilisé aussi comme stratégie de maintien et développement des affaires, comme stratégie de diversification des risques et comme stratégie d'orientation vers des endroits propices à leurs activités et à la continuité du groupe national comme structure autonome.

La stratégie de maintien et de développement des affaires se traduit par l'existence des réseaux diasporiques transnationaux qui donnent accès à toutes les ressources nécessaires pour le bon fonctionnement des affaires, sans faire appel aux fournisseurs ou aux services bancaires de la société d'accueil ou d'autres nations, les expatriés chinois trouvent tous ces éléments nécessaires pour le déploiement des affaires à l'intérieur de leur communauté diasporique ce qui est expliqué par le principe de forte solidarité au sein de la diaspora. La diversification des réseaux chinois de distribution et d'approvisionnement vers plusieurs territoires a favorisé l'expansion géographique du groupe et son autonomisation par rapport au territoire d'accueil. La présence des groupes ethniques chinois dans diverses aires géographiques sert comme stratégie de délocalisation des activités de la diaspora vers des endroits offrant des opportunités économiques plus favorables, comme par exemple le déplacement des capitaux de la diaspora chinoise d'Indonésie vers Singapour et la Thaïlande dans les années 60 et 70.

La solidarité de la diaspora chinoise est aussi une stratégie de réorientation des flux migratoires en fonction des contextes, étant confirmée par plusieurs moments de l'histoire de la diaspora chinoise : *« c'est ainsi qu'en France, les réfugiés d'Asie du sud-est d'origine chinoise accueillis durant les années soixante-dix et quatre-vingt dans des centres d'hébergement pour réfugiés en province ont rapidement rejoint des compatriotes déjà installés à Paris »* ou *« En Italie, la présence de Chinois originaires de la province du Zhejiang, notamment à Florence, a permis à des compatriotes en situation irrégulière à Paris d'immigrer dans ce pays et d'y régulariser leur présence »* (Ma Mung, 1999 : 8).

L'expérience de cette diaspora à maturité nous montre que les expatriés constituent une ressource importante de développement pour les pays d'origine qui souvent ne savent pas l'utiliser efficacement, soit par manque de conscience de son potentiel, soit par manque de volonté de faire évoluer la conjoncture économique, politique et sociale du pays parce que la situation présente satisfait les intérêts de certaines personnes intéressées. Le succès des Chinois d'outre-mer peut servir comme modèle et source d'inspiration tant pour d'autres diasporas que pour les gouvernements des pays d'origine qui peuvent tirer profit de cette ressource à travers des politiques bien réfléchies. Il est évident que d'autres diasporas ne peuvent pas attendre le même succès enregistré par la diaspora chinoise qui a une longue histoire et sa spécificité mais au moins elles peuvent emprunter certains de ses principes comme : la solidarité du groupe, la fierté d'appartenir au pays d'origine, la motivation

d'apporter sa contribution au développement du pays, la confiance développée au sein de la communauté ethnique.

Dans la même logique de mise en évidence de l'apport des diasporas au processus de développement du pays d'origine, nous continuons notre étude avec l'analyse d'une autre diaspora à maturité, la diaspora indienne, afin de souligner les similitudes et les différences entre les deux diasporas et pour identifier les directions d'amélioration du fonctionnement des diasporas en création.

2.2 La diaspora indienne

2.2.1 Les origines et la composition de la diaspora indienne

L'histoire de la diaspora indienne débute plus tard que celle de la diaspora chinoise. La première vague migratoire significative des Indiens a lieu au milieu du XIXe siècle et se produit dans la même période que le deuxième flux migratoire des Chinois. Dans les deux cas, cette émigration est générée par l'abolition de l'esclavage qui engendre nombreux recrutements de travailleurs sous contrat (*indentured labour*). Lors de cette phase migratoire, les engagés indiens se dirigent vers la Malaisie, en Birmanie et au Sri Lanka (à l'époque des colonies britanniques), vers les Indes néerlandaises ou vers l'Océan Indien et vers le Pacifique (Trinidad, Guyana, Ile Maurice et îles Fidji sous domination britannique et île de la Réunion sous contrôle français) ou encore en direction de l'Afrique du Sud, du Surinam, de la Guadeloupe ou de la Martinique. Leur nombre s'élèverait à 1,5 million à quitter l'Inde entre 1834 et 1914 (Sciortino, 2004).

La deuxième vague concerne les personnes qualifiées qui commencent à se déplacer vers les pays développés après l'indépendance de l'Inde en 1947 et s'intensifie encore plus dans les conditions actuelles de la globalisation où les personnes qualifiées sont devenues très recherchées. Les destinations principales étant les Etats-Unis et l'Europe.

Le groupe diasporique indien se caractérise par son hétérogénéité du point de vue socioculturel et par sa présence géographique dans le monde, étant éparpillé dans plus de soixante-dix pays où il joue un rôle politique et économique considérable dans au moins une vingtaine d'entre eux (Singaravélou 2003 : 17). Actuellement, des communautés diasporiques indiennes existent dans plusieurs pays, mais avec une présence plus importante en : Grande-

Bretagne, Etats-Unis et Malaisie (1,5 million chacun), Afrique du Sud (1 million), Sri Lanka (800 000), île Maurice (660 000), Trinidad (450 000), Birmanie (400 000), Guyana (380 000), Fidji (340 000). Ils sont 2 millions dans les pays du Golfe, en Australie (100 000) et enfin, la France métropolitaine compte près de 50 000 Indiens (Mohammad-Arif, 2002 : 131). Le nombre total de la diaspora est estimé par le gouvernement indien à 25 millions de personnes. Le recensement de 2001 organisé par *High Level Committee on the Indian Diaspora* (comité national sur la diaspora) montre que les principales régions de concentration des migrants indiens sont : l'Asie (35%), le pays du Golfe (20%), l'Amérique du Nord 14%, le continent Africain (13%), l'Europe (10%) et le reste aux Caraïbes et en Océanie.

- **Les différents statuts des migrants indiens**

Comme dans le cas de la diaspora chinoise, la diaspora indienne englobe des expatriés indiens ayant des statuts différents. Dufoix (2006) note que depuis 1973, l'Inde conçoit deux groupes d'Indiens à l'étranger pour définir la diaspora indienne : les NRI (Indiens non résidents, *Non-Resident Indians*) et les PIO (personnes d'origine indienne, *Persons of Indian Origin*). Le terme générique pour les NRI et les PIO est réuni sur une seule dénomination « les Indiens d'outre-mer ».

La première catégorie (NRI) se réfère aux migrants indiens qui ont toujours la nationalité indienne mais ne résident pas sur le territoire de l'Inde. L'appellation PIO est attribuée aux citoyens étrangers qui sont d'origine ou de descendance indienne, ce groupe est constitué majoritairement par les Indiens émigrés d'une manière forcée sous le système d'engagisme (*indentured*) pour remplacer le travail des esclaves dans les plantations, lors de l'abolition de l'esclavage au milieu du XIXe siècle, auquel s'ajoutent les Indiens partis volontairement, nommés aussi « les passeurs libres » qui forment « *une classe marchande et une petite élite intellectuelle* » (Carsignol-Singh, 2009). Comme l'Inde ne reconnaissait pas la double nationalité, ces personnes en étant naturalisées par les pays d'accueil ont perdu la nationalité indienne. Depuis les réformes de la politique d'ouverture économique, l'Inde accorde une place importante à ses expatriés en mettant en œuvre diverses facilités pour les motiver à collaborer avec l'Inde. En 1999 a été mise en place une *PIO card* pour les ressortissants étrangers qui ont été citoyens indiens ou sont de descendance indienne jusqu'à la quatrième génération, les Pakistanais et les Bangladeshis ne sont pas visés. Cette carte donne droit à un régime gratuit de visa pour une période de 20 ans ainsi que d'autres avantages économiques, financiers et culturels (Sciortino, 2004).

Les actions favorables de la part du gouvernement indien se renforcent depuis les années 2000 en soulevant aussi le problème de la double nationalité qui est reconnue depuis 2003 sur une base de réciprocité avec 16 pays³³, ce qui constitue aussi une mesure d'attraction des investissements de la diaspora indienne au profit du développement économique de l'Inde. A partir de 2004, les NRI bénéficient du statut d'*Overseas Citizen of India* (OCI) leur permettant d'avoir la double nationalité mais sans la possibilité d'exercer les droits civiques et acquérir une propriété agricole (Carsignol-Singh, 2009). La prise de conscience du potentiel de la diaspora indienne a conduit l'Etat indien à proposer graduellement d'autres avantages aux migrants indiens de nature fiscale, de reconnaissance croissante de la part du gouvernement et d'implication plus importante dans l'économie et dans la vie politique du pays.

2.2.2 Le rôle de la diaspora indienne dans le développement de l'Inde : comparaison avec la diaspora chinoise

Les communautés diasporiques indiennes comme la diaspora chinoise ont été créées par deux vagues migratoires principales : celle plus récente de migrants hautement qualifiés qui se sont installés généralement aux Etats-Unis et ont joué un rôle crucial dans le développement économique, politique et social de l'Inde et la deuxième vague porte sur les travailleurs migrants employés dans le secteur pétrolier du Moyen-Orient, ces expatriés indiens sont les principaux fournisseurs de transferts de fonds vers l'Inde. Même si la diaspora indienne est historiquement plus récente et moins nombreuse que la diaspora chinoise, elle a aussi joué un rôle incontestable dans le développement économique et politique de l'Inde.

Si le rôle crucial de la diaspora chinoise dans le développement de la Chine a été joué à travers les flux importants d'investissements en faisant de leur pays la deuxième puissance économique mondiale après les Etats-Unis, alors la diaspora indienne se distingue par les montants considérables des remises de fonds envoyés vers le pays d'origine et par le positionnement de l'Inde parmi les leaders du marché mondial des services informatiques. En ce qui concerne les investissements réalisés par les expatriés indiens en Inde, leur volume est modique en comparaison avec les investissements des Chinois d'outre-mer dans le pays d'origine. OIFC (2007)³⁴ estime que la portion des investissements de la part des membres de

³³ Australie, Canada, Etats-Unis, Finlande, France, Grèce, Ireland, Israël, Italie, Nouvelle Zélande, Pays-Bas, Portugal, République de Chypre, Royaume Uni, Suède, Suisse.

³⁴ Overseas Indian Facilitation Center (2007), *Promoting Investments from the Indian Diaspora: a new beginning*, Special Report

la diaspora est de 4,18% du volume total des investissements directs étrangers durant la période 1991-2003, tandis que les investissements de la diaspora chinoise dépassent 50% du volume total des IDE en Chine. La valeur cumulée des IDE pour la même période de la part de la diaspora indienne serait d'un montant modeste de 10 milliards dollars américains, ce qui n'excède pas les 5% du volume total des IDE en Inde.

2.2.2.1 L'Inde, leader mondial de la réception de transferts de fonds

La diaspora indienne apporte sa contribution à travers les montants importants de remises de fonds envoyés vers le pays source. Le volume des envois de fonds transférés par les expatriés indiens vers l'Inde se chiffre à 52 milliards dollars américains en 2008, ce qui dépasse largement les flux d'investissement, étant selon la Banque Mondiale le premier pays au monde qui reçoit le plus d'argent de la part de migrants.

Un aperçu du potentiel économique de la diaspora indienne est présenté aussi chez Singaravélou (2003) qui donne l'exemple de l'an 1998 quand l'Inde subit des sanctions économiques suite aux essais nucléaires, ce qui affaiblit énormément l'économie nationale et en ce moment, la diaspora indienne joue un rôle crucial dans la reconstitution des réserves en devises par le biais d'un emprunt officiel lancé auprès des expatriés indiens. Durant une période de deux semaines, deux milliards de dollars américains ont été collectés en arrivant à 4,1 milliards en un mois. Les transferts de fonds vers l'Inde n'ont pas cessé d'augmenter d'une année à l'autre, sauf en 2009, enregistrant une réduction de 6% par rapport à l'année précédente à cause de la crise économique mondiale. Le tableau qui suit montre l'évolution de transferts de fonds envoyés par la diaspora pour la période 2000-2009. En 2008 les remises de fonds reçues par l'Inde de la part de migrants ont représenté 4,6% du PIB³⁵.

TABLEAU 2.8: LES TRANSFERTS DE FONDS ENVOYÉS PAR LES MIGRANTS INDIENS VERS L'INDE POUR LA PÉRIODE 2000-2009 (MILLIARDS DOLLARS AMÉRICAINS)

2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
12,90	14,27	15,74	21	18,75	21,29	25,43	27	52	49

Source: World Bank Migration and Remittances Factbook 2008; World Bank Outlook for Remittance Flows 2010-2011

Selon les prévisions de la Banque Mondiale, malgré la crise économique mondiale, les remises resteront stables en raison du nombre constant des migrants indiens et la redirection de l'utilisation de ces fonds vers des investissements productifs. Jusqu'à très récemment, la

³⁵ Selon les données de la Banque de réserve d'Inde, citée dans Overseas Indian Facilitation Centre (2009), *Remittances from Indian Diaspora: A Report*

banque centrale d'Inde estimait que la principale finalité des transferts de fonds était la consommation courante environ, 61% de leur volume, 20% étaient déposés sur des comptes bancaires et une petite portion était investie dans l'immobilier ou en affaires, tandis que désormais une affinité pour les investissements se concrétise.

2.2.2.2 Le rôle économique et politique des Indiens d'outre-mer

L'influence économique qu'une diaspora peut exercer sur le pays de départ se réalise premièrement à travers les ressources financières qui sont accumulées par les expatriés et dans plusieurs situations leur montant dépasse le PIB du pays de départ, comme le constatent Kapur et McHale (2005) dans le cas de la diaspora salvadorienne aux Etats-Unis, ou encore celle mexicaine et dominicaine qui ont des revenus supérieurs au PIB de leurs pays d'origine. Dans une étude sur les effets de la migration sur l'Inde, Desai, Kapur et McHale (2001) trouvent que les Indiens installés aux Etats Unis estimés à plus d'un million de personnes ne constituent que 0,1% de la population totale indienne mais enregistrent des gains importants atteignant 10% du revenu national de l'Inde. La concentration de ressources financières dans certaines communautés diasporiques rend plus possible la réalisation de projets d'envergure pour le pays d'origine en augmentant ainsi les effets générés par la diaspora.

L'impact de la diaspora indienne et chinoise s'est manifesté différemment sur les pays de départ, mais dans les deux cas la contribution a été considérable. Le tableau ci-dessous donne une vue d'ensemble sur le revenu annuel des deux diasporas et confirme le potentiel économique des deux groupes ethniques.

TABLEAU 2.9 : IMPORTANCE ÉCONOMIQUE DES DIASPORAS CHINOISE ET INDIENNE, DONNÉES POUR L'ANNÉE 2003

	Chinoise	Indienne
Revenu annuel (en milliards de dollars)	700	160
Revenu diaspora rapporté au PIB du pays (en %)	43	27
Revenu annuel par tête (en dollars)	14000	8000
Remises de fonds (en milliards de dollars)	17	21
Remise de fonds par tête de la diaspora (en dollars)	340	1050
Revenu annuel par tête de la diaspora/ revenu national par habitant	11 fois sup.	15 fois sup.

Source : Calculs d'après les données : Alternatives économiques, août 2003, cité dans Carroué L., Collet D. et Ruiz C. (2006 : 42), *La Mondialisation*, Ed. Bréal ; Banque Mondiale, World Development Indicators,

Les écarts en termes d'importance économique entre les deux diasporas s'expliquent par le nombre différent de membres et les secteurs d'activité. La diaspora chinoise est deux fois plus nombreuse que la diaspora indienne, il est évident que le revenu cumulé soit supérieur, mais on remarque que la différence de revenu n'est pas proportionnelle à la taille, et le revenu annuel de la diaspora chinoise dépasse plus de 4 fois celui de la diaspora indienne. Cette différence est attribuée au type d'activités exercées par les Chinois et les Indiens d'outre-mer. Comme déjà mentionné, les premiers sont impliqués dans des affaires familiales qui sont plus rentables que l'activité salariale effectuée par les Indiens dans les grandes compagnies des pays d'accueil, à exception des Indiens de la Silicon Valley qui ont créé leurs entreprises. Ma Mung (2000 : 42) note que « *les Chinois d'outre-mer choisissent quand même les investissements rentables à court terme et à forte intensité de main-d'œuvre* » tandis que les Indiens qui se lancent dans l'activité entrepreneuriale investissent plutôt à long terme dans des activités à forte intensité de connaissances. Le tableau 2.9 montre que le montant annuel de remises de fonds envoyés par les migrants indiens vers le pays d'origine est 3 fois supérieur aux sommes envoyées par les Chinois d'outre-mer qui génèrent plutôt des flux importants d'investissements vers le pays d'origine. Il faut souligner aussi que par rapport à la diaspora chinoise, la diaspora indienne poursuit son processus de structuration en réseaux diasporiques transnationaux qui n'ont pas atteint le même niveau de consolidation, ce qui signifie qu'elle est susceptible de créer encore plus de richesse. Nous faisons l'hypothèse que les diasporas consolidées créent plus de richesse que les diasporas non-consolidées, mais cette richesse revêt différentes formes: les investissements directs étrangers, les remises de fonds, les transferts de connaissances, par conséquent l'impact des diasporas sur les pays de départ varie. Même si le revenu annuel actuel de 160 milliards dollars de la diaspora indienne est inférieur à celui de la diaspora chinoise, il constitue un potentiel financier important produit par le groupe diasporique indien qui représente seulement 2% de la population de l'Inde.

Il faut noter qu'à part l'importance économique, les expatriés indiens jouent aussi un rôle politique. En ce qui concerne l'influence politique de la diaspora indienne, elle est exercée via des groupes politiques de pression qui agissent en faveur du pays source auprès des autorités américaines. Le plus emblématique étant *Indian Caucus* qui est un rassemblement informel de sénateurs et de représentants au sein du Congrès américain. En 2000, *Indian Caucus (ou Congressional caucus)* comptait 122 membres, ce qui le place parmi les plus importants actuellement aux Etats-Unis (Mohammad-Arif, 2002 : 132). Grâce à l'existence de ce type

d'organisation, la diaspora a contribué en plus du rapprochement économique entre l'Inde et les Etats-Unis au rapprochement politique.

2.2.3 Les particularités de la diaspora indienne

Lors de l'analyse du parcours de la diaspora chinoise nous avons constaté qu'un des déterminants a été les fortes convictions de solidarité collective héritées du pays d'origine, les relations interpersonnelles privilégiées au sein du groupe ethnique, des valeurs culturelles acquises dans le pays d'origine. Dans le cas de la diaspora indienne, nous ne pouvons pas parler de mêmes valeurs du groupe, parce que l'expérience montre qu'au début, les expatriés indiens, une fois installés dans le pays d'accueil, restaient plutôt concentrés sur leur parcours individuel sans chercher à se réunir dans un groupe ethnique.

2.2.3.1 L'unité du groupe d'origine comme valeur construite

La nécessité et la motivation de s'identifier à l'unité nationale créée en dehors de l'Inde comme résultat du processus migratoire n'ont apparu qu'au fil du temps, quand les aspirations professionnelles ou sociales liées aux territoires d'arrivée ont changé et que les migrants ont compris qu'en groupe les difficultés peuvent être affrontées plus facilement. Graduellement, le sentiment d'appartenance à la communauté diasporique a été renforcé à travers des réseaux transnationaux de diverse nature créés par les groupes ethniques indiens dans différents pôles de migration.

L'exemple de l'Inde est peut-être un des plus parlants où la mémoire/histoire collective a été construite au long du processus évolutif de la diaspora. Si on reprend notre liste de critères d'une diaspora, dans le cas de la communauté diasporique indienne nous remarquons que le sentiment d'appartenance à la diaspora, l'identification avec l'entité nationale par nécessité et volonté, la motivation et les possibilités de contribuer au développement du pays d'origine sont des valeurs construites, développées par les membres de la diaspora mais pas conditionnées par les valeurs héritées, comme dans le cas de la diaspora chinoise. Ces valeurs générées par la diaspora indienne qui ont conduit au rassemblement des expatriés indiens dans une communauté puissante à l'extérieur de l'Inde peuvent être vues comme des *ressources construites* par les acteurs du groupe ethnique. Samagonova (2008 : 13), en citant Crevoisier et Kébir (2004), constate qu'en économie « classique », la notion des ressources territoriales trouve plutôt une référence aux facteurs de production ou aux ressources naturelles des pays et des régions ; ces dernières années on découvre la notion de ressources construites par les

acteurs. Pour la diaspora indienne, notamment les valeurs construites graduellement par les expatriés indiens ont conditionné l'apparition du groupe diasporique comme acteur territorial.

2.2.3.2 Une diaspora hétérogène

Les points de départ de la diaspora indienne sont différents de ceux de la diaspora chinoise et les repères aussi. Partiellement, cette différence s'explique par les valeurs héritées spécifiques à la communauté migrante chinoise axées sur le concept du groupe comme un tout, ce qui a contribué à la consolidation plus rapide du point de vue historique comme groupe diasporique contre les normes construites par les expatriés indiens eux-mêmes, qui avec le temps ont conduit vers le rassemblement des Indiens migrants dans une diaspora forte et bien structurée. Nous ajoutons à cette explication un autre élément, celui qui tient de la multitude de caractéristiques des migrants indiens.

La diaspora chinoise est constituée de groupes homogènes d'expatriés chinois qui généralement sont entraînés dans des activités entrepreneuriales qui obligent à activer en groupe pour éviter des dysfonctionnements d'approvisionnement, de distribution, ce qui a favorisé la création d'une diaspora qui peut s'appuyer uniquement sur les ressources disponibles à l'intérieur du groupe d'origine, en lui conférant un degré important d'autonomisation par rapport aux pays de destination et par rapport aux autres diasporas, mais aussi les ressources nécessaires pour suivre sa perpétuité spatiale et temporelle. Le principe d'intégrer l'unité diasporique une fois à l'étranger dans la situation de la diaspora chinoise se fait naturellement, parce que c'est plus facile en groupe et parce qu'il n'est pas possible de faire autrement. Tandis que les Indiens étaient orientés vers des carrières professionnelles dans des grands groupes ciblant des postes d'ingénieurs, chercheurs, docteurs, cette hétérogénéité de profils a retardé la consolidation du groupe ethnique.

2.2.3.3 Un sentiment d'appartenance au groupe d'origine manquant au début du parcours migratoire

Durant la première phase migratoire, les informaticiens indiens qui se déplaçaient vers les Etats-Unis dans les années 1970 et 1980 préféraient ne pas renforcer leur ethnicité et ne cherchaient pas à collaborer avec d'autres Indiens. Cette étape est marquée par les efforts des expatriés de faire face à l'image d'isolement que l'Inde renvoyait au monde et parfois au manque de confiance en leurs compétences techniques et managériales. Pour lutter contre ces peurs, nombre d'entre eux ont décidé de ne pas s'identifier au groupe national (Pandey *et al.*, 2006).

A cause de l'absence de la collaboration, les migrants indiens n'étaient pas au courant des bons résultats enregistrés par leurs compatriotes dans les entreprises américaines et ne constituaient aucun pouvoir économique pour leur pays. Des tentatives peu nombreuses d'investissements ont été faites par les Indiens dans le pays de départ durant cette période qui ont été encore plus inhibées à cause des obstacles bureaucratiques du gouvernement indien. Cette phase est globalement caractérisée par une phrase trouvée chez Saxenian (1999) en citant un expatrié indien : « *nous avons tous les mêmes difficultés mais nous ne travaillons pas ensemble. Comme individus séparés nous sommes brillants, mais collectivement nous ne valons rien* »³⁶. L'affirmation dénote l'absence de l'esprit communautaire chez les expatriés indiens qui a été développé plus tard dans le contexte des difficultés traduites par les barrières liées à la mobilité professionnelle dans les pays de destination, ou le sentiment du plafond de verre³⁷ (*glass ceiling*) ressenti par les expatriés indiens, notamment aux Etats-Unis qui ont incité la détermination de regroupement pour surmonter les obstacles d'installation dans la société d'accueil. Les informaticiens indiens travaillant dans la programmation démontraient leurs compétences techniques sans avoir la possibilité de valoriser les capacités entrepreneuriales, parce que les entreprises les employaient comme des producteurs de logiciels mais pas comme gérants. Le fait d'occuper uniquement des emplois techniques a favorisé l'idée préconçue que les Indiens ont des bonnes compétences techniques mais ne possèdent pas de capacités managériales pour diriger un groupe ou une équipe. La donne change à la fin des années 1980 quand plusieurs Indiens deviennent des cadres supérieurs et des managers dans des entreprises publiques et privées américaines, ce qui prouve qu'à part des compétences techniques les expatriés indiens ont aussi des compétences managériales.

2.2.3.4 L'émergence d'une élite de la diaspora

Les cas de réussite professionnelle deviennent de plus en plus fréquents et les membres de la diaspora ne se contentent pas de revendiquer seulement la reconnaissance de leurs compétences techniques mais aussi de leurs capacités managériales. A part l'accumulation du capital humain au pays d'arrivée, les migrants indiens gagnent des salaires élevés ce qui leur permet aussi d'accumuler un capital financier, partiellement dirigé vers l'Inde. Le recensement américain de 2000 montre que le revenu moyen d'un ménage d'immigrés indiens est de 60 093 dollars ce qui dépasse largement la moyenne nationale de 38 885 dollars. Cet

³⁶ Notre traduction : “*we all had the same problems, but that we don't work together. That as individuals we are brilliant, but collectively we amounted to nothing*”, Saxenian (1999: 45).

³⁷ Impossibilité pour certaines catégories de personnes, dans ce cas les migrants, d'accéder aux niveaux supérieurs dans une structure hiérarchique.

écart s'explique par la forte présence des migrants qualifiés dans la diaspora indienne en se chiffrant à plus de 90% de médecins, d'ingénieurs, de professeurs, d'informaticiens expérimentés, donc de personnes qualifiées ayant des diplômes de haut niveau et ainsi des revenus plus élevés. Selon le même recensement le nombre de la diaspora indienne aux Etats-Unis se chiffre à 1 678 765 personnes³⁸, ce qui ne représente qu'entre 0,4% et 0,6% de la population totale américaine, mais elle reste une des plus riches et instruites minorités ethniques.

Dans la diaspora indienne actuelle émerge une nouvelle catégorie d'expatriés, formée de cadres dirigeants qui ont réussi professionnellement dans les pays de destination en enregistrant des gains financiers importants qui leur permettent d'acheter des compagnies américaines ou européennes. En 2004, le nombre de millionnaires indiens aux Etats-Unis était de 200 000 (Pandey *et al.*, 2006) et nombreux d'entre eux très intéressés par les activités de la diaspora et motivés à apporter leur aide aux personnes d'origine indienne et opérer des activités en faveur de l'Inde.

Graduellement, avec la prise de conscience de la qualité de leur travail et de leur potentiel, les migrants indiens aux Etats-Unis ont constitué des réseaux diasporiques qui ont consolidé le groupe ethnique, ce qui a fait apporter le capital humain nécessaire pour que des entreprises indiennes dans le secteur informatique voient le jour.

Le sentiment d'appartenance au groupe diasporique s'est manifesté d'une manière particulière chez les Indiens installés aux Etats-Unis, notamment dans la Silicon Valley où les diasporas indienne et chinoise ont déterminé l'essor du secteur des TIC de la région, mais aussi celui des pays d'origine. Comme le note Saxenian (1999), pendant la période 1995-1998, les Indiens ont créé 9% des *start-ups* de la Silicon Valley, dont 70% étaient dans l'industrie des logiciels. Dans cette étude, Saxenian analyse 11 443 *start-ups* qui ont été fondées pendant la période 1980-1998 dans la Silicon Valley et constate qu'un quart des cadres supérieurs était d'origine chinoise et indienne.

³⁸ US Census 2000 Demographic Profile Highlights, Selected Population Group: Asian Indian alone, disponible sur <http://factfinder.census.gov>.

TABLEAU 2.10 : LES START-UPS DE HAUTES TECHNOLOGIES DE LA SILICON VALLEY DIRIGÉES PAR DES INDIENS ET CHINOIS

	1980-1984		1985-1989		1990-1994		1995-1998	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Indiens	47	3	90	4	252	7	385	9
Chinois	121	9	347	15	725	19	809	20
Indiens et chinois ensemble	168	12	437	19	977	26	1,194	29
Autres	1,181	88	1,827	81	2,787	74	2,869	71
Total	11,349	100	2,294	100	3,763	100	4,063	100

Source : d'après Saxenian (1999 : 24)

Il faut noter que par rapport à leurs collègues chinois qui sont plutôt concentrés dans la construction et commercialisation du matériel informatique (*hardware*), les expatriés indiens travaillent dans le secteur du logiciel (*software*) ce qui s'explique par la maîtrise parfaite de l'anglais et la possession des diplômes de haut niveau par les spécialistes indiens, ce qui n'est pas le cas de leurs collègues chinois, au moins de première génération.

Nous avons souligné qu'une diaspora apparaît soit parce que ses membres ont la volonté de se réunir pour se rapprocher du pays d'origine sur une base réelle ou supposée, ou bien par nécessité de former un groupe ethnique solide dans le but de surmonter plus facilement les difficultés, ce qui est le cas de la diaspora indienne. Pour les expatriés indiens de la Silicon Valley, le rassemblement dans un groupe diasporique peut être interprété comme une stratégie ethnique d'installation et d'obtention de la reconnaissance dans le pays d'accueil. Le succès des Indiens dans la Silicon Valley s'explique par leurs avantages linguistiques et techniques, mais aussi par leurs capacités managériales qui ont été confirmées par l'apparition de nombreuses entreprises indiennes dans la Silicon Valley, et l'obtention des postes stratégiques dans les entreprises américaines.

2.2.4 Une consolidation tardive mais efficace en réseaux diasporiques

Malgré leurs atouts par rapport à la diaspora chinoise, les Indiens ne se sont pas mobilisés collectivement qu'une décennie après leurs collègues chinois. Saxenian (1999), explique la consolidation tardive des Indiens dans des réseaux à cause de l'absence d'une masse critique de migrants indiens dans la région. Nous ajouterions aussi à cette explication l'absence d'esprit collectif chez les migrants indiens par rapport à la propension naturelle des expatriés chinois à s'identifier au groupe national créé en dehors de la Chine. Comme déjà mentionné,

ce sentiment d'appartenance à l'entité diasporique a été construit et développé par les Indiens au cours de leur expérience migratoire en devenant visible à la fin des années 80 à travers l'émergence des réseaux diasporiques. La consolidation dans des associations professionnelles a été possible tant par la prise de conscience du pouvoir du groupe que facilitée par le fait que la plupart des expatriés indiens étaient les diplômés des universités les plus prestigieuses de l'Inde (*Indian Institutes of Technology (IITs)* ou *Indian Institutes of Science (IISs)*) et ils se connaissaient entre eux, ce qui a rendu la mobilisation plus facile.

Une des premières associations professionnelles est la *Silicon Valley Indian Professionals Association (SIPA)* créée en 1987, avec l'objectif initial d'échange d'information et de soutien professionnel pour les spécialistes indiens installés aux Etats-Unis pour devenir plus tard une interface importante d'affaires entre l'Inde et les Etats-Unis. Ces réseaux, qui étaient une plateforme de rencontre entre les professionnels indiens aux Etats-Unis, ont favorisé la collaboration entre les migrants et leurs collègues restés au pays et par conséquent, le transfert de connaissances, de compétences, de nouvelles technologies vers l'Inde.

Avec le temps, la mission des réseaux diasporiques indiens évolue en devenant similaire au rôle des réseaux transnationaux spécifiques aux diasporas bien structurées. La communauté diasporique indienne est un exemple de diaspora qui illustre un passage rapide d'une diaspora dispersée et non-consolidée vers une diaspora à maturité, bien organisée dans des réseaux diasporiques qui ont dépassé les limites initiales d'encadrement professionnel et de diffusion d'information sur les opportunités d'emploi, comme dans le cas de SIPA vers des réseaux plus complexes comme *The Indus Entrepreneur (TiE)* créé en 1992. Le TiE se base sur le principe de *mentoring* qui se définit par l'accompagnement des nouveaux migrants qui arrivent de l'Inde, mais aussi l'accompagnement des entrepreneurs étrangers qui veulent créer une entreprise en Inde ou trouver des partenaires indiens. Au début de sa création, le TiE joue le rôle de plateforme d'affaires entre les Etats-Unis et la l'Inde pour élargir son activité dans d'autres pays de destination des migrants indiens, comme la Suisse et le Royaume-Uni. L'apparition de ce type de réseaux témoigne de la cristallisation du sentiment collectif et d'appartenance au même groupe d'origine ainsi que la volonté d'assurer sa perpétuité en intégrant les nouveaux arrivants et en leur transmettant les valeurs créées par l'entité ethnique.

Grâce à la prise de conscience et à la détermination des Indiens d'outre-mer, la communauté diasporique indienne est devenue soudée et avec un fort attachement au pays d'origine, démontré par la motivation des expatriés indiens d'influencer les décisions de délocalisation

informatique des entreprises américaines vers l'Inde, ou apporter leurs connaissances par la création de *start-ups* dans le pays d'origine. Le succès de cette diaspora aux Etats-Unis a rendu possible le positionnement de l'Inde comme acteur important sur le marché global des services informatiques.

2.2.5 L'impact de la diaspora sur le secteur informatique indien : le succès de Bangalore

L'industrie indienne du logiciel a connu une croissance fulgurante de 40% par an dans les années 1990. En 2002, les recettes ont atteint le montant de 10,2 milliards de dollars, dont 7,7 milliards de dollars générés par les exportations. Pendant la même période, les offres d'emploi explosent de 56 000 à 360 000 en absorbant la majorité des 75 000 diplômés en informatique que les universités indiennes forment chaque année. Le nombre des entreprises productrices de logiciels ont quadruplé de 700 à plus de 2 800 et les plus grandes d'entre elles comme Wipro et Infosys réalisent des projets de plus en plus complexes et de grande valeur financière (Kuznetsov et Sabel, 2006).

Selon l'Association Nationale des Entreprises de Logiciels et de Services Informatiques (NASSCOM), en 2009 le secteur informatique indien a enregistré des recettes de 72 milliards dollars américains, soit une hausse de 38% par rapport à l'année précédente, en dépit du contexte de crise mondiale, la croissance est toujours due aux exportations qui se chiffrent à 47 milliards de dollars. La part du secteur dans le PIB atteint 6%. Actuellement, l'industrie informatique indienne compte au total plus de deux millions d'emplois directs et environ huit millions d'emplois indirects.

Le succès de la diaspora indienne aux Etats-Unis a mené vers la création des clusters informatiques en Inde, le plus célèbre étant celui de Bangalore surnommé la « Silicon Valley indienne». Avec plus de 1600 entreprises dans le secteur des technologies de l'information et de la communication (TIC) qui emploie plus de 260 000 personnes, à partir des années 90 Bangalore joue un rôle crucial dans le secteur informatique indien en réalisant à lui seul 35% des exportations de logiciels produits en Inde (Grou *et al.*, 2007). Le cas de Bangalore illustre comment une diaspora facilite l'intégration du pays d'origine dans l'économie mondiale à travers l'utilisation des ressources, tant du pays source que du pays d'accueil. Grâce à leurs connaissances sur le climat d'affaires du pays de départ, les expatriés indiens d'une part ont permis aux compagnies américaines dans lesquelles ils travaillent, ou aux *start-ups* créées par

la diaspora, de réduire les coûts opérationnels sans toucher à la qualité, de tirer profit du capital humain de la région et des prix bas de la main-d'œuvre qualifiée et d'autre part ont favorisé la valorisation des ressources de l'Inde.

Les membres de la diaspora indienne ont choisi Bangalore comme destination préférée d'externalisation pour son statut de capitale intellectuelle du pays que la ville a acquis après l'indépendance de l'Inde en 1947. Le contexte favorable pour les activités informatiques est déterminé par la présence de plusieurs établissements d'enseignement, parmi lesquels l'*Indian Institute of Sciences*, l'une des universités indiennes les plus prestigieuses qui forme des ingénieurs avec des compétences spécifiques, ainsi que par l'existence de plusieurs centres de recherche qui ont motivé un grand nombre d'entreprises américaines d'y ouvrir des centres de recherche. Des entreprises connues mondialement comme : IBM, Intel, Microsoft, Cisco, Oracle ou SAP se sont implantées à Bangalore pour capter les ressources de cette région.

Kuznetsov et Sabel (2006) qualifient le cas de l'industrie indienne du logiciel comme un « heureux hasard », mais aussi comme une situation qui était susceptible de survenir dans le contexte des conditions structurelles du pays qui étaient favorables pour déterminer l'essor de cette industrie. Le gouvernement indien a mis l'accent sur les études universitaires, notamment l'éducation scientifique, en créant un surplus de scientifiques, ingénieurs, techniciens, ce qui coïncide avec le problème de passage à l'an 2000 où les entreprises de l'Ouest manifestent un intérêt accru pour ce type de professionnels. Les politiques menées par l'Etat indien visant l'enseignement supérieur ont influencé la création d'un contexte propice au développement de cette industrie, mais aussi a mené à une conséquence non-intentionnelle, l'apparition de la diaspora indienne aux Etats-Unis, parce qu'un grand nombre d'Indiens choisissaient de continuer leurs études aux Etats-Unis et d'y rester d'une manière permanente. Etant donné que nombreux programmeurs indiens qui ont émigré aux Etats-Unis dans les années 1970 et 1980 ont réussi à monter dans l'échelle hiérarchique en occupant des postes stratégiques dans les entreprises américaines du secteur informatique, les opérations d'externalisation vers l'Inde ont augmenté grâce à l'image de qualité du travail des Indiens transmise par les migrants et à l'influence des expatriés dans les processus de décision. En plus de jouer un rôle positif dans le choix de l'Inde comme destination d'externalisation, les migrants indiens ont transmis à leurs collègues non-migrants de nouvelles connaissances et compétences nécessaires pour répondre aux exigences des clients américains et respecter les délais de livraison.

2.2.6 Le rôle de l'Etat indien

La contribution considérable de la diaspora au développement de l'Inde est sans doute attribuée à la communauté des expatriés indiens qui s'est consolidée graduellement loin du pays d'origine et qui a renforcé progressivement le degré d'attachement à leur pays. Il est important de noter que, comme dans le cas de la Chine, les politiques d'ouverture économique ont été aussi déterminantes pour qu'un tel impact positif se produise. Par rapport à la Chine qui a initié ses réformes structurelles en 1978, l'Inde a démarré son processus de libéralisation bien plus tard, au début des années 1990, ce qui nous permet d'affirmer que le potentiel de la diaspora indienne peut se manifester dans d'autres domaines que celui informatique. Depuis cette date, le gouvernement indien fait de ses expatriés une des priorités en les considérant comme une « banque de cerveaux » susceptible d'être utilisée au profit du développement national, mais pas comme une perte. Carsignol-Singh (2009 : 5) note qu'à partir 1984, le Premier Ministre Rajiv Gandhi est le premier à réaliser que la diaspora indienne peut être une ressource à utiliser pour le pays en déclarant que : « *nous faisons un blocage sur l'exode des cerveaux. Nous ne devrions pas nous en inquiéter (...). Nous ne devons pas considérer ce phénomène comme une perte. Nous ne devons pas l'envisager comme un exode des cerveaux, mais comme une banque de cerveaux qui accumule des intérêts et qui attend uniquement que nous le retirions et que nous l'investissions à nouveau en Inde* » (Gandhi, 1987 cité par Carsignol-Singh, 2009 : 5).

Cette vision a été le catalyseur de la formulation des politiques favorables qui ont motivé davantage la diaspora à se rapprocher de son pays source et par conséquent, ont permis à l'Inde de tirer profit des ressources de ses expatriés.

Pour l'essor du secteur informatique indien et le miracle de Bangalore, une place à part est accordée au Plan *Software Technology Parks of India* visant la production des logiciels destinés à l'exportation. Dans le cadre de ce programme, le gouvernement assurait les locaux, l'équipement informatique, l'accès satellitaire rapide et une alimentation électrique continue. De plus, les entreprises qui exportent entièrement leurs produits bénéficient d'exonération fiscale pour une période de cinq ans et les entreprises détenues à 100% par le capital étranger sont autorisées.

Le gouvernement indien comme celui chinois a compris le rôle que ses expatriés peuvent jouer dans le développement du pays d'origine, par conséquent, la collaboration avec la diaspora est devenue une des priorités de l'Etat indien. Le gouvernement indien améliore le

cadre législatif ancien qui n'accepte pas la double nationalité ni le double emploi, supprime les obstacles bureaucratiques, ce qui incite les membres de la diaspora à renouer le contact avec le pays d'origine et à investir, ainsi les *NRI* bénéficient du statut *d'Overseas Citizen of India* (OCI) qui permet la double nationalité. Afin de mieux organiser la relation avec les expatriés indiens, un comité national est créé (*High Level Committee on Indian Diaspora*). Le gouvernement encourage aussi la création de nombreuses structures diasporiques dans les pays de destination de la diaspora qui contribuent à la promotion de l'image de l'Inde dans le monde. Un exemple parlant est celui de la *Global Organization of People of Indian Origin* (GOPIO) basée à New York, qui est considérée comme organisation diasporique indienne reliant toutes les communautés ethniques indiennes créées à l'étranger et agissant comme ambassadrice informelle de l'Inde.

2.2.7 La diaspora indienne, modèle pour les diasporas en construction

Les expatriés indiens ont suivi l'exemple de la diaspora chinoise qui a joué un rôle crucial dans l'obtention d'une place privilégiée de la Chine dans l'industrie mondiale. Le cas de la diaspora indienne illustre comment a eu lieu le rapprochement entre le pays d'origine et les pays d'accueil à travers les réseaux diasporiques. Il montre aussi que même si la prédisposition pour la création d'une communauté ethnique, comme dans le cas de la diaspora chinoise, n'existe pas, alors les prémisses d'une diaspora sont générées par les expatriés en fonction du contexte du pays d'accueil. La diaspora est aussi un instrument de facilitation du processus d'intégration dans le pays d'arrivée. On a vu qu'au début de leur histoire migratoire, les expatriés indiens restaient discrets aux Etats-Unis et seulement plus tard la consolidation de la communauté diasporique est possible à travers les réseaux complexes qui renforcent de plus en plus leur place dans la Silicon Valley et leur rôle d'acteur de développement de l'Inde.

Le groupe diasporique indien est une source de développement économique, politique et social du pays d'origine mais aussi une véritable ambassadrice de l'image de l'Inde qui était perçue comme un pays fermé au monde extérieur. Grâce à sa diaspora de plusieurs millions de personnes avec un nombre important d'individus qualifiés qui s'affirment dans divers domaines, allant des médecins en Grande Bretagne aux informaticiens dans la Silicon Valley, l'image de l'Inde a changé, étant vue actuellement comme un pays avec une société moderne, ouverte vers le monde, cherchant à mieux s'intégrer dans l'économie mondiale.

L'essor du secteur *high-tech* en Inde grâce à la délocalisation peut constituer un exemple à suivre pour d'autres pays en développement. Comme le note Devane (2006), initialement beaucoup de clusters technologiques créés dans les pays en développement sont plutôt des centres d'externalisation que des centres d'innovation. Il suffit d'avoir une main-d'œuvre instruite et un contexte législatif favorable pour que les grandes entreprises décident d'externaliser certaines fonctions de leurs activités vers ces pays. Comme à cette étape il s'agit d'externalisation des fonctions secondaires, la capacité d'innovation du pays en question n'est pas nécessaire, ainsi les pays en développement peuvent bénéficier du progrès technologique des pays avancés sans apporter leur valeur ajoutée en termes d'innovation. Dans une étude sur 50 pays en développement, Zheng et Zou (1995) montrent que le taux de croissance économique d'un pays augmente à mesure que les importations de technologies étrangères augmentent. Pour ces pays, la stratégie optimale de développement est plutôt l'imitation et l'adaptation régionale que l'innovation. Les entreprises créées comme résultat du processus d'externalisation au début ne sont que des centres d'exécution qui, au fil du temps, à travers des produits de qualité et des compétences spécifiques des spécialistes, peuvent devenir aussi des centres d'innovation comme le cas de l'Inde l'a montré.

Les pays en développement peuvent suivre le modèle des diasporas à maturité qui ont été le vecteur du développement de leurs pays de départ. Plusieurs pays d'origine des migrants qualifiés disposent d'une main-d'œuvre bien formée et d'expatriés qui ont réussi leur intégration professionnelle et sociale à l'étranger. La combinaison de ces deux éléments et la formulation des politiques favorables ont déterminé l'impact positif des diasporas à maturité sur les pays de départ, par conséquent, d'autres pays de départ peuvent adopter les mêmes principes afin de bénéficier de leurs expatriés installés à l'étranger. L'approche de *mentoring* présentée dans le cas de la diaspora indienne peut être empruntée par les diasporas émergentes, ce qui assure la continuité et l'élargissement de la communauté diasporique mais aussi offre l'accès à des ressources nécessaires pour organiser les activités déployées par les membres de la diaspora. On fait l'hypothèse que ce n'est pas vraiment la taille de la diaspora qui détermine son succès mais plutôt le type de structures qui se créent à l'intérieur et leur domaine d'activité. Même les diasporas peu nombreuses peuvent contribuer au développement du pays d'origine à travers des structures diasporiques bien organisées. La diaspora russe qui est assez récente confirme que l'existence des réseaux diasporiques structurés dans un certain domaine peut contribuer au développement d'un secteur entier du pays d'origine, en l'occurrence celui du logiciel.

2.3 La diaspora russe comme archétype des diasporas en construction

2.3.1 La diaspora russe dans les périodes soviétique et postsoviétique

L'histoire de la diaspora russe connaît deux phases importantes dans son évolution : la première pendant la période soviétique (1917-1990) et la deuxième post-soviétique (à partir de 1990 jusqu'à présent).

2.3.1.1 La diaspora russe « ancienne »

Depuis le XIXe siècle, l'émigration russe a connu durant la période soviétique plusieurs flux migratoires qui ont été à la base de l'apparition de la diaspora russe « ancienne », estimée à 2 millions de personnes au début des années 1990 (Ryazantsev et Tkachenko, 2007). La période soviétique est définie par les spécialistes de l'émigration des l'URSS par trois vagues principales, connues comme : « première », « deuxième » et « troisième » émigration (Vichnevski et Zayontchkovskaia, 1992 : 41).

Les deux premières vagues de cette période se caractérisent principalement par une émigration forcée de plusieurs millions de personnes dans les conditions des deux guerres mondiales pour échapper à la famine de 1933, aux répressions de 1937, ou à la politique dure de Staline, etc. La guerre civile de 1917 génère un des flux importants de migrants qui s'opposent à la révolution russe et à la Russie soviétique. La vague de départs de la population n'ayant pas accepté le nouvel régime est connue sous le nom d'« émigration blanche ». Durant cette période, plus de 1,5 millions de « russes blancs » ont quitté leur pays pour s'installer en Europe, dont 400 000 en France. Certains migrants russes arrivés en France exercent des professions libérales mais la plus grande part d'émigrés déploie une activité salariale en occupant des emplois de chauffeurs de taxis, serveurs, employés de bureau, etc. Au début des années 1920, les « russes blancs » sont rejoints par des flux d'émigration des intellectuels, hommes de lettres, scientifiques qui sont expulsés par le pouvoir soviétique ou choisissent de partir volontairement ; les militaires représentent aussi une partie importante de cette vague. En 1922 environ 160 intellectuels ont été chassés par les *bolcheviks* (Gorboff, 1995 : 31). Ces migrants mènent une vie sociale active dans les pays de destination en créant des écoles, des églises, des associations de migrants russes, en organisant des événements culturels. La deuxième vague d'émigration est provoquée par la Seconde Guerre Mondiale générant des flux de personnes déplacées à l'étranger pour soutenir l'économie de guerre. Cette période connaît un autre flux des personnes qui fuient le pays pour échapper à la prison ou autres formes de répressions prévues par la politique de Staline. Ces deux premières

vagues de migrations russes sont principalement causées par le contexte politique mais aussi déterminées par les changements économiques générés par la Première Guerre mondiale et la Deuxième Guerre mondiale.

La troisième vague (1948-1990) est une spontanée, qui est caractérisée généralement par l'émigration « ethnique ». Il s'agit des flux migratoires de retour des Juifs vers Israël, des Grecs vers la Grèce et des Allemands vers l'Allemagne. Cette étape migratoire se déroule sous le signe des interdits stricts des autorités soviétiques où l'émigration ne connaît pas une importante ampleur, le nombre de départs dépasse légèrement le chiffre d'un million de personnes. Dans les années 1970, une forte émigration politique voit le jour. Ces émigrés, nommés aussi « dissidents », se dirigent vers plusieurs pays du monde. Environ 500 000 personnes, principalement des Juifs, ont quitté l'URSS ou ont été expulsés depuis la fin de la guerre (Gorboff, 1995 : 31). Un tournant a lieu en 1988 quand l'émigration libre des Juifs, des Allemands et des Grecs est autorisée ainsi que les visites sur invitation personnelle. Dans ce contexte, l'émigration accroît de 2,5 fois en 1988 par rapport à 1987 en atteignant 108 000 personnes contre 39 000 et double en 1989 (235 000) pour encore doubler en 1990 (452 000). Les flux migratoires étaient dirigés vers Israël (45%), vers l'Allemagne (42%), vers les Etats-Unis (6%) et la Grèce (presque 5%) (Vichnevski et Zayontchkovskaia, 1992 : 44). Cette année marque le commencement de la libéralisation des déplacements qui continuera dans la période post-soviétique après l'effondrement du régime.

2.3.1.2 L'apparition d'une « nouvelle diaspora russe »

La deuxième phase de l'histoire de la diaspora russe débute avec l'ouverture des frontières en 1990 due à la dissolution de l'Union Soviétique. Cet événement a déclenché la quatrième vague migratoire qui se différencie complètement des trois premières et se démarque par une émigration quantitativement supérieure à l'ensemble des vagues précédentes. A. de Tinguy (2004) note que 4,7 millions de personnes ont quitté définitivement la Russie entre 1990 et 2003 pour s'installer en Europe, en Amérique ou en Israël. En ce qui concerne la répartition géographique de la diaspora russe pour cette période, A. de Tinguy (1998) remarque que trois pays sont les principales destinations pour les émigrés de l'ex URSS : les Etats-Unis, l'Israël et l'Allemagne qui attirent 95% d'expatriés russes. Le reste de 5% est partagé entre la Grèce, la Finlande, la Pologne, l'Australie et le Canada. A ses débuts, cette phase concerne toujours l'émigration ethnique où 65% et 70% du total des personnes quittant la Russie était de descendance allemande ou juive (A. de Tinguy, 1998). Suite à la diminution des flux migratoires de nature ethnique, la part des personnes ethniquement russes commence à être

importante entre 25% et 35% du total en fonction des années. Le profil de ces migrants est différent de celui des « réfugiés de la famine » vers l'Europe occidentale durant les étapes initiales de l'émigration russe.

Pour cette quatrième vague migratoire, l'émigration ne se réalise plus d'une manière forcée et ne revêt pas la forme d'une migration définitive comme dans le cas de l'émigration ethnique, mais est le résultat d'un choix personnel pour des raisons plutôt économiques afin de trouver de meilleures conditions professionnelles et de vie et peut avoir un caractère temporaire ou circulaire entre le pays de destination et la Russie. Ces flux migratoires se caractérisent par des migrants qualifiés, des scientifiques et des intellectuels qui cherchent à réaliser leur potentiel dans les pays d'accueil, soit en continuant des études de haut niveau, soit en travaillant dans de grandes entreprises qui offrent de meilleures opportunités de carrière. Cette nouvelle émigration est entrée dans les normes, l'acte de la migration n'est plus vu comme une action antipatriotique et n'est plus interdit par les autorités et jugé par l'entourage.

A part l'apparition de cette nouvelle vague d'émigration vers « l'étranger lointain », la période post-soviétique mène à l'apparition de « l'étranger proche » défini comme l'espace des ex-républiques socialistes. Lors de cette étape émerge « la nouvelle diaspora russe » qui compte 25 millions de personnes au moment du recensement de 1989 (A. de Tinguy, 2002). Ces quelques millions de Russes ethniques se voient soudainement habiter hors de la Russie dans l'un des 14 nouveaux Etats souverains où ils sont partout en minorité en allant de 2% à 30% de la population totale vers l'an 2000 (Eckert, 2004) et complétant les rangs de la diaspora.

La diaspora russe englobe tant la diaspora ancienne que la nouvelle diaspora. Elle n'est pas homogène du point de vue ethnique en comptant des : Russes, Juifs, Tatars, Tchétchènes, Russes allemands et d'autres groupes ethniques qui se déclarent eux-mêmes comme des « Russes ». A. de Tinguy (2004 : 15) énonce que « le terme « russe » recouvre lui aussi une réalité hétérogène, plus complexe et plus riche que la citoyenneté d'une part et l'ethnicité d'autre part ». Les textes officiels russes sur la diaspora la définissent comme « tous les émigrés de l'URSS et de la Russie et leurs descendants directs (...) qui ne sont pas citoyens de la Fédération et qui reconnaissent un lien spirituel ou culturo-ethnique avec la Fédération ou l'un des ses sujets » (Laruelle, 2006 :31). Ces résidents de « l'espace russe et russophone », comme le dénomme Anne de Tinguy en raison de l'héritage soviétique centré sur la création de « l'homme soviétique », influencée fortement par la culture et la langue russe, s'identifient eux-mêmes comme russes et développent un sentiment de nostalgie envers la « patrie » en se

réunissant dans des groupements diasporiques russes à l'étranger pour partager les mêmes valeurs. Le rassemblement des personnes provenant de différents pays ex-socialistes dans des associations diasporiques russes est une pratique assez courante. L'Etat russe les désigne comme « les compatriotes (*sootetchestvenniki*) de l'étranger ». Le terme « compatriote » ne confère pas un statut juridique spécial aux membres de la diaspora, c'est simplement une notion attribuée à ceux qui s'identifient par choix personnel aux valeurs de la Russie. Pour gérer les retours des « compatriotes » contraints de partir à cause des répressions soviétiques, l'Etat russe met en place en 1992 un Service fédéral des migrations (SFM). La question des émigrés russes commence à intéresser de plus en plus les autorités qui décident la création en 1995 d'une première institution étatique chargée de la relation avec la diaspora, le Conseil des compatriotes, qui depuis 2001, en collaboration avec les associations diasporiques créées dans divers pays de destination, organise le Congrès mondial des compatriotes.

Les initiatives de la Russie s'axent plutôt sur des mesures d'incitation de retour des Russes ethniques se confirmant par le lancement d'un autre « programme d'aide à l'installation volontaire en Fédération de Russie de compatriotes résidant à l'étranger – 2006-2012 » qui vise toutes les personnes « *éduquées dans les traditions de la culture russe, qui maîtrisent la langue russe et qui sont désireuses de ne pas rompre les liens avec la Russie* » (A. de Tinguy, 2009 : 2). Même le sujet de retour est assez controversé parce que la loi sur la citoyenneté ne prévoit pas un statut particulier pour les compatriotes, mais uniquement une procédure d'acquisition simplifiée, en vertu des amendements de 2003 apportés à la loi de 2002 qui permettent de commencer la procédure sans devoir justifier le séjour légal en Russie depuis plusieurs années. On constate que les expatriés russes ne bénéficient pas d'autres facilités en termes d'avantages fiscaux, tarifaires, encouragement à l'investissement, etc. Malgré l'intérêt porté à la diaspora, l'Etat russe, par rapport à la Chine ou encore à l'Inde, n'a pas accordé pour l'instant des droits spécifiques aux expatriés, ce qui explique partiellement le rôle modéré de la diaspora dans le développement de la Russie.

2.3.2 La diaspora russe et le secteur russe des technologies de l'information et de la communication

Dans le cas de la diaspora russe, nous ne pouvons pas évoquer sa maturité historique et un mode structuré d'organisation comme dans le cas des diasporas chinoise ou indienne. C'est une diaspora récente qui poursuit son processus de formation et de formalisation qui est devenu encore plus compliqué et ambigu en termes de délimitation ethnique à cause de

l'effondrement de l'Union Soviétique qui a fait augmenter sensiblement le nombre des membres de la diaspora russe au sens large. Malgré son caractère émergent du point de vue de structuration en réseaux diasporiques, la communauté des expatriés russes vivant à l'étranger joue déjà un rôle important dans l'intégration de la Russie dans l'économie mondiale, notamment à travers le secteur informatique où elle détient une place incontestable.

2.3.2.1 Une diaspora à fort potentiel scientifique

L'impact de la diaspora sur le secteur informatique russe a été très peu étudié. Un des travaux pionniers dans ce domaine est l'analyse empirique et théorique de Bardhan et Kroll (2006) et la thèse de doctorat sur le cluster du logiciel de Saint-Pétersbourg de Samaganova (2008), où l'auteur réalise une étude empirique sur les entreprises saint-pétersbourgeoises dans le secteur des TI³⁹ et elle montre le rôle que la diaspora a joué dans le développement de ce secteur en utilisant le concept des ressources territoriales. Samaganova (2008) analyse la diaspora à travers un cadre conceptuel des ressources héritées et non-intentionnelles (le système d'éducation russe, la forte tradition académique, la tradition de militarisation) et des ressources construites comme par exemple la création des centres de recherches, des associations professionnelles qui permettent une utilisation efficace des ressources non-intentionnelles susmentionnées.

La diaspora est décrite comme une conséquence non-intentionnelle des actions intentionnelles (le départ à l'étranger pour faire des études ou pour de meilleures opportunités professionnelles). Le choix de migrer pour obtenir un diplôme étranger et/ou une expérience professionnelle plus enrichissante est une action intentionnelle des individus, tandis que la création des fortes diasporas comme le cas des informaticiens indiens ou chinois dans la Silicon Valley, qui ont permis le rapprochement entre le pays d'accueil et le pays d'origine, est une conséquence non-intentionnelle. La force motrice des groupes nationaux sont les réseaux diasporiques que Samaganova (2008) identifie en tant que ressources relationnelles qui permettent la captation des ressources à travers la diaspora, tant par le pays de départ que par le pays d'arrivée.

Le groupe diasporique est vu comme une interface via laquelle se réalise cette captation en double sens, d'une part le cluster du logiciel de Saint-Pétersbourg capte les ressources de la Silicon Valley à travers les membres de la diaspora et la Silicon Valley peut également bénéficier des ressources du cluster saint-pétersbourgeois par le biais des migrants russes. Les

³⁹ Technologies de l'information

communautés diasporiques ne sont pas toujours une plateforme de captation réciproque permettant au pays d'origine de bénéficier des ressources des pays de départ et vice-versa. Dans certains cas, le territoire d'accueil peut utiliser les ressources du groupe diasporique sans permettre au pays d'origine de tirer avantage des ressources du pays d'installation ; comme confirmation sert l'exemple des spécialistes russes du secteur des TI qui ont migré en Israël et ont développé ce secteur dans le pays d'arrivée sans vraiment contribuer à son développement en Russie. Les formes de captation possibles à travers la diaspora seront traitées dans le quatrième chapitre.

Grâce aux ressources de ses expatriés, la Russie devient de plus en plus connue comme un concurrent redoutable de l'Inde dans le domaine de production des logiciels. Même si l'impact de la diaspora russe sur le développement du pays d'origine est moins important que celui de la diaspora chinoise ou indienne, elle joue également un rôle significatif dans le positionnement de la Russie dans l'économie mondiale. Un apport considérable est attribué à la diaspora scientifique russe installée aux Etats-Unis, estimée à 400 000 personnes selon le recensement américain de 2000, qui est un intermédiaire entre la Russie et les Etats-Unis dans divers domaines de la science et des technologies. A travers les réseaux diasporiques créés entre la Russie et la diaspora, les flux d'information, de connaissances et de personnes circulent entre les deux pays, ce qui permet d'une part à la Russie d'exploiter de nouvelles compétences acquises par les expatriés dans le pays de destination et d'autre part aux Etats-Unis de bénéficier des compétences spécifiques d'immigrés russes.

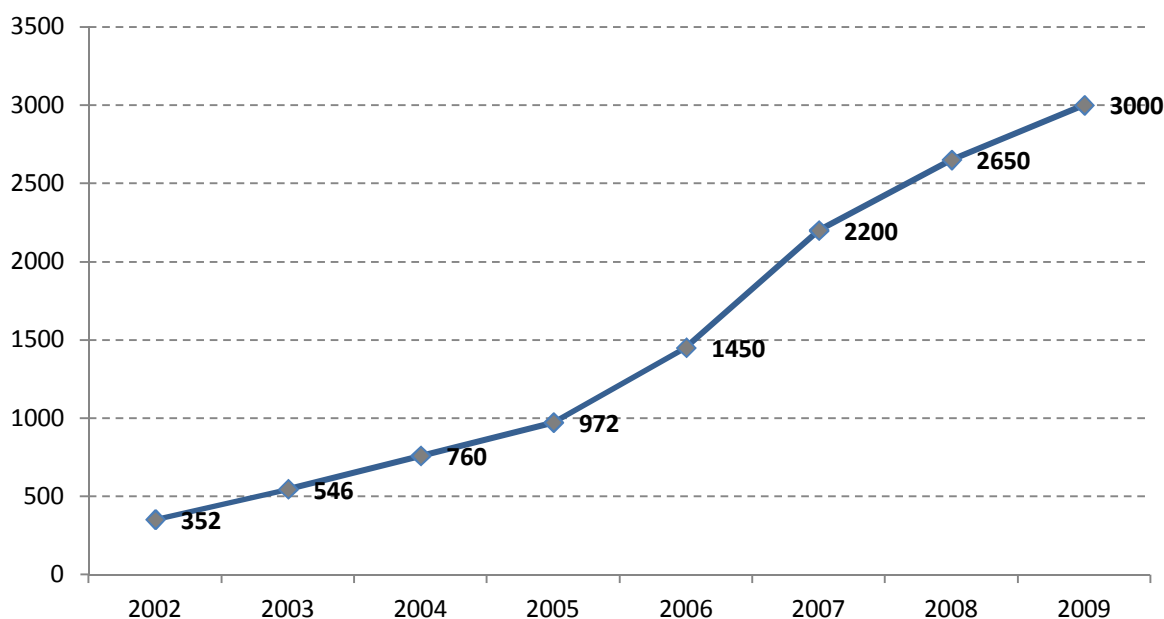
Par rapport aux diasporas à maturité comme celles chinoise et indienne qui représentent un pouvoir économique pour leurs pays, la diaspora russe est plutôt caractérisée par son potentiel scientifique qui a permis à la Russie de prouver de plus en plus sa place dans le secteur des TIC. Selon les données de Gartner (2008)⁴⁰ pour le volume d'exportation des services informatiques des pays BRIC en 2007, la Russie se trouve juste après l'Inde (22,2 milliards de dollars américains et 14,8 milliards dans les projets) avec un chiffre de 1,3 milliard de dollars américains, devançant ainsi la Chine (1,14 milliard de dollars américains) et le Brésil (1 milliard de dollars américains) (Makarov, 2009).

⁴⁰ Les données ont été fournies par BRIC IT-Associations pour Gartner China Outsourcing Summit, Chengdu, 18-20 Novembre 2008

2.3.2.2 Le secteur informatique russe

Après la chute du système soviétique la Russie a franchi des étapes importantes vers l'économie de la connaissance, ce qui est confirmé par son poids dans le marché mondial des technologies de l'information et de la communication. La Russie ne cesse de renforcer sa présence sur ce secteur, notamment dans le domaine du logiciel informatique. Elle est citée de plus en plus comme une des destinations importantes de la délocalisation des fonctions informatiques des entreprises américaines et européennes. Jusqu'en 2008 les exportations du logiciel de la Russie augmentaient annuellement entre 30% et 50%, atteignant le chiffre de 2,65 milliards de dollars américains en 2008. La crise économique mondiale a eu des répercussions sur les exportations russes du logiciel qui ont enregistré une baisse de 13% en 2009 par rapport à l'année précédente, mais qui devraient repartir à la hausse en 2010 avec une croissance du volume d'exportation, entre 18% et 20% selon les estimations de RUSSOFT (2009).

FIGURE 2.4 : EXPORTATION DU LOGICIEL ET DES SERVICES INFORMATIQUES DE LA RUSSIE, 2002-2009 (MILLIONS DE DOLLARS)



Source : RUSSOFT (2009)

Les exportations réalisées en 2008 placent la Russie parmi les premiers exportateurs du logiciel et des services informatiques des pays du BRIC.

Un rôle important dans le développement du secteur informatique russe est attribué à l'association RUSSOFT qui est une illustration de l'hétérogénéité ethnique de la diaspora

russe qui relie des entreprises de plusieurs pays de l'ex-bloc soviétique. Il s'agit d'une association professionnelle qui a été créée par les spécialistes russes en collaboration avec leurs collègues installés à l'étranger. Le siège de cette structure est à Saint-Petersbourg et elle réunit des entreprises performantes du secteur TIC de la Russie, de la Biélorussie et de l'Ukraine. Elle est la plus grande association d'entreprises du logiciel russe qui a vu le jour en 2004, suite à la fusion de Fort Ross (association des entreprises saint-petersbourgeoises du secteur du logiciel) avec NSDA (*National Software Development Association*). Actuellement, RUSSOFT compte plus de 80 entreprises qui emploient plus de 7 000 programmeurs et ingénieurs du logiciel parmi les plus qualifiés ayant des diplômes de haut niveau dans le domaine des sciences et technologies⁴¹. L'association sert d'intermédiaire entre les informaticiens restés en Russie et leurs collègues partis à l'étranger, ce qui facilite l'échange d'expérience en permettant aux interlocuteurs du pays d'origine d'être régulièrement informés sur les nouveautés du secteur et bénéficier de l'expertise de leurs compatriotes.

Plusieurs entreprises russes du secteur des TI, membres de RUSSOFT comme : EPAM Systems, Exigen Services, IBA, Mera NN, Reksoft ont été classées parmi les principaux 100 fournisseurs des services informatiques en 2009 et elles sont reconnues comme les meilleurs fournisseurs des services informatiques de l'Europe de l'Est, où l'entreprise russe Luxoft est le leader de la région. Pour l'année 2009 parmi les 10 entreprises informatiques définies comme les pionniers du secteur dans l'Europe de l'Est, 7 entreprises sont russes.

1.	Luxoft
2.	EPAM Systems
3.	Exigen Services
5.	Reksoft
6.	MERA Networks
8.	DataArt
10.	Auriga

Source : Makarov (2009 : 8)

Nombreuses autres entreprises faisant partie de RUSSOFT comme : ABBYY, PROMPT, Kaspersky Laboratory, Speech Technologie Center ont réussi à fidéliser plusieurs clients des pays développés. De plus, un nombre croissant des entreprises originaires des pays développés ouvrent leurs centres de recherche et de développement en Russie. Parmi les compagnies qui ont déjà des centres en Russie, on compte : Google, Intel, Alcatel-Lucet,

⁴¹ Site RUSSOFT, www.russoft.org

Samsung Research Center, Hewlett-Packard, Siemens (RUSSOFT, 2009)⁴². Comme dans le cas de la diaspora indienne, les spécialistes russes du secteur informatique installés aux Etats-Unis ont contribué à la promotion d'une image positive de la qualité de travail et des études en informatique des Russes, ce qui a rendu possible la collaboration avec les entreprises russes et la création de centres de recherche des entreprises étrangères en Russie.

2.3.2.3 Les ressources financières de la diaspora

On peut parler aussi d'une contribution financière de la diaspora au processus de développement de la Russie qui se manifeste par l'envoi des remises de fonds vers le pays d'origine. Pour l'année 2009, le volume des transferts des fonds est estimé à 5 milliards dollars américains⁴³, la Russie est parmi les 20 pays qui reçoivent le plus d'argent de la part des émigrés.

TABLEAU 2.12 : LES TRANSFERTS DE FONDS ENVOYÉS PAR LES MIGRANTS RUSSES VERS LA RUSSIE POUR LA PÉRIODE 2000-2009 (MILLIARDS DOLLARS AMÉRICAINS)

2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
1,27	1,4	1,36	1,45	2,49	2,92	3,10	4	5,29	5

Source: World Bank Migration and Remittances Factbook 2008; World Bank Outlook for Remittance Flows 2010-2011; Banque Centrale de Russie

Selon la Banque centrale de Russie, les principaux fournisseurs des transferts de fonds sont les expatriés installés aux Etats-Unis, en Allemagne et en Italie, ayant comme finalité principale l'aide aux familles et aux proches des migrants et le financement des études. La part des remises de fonds destinée aux investissements productifs reste basse.

Même si le volume des transferts de fonds est beaucoup plus modeste que celui de la diaspora chinoise et indienne, elle a joué un rôle important dans le développement du pays source, comme montré, elle a beaucoup contribué au positionnement de la Russie sur le marché global des services informatiques.

Comme dans le cas des diasporas chinoise et indienne, les expatriés russes constituent le passage vers d'autres marchés et ont agi comme un trait d'union entre la Russie et les pays de destination. A part la contribution dans l'essor du secteur des services informatiques, la diaspora russe, comme les deux diasporas à maturité étudiées plus haut, joue un rôle dans la suppression des stéréotypes liés au pays d'origine. L'image totalitariste associée à la Russie soviétique est restée ancrée dans la mémoire de la population des sociétés des pays

⁴² RUSSOFT Association (2009), *Russian Software developing industry and software exports*, 6th annual survey

⁴³ Banque Mondiale (2010), *Outlook for Remittance Flows 2010-2011*, Migration and Development Brief 12

développés, ce qui nuit beaucoup au développement économique du pays, parce que les entreprises étrangères, les investisseurs, sont plus réticents à opérer des activités dans un pays qui est considéré risqué. La présence de la diaspora russe dispersée dans divers pays du monde, notamment la diaspora scientifique installée aux Etats-Unis, contribue à l'amélioration de l'image que la Russie renvoie au monde entier.

2.3.3 Les déterminants de l'essor de l'industrie du logiciel en Russie

La croissance de l'industrie du logiciel a été conditionnée par la conjoncture économique internationale, par le contexte national russe et par les membres qualifiés de la diaspora russe qui ont utilisé les connaissances acquises à l'étranger pour la création des entreprises de services informatiques en Russie. Il faut souligner que les principaux acteurs du secteur russe des TI mènent leurs activités dans un espace géographique assez limité, défini par les clusters⁴⁴ du logiciel créés à Moscou, à Saint-Pétersbourg et Novossibirsk.

La conjoncture économique internationale se traduit par l'impact de la globalisation sur les économies nationales. Dans ces conditions, les entreprises adoptent des formes d'organisation et de fonctionnement plus flexibles et s'orientent vers des activités intenses en connaissances. La tendance est de conserver le cœur du métier (les activités stratégiques de l'entreprise) et d'externaliser de plus en plus des fonctions secondaires, ce qui a eu lieu surtout dans le secteur informatique. Ces changements ont conduit à la création de nouveaux secteurs dans les pays en développement qui n'ont pas la capacité de s'adapter à la nouvelle économie de la connaissance, ce qui mène à la sous-utilisation du capital humain disponible qui emprunte le chemin de la migration vers des endroits où il est utile.

Pour les activités stratégiques, les entreprises tendent à attirer des personnes avec des compétences spécifiques qui puissent apporter une valeur ajoutée, ainsi on assiste à la constitution de clusters qui concentrent des professionnels du même secteur, dans le but de trouver plus rapidement et efficacement des réponses aux situations complexes et réagir en temps réel à l'évolution du marché en proposant des nouveaux produits qui, dans le contexte des nouvelles technologies, ont un cycle de vie réduit, ce qui impose une plus grande

⁴⁴ Selon Porter M. (1998) : « *un cluster est la concentration géographique d'entreprises interdépendantes : fournisseurs de biens et de services dans des branches industrielles proches ; les firmes livrant le produit final coopèrent avec les universités, et leurs concurrentes* », extrait de Bouinot, J. (2007), *Les pôles de compétitivité : le recours au modèle des clusters ?*, Cybergeographie : European Journal of Geography, Chronique d'économie géographique, disponible sur : <http://cybergeographie.revues.org/index4961.html>.

flexibilité aux entreprises et une dotation en ressources adéquates pour répondre aux exigences du marché.

Cette tendance explique en grande partie l'accroissement des flux migratoires des personnes qualifiées des pays en développement vers les pays développés qui ont mis en œuvre des politiques migratoires favorisant l'entrée de personnes compétentes. Dans ces conditions, la main-d'œuvre qualifiée devient de plus en plus recherchée et nécessaire parce que c'est la ressource principale qui est à la base de l'innovation.

En ce qui concerne les activités secondaires, les entreprises cherchent à délocaliser certaines fonctions vers des destinations qui leur permettent une réduction de la masse salariale grâce à la main-d'œuvre abondante, instruite et pas chère dans des pays comme l'Inde, la Chine ou la Russie. Initialement, les opérations de délocalisation visaient les activités supposant une faible valeur ajoutée de la part des spécialistes des pays de délocalisation, comme par exemple, la construction des semi-conducteurs en Chine ou des centres d'appel en Inde. Ce n'est qu'ultérieurement que les activités ont connu une diversification avec une évolution vers l'ingénierie complexe de logiciels et des projets de recherche et de développement, ce qui a été possible grâce aux membres de la diaspora qui ont contribué à l'amélioration de l'image des pays d'origine et à l'augmentation de la qualité des services fournis à travers la relation de collaboration entre les migrants et leurs collègues restés au pays.

Un autre déterminant qui a favorisé les délocalisations en masse vers des pays comme l'Inde ou la Russie est l'événement connu sous le nom de « bug du millénaire » (Y2K), qui émerge en 2000 avec la difficulté de passer à quatre chiffres pour désigner une année au lieu de deux employés jusqu'à ce moment. Les programmes de changement de codes de deux à quatre chiffres ont été écrits dans les années 60-70 à l'aide de deux langues de programmation : FORTRAN et COBOL, qui n'étaient plus enseignées dans les universités des pays avancés tandis qu'elles étaient toujours utilisées dans certains pays en développement, ce qui a déterminé les entreprises américaines et européennes à s'orienter vers des régions ayant des spécialistes avec des connaissances particulières comme les informaticiens indiens ou russes. Le problème de l'an 2000 a constitué le grand tournant de l'industrie du logiciel tant en Inde qu'en Russie. Il est important de noter que dans ce cas, les membres de la diaspora indienne ou russe installés aux Etats-Unis ou en Europe ont promu l'image des spécialistes de leurs pays d'origine à travers leurs compétences et la qualité du travail qu'ils réalisaient dans le cadre de leurs activités déployées dans les entreprises des pays de destination, ce qui a facilité

le choix de ces pays comme destination d'externalisation, ainsi les diasporas ont contribué à la valorisation des connaissances de leurs collègues restés aux pays d'origine et à l'apparition de réseaux reliant les spécialistes du pays d'origine et d'accueil.

2.3.4 Les déterminants de l'ampleur de l'impact de la diaspora sur le secteur informatique russe

2.3.4.1 Un contexte interne favorable au développement de l'industrie du logiciel

Comme nous l'avons déjà remarqué, l'impact positif d'une diaspora n'est pas dû uniquement au succès et à la volonté de la diaspora, mais aussi aux conditions favorables créées dans les pays de départ pour utiliser efficacement les ressources envoyées par les expatriés. Le contexte interne qui a permis à la diaspora russe d'avoir un effet significatif sur le secteur TIC est d'abord le système d'enseignement basé sur les sciences. La forte orientation des lycées et des universités vers des cursus intenses en mathématiques, physique conduit à la formation des spécialistes avec des profils techniques requis par le secteur informatique. La Russie a une capacité énorme de former annuellement plus de 218 000 diplômés aptes à travailler dans le secteur des technologies de pointe (Bardhan et Kroll, 2006). A titre de comparaison, l'Inde qui dépasse 5 fois la population de la Russie livre à peu près le même nombre de diplômés par an dans le domaine informatique que la Russie⁴⁵.

Un autre élément qui s'ajoute à notre explication est la tradition des centres de recherche et de développement, qui favorise l'agglomération des scientifiques dans certains centres urbains. Cette tradition de centres de recherche trouve ses racines dans l'époque soviétique où pendant les années 50-60, le gouvernement a décidé de créer l'Akademgorodok (« cité des académiciens ») à Novossibirsk en Sibérie. Cette concentration de plus de 30 instituts de recherche en sciences de renom mondial était souvent désignée comme une des premières technopoles dans le monde. Selon les données de l'OCDE (2007), le nombre des chercheurs enregistrés en Russie en 2005 était de 465 000, ce qui la place parmi les premiers pays au monde avec une quantité importante de chercheurs constituant pour la Russie un atout dans l'attraction des entreprises étrangères pour ouvrir des centres de recherche dans le pays.

Un troisième facteur qui se rapporte au contexte interne favorable est le développement rapide de l'infrastructure nécessaire pour l'industrie de l'informatique. Selon les données de l'Union Internationale des Télécommunication (2005), la Russie devançait tant l'Inde que la Chine en

⁴⁵ Bloomberg Businessweek (2006), *From Russia with Technology?*, January 30

termes d'utilisateurs d'internet pour 1000 personnes ainsi qu'en matière du nombre d'ordinateurs personnels pour 1000 personnes et des lignes téléphoniques. En ce qui concerne le nombre d'ordinateurs pour 1000 habitants, la Russie emporte la première place parmi les pays du BRIC avec un nombre de 131,8 en 2004 par rapport à l'Inde qui enregistrait un chiffre de 12,1 ordinateurs personnels pour 1000 habitants et la Chine 40,9 (Cooper, 2006). Ces chiffres témoignent du potentiel du marché local du logiciel, mais aussi des progrès importants réalisés par la Russie après la dissolution de l'Union Soviétique dans le domaine de la mise à jour de l'infrastructure obsolète de télécommunication héritée de l'ancien système.

Un dernier facteur qu'on identifie renvoie à la proximité culturelle entre la Russie et l'Europe Occidentale et les Etats-Unis. Par rapport à cet avantage de la Russie, Samaganova (2008 : 228) cite le rapport de la Chambre de Commerce Américain en Russie (2001) : « *La culture russe est beaucoup plus près de la culture des marchés principaux de l'offshoring du logiciel – l'Europe de l'Ouest et l'Amérique du Nord - que son concurrent global principal, l'Inde. La musique, l'art, la cuisine, la danse, l'architecture, la société, la mode et le style de vie des russes ressemblent à ceux de l'Ouest. Des liens culturels plus étroits permettent de réduire un certain nombre de problèmes qui résultent des équipes avec des milieux culturels différents travaillant ensemble. Cela signifie également que les russes peuvent mieux comprendre les aspects culturels et esthétiques subtils dans le design de l'interface de logiciels conçus pour le marché occidental* ». Cet élément favorise la différenciation de la Russie par rapport aux leaders asiatiques du secteur.

2.3.4.2 Les raisons de l'impact positif modéré généré par la diaspora russe

Malgré les avantages de la Russie qu'on a énumérés plus haut, l'impact de la diaspora russe sur l'industrie de l'informatique et sur le développement du pays d'origine, en général, reste assez limité par rapport à la diaspora indienne et chinoise. Nous expliquons ce résultat à cause de divers éléments.

Un tout premier peut être l'apparition assez récente de cette diaspora et aussi sa taille inférieure aux diasporas chinoise et indienne. Comme exemple nous présentons la différence en terme de nombre des membres de la communauté diasporique indienne et celle russe aux Etats-Unis. Les deux ont joué un rôle important dans l'évolution informatique du pays d'origine mais de façon différente et avec un impact inégal. Selon les données de US Census Bureau, le nombre des migrants indiens aux Etats Unis a plus que triplé en 2000, atteignant un

chiffre de 1,6 million tandis qu'en 1990 il n'était que de 500 000 alors que les migrants russes aux Etats-Unis étaient estimés à 400 000 personnes seulement.

Le niveau d'organisation en réseaux est aussi un élément qui détermine l'ampleur de l'impact de la diaspora sur le pays d'origine. Lors de notre analyse antérieure sur les diasporas à maturité, nous avons constaté que la taille et l'ancienneté d'une diaspora ne sont pas les déterminants essentiels de l'impact positif qu'elle peut produire sur le pays d'origine mais plutôt le type de structures des réseaux transnationaux qui se créent à l'intérieur de la communauté diasporique est l'élément fondamental de l'existence, de la continuité et de la capacité de diffusion de divers flux de la part de la diaspora vers le pays d'origine. Comme la diaspora russe est en cours de consolidation, elle traverse la première étape d'organisation en réseaux, notamment des réseaux primaires qui lient principalement les expatriés russes avec la Russie sans vraiment assurer l'interconnexion des différents pôles migratoires de la diaspora russe, par conséquent le faible niveau de structuration en réseaux secondaires diminue l'impact positif de la diaspora sur le pays de départ.

La faible collaboration entre l'Etat russe et les expatriés explique aussi l'effet positif limité de la diaspora sur le processus de développement. Même dans le secteur informatique où sa contribution est la plus visible, les ressources des migrants russes ne sont pas efficacement utilisées à cause de l'absence d'un cadre législatif favorable pour l'implantation de nouvelles activités informatiques. Ce n'est que récemment que le secteur des TIC est devenu prioritaire pour l'Etat russe qui commence à prendre conscience du potentiel des expatriés et de leur capacité à participer au développement de ce secteur et de l'économie nationale. Même si pour l'instant, le gouvernement russe a mis en œuvre très peu de mesures pour encourager les activités informatiques, il est important de souligner une des ces initiatives qui portent sur la création d'un centre d'innovation jusqu'en 2015 à Skolkovo, dans la banlieue de Moscou, projet baptisé «*Silicon Valley Russe*» qui est doté d'un budget de 4,3 à 4,8 milliards d'euros⁴⁶, et pour lequel l'Etat russe accordera un apport financier supérieur à 1,4 milliard d'euros pour la période 2011-2013⁴⁷.

⁴⁶ Infos-russes, *Une nouvelle étape clé pour la mise en œuvre du projet de l'Institut de Technologie de Skolkovo*, 2/11/2011

⁴⁷ Représentation commerciale de la Fédération de Russie en France, *Bulletin d'Information*, Juillet-Août 2010, N° 68

2.3.5 L'évolution des réseaux diasporiques russes

Le processus d'organisation d'une diaspora en réseaux démarre avec des réseaux informels qui au fil du temps peuvent se transformer dans des structures formelles qui mettent en place des activités collectives en faveur du pays d'origine.

2.3.5.1 La formalisation de la diaspora russe

Dans le cas de la diaspora russe, le processus de structuration se caractérise plutôt par la présence des réseaux primaires qui relient les migrants avec le pays de départ. Cependant, on assiste de plus en plus à l'apparition de groupements formels diasporiques russes qui dénotent l'évolution de l'organisation de la diaspora en réseaux secondaires. Ces réseaux sociaux constitués initialement par les expatriés venant des pays de l'ancien espace soviétique pour la nécessité de partager les mêmes valeurs, la même culture et la même histoire étaient plutôt des groupements informels de migrants. L'esprit collectif hérité du régime communiste et l'homogénéisation de la culture dans toutes les républiques socialistes ont déterminé la nécessité et la volonté des membres russes et russophones de la diaspora de s'identifier à la communauté russe formée à l'étranger, ce qui a favorisé l'apparition de nombreuses associations russes dans différents pays de destination qui ont évolué vers des structures formelles comme les associations professionnelles, scientifiques ou culturelles, avec un rôle important de consolidation de la diaspora et de mobilisation des ressources en faveur du pays d'origine.

Les simples réseaux sociaux sont devenus des réseaux formels de recrutement tant pour les entreprises étrangères qui s'installaient en Russie que pour les entreprises fondées par les membres de la diaspora dans le pays d'origine et dans les pays de destination, notamment aux Etats-Unis, ce qui a favorisé l'arrivée d'autres spécialistes russes aux Etats-Unis. La cooptation devient une pratique de plus en plus utilisée par les entreprises qui diffusent dans l'interne l'information sur les offres d'emploi, ainsi les expatriés russes qui travaillent déjà dans ces sociétés font venir d'autres membres de leur groupe ethnique. Samagonova (2008), définit ce processus comme « *l'institutionnalisation des ressources relationnelles non-intentionnelles* », où les réseaux sociaux basés sur des relations amicales tissées depuis les années d'études deviennent des canaux formels de recrutement qui s'avèrent plus efficaces et de meilleure qualité. Grâce à cette pratique, la diaspora russe a favorisé la captation des ressources de la Silicon Valley à travers les migrants qui ont été utilisées pour le développement du cluster du logiciel de la ville de Saint-Petersbourg.

L'existence de ces réseaux a facilité l'essor du secteur informatique de Saint-Pétersbourg où de nombreuses entreprises, centres de recherche et de développement ont été ouverts. Les entreprises comme : *eDevelopers Corps.*, *SperaSoft*, *Genesys*, sont quelques exemples d'entités créées à Saint-Pétersbourg par les expatriés russes de la Silicon Valley qui ont permis la valorisation des ressources scientifiques et techniques de la ville via les réseaux sociaux basés sur le sentiment d'amitié et de fraternité qui ont été créés depuis la période d'études et maintenus tout au long de la vie. Au fil du temps, le champ d'application de ces réseaux s'est élargi en intégrant des activités comme l'accompagnement des nouveaux arrivants ou la construction d'une interface d'affaires entre la Russie et les pays de destination, notamment avec les Etats-Unis dans le secteur informatique.

2.3.5.2 Le développement des réseaux secondaires dans la diaspora russe

Les signes de cette évolution sont aussi révélés par l'apparition des structures caractéristiques plutôt aux diasporas à maturité, bien organisées en réseaux diasporiques transnationaux. Comme dans les cas des diasporas à maturité, la diaspora russe traverse les étapes d'évolution à partir des structures qui facilitent l'intégration professionnelle et sociale des nouveaux arrivants du même pays d'origine vers des réseaux plus complexes qui élargissent le champ d'action, en jouant le rôle de véritables intermédiaires d'affaires entre les pays de destination des migrants et le pays d'origine, mais aussi entre les expatriés installés dans divers pays. On constate l'apparition des réseaux qui mènent à une meilleure consolidation de la diaspora russe. En plus des réseaux primaires qui relient la communauté diasporique avec les pays d'origine, un autre type de réseaux spécifiques pour les groupes ethniques mieux structurés se profile, notamment les réseaux secondaires qui connectent les migrants entre eux.

L'AmBAR (*American Business Association of Russian Professionals*) est l'illustration du processus évolutif de la diaspora russe vers une diaspora soudée et avec un mode d'organisation structurée quasiment similaire aux diasporas à maturité. A sa création en 2002, l'AmBAR est la deuxième organisation après le CluMBA (Club of Russian-speaking MBAs) qui a pour but le regroupement des professionnels d'origine russe installés dans la Silicon Valley. Par rapport à l'association CluMBA, l'AmBAR se distingue par un réseau plus important qui ne se limite pas seulement aux expatriés russes de la Silicon Valley mais vise le rassemblement des spécialistes originaires d'autres pays de l'ex-bloc soviétique. Actuellement, l'association compte plus de 2000⁴⁸ membres regroupant des entrepreneurs, des sociétés de capital risque, d'ingénieurs, des juristes ou d'autres professionnels. L'AmBAR a

⁴⁸ www.ambarclub.org

comme objectif l'accompagnement des nouveaux arrivants russes aux Etats-Unis mais aussi le développement des réseaux professionnels, d'affaires entre la Russie et le pays d'accueil. Elle constitue la plateforme unique qui permet l'échange d'information, la diffusion des connaissances et d'idées entre la diaspora et le pays d'origine ainsi qu'entre les migrants russes en facilitant l'établissement des contacts d'affaires entre les entrepreneurs, les professionnels et les investisseurs. La logique de fonctionnement de l'AmBAR dénote que les expatriés russes aux Etats-Unis ont suivi le modèle des réseaux des diasporas à maturité, notamment l'exemple du TiE de la diaspora indienne qui a été créé par des entrepreneurs et professionnels indiens activant dans le secteur des technologies informationnelles aux Etats-Unis. Comme le TiE, l'AmBAR s'appuie sur principe de *mentoring* et débute aussi comme plateforme d'affaires entre le pays de départ et le pays d'arrivée.

Etant au début de la phase de consolidation en réseaux secondaires, la diaspora russe enregistre déjà de bons résultats, en étant susceptible de produire un impact plus important sur le pays d'origine si elle continue le processus de consolidation et si le pays source crée des conditions favorables pour motiver davantage l'implication de la diaspora dans le processus du développement de la Russie.

L'expérience des deux diasporas à maturité qu'on a analysée plus haut indique que l'influence de la communauté migrante sur le pays de départ augmente en fonction de son niveau de structuration et de consolidation des structures diasporiques qui sont le fondement du groupe diasporique constitué à l'étranger. La diaspora russe poursuit avec succès son évolution vers une diaspora à maturité, ce qui signifie que les effets positifs sur le pays d'origine vont augmenter avec le temps et peuvent se manifester dans d'autres secteurs que dans le domaine informatique. La consolidation du groupe diasporique peut être retardée par l'hétérogénéité des profils des migrants russes et leur dispersion dans différents pays de destination qui empêche l'apparition d'une masse critique nécessaire pour le bon fonctionnement des groupements diasporiques et pour la mobilisation plus importante de ressources. La diaspora russe, par rapport aux diasporas chinoise et indienne, ne contribue que modestement au développement du pays source, mais il faut remarquer qu'il s'agit d'une diaspora relativement jeune toujours en construction et qui utilise les modèles de réussite des diasporas à maturité pour avancer plus rapidement dans le processus de consolidation lui permettant d'exercer une influence plus importante sur le pays d'origine.

L'analyse de ces trois diasporas montre que les expatriés constituent une ressource à mobiliser en faveur du développement du pays d'origine. L'impact positif sur le pays de départ dépend du succès de la diaspora mais aussi des mesures prises pour l'encourager et faciliter la réalisation de ses projets liés au pays source. Par rapport aux autres ressources, celles possédées par la communauté diasporique ne sont pas épuisables mais au contraire comme nous l'avons vu, avec le temps la communauté diasporique est susceptible de s'enrichir et de créer de nouvelles ressources dans les pays de destination. Les cas présentés ci-dessus dénotent que tout groupe national formé en dehors du pays d'origine adopte une stratégie de continuité basée sur la nécessité et/ou la volonté des migrants de participer à son évolution temporelle et spatiale, à travers des réseaux diasporiques transnationaux comme forme de connexion avec le pays d'origine. Les ressources relationnelles créées par la diaspora permettent l'apparition et la circulation d'autres ressources qu'on se propose d'identifier dans le chapitre suivant et qui peuvent être utilisées au profit du développement des pays d'origine. Sous certaines conditions permissives, qui seront analysées dans le dernier chapitre de cette thèse, tous les pays en développement ayant des expatriés à l'étranger peuvent capitaliser l'expérience acquise par la diaspora et peuvent valoriser leur capital humain et financier pour le bien-être général.

2.4 Conclusions de l'étude comparative des diasporas chinoise, indienne et russe

La présente analyse constate que tant les diasporas organisées dans des réseaux bien structurés, comme celle chinoise ou indienne, que les diasporas en construction, comme celle russe, constituent une ressource à mobiliser par les pays d'origine et elles jouent un rôle incontestable dans l'intégration du pays d'origine dans l'économie mondiale. Lors de cette étude, nous avons montré que le rapprochement économique entre pays se produit grâce à la diaspora qui façonne le pays d'origine à travers les investissements, comme dans le cas de la Chine, ou la « banque de cerveaux » des migrants qui marque la différence dans un certain domaine, comme dans le cas du secteur informatique indien et russe, ou encore à travers les remises de fonds comme la diaspora indienne, argent qui peut être canalisé vers des investissements productifs susceptibles de réaliser des effets multiplicateurs encore plus importants.

Pour faciliter la compréhension des différents impacts produits par ces diasporas sur leurs pays, nous proposons un tableau synthétique qui indique qu'en fonction de l'étape de

l'évolution de la diaspora et de son degré d'organisation en réseaux, l'ampleur de l'impact varie d'une diaspora à l'autre. Certaines indications du tableau seront vérifiées par l'analyse empirique. La diaspora chinoise basée sur le principe de solidarité du groupe diasporique jouit d'une bonne organisation en réseaux, ce qui a déterminé des effets positifs importants sur la Chine. Par rapport à la diaspora chinoise, celle indienne continue son processus de consolidation en réseaux, ce qui explique un effet moins marquant sur le pays d'origine en comparaison avec la diaspora chinoise et enfin, la diaspora russe qui n'est qu'au début de sa structuration, a produit un impact modéré sur la Russie, limité au secteur du logiciel. On estime que dans le cas de la Russie la diaspora va apporter une contribution plus importante au développement du pays, quand un meilleur niveau d'organisation en réseaux sera atteint comme l'expérience de l'Inde et de la Chine l'a montré - plus la diaspora avance dans son évolution plus les effets sur les pays source sont importants.

TABLEAU 2.13: COMPARAISON SYNTHÉTIQUE DES TROIS DIASPORAS : CHINOISE, INDIENNE ET RUSSE

Caractéristiques	Diaspora chinoise	Diaspora indienne	Diaspora russe
Estimations	Plus de 50 millions de personnes avec la population chinoise de Hong Kong et de Taiwan (population totale 1,33 milliards).	Environ 20 millions de personnes (population totale 1,15 milliards).	2 millions de personnes - <i>la diaspora ancienne</i> (avant 1990). 25 millions de personnes - <i>la nouvelle diaspora</i> (après 1990) (population totale 144,9 millions)
Origines historiques	Trois vagues principales d'émigration : - Jusqu'au début du XIXe siècle – commerçants et artisans vers l'Asie de Sud-est - XIXe siècle – sous le régime colonial - XXe siècle – vers les pays développés et l'Afrique.	Deux vagues principales d'émigration : - XIXe siècle – sous le régime colonial - XXe siècle – vers les pays développés	Deux phases importantes d'émigration : - 1917-1990 – la période soviétique - 1990-présent – la période post-soviétique
Répartition géographique	En Asie de Sud-Est 80% de la diaspora, le reste : Etats-Unis, Europe, Australie et Nouvelle Zélande.	Dans plus de 70 pays. Principales destinations : Grande-Bretagne, Etats-Unis, Afrique du Sud.	Les Etats-Unis, l'Israël et l'Allemagne, la Grèce, la Finlande, la Pologne, l'Australie et le Canada.
Profil des émigrés	Les artisans, les commerçants et les engagés sous contrat (<i>indentured labour</i>) - <i>migration ancienne</i> . Des entrepreneurs engagés dans les entreprises familiales et des personnes qualifiées qui travaillent dans les entreprises du pays d'accueil.	Les engagés sous contrat (<i>indentured labour</i>) - <i>migration ancienne</i> . Les professionnels, travailleurs. Les personnes qualifiées : médecins, avocats, scientifiques, ingénieurs en informatique, etc. – <i>flux migratoires actuels</i> .	Les « réfugiés de la famine » et politiques, les migrants ethniques ainsi que les intellectuels et les aristocrates exilés – <i>période soviétique</i> . Des migrants ethniques et des migrants non qualifiés et qualifiés - <i>période post-soviétique</i> .
Remises de fonds en 2009	48 milliards dollars américains.	49 milliards dollars américains.	5 milliards dollars américains

Remises de fonds en 2009, % PIB ⁴⁹	1% du PIB	3,9% du PIB	0,5% du PIB
IDE en 2009 ⁵⁰	78,2 milliards dollars américains	34,3 milliards dollars américains	36,7 milliards dollars américains
Impact sur le pays d'origine	Les investissements directs étrangers, opérations de fusions - acquisitions.	Les remises de fonds, le positionnement sur le marché global des services informatiques.	Le positionnement sur le marché global des services informatiques.
Type de réseaux	Réseaux diasporiques bien structurés. Présence importante des réseaux primaires et secondaires.	Réseaux diasporiques bien structurés. Présence importante des réseaux primaires et secondaires qui continuent à se développer.	En cours de structuration en réseaux. Prédominance des réseaux primaires. Les réseaux secondaires commencent à apparaître.

L'ampleur de l'impact positif de la diaspora sur le pays d'origine ne dépend pas seulement de la forte motivation, de l'expertise et des connaissances des expatriés sur les opportunités globales et les particularités du milieu local, ni des ressources financières accumulées par les membres de la diaspora mais est aussi conditionnée par les actions entreprises par l'Etat d'origine pour encourager la participation des migrants au processus de développement de leur pays. L'histoire a montré qu'en dépit d'une forte consolidation et d'un potentiel important, certaines diasporas n'ont pas pu produire un impact significatif sur leurs pays d'origine à cause de l'indifférence des leur pays envers la population partie à l'étranger. Par exemple, la diaspora arménienne n'a pas pu jouer pleinement son rôle de vecteur de développement, à cause de la politique hostile du gouvernement de l'Arménie à l'encontre des membres de la diaspora qui étaient considérés comme des concurrents économiques et politiques potentiels par l'élite nationale, constituée des anciens bureaucrates communistes après l'effondrement de l'Union Soviétique dans les années 1990. Malgré son potentiel économique, surnommée la « Silicon Valley » de l'Union Soviétique avec son industrie de pointe, une infrastructure développée et une diaspora consolidée et nombreuse, l'Arménie n'a pas pu tirer profit des ressources de la diaspora. L'expérience arménienne confirme que la participation des expatriés au développement du pays d'origine n'est pas seulement fonction de la réussite de la diaspora à l'étranger mais aussi de la politique menée par le pays source pour inciter les migrants à s'intéresser à leur pays.

Kuznetsov (2006) arrive aussi à la conclusion que les effets positifs des diasporas sur leurs pays d'origine sont déterminés par le contexte interne. Il montre que le degré d'engagement et l'impact d'une diaspora, qu'elle soit à maturité ou émergente, sont directement influencés par les conditions de croissance du pays source (défavorables, moyennement favorables et

⁴⁹ Banque Mondiale (2010), Migration and Remittances Factbook 2011, Remittances Data - Inflows, Nov. 2010

⁵⁰ Banque Mondiale, World Development Indicators

favorables). L'analyse de Kuznetsov (2006) est synthétisée dans l'Annexe 2 qui montre le niveau d'engagement de la diaspora pour le développement du pays de départ, en fonction des conditions du pays et des caractéristiques de la diaspora. Le tableau de l'Annexe 2 montre que les trois diasporas étudiées se trouvent dans des rubriques différentes : la Chine est placée dans la colonne qui représente le meilleur cas pour les diasporas à maturité, c'est-à-dire des conditions de croissance favorables au pays et une diaspora consolidée, ce qui explique son impact considérable sur le développement de la Chine ; l'Inde se retrouve dans le groupe des pays qui ont des diasporas à maturité et des conditions moyennement favorables dans le pays d'origine, ce qui signifie que l'effet de la diaspora sur le développement de l'Inde est susceptible de s'amplifier si les conditions s'améliorent ; et la Russie est à l'autre extrême par rapport à la Chine. Dans le cas de la Russie, la diaspora n'a qu'un effet limité sur le développement à cause d'une communauté diasporique dispersée, de l'absence de réseaux et des conditions défavorables liées aux pays de départ. Selon cet auteur, afin de mieux valoriser le potentiel des expatriés, la Russie doit plutôt s'intéresser aux individus séparés qui ont réussi à l'étranger qu'aux réseaux diasporiques qui sont presque inexistants. A l'opposé de ce qu'il soutient, notre analyse montre que la diaspora russe devient de plus en plus structurée en réseaux similaires aux structures diasporiques des groupes ethniques à maturité, comme l'association AmBAR qui a joué un rôle incontestable dans le développement du secteur informatique russe.

Kuznetsov (2006) analyse le rôle de la diaspora dans un cadre réducteur, limité aux conditions du pays d'origine qui, selon lui, seraient la motivation ou démotivation principale des membres d'une diaspora de tisser des contacts avec le pays d'origine et de s'organiser en réseaux diasporiques. Le cas de la Russie et de l'Inde dénote que la diaspora ne s'inscrit pas dans un modèle statique mais connaît une dynamique évolutive durant le processus de création, de consolidation et de perpétuation ; et les réseaux au sein d'une diaspora évoluent indépendamment des conditions du pays émetteur des migrants. Le fait de prendre en compte uniquement les conditions du pays d'origine pour expliquer l'ampleur de l'impact d'une diaspora sur le pays source conduit à une analyse incomplète, parce que, comme nous l'avons constaté lors de l'étude comparative, en plus du contexte du pays d'origine, de la motivation et de la réussite de la diaspora, d'autres éléments déterminent l'influence des expatriés sur leur patrie. Nous insistons particulièrement sur trois : le sentiment d'appartenance au groupe d'origine (diaspora) créée à la suite d'une dispersion générale de la population vers différents territoires d'arrivée ; l'identification par nécessité et volonté ; et l'existence des réseaux qui

relient la diaspora avec le pays d'origine et consolident les groupes diasporiques entre eux. Certaines de ces caractéristiques seront testées dans l'étude de terrain réalisée sur trois diasporas émergentes.

TABLEAU 2.14 : CARACTÉRISATION DES DIASPORAS CHINOISE, INDIENNE ET RUSSE

Critères Diaspora	Appartenance au groupe d'origine	Identification par nécessité et volonté	Existence des réseaux primaires et secondaires
Chinoise (diaspora à maturité)	Sentiment conditionné par les valeurs culturelles héritées du pays d'origine.	Identification tant par nécessité (pour assurer un bon fonctionnement des entreprises ethniques) que par volonté dictée par le principe de solidarité du groupe.	Diaspora bien structurée tant par l'existence des réseaux primaires que secondaires.
Indienne (diaspora à maturité)	Sentiment construit par les expatriés au cours de l'évolution de la diaspora.	Initialement identification par nécessité afin de surmonter les difficultés dans la société d'accueil et ensuite par volonté de contribuer à la consolidation du groupe ethnique.	Diaspora bien structurée tant par l'existence des réseaux primaires que secondaires.
Russe (diaspora émergente)	Sentiment conditionné par le passé historique mais aussi construit par les expatriés au cours de l'évolution de la diaspora.	Identification tant par nécessité que par volonté.	Prédominance des réseaux primaires et apparition graduelle des réseaux secondaires.

Les trois critères conditionnent les rythmes d'évolution d'une diaspora et de sa contribution au développement du pays d'origine. Pour les trois exemples de diaspora qu'on a choisis pour cette étude, la nature des éléments qui ont déterminé leur organisation est différente, ce qui explique les niveaux différents de consolidation et de l'impact sur les pays d'origine. En ce qui concerne la diaspora chinoise, les valeurs culturelles héritées du pays d'origine ont accéléré sa structuration et son expansion, par conséquent un impact plus sensible sur le pays d'origine a été enregistré par rapport à deux entités ethniques qui ont construit et continuent de développer le sentiment d'appartenance à leur groupe ethnique. Dans le cas de la diaspora indienne, les valeurs de groupe ont été construites par les migrants indiens au fil du temps, ce qui explique une consolidation tardive en réseaux diasporique et par conséquent l'impact moins marquant. Quant à la diaspora russe, le partage de la même culture, langue, histoire facilite le processus d'organisation en réseaux plus structurés qui est toujours en développement, notamment au niveau des pays d'accueil et entre les communautés diasporiques formées dans différents pays d'installation (réseaux secondaires) et qui ne génère

que des effets positifs modérés sur la Russie. L'étude comparative nous permet de constater que l'impact de la diaspora sur le pays d'origine évolue en fonction des étapes d'organisation et de consolidation du groupe diasporique.

Cette analyse montre que toutes les entités ethniques, créées en dehors de leurs pays d'origine traversent des étapes similaires d'évolution et suivent des processus semblables de structuration en réseaux en fonction des trois critères susmentionnés. Les effets sur le pays d'origine sont différents selon les phases évolutives.

Etant donné que les réseaux diasporiques indiens continuent à se développer, le rôle de la diaspora indienne dans le développement de l'Inde est susceptible de s'amplifier et se manifester dans d'autres secteurs de l'économie nationale que celui informatique, ce qui est aussi possible dans le cas de la diaspora russe qui avance rapidement dans le processus de structuration.

Nous avons souligné comme hypothèse centrale que l'intensité de l'impact d'une diaspora sur le pays d'origine ne dépend pas uniquement de sa taille et de son ancienneté, mais aussi du type de structures qui se créent à l'intérieur du groupe diasporique et des motivations qui déterminent les migrants venus du même pays d'origine de s'identifier à l'unité nationale pour former un groupe solide, ainsi que du niveau d'implication de l'Etat d'origine dans le processus de collaboration avec ses expatriés, et dans l'élaboration des mesures encourageantes en faveur de la diaspora pour mobiliser ses ressources afin de renforcer le processus de développement du pays source.

3 Conclusion

A la suite de l'analyse des définitions traditionnelles de la diaspora, nous constatons qu'elles sont construites sur le modèle de la diaspora juive, et que même les définitions qui essaient de s'en affranchir font aussi référence à l'expérience du peuple juif, ce qui ne permet pas d'identifier d'autres critères spécifiques aux groupes ethniques créés à l'étranger par les migrants originaires du même pays. L'ancrage des définitions traditionnelles dans l'approche historique explique leur cadre réducteur et l'impossibilité de distinguer les diasporas des flux de migrants classiques. En tenant compte des apports et des limites de cette génération de définitions, nous proposons une définition opérationnelle de la diaspora qui renvoie à la totalité des migrants originaires du même pays installés pour une période longue ou même

permanente dans plusieurs pays d'accueil, tout en maintenant des liens forts de diverse nature avec le pays de départ. L'attachement aux territoires d'origine détermine la manifestation du sentiment d'appartenance au groupe d'origine qui se forme à l'étranger. Comme éléments essentiels de la consolidation de la diaspora, nous identifions les réseaux diasporiques qui facilitent le maintien du contact avec le pays source et permettent aussi la structuration de la diaspora en liant les migrants entre eux.

En fonction de la direction des liens tissés, on introduit une nouvelle classification des réseaux diasporiques en délimitant deux groupes : les réseaux primaires et les réseaux secondaires. Les réseaux primaires sont ceux qui définissent la relation du migrant avec les pays d'origine, impliquant le transfert de plusieurs ressources qui seront analysées dans le chapitre suivant. Les réseaux secondaires relient les migrants entre eux. Cette deuxième forme de réseaux apparaît initialement au niveau des pays de destination pour évoluer ultérieurement vers des réseaux secondaires de deuxième type qui unissent les migrants installés dans différents pays d'accueil. L'étude comparative réalisée sur les diasporas bien structurées et en construction a montré que les réseaux secondaires, en plus du rôle de consolidation, permettent à la diaspora de promouvoir dans le temps et dans l'espace les valeurs, la culture, la mémoire collective du groupe comme une véritable stratégie de perpétuation et de préservation de l'identité d'origine, malgré une forte acculturation à la société d'arrivée, qui est une autre hypothèse à vérifier par l'analyse empirique.

L'introduction de cette typologie de réseaux nous aide à faire la différence entre la diaspora et les migrations classiques. Le groupe national constitué en dehors du pays source se distingue par la complexité des liens durables qui se tissent entre les migrants et le pays d'origine (réseaux primaires) ainsi qu'entre les expatriés eux-mêmes (réseaux secondaires), tandis que les flux migratoires classiques se caractérisent uniquement par la présence des réseaux primaires comme connexion avec le centre. Par rapport à la diaspora, qui engage tant des projets individuels que des projets collectifs à l'adresse du pays d'origine, les migrants classiques opèrent uniquement des actions individuelles limitées aux proches. Comme on le verra dans le troisième chapitre, les réseaux secondaires jouent un rôle important dans la mobilisation des ressources en faveur du pays d'origine, permettant à un public plus large d'en bénéficier et par conséquent produit un impact d'une ampleur plus grande que les ressources procurées par les migrants classiques. Il faut aussi noter le caractère continu du transfert de ressources réalisé par la diaspora.

Dans ce chapitre, nous avons aussi proposé une classification des diasporas qui correspond à notre problématique de recherche. Les typologies existantes s'axent, soit sur le critère d'existence ou d'absence de l'Etat d'origine, soit sur les déterminants de la genèse du groupe ethnique alors qu'on insiste sur l'avancement dans le processus de structuration en réseaux diasporiques. En fonction de cet élément, on classe les diasporas en deux catégories : les diasporas à maturité et les diasporas émergentes. Le premier groupe est caractérisé par une organisation limitée en réseaux diasporiques avec une prépondérance des réseaux primaires qui connectent les expatriés avec les pays d'origine, et l'apparition des premiers réseaux secondaires au niveau des pays d'accueil qui commencent à lier les migrants installés dans le même pays. La deuxième catégorie, les diasporas à maturité, désigne les groupes diasporiques bien structurés tant en réseaux primaires qu'en réseaux secondaires, non seulement au niveau d'un même pays d'installation mais entre les communautés diasporiques créées dans différents pays d'accueil. Cette nouvelle typologie des diasporas nous permettra d'expliquer l'impact différent que les groupes ethniques produisent sur les pays d'origine. Le niveau de structuration est un élément déterminant de la capacité de mobilisation de ressources créées par la diaspora, et par conséquent de l'ampleur des effets positifs produits par ces ressources sur les pays d'origine.

L'analyse comparative réalisée dans ce chapitre entre deux diasporas à maturité et une diaspora émergente révèle que l'impact sur le pays d'origine est différent, étant plus important pour les diasporas bien structurées, et modéré pour les diasporas en voie d'organisation. On constate que la richesse créée par le groupe diasporique prend des formes diverses et produit des effets différents sur le pays source, même quand il s'agit de la même catégorie de diaspora. Les trois communautés diasporiques analysées ont contribué différemment au développement de leur pays, la diaspora chinoise à travers les investissements directs étrangers, la diaspora indienne par le transfert des remises de fonds et de connaissances et la diaspora russe par un transfert limité de connaissances.

Même si la Chine et l'Inde ont des diasporas à maturité, leur participation au développement du pays source se manifeste de façon différente. Etant donné que la diaspora chinoise est plutôt concentrée dans la région de l'Asie du Sud-Est et employée majoritairement dans des activités entrepreneuriales, qui rapportent plus que les activités salariales exercées par les migrants indiens dans les grandes entreprises américaines ou occidentales, sa contribution au développement de la Chine, traduite par les flux importants d'investissements directs étrangers, a déterminé l'essor économique du pays. Un autre facteur qui explique cette

différence est que la Chine a mené une politique d'incitation plus active des Chinois d'outre-mer à investir dans le pays d'origine en leur accordant de nombreux avantages fiscaux, tarifaires, tandis que l'Inde a démarré les réformes structurelles beaucoup plus tard et a formulé moins de mesures favorables à l'adresse de ses expatriés. La contribution de la diaspora chinoise aux flux totaux d'investissements directs étrangers en Chine est estimée à 50-60% du total des investissements directs étrangers, venant majoritairement des migrants chinois installés à Taiwan, Hong-Kong et Singapore, alors que la part des investissements directs étrangers provenant des expatriés indiens dans le volume total en Inde pour la période 1991-2003 n'est que de 4,18%⁵¹. La contribution de la diaspora indienne se traduit plutôt par un volume important de remises de fonds et le transfert de connaissances. Le manque d'une culture d'affaires chez les Indiens par rapport aux Chinois et l'inexistence des réseaux forts d'affaires partout dans le monde, basés sur la confiance et les relations personnelles privilégiées aidant à diminuer les coûts des transactions, expliquent aussi la propension des expatriés indiens à envoyer plutôt des remises de fonds qu'à créer une activité économique en Inde. Les Indiens effectuent des transferts privés pour les proches restés dans le pays d'origine afin d'améliorer leurs conditions de vie, étant rarement utilisés pour la création d'une activité entrepreneuriale. Parmi le peu d'Indiens qui décident de lancer leur propre affaire, par rapport aux Chinois qui choisissent d'investir dans des activités intenses en travail qui sont rentables à court terme, ils s'orientent vers des activités entrepreneuriales intenses en connaissances qui peuvent générer des bénéfices à long terme.

En comparaison avec les diasporas à maturité chinoise et indienne, qui sont bien consolidées en réseaux diasporiques et représentent un pouvoir économique pour les pays source, la diaspora russe qui est au début du processus de structuration en réseaux se distingue par son potentiel scientifique et contribue plutôt au développement de la Russie en transférant de nouvelles connaissances, compétences, technologies, information. Ces flux de ressources ont déterminé par exemple la croissance du secteur du logiciel et ont amélioré les capacités d'innovation de la Russie en attirant ainsi des investissements importants des compagnies étrangères de l'Europe, des Etats-Unis. Une meilleure consolidation de la diaspora permettrait une meilleure mobilisation de ressources et par conséquent un impact plus significatif sur le pays d'origine. Un autre facteur, qui explique la faible participation de la diaspora en termes de ressources financières, tient des mesures favorables adressées aux expatriés qui sont quasiment inexistantes.

⁵¹ Overseas Indian Facilitation Center (2007), *Promoting Investments from the Indian Diaspora: a new beginning*, Special Report

Dans le chapitre suivant, on procède à l'élaboration d'une grille de lecture des ressources générées par la diaspora qui nous permettra d'identifier leur impact sur le pays d'origine et souligner l'importance des ressources non financières, peu analysées dans la littérature de spécialité. Nous cherchons avant tout à analyser, classer et évaluer les types d'effets que produisent les expatriés sur le pays de départ.

Chapitre 3 : Les ressources et les acteurs de la diaspora

Dans la partie précédente, les études de cas montrent que la diaspora est une source de développement des pays d'origine. Les expatriés peuvent contribuer au processus de développement même sans revenir. Le maintien des liens avec le pays de départ se manifeste par la circulation de flux de nature diverse entre la diaspora et le pays source qui sont des générateurs de changements bénéfiques pour la société de départ. Les effets sur le pays d'origine peuvent revêtir plusieurs formes et se faire sentir dans divers domaines de l'économie nationale. La Chine a pu devenir un des leaders mondiaux de l'industrie manufacturière grâce au volume important d'investissements directs étrangers réalisés par les Chinois d'outre-mer, l'Inde a réussi à se positionner comme une des destinations préférées de l'externalisation informatique grâce au succès des expatriés indiens aux Etats-Unis qui sont aussi une source importante de remises des fonds dirigées vers l'Inde, ou encore la Russie qui revendique de plus en plus sa place sur le marché mondial des services informatiques.

Dans ce chapitre, nous nous proposons d'analyser les ressources de la diaspora et leurs effets sur le pays d'origine, ainsi que de voir quels sont les mécanismes qui atténuent ou amplifient leur impact. Pour expliquer la contribution des diasporas au développement du pays d'origine, on fera appel à la notion d'« externalités » positives de la diaspora qui ont été identifiées depuis un certain temps par la littérature sociologique (Gaillard et Gaillard, 1997) et mises en évidence récemment par les travaux économiques. Dans la littérature économique, l'analyse de Billaudot (2004 : 4) sur l'articulation conceptuelle entre « réseau », « coordination industrielle » et « proximité » livre une définition de la notion d'externalité positive comme « *effet non visé positif d'une activité sur une autre* ». En appliquant le concept d'externalité positive au sens de Billaudot à la diaspora nous apporterons une précision à la définition proposée.

Dans le premier chapitre, nous avons montré que la littérature portant sur l'analyse de l'impact de la mobilité internationale des personnes qualifiées a longtemps considéré ces départs comme un mal pour le pays source (Bhagwati et Hamada, 1974) pour reconnaître récemment que la mobilité de la main-d'œuvre qualifiée peut mener à la convergence économique entre pays à travers les transferts de fonds (Mora et Taylor, 2005), les migrations de retour (Domingues Dos Santos et Postel-Vinay, 2003), l'augmentation du capital humain (Mountford, 1997 ; Stark et al., 1997), le développement du commerce et l'augmentation d'investissements (Gould, 1994; Rauch et Trindade, 2002).

Les études sur l'impact de la diaspora sur le pays d'origine indiquent différents effets. Par exemple, Bergsten et Choi (2003) dans leur analyse sur la diaspora coréenne notent que l'impact d'une diaspora sur l'économie du pays émetteur se manifeste de trois manières différentes : le commerce et les flux d'investissements augmentent, la balance des paiements est influencée par les transferts de fonds et la diaspora peut avoir des effets positifs sur le capital humain et le marché du travail. En étudiant l'impact de la diaspora indienne sur le développement de l'Inde, Kapur (2010) identifie aussi trois mécanismes à travers lesquels les effets économiques de la diaspora indienne se manifestent : les flux financiers, les réseaux internationaux et les effets de gain de réputation. Devesh Kapur indique que les expatriés agissent comme des agents de réputation « *reputational intermediaries* ».

La littérature existante sur les effets positifs générés par la diaspora sur le pays d'origine livre des explications qui sont fragmentaires et parfois controversées, rares sont les cas où les études couvrent plusieurs effets à la fois, généralement l'analyse se limite à décrypter le rôle des remises de fonds sans mettre en lumière d'autres dimensions de l'influence des expatriés sur le pays d'origine.

Sans prétendre à l'exhaustivité, à travers ce chapitre on produira une analyse détaillée de l'impact de la communauté diasporique sur les pays source par le biais des ressources possédées par la diaspora en s'appuyant sur le caractère intentionnel et non-intentionnel des effets engendrés par l'action d'envoyer différents flux vers le pays de départ. Kuznetsov (2006) note que la diaspora dispose de trois ressources qui lui permettent de contribuer considérablement au développement du pays d'origine : une forte motivation à réussir dans le pays de destination en dépit des difficultés rencontrées, les compétences et les connaissances des opportunités globales et des spécificités locales, et souvent des ressources financières qui génèrent de nouvelles opportunités. Par rapport à cet auteur qui résume la capacité de contribution d'une diaspora à trois ressources, J.B. Meyer (2002 : 15) constate que la diaspora devient souvent « *source de production culturelle, symbolique, économique, technologique et organisationnelle* », idée qui se rapproche plus de notre vision concernant les ressources créées par l'entité ethnique.

Nous considérons que *le patrimoine* d'une diaspora est constitué des **ressources financières**, **ressources cognitives** (ensemble de connaissances, compétences, savoirs, codes culturels), **ressources relationnelles** (réseaux diasporiques, contacts créés avec la société d'accueil et d'origine ainsi qu'au sein du groupe ethnique), **ressources institutionnelles** (règles

informelles et formelles), *ressources organisationnelles* (modèles organisationnels acquis à la suite de l'interaction et de la coordination entre les membres de la diaspora et avec les individus de l'extérieur) et *ressources symboliques* (ensemble des identifications et des images) qui lui permettent d'apporter une contribution significative au développement de la patrie.

1 Grille de lecture des ressources de la diaspora et leurs effets

1.1 Introduction de l'intentionnalité dans l'analyse des effets des transferts de la diaspora

Pour répondre à ces questions, nous revenons à la notion d'intentionnalité abordée succinctement dans le Chapitre 2. Cette partie commence avec une analyse plus approfondie du terme qui nous permettra de produire une lecture détaillée des ressources de la diaspora et de leurs effets sur le pays d'origine. Nous essayons d'expliquer les motivations des expatriés à envoyer des ressources vers le pays de départ et de faire un état des lieux du caractère intentionnel et non-intentionnel de ces envois et leur impact sur le pays source.

1.1.1 La définition de l'intentionnalité pour expliquer l'origine de l'action

Le concept de *l'intentionnalité* est très peu utilisé dans les travaux économiques. Comme le note Berthier (2005), cette notion comporte un profond sens philosophique du terme étant introduit par la scolastique au Moyen Age et ensuite mis à jour par Brentano (1874) par sa célèbre thèse « *l'intentionnalité est la marque du mental* » et ultérieurement repris et enrichi par Husserl (1931), le fondateur de la phénoménologie, qui se prononce sur l'intentionnalité de la conscience par la fameuse phrase « *toute conscience est conscience de quelque chose* ». Pour Husserl, l'intentionnalité est la « *propriété qu'ont les vécus d'être conscients de quelque chose* » et il nomme ainsi « *intentionnels les vécus de conscience, et le terme d'intentionnalité ne signifie rien d'autre que cette particularité fondamentale et générale de la conscience qui est d'être conscience de quelque chose* » (Husserl, 1931, cité par Berthier, 2005 : 93). Dans le domaine de la philosophie, l'intentionnalité renvoie uniquement à la genèse de l'action qui est résumée par Berthier (2005 : 93) comme « *la capacité générale de la conscience (de notre conscience à nous, humains) à viser un objet, à se référer à « quelque chose », à porter sur « quelque chose » (« quelque chose » dont on ne présume en rien du statut d'existence), et à*

se le représenter », donc l'aptitude à viser mentalement des objets et à se représenter mentalement des états de choses sans parler des produits de l'action entreprise.

La définition de Husserl (1931) appliquée à la diaspora nous permet d'expliquer l'origine des motivations des migrants à envoyer des ressources vers leurs pays. Etant conscients du fait que les divers transferts adressés aux personnes restées dans le pays d'origine augmentent le niveau de vie des bénéficiaires, les expatriés se lancent intentionnellement dans le processus d'envoi des ressources qui se manifeste différemment en fonction du public cible et en fonction des émetteurs des flux transmis au pays. Comme notre analyse ne s'arrête pas à une simple mise en évidence des prémisses de l'intention des expatriés de transférer des ressources vers le pays de départ mais vise aussi l'identification des impacts produits par ces envois, nous nous intéressons également aux effets engendrés par l'action intentionnelle des membres de la diaspora d'envoyer des ressources. C'est pour cette raison qu'on se propose de dépasser le cadre réducteur de l'intentionnalité fourni par la philosophie et d'aborder le concept en intégrant aussi les effets inhérents au choix intentionnel des migrants d'orienter divers transferts vers le centre (pays source). L'analyse complexe de la notion de l'intentionnalité est le pilier fondamental de notre grille de lecture de ressources de la diaspora et de leur impact sur le pays d'origine.

1.1.2 Définition de l'intentionnalité portant sur les résultats de l'action

La sociologie étudie les résultats des actions entreprises par les agents sociaux en les dénommant d'une manière différente : « *conséquences non anticipées de l'action sociale finalisée* » chez Robert K. Merton (1936) ou comme « *effets pervers* » chez Raymond Boudon (1977). Plus récemment, les travaux économiques commencent à livrer aussi des analyses sur les effets des actes intentionnels des agents économiques en les présentant en tant que : « *résultats inattendus ou non-anticipés (unintended and unanticipated results)* » chez North (1996) ou « *externalité (effet non visé)* » chez Billaudot (2004). Cette nouvelle dimension dans le décryptage de l'intentionnalité nous aide à montrer que le choix délibéré des membres de la diaspora d'envoyer des ressources vers le pays d'origine pour augmenter le niveau de vie des proches ou de la communauté d'origine peut engendrer également des effets bénéfiques non anticipés provenant de l'intention des expatriés de contribuer au bien-être de leurs familles ou de leurs régions d'origine, ce qui peut avoir un impact positif à long terme sur le contexte général du pays source. Nous désignons ces effets en tant qu'effets positifs non-intentionnels.

1.1.2.1 Les effets intentionnels et non-intentionnels chez Anthony Giddens

Dans la *théorie de la structuration*, Giddens (1987) parle des structures sociales qui se stabilisent dans le temps et dans l'espace selon le principe de « *dualité du structurel* » qui englobe à la fois les dimensions avant l'action, en tant que ses conditions, et après, comme les résultats de celle-ci. Pour lui, l'acte ne se réfère pas aux intentions de ceux qui font des choses, comme dans le cas de la définition de la philosophie, mais à leur aptitude à les faire. Dans ce contexte, Giddens (1987) propose le concept des acteurs sociaux compétents qui sont « *capables de comprendre ce qu'ils font pendant qu'ils le font* » et où la compétence est conçue comme « *tout ce que les acteurs connaissent (ou croient), de façon tacite ou discursive*⁵², *sur les circonstances de leur action et de celle des autres, et qu'ils utilisent dans la production et la reproduction de l'action* » (Giddens, 1987 cité par Corcuff, 1995). Selon le raisonnement de Giddens, les migrants seraient des agents qui ont la possibilité d'apporter leur contribution au profit de leur pays en ayant une parfaite connaissance de leur acte et des effets produits sur le public bénéficiaire.

La compétence des acteurs (dans notre cas des membres de la diaspora) au sens de Giddens se traduit par la conscience discursive et pratique, ce qui renvoie aux connaissances explicites (codifiées) et aux connaissances tacites (non-codifiées) ; par conséquent, une diaspora est porteuse de deux types de connaissances. Si les premières s'articulent et se transmettent aisément sous différents supports d'information, les deuxièmes sont non-codifiées et difficiles à transférer. Les connaissances tacites selon Polanyi (1996) décrivent la capacité des humains à savoir toujours plus par rapport à ce qu'ils peuvent exprimer, il illustre cet état par la phrase connue : « *we can know more than we can tell* » (Polanyi, 1966 : 4). Comme il s'agit des connaissances très contextualisées, elles peuvent être acquises uniquement par une expérience pratique dans le territoire où elles sont créées, donc à travers le processus d'apprentissage par la pratique (*learning by doing*) (Lam, 1998) auquel Lundvall (1992) ajoute l'apprentissage par l'interaction (*learning by interacting*), ce qui met en évidence l'importance de l'interaction avec le contexte de création des connaissances tacites et de leur dimension sociale en plus de celle cognitive. La présence de la diaspora dans divers pays de destination permet ainsi au pays d'origine d'accéder aux connaissances spécifiques de ces territoires et d'augmenter les capacités d'innovation. Le processus d'acquisition de ces connaissances et de leur

⁵² Anthony Giddens (1987), fait la démarcation entre : **la conscience discursive** qui suppose « *tout ce que les acteurs peuvent exprimer de façon verbale, orale ou écrite* », ce qui renvoie généralement à la notion de conscience et **la conscience pratique** qui est décrite comme « *tout ce que les acteurs connaissent de façon tacite, tout ce qu'ils savent faire dans la vie sociale sans pouvoir l'exprimer directement de façon discursive* » (Corcuff, 1995).

transmission vers le pays source sera expliqué dans le chapitre suivant à travers l'apparition d'une nouvelle catégorie de réseaux diasporiques qui font le lien entre les expatriés et le pays d'accueil, condition fondamentale pour les approprier.

En s'appuyant sur l'approche de Giddens, les membres d'une diaspora utilisent les compétences explicites et tacites dont ils disposent pour agir en faveur du pays d'origine en étant conscients des effets produits, ce qui explique l'intentionnalité d'envoyer des ressources qui génèrent des effets intentionnels bien connus par l'auteur de l'acte.

Une des limites de la compétence des acteurs humains reconnue par Giddens (1987) est l'*inconscient* qui englobe « *les formes de cognition ou d'impulsion qui sont totalement refoulées, ou qui n'apparaissent dans la conscience qu'une fois déformées* » (Rojot, 2000 : 80). L'élément de l'inconscient explique le cadre de non connaissance et de non reconnaissance de toutes les conditions dans lesquelles les acteurs entreprennent leurs actions ce qui mène ultérieurement à des conséquences non-voulues ou inattendues.

Pour expliquer l'apparition de ce type d'effets, Giddens (1987) trouve l'inspiration dans l'étude de Merton (1936) qui les définit comme *conséquences non-anticipées* survenant à cause de la rationalité limitée des acteurs. Par rapport à sa source, Giddens rejette le principe de rationalité limitée et soutient que tous les acteurs sont compétents en expliquant que les *conséquences non-intentionnelles* sont les résultats de l'évolution des propriétés structurelles des systèmes sociaux au-delà du contrôle que peut avoir l'auteur de l'action. Avec l'inconscient, les *conséquences non intentionnelles* représentent un des obstacles principaux de la compétence des acteurs territoriaux. Donc pour Giddens, seuls les effets intentionnels de la diaspora tiennent de l'action d'expatriés de transférer des ressources vers le pays d'origine car ils connaissent déjà l'impact qu'elles vont produire, tandis que les effets non-intentionnels seraient liés aux milieux de l'action dans le pays source qui ne peuvent pas être contrôlés par les migrants et sont très « *éloignées du contexte immédiat de cette action* » (Giddens, 1987 : 59).

1.1.2.2 L'intentionnalité chez Douglass C. North

Par rapport à Anthony Giddens, North (2005), un des principaux représentants de l'économie institutionnelle historique refuse l'hypothèse de rationalité néoclassique de l'*homo oeconomicus* en prenant en compte la rationalité limitée des humains (Herbert A. Simon), qui selon lui induit la nécessité de création des institutions (ensemble des règles formelles et informelles) pour réduire l'incertitude et pallier au manque d'information et à la capacité

cognitive limitée. Pour Douglass North « *le changement économique (...) est un processus délibéré façonné par les perceptions des acteurs sur les conséquences de leurs actions. Les perceptions viennent des croyances des acteurs qui sont typiquement entremêlées avec leurs préférences* » (North 2005, cité par Chabaud *et al.*, 2005 : 694). L'auteur considère l'intentionnalité des acteurs comme élément essentiel qui aide à comprendre la condition humaine. Il l'applique pour expliquer les conséquences du changement institutionnel sur le développement économique affirmant que « *la clé de l'analyse du processus du changement est l'intentionnalité des acteurs du changement institutionnel et leur compréhension des problèmes rencontrés* » (North, 2005 : 22).

Dans l'acception de North (2005), les individus agissent en fonction des anticipations et mettent en place des stratégies pour atteindre leurs buts, les humains s'efforcent en permanence de maîtriser leur environnement. L'intentionnalité n'est pas uniquement un facteur déterminant qui explique le changement économique mais est aussi le résultat d'un « apprentissage social » qui façonne la capacité d'adaptation aux conjonctures qui changent.

Dans cette optique, l'apparition des réseaux diasporiques est le résultat du choix délibéré des migrants de s'identifier au groupe ethnique afin de faire face à l'incertitude liée au territoire d'accueil. L'appartenance à un réseau diasporique donne accès à des ressources qui ne peuvent être acquises autrement, ce qui réduit la probabilité d'échec du projet migratoire. Au sein de la communauté diasporique, les expatriés partagent les mêmes principes de fonctionnement et leurs représentations du monde sont basées sur un système commun de croyances conditionné par le fort attachement au pays d'origine, ce qui explique l'intentionnalité des migrants d'envoyer des ressources à leurs proches ou à la communauté d'origine, et leur propension à participer au processus de développement du pays de départ.

En comparaison avec Giddens (1987), qui soutient que tous les acteurs sont compétents et connaissent le résultat de leurs actions, Douglass North prend en compte la rationalité limitée dans la prise de décisions et constate que les résultats des choix faits par les individus ne coïncident pas toujours avec leur intention mais peuvent produire aussi des effets inattendus ou non-anticipés. Il indique qu'« *il n'y a aucune implication que les résultats des choix faits coïncideront avec les intentions ; en effet, le plus souvent le système de croyances qui détermine les perceptions des acteurs produit des résultats inattendus et imprévus* »⁵³ (North,

⁵³ Notre traduction : « *There is no implication that results of the choices that are made will coincide with intentions; indeed more often than not the belief systems that underlie perceptions produce unintended and unanticipated results* » (North, D.C., 1996 :4).

1996 : 4). L'acte intentionnel des expatriés originaires du même pays de se regrouper par volonté ou nécessité conduit à l'apparition non-intentionnelle de réseaux diasporiques qui consolident les migrants dans un groupe ethnique – la diaspora comme un effet proche du contexte de l'action intentionnelle d'identification des migrants originaires du même pays.

Nous allons voir également que le choix délibéré d'aider les proches restés au pays en plus de produire des effets positifs sur les bénéficiaires directs est susceptible de générer des effets positifs non-intentionnels au niveau de la communauté d'origine, voire au niveau du pays source. Etant donné que les expatriés, comme tout être humain, agissent dans un cadre défini par des capacités cognitives limitées et en fonction de l'information disponible, leur comportement rationnel d'envoyer des ressources vers le pays d'origine engendre tant des effets intentionnels que non-intentionnels. Les expatriés ne bénéficient pas de toute l'information nécessaire pour connaître tous les effets provoqués par leur décision de réaliser divers transferts vers le pays d'origine, ils visent un résultat (effet intentionnel) qui peut aussi produire des effets non voulus (effets non-intentionnels).

En citant Merton (1936), Samaganova (2008 : 60) note que ces « *effets non désirés ne sont pas toujours des effets indésirables* », ici elle parle notamment des conséquences non-intentionnelles positives qui sont à l'origine *des ressources non-intentionnelles*. La diaspora est vue comme ressource qui est le résultat positif d'une action intentionnelle. A titre d'exemple, Samaganova (2008) note que le choix intentionnel de nombreux Indiens de se déplacer vers les Etats-Unis pour continuer leurs études a été à la base de la formation d'une forte diaspora indienne dans la Silicon Valley qui a contribué au développement du secteur informatique tant dans la région d'accueil que dans celle d'origine, ce qui est une conséquence non-intentionnelle du choix délibéré de l'installation des migrants indiens aux Etats-Unis. Pour apporter d'autres éclaircissements en matière de distinction entre les effets intentionnels et non-intentionnels produits par la diaspora sur le pays d'origine, nous faisons appel à l'analyse de Billaudot (2002, 2004).

1.1.2.3 L'apport de Bernard Billaudot dans la compréhension des effets produits par les actes intentionnels

Billaudot (2004) ne parle pas de l'intentionnalité, mais il parle de l'externalité comme « *tout effet non visé extérieur* » qui peut être négatif si l'effet est nuisible à une autre activité et positif si l'activité qui produit cet « effet non visé » est favorable pour une autre activité. Même si l'auteur ne prononce pas le terme, il s'agit de la notion « *effets non-intentionnels* » qu'on utilise dans ce travail qui est l'équivalent du concept d'externalité.

Dans cette thèse, nous nous intéressons à la deuxième catégorie d'externalités, notamment celles positives de la diaspora qui génèrent des effets bénéfiques sur le pays d'origine. Au sens de Bernard Billaudot, les externalités positives seraient uniquement le résultat des effets favorables non-intentionnels (non-visés), pourtant, l'analyse des ressources de la diaspora va montrer que certaines externalités positives sont générées par des actions intentionnelles des expatriés qui réalisent l'existence des effets positifs découlant de leur « co-présence ». Les expatriés se rendent compte que la capacité de mobilisation des ressources d'un groupe est plus importante que la capacité d'un individu séparé, ils sont conscients des effets bénéfiques générés par leur interaction et c'est pour cette raison que dans certaines conjonctures (situation de crise au pays, catastrophe naturelles, etc.) les migrants mettent en commun délibérément leurs ressources pour profiter du résultat positif de cette forme de concentration qui facilite la mise en place des projets collectifs en faveur du pays source. Par conséquent, dans ce travail nous employons la notion d'externalités positives définie par Billaudot (2004) à laquelle nous ajoutons les effets positifs intentionnels produits sur le pays de départ par le choix de la diaspora d'envoyer des ressources au pays.

Pour Billaudot (2004), les externalités positives peuvent être « potentiellement » converties en « *ressources-externalité* »⁵⁴, il note que « *cette potentialité devient effective lorsque l'existence de l'externalité positive est perçue, reconnue et qu'elle est constituée en ressource* » (Billaudot (2004 : 9)). En suivant cette perspective, nous admettons que les externalités positives générées par l'interaction entre expatriés peuvent mener à la création de la diaspora comme ressource. Cette éventualité a été confirmée dans le cas des diasporas à maturité comme celle chinoise ou indienne qui sont devenues une ressource pour leur pays, étant utilisée dans le premier cas pour le développement du secteur manufacturier chinois et dans le deuxième pour le développement du secteur informatique. Nous verrons que la perception des effets positifs de la diaspora conduit à la mise en place d'une manière intentionnelle des structures tant dans les pays d'accueil que celui d'origine dans le but de les explorer. Un exemple éloquent est la prise de conscience du potentiel de la diaspora par les informaticiens indiens aux Etats-Unis mais aussi par l'Etat indien, ce qui a permis le développement de collaborations bilatérales dans le secteur informatique entre le cluster de la Silicon Valley et de Bangalore.

⁵⁴ Une *ressource-externalité* est une externalité positive – un effet non visé positif d'une activité sur une autre – qui est constituée en ressource (Billaudot 2004 : 4).

Il est intéressant de souligner que « *beaucoup d'externalités positives demeurent latentes: elles ne sont pas converties en ressources (ou ne le seront que dans un nouveau contexte). Cela ne veut pas dire qu'elles ne jouent pas. Même s'il n'est pas perçu, leur effet bénéfique se manifeste, mais pas nécessairement avec la même intensité* » (Billaudot, 2004 : 10). Cette situation renvoie aux diasporas émergentes qui produisent aussi des effets bénéfiques sur les pays source mais souvent ni l'Etat d'origine, ni les migrants ne se rendent compte de l'existence d'externalités positives. Cela explique en quelque sorte le rôle modéré que les diasporas émergentes jouent, à cette étape de leur évolution, dans le processus de développement du pays source. Nous estimons que les effets positifs produits par une diaspora émergente sont susceptibles de devenir ressources quand un niveau de structuration comparable à celui des diasporas à maturité est atteint.

Comme noté par Bellemare et Briand (2002 : 7) « *la difficulté avec l'intentionnalité de l'action, n'est pas de savoir si l'acteur qui a fait un geste initial voulait engendrer ces conséquences, mais plutôt de savoir comment un geste initial (banal) peut engendrer des événements dont certains sont spatio-temporellement fort éloignés de l'acte déclencheur* ». Nous ne cherchons pas seulement à démontrer l'intentionnalité des expatriés à contribuer au développement du pays d'origine, mais nous nous efforçons également d'identifier la nature des effets produits par l'action de la diaspora d'envoyer des ressources vers le pays de départ et leur impact sur le processus de développement de leur pays.

A travers les différentes ressources générées par une diaspora, nous allons montrer comment les actions de la communauté diasporique produisent des effets positifs intentionnels comme les transferts de fonds, des connaissances, de technologies et d'autres, menant ainsi à des conséquences non-intentionnelles positives comme le développement du système bancaire au pays d'origine, l'amélioration des capacités technologiques, le changement des principes managériaux, etc. Ces effets intentionnels et non-intentionnels facilitent le rattrapage économique entre les pays et favorisent une meilleure intégration des pays d'origine des migrants dans l'économie mondiale.

Afin de faciliter la présentation des mécanismes qui permettent la manifestation de l'impact positif de la diaspora, nous proposons une grille de lecture des ressources créées par le groupe ethnique existant à l'étranger (***financières, cognitives, relationnelles, symboliques, organisationnelles et institutionnelles***) à travers les effets non-intentionnels et intentionnels que ses ressources entraînent sur le pays d'origine.

Tableau 3.1: *Typologie des effets des ressources de la diaspora sur le pays d'origine*

Type de ressource	Effets intentionnels	Effets non-intentionnels
Ressources financières	<ul style="list-style-type: none"> - La réduction de la pauvreté - Les « <i>remittances</i> » comme diversification de revenus et des risques - Les « <i>remittances</i> » comme source d'investissement en capital humain - Les « <i>remittances</i> » comme source d'investissements directs étrangers - Les « <i>remittances</i> » et le financement des projets collectifs - La création des programmes d'officialisation des transferts de fonds et d'orientation vers l'investissement productif 	<ul style="list-style-type: none"> - L'apparition de secteurs économiques vivant de la diaspora et des voyages - Les effets positifs sur l'accumulation de capital humain et physique - Le développement du système bancaire du pays d'origine - L'effet multiplicateur des remises de fonds (« <i>remittances</i> ») - L'impact macroéconomique des « <i>remittances</i> »
Ressources cognitives	<ul style="list-style-type: none"> - Les pratiques d'innovation par transmission de connaissances codifiées ou tacites - La prospection de nouveaux marchés extérieurs - L'adaptation aux changements structurels induite par l'économie de la connaissance - La création d'environnement propice au progrès scientifique et technique - La mise en place des programmes formalisés de transfert de connaissances 	<ul style="list-style-type: none"> - L'augmentation des capacités d'innovation par l'accès aux technologies des pays d'accueil de la diaspora - Les effets indirects d'incitation à la formation dans les pays de départ - L'accès à de nouveaux marchés et produits - La genèse des ressources cognitives non-intentionnelles liées au territoire d'accueil
Ressources relationnelles	<ul style="list-style-type: none"> - La création des structures nationales pour bénéficiaire du capital social de la diaspora - La création de réseaux de communication - Les réseaux diasporiques comme moyen d'ascension professionnelle - L'apparition de réseaux diasporiques de personnes hautement qualifiées - L'apparition organisée des réseaux sociaux virtuels de la diaspora 	<ul style="list-style-type: none"> - Les effets relationnels des transferts - Les intermédiaires d'affaires - L'accès à un réseau plus élargi de contacts - L'amélioration du climat d'investissements dans le pays d'origine - La diaspora comme source d'information et d'interprétation sur le contexte du pays source et d'accueil - La diaspora comme vecteur du changement politique - La diaspora comme plateforme d'expansion des relations commerciales - Le développement du tourisme nostalgique et la genèse des migrations de retour - L'apparition spontanée des réseaux sociaux virtuels de la diaspora
Ressources institutionnelles	<ul style="list-style-type: none"> - Les transferts de normes, de modèles et de règles formelles - La diffusion organisée de valeurs et pratiques politiques plus démocratiques et ouvertes - L'élaboration des politiques destinées à bénéficier de la diaspora 	<ul style="list-style-type: none"> - Les effets normatifs - Les transferts culturels - La diffusion spontanée de valeurs et pratiques politiques plus démocratiques et plus ouvertes

Ressources organisationnelles	<ul style="list-style-type: none"> - La création de filiales et de représentations - La création organisée de clusters 	<ul style="list-style-type: none"> - La transmission de nouvelles compétences professionnelles et de nouveaux modèles organisationnels
Ressources symboliques	<ul style="list-style-type: none"> - La perpétuation organisée de la mémoire collective du groupe et de l'image du pays d'origine - La promotion de l'image du pays d'origine par l'association de la diaspora à l'image du pays d'accueil - L'élaboration des politiques par le pays d'origine visant à transmettre une image favorable - La création intentionnelle des ressources symboliques 	<ul style="list-style-type: none"> - La perpétuation spontanée de la mémoire collective - La promotion de l'image du pays d'accueil - La construction de l'image du pays d'origine dans les pays de destination - L'amélioration de l'image du pays source - L'apparition des territoires mondialement connus - La diaspora comme vecteur de réputation et de crédibilisation du pays d'origine - L'effet incitatif spontané : la diaspora comme exemple à suivre

1.2 La question des « *remittances* »

La grille commence avec l'analyse *des ressources financières* générées par une diaspora qui en comparaison avec d'autres ressources possédées par l'entité ethnique ont l'impact immédiat le plus visible sur les pays source mais aussi le plus controversé dans la littérature existante. Les ressources financières envoyées par le groupe diasporique ayant l'effet immédiat le plus tangible sur l'amélioration des conditions de vie dans les pays source ont été longtemps considérées comme la principale source de contribution des migrants au développement de leurs pays de départ. Leur ampleur dans les années 2000 a augmenté l'intérêt pour le potentiel des diasporas et a renforcé la légitimité de la littérature récente qui porte sur les externalités positives liées à la diaspora. Comme déjà mentionné, pour l'année 2009, la Banque Mondiale a indiqué un volume de 316 milliards de dollars américains des remises de fonds reçues par les pays en développement, ce chiffre étant 4 fois supérieur à celui enregistré en 2000 où la valeur des remises de fonds en direction des pays en développement était estimée à environ 85 milliards de dollars américains⁵⁵.

⁵⁵ Ratha, D., Sanket, M. et Ani S. (2010), *Outlook for Remittance Flows 2010-2011*, Migration and Development Brief 12, April 2010 et Migration and Development Brief 2 – Remittance Trends 2006, et World Bank Migration and Remittances Factbook 2008, Banque Mondiale

TABLEAU 3.2: LES TRANSFERTS DE FONDS ENVOYÉS VERS LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT POUR LA PÉRIODE 2000-2009 (MILLIARDS DOLLARS AMÉRICAINS)

2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
84,5	95,6	115,9	143,6	161,3	191,2	221,3	239,7	336	316

Source: World Bank Migration and Remittances Factbook 2008; World Bank Outlook for Remittance Flows 2010-2011

Les sommes reçues par les non-migrants sont devenues une source importante de financement externe pour nombreux pays en développement. Les données montrent que le volume des remises de fonds dépasse largement la valeur d'aide publique au développement et dans certains cas même le volume des investissements directs étrangers.

1.2.1 Des effets inégaux sur les pays bénéficiaires

A cause de la répartition inégale des flux financiers, les effets varient en fonction des pays bénéficiaires et n'engendrent pas le processus de développement d'une manière similaire. Dans certaines régions comme l'Amérique Latine, en raison des volumes plus importants, les effets positifs des remises de fonds sont plus susceptibles à être enregistrés que dans des régions comme l'Afrique subsaharienne, qui est l'endroit recevant le moins des transferts de fonds de la part de ses migrants. A titre de comparaison, en 2007 la région d'Amérique Latine et Caraïbes avec une population totale de 556 millions de personnes a enregistré un volume de 59,9 milliards de dollars américains de transferts de fonds de la part des migrants, ce qui se chiffre à environ 108 dollars par personne, tandis que pour l'Afrique subsaharienne avec une population totale de 770 millions, les sommes des envois de fonds n'ont atteint que 10,8 milliards de dollars américains, ce qui représente 15 dollars par personne⁵⁶.

Une autre méthode de comparaison de la répartition des flux financiers transférés par les migrants vers les pays de départ est la présentation en valeur absolue et relative exprimée comme quote-part du PIB. Selon la première méthode, nous remarquons que les principaux bénéficiaires des transferts de fonds sont les pays les plus peuplés. Pour l'année 2009, se classent en tête : l'Inde (49 milliards de dollars américains), la Chine (48 milliards de dollars américains), le Mexique (22 milliards de dollars américains) et les Philippines (20 milliards de dollars américains). La part des remises de fonds dans le PIB de ces pays est basse, par exemple pour 2009, les transferts de fonds ont représenté 3,9 % du PIB indien et 1 % du PIB

⁵⁶ World Bank Migration and Remittances Factbook 2008

chinois⁵⁷. Selon la part des envois d'argent des migrants dans le PIB, les plus petits pays comme : le Tadjikistan, les Tonga ou la Moldavie sont les économies avec les plus importants volumes d'envois d'argent. Pour l'année 2008, dans ces trois petits pays mentionnés la part des remises de fonds a constitué plus de 30% du PIB⁵⁸.

Beine, Docquier et Rapoport (2007) remarquent que les pays petits et pauvres sont aussi ceux qui enregistrent des taux d'émigration les plus importants des personnes qualifiées, par conséquent tant les pays de destination que certaines organisations internationales parmi lesquelles la Banque Mondiale (2003), ont commencé à voir les transferts de fonds comme un moyen de compensation de la perte des talents et une source de financement du développement de ces pays. Dans cette optique, plusieurs études considèrent que le volume de remises de fonds augmente en fonction des qualifications des migrants. Cependant, Faini (2007) constate qu'il y a très peu d'analyses qui puissent confirmer le fait que les remises de fonds tendent à augmenter en fonction des qualifications (Johnson et Whitelaw, 1974 ; Rempel et Lobfell, 1978). Normalement, les migrants qualifiés gagnent plus et respectivement ils sont susceptibles d'envoyer plus d'argent. Toutefois, il y a plusieurs positions non clarifiées par les adeptes de cette thèse. Premièrement, les faits ne sont pas sans équivoque, par exemple Rodriguez et Horon (1994) montrent que dans le cas des Philippines le niveau d'éducation des migrants n'a aucun impact sur les sommes envoyées au pays. Deuxièmement, les migrants peuvent être issus des familles aisées et mieux éduquées et par conséquent, la motivation à transférer de l'argent est réduite. Finalement, ils peuvent rester plus longtemps à l'étranger parce qu'ils ont plus de possibilités de réunir leurs familles dans le pays d'accueil ou parce qu'ils ont moins de contraintes à le faire.

1.2.2 Les effets des remises de fonds identifiés dans la littérature existante

Si la polémique existe autour du profil des principaux pourvoyeurs de transferts de fonds, alors leur importance pour le développement et leur utilisation ont suscité des discussions encore plus vives. En ce qui concerne les analyses de leur impact sur le pays d'origine, la littérature existante livre une série entière d'explications en mettant en évidence l'effet de financement de la consommation courante, l'effet de dépendance envers ces envois, qui démotivent les ménages bénéficiaires d'accroître leur revenu menant ainsi à la « trappe à

⁵⁷ World Bank Remittances Data

⁵⁸ World Bank Outlook for Remittance Flows 2010-2011

pauvreté »⁵⁹, ou encore le risque du « syndrome hollandais »⁶⁰ induit par l'accroissement des importations et du déficit de la balance commerciale à cause de la croissance de la demande des biens échangeables engendrant une surévaluation du taux de change qui conduit à la réduction de la compétitivité des produits locaux.

1.2.2.1 L'impact sur la réduction de la pauvreté

Même si les effets mentionnés sont susceptibles de se produire dans certaines sociétés bénéficiaires des remises de fonds, les études théoriques et empiriques montrent que les ressources financières envoyées par les migrants à leurs proches génèrent également des résultats positifs sur les pays source. Les analyses récentes montrent que les sommes reçues réduisent la pauvreté et ont des effets positifs sur la distribution de revenus. Dans une étude, Adams (2006) trouve que les remises de fonds diminuent le niveau et l'ampleur de la pauvreté au Guatemala. De plus, contrairement à d'autres analyses, il affirme que cet argent n'est pas dépensé pour la consommation courante, mais comme c'est une source de revenu temporaire et incertaine, les ménages préfèrent l'investir dans l'éducation, la santé ou l'immobilier. Il y a bien sûr de nombreuses preuves qui confirment que les flux financiers transférés par les migrants sont consacrés à la consommation, mais c'est un résultat tout à fait normal notamment pour les ménages qui vivent dans une extrême pauvreté. Le rôle des remises de fonds dans la réduction de la pauvreté à long terme peut amplifier les effets positifs car en ayant une alimentation correcte, des conditions de vie améliorées grâce aux ressources financières envoyées par la diaspora, les ménages bénéficiaires peuvent payer les frais de scolarité, les frais médicaux, ce qui est bénéfique pour l'augmentation du capital humain du pays source.

Ozden et Schiff (2005) soulignent que les transferts de fonds peuvent : réduire la pauvreté des ménages bénéficiaires ; augmenter l'investissement en capital humain (dépenses en éducation et santé) et d'autres investissements productifs ; réduire le travail des enfants et augmenter leur scolarisation ; et renforcer l'activité entrepreneuriale. Les études montrent que l'impact des investissements en capital humain et en activités productives ayant comme source les remises de fonds est plus important que les investissements financés par d'autres sources de revenu.

⁵⁹ La désincitation pour une personne ayant un emploi à accroître son revenu. (Guillemot *et al.*, 2001 : 6)

⁶⁰ Scénario dans lequel l'appréciation de la monnaie rend les biens échangeables moins concurrentiels et entraîne un accroissement des importations, avec pour résultat un déplacement des ressources de la production de biens échangeables vers la production de biens non échangeables. (Gupta *et al.*, 2006 : 12).

1.2.2.2 L'impact contesté sur le développement du pays d'origine

Bien que plusieurs auteurs soient d'accord sur le rôle des remises de fonds dans la réduction de la pauvreté, la contribution des remises de fonds au développement général du pays d'origine est assez contestée. Par exemple, Ellerman (2006) soutient que les flux des transferts de fonds ne peuvent pas générer le développement économique, cependant leur importance dans la réduction de la pauvreté est certaine. Il note que ces ressources financières sont susceptibles d'augmenter les flux migratoires parce que les ménages qui n'ont aucun membre à l'étranger, en comparant leur situation avec les conditions de vie améliorées des familles bénéficiaires sont aussi incités à envoyer un de leurs membres à l'étranger. L'auteur explique que dans le cas où la migration est considérée comme une soupape de sécurité, les remises de fonds amplifient l'effet nuisible des migrations en relâchant la pression des problèmes urgents. Les pays en développement se contentent de laisser partir leur capital humain, ce qui allège les pressions sur le marché du travail et génère des transferts de fonds en démotivant ainsi les décideurs politiques de rendre le contexte général plus favorable tant pour les personnes qualifiées afin de diminuer la fuite des cerveaux mais aussi pour les investisseurs étrangers. Certains pays font de l'exportation de la main-d'œuvre qualifiée une nouvelle industrie, le paiement étant les transferts de fonds. Le cas des Philippines qui forment délibérément un surplus du personnel médical est un exemple parlant.

L'analyse de David Ellerman prend plutôt en compte les effets produits à court terme où les transferts de fonds permettent d'assumer les coûts de voyage pour les personnes qui décident de partir à l'étranger mais à long terme nous avons vu par exemple dans le cas de l'Inde que les remises de fonds de la part des Indiens d'outre-mer peuvent constituer une source importante, même cruciale du « décollage » économique. De Haas (2008) résume que la relation entre la migration et le développement prend la forme d'un U inversé en expliquant qu'initialement le développement socio-économique est caractérisé par un nombre croissant de migrants qui peuvent couvrir les dépenses liées au projet migratoire mais à long terme le sentiment de privation s'atténue et la migration diminue. Cette relation décrit aussi le rapport entre les transferts de fonds et le développement. Même si à court terme les remises de fonds peuvent stimuler l'émigration du pays d'origine, alors à long terme elles sont susceptibles de promouvoir le développement.

1.2.3 Une analyse revisitée de l'impact des transferts de fonds sur les pays d'origine

Malgré l'importance et l'intérêt accru envers les remises de fonds, il n'existe pas une vision unanime sur le rôle qu'elles jouent dans le développement des pays source. Chami *et al.* (2003) expliquent cette insuffisance : premièrement, à cause de la difficulté de collecte de données fiables, car les pays reflètent ces ressources financières sous différents postes dans leur balance des paiements, mais également à cause de l'existence des canaux informels d'envoi qui complique davantage l'exercice. Généralement, les chiffres présentés pour les flux de transferts de fonds ne reflètent pas la valeur des produits et des matériels envoyés qui peut être aussi substantielle. Deuxièmement, les rémittances ne font pas l'objet d'une étude générale mais plutôt des études séparées sont menées sur un pays ou un groupe de migrants. Le dernier élément de leur explication porte sur la façon dont ces sommes sont dépensées, comme déjà souligné, il existe de vifs débats autour leur usage.

Afin de pouvoir identifier d'une manière plus claire les effets des transferts financiers de la diaspora sur le pays d'origine, il est nécessaire non seulement de faire la distinction de base entre les remises de fonds destinées à la consommation courante et les sommes utilisées pour les investissements productifs, mais également de prendre en compte l'analyse tant à court terme qu'à long terme.

Selon notre grille de lecture, l'action des migrants de transférer des ressources financières vers le pays d'origine produit des effets intentionnels qui visent l'aide aux proches, les investissements immobiliers, la création des activités économiques, ainsi que des effets non-intentionnels. Si les effets positifs intentionnels se manifestent généralement à court terme, les effets bénéfiques non-intentionnels se manifestent à long terme et ont un impact plus durable sur le développement du pays d'origine. La déconnexion entre l'analyse à court terme et l'analyse long terme n'a pas permis de considérer l'existence des effets non-intentionnels de transferts de fonds de la diaspora, ce qui explique pourquoi certains auteurs ne les voient pas comme une source de développement mais plutôt comme une source de financement de la consommation courante qui a des effets bénéfiques uniquement à court terme et seulement sur le bien-être des familles bénéficiaires, sans avoir un impact positif sur le processus de développement national. Généralement, les migrants ne cherchent pas à contribuer directement au développement du pays d'origine, cela ne devient que le résultat des externalités positives générées au fil du temps par les transferts destinés à l'usage privé.

Nous étudions l'impact des remises de fonds dans une perspective à long terme et constatons que les résultats visés comme, entre autres, l'augmentation du pouvoir d'achat des ménages bénéficiaires, l'accroissement des revenus, qui sont des effets recherchés par les membres de la diaspora, apparaissent d'une manière immédiate tandis que les conséquences non-intentionnelles des transferts financiers comme : l'effet multiplicateur des remises de fonds, l'augmentation du capital humain qui mène à l'amélioration de la productivité et des possibilités de recherche et d'innovation, etc. se manifestent à long terme et sont susceptibles de produire des impacts positifs plus importants que les effets intentionnels.

Le tableau ci-dessous synthétise les effets générés par les ressources financières de la diaspora sur le pays d'origine.

TABLEAU 3.3: LES EFFETS DES RESSOURCES FINANCIÈRES DE LA DIASPORA SUR LE PAYS D'ORIGINE

Effets intentionnels	Effets non-intentionnels
<ul style="list-style-type: none"> - La réduction de la pauvreté - Les « <i>remittances</i> » comme diversification de revenus et des risques - Les « <i>remittances</i> » comme source d'investissement en capital humain - Les « <i>remittances</i> » comme source d'investissements directs étrangers - Les « <i>remittances</i> » et le financement des projets collectifs - La création des programmes d'officialisation des transferts de fonds et d'orientation vers l'investissement productif 	<ul style="list-style-type: none"> - L'apparition de secteurs économiques vivant de la diaspora et des voyages - Les effets positifs sur l'accumulation de capital humain et physique - Le développement du système bancaire du pays d'origine - L'effet multiplicateur des remises de fonds (« <i>remittances</i> ») - L'impact macroéconomique des « <i>remittances</i> »

1.2.4 Les effets intentionnels des transferts financiers de la diaspora

Dans le premier chapitre sur les théories des migrations, on a noté que la mobilité internationale peut être une décision individuelle (théorie néoclassique) ou collective (nouvelle économie des migrations) incitée par différentes raisons : la recherche de meilleures conditions professionnelles, l'augmentation des revenus, stratégie de diversification des sources de revenu pour les ménages qui décident d'envoyer un de leurs membres à l'étranger. Le contrat tacite qui existe entre le migrant et la famille, qui initie et finance le projet migratoire, l'oblige à récompenser l'effort de la famille en envoyant de l'argent. Dans les deux situations, le migrant maintient des liens forts avec les personnes non-migrantes de la communauté d'origine. Un des résultats les plus visibles de la relation entre les expatriés et le pays de départ est le transfert des ressources financières opéré pour atteindre des objectifs précis comme l'amélioration des conditions de vie de la famille restée au pays ou

l'investissement dans une activité productive qui permettrait l'obtention d'un revenu supplémentaire. Si les effets non-intentionnels des transferts de fonds dérivent de l'action du migrant d'envoyer des ressources vers le pays de départ sans être recherchés par l'auteur de l'acte, les effets intentionnels sont des résultats attendus par les expatriés qui sont conscients « *de ce qu'ils font et pourquoi ils le font* » pour paraphraser Giddens (1987) qui affirme que les acteurs sociaux sont « *capables de comprendre ce qu'ils font pendant qu'ils le font* ».

1.2.4.1 La réduction de la pauvreté

Parmi les conséquences intentionnelles, on identifie la réduction du niveau de pauvreté. En envoyant des ressources financières, les expatriés souhaitent augmenter le pouvoir d'achat de leurs proches, améliorer leurs conditions de vie. Pour les ménages les plus pauvres les sommes envoyées par les migrants constituent la seule source de revenu ayant un impact immédiat sur la diminution de la pauvreté. Adams et Page (2003), dans une étude portant sur l'impact des migrations internationales et les remises de fonds sur la pauvreté menée sur 74 pays en développement à faible ou moyen revenu, constatent qu'un accroissement de 10% des transferts de fonds dans le PIB du pays engendrerait une diminution de 1,6% de la part de la population qui vit en extrême pauvreté (1 dollar américain/personne/jour).

D'autres analyses confirment l'impact des remises de fonds sur la réduction de la pauvreté en indiquant qu'une augmentation de 10% induit en moyenne une réduction de 3,5% du niveau de pauvreté (Burki et Mordasini, 2009). Les transferts des fonds agissent comme un mécanisme de stabilisation de la consommation, d'augmentation de revenu des ménages non-migrants, ce qui entraîne une amélioration du niveau de vie des familles bénéficiaires. Il faut noter que dans un premier temps, l'intention du migrant qui envoie de l'argent à la famille restée au pays est d'améliorer ses conditions de vie, ce qui explique la part importante destinée à la consommation courante avec un effet immédiat sur la réduction de la pauvreté du ménage récepteur, ce n'est que graduellement que ces ressources sont dirigées vers la création des entreprises familiales au pays ou vers d'autres investissements productifs.

Des discussions vives gravitent autour de l'usage des remises de fonds qui pour certains auteurs sont utilisées uniquement pour la consommation courante sans être investies dans des activités productives. Certains chercheurs argumentent que les transferts de fonds stimulent le développement. C'est d'autant plus vrai pour des régions comme par exemple les petits pays insulaires des Caraïbes ou du Pacifique, où les transferts de fonds constituent la seule source

stable de revenu et où, avant d'être investis dans des projets productifs, ils servent à satisfaire les besoins vitaux des ménages bénéficiaires à travers la consommation courante.

1.2.4.2 Les « *remittances* » comme diversification des revenus et des risques

Lors du premier chapitre, nous avons montré qu'un des effets intentionnels des transferts des fonds est la diversification des sources de revenu qui facilite l'adoption de nouvelles techniques plus risquées que les techniques traditionnelles (Stark et Levhari, 1982) ou encore Massey *et al.* (1993) notent qu'en plus de la maximisation des revenus, les transferts de fonds sont aussi une source de diversification des risques.

Les remises de fonds constituent pour nombreux pays pauvres le seul moyen d'assurance contre plusieurs risques. Ces sommes sont plus stables que toute autre source de flux financiers comme les investissements directs étrangers qui dépendent incontestablement du contexte économique et politique des pays qui doit être amélioré pour les attirer. Les remises de fonds de la part des migrants permettent aux pays d'origine de diversifier les sources de financement externe. L'expérience montre que les transferts d'argent de la part d'expatriés ont aidé plusieurs pays à surmonter des crises politiques ou économiques (comme le Liban durant la guerre civile) ou des catastrophes naturelles (l'ouragan Mitch en Amérique Centrale en 1998).

Les études sur les motivations d'envoi d'argent aux pays source révèlent qu'une des raisons est l'altruisme des membres de la diaspora qui ont une forte volonté d'aider les familles, les amis non-migrants. En plus d'altruisme, Lucas et Stark (1985) ajoutent aussi l'intérêt personnel des migrants de maintenir des liens forts avec le pays d'origine. Chami *et al.* (2003), Kapur et McHale (2005) indiquent que la volonté des migrants d'aider leurs familles restées au pays conduit à l'augmentation des montants envoyés pendant les crises ou les calamités naturelles. L'économiste de la Banque Mondiale, Dilip Ratha (2010), arrive à la même conclusion, en soutenant qu'à l'heure de la crise financière déclenchée en 2008, ces envois restent les plus résistants par rapport aux autres sources de financement extérieur et sont de plus en plus considérés comme une source importante de financement du développement.

1.2.4.3 Les « *remittances* » comme source d'investissement en capital humain

A part la diminution de la pauvreté, la diversification des revenus et des risques, l'action de la diaspora d'envoyer des ressources financières vise la création des entreprises dans la région d'origine et l'augmentation d'investissement dans l'éducation. Plusieurs études confirment

que la diaspora incite les personnes restées au pays d'investir dans l'éducation. Par exemple pour le Salvador, Cox et Ureta (2003) trouvent que les enfants des familles bénéficiaires des remises de fonds sont les plus enclins à poursuivre une scolarité plus longue. Il faut souligner que ce choix dépend du type de sélection de l'émigration. Dans les pays enregistrant des départs importants de personnes qualifiées, les investissements en éducation seront plus importants que dans les pays où l'émigration concerne plutôt la main-d'œuvre non-qualifiée. Par exemple au Mexique, les enfants issus des familles qui ont des membres à l'étranger sont moins susceptibles d'atteindre un haut niveau d'études (McKenzie et Rapaport, 2006). Cette situation s'explique par la nature des flux des migrants peu-qualifiés en direction des Etats-Unis, ce qui démotive les investissements en éducation étant donné que pour les emplois qu'ils exercent dans le pays de destination ils ont des revenus plus importants que dans le pays de départ sans avoir besoin d'un diplôme d'études supérieures.

1.2.4.4 Les « remittances » comme source d'investissements directs étrangers

L'intentionnalité des migrants de transférer des ressources financières pour des activités productives peut être stimulée par les conditions favorables du pays d'origine. Les Etats qui ont compris que la diaspora constitue une source de développement ont mis en place des mesures efficaces pour motiver davantage les expatriés à diriger des flux financiers vers le pays d'origine. La Chine et l'Inde sont parmi le peu de pays ayant su valoriser les ressources de leurs diasporas en créant des conditions d'investissement avantageuses pour les expatriés.

Billaudot (2004) indique qu'une externalité positive peut être transformée en « *ressource-externalité* » si ses particularités sont saisissables et converties en ressource. Etant donné que la Chine a perçu le potentiel financier des Chinois d'outre-mer, une série de mesures en faveur de la diaspora a été mise en place. Les expatriés chinois ont constitué la principale source d'investissements directs étrangers en Chine, contribuant ainsi considérablement à la croissance économique chinoise. Depuis l'année 1979, avec le début des réformes économiques, l'Etat chinois s'est engagé dans une relation prioritaire de collaboration avec les Chinois vivant à l'étranger en leur accordant de nombreuses facilités dans divers secteurs de la vie économique. Ma Mung (2000 : 42) souligne que « *c'est dans le domaine des investissements que les mesures d'encouragement sont les plus fortes. Les Chinois d'outre-mer bénéficient d'une double faveur : ils ont les facilités et les avantages accordés aux investisseurs étrangers auxquels s'ajoutent d'autres qu'ils ont en tant que Chinois d'outre-mer : exemption fiscale sur une plus longue durée que pour les étrangers, possibilité d'investissement dans des secteurs plus au moins protégés ou soustraits à*

l'investissement étranger, plus grandes facilités accordées pour vendre sur le marché national...». Le résultat de cette politique de coopération avec la diaspora a fait que pendant la période 1985-2000, 70% des investissements directs étrangers de la Chine venaient de la diaspora éparpillée dans le monde, plus particulièrement des flux venant des Chinois installés en Asie du Sud-Est (Davone, 2005).

Dans ce cas, l'intentionnalité de la diaspora de créer des activités entrepreneuriales sur le territoire du pays de départ a été renforcée par le contexte favorable du pays construit intentionnellement par les décideurs politiques afin d'attirer plus de transferts financiers provenant des expatriés qui constituent un réservoir essentiel d'investissements directs étrangers, par conséquent une source de financement du développement national.

1.2.4.5 Les « remittances » et le financement des projets collectifs

Les remises de fonds de la diaspora font l'objet de transferts individuels des migrants pour les membres de leurs familles restés au pays d'origine, mais peuvent être aussi réalisées par un groupement de migrants créé dans les pays de destination pour aider une communauté ou une région du pays de départ, ainsi les ressources financières des expatriés deviennent aussi une source de financement de projets collectifs adressés à un public plus large qui aident à améliorer les conditions de vie non seulement des ménages bénéficiaires comme pour les flux destinés à l'usage privé mais augmentent le niveau de vie d'un groupe entier. Dans un rapport, l'OCDE (2003) remarque que les transferts de fonds dirigés vers les familles représentent des montants beaucoup plus importants par rapport aux transferts collectifs. Par exemple dans le cas de l'Etat de Zacatecas au Mexique, le volume des transferts collectifs pour l'année 1999 a été de 1,2 million de dollars alors que pour la même période les remises de fonds transférées aux familles ont été estimées à 300-350 millions de dollars⁶¹. Malgré leur poids modique dans le volume total des ressources financières envoyées par les expatriés, les transferts collectifs ont attiré l'attention des chercheurs et des hommes politiques par leur impact sur une communauté entière et non pas uniquement au niveau des ménages bénéficiaires.

- Les transferts individuels et les transferts collectifs

Les remises de fonds envoyées aux familles sont des transferts financiers individuels classifiés par Durand (1998) en trois catégories de *migradollars* : 1) l'argent en espèces transféré aux membres de la famille restés au pays ; 2) l'argent investi dans l'immobilier ou dans l'activité entrepreneuriale dans le pays d'origine ; et 3) les biens matériels (matériel

⁶¹ OCDE (2003), *Etudes économiques de l'OCDE : Mexique*, Paris, page 169

informatique, agricole, etc.) que les migrants envoient vers le pays source ou les apportent lors du retour au pays (Goldring, 2004 : 806). Ce transferts destinés à l'usage privé sont ceux qui suscitent de vives discussions étant considérés plutôt comme une source de financement de la consommation courante que d'investissements pour des activités productives et de creusement d'inégalités entre les ménages ayant des membres à l'étranger et les ménages sans migrants. En analysant les effets non-intentionnels des remises de fonds, nous avons montré que leurs effets dépassent largement le cadre de la famille qui reçoit de l'argent de la part des expatriés et même les individus qui ne touchent pas ces sommes peuvent en tirer profit.

La mise en place de projets collectifs par les migrants dénote qu'à part la recherche d'un intérêt personnel il y a aussi une volonté de contribuer au développement du pays source en général. Le terme de « transferts collectifs » est introduit dans les années 1990 et mis en évidence par la sociologue Sorensen (2005) en référence aux transferts réalisés par les groupes de migrants pour financer des projets collectifs de développement. Malgré leur volume modeste par rapport aux sommes versées aux familles, les transferts collectifs ont suscité beaucoup d'intérêt, parce que, comme le note Goldring (2004), à l'opposé des remises individuelles, ce type de transferts est opéré par un groupe pour un autre groupe ou une communauté du pays d'origine. « Les transferts collectifs » de fonds de la part de la diaspora a motivé les pays bénéficiaires de mettre en place des programmes pour faciliter leur envoi et mieux les canaliser vers des activités productives comme : la construction d'écoles, d'hôpitaux, de centres communautaires, de routes et autres infrastructures.

Par rapport aux actions collectives de la diaspora, Kapur et McHale (2005) observent qu'elles peuvent être également orientées vers le changement de la situation politique au pays. Ils notent que dans plusieurs cas la diaspora dispose d'un pouvoir économique plus important que le pays d'origine. A titre d'exemple ils présentent la diaspora salvadorienne des Etats-Unis ayant un revenu qui dépasse le PIB du pays. Cette situation caractérise aussi en grande partie la diaspora mexicaine et dominicaine. Etant donné que la richesse est concentrée au niveau de la diaspora, des actions collectives sont plus faciles à réaliser. Dans plusieurs pays pauvres à part le financement de la construction de l'infrastructure dans les régions d'origine, la diaspora est une source de financement des élections et ainsi une source de changement du contexte politique des pays concernés. Goldring (2003) note aussi que le processus de mise en place de projets collectifs dans le pays d'origine peut inciter le processus d'apprentissage en matière d'organisation pratique et politique au niveau local des bénéficiaires et encourager dans une perspective à long terme le développement institutionnel.

1.2.4.6 La création des programmes d'officialisation des transferts de fonds et d'orientation vers l'investissement productif

Si on suit la définition de Giddens (1987) de *l'intentionnalité* nous constatons que la création des projets collectifs de la diaspora visant le développement du pays d'origine est une *conséquence intentionnelle* qui résulte de la conscience des membres de la diaspora de l'ampleur plus importante des projets communs que des projets individuels. Rassemblés dans des associations, les membres de la diaspora financent en commun des projets pour l'amélioration de l'infrastructure dans les communautés d'origine en apportant le soutien financier pour la construction des écoles, des hôpitaux, des routes, etc. L'expérience de certains pays bénéficiaires des remises de fonds montre que la collaboration entre les pays d'origine et leurs expatriés a permis l'orientation des fonds transférés vers le développement économique.

Un exemple illustratif est le programme *Tres-por-uno* (Trois pour un) réalisé au Zacatecas au Mexique. Cette initiative prise par les associations des migrants mexicains (*hometown associations*) aux Etats-Unis et l'Etat de Zacatecas a comme objectif de canaliser les transferts des migrants vers des projets collectifs. En vertu de ce programme, pour chaque dollar apporté par les migrants, l'Etat fédéral, l'administration de l'Etat du Zacatecas et les collectivités locales octroient un dollar de leurs propres budgets, d'où la dénomination « Trois pour un ». Cette collaboration entre la communauté d'origine et les migrants à part l'usage productif des transferts de fond a permis l'instauration d'une relation de confiance entre les autorités du pays d'origine et les expatriés. A ses origines, ce programme de financement paritaire avait un caractère informel dans le but de renforcer l'esprit communautaire chez les migrants mexicains à l'étranger, de défendre leurs droits du travail. Au fil de temps, la mission de cette structure a évolué en devenant un instrument formel de participation financière à des projets collectifs destinés au développement local. Iskander (2005 : 274) souligne que le succès de ce programme au Zacatecas a été possible parce que l'Etat et les communautés de migrants *zacatecanos* ont construit une infrastructure sociale nécessaire pour sa mise en œuvre.

La tentative du Mexique d'élaborer des programmes fédéraux pour encourager les remises de fonds collectifs et augmenter leurs effets positifs sur la communauté d'origine, non seulement au niveau des familles bénéficiaires comme c'est le cas des transferts individuels, a inspiré d'autres pays de l'Amérique Centrale et des Caraïbes ayant de grandes communautés diasporiques.

1.2.5 Les effets non-intentionnels des transferts financiers de la diaspora

En appliquant le concept des acteurs compétents de Giddens (1987), la diaspora agit comme un agent « *capable de comprendre ce qu'il fait, pendant qu'il le fait* » nous avons pu révéler les effets intentionnels de l'action de la diaspora exprimés par l'utilisation de ses ressources financières pour contribuer à l'amélioration des conditions de vie de ceux restés au pays comme résultat de la connaissance de l'impact positif de ces envois sur le bien-être des personnes bénéficiaires du pays d'origine. Mais comme les agents sociaux déploient leurs activités dans les limites de leur capacité cognitive et de l'information disponible, l'action de transférer de l'argent vers le pays d'origine peut engendrer des effets non-intentionnels qui ne sont pas anticipés par les auteurs de l'acte. Nous avons vu que le comportement rationnel des acteurs est limité par l'impossibilité de tout savoir et d'avoir toutes les informations, par conséquent les individus prennent leurs décisions en s'appuyant sur des données qu'ils possèdent sans pouvoir connaître l'apparition des effets non-anticipés de leur action qui vise un effet précis.

Etant conscients que l'argent envoyé aux proches restés au pays d'origine génère un résultat positif sur leur bien-être, les expatriés engagent l'opération de transfert des ressources financières dans le but de produire cet effet sans envisager que d'autres effets positifs non-intentionnels sont susceptibles d'être provoqués. Comme déjà mentionné, les effets visés par la diaspora comme la réduction de la pauvreté du ménage bénéficiaire, l'augmentation du pouvoir d'achat ou le paiement des frais de scolarité et médicaux se manifestent dans une période relativement courte après l'utilisation des fonds reçus de la part des migrants. Les effets non-intentionnels comme la réduction de la pauvreté au niveau du pays d'origine, la création et l'accumulation de capital humain et physique, l'émergence du secteur économique vivant de la diaspora apparaissent à moyen et à long terme. Etant donné que l'impact des effets intentionnels est plus facile à identifier, de nombreuses études se sont axées uniquement sur leur analyse sans prendre en compte les effets bénéfiques non-intentionnels. C'est pour cette raison que notre grille de lecture de ressources réalise une identification parallèle tant des effets intentionnels que non-intentionnels engendrés sur le pays d'origine par l'envoi des ressources financières de la diaspora.

1.2.5.1 L'apparition de secteurs économiques vivant de la diaspora et des voyages

Les transferts de fonds des migrants sont souvent à la base de secteurs entiers de l'économie des pays d'origine qui créent des biens et des services destinés à la diaspora et fonctionnent principalement avec l'argent gagné par les migrants dans leurs pays de destination et dépensé dans le pays d'origine lors des visites familiales. Revenir au pays pendant les vacances, pour les fêtes religieuses ou d'autres événements signifie plus que visiter les membres de la famille. Le fait d'habiter un pays étranger change la vision du voyage chez les migrants mais aussi la distance physique intensifie le désir de découvrir leur propre pays ainsi la diaspora crée une demande de biens et services nouveaux comme les voyages guidés dans le pays, les nouveaux endroits pour passer le temps libre, ce qui mène à l'apparition du tourisme destiné à la diaspora et à la création d'une infrastructure pour satisfaire cette clientèle. Ainsi des offices de tourisme et des agences de voyages voient le jour dans le pays d'origine des migrants qui offrent des séjours complets dans divers endroits du pays ou des services de transport au niveau national et international.

Dans une étude empirique sur les migrants de l'Amérique Latine, Orozco (2005) constate que les voyages des migrants vers leurs pays d'origine ont augmenté considérablement les recettes des compagnies aériennes qui réalisent des vols vers ces régions. Il note que 30% des migrants qui envoient des transferts de fonds au pays visitent leurs familles au moins une fois par an et dépensent un montant d'environ 1 000 dollars américains par séjour, des ressources financières qui ont été à la base du développement du tourisme dans ces pays. Le tourisme en République Dominicaine et au Salvador est pratiqué en grande partie par respectivement les Dominicains et les Salvadoriens qui habitent à l'étranger, en particulier aux Etats-Unis.

- Le phénomène de « tchelnoki » dans l'ancien espace soviétique

Le phénomène de « tchelnoki » (hommes-navetteurs) développé depuis la fin des années 80 entre l'Allemagne et la Pologne et à partir des années 90 entre les pays de l'ancien bloc soviétique et leurs voisins polonais, turcs, chinois et autres (De Tinguy, 2001 : 10) confirme le rôle positif au niveau microéconomique et macroéconomique des migrations pendulaires effectuées par les « touristes commerçants ». Le phénomène a connu une ampleur importante dans l'ex-espace soviétique après l'effondrement de l'Union Soviétique jusqu'au moment de la crise régionale de 1998 permettant à de nombreuses personnes de faire vivre leurs familles de cette mobilité sous couvert de tourisme. Anne de Tinguy remarque qu'en 1990, 12 millions de personnes originaires de la Russie, de l'Ukraine et de la Biélorussie sont entrées en Pologne, la plupart étant des commerçants « porteurs de valise ». Il s'agit d'individus, qui

traversent les frontières en tant que touristes avec une valise dans laquelle ils apportent des biens spécifiques de leur pays comme : chapka, vodka, cigarettes pour les vendre à l'étranger et acheter des produits qu'ils ne trouvent pas dans le pays d'origine ou y sont très chers comme : vêtements, appareils électroniques pour leur usage privé ou les revendre sur les marchés des pays de l'ancien bloc soviétique.

L'objectif de ces personnes n'est pas de s'installer dans les pays de destination mais de gagner de l'argent à travers ce type de commerce informel pour satisfaire les besoins de leurs familles et leurs proches. Les migrants engagés dans cette mobilité répètent plusieurs fois par an l'activité en faisant la navette entre le pays de départ et différents pays de destination afin de se procurer des gains à l'étranger. Thorez (2008) souligne que les réseaux marchands organisés par les commerçants de valise au niveau local et international en approvisionnant les « open air markets » (marchés de plein air) créés après la chute du régime communiste dans l'ex-espace soviétique « assurent des formes d'intégration régionale et participent à une 'mondialisation pas le bas' ».

1.2.5.2 Les effets positifs sur l'accumulation de capital humain et physique

Longtemps dans la littérature portant sur l'impact des remises de fonds, leur rôle était limité à la consommation courante. C'est une dimension plutôt confirmée dans le cas des ménages pauvres qui ne peuvent pas investir ces sommes dans des activités productives sans avoir satisfait leurs nécessités immédiates de consommation. Les études récentes montrent que même si une partie importante est consacrée à la consommation, les ressources financières envoyées aux proches influencent d'une manière positive la création et l'accumulation de capital humain et physique dans le pays source. Les expatriés encouragent l'investissement en capital humain en transférant de l'argent pour financer les dépenses d'éducation et de santé de leurs proches. Ces effets intentionnels recherchés au niveau des familles des migrants produisent des externalités positives non-intentionnelles au niveau du pays en termes de création et d'accumulation de capital humain qui a un impact favorable sur l'augmentation de la productivité, des capacités d'innovation, etc.

Ces transferts ont aussi un impact non-intentionnel sur la formation du capital physique par l'investissement dans des biens immobiliers, machines ou équipements techniques utilisés pour les exploitations de terrains ou pour d'autres activités.

Les envois individuels des migrants aux membres restés au pays à long terme peuvent produire des effets positifs sur la région des bénéficiaires ou même sur le bien-être général.

Dans un rapport récent sur l'Amérique Latine, l'OCDE (2009) note que les transferts privés en plus d'alimenter la consommation et l'investissement induisent aussi des changements sur le type d'emploi et le marché du travail. Grâce à l'argent reçu de la part des membres de la famille travaillant à l'étranger, les personnes restées au pays peuvent exercer une autre activité en dehors de la production familiale traditionnelle pratiquée dans certaines sociétés, ou même ils peuvent créer une activité économique qui apporte une dynamique positive au niveau de la région par la diminution du chômage, l'augmentation du pouvoir d'achat des ménages des employés, etc.

1.2.5.3 Le développement du système bancaire du pays d'origine

La volonté de la diaspora d'apporter sa contribution à l'augmentation du niveau de vie de ceux restés au pays d'origine ou la détermination de lancer une activité entrepreneuriale dans le territoire de départ sont à la base de la décision des migrants d'envoyer des montants de plus en plus importants et pour des finalités diverses, autres que la satisfaction des besoins immédiats de consommation des non-migrants. L'envoi d'argent pour atteindre ces objectifs a comme effet non-intentionnel le développement du système bancaire du pays d'origine.

Le volume des remises de fonds a augmenté ces dernières décennies tout d'abord comme résultat de l'ampleur croissante des migrations internationales et de l'utilisation de plus en plus fréquente des canaux formels d'envoi, grâce à la diminution des frais de transaction suite à la multiplication des institutions qui assurent ces opérations financières. Même si pour certains pays comme le Myanmar, le Zimbabwe ou l'Afghanistan, en raison du contrôle des changes ou bien encore à cause de la défaillance du système bancaire, les migrants optent toujours pour la voie informelle de transmettre de l'argent vers le pays d'origine, des sommes destinées à satisfaire d'abord les besoins essentiels de consommation des ménages bénéficiaires et à financer ultérieurement les achats immobiliers ou des activités productives, on assiste aujourd'hui à l'expansion des systèmes formels de transferts de fonds.

L'augmentation des sommes envoyées vers les pays d'origine a engendré l'apparition des institutions spécialisées qui réalisent ce type de transactions vers les pays source des migrants, ce qui mène au développement de l'infrastructure bancaire du pays. Dans un rapport récent, l'OCDE (2009) parle de la « bancarisation » et de l'extension des services bancaires aux catégories des personnes qui sont habituellement exclues. L'accroissement du volume de flux financiers reçus par les pays source ouvre de nouvelles opportunités aux banques commerciales qui réalisent des profits importants grâce aux ressources financières envoyées

par les migrants via le système bancaire. Par exemple dans les années 1980, les banques portugaises ont ouvert des agences dans des pays à forte concentration de migrants portugais, comme en France, qui assuraient des transferts gratuits vers le Portugal. Dans les années 1990, les comptes courants détenus par les émigrés constituaient 20% de la totalité des comptes au Portugal. Pour de nombreuses banques des pays émetteurs des migrants, les transferts de fonds sont devenus le cœur de leur activité. En possédant des comptes bancaires certains segments de la population peuvent avoir accès à des produits et services financiers qui étaient auparavant inaccessibles. Ces exemples illustrent le rôle que les remises de fonds jouent dans le développement du secteur bancaire des pays source et poussent les organisations internationales comme l'OCDE (2009) à constater qu'une officialisation plus importante des transferts privés peut même conduire au développement financier des pays bénéficiaires.

Certains auteurs, comme Aggarwal *et al.* (2006) arrivent aussi à la conclusion que les remises de fonds des expatriés contribuent au développement financier des pays en développement qui sont les principaux pourvoyeurs de migrants. Ils appuient cette affirmation sur une analyse de l'impact des transferts de fonds sur le secteur financier de 99 pays en développement durant la période 1975-2002. En calculant la part des crédits et des dépôts par rapport au PIB, ils trouvent que les transferts de fonds ont un effet positif sur l'augmentation du niveau agrégé des dépôts et des crédits.

1.2.5.4 L'effet multiplicateur des remises de fonds (« *remittances* »)

Il ne faut pas aussi sous-estimer l'effet multiplicateur des remises de fonds, qui est un effet non-intentionnel des ressources financières envoyées par la diaspora vers le pays d'origine. Dans le cas de la création des entreprises grâce aux transferts des migrants, de nouveaux postes se créent, ce qui fait diminuer le chômage dans la région.

De plus, ces sommes reçues par les pays d'origine ne servent pas seulement à améliorer les niveaux de vie des ménages mais elles promeuvent et soutiennent le développement des micro-entreprises. Les ressources financières de la diaspora constituent dans la plupart des cas le moyen unique qui permet aux bénéficiaires d'acquérir un nouveau statut social.

A l'aide des économies réalisées à l'étranger, une fois rentrés ou via les familles restées au pays, les migrants investissent en micro-entreprises. Plusieurs analyses suggèrent que les défaillances des marchés de crédit compromettent les perspectives de croissance dans les pays qui connaissent d'importantes inégalités en termes de revenus. Dans des situations où les

marchés de crédit sont imparfaits, les personnes qui possèdent des ressources limitées se voient privées des opportunités d'investissements qui pourraient augmenter leur bien-être. Les inégalités de revenus et les marchés de capitaux peu développés sont des caractéristiques typiques pour les pays en développement. Dans ce contexte, les transferts de la part des migrants se substituent à la fonction des marchés de capitaux et financent la création des entreprises et leur fonctionnement. Woodruff et Zenteno (2001) dans une étude sur les remises de fonds et les micro-entreprises du Mexique constatent que les envois de fonds des migrants mexicains travaillant aux Etats-Unis représentent 20% du capital investi dans les micro-entreprises créées en zone urbaine du Mexique. Ils trouvent aussi que les migrants originaires des régions ayant les taux d'émigration les plus élevés détiennent les plus grandes entreprises.

Lowell et De la Garza (2002) indiquent que les transferts de fonds même sans être investis dans des projets productifs peuvent entraîner un effet multiplicateur significatif. Le fait de dépenser les sommes provenant des transferts de fonds stimule le commerce de détail dans la région des bénéficiaires ce qui renforce la demande de biens et de services, par conséquent encourage la production et l'emploi. L'OCDE (2006) note que les effets multiplicateurs sont susceptibles de générer une croissance importante du PNB⁶². En citant Ratha (2003), l'organisation présente l'exemple du Mexique où chaque « *migradollar* » dépensé au pays a généré une augmentation de PNB de 2,69 dollars dans le cas des ménages bénéficiaires urbains, et de 3,17 dollars pour les bénéficiaires ruraux. Dans la situation de la Grèce au début des années 70, les remises de fonds ont produit un effet multiplicateur de 1,77 sur la production brute, constituant plus de la moitié du taux de croissance du PIB.

1.2.5.5 L'impact macroéconomique des « *remittances* »

- Les effets positifs sur la balance des paiements et la croissance économique

Même si les remises de fonds sont des transferts privés, elles peuvent avoir un impact macroéconomique important. Les remises de fonds constituent une source importante de devises et comme certains chercheurs le constatent, elles sont des flux contracycliques étant une source stable de financement externe du développement. L'argent envoyé par les expatriés est susceptible d'avoir un effet significatif sur la balance des paiements des pays source et de réduire le déficit public grâce à l'excédent de liquidités dans le système bancaire. Ces sommes servent à payer les importations et jouent un rôle considérable dans la compensation des déficits chroniques de la balance des transactions courantes. Comme le notent Straubhaar et

⁶² Produit National Brut

Vădean (2005), en plus de l'effet positif des remises de fonds sur la consommation privée, l'épargne et l'investissement, elles enrichissent le « *volet recettes de la balance des paiements* » (2005 : 29). Bouhga-Haghe (2009 : 10) en analysant les effets des remises de fonds sur l'économie du Maroc observe que les ressources financières envoyées par les migrants marocains couvrent complètement le déficit commercial et contribuent à l'excédent du compte courant extérieur et de l'excédent de la balance des paiements en général qui permet l'accumulation des réserves utilisées actuellement pour le remboursement de la dette extérieure publique.

L'effet positif des remises de fonds sur la balance des paiements est confirmé dans le cas de plusieurs pays. Pour illustrer l'impact macroéconomique des sommes envoyées par les migrants, nous présentons un tableau synthétique sur la Roumanie, la Moldavie et le Kirghizstan, les pays d'origine de trois diasporas qu'on a choisies pour l'étude de terrain analysée dans le chapitre suivant. Les transferts de fonds envoyés par les expatriés permettent de diminuer l'effet négatif de l'augmentation des importations sur la balance des paiements.

TABLEAU 3.4 : L'IMPACT MACROÉCONOMIQUE DES REMISES DE FONDS SUR LA MOLDAVIE, LA ROUMANIE ET LE KIRGHIZSTAN

Pays	Compte de transactions courantes dans la balance des paiements en 2009 (mds dollars américains)	Volume remises de fonds en 2009 (mds USD)	Remises de fonds % PIB en 2009	Remise de fonds % exportations en 2009	IDE en 2009 (mds USD)	Remises de fonds % recettes budgétaires en 2009
Roumanie	Solde balance courante (-7,07) - Balance commerciale (-10,31) - Revenus (-2,74) - Transferts courants (5,98)	4,92	3,05	9,8	6,31	9,7
Moldavie	Solde balance courante (-0,47) - Balance commerciale (-1,99) - Revenus (0,3) - Transferts courants (1,22)	1,21	22,4	60	0,13	68
Kirghizstan	Solde balance courante (-0,11) - Balance commerciale (-1,12) - Revenus (-0,19) - Transferts courants (1,21)	0,88	19,21	34	0,19	100

Source : calculs faits selon les données des banques nationales des trois pays et World Bank Data Indicators

En s'appuyant sur ces données, on remarque que pour l'année 2009, le déficit commercial de la Moldavie représente approximativement 38% du PIB, celui du Kirghizstan dépasse 24% du PIB et celui de la Roumanie est de 6,4% du PIB. Comme déjà souligné, les remises de fonds ont un rôle important dans la compensation du déficit de la balance commerciale, en constatant que pour la Moldavie les ressources financières de la diaspora compensent presque 61% du déficit, plus de 78% dans le cas du Kirghizstan et environ 48% pour la Roumanie.

Un autre impact positif sur la balance des paiements est lié aux voyages vers le pays d'origine et à la consommation des biens produits sur le territoire du pays de départ ce qui conduit à l'accroissement de ses exportations. Pour la Moldavie et le Kirghizstan, les transferts de fonds de la part de migrants constituent la principale source de financement externe en dépassant largement le volume des investissements directs étrangers, et en Roumanie, il s'en approche. Dans le cas du Kirghizstan, le volume des remises de fonds en 2009 est égal aux recettes budgétaires.

Dans la littérature, l'usage de ces sommes est souvent critiqué en dénonçant les montants élevés destinés à la consommation qui n'auraient aucun impact sur la croissance économique. Les données révèlent que même si les sommes sont consacrées à la consommation, elles ont un effet positif sur l'ensemble de l'économie. Elles ont cependant un effet à court terme, sans impact structurel comme l'aurait l'investissement. Les rapports des organisations internationales montrent que la plus grande part des remises de fonds est utilisée pour la consommation de base, l'acquisition immobilière et le remboursement des dettes. Par exemple, une étude de la Banque Mondiale de 2005 sur les opportunités de croissance économique en Moldavie indique que seulement 7% des envois de fonds sont investis dans des activités productives, quelques 20% sont « économisés », dont seulement 5% sur des comptes bancaires⁶³.

Les transferts de fonds étant pour certains ménages la principale source de revenu conduisent à l'augmentation des revenus disponibles de la population bénéficiaire, au renforcement de la consommation et par conséquent à la croissance économique stimulée par la demande intérieure. Étant donné qu'une part de ces sommes est dépensée pour des biens et services produits localement, la croissance économique est encouragée. Par exemple dans le cas de la Moldavie, où les transferts de fonds sont essentiellement consacrés aux dépenses de consommation, le PIB a augmenté en moyenne de 13,5% entre 2000 et 2003. Cette augmentation est plutôt due à la consommation qu'à l'investissement. Le revenu national disponible brut par habitant a progressé de 18 % entre 2000 et 2003 en raison des niveaux croissants de consommation⁶⁴.

⁶³ Banque Mondiale (2005), *Moldova: Opportunities for Accelerated Growth. A country Economic Memorandum for the Republic of Moldova*. Report N. 32876 – MD, page V

⁶⁴ Banque Mondiale (2005), *Moldova: Opportunities for Accelerated Growth. A country Economic Memorandum for the Republic of Moldova*. Report N. 32876 - MD

- Les risques de syndrome hollandais

Malgré le rôle positif que les remises de fonds peuvent jouer sur le financement des importations et des activités productives, elles peuvent aussi engendrer des effets négatifs à long terme si des réformes structurelles ne sont pas mises en place. Si à long terme les ressources financières reçues de la part des migrants sont destinées à la consommation courante sans être canalisées vers des investissements productifs, le pays bénéficiaire où la part des remises de fonds dans le PIB est significative encourt le risque du « syndrome hollandais » (*Dutch Disease*) qui se manifeste par l'appréciation du taux de change réel, l'inflation et la détérioration du secteur marchand. Dans le contexte d'un taux de change fixe, la majoration du volume des transferts de fonds augmente la quantité de monnaie du pays à la suite de la conversion de la devise en monnaie nationale ce qui mène par conséquent, au renforcement de la consommation et à la hausse des prix. La demande supplémentaire générée par les envois d'argent effectués par les migrants est satisfaite en faisant appel aux importations ce qui compromet la production intérieure. L'appréciation du taux de change réel consécutive aux entrées de capitaux engendre un effet négatif sur la compétitivité des exportations du pays d'origine des migrants se traduisant par le déclin du secteur traditionnel d'exportation.

Ratha et Mohapatra (2007) soulignent qu'il existe très peu d'études empiriques qui montrent que les flux importants des remises de fonds ont des effets négatifs sur le taux de change en termes de commerce et croissance, en indiquant que ces effets se manifestent plutôt dans les petites économies où le volume des remises de fonds est très élevé. Les auteurs notent que certains pays comme le Salvador, le Kenya et la Moldavie encourent ce risque.

Dans le cas de la Moldavie, même si les exportations ont connu une croissance rapide, le volume important de remise de fonds a généré une augmentation de la consommation qui a conduit à des importations largement supérieures aux exportations, par conséquent le déficit commercial s'est considérablement creusé en atteignant 53,2 % du PIB en 2008, mais étant donné que les flux de remises de fonds sont importants, le déficit de la balance courante représentait 16,3% du PIB⁶⁵. Pour les 9 premiers mois de 2010, le déficit courant était de 10,8% du PIB par rapport à 8,8% du PIB pour la même période en 2009 à cause du déficit commercial en hausse traduit par un taux de croissance des importations de 12,4%, dépassant

⁶⁵ Banque Nationale de Moldavie (2010), *Balance of payments of the Republic of Moldova for 2009 (final data)*, September 2010, Chisinau, www.bnm.org

de 3 points le taux de croissance des exportations de 8,7%⁶⁶. Pour minimiser l'impact négatif des transferts de fonds, la situation de dépendance et la vulnérabilité du pays d'origine aux chocs externes, l'Etat d'origine doit créer des conditions favorables pour un climat d'investissements afin d'encourager les migrants et les personnes bénéficiaires des remises de fonds d'orienter ces sommes vers des activités productives.

1.3 Synthèse sur l'impact des transferts financiers

Les envois de fonds de la diaspora produisent sans doute l'effet bénéfique le plus visible sur le développement des pays d'origine. Ces sommes sont bien supérieures à l'aide publique au développement et, pour la plupart des pays bénéficiaires, elles constituent la deuxième source importante de financement externe après les investissements directs étrangers, alors que pour certains pays, elles représentent la première source. Les remises de fonds sont la source essentielle de devises, des ressources qui augmentent le pouvoir d'achat des familles bénéficiaires, rendent l'éducation et la médecine accessibles, constituent une source vitale pour le lancement des activités à compte propre. Contrairement aux flux des investissements étrangers qui sont attirés plutôt par les économies émergentes, les envois de fonds des migrants sont présents dans toutes les économies, même les plus pauvres. Par rapport à l'aide au développement qui passe dans la majorité des cas par des gouvernements corrompus, les transferts opérés par les migrants sont directement adressés aux individus engendrant des effets positifs immédiats.

Pour certains pays comme la Somalie ou Haïti, ils constituent l'unique source de revenus pour les ménages pauvres. Pour d'autres, dans des situations plus fragiles induites par des crises économiques, politiques ou par des calamités naturelles, l'argent de la diaspora joue le rôle de stabilisateur. Si pour certaines familles les transferts de fonds sont la seule source de subsistance pour d'autres ils sont un moyen de diversification de revenus et de risques. Ces flux financiers sont investis en capital humain (frais de scolarité, santé), dans l'immobilier, dans la création des micro-entreprises ce qui améliore la situation non seulement au niveau microéconomique, mais aussi au niveau macroéconomique. Il ne faut pas considérer l'argent de la diaspora comme substitut des flux de capitaux privés, des investissements directs

⁶⁶ Banque Nationale de Moldavie (2011), *Balance of Payments of the Republic of Moldova over 9 months of 2010*, Chisinau, www.bnm.org

étrangers ou de l'aide publique au développement mais plutôt un complément qui pourrait contribuer à l'accélération du processus de développement des pays d'origine.

Il est évident que ces flux financent la consommation mais à part cette fonction ils ont un rôle important à jouer dans l'économie nationale des pays en développement dans l'accumulation du capital humain et physique, l'acquisition d'une certaine sécurité pour les familles à bas revenus. De même, à travers ces transferts, les petites entreprises opérant dans un contexte où les marchés de crédits sont défaillants peuvent se procurer des liquidités. Certains pays ont mis en place des mesures pour attirer plus de remises, par exemple des taux d'intérêts plus élevés. Il est important d'étudier les effets des remises de fonds de la diaspora sur les pays d'origine en prenant en compte leur caractère privé et de souligner qu'elles ont un rôle important à jouer dans le développement du pays d'origine à travers l'impact positif produit au niveau des ménages bénéficiaires influençant par conséquent la région où ils habitent, voire le contexte général du pays. Cependant, les transferts de fonds ne peuvent pas remplacer une stratégie nationale de développement, mais ils peuvent être un de ses piliers.

L'introduction de l'intentionnalité dans l'analyse des effets produits par l'action de la diaspora d'envoyer des ressources financières au pays nous a permis de montrer que les remises de fonds produisent en plus des résultats visés, des effets non-intentionnels qui dénotent que leur impact est plus complexe lors de l'utilisation des transferts pour les deux usages de base : la consommation courante et l'investissement productif. Notre analyse révèle des effets bénéfiques non-intentionnels qui expliquent l'utilité des remises de fonds même dans le cas de la consommation courante. Le résultat visé de satisfaire les besoins de consommation des proches restés au pays engendre d'une part des effets positifs inattendus au niveau microéconomique comme le développement de commerces de détail dans la région bénéficiaire, leur élargissement et l'augmentation de la capacité de recrutement, etc., et d'autre part un impact positif macroéconomique traduit par la diminution du chômage dans le pays d'origine, source importante d'investissement directs étrangers, de croissance économique, et de l'excédent de la balance des paiements, mais avec des effets en général peu pérennes.

2 Les ressources non financières générées par la diaspora

L'impact des ressources financières de la diaspora sur le pays d'origine est le plus étudié par la littérature spécialisée qui les a considérées pendant longtemps comme unique contribution des expatriés au développement du pays de départ à cause de leurs effets immédiats. Notre argumentation va plus loin en mettant en évidence le rôle complexe que la diaspora peut jouer dans le développement du pays d'origine à long terme et qui dépasse largement l'image des migrants comme simples fournisseurs de ressources financières. La relation entre les expatriés et le pays d'origine est porteuse d'autres transferts que ceux financiers. Orozco (2005) note qu'elle implique : les transferts d'argent, le tourisme, le transport, les télécommunications et le commerce nostalgique avec des produits spécifiques du pays d'origine, des flux qu'il réunit sous le terme de 5Ts (*money Transfers, Tourism, Transportation, Telecommunication et nostalgic Trade*).

D'autres auteurs constatent aussi que l'apport de la diaspora ne s'arrête pas aux transferts de fonds. Meyer et Fibbi (2002) en faisant référence à Bordes-Benayoun (2002), affirment que la diaspora comme « *identité activement choisie, revendiquée ou assumée* » manifeste sa capacité de « *génie créateur* » par la création des produits : culturels, symboliques, économiques, technologiques ou organisationnels. Cette affirmation signale que la contribution d'une diaspora ne se limite pas à un simple rôle de pourvoyeurs de transferts financiers vers le pays d'origine. Levitt (1998) identifie aussi des flux d'autre nature que celle financière qui peuvent être générés par la diaspora, notamment les « transferts sociaux » qui désignent la diffusion des pratiques sociales, des idées et des valeurs par les expatriés vers les pays source, ou encore Nichols (2002) qui souligne l'importance du transfert des connaissances, des compétences et des technologies de la part des membres de la diaspora vers leur patrie, en les dénommant « transferts techniques ou technologiques ».

La reconnaissance de l'existence d'autres transferts vers le pays source indique que la diaspora génère d'autres effets sur le pays de départ. Comme nous l'avons déjà mentionné, la diaspora peut exercer une influence directe sur le pays d'origine à travers la forte volonté de maintenir le contact avec ceux restés au pays et indirecte par son rôle d'« intermédiaires de réputation » (*reputational intermediaries*). Les effets directs portent sur la volonté des expatriés de promouvoir le commerce du pays source, de réaliser des investissements, de créer des activités entrepreneuriales dans le pays de départ, de communiquer avec les personnes non-migrantes, de visiter le pays et d'envoyer des remises de fonds. D'une manière indirecte,

la diaspora peut contribuer à la mise en relation de l'économie nationale avec les réseaux d'affaires internationaux, informer sur les tendances des marchés étrangers, transférer des connaissances, etc. L'identification de ces effets confirme que l'impact de la diaspora sur le pays d'origine ne se réduit pas au cadre des transferts de fonds mais engendre des effets plus complexes qu'on analysera dans cette partie. L'analyse des effets non-financiers sera produite à travers la grille de lecture des ressources de la diaspora en détaillant : *les ressources cognitives, les ressources relationnelles, les ressources institutionnelles, les ressources organisationnelles et les ressources symboliques.*

- **La diaspora comme générateur de diverses formes de proximités entre « ici » et « ailleurs »**

La littérature récente portant sur l'économie de la proximité nous aide à montrer comment à travers la diaspora les pays d'origine peuvent se rapprocher des pays de destination du point de vue technologique, organisationnel et institutionnel comme résultat de l'action d'envoyer des transferts cognitifs, relationnels, institutionnels, organisationnels et symboliques qui produisent des effets intentionnels mais aussi non-intentionnels sur le pays de départ. Par rapport à Krugman (1991), fondateur de la nouvelle économie géographique, qui en s'appuyant sur les travaux de Marshall (1920) sur les « districts industriels », explique la nécessité d'agglomération des acteurs territoriaux à travers des externalités financières apportées par la localisation à proximité des entreprises pour tirer profit des économies d'échelles et des rendements croissants ; les études récentes autour de l'économie de proximité mettent l'accent sur la dimension sociale de l'économie spatiale qui ne se limite pas à la simple proximité physique. Les travaux récents montrent qu'il y a plusieurs formes de proximités : organisée (Rallet et Torre, 2004), organisationnelle et institutionnelle (Pecqueur et Zimmerman, 2004 ; Gilly et Lung, 2005), ou encore proximité relationnelle et proximité de ressources chez Bouba-Olga et Grossetti (2005). Rallet (2002 : 15) indique que la proximité est multiple, à part la proximité géographique, elle peut être : relationnelle, technologique, cognitive, affective, etc., donc « nous parlerons de l'économie de proximités et non de l'économie de proximité ». La notion de proximité est très utile pour notre analyse, elle nous aide à expliquer comment la relation entre la diaspora et le pays d'origine donne lieu à diverses proximités qui se dessinent dans une situation de non proximité en termes de distance itinéraire avec des effets dépassant le cadre simple de transferts de fonds.

Dans cette optique, Torre et Rallet (2004 : 31) constatent que « la proximité géographique n'est pas tant une cause économique de l'agglomération qu'un effet social déduit de

l'encastrement des relations économiques dans des relations inter-individuelles ». C'est notamment l'introduction de la dimension relationnelle dans l'étude de l'économie de proximités qui permet d'expliquer comment le pays d'origine bénéficie des externalités générées par les activités de la diaspora. Les auteurs remarquent que certains chercheurs axés sur la géographie de l'innovation mettent en avant le transfert de connaissances ou d'informations pour expliquer la nécessité des phénomènes actuels d'agglomération (Feldman, 1999 ; Feldman et Massard, 2002) et d'autres comme Ota et Fujita (1993), les présentent comme une nécessité de relation sociale. En fonction des raisons d'agglomération, Torre et Rallet identifient trois types d'externalités : pécuniaires, technologiques et sociales. Selon la nouvelle approche de « l'économie de proximités » (Gilly et Torre, 2000 ; Pecqueur et Zimmerman, 2004) pour bénéficier des externalités de proximité il ne suffit pas « d'être à côté » en termes de distance mais il faut aussi faire partie du même réseau et accepter des règles communes (Torre et Rallet, 2004). Notamment ce processus « *d'encastrement social et institutionnel* » de la diaspora, tant dans le pays d'installation que dans le pays d'origine, permet aux pays de départ de tirer profit des ressources du pays d'accueil même si physiquement ils se trouvent loin du territoire de leur création qui devient à proximité grâce au lien social existant avec la diaspora.

Les expatriés unifient l'espace entre les deux pays et servent de point de connexion et d'échange entre eux. A l'ère des nouvelles technologies de l'information et de la communication, le migrant peut « *être à la fois présent et actif ici et ailleurs* » (Torre et Rallet, 2004 : 25), capable d'agir en temps réel dans la société d'accueil et la société d'origine. La présence dans le pays d'accueil lui permet de bénéficier des externalités de proximités apparues à la suite de l'interaction avec d'autres expatriés du même pays d'accueil et/ou la population locale et le lien maintenu avec le pays de départ permet leur transmission vers le centre qui peut tirer avantage à moindres coûts des ressources créées géographiquement loin mais qui deviennent proches grâce à la diaspora.

2.1 Les ressources cognitives

2.1.1 Le rôle des ressources cognitives de la diaspora

Après l'étude des effets intentionnels et non-intentionnels de l'action de la diaspora de transférer des flux financiers vers le pays de départ, nous nous interrogeons sur l'impact des *ressources cognitives* qui sont l'ensemble de connaissances, compétences et savoirs possédés par les expatriés, elles englobent tant les connaissances tacites que codifiées (explicites).

Les connaissances tacites renvoient aux connaissances qui ne peuvent pas être facilement articulées et exprimées. Il s'agit des connaissances non-codifiées qui appartiennent à un contexte spécifique. Selon Lam (1998), leur transmission devient possible grâce aux relations interpersonnelles tissées entre le possesseur de ces connaissances et les autres acteurs, donc le transfert des connaissances tacites fait l'objet d'une interaction spécifique continue, ce qui révèle la nature interactive de l'apprentissage (Lundvall, 1992) et l'encastrement dans les réseaux sociaux des connaissances tacites en plus de la dimension cognitive.

La connaissance explicite est une connaissance qui peut être facilement transmise d'une manière verbale ou écrite. Ces connaissances sont facilement transférables sur divers supports d'information pouvant circuler indépendamment de leur détenteur sans aucune limite dans l'espace ni dans le temps, tandis que les connaissances tacites étant fortement ancrées dans leur contexte de création sont difficilement transmissibles et pour pouvoir en bénéficier une interaction proche avec le territoire de génération et de diffusion est nécessaire. Elles sont transférables localement et sont personnelles. Vivant et travaillant dans la société d'accueil du pays d'origine les migrants en plus d'acquérir de nouvelles connaissances codifiées, assimilent des connaissances tacites spécifiques aux pays d'installation. Cette relation d'interférence entre différents agents donne lieu à des externalités positives de connaissances dont le pays d'origine peut aussi bénéficier. Selon Billaudot (2004 : 10), « *la transmission des connaissances tacites et des savoirs faire par observation, imitation et apprentissage est le principal domaine dans lequel se constituent des ressources-externalités : la transmission s'opère principalement par ce biais* », donc la perception de l'existence des externalités positives de connaissances conduit à leur conversion en ressources, où les connaissances tacites peuvent être transformées en connaissances codifiées. Grâce à l'interaction permanente entre la diaspora et le pays d'origine, la transmission des connaissances tacites dépasse les

limites du territoire de création, ainsi le pays source des migrants accède également à ces informations.

Les ressources cognitives de la diaspora sont le résultat de l'accumulation et de la création des nouvelles connaissances produites à la suite de l'interaction entre les personnes faisant partie du groupe ethnique ainsi qu'entre ces derniers et le milieu extérieur (le pays d'arrivée) qui est en dehors de la communauté diasporique. L'implication des individus est une condition essentielle pour accéder aux connaissances tacites. Cette interaction entre la diaspora et le territoire d'accueil, porteur des connaissances spécifiques, favorise l'échange des connaissances tacites et la création de nouvelles connaissances, ce qui peut accélérer le processus d'innovation. Lam (1998) constate que plusieurs auteurs (Dosi, 1988; Rosenberg, 1976 et 1982; Pavitt, 1987; Senker, 1995; Howells, 1996) identifient les connaissances tacites comme élément déterminant du processus d'innovation. Ainsi les expatriés peuvent avoir un rôle crucial à jouer dans la promotion du processus d'innovation dans le pays de départ.

La diaspora est une forme de concentration des acteurs qui regroupent leurs capacités pour créer et utiliser les ressources communes issues de leurs activités conjointes. Grâce à cette agglomération, la création de connaissances devient plus facile, par conséquent le territoire de constitution de cette structure devient générateur d'innovation. Dans cette optique, Samaganova et Samson (2007 : 10) soulignent que « *le territoire est considéré en tant que siège de potentiels d'innovation importants dans la mesure où ce sont les échanges denses de connaissances tacites (externalités de connaissance) qui génèrent les innovations et que c'est le milieu local des acteurs organisés qui permet la circulation des connaissances tacites* ». Un exemple éloquent de territoire créateur d'innovation est la Silicon Valley, devenu en tant que tel, grâce à la concentration des informaticiens indiens et chinois qui ont utilisé tant les connaissances explicites que celles tacites pour créer de nouvelles connaissances indispensables pour l'innovation, des connaissances ultérieurement transmises vers les pays d'origine qui ont été essentielles pour le développement technologique des pays source avec une contribution majeure au développement général du pays.

TABLEAU 3.5: LES EFFETS DES RESSOURCES COGNITIVES DE LA DIASPORA SUR LE PAYS

Effets intentionnels	Effets non-intentionnels
<ul style="list-style-type: none"> - Les pratiques d'innovation par transmission de connaissances codifiées ou tacites - La prospection de nouveaux marchés extérieurs - L'adaptation aux changements structurels induite par l'économie de la connaissance - La création d'environnement propice au progrès scientifique et technique - La mise en place des programmes formalisés de transfert de connaissances 	<ul style="list-style-type: none"> - L'augmentation des capacités d'innovation par l'accès aux technologies des pays d'accueil de la diaspora - Les effets indirects d'incitation à la formation dans les pays de départ - L'accès à de nouveaux marchés et produits - La genèse des ressources cognitives non-intentionnelles liées au territoire d'accueil

2.1.2 Les effets intentionnels produits par les ressources cognitives de la diaspora

Dans l'économie du savoir, la diaspora est un pôle d'accumulation, création et transmission des ressources cognitives. Elle est génératrice des connaissances auxquelles les pays d'origine accèdent lors des contacts existants entre les non-migrants restés au pays et les expatriés. Elle est un moyen peu coûteux pour les entreprises d'adopter les nouveaux modèles d'organisation où la connaissance est devenue l'actif essentiel pour la performance en termes de productivité, de marketing et surtout de capacité d'innovation. L'utilisation des connaissances diffusées par la diaspora, des technologies et des nouveaux matériels envoyés vers le pays d'origine engendre non seulement une augmentation de la diversité des produits mais également l'amélioration de leur qualité et de leur diversité.

Les pays développés se sont adaptés à cette économie de la connaissance grâce au capital physique et financier dont ils disposent mais aussi grâce à l'accumulation du capital humain. Les pays en développement ne sont qu'au début de l'appropriation de l'économie du savoir, mais pour certains le manque d'investissements directs étrangers complique l'exercice. Dans cette optique, leurs expatriés installés dans les pays avancés peuvent les aider à surmonter les barrières à l'intégration dans l'économie mondiale et faciliter la transition d'une économie de la rente vers une économie de la connaissance.

2.1.2.1 Les pratiques d'innovation par transmission de connaissances codifiées ou tacites

Les expatriés étant conscients des particularités de certains territoires du pays de départ envoient des ressources cognitives afin de bénéficier de ces spécificités. La diaspora enrichit le capital cognitif acquis dans le pays d'origine avec de nouvelles connaissances accumulées dans le pays d'arrivée qui sont ultérieurement transmises vers le pays de départ d'une manière intentionnelle ou non-intentionnelle. Nous avons souligné que les connaissances peuvent être

codifiées, faciles à exprimer et à transmettre ou tacites, non-attribuables et difficilement transmissibles. Leur appropriation devient possible grâce à l'interaction directe avec le contexte de création (proximité géographique). La relation de la diaspora avec le pays source ne s'inscrit pas dans un cadre simple de proximité géographique en terme de distance mais génère d'autres proximités qui permettent la diffusion tant des connaissances tacites que des connaissances explicites.

Le processus d'innovation dans le pays de départ peut être induit intentionnellement par le transfert des connaissances vers le pays de départ dans le but de tirer profit du processus d'innovation conditionné par les flux cognitifs transmis. La diaspora stimule les pratiques d'innovation par transmission de connaissances codifiées ou tacites. Ayant la connaissance des pays d'origine les expatriés dirigent les ressources cognitives vers les endroits qui sont plus favorables au développement, les régions dotées d'un environnement axé sur l'éducation et propice à l'apprentissage. A travers le lien social maintenu par la diaspora avec les non-migrants, le pays d'origine peut bénéficier des externalités cognitives émergées de la relation d'interaction avec le pays d'accueil. L'appartenance au même système de valeurs et à la même culture avec le pays de départ génère une proximité culturelle qui facilite et incite la diffusion des connaissances vers le pays source. Le partage d'un système commun de représentations permet aux pays d'origine d'accéder aux externalités positives induites par la proximité géographique entre les expatriés et la société d'accueil sans impliquer l'interconnexion face-à-face, ainsi la proximité géographique n'est plus l'élément crucial pour bénéficier des externalités de proximité. Dans ces conditions, en plus du transfert des connaissances codifiées, l'envoi des connaissances tacites devient aussi possible, le capital cognitif du pays d'origine augmente en favorisant l'innovation.

- **Les cas indien et russe**

L'expérience réserve plusieurs exemples où l'environnement propice au développement combiné avec les ressources cognitives de la diaspora a donné lieu à des territoires innovants connus dans le monde. Un de ces exemples est le cas de Bangalore qui, par sa propension pour l'enseignement scientifique et les facilités d'apprentissage, a attiré les ressources cognitives des informaticiens indiens installés dans la Silicon Valley devenant un centre important de recherche et de développement de logiciels. A part la transmission de nouvelles connaissances codifiées par l'intermédiaire du courriel électronique, les expatriés indiens envoyaient des connaissances tacites spécifiques à la Silicon Valley en termes de culture d'entreprise, de qualité du travail, de respect des délais de livraison, etc. Kapur (2001)

remarque que les connaissances et les technologies comportent une forte dimension tacite et l'interaction avec le contexte social du territoire de leur création est essentielle pour les acquérir et les transmettre. Il note aussi que la qualité implique une nature plus tacite et la détermination *ex-ante* des produits ou des services est difficile, par conséquent les réseaux diasporiques jouent un rôle essentiel dans la transmission d'information en termes d'exigences de qualité des consommateurs de la société d'accueil qui achètent les biens et les services produits dans les pays d'origine des migrants. Dans l'industrie informatique indienne, la diaspora a été le vecteur de diffusion des nouvelles connaissances mais aussi d'information, ce qui a permis le positionnement de l'Inde dans le secteur informatique au niveau mondial.

Le même modèle a été reproduit par le cluster de Saint-Pétersbourg où les spécialistes russes de l'étranger, notamment des Etats-Unis ont valorisé la tradition de l'enseignement et de recherche de la ville pour créer des entreprises en TI et mettre en place leur compétences et connaissances acquises à l'étranger, ce qui a facilité le développement de l'environnement innovant de Saint-Pétersbourg. Les traditions industrielle et académique de la ville ont été les éléments qui ont déterminé la décision des expatriés russes de créer des entreprises dans la sphère du logiciel. Ce contexte favorable au développement des activités intenses en connaissances trouve ses racines dans les temps soviétiques où Saint-Pétersbourg (Leningrad à l'époque) accueillait de nombreux instituts de recherche et de brillants établissements secondaires enseignant les mathématiques. La région est, après Moscou, le plus important pôle de l'enseignement et de recherche du pays où 90 universités sont concentrées, ce qui représente 15% des institutions de recherche russes. Avec une population d'environ 3,2% de la population totale de la Russie, la ville rassemble 14,5% des savants russes. Ces facteurs ont favorisé l'apparition des entreprises travaillant dans le secteur du logiciel à Saint-Pétersbourg en atteignant actuellement le chiffre de 200 avec une forte concentration dans le centre de la ville à proximité des principaux centres universitaires (Samaganova, 2008 : 44).

2.1.2.2 La prospection de nouveaux marchés extérieurs

Les connaissances de la diaspora sur les marchés étrangers peuvent être utilisées par les entreprises du pays d'origine dans la prospection de nouvelles destinations d'écoulement de leurs produits pour la consommation des migrants originaires du même pays qui ont une préférence pour les produits provenant du pays source, mais aussi pour la population locale qui les découvre par l'intermédiaire des membres de la diaspora qui mènent des campagnes publicitaires pour promouvoir ces produits à l'étranger. Les communautés diasporiques créées

à l'étranger permettent aux producteurs du pays de départ de diversifier leurs marchés et de gagner des segments non-exploités auparavant. Les entreprises productrices du pays source de la diaspora font appel aux expatriés pour obtenir des informations sur les attentes en matière de qualité et de préférences de consommation de la population des pays de destination leur permettant d'adapter les produits pour satisfaire les nouveaux clients.

Les informations fournies par les migrants peuvent être aussi utiles pour les exportateurs du pays d'installation dans l'étude des possibilités d'orientation vers les marchés de leurs pays de départ. La diaspora chinoise a joué un rôle crucial dans le développement de l'industrie manufacturière chinoise à travers les entreprises ethniques créées partout dans le monde et par le biais des réseaux denses entre les expatriés chinois installés dans divers pays d'accueil. Les informaticiens indiens aux Etats-Unis ont beaucoup influencé les exportations des services informatiques indiens aux Etats-Unis et ont déterminé les délocalisations des entreprises américaines vers l'Inde.

2.1.2.3 L'adaptation aux changements structurels induite par l'économie de la connaissance

Les transformations structurelles des années 1970 ont conditionné un changement de paradigme pour les entreprises qui ont dû s'approprier un mode de fonctionnement basé sur des activités de création, d'utilisation et de diffusion de nouvelles connaissances à l'encontre des activités anciennes reposant sur des structures productives. Les entreprises se rendent compte qu'elles ne peuvent plus concentrer le cycle complet du processus de la production mais doivent délocaliser certaines étapes pour gagner en compétitivité. Dans ces conditions, la diaspora joue un rôle déterminant grâce à ses connaissances portant sur les milieux d'affaires tant des pays d'accueil que du pays d'origine vers lequel les délocalisations sont réalisées. Lors de l'étude de cas sur les diaspora à maturité, nous avons constaté que les expatriés indiens installés dans la Silicon Valley ont été les acteurs principaux dans le processus d'externalisation des fonctions informatiques vers l'Inde et que l'Etat indien a su valoriser les ressources cognitives de sa diaspora pour accélérer la transition vers l'économie de la connaissance à travers la création des technopoles dans des régions propices au développement scientifique et technologique comme par exemple Bangalore.

Dans cette nouvelle conjoncture, la valeur et la part de l'immatériel, de l'apport intellectuel et de la recherche-développement gagnent de plus en plus de terrain. Le modèle de création de richesse spécifique à l'économie du savoir emploie en tant que matières premières l'information et la capacité des employés à l'utiliser et à s'adapter aux changements continus

induits par l'innovation. Le processus d'innovation devient transnational où la mobilité des talents est inévitable, voire nécessaire. Les dépenses en R&D des entreprises deviennent de plus en plus significatives. L'enquête annuelle de Booz & Company « *The Global Innovation 1000* » des entreprises qui investissent le plus en R&D à l'échelle mondiale montre que malgré la crise, les investissements en R&D ont continué de croître en 2008 atteignant le chiffre de 532 milliards de dollars investis, ce qui représente une hausse de 5,7% par rapport à 2007⁶⁷. De nos jours, la part des opérations consacrées à la création des nouvelles connaissances, la coordination économique, la diffusion de connaissances et de l'information a une place prioritaire dans l'activité de toute entreprise qui se veut performante.

Avec la décentralisation des activités, les entreprises se spécialisent dans certains domaines ce qui demande un travail plus important d'innovation en les obligeant à collaborer entre elles, même si elles sont en situation de concurrence. Chez Porter (1990), dans les conditions de l'économie de la connaissance, l'innovation est la source de compétitivité et le résultat du travail collectif, par conséquent, les entreprises se voient travailler en partenariat avec d'autres entreprises pour mettre en commun les ressources nécessaires afin de faire face à la vitesse fulgurante du progrès technico-scientifique. Dans ces conditions, les acteurs chargés des tâches précises ont la liberté de trouver d'autres acteurs travaillant dans le même secteur qui viennent de l'extérieur de l'entreprise. La recherche d'autres spécialistes n'est pas vraiment un libre choix mais plutôt une contrainte dictée par les changements structurels qui obligent à trouver la solution optimale, ce qui souvent est impossible à réaliser uniquement avec les ressources existantes de l'entreprise. Dans cette optique, les clusters voient le jour et les membres de la diaspora ont un rôle essentiel dans leur création et leur développement. En connaissant d'autres spécialistes originaires de leurs pays, les professionnels étrangers font appel à leurs compétences et ainsi le réseau scientifique s'élargit ; de plus ils ont recours à leurs collègues qui sont restés au pays soit en les faisant venir à l'étranger pour travailler dans la même entreprise qui a besoin de spécialistes supplémentaires soit en réalisant des projets communs de recherche.

⁶⁷ Booz & Company (2009), *La R&D peu touchée par la crise*, (11/02/2009), www.booz.com

- **Les talents des expatriés à l'origine des ressources cognitives des pays d'accueil et d'origine**

Le nouveau modèle d'organisation des entreprises a induit aussi des mutations sur le marché du travail actuel qui se caractérise par des postes flexibles demandant des compétences spécifiques ce qui a aussi provoqué le changement du phénomène de *fuite des cerveaux* vers le phénomène de *circulation des cerveaux*. A travers les divers transferts réalisés en direction des pays de départ, les expatriés facilitent l'accès des personnes qualifiées aux connaissances accumulées à l'étranger, surnommées aussi « banque de cerveaux » comme source de conversion de « *brain drain* » en « *brain gain* ». Saxenian (2005) note que dans les conditions actuelles, les migrations internationales considérées par la littérature traditionnelle comme des flux en sens unique deviennent une action réversible où les professionnels peuvent collaborer en temps réel pour trouver des solutions à des problèmes complexes avec des collègues qui se trouvent dans différents pays. Par conséquent, les scientifiques et les ingénieurs installés dans les pays avancés contribuent au développement économique de leurs pays d'origine en diffusant des connaissances et des savoir-faire même sans revenir au pays. D'autres deviennent « *transnationaux* » en vivant et travaillant dans les deux pays ainsi un nouveau phénomène émerge : « *la circulation des cerveaux* ». Les travaux d'Anna-Lee Saxenian ont été parmi les premiers à souligner que le capital immatériel (intellectuel) d'une diaspora a le pouvoir de transformation de la « fuite des cerveaux » en « circulation des cerveaux ».

Dans cette nouvelle conjoncture, la collaboration entre les entreprises à travers le monde est indispensable ce qui incite la mobilité des cerveaux. La diaspora devient un outil qui permet de trouver les compétences nécessaires aux entreprises en devenant un trait d'union entre les pays récepteurs et émetteurs des migrants. En travaillant dans des entreprises des pays développés, l'image de la diaspora est un élément important qui détermine la décision des entreprises du pays de destination dans la délocalisation d'une partie de leur activité dans le pays source des spécialistes étrangers travaillant dans l'entité économique qui envisage la délocalisation. Un exemple concluant est la présence des entreprises comme : Yahoo, Hewlett Packard ou General Electric qui ont délocalisé des fonctions informatiques en Inde grâce à la confiance inspirée par les informaticiens indiens installés aux Etats-Unis. De plus, les membres de la diaspora facilitent l'accès à l'information pour les pays d'origine en les aidant à rendre plus attractif le climat des investissements ainsi qu'en influençant la création d'une main-d'œuvre adaptée aux nouvelles vagues d'externalisation, par conséquent le capital humain des pays source augmente.

2.1.2.4 La création d'environnement propice au progrès scientifique et technique

Les pays conscients de l'existence des ressources cognitives de leur diaspora ont créé intentionnellement des environnements propices aux progrès scientifique et technique afin de profiter du capital cognitif de leurs expatriés. Un des mécanismes, qui a permis l'intensification des impacts positifs des transferts cognitifs sur les pays d'origine, est la création des technopôles constitués délibérément pour encourager le développement industriel et par conséquent le rattrapage technologique. Le Plan *Software Technology Parks of India* est un exemple de mesure intentionnelle prise par le pays d'origine pour bénéficier des connaissances de la diaspora. Un autre exemple est celui du parc industriel scientifique de Hsinchu à Taiwan. Wickramasekara (2002) note que l'Etat a stimulé la croissance industrielle par la création en 1985 d'une branche du capital-risque, en instituant le parc industriel scientifique de *Hsinchu Science Parc* et en investissant dans la recherche et la formation. Ces conditions propices ont généré des migrations de retour. Nombreux expatriés sont revenus et ont investi à Taiwan tandis que d'autres ont adopté la solution des allers-retours entre les Etats-Unis et Taiwan qui a facilité l'échange d'information, des savoir-faire technologiques et des compétences entre la Silicon Valley et Taiwan. Par conséquent, la dynamique de ces régions des technologies ne se limite pas seulement aux avantages procurés en termes des coûts.

Les investisseurs en Inde et en Chine étaient initialement motivés par les coûts réduits des pays *low-cost*, mais avec la concentration de la production des technologies, les salaires des ingénieurs ont commencé à augmenter, en étant les plus élevés au niveau national tant dans la région de Bangalore que celle de Shanghai. Malgré l'augmentation des coûts salariaux, les investissements dans le domaine TIC tant en Inde qu'en Chine ont continué de profiter de la concentration des compétences spécifiques de ces régions en changeant leur image de sites *low-cost*.

2.1.2.5 La mise en place des programmes formalisés de transferts de connaissances

Les ressources cognitives générées par la diaspora engendrent d'autres effets intentionnels liés à l'utilisation de ce capital au profit des pays d'origine. A part la mise en oeuvre des programmes initiés par l'Etat d'origine pour la valorisation des ressources cognitives des expatriés, il y a aussi des mesures entreprises par la communauté internationale dans ce sens. Un des mécanismes qui visent la diminution de l'impact négatif de l'émigration qualifiée sur les pays d'origine à travers les ressources cognitives de leurs expatriés est le Projet TOKTEN (*Transfer of Knowledge through Expatriate Nationals* ou Transfert des connaissances par

l'intermédiaire des expatriés) financé par le PNUD⁶⁸. Dans le cadre de ce programme, les expatriés des pays en voie de développement retournent dans leurs pays d'origine pour des missions temporaires d'experts scientifiques ou techniques allant d'une semaine à trois mois afin de mettre au service de leur pays d'origine leurs compétences acquises à l'étranger. Mis en place pour la première fois en Turquie en 1977, TOKTEN a fourni des services techniques ou économiques et a amélioré les capacités nationales grâce à l'expertise des expatriés turcs installés à l'étranger. Les résultats obtenus au cours des deux décennies d'implémentation du présent programme ont permis de constater un réel transfert de connaissances à un coût réduit, souvent avec des économies de 50% à 70% et ce dans un délai relativement court⁶⁹. Depuis sa mise en œuvre, le programme TOKTEN a fait réaliser des avancées technologiques remarquables dans des pays comme : la Chine (1690 experts depuis 1980), l'Inde (470 experts de 1980 à 1985), l'Iran (280 experts depuis 1981), la Pologne (126 experts de 1991 à 1999), la Palestine (200 experts depuis 1995), la Turquie (900 de 1997 à 1999), plusieurs pays d'Afrique, etc⁷⁰.

Un autre mécanisme qui permet aux pays source de tirer profit des ressources de la diaspora est le programme « Migrations pour le Développement en Afrique » (MIDA) lancé en 2001 par l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM) pour encourager la participation de la diaspora africaine au développement durable des pays source en transférant leurs connaissances, leurs expertises lors des missions temporaires au pays de départ.

2.1.3 Les effets non-intentionnels des ressources cognitives

Suite au processus de globalisation, les économies renoncent aux structures productives en faveur d'opérations intensives en connaissances qui exigent une mobilité plus importante des ressources cognitives étant facile à réaliser à travers les diasporas comme canal important de circulation des connaissances. Dans le contexte de l'économie de la connaissance, les externalités financières ne sont plus la motivation principale de collaboration avec d'autres entités économiques mais plutôt la nécessité d'exploitation des connaissances complémentaires, l'accès à l'information et son interprétation sont devenus essentiels. Les contraintes financières ne sont plus les obstacles déterminants de la mobilité des ressources, mais plutôt les barrières technologiques qui peuvent être supprimées grâce à la diaspora qui

⁶⁸ Programme des Nations Unies pour le Développement

⁶⁹ Ministère des Affaires Etrangères, de l'Union Africaine et des Sénégalais de l'extérieur, mars 2002, *Note de présentation du projet TOKTEN Sénégal*

⁷⁰ Ministère des Affaires Etrangères du Sénégal, *Contexte, Raisons et objectifs, Raison de l'assistance du PNUD*

connait les spécificités tant du territoire de départ que celui d'accueil. Le fait de partager les connaissances acquises à l'étranger avec les personnes restées aux pays lors des visites ou des discussions régulières, en plus de l'augmentation du stock des connaissances chez les interlocuteurs des migrants, peut entraîner des effets non-intentionnels au niveau du pays qui voit ses capacités technologiques accroître.

Kapur (2001) remarque que l'extension des technologies de communication et d'information et la baisse des coûts de transport déterminent la diminution des barrières d'accès à l'information et aux flux cognitifs, ce qui renforce la « circulation » des connaissances entre les pays, assurée de plus en plus par les diasporas. Nous essayons d'identifier quels sont les effets qui résultent de l'action de transmission de connaissances et comment ils peuvent influencer d'une manière non-intentionnelle le développement du pays source.

2.1.3.1 L'augmentation des capacités d'innovation par l'accès aux technologies des pays d'accueil de la diaspora

Par le biais des expatriés, les pays d'origine accèdent aux ressources cognitives du pays d'installation et peuvent bénéficier de leurs progrès technologiques. Agrawal *et al.* (2008), lors d'une étude sur l'Inde soulignent que les perspectives du développement d'un pays dépendent de sa capacité d'innovation qui est en fonction de l'accès aux technologies et désignent les migrants qualifiés en tant que « *diaspora novatrice optimale* », comme stock d'émigrés qui maximise l'accès du pays d'origine aux connaissances en étant le fournisseur principal des différents savoirs. Dans la même logique, la Banque Mondiale (2008) note que la forme la plus importante d'innovation d'un pays pauvre est l'adoption et l'adaptation des technologies déjà existantes mais nouvelles pour les marchés du pays de départ des migrants, ainsi les pays d'origine peuvent initier le processus d'innovation sans réaliser des investissements importants.

Une autre analyse qui dénote que la diaspora peut jouer un rôle important dans le développement technologique du pays d'origine est le fameux ouvrage de Gerschenkron (1962), « *Economic backwardness in historical perspective* » qui traite le processus de rattrapage des pays en développement. En se basant sur l'approche de Gerschenkron, le modèle diaspora pourrait constituer une « stratégie institutionnelle » de développement économique pour les pays pauvres. Les travaux de Gerschenkron dénoncent les étapes universalistes du développement économique invoquées par Rostow (1960). Comme nous l'avons montré dans le premier chapitre, dans la partie portant sur les modèles de convergence, selon Rostow la voie du développement est unique et comporte cinq étapes

d'évolution à traverser pour tous les pays. Cette approche indique que les pays en développement devraient s'inspirer du modèle de croissance des pays avancés et entreprendre les mêmes mesures. Contrairement à ce scénario de développement, Gerschenkron (1962) à partir du cas russe, soutient que les pays « retardataires » ne sont pas obligés de parcourir les mêmes étapes et commettre les mêmes erreurs comme les pays développés. Les pays en retard doivent faire preuve de créativité pour amorcer le processus de rattrapage et ainsi bénéficier des progrès technologiques enregistrés par les pays industrialisés, donc ils peuvent « sauter » certaines phases. Les pays en développement lancés dans le processus de rattrapage peuvent exploiter leur retard technologique en tirant profit des « spillovers technologiques » du reste du monde ce que Gerschenkron dénomme « *l'avantage du retard du développement* » (*advantage of backwardness*). Selon lui, plus le pays est en retard, plus sa croissance est forte parce qu'à moindres coûts à travers l'imitation, l'adaptation, la diffusion des connaissances il peut bénéficier du savoir déjà accumulé par les pays avancés. Dans ce contexte, les diasporas jouent le rôle d'unité de transfert des connaissances entre les pays de destination et les pays d'origine ce qui rend encore plus facile l'assimilation du savoir. Grâce aux membres de leurs diasporas, les pays source ont accès à l'expérience des pays développés et à leurs réalisations en matière de modèles managériaux, de technologies, de démocratie, etc.

Le rôle des membres qualifiés d'une diaspora en tant que pourvoyeur des connaissances et initiateur du processus d'innovation dans le pays d'origine est reconnu aussi par Saxenian (2006) qui en étudiant le succès des ingénieurs indiens, taïwanais et chinois d'une part dans la Silicon Valley et d'autre part dans le secteur informatique des pays d'origine affirme que les migrants qualifiés sont des acteurs-clés du processus d'adoption des technologies en les définissant comme de « *nouveaux argonautes* » qui ont contribué au développement des régions technologiques dans les pays source grâce à leurs compétences et aux réseaux créés aux Etats-Unis. Elle note que ces argonautes ont rendu les Etats-Unis encore plus riches, loin d'être « voleurs d'emplois » considérés par la littérature ancienne, ils ont créé de nombreux emplois tant aux Etats-Unis que dans les pays d'origine. Ces diasporas ont contribué considérablement au rapprochement technologique entre les pays d'accueil et ceux d'origine.

2.1.3.2 Les effets indirects d'incitation à la formation dans les pays de départ

La nouvelle littérature sur le « gain de cerveaux » (*brain gain*) montre que la migration peut aussi avoir un effet incitatif à la formation du capital humain du pays d'origine. Mountford (1997), Stark et al. (1997, 1998) et d'autres travaux plus récents Stark et Wang (2002) ou Beine, Docquier et Rapoport (2001) mettent en évidence l'effet positif des migrants sur

l'incitation à la formation des non-migrants dans le pays d'origine. La réussite de la diaspora à l'étranger motive les personnes restées au pays à investir davantage dans leur capital humain pour atteindre un niveau d'études nécessaire pour pouvoir suivre le modèle des personnes qui ont réussi dans les pays de destination. Le retour plus important attendu sur l'investissement en éducation lors du processus migratoire stimule les individus à poursuivre leurs études, mais il faut préciser qu'uniquement une partie de ces gens formés va émigrer, le reste va contribuer à l'augmentation du capital humain au pays, par conséquent aux capacités d'innovation.

Le succès des ingénieurs indiens aux Etats-Unis a joué un rôle important dans le développement de l'enseignement technique en Inde. Nombreux Indiens restés au pays ont choisi d'obtenir une formation dans le domaine des sciences et technologies. Selon les données de NASSCOM⁷¹ (2005), parmi le nombre total de 2,3 millions de diplômés issus annuellement des universités indiennes plus de 350 000 sont des ingénieurs en informatique, ce qui fait de l'Inde le deuxième pays dans le monde formant le plus d'étudiants dans le domaine des sciences et technologies⁷². Même si beaucoup de ces diplômés instruits dans des universités indiennes prestigieuses comme Indian Institute of Technology décident de partir à l'étranger pour continuer leurs études, la destination la plus sollicitée étant les Etats-Unis, la plupart reste au pays et renforce les capacités d'innovation de l'Inde par l'adoption et l'adaptation des technologies envoyées par leurs collègues migrants.

Le succès de la diaspora à l'étranger n'est pas le seul déterminant d'incitation indirecte à la formation. Le transfert de nouveaux équipements et technologies vers le pays d'origine motive les personnes bénéficiaires à suivre des formations pour pouvoir les maîtriser.

Les ressources cognitives de la diaspora entraînent le pays d'origine dans un processus d'apprentissage interactif qui revêt différents types d'apprentissage : *learning-by-doing*, *learning-by-using* ou *learning by sharing* (Le Bas, 1991; Rosenberg, 1982; Lundvall 1988, 1995) qui mettent en contact le pays source avec le contexte scientifique et technologique des pays de départ via les expatriés installés à l'étranger. Selon Lundvall (1992), ce processus d'apprentissage interactif d'échange ou d'interdépendance entre les parties prenantes fonde le système d'innovation qui est axé sur la connaissance et l'apprentissage. Le même auteur explique que l'innovation est un processus cumulatif qui concerne aussi la diffusion, l'absorption et l'utilisation des innovations, ainsi la diaspora devient un acteur important

⁷¹ Association Nationale Indienne des Entreprises du Logiciel et de Services Informatiques (*National Association of Software and Services Companies*)

⁷² NASSCOM, 2005, *Engineering Graduate Talent Pool in India: Highlights of the Research Report*

dans le transfert d'innovations entre les pays d'accueil et le pays d'origine qui adopte et adapte les progrès technologiques réalisés dans les pays avancés en contribuant ainsi au rattrapage technologique entre pays comme un des effets non-intentionnels de l'action de migrant de maintenir le contact avec ceux restés dans le pays de départ.

2.1.3.3 L'accès à de nouveaux marchés et produits

En plus de la contribution au rattrapage technologique et de l'incitation indirecte à la formation, la diaspora est une source précise et continue d'information sur les pays d'accueil qui donne la possibilité tant au pays de départ qu'au pays d'arrivée d'accéder à de nouveaux marchés. Comme Kuznetsov et Sabel (2006) l'indiquent, les membres de la diaspora peuvent être utiles pour leurs pays d'origine sans nécessairement investir ou contribuer financièrement à travers le rôle de ponts (*bridges*) qu'ils jouent entre les pays permettant au pays d'origine d'accéder au marché du pays d'accueil, à une source d'investissement et à une nouvelle expertise.

Comme déjà mentionné, l'ère de la mondialisation a apporté des changements importants dans l'organisation des entreprises qui sont obligées d'adopter des modèles de plus en plus flexibles en délocalisant des activités à l'encontre des principes anciens de production verticale. Les entreprises doivent être proactives pour rester compétitives sur les marchés et, dans un contexte de ressources limitées, leur habilité se traduit par la capacité à trouver rapidement des partenaires, à gérer des relations complexes d'affaires et des équipes en surmontant des barrières culturelles et linguistiques. C'est particulièrement le cas de l'industrie des hautes technologies où les produits, les marchés et les tendances changent constamment et le cycle de vie des produits peut être inférieur même à quelques mois. Si dans les années 1970 uniquement les grandes corporations qui disposaient des ressources et des capacités pouvaient grandir à l'international, aujourd'hui quand le processus de production est fragmenté et les coûts de transport et de communication diminuent même les petites entreprises peuvent établir des partenariats à l'étranger et bénéficier de l'expertise d'autres pays, d'autres marchés.

Des pays comme la Chine et l'Inde ont saisi les opportunités de la nouvelle conjoncture économique mondiale grâce à leurs diasporas qui en utilisant l'expérience acquise à l'étranger et les contacts établis ont influencé le développement de leurs pays. Les ingénieurs immigrés d'origine chinoise ou indienne aux Etats-Unis ont mis en place des institutions et des structures sociales qui permettaient aux producteurs, même les plus petits, de leurs pays

d'avoir accès aux collaborations internationales, aux marchés étrangers. Le contact avec d'autres marchés et les partenariats internationaux sont des ingrédients importants pour l'innovation. En général, les pays en développement n'ont pas accès à l'information sur les progrès réalisés par les pays développés, dans cette optique les membres de la diaspora facilitent aussi l'accès à l'information.

Les pays en développement subissent des difficultés d'accès aux marchés internationaux d'exportation à cause d'une information limitée sur la qualité de leurs biens et services. A cause du manque d'expérience avec les entreprises originaires des pays en développement, les entreprises importatrices des pays d'accueil sont réticentes envers les produits des entreprises étrangères, ainsi les pays en développement doivent surmonter ces barrières. Dans ce contexte, la diaspora peut être un moyen efficace de faire connaître les produits provenant du pays source et donner des informations aux entreprises du pays de départ sur les marchés étrangers d'écoulement.

La diaspora fait découvrir au pays d'origine de nouveaux produits provenant des pays d'accueil et à ces derniers, les produits originaires du pays source. Tenant compte du fait que la diaspora connaît les particularités des pays d'installation, elle représente une source d'information sur la nature de produits recherchés sur les marchés d'écoulement à l'étranger et pourvoyeur de connaissances pour produire des biens et fournir des services d'une qualité correspondante aux exigences des consommateurs étrangers. Pour rester compétitives sur les marchés internationaux, les entreprises des pays en développement doivent investir constamment dans leurs technologies, dans la formation du personnel, dans des processus qui sont mieux encadrés grâce aux informations précises fournies par les membres de la diaspora.

Une diaspora riche en capital humain représente un avantage compétitif pour le pays d'origine. La combinaison de l'affinité pour les produits provenant de leurs pays d'origine, des connaissances et du capital financier fait de la diaspora une source de consommation, d'investissement et d'information. Les expatriés, grâce à leur connaissance du contexte d'affaires des pays d'origine et des pays d'accueil jouent le rôle d'interface entre les sociétés des pays émetteurs et récepteurs. Les connaissances du climat d'affaires tant du pays source que du pays d'accueil sont une source d'information précise sur le potentiel des marchés et les segments à explorer.

2.1.3.4 La genèse des ressources cognitives non-intentionnelles liées au territoire d'accueil

L'appartenance à une nouvelle société implique l'apprentissage de sa langue, sa culture ce qui facilite l'intégration et la compréhension de ses traits distinctifs, par conséquent la diaspora accède aux connaissances profondément ancrées dans le territoire d'installation, en d'autres termes aux connaissances tacites de la société d'accueil. L'appropriation des connaissances inhérentes au pays d'accueil est à la base des *ressources cognitives non-intentionnelles* qui sont définies par Samaganova (2008 : 97) comme « *l'ensemble des connaissances propres au territoire dont l'acquisition et la transmission sont faites indépendamment de la volonté des individus du territoire et liées à la simple appartenance à la communauté locale plus ou moins restreinte (comme, par exemple, la culture, la langue) »*.

Durant la période de résidence dans le pays d'arrivée, les expatriés assimilent les subtilités linguistiques, historiques et culturelles de la société d'accueil qui permettent de mieux comprendre son fonctionnement. Ce sont des connaissances qui peuvent être transmises au pays de départ d'une manière non-intentionnelle lors des discussions avec les interlocuteurs du pays d'origine ou les visites. Elles peuvent induire des changements par rapport à la culture d'affaires des entrepreneurs du pays d'origine, les préférences pour les voyages, la propension pour réussir en priorité la vie professionnelle, etc.

Le transfert de ces connaissances permet aux non-migrants de découvrir les particularités du pays d'arrivée des expatriés, des informations pouvant être utiles pour les hommes d'affaires du pays d'origine qui veulent étendre leur activité dans le pays d'accueil des migrants. La connaissance des spécificités de la culture d'affaires d'un pays étranger à travers la diaspora diminue les risques d'échec de l'implantation. Les ressources cognitives de la diaspora peuvent être aussi utilisées par les entreprises du pays de destination lors de la recherche de partenariats avec le pays de départ des migrants. La compréhension de la culture, de la langue est une condition importante d'accès aux ressources spécifiques d'un pays, ainsi les connaissances des territoires de la diaspora rendent plus facile l'accès à ces ressources.

2.2 Les ressources relationnelles

Les ressources relationnelles de la diaspora résultent d'une relation d'interférence entre : les membres de la diaspora au sein des réseaux diasporiques (réseaux secondaires) créés dans les pays de destination, les expatriés et le pays d'origine (réseaux primaires) et à la suite d'interaction de la diaspora avec le pays d'accueil. Cet ensemble des liens détermine la structure sociale de la diaspora qui au sens de Billaudot (2004 : 12) est génératrice des externalités positives de réseaux qui peuvent être transformées en « *ressources-externalités et dont certaines réalisent des produits libres*⁷³, les unes et les autres étant à la disposition de tous ceux qui s'activent dans cette structure ». La totalité des ressources « *libres, créées, disponibles ou reproduites* » par les réseaux diasporiques, ce que Billaudot (2004) appelle « patrimoine social » permet à la diaspora de maintenir l'identité ethnique et d'assurer sa perpétuation spatiale et temporelle. La notion de « patrimoine social » renvoie au concept de « capital social » défini par les auteurs comme Bourdieu (1980)⁷⁴ ou Putnam (1995)⁷⁵ comme l'accumulation des liens sociaux établis par les individus avec les autres afin d'accéder aux ressources de ceux qui participent dans la même structure sociale. Les deux concepts reconnaissent l'utilité de la relation sociale mais Bernard Billaudot remarque que la notion du capital social est très centrée sur la production des ressources découlant de la coordination entre les agents sociaux ce qui nécessite une proximité géographique tandis que dans sa définition du « patrimoine social », il introduit l'aspect de « conservation et transmission » qui peut se réaliser sans coordination ce qui convient plus à notre analyse de ressources de la diaspora qui dépasse le registre de la proximité spatiale.

Rallet (2002 : 11) souligne que « *la proximité des agents, et donc leur concentration géographique, s'explique moins par des besoins fonctionnels de coordination que par l'encastrement des relations économiques dans des réseaux sociaux ou institutionnels territorialisés* ». Comme déjà mentionné, le pays d'origine peut accéder aux ressources de la diaspora grâce à l'appartenance aux mêmes structures sociales impliquant d'autres proximités

⁷³ Une *ressource-produit libre* est un produit (converti en ressource) qui est de libre accès (il n'y a pas à établir une relation de circulation avec le producteur pour en disposer) (Billaudot, 2004 : 4).

⁷⁴ Bourdieu (1980 : 2) définit le capital social comme : « *l'ensemble des ressources actuelles ou potentielles qui sont liées à la possession d'un réseau durable de relations plus ou moins institutionnalisées d'interconnaissance et d'interreconnaissance ; ou, en d'autres termes, à l'appartenance à un groupe, comme ensemble d'agents qui ne sont pas seulement dotés de propriétés communes (susceptibles d'être perçues par l'observateur, par les autres ou par eux-mêmes) mais sont aussi unis par des liaisons permanentes et utiles* ».

⁷⁵ Putnam (1995: 67) donne la définition suivante: « *by analogy with notions of physical capital and human capital – tools and training that enhance individual productivity – “ social capital ” refers to features of social organization such as networks, norms, and social trust that facilitate coordination and cooperation for mutual benefit* ».

qui selon Rallet (2002) sont proches de ce que Grossetti (1999) appelle « proximité relationnelle », de nature sociale produisant des effets intentionnels et non-intentionnels sur le pays source des expatriés.

Dans notre grille de lecture des ressources de la diaspora, nous avons identifié les effets intentionnels et non-intentionnels suivants sur le pays d'origine générés par les ressources relationnelles du groupe ethnique :

TABLEAU 3.5: LES EFFETS DES RESSOURCES RELATIONNELLES DE LA DIASPORA SUR LE PAYS

Effets intentionnels (les réseaux diasporiques formels)	Effets non-intentionnels (les réseaux diasporiques informels)
<ul style="list-style-type: none"> - La création des structures nationales pour bénéficier du capital social de la diaspora - La création de réseaux de communication - Les réseaux diasporiques comme moyen d'ascension professionnelle - L'apparition de réseaux diasporiques de personnes hautement qualifiées - L'apparition organisée des réseaux sociaux virtuels de la diaspora 	<ul style="list-style-type: none"> - Les effets relationnels des transferts - Les intermédiaires d'affaires - L'accès à un réseau plus élargi de contacts - L'amélioration du climat d'investissements dans le pays d'origine - La diaspora comme source d'information et d'interprétation sur le contexte du pays source et d'accueil - La diaspora comme vecteur du changement politique - La diaspora comme plateforme d'expansion des relations commerciales - Le développement du tourisme nostalgique et la genèse des migrations de retour - L'apparition spontanée des réseaux sociaux virtuels de la diaspora

2.2.1 Les effets intentionnels des ressources relationnelles

Les effets intentionnels émergent quand les expatriés ou les pays d'origine réalisent l'existence de l'impact positif engendré par le capital social de la diaspora. La perception de ces effets mène d'une manière générale à la création d'organisations qui formalisent les réseaux sociaux informels créés par les migrants du même pays d'origine dans les sociétés d'accueil, ainsi les réseaux diasporiques formels voient le jour. Ces structures acquièrent la personnalité juridique qui permet de légitimer leurs actions de mobiliser diverses ressources en faveur du pays d'origine. Leurs activités sont menées par un groupe d'initiative constitué au sein de la communauté diasporique ou sont incitées par des organisations formées par les Etats des pays source des migrants.

2.2.1.1 La création des structures nationales pour bénéficier du capital social de la diaspora

Le caractère intentionnel des ressources relationnelles d'une diaspora se traduit par l'apparition des structures créées délibérément soit par l'Etat d'origine ou par la diaspora elle-même dans le but d'utiliser le capital social formé par le groupe ethnique. L'expérience du passé révèle que certains pays comme la Chine ou l'Inde, conscients du potentiel de leurs expatriés, ont mis en place des structures nationales ou en collaboration avec la diaspora pour explorer les ressources relationnelles constituées dans les pays d'accueil des expatriés. Les ressources de la diaspora ont été mobilisées non seulement pour le développement national du pays d'origine mais aussi pour la promotion des intérêts du pays source dans les pays d'installation.

L'expérience de l'Inde est un exemple parlant des effets intentionnels des ressources relationnelles de la diaspora. Après l'indépendance, les Indiens d'outre-mer sont devenus la priorité de l'Etat indien. Carsignol-Singh (2009 : 2) souligne que la diaspora indienne était considérée comme « *principal instrument du rayonnement culturel et politique de l'Inde à l'étranger* ». L'auteur remarque que de nos jours la relation de coopération avec la diaspora dépasse « *le cadre de la diplomatie culturelle, et leur mobilisation économique ou politique en faveur du traité nucléaire* » et contribue à l'affirmation de la puissance de l'Inde en faisant de la diaspora « *l'instrument de la puissance intelligente (smart power⁷⁶) de l'Inde dans le monde* ». A travers la création des structures étatiques comme : le High Level Committee on the Indian Diaspora en 2000 ou d'un Ministère dédié aux affaires des Indiens d'outre-mer (*Ministry of Overseas Indians Affairs, MOIA*) ou de nombreuses entités diasporiques soutenues par le gouvernement indien comme le *Global Organization of People of Indian Origin (GOPIO)* basé à New-York, la diaspora commence à se formaliser et jouer le rôle d'ambassade informelle de l'Inde dans les pays d'installation en promouvant les intérêts du pays d'origine dans les pays de destination, en les rapprochant tant économiquement que politiquement ou bien culturellement.

Pour l'Inde ou pour la Chine, les ressources de la diaspora ont constitué un des éléments essentiels de leur stratégie de développement et d'affirmation mais pas un simple substitut des défaillances des institutions locales. Ces deux pays ont mobilisé les ressources relationnelles

⁷⁶ La puissance intelligente est l'équilibre entre les outils de pression (militaires, économiques, politiques, juridiques) et les outils d'attraction (diplomatie, assistance humanitaire, coopération culturelle ou économique), ou autrement dit la combinaison de la politique de puissance dure (*hard power*) et de la politique de puissance douce (*soft power*).

de leur population installée à l'étranger pour soutenir le processus de développement économique tant à l'intérieur du pays qu'à l'extérieur. D'autres pays ont compris que la diaspora peut améliorer le fonctionnement des structures locales et jouer un rôle important dans le positionnement du pays source dans l'économie mondiale. L'Ecosse ou le Chili ont suivi le modèle chinois et indien de collaboration avec les expatriés et ont encouragé aussi la création des réseaux diasporiques qui ont assuré la transmission de multiples flux vers les pays d'origine en contribuant ainsi à l'amélioration de leurs capacités en termes de développement économique et de positionnement à l'échelle régionale et internationale. Certains pays d'origine des diasporas émergentes commencent à adopter le modèle des pays ayant des diasporas à maturité. La Roumanie a mis en place en 1995 un Conseil pour les problèmes des Roumains de la diaspora, devenu de nos jours le Département des Roumains de Partout (DRP), qui se charge de la relation de collaboration avec les expatriés roumains.

Un exemple éloquent de réseaux diasporiques constitués à l'initiative de l'Etat afin de bénéficier des ressources de la diaspora est le Globalscot qui est un réseau international d'affaires des Ecosseis et des personnes avec une affinité pour l'Ecosse qui ont répondu à l'invitation du Premier ministre écossais à contribuer et partager le succès économique de l'Ecosse. Avant la création de Globalscot, la diaspora écossaise comme ressource de développement économique était sous-utilisée. L'objectif de Globalscot est l'exploration de l'expertise écossaise pour opérer des affaires partout dans le monde et mobiliser cette expertise pour améliorer les conditions économiques du pays. Suivant l'exemple de l'Ecosse, le Chili a aussi initié un programme similaire – ChileGlobal. Une autre mesure prise par le gouvernement chilien dans le but de valoriser les ressources générées par ses expatriés est la création en 2000 de DICOEX (*Direction of Chilean Communities Abroad*) qui est une agence étatique chargée de la promotion et la coordination des politiques visant les mesures de motivation des expatriés chiliens à participer au développement du pays d'origine.

2.2.1.2 La création de réseaux de communication

Les Etats d'origine en coopération avec les associations diasporiques constituées dans les pays d'arrivée mettent en œuvre des réseaux de communication avec les migrants qui revêtent plusieurs formes : transmission des émissions télévisées par satellites, création des chaînes de télévision et de radio pour la diaspora dans les pays de destination, publication des journaux adressés à la diaspora, organisation de conférences, création de structures étatiques visant la communication avec les réseaux formels de la diaspora. Les exemples livrés par les diasporas à maturité comme celles chinoise ou indienne sont nombreux mais le fait qui attire notre

attention est l'émergence des réseaux de communication pour les diasporas en structuration. Un exemple parlant est la création par l'Etat roumain de l'Institut Culturel Roumain de Paris fondé en 1990 dans le but de soutenir et promouvoir l'identité culturelle des Roumains installés en France et dans d'autres pays de destination, de maintenir le contact avec les associations diasporiques roumaines qui collaborent avec l'Institut.

Un autre exemple venant d'une diaspora encore moins structurée que la diaspora roumaine et celle moldave. Pour la première fois en octobre 2010, le Gouvernement moldave, le Bureau moldave des relations interethniques avec le soutien de la mission de l'Organisation Internationale pour les Migrations en Moldavie ont organisé à Chisinau un Congrès de la Diaspora Moldave avec la participation de 110 représentants de la diaspora venant de 31 pays de destination qui a eu comme objectif l'identification des moyens de collaboration entre le pays d'origine et les expatriés et la mise en place des moyens de communication avec les Moldaves installés à l'étranger. Une direction prioritaire a été l'encouragement du processus de structuration de la diaspora moldave avec l'appui des autorités moldaves, la mobilisation des associations diasporiques existantes pour la promotion des intérêts du pays à l'étranger et la propagation d'une image positive. Pour la première fois dans l'histoire de la diaspora moldave le pays d'origine a désigné la collaboration avec les migrants moldaves la priorité de la politique externe et interne.

2.2.1.3 Les réseaux diasporiques comme moyen d'ascension professionnelle

Si pour les gouvernements, les réseaux diasporiques représentent un moyen de promotion de leur politique à l'étranger pour les migrants, ce capital social sert en tant qu'élément d'intégration dans le marché du travail du pays d'accueil et une source d'intégration dans la société de destination. Dans la *théorie des réseaux*, Massey *et al.* (1993) expliquent la continuité de la migration comme un processus auto-entretenu grâce aux réseaux des migrants qui changent le caractère sélectif de flux migratoires initiaux et contribuent à la réduction des coûts financiers et psychologiques liés au projet migratoire. Les membres de la diaspora qui se sont affirmés professionnellement dans le pays de destination sont susceptibles de recommander des compatriotes à leurs employeurs qui sont plus ouverts à les embaucher grâce à l'expérience positive avec les membres de cette diaspora, ainsi les coûts inhérents à la recherche d'emploi pour les nouveaux venus diminuent.

L'ancien modèle d'intégration verticale des entreprises est substitué aujourd'hui par une nouvelle logique de production qui suppose des entreprises plus flexibles. Sous le signe de la

mondialisation, les firmes sont dans la situation de se concurrencer mais aussi de collaborer entre elles, de mener ensemble des activités de recherche et de développement, ainsi on assiste à la concentration du capital humain, physique et financier. Cette agglomération spatiale des ressources conduit à l'apparition des clusters. Un des exemples de clusters est celui de la Silicon Valley dans le secteur des TIC. La concentration géographique des talents les plus brillants a lieu à travers les réseaux diasporiques qui facilitent l'intégration d'autres spécialistes venant de leur pays d'origine, ce qui conduit à l'augmentation de la productivité globale dont les pays en développement peuvent aussi tirer parti.

Les membres de la diaspora déjà installés dans le pays de destination en communiquant avec ses compatriotes restés aux pays les informent sur les possibilités d'emploi, de formation à l'étranger, ainsi les réseaux des migrants originaires du même pays s'élargissent en s'organisant dans des associations professionnelles dans divers domaines. La particularité de ces structures est le conseil et l'accompagnement des nouveaux arrivants. Kuznetsov et Sabel (2006), présentent le réseau TIE (*The Indus Entrepreneurs*), créé en 1992 dans la Silicon Valley comme l'organisation la plus efficace de ce type. Cette association a été initiée par un groupe d'entrepreneurs, de cadres supérieurs et de professionnels expérimentés d'origine indienne dans le but de conseiller et d'accompagner d'autres migrants en les aidant à progresser professionnellement.

Ce type de réseaux ne se limite pas seulement à fournir des informations sur les possibilités d'emploi à leurs membres mais apporte aussi leur aide nécessaire pour l'ascension sociale dans la société d'accueil. Par exemple, les associations de migrants mexicains aux Etats-Unis (*home-town associations*) à leur apparition dans les années 1950 avaient comme objectif principal la protection des droits des migrants en situation irrégulière, l'octroi de l'aide à la recherche d'emploi et à l'adaptation dans la société d'accueil. Avec le temps, les migrants ont régularisé leur situation et ont réussi à avancer dans la chaîne de migration en occupant des postes avec plus de responsabilités, les activités de ces associations ont évolué aussi en introduisant à leur tour le principe de *mentoring* comme dans le cas des associations indiennes. Graduellement, cette catégorie d'associations se transforme de réseaux de migrants comme simple moyen d'accès aux marchés du travail en réseaux mieux structurés qui permettent l'acquisition d'un statut social dans le pays de destination, ce qui dénote que les membres de la diaspora s'intéressent non seulement à leurs familles restées dans le pays source mais aussi à l'unité du groupe qui permet une meilleure mobilisation des ressources au profit du pays d'origine.

2.2.1.4 L'apparition de réseaux diasporiques de personnes hautement qualifiées

L'économie de la connaissance a initié des flux importants de migrants qualifiés qui se rassemblent dans les pays d'accueil en groupes ethniques se transformant avec le temps en associations professionnelles qui cherchent à mener des activités communes avec leurs collègues restés au pays pour contribuer au développement du pays d'origine. J.B. Meyer (2008) dénomme ces groupes « diaspora du savoir » ou *diaspora knowledge networks* ou encore *les diasporas scientifiques et techniques (DST)* qui s'inscrivent dans la logique de circulation de cerveaux entre le pays d'origine et d'accueil qui donne accès au pays de départ à de nouvelles connaissances. Les réseaux diasporiques de la connaissance sont le mécanisme qui amplifie l'impact positif des ressources cognitives des expatriés à travers une plus grande capacité à contribuer au développement du pays d'origine augmentant grâce à la concentration de plusieurs personnes dans le même groupe. Ces réseaux voient le jour à la suite de l'action intentionnelle des expatriés de réunir leurs efforts pour apporter leur support au développement des régions d'origine même à distance. J.B. Meyer (2004 : 72) souligne aussi le caractère intentionnel de l'apparition des DST mettant en évidence leur « *vocation redistributrice explicite* » traduite par la création de « *nombreuses initiatives, spontanées dans une large mesure, d'association et de mobilisation des expatriés hautement qualifiés travaillant au Nord, au profit de leur pays d'origine du Sud* ».

Leur création et leur fonctionnement a été beaucoup facilité par les technologies de communication modernes. Toutes ces structures ont un site Internet qui est le point d'entrée dans le réseau et la constitution de la base de données des expatriés ce qui permet d'avoir un accès plus facile aux profils de leurs membres et de mettre en contact des professionnels du même domaine. Beaucoup de réseaux utilisent les technologies informationnelles pour créer et maintenir les liens entre les membres. Par exemple, le réseau d'affaires des expatriés libanais est une association à but non-lucratif qui repose sur une base de données en ligne qui ayant pour but la mise en relation des entrepreneurs libanais, des expatriés et des entrepreneurs internationaux en identifiant les opportunités d'affaires et les partenaires potentiels (Newland et Patrick, 2004).

L'analyse et l'observation des sites Internet des réseaux diasporiques ont permis leur recensement qui a révélé l'existence de 41 réseaux de diasporas de la connaissance selon Meyer et Brown (1999) auxquels Lowell et Gerova (2004) ajoutent encore 20 réseaux d'expatriés de pays développés et en développement. Même si pour certains réseaux, la durée de vie est assez courte, en 2005 il n'existait que la moitié des structures diasporiques

identifiées en 1999, ils ont un rôle important à jouer dans le processus de transition du pays d'origine vers une économie de la connaissance et apportent leur contribution dans divers secteurs de l'économie nationale.

- **Les formes des réseaux de la diaspora du savoir**

Brown (2000) les divise en plusieurs catégories selon le domaine d'activité : réseaux d'étudiants /universitaires, associations locales d'expatriés qualifiés, groupe d'experts d'assistance par le biais du programme de transfert des connaissances par l'intermédiaire des expatriés (TOKTEN) mis en œuvre par le PNUD, et les réseaux diasporiques des scientifiques. J.B. Meyer (2008) les classifie selon leur nature : scientifique, technique, institutionnelle, professionnelle et financière.

Les réseaux diasporiques de la connaissance sont des entités apolitiques, indépendantes et à but non lucratif mais beaucoup d'entre elles ont des liens avec les institutions gouvernementales des pays d'origine ce qui dénote le besoin d'appui institutionnel pour qu'elles puissent mener à bien leurs projets dans le pays source. Généralement, les membres de ces structures diasporiques sont des professionnels venant du même pays d'origine qui ont pour motivation de mettre leur capital humain, social et financier au service du pays d'origine. Ils peuvent attirer aussi des membres d'autres origines qui s'intéressent au développement de leur pays source. Par exemple, le réseau scientifique colombien Red Caldas compte 7% de membres qui sont d'une autre origine que colombienne ou bien le SANSAN (*South African Network of Skills Abroad*) rassemble des scientifiques de 65 nationalités différentes, tous motivés par le développement de l'Afrique du Sud. Les expatriés qui font partie des réseaux de la connaissance sont hautement qualifiés, étant les fournisseurs principaux des flux de connaissances, des nouvelles technologies, des nouveaux modèles managériaux, etc. A titre d'exemple, 57,2% des membres du Philippines Brain Gain Network (BGN) possèdent des diplômes de master ou de doctorat ; et 49% des membres du SANSAN détient le grade master et 30% ont le doctorat (Brown 2000 : 5).

Les membres des réseaux diasporiques ont l'enthousiasme et la motivation d'apporter leurs connaissances au service du développement économique et social du pays d'origine. Par le biais des séminaires, des conférences, des journées de travail, des contacts réguliers, les scientifiques expatriés collaborent avec leurs collègues restés au pays. En plus de l'échange des connaissances qui a lieu entre les expatriés et le pays d'origine, les réseaux scientifiques donnent accès aux contacts créés dans le pays de destination. Les réseaux diasporiques

scientifiques montrent que la conversion du *brain drain* en *brain gain* est possible avec des effets positifs tant pour les pays d'installation que pour les pays de départ.

Les processus d'organisation et de formalisation des réseaux de chercheurs d'une diaspora facilitent la circulation d'information, des idées innovantes d'un pays à l'autre malgré la distance géographique et les barrières linguistiques. Les membres de ces réseaux jouent le rôle d'interface entre le pays d'accueil et le pays d'origine en surmontant les obstacles liés à l'accès aux résultats scientifiques obtenus par les chercheurs étrangers.

- Exemples de réseaux de la diaspora du savoir

a) La diaspora colombienne

La Colombie est un des rares pays en développement qui investit dans le réseau global de recherche. La concentration de plusieurs scientifiques du même secteur constitue une ressource importante de spécialisation d'un pays dans un domaine spécifique. Un des réseaux les plus connus est Red Caldas créé en 1991 dans le but de mettre en contact les jeunes chercheurs colombiens travaillant dans des laboratoires scientifiques à l'étranger et la communauté colombienne de scientifiques à travers des programmes communs de recherche. L'objectif de cette initiative est la consolidation des capacités nationales de recherche et le renforcement de l'internationalisation de la communauté colombienne scientifique à travers les contacts et les projets communs avec d'autres pays, action rendue possible grâce aux chercheurs d'origine colombienne installés à l'étranger. Le principe de fonctionnement est la création des nœuds de réseaux dans des pays où existe une masse critique de diplômés et chercheurs colombiens nécessaire pour la constitution des associations diasporiques. Ces nœuds sont rattachés aux consulats ou aux ambassades dans divers pays de destination. Ils mènent leur activité en collaborant entre eux et avec la communauté scientifique de la Colombie pour réaliser des projets de recherche, organiser des événements scientifiques pour échanger les résultats, etc.

La convergence d'intérêts et des compétences scientifiques permet la formulation des programmes de recherche conjoints entre les chercheurs colombiens qui sont à l'étranger et leurs collègues restés au pays. Les résultats de cette collaboration sont appliqués tant au niveau national qu'international.

b) La diaspora sud-africaine

Le succès de ce type de réseaux a motivé d'autres diasporas émergentes à constituer aussi des structures similaires pour initier le processus de développement dans leurs pays et apporter leur contribution. Un exemple illustratif constitue l'expérience de la diaspora sud-africaine.

L'Afrique du Sud connaît des pénuries importantes de main d'œuvre qualifiée partie à l'étranger à la recherche de meilleures conditions de vie. Ces personnes hautement qualifiées dispersées dans le monde représentent une importante source de développement du pays ; par conséquent, dans le but d'utiliser ce potentiel et de diminuer l'impact de la perte des cerveaux, deux réseaux d'expatriés de la diaspora du savoir sud-africain ont apparu : le réseau SANSa (*South African Network of Skills Abroad*) et *South African Diaspora Network*.

Le SANSa est un réseau formel d'expatriés qualifiés sud-africains qui a été créé en 1998 à l'initiative de l'Université de Cape Town et l'Institut français de recherche pour le développement (IRD). L'objectif du réseau est de lier les professionnels expatriés du domaine des sciences et technologies avec leurs collègues restés en Afrique du Sud afin de créer un contexte favorable pour la collaboration et le transfert des compétences. Cette conjoncture permet aux migrants qualifiés de contribuer au développement du pays sans y retourner. L'information circule tant entre les spécialistes sud-africains installés dans différents pays d'accueil qu'entre les expatriés et leurs collègues restés au pays source à travers les outils de communication offerts par le site internet du réseau. Actuellement le SANSa compte 2 500 membres répartis dans 65 pays du monde étant ouvert à toutes les personnes qui souhaitent aider l'Afrique du Sud (Meyer, 2008 : 4). L'appartenance à ce groupe permet l'initiation des travaux de recherche en commun par les scientifiques sud-africains installés à l'étranger et ceux du pays d'origine, l'accès aux résultats de recherche, l'accès à la base de données contenant les contacts des membres du réseau et leur profil, le transfert des logiciels, des ordinateurs vers l'Afrique du Sud. Malgré des difficultés rencontrées dans l'organisation de ses activités, le SANSa est un moyen efficace de transfert de connaissances vers l'Afrique du Sud.

La grande majorité des réseaux d'expatriés de la connaissance se forment dans le domaine des sciences et technologies tandis que d'autres sont multidisciplinaires. *Le South African Diaspora Network* est un exemple illustratif des groupes diasporiques qui élargissent le champ d'actions en dépassant le cadre de la diffusion des connaissances et d'information par l'introduction d'activités de transfert de compétences managériales, de tutorat des étudiants et leur accompagnement dans les pays de destination, un élément qui trouve l'inspiration dans les réseaux diasporiques indiens. Ce deuxième réseau formel a été fondé en 2001 par le Centre d'innovation et d'entrepreneuriat de l'Université de Cape Town avec l'aide de la Banque Mondiale. C'est un réseau d'affaires qui sert de trait d'union entre le milieu d'affaires du pays d'origine avec le pays d'accueil. L'objectif est la connexion des expatriés sud-

africains avec les personnes souhaitant apporter leur contribution au développement de l'Afrique du Sud, notamment en mettant l'accent sur la création et le développement des entreprises, des liens d'affaires, etc. Les membres de cette association sont les réseaux diasporiques existants, les réseaux d'anciens diplômés, le club d'affaires sud-africain qui a des membres en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis. Par le biais du South African Diaspora Network se réalise la collaboration entre les hommes d'affaires connus de l'Afrique du Sud et les acteurs principaux des marchés étrangers, l'échange entre les entreprises sud-africaines à potentiel de développement. A travers ce réseau, les entreprises locales accèdent aux marchés étrangers, obtiennent des informations sur les marchés externes, sur les milieux d'affaires et sur les besoins des consommateurs des pays de destination. Le principe de ce modèle est aussi le *mentoring* permettant aux expatriés qualifiés ou aux spécialistes restés en Afrique du Sud de tirer profit de l'expertise, de l'expérience de ceux qui ont réussi et qui veulent contribuer au développement du pays.

2.2.1.5 L'apparition organisée des réseaux sociaux virtuels de la diaspora

L'arrivée d'Internet a beaucoup changé la façon dont les expatriés maintiennent le lien avec le pays d'origine et entre eux-mêmes. Avec la baisse des coûts des nouvelles technologies de l'information et de la communication, leur utilisation a augmenté parmi les migrants, l'accès à Internet se généralise et de plus en plus d'expatriés se permettent de posséder un ordinateur et d'avoir une connexion internet. On assiste à la diversification des usages des nouvelles pratiques de communication digitale qui avant étaient plutôt l'outil de travail et de socialisation des « *élites scientifiques et techniques* », selon l'expression de Nedelcu (2004). La prise de contact facile et l'accès disponible à toutes les personnes intéressées favorisent la création des réseaux diasporiques en ligne qui apparaissent de plus en plus sur les sites des réseaux sociaux comme une nouvelle forme de structuration de la diaspora. Ces communautés en ligne deviennent un nouveau mode de planification et de gestion du projet migratoire pour les futurs migrants, une source de contact continu avec les non-migrants et une nouvelle culture d'organisation de la communauté diasporique, donc une nouvelle forme de « diasporisation » des vagues récentes d'expatriés venus du même pays et installés dans différents pays d'accueil.

L'utilisation rependue d'Internet a mené à la création de diverses formes de communication entre les migrants. Le cyberspace est employé par la diaspora comme moyen de transmission intentionnelle de messages tant aux pays source qu'aux autres migrants avec les mêmes origines et comme outil de socialisation et mobilisation des membres de la diaspora. La

constitution des blogs ou des forums par les associations diasporiques formelles ou par des individus de la communauté migrante implique la participation intentionnelle des expatriés aux discussions portant sur la situation politique, économique, sociale du pays mais aussi des sujets préoccupant les migrants. Afin de participer à ces débats, les expatriés doivent s'enregistrer comme participants ce qui explique le caractère intentionnel de l'adhésion aux communautés numériques de la diaspora. Nous allons revenir aux groupements on-line de migrants dans la dernière partie de ce chapitre pour présenter leurs particularités.

2.2.2 Les effets non-intentionnels des ressources relationnelles

Les effets non-intentionnels des ressources relationnelles de la diaspora se manifestent d'une manière involontaire lors du maintien des liens avec le pays d'origine (réseaux informels). Le contact gardé avec les proches restés au pays de départ prend diverses formes : discussions, visites qui impliquent des effets non visés par les expatriés à la suite de leur action de préserver et développer le lien social avec le pays de départ.

2.2.2.1 Les effets relationnels des transferts

Les réseaux diasporiques sont l'élément central qui assure la consolidation, l'existence et la continuation du groupe ethnique. Grâce aux réseaux migratoires, une diaspora préserve son identité malgré l'éloignement physique du pays d'origine et la forte influence des sociétés d'accueil. Ils constituent l'« infrastructure » de la diaspora en lui permettant l'acquisition de l'autonomisation tant par rapport au pays d'accueil que par rapport au pays d'origine. En plus de ce rôle, les réseaux diasporiques formels ou informels représentent l'infrastructure qui lie les expatriés avec le pays d'origine et qui rend possible les transferts de diverse nature vers le centre (pays source) : connaissances, savoir-faire, nouvelles technologies, matériel, etc.

Les ressources relationnelles jouent le rôle d'intermédiaire et de coordination entre les autres types de ressources (financières, cognitives, organisationnelles, intentionnelles et symboliques), ainsi elles peuvent être considérées en tant que « *ressources de médiation* ». La complexité des ressources relationnelles traduites par l'articulation de divers liens entre la diaspora et le pays d'origine ainsi qu'entre les communautés diasporiques formées dans différents pays d'accueil permet d'une part au pays de départ de bénéficier des externalités directes de la proximité géographique entre les expatriés et les sociétés d'accueil et d'autre part de générer de nouvelles proximités permettant au pays d'origine de tirer profit des ressources de la diaspora, ainsi l'encastrement social dans les réseaux nationaux détermine le

dépassement du contour géographique au sens strict. Cette tendance a été mise en évidence d'autant plus à l'ère des nouvelles technologies de l'information et de la communication où les membres de la diaspora agissent en temps réel tant dans le pays d'accueil que dans le pays d'origine. Selon Torre (2000 : 3), le terme de proximité « renvoie à l'hypothèse de base d'une séparation, économique ou géographique, entre agents (individuels ou collectifs), et donc à leur éloignement plus ou moins fort. Il s'inscrit dans une conception de la réalité économique et socio-culturelle essentiellement relationnelle, le lien social rapprochant (et/ou éloignant) les agents détenteurs de ressources différentes dans la résolution d'un problème économique », donc les réseaux aident à la coordination entre les agents économiques et à la mobilisation des ressources nécessaires pour solutionner un problème économique. Ainsi les réseaux diasporiques qui forment le capital social du groupe ethnique articulent toutes les ressources générées par la diaspora et permettent aux pays d'origine d'en bénéficier en accédant aux nouvelles sources de revenus, aux nouvelles connaissances et technologies, aux nouvelles normes et pratiques sociales, économiques et politiques, aux nouveaux modèles organisationnels ou institutionnels ce qui déclenche le processus de développement dans les pays d'origine et favorise une meilleure intégration dans l'économie mondiale.

La diaspora se distingue d'autres groupes de migrants par cette relation de réseaux qui englobe d'une part les liens tissés entre les communautés diasporiques formées dans différents pays de destination et d'autre part le contact avec le pays d'origine. A travers les réseaux diasporiques, les pays de départ peuvent utiliser tant les ressources créées par le groupe ethnique à l'étranger que les ressources des pays d'accueil des expatriés.

Albert Hirschman dans son ouvrage *Stratégie du développement économique (1958)* note que le développement économique n'est pas vraiment une question d'allocation des ressources existantes mais plutôt une question de mobilisation des ressources qui sont cachées, dispersées et mal utilisées. De nombreux pays d'origine sous-utilisent les ressources générées par leur diaspora. Dans le dernier chapitre de cette thèse nous présenterons les conditions permissives pour l'adoption de l'option diaspora.

2.2.2.2 Les intermédiaires d'affaires

Les migrants installés à l'étranger, notamment ceux de la première génération, maintiennent des liens forts avec leur pays d'origine qui sont d'autant plus facilités grâce à la baisse des coûts de communication et à l'amélioration de la qualité des technologies. Les diasporas constituent un capital social qui perpétue au fil du temps même après la fin du projet

migratoire. Une fois installés dans les pays d'accueil, les membres de la diaspora gardent des contacts avec le pays d'origine et avec ceux qui sont retournés au pays à travers des réseaux primaires (créés entre la diaspora et le pays d'origine) et secondaires (formés au sein du groupe diasporique). L'existence de la diversité des réseaux diasporiques engendre tant des effets intentionnels que non-intentionnels liés à la mobilisation des ressources de la diaspora. Un des effets non-intentionnels est le rôle d'intermédiaires d'affaires que le groupe ethnique joue entre le pays d'accueil et le pays d'origine grâce à leurs connaissances des environnements d'affaires des deux pays. Kapur et McHale (2005) remarquent qu'à l'ère de la libéralisation du commerce, de la circulation d'information, l'appartenance à une diaspora ne se résume plus à accéder à l'information qui est de plus en plus abondante mais plutôt à son interprétation en fonction du contexte. Dans cette optique, les réseaux sociaux des migrants peuvent aider les hommes d'affaires des pays d'origine et des pays de destination à contrôler et comprendre les flux d'information. Ces réseaux ont joué un rôle central dans le développement des sociétés manufacturières créées par la diaspora chinoise en Chine et des sociétés TIC fondées par la diaspora indienne dans la Silicon Valley et à Bangalore.

Grâce aux réseaux, les membres de la diaspora deviennent des agents économiques présents en même temps dans les deux pays (d'accueil et de départ). Ces migrants, appelés par Portes *et al.* (2002) comme « entrepreneurs transnationaux » unifient l'espace d'affaires entre le pays d'origine et le pays de destination et sont des « *immigrés travaillant à leur compte dont les activités économiques exigent de fréquents déplacements à l'étranger et dont le succès de leurs firmes dépend de leurs contacts et de leurs associés dans un autre pays, essentiellement dans leur pays d'origine* » (2002 : 66). Par rapport aux travailleurs salariés ou aux entrepreneurs présents sur le marché interne, ces agents économiques transnationaux agissent sur le marché intérieur et transnational, ainsi ils ont des liens sociaux plus nombreux et accèdent à plus d'information concernant les marchés extérieurs ce qui facilite le déploiement de leurs activités mais aussi l'intégration des pays d'origine dans les marchés mondiaux. Leurs activités réduisent l'impact négatif de la « fuite des cerveaux » à travers les flux d'information, de savoir, des nouveaux modèles managériaux vers le pays source.

2.2.2.3 L'accès à un réseau élargi de contacts

Les réseaux de la diaspora, en plus de mettre en contact les milieux d'affaires des deux pays, permettent aussi au pays d'origine d'accéder aux élites cosmopolites, donc d'être en contact avec des membres des autres communautés ethniques avec lesquelles la diaspora a tissé des liens. La mondialisation a transformé les économies nationales qui sont devenues de plus en

plus ouvertes au monde extérieur en offrant à ceux qui ont les moyens, des possibilités plus larges d'accès aux nouveaux styles de vie, aux nouveaux systèmes d'enseignement, ce qui a permis la dispersion géographique des réseaux sociaux et de la famille. Kuznetsov et Sabel (2006) soulignent qu'habituellement le contact des pays avec l'extérieur se réalisait à travers les migrants et les communautés ethniques et religieuses installés à l'étranger. A l'heure de l'internationalisation des compétences et des carrières, le rôle des migrants qualifiés dans la connexion des pays d'accueil avec les pays d'origine est encore plus accentué. Les migrants qualifiés qui réussissent mieux dans le pays d'installation peuvent accéder à des postes clés dans les entreprises en s'affiliant aux élites locales. Ils sont souvent les pilotes des projets de délocalisation vers des pays en développement. Ils peuvent être des acteurs qui influencent la prise de la décision quant à la destination de la délocalisation vers leurs pays d'origine. Cette internationalisation de compétences mène à la création des élites cosmopolites. L'appartenance à ce groupe social permet l'interaction avec les membres des élites locales ainsi qu'avec des membres originaires d'autres pays source, ce qui élargit le réseau de contacts des migrants qui à leur tour peuvent faire bénéficier leurs pays d'origine de la richesse créée par l'élite cosmopolite qui dévient un canal de transmission des nombreux flux vers les pays de départ.

2.2.2.4 L'amélioration du climat d'investissements dans le pays d'origine

A part la mise en relation des agents économiques du pays d'origine avec des partenaires étrangers et vice-versa, les réseaux diasporiques ont un impact positif sur l'amélioration du climat d'investissements du pays source. Dans le cas de l'Inde et plus particulièrement de la Chine, les expatriés ont été les principaux investisseurs dans leurs pays après la mise en place des politiques d'ouverture économique tandis que les grandes entreprises des pays développés ne dirigeaient pas leurs flux d'investissements vers ces pays considérés à risque trop élevé. Wescott et Brinkerhoff (2006) affirment que les membres de la diaspora peuvent être des investisseurs plus efficaces que d'autres investisseurs étrangers qui peuvent considérer les pays source des migrants trop risqués. Ils sont plus enclins à investir que les autres grâce à leurs connaissances des opportunités d'affaires dans le pays d'origine ainsi que grâce à l'utilisation des réseaux qu'ils ont au pays.

Dans le contexte des conditions économiques défavorables du pays d'origine, les membres de la diaspora sont les premiers à avoir la motivation à investir dans leur pays source malgré un environnement économique néfaste et une administration corrompue. Ils ont des projets d'investissements à long terme et une forte volonté de contribuer au développement de leur

pays, ce qui déclenche le processus d'innovation technologique et organisationnelle, qui se réalise grâce aux ressources cognitives générées par la diaspora. Parfois, le groupe diasporique est le principal partenaire qui contribue au changement institutionnel en participant à la formulation d'un cadre législatif favorable, à la mise en œuvre des réformes visant la concurrence loyale et la suppression des obstacles administratifs, ce qui attire d'autres investissements étrangers. Les expatriés ont le statut de « premiers entrants » (*first movers*) qui contribuent aux changements des perceptions des pays d'origine pour les investisseurs étrangers qui les estiment à risque élevé. Les investissements effectués par les Chinois d'outre-mer en Chine est un exemple parlant du rôle de la diaspora en tant que « first movers » qui ont participé à la construction d'un contexte économique propice et attractif pour des investisseurs étrangers.

La diaspora possède des connaissances sur le contexte politique, économique et culturel du pays d'origine ainsi que des capacités linguistiques et des contacts personnels dans le pays de départ, lui permettant d'exploiter les opportunités des « premiers entrants » et bénéficier de « first mover advantage »⁷⁷ en investissant ou en créant des entreprises dans le pays d'origine. Saxenian (2006) montre l'exemple de la Chine, de l'Inde, de l'Irlande et de l'Israël où la diaspora a agi comme des « first movers ». Ces pays ont pu en tirer avantage dans les secteurs économiques basés sur la connaissance, comme les hautes technologies. Les membres de la diaspora ont été les investisseurs en capital risque, ont créé des entreprises conjointes (*joint-ventures*) entre les pays d'origine et d'accueil, ont facilité les transferts des technologies et des connaissances et l'accès aux marchés extérieurs grâce à leur capital social en étant aussi les acteurs du développement des zones économiques spéciales de leurs pays d'origine.

2.2.2.5 La diaspora comme source d'information et d'interprétation sur le contexte du pays source et d'accueil

L'avantage des membres de la diaspora est qu'ils possèdent les informations spécifiques sur leur pays d'origine : la même culture, l'existence des liens sociaux entre la diaspora et les entrepreneurs locaux réduisent les coûts de transactions pour les nouveaux entrants et facilitent l'établissement de nouveaux partenariats. En étudiant la diaspora arménienne, Freinkman (2001) constate aussi que les hommes d'affaires et les professionnels de la diaspora encourent des risques moins élevés en tant que premiers investisseurs que d'autres agents économiques étrangers grâce à cette meilleure connaissance du milieu d'affaires du pays de départ.

⁷⁷ L'« avantage du premier entrant » permet au premier arrivé sur le marché à proposer une nouvelle offre et avoir un avantage sur ceux qui le suivent.

Les résultats positifs des investissements de la diaspora indiquent l'existence du potentiel économique du pays source ce qui attire des investisseurs étrangers. Hormis le fait d'inciter les agents économiques étrangers à investir, les réseaux des migrants sont une source précieuse d'informations et de leur interprétation pour les investisseurs étrangers qui souhaitent investir leur argent dans les pays d'origine des migrants. Les informations fournies sur le climat d'affaires, sur la culture managériale, sur les institutions peuvent augmenter le retour sur l'investissement et diminuer les risques. Les membres des réseaux connaissent le milieu d'affaires de leur pays d'origine et se tiennent informés constamment à travers les contacts établis dans ce milieu mais aussi par le biais des liens personnels avec leur famille et amis qui constituent aussi une source fiable d'information. Etant donné que les membres de la diaspora déploient leurs activités dans les deux pays, ils possèdent aussi des informations spécifiques sur le pays d'accueil, la culture d'affaires et les possibilités d'affaires, ce qui permet aux entrepreneurs du pays d'origine de trouver des partenaires étrangers et d'élargir leurs activités dans les pays de destination de la diaspora.

Les réseaux diasporiques ont un rôle important à jouer dans la stimulation des investissements étrangers dans le pays d'origine mais il ne se limite pas seulement à la réduction de l'asymétrie informationnelle mais se caractérise aussi par l'effet de protection tant des entrepreneurs locaux que des investisseurs étrangers contre la violation des contrats. Le non-respect des accords nuit à l'image du partenaire d'affaires et l'information se répand rapidement dans l'ensemble des réseaux qui excluent ceux qui ont violé les clauses, que ce soit un des entrepreneurs locaux ou l'investisseur étranger. Dans un environnement légal défaillant les réseaux diasporiques assurent le fonctionnement efficient des marchés.

2.2.2.6 La diaspora comme vecteur du changement politique

Pour certains pays, la diaspora a joué un rôle crucial dans le processus de développement et a eu des impacts visibles sur l'essor du secteur des technologies informationnelles et de la communication, ou dans l'augmentation des flux des investissements directs étrangers dans des pays comme : l'Inde, la Chine, l'Israël. Les membres de ces diasporas ont été la force motrice du développement de ces pays en ayant l'objectif de les aider dans le rattrapage économique sans chercher des avantages financiers. Pour d'autres expatriés, le but était de minimiser les risques des investisseurs étrangers en leur fournissant la connaissance qu'ils possèdent sur leur pays d'origine, sur la culture managériale, les institutions, les partenaires potentiels, les langues parlées.

Les initiatives de la diaspora de participer au processus du développement du pays d'origine revêtent plusieurs formes qui se manifestent à travers des effets non-intentionnels susceptibles d'engendrer un changement politique dans le pays d'origine ou le processus de la démocratisation, comme l'expérience de la Chine ou de l'Inde l'a montré, où la diaspora a été le vecteur du développement économique mais aussi politique et social.

Les membres de la diaspora décident de participer au développement de leur pays non seulement pour bénéficier de « l'avantage du premier entrant ». Les motivations d'ordre financier ne sont pas déterminantes dans la décision des expatriés d'apporter leur contribution à travers des investissements réalisés dans le pays d'origine, ou des transferts de connaissances, d'information ou bien des nouvelles technologies. En évoquant l'expérience de la diaspora chinoise, Devane (2006) remarque que les motivations non pécuniaires représentent des incitations importantes pour renouer le contact avec le pays. En dépit des difficultés rencontrées, notamment au début de la réalisation de leurs projets, les expatriés continuent leur mise en œuvre, ce qui démontre qu'ils ont la forte volonté de participer au développement de leur pays. Cette idée nous fait penser au modèle d'« *investissement quid pro quo (donnant-donnant)* » développé par Bhagwati *et al.* (1987) où les entreprises réalisent un investissement non-profitable pour la période initiale afin d'obtenir la protection politique de la part des Etats d'accueil ce qui permettra d'enregistrer des retours importants sur l'investissement durant les périodes suivantes. Dans le cas de la diaspora, le principe « investissement quid pro quo » de Bhagwati connaît une modification dans le sens où elle participe au développement du pays d'origine sans cibler d'avantages de nature financière, elle cherche plutôt à obtenir le soutien politique afin de pouvoir apporter ses connaissances acquises à l'étranger en matière de mesures politiques. La diaspora agit comme une « entreprise » qui cherche plutôt à atteindre une participation politique dans le but de changer, rendre le contexte politique plus ouvert, ce que la différence d'une autre entreprise étrangère qui est en quête de profits futurs. A travers les multiples formes de participation au développement du pays d'origine, la diaspora gagne de la participation politique, de l'influence politique et peut rendre le contexte politique plus ouvert comme l'expérience de la diaspora indienne ou chinoise l'a montré. En étant les « premiers entrants », les expatriés peuvent devenir des acteurs cruciaux du changement politique, de la démocratisation, de la modernisation et être comme des modèles pour les agents du secteur privé local.

2.2.2.7 La diaspora comme plateforme d'expansion des relations commerciales

Selon la théorie du commerce international d'Heckscher-Ohlin, qui l'explique comme une manifestation des différences d'un pays à l'autre en termes d'abondance des facteurs, la pression des migrations internationales de main-d'œuvre devrait diminuer en fonction d'une plus grande libéralisation du commerce et disparaître complètement avec le libre-échange. Autrement dit, le commerce et les migrations internationales de travail sont des substituts (Mundell, 1957). La réalité économique a montré que la relation entre le commerce et la migration n'est pas de substitution mais plutôt de complémentarité (Gould, 1994), où les réseaux diasporiques permettent de surmonter les imperfections d'information concernant les biens échangés et l'environnement commercial (Rauch, 2001).

Plusieurs études ont montré le rôle crucial que les réseaux diasporiques peuvent jouer pour encourager le développement des relations commerciales entre les pays d'origine et de destination. Les migrants installés à l'étranger constituent une source importante d'information sur les opportunités commerciales dans les pays d'arrivée. La première étude confirmant cette tendance appartient à Gould (1994) qui montre que l'augmentation de 10% du stock d'immigrants aux Etats-Unis générerait un accroissement des exportations américaines vers le pays d'origine des migrants de 4,7%, et les importations provenant du pays d'origine des migrants augmenteraient de 8,3%. L'interprétation de l'élasticité des importations est liée à l'effet de nostalgie des expatriés pour les produits de leur pays d'origine tandis que l'explication de l'élasticité des exportations repose sur l'effet des réseaux. Head et Reis (1998) sont arrivés à la même conclusion lors de leur étude sur l'évolution des importations et des exportations canadiennes avec 136 partenaires commerciaux pour la période 1980 et 1992. Ils trouvent que l'augmentation de 10% du stock des immigrants permanents venant du même pays d'origine mène à une majoration de 1% des exportations canadiennes vers ce pays et à un accroissement de 3% des importations originaires du pays source des migrants. Saxenian (1999) remarque que pour certains secteurs, la mobilité des personnes qualifiées contribue plus à l'expansion du commerce du pays d'origine que tout autre type de migration. Elle montre que la communauté transnationale d'ingénieurs indiens a facilité les exportations des logiciels et des services informatiques produits en Inde.

L'effet positif des migrations sur le commerce s'explique premièrement, par le fait qu'en arrivant dans le pays de destination le migrant amène avec lui la préférence et la nostalgie pour les produits locaux, ainsi les importations dans les pays de destination des migrants

tendent à accroître et deuxièmement par leur influence sur la réduction des coûts pour les échanges commerciaux entre les pays source et d'accueil. Grâce à ses citoyens installés à l'étranger, dans les années 1970 et 1980, la Corée voit émerger l'industrie des perruques comme une niche d'exportation. Le succès des salons de coiffure créés par les Coréens aux Etats-Unis a favorisé l'exportation des produits de ce secteur.

La nostalgie a des incidences sur le volume d'importations du pays d'accueil venant des pays d'origine des immigrants, tandis que les réseaux diasporiques expliquent tant l'augmentation des importations que des exportations. Au début du processus d'installation des migrants dans la société d'accueil, les produits originaires du pays source servent à satisfaire uniquement le besoin de consommation des migrants. Avec le temps, les expatriés font découvrir ces produits à leur entourage : collègues, amis, partenaires d'affaires du pays de destination ainsi suscitant l'intérêt de la population locale, par conséquent le volume d'importations de ces produits augmente. La réduction des coûts de transaction se réalise par le biais de la capacité des migrants à fournir des informations précises sur le contexte commercial du pays d'accueil et du pays de destination ainsi par l'organisation des migrants dans des réseaux diasporiques traduits par des contacts dans les deux pays ce qui favorise aussi les échanges commerciaux.

Rauch (2001) explique que le faible niveau des échanges commerciaux entre les pays n'est pas le résultat des barrières commerciales formelles imposées par les Etats ou conditionnées par les barrières géographiques ou linguistiques mais plutôt est déterminé par les barrières informelles comme le non respect des contrats internationaux dans un cadre légal international inadapté et les informations inadéquates sur les opportunités commerciales dans d'autres pays. Les réseaux sociaux et d'affaires des migrants installés à travers le monde est une source de suppression de ces obstacles. Comme le montre Rauch (2001) et plus tard Kapur (2005), l'existence des réseaux favorise le respect des clauses contractuelle et dissuade l'opportunisme. La violation des termes contractuels nuit à la notoriété des partenaires au sein des réseaux des migrants et par conséquent, les acteurs qui ne respectent pas les règles se voient exclus des projets commerciaux menés par les membres de la diaspora.

La création des liens établis au sein de la diaspora et à l'extérieur de l'entité ethnique, les connaissances du milieu commercial du pays d'accueil et d'origine, les aptitudes linguistiques ont un effet non-intentionnel sur la multiplication des échanges commerciaux avec les pays de destinations des expatriés, menant ainsi au renforcement de la participation du pays d'origine au commerce mondial.

2.2.2.8 Le développement du tourisme nostalgique et la genèse de migrations de retour

Les membres de la diaspora rentrent souvent dans leur pays d'origine pour rendre visite aux proches restés dans le pays. Ces séjours ne restent pas dans le cadre des visites familiales mais engendrent d'autres activités comme : découvrir le pays source, profiter du paysage naturel, etc., ainsi une nouvelle catégorie de tourisme, le tourisme de la diaspora se développe. Lors de leurs voyages, les expatriés deviennent une source importante de devises étrangères pour l'économie nationale.

Newland et Taylor (2010) remarquent que les touristes de la diaspora sont plus enclins à être directement en contact avec l'économie nationale que les touristes étrangers en ayant un impact immédiat sur le développement des affaires locales comme les hôtels, les restaurants parce qu'ils ont une affinité plus grande pour leur pays, les produits traditionnels, par conséquent ils deviennent des touristes réguliers.

Orzoco (2005) identifie le tourisme parmi les 5Ts (transferts de fonds, tourisme, transports, télécommunications et commerce nostalgique (*nostalgic trade*)) qui caractérisent la relation entre la diaspora et le pays d'origine. Dans une étude sur les migrants originaires de l'Amérique Latine, il constate que la diaspora joue un rôle important dans le développement du tourisme de ces pays. Par exemple pour la République Dominicaine, l'auteur trouve que plus de 30% de touristes sont les Dominicains qui habitent à l'étranger, plus particulièrement aux Etats-Unis venant en visite pour une période d'environ 15 jours et dépensant 65 dollars américains par jour. Les expatriés sont à la base d'une nouvelle demande de biens et services, ce qui incite la construction et l'amélioration de l'infrastructure touristique du pays.

Le pays d'origine devient la destination principale pour les expatriés durant leur période de vacances. En rentrant au pays, ils combinent les visites familiales avec les activités classiques touristiques comme : la mer, la montagne ou la participation aux événements culturels ce qui encourage le pays d'origine à améliorer les conditions pour maintenir et développer ce type de tourisme.

En plus des voyages touristiques, les expatriés cherchent à tirer profit de certains services qui sont moins chers comme par exemple les soins médicaux, ce qui génère le tourisme médical, ou veulent analyser les opportunités d'affaires au pays et la mise en place de partenariats, des activités engendrant un autre type de tourisme – le tourisme d'affaires. Dans ce contexte, Newland et Taylor (2010) en examinant les motivations des visites dans les pays d'origine des

diasporas identifient plusieurs formes de tourisme de la diaspora : le tourisme médical, le tourisme d'affaires, les longs séjours et le tourisme de mémoire (*heritage tourism*) des centres historiques et culturels remarquables du lieu qui sont classés par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) comme patrimoine mondial, ce qui attire non seulement la diaspora mais également des touristes étrangers. En analysant le rôle que la diaspora joue dans le développement du tourisme du pays d'origine, nous constatons que ces quatre catégories de visites ne sont pas exclusivement caractéristiques des expatriés, mais attirent aussi des touristes étrangers de l'entourage des expatriés qui les informent sur les endroits touristiques, les monuments historiques ou d'autres services spécifiques du pays de départ, ainsi la diaspora contribue à la diversification des touristes vers le pays de départ et à l'augmentation des revenus du secteur touristique.

Le succès des expatriés qualifiés dans divers secteurs : médecine, informatique, science dans le pays de destination crédibilise la qualité de leurs services et favorise la confiance de la société d'accueil dans la prestation des services des migrants ce qui explique le tourisme médical et d'affaires dans les pays en développement. Les médecins indiens en Grande Bretagne ont été la carte de visite du tourisme médical en Inde, comme les informaticiens indiens de la Silicon Valley pour le tourisme d'affaires dans le secteur informatique. Le tourisme médical en Inde en 2003 a généré de recettes qui s'élevaient à 430 millions dollars américains (Pandey et al., 2006).

En plus de la contribution au développement du tourisme du pays d'origine, les réseaux diasporiques sont une source des migrations de retour qui peuvent prendre la forme de séjours d'affaires de longue durée ou d'une manière permanente. Comme déjà souligné, les réseaux de la diaspora représentent l'infrastructure qui assure la « circulation des cerveaux » entre les pays, accompagnée des flux d'idées, de compétences, des nouvelles connaissances. A travers les réseaux transnationaux entre les pays d'origine et de destination se créent des liens durables qui se traduisent par des échanges économiques, politiques et culturels. Lors des retours, les migrants amènent le capital financier, humain, cognitif, social acquis à l'étranger et disponible à implémenter dans le pays d'origine à travers la création d'entreprises à compte propre, ou d'activités professionnelles dans le secteur public ou privé, des actions qui permettent aux personnes travaillant dans le même milieu avec les expatriés de retour de capitaliser sur leur expérience. Les cas de Taiwan et aussi de la Chine, moins de l'Inde, illustrent la contribution importante apportée par les migrants de retour au développement économique et au changement politique.

2.2.2.9 L'apparition spontanée des réseaux sociaux virtuels de la diaspora

Les migrants ont adopté les nouvelles pratiques de communication comme une stratégie pour surmonter le poids de la distance en termes géographiques et psychologiques, une méthode d'intégration dans le pays de destination et de socialisation avec le pays source mais aussi avec les autres migrants, ce qui mène d'une manière non-intentionnelle à une nouvelle forme d'organisation de la diaspora. A travers Internet, les migrants partagent leur parcours avec d'autres migrants sur des sites publics qui sont accessibles aux internautes qui se ressemblent selon les mêmes affinités et intérêts communs, conduisant à l'apparition spontanée des réseaux sociaux en ligne des migrants venant du même pays d'origine. Généralement, il s'agit de regroupements informels d'expatriés qui souhaitent rester en contact avec le pays d'origine mais aussi communiquer avec d'autres compatriotes qui se trouvent à l'étranger sans participer intentionnellement aux discussions de groupe. Ces liens sociaux créés sur Internet constituent une nouvelle forme de réseau social où les migrants ont la possibilité d'élargir les contacts et de diversifier les sources d'information et les possibilités de réaliser soit un projet individuel comme par exemple la réussite de l'intégration professionnelle et sociale dans le pays d'arrivée ou un projet collectif adressé à la communauté diasporique ou du pays d'origine.

Grâce aux avancées technologiques, même si ces expatriés ne participent pas aux activités des associations ou des réseaux formels⁷⁸ créés dans le pays de destination, ils restent connectés quotidiennement au pays d'origine et à travers des discussions avec des personnes du pays source, ils diffusent régulièrement des idées, des informations sur le pays de destination, des connaissances.

Les réseaux diasporiques sont porteurs des divers projets dédiés au développement du pays source. Ainsi les ressources relationnelles de la diaspora agissent comme un élément favorisant l'intégration dans la société d'accueil des personnes provenant du même pays d'origine et permettent au pays source d'accéder aux réalisations des pays d'accueil à travers la circulation de différents flux via les réseaux migratoires. Le lien social maintenu avec le pays d'origine et créé avec le pays d'accueil enrichi le capital social de la diaspora et permet au pays d'origine de bénéficier de proximités relationnelles sans impliquer la nécessité de la proximité géographique. L'interaction relationnelle induit des externalités positives sur le pays d'origine qui peuvent se manifester de manière non-intentionnelle ou intentionnelle.

⁷⁸ Dans cette thèse une association diasporiques formelle est considérée celle qui est enregistrée officiellement et a un statut juridique.

2.3 Les ressources institutionnelles

Les *ressources institutionnelles* de la diaspora sont l'ensemble des règles qui conditionnent la capacité d'interaction des expatriés à l'intérieur du groupe ethnique, avec le pays d'origine et avec le pays d'accueil. Elles reposent sur le partage des mêmes valeurs qui aident à réglementer les rapports établis non seulement au sein de la diaspora mais aussi avec l'extérieur. Ces ressources peuvent revêtir la forme de règles informelles (les normes, les habitudes culturelles, etc.) ou peuvent être de nature formelle (lois, politiques publiques, règles, etc.). La première catégorie renvoie aux règles tacites comme le développement du sentiment de confiance, de nouveaux comportements, tandis que la deuxième concerne le cadre législatif qu'une diaspora peut aussi influencer. La totalité des règles formelles (lois, constitutions) et des contraintes informelles (normes, conventions, codes de conduite) au sens de North (2005) forme des institutions qui sont vues en tant que règles du jeu, donc elles déterminent le fonctionnement des rapports établis entre les migrants dans les pays de destination et entre la diaspora et le pays d'origine.

Chez Rallet et Torre (2004 : 32), l'appartenance à un même groupe conduit à l'acceptation des règles communes déterminées par la « *logique de similitude* » qui suppose le partage d'un « *même système de représentations, ou ensemble de croyance, et les mêmes savoirs* » (p.27). Les auteurs qualifient ce lien comme étant « *principalement de nature tacite* » et essentiel pour la facilitation de la capacité d'interaction intra-organisationnelle et inter-organisationnelle des parties qui interfèrent. La « *logique de similitude* » renvoie à la notion de « *proximité institutionnelle* », chez d'autres spécialistes de l'économie de proximité comme Pecqueur et Zimmerman (2004) ou Gilly et Lung (2005). Nous allons utiliser la notion de proximité institutionnelle comme un cadre qui favorise l'interaction entre les membres de la diaspora, entre les migrants et le pays d'origine et les pays d'accueil.

Le fait que les membres de la diaspora sont des agents transnationaux, présents en même temps dans le pays d'accueil et dans le pays d'origine, permet de maintenir un lien fort avec la société de départ et de développer des contacts avec la société d'accueil. Cette double présence définie par Rallet et Torre (2004 : 32) en tant que « *situation d'ubiquité, c'est-à-dire capables d'être à la fois simultanément présents ici et ailleurs* », aide à expliquer la préservation d'une proximité institutionnelle avec le pays d'origine malgré l'éloignement géographique et l'apparition d'une proximité institutionnelle avec le pays d'arrivée par l'adoption des normes et règles du territoire d'installation. Par conséquent, l'interaction

permanente avec le pays de départ, d'une part facilite la conservation du système commun de représentations acquis dans le pays d'origine qui détermine l'attachement au pays, et d'autre part implique la diffusion de nouvelles idées, normes, pratiques, règles, comportements connus à l'étranger, ce qui favorise le rapprochement institutionnel entre les pays. Ce type de transferts, orienté vers la famille restée dans le pays source, les amis, les collègues à travers les discussions avec les expatriés, est défini par Levitt (1999) en tant que « transferts sociaux » qui sont susceptibles de produire tant des effets intentionnels que non-intentionnels sur le pays d'origine.

TABLEAU 3.6 : LES EFFETS DES RESSOURCES INSTITUTIONNELLES DE LA DIASPORA SUR LE PAYS

Effets intentionnels	Effets non-intentionnels
<ul style="list-style-type: none"> - Les transferts de normes, de modèles et de règles formelles - La diffusion organisée de valeurs et pratiques politiques plus démocratiques et ouvertes - L'élaboration des politiques destinées à bénéficier de la diaspora 	<ul style="list-style-type: none"> - Les effets normatifs - Les transferts culturels - La diffusion spontanée de valeurs et pratiques politiques plus démocratiques et plus ouvertes

2.3.1 Les effets intentionnels des ressources institutionnelles

2.3.1.1 Les transferts de normes, de modèles et de règles formelles

En travaillant dans le pays de destination, en étant en contact permanent avec les membres de la société d'arrivée, les expatriés commencent à connaître non seulement la situation politique, les particularités économiques mais aussi les normes et les valeurs du pays d'installation, des connaissances. Ce système de règles détermine le processus d'organisation et de réglementation de la relation des expatriés avec le pays d'accueil et avec le pays d'origine vers lequel ils réalisent délibérément des transferts sociaux pour moderniser les pratiques de la société de départ. Les expatriés qui opèrent ce type de transferts sont des personnes qui ont créé une activité entrepreneuriale dans le pays d'origine ou le visitent régulièrement dans le cadre d'une activité professionnelle et veulent contribuer à l'amélioration du fonctionnement de la société d'origine. Leur action d'envoyer ce type de flux vers le centre (pays source) vise le changement d'attitudes envers le travail, la prise de responsabilité, la participation à la prise de décisions dans les entreprises où les non-migrants exercent des activités, le dévouement, le renoncement à de vieilles pratiques de gestion et d'organisation des unités économiques, l'incitation pour la mise en place de nouvelles règles formelles (lois, standards), etc.

Les Chinois d'outre-mer à travers les investissements réalisés ont induit de nouvelles méthodes de gestion d'entreprises orientées vers l'ouverture et la coopération avec les entreprises étrangères, l'acceptation de plus utiliser les nouvelles technologies, l'augmentation de la « consommation de loisirs », la structuration du cadre législatif en participant à l'élaboration des lois plus libérales. La diffusion de nouvelles pratiques et valeurs vers la société d'accueil a conduit à la proximité institutionnelle entre la Chine et les migrants chinois dispersés partout dans le monde et a renforcé le concept de « Grande Chine » (*Greater China*) qui définit l'espace d'affaires chinois transnational entre les individus d'ethnie chinoise de l'intérieur et de l'extérieur de la Chine.

2.3.1.2 La diffusion organisée de valeurs et pratiques politiques plus démocratiques et ouvertes

Lors de l'installation dans les pays d'arrivée, les migrants découvrent une nouvelle culture, d'autres normes sociales, de nouveaux comportements mais aussi de nouvelles pratiques politiques qui peuvent s'avérer très différentes de celles du pays d'origine. La prise de conscience de ce décalage en termes de démocratie motive les membres de la diaspora à contribuer au changement politique du pays de départ par la diffusion organisée des valeurs et pratiques politiques plus démocratiques et ouvertes vers le pays d'origine. Dans ce contexte, des formations politiques de la diaspora se créent qui ont, d'une part l'objectif de promouvoir des modèles démocratiques d'organisation de la vie politique dans le pays source, et d'autre part de représenter les intérêts du pays de départ dans les pays d'installation. Les activités de ces associations diasporiques sont orientées vers l'obtention d'une reconnaissance de leurs opinions sur la politique du pays source et de mise en place de modèles politiques plus démocratiques. Comme déjà mentionné, dans certains pays la diaspora constitue une source de financement des élections et un pouvoir important de changement de mentalités des décideurs politiques.

Le réseau de la diaspora indienne, la *Global Organization of People of Indian Origin* (GOPIO) créée à New York en 1989 est un exemple parlant d'organisations diasporiques qui ont contribué à la transmission des pratiques politiques plus démocratiques et ouvertes vers le pays source mais aussi à la propagation de la politique d'affirmation du pays de départ à l'étranger. La GOPIO est la principale structure diasporique de la communauté indienne qui relie les Indiens d'outre-mer installés dans différents pays d'accueil. En plus d'encourager les activités des expatriés indiens à travers le monde, l'association diasporique opère comme

agent de changement d'idées politiques au pays et contribue à la transmission dans le monde d'une image de l'Inde comme démocratie plurielle.

2.3.1.3 L'élaboration de politiques destinées à bénéficier de la diaspora

Comme nous l'avons souligné, l'interaction entre la diaspora et le pays d'origine est définie tant par des règles informelles que formelles. Le cadre formel de la relation expatriés-pays source se traduit par les lois existantes. Les pays qui ont compris que la diaspora constitue une source de développement ont mis en place une série de lois en faveur des expatriés. Des pays comme l'Inde ou la Chine ont accordé une attention particulière à la collaboration avec la diaspora en arrivant à constituer un environnement propice à travers des réformes politiques qui ont incité les retours physiques ou monétaires de la diaspora mais aussi les investissements des entreprises étrangères. La politique d'ouverture économique et les réformes mises en oeuvre par le gouvernement chinois depuis 1978 et indien depuis 1990 ont beaucoup pris en compte le rôle des expatriés dans le développement du pays source.

La Chine a promu une politique active d'attraction des investissements étrangers axée sur les Chinois d'outre-mer qui sont les principaux pourvoyeurs des flux d'investissements étrangers. Le climat favorable traduit par un contexte juridique et fiscal incitatif a davantage motivé les migrants chinois à diriger leurs investissements vers la Chine. Ces actions adressées à la diaspora chinoise visaient la mobilisation de ressources des résidents chinois installés à l'étranger mais aussi des « compatriotes » (*tongbao*) de Hong Kong, Macao et Taiwan par la création des Zones Economiques Spéciales dans les principales régions d'origine des migrants, des encouragements particuliers, des initiatives qui ont joué un rôle fondamental dans le « miracle économique chinois ».

2.3.2 Les effets non-intentionnels des ressources institutionnelles

2.3.2.1 Les effets normatifs

La période à l'étranger induit des transformations dans les visions des membres de la diaspora, dans leurs comportements, des changements qui tendent à être adoptés par les personnes restées dans les pays d'origine, étant perçus comme norme. La relation de la diaspora avec le pays d'origine implique la diffusion des idées, des valeurs et des convictions qui influencent les modèles de comportement en termes de partage des responsabilités dans la famille, de voisinage, de participation aux activités de la communauté, d'aspirations d'ascension sociale, d'opinions sur le genre, la race et la classe sociale ainsi qu'en matière d'idées de fonctionnement des organisations, des comportements des hommes politiques, etc.

Les transferts sociaux réalisés par la diaspora vers le pays d'origine se manifestent par le changement des mentalités, des valeurs comme : l'égalité des chances, le rôle des femmes dans la société et dans la famille, une attention accrue accordée au développement personnel et à la réalisation professionnelle à l'encontre des mariages précoces, le retardement du moment d'avoir des enfants, etc.

Un exemple de transfert de normes représente le changement des tendances démographiques dans les pays d'origine via les migrants et notamment, l'adoption d'un régime démographique moderne par les sociétés des pays d'origine des migrants. La diaspora engendre le processus de transition démographique des pays d'origine qui résulte de l'évolution d'un régime démographique traditionnel défini par des taux élevés de natalité et de mortalité vers un régime démographique moderne caractérisé par une faible natalité et mortalité. Fargues (1993, 2007) confirme ces tendances de changements de fécondité dans les pays d'origine en fonction du contexte social, économique et culturel des pays de destination des migrants. Il montre que dans la plupart de cas, les migrants se déplacent des pays avec des taux élevés de natalité vers des pays avec des taux faibles de natalité et par conséquent, ils adoptent les modèles démographiques des pays d'accueil en les transmettant ultérieurement aux pays d'origine avec lesquels des liens forts sont maintenus. Il analyse le comportement de fécondité pour trois pays, le Maroc, la Turquie et l'Égypte et il trouve que les taux de fécondité dans ces pays ont changé en fonction des modèles démographiques des pays d'accueil. Durant la période 1960-2000, la destination principale des flux migratoires du Maroc et de la Turquie était les pays de l'Europe Occidentale où le taux de fécondité est faible alors que les migrants originaires de l'Égypte se dirigeaient généralement vers les pays du Golfe où le taux de fécondité est élevé, ainsi les pays d'origine ont vu changer les tendances démographiques : pour la première catégorie le taux de natalité a baissé et pour la deuxième catégorie le taux de natalité a augmenté.

Les membres d'une diaspora sont les agents de transmission de nouveaux styles de vie et de perceptions de la réalité. Selon Kapur et McHale (2005), il y a deux canaux qui permettent à la diaspora d'influencer les agents du pays d'origine : la tendance à imiter les membres de la diaspora émerge quand les derniers ont une meilleure situation économique, et la diaspora influence les personnes du pays source à travers la transmission internationale des idées. Si la diaspora arrive à induire des transformations idéologiques et un changement des préférences, alors selon ces auteurs, des conséquences économiques importantes sont possibles. Le rôle de la diaspora est souvent associé à l'impact positif des transferts des fonds dans le pays

d'origine, tandis que l'effet bénéfique d'autres type de transferts, notamment les transferts sociaux sont susceptibles de générer des changements beaucoup plus importants et durables de la société d'origine.

2.3.2.2 Les transferts culturels

Le contact avec un nouveau contexte social, économique et politique permet à la diaspora de découvrir une nouvelle culture et de l'adopter, ce qui déclenche le processus d'acculturation sans effacer leur identité culturelle d'origine. L'acculturation a été définie pour la première fois par Redfield, Linton et Herskovits (1936 : 149) comme « *l'ensemble des phénomènes qui résultent d'un contact direct et continu entre les groupes d'individus de cultures différentes avec des changements subséquents dans les cultures originales des groupes impliqués* »⁷⁹. Ce phénomène se traduit par l'adoption de codes culturels de la société d'installation. Selon Sheffer (1986) la diaspora continuera à exister et même à se développer malgré une forte adoption des valeurs spécifiques du pays d'arrivée. Les membres du groupe ethnique gardent la culture et les normes de la société de départ en les ajustant ou en les complétant avec les pratiques acquises dans le pays d'arrivée suite à l'interaction avec la nouvelle société où ils déploient leurs activités. Gabriel Sheffer note que l'assimilation n'est aucunement un processus collectif mais émerge suite à des choix individuels des migrants. A ce sujet, Berry (1997) apporte des éclaircissements en identifiant quatre stratégies d'acculturation : l'intégration, l'assimilation, la séparation et la marginalisation.

TABLEAU 3.7 : LES STRATÉGIES D'ACCULTURATION

		Doit-on valoriser le maintien de l'identité d'origine et ses caractéristiques ?	
		OUI	NON
Doit-on valoriser la relation avec le pays d'installation. ?	OUI	INTEGRATION	ASSIMILATION
	NON	SEPARATION/ SEGREGATION	MARGINALISATION

Source : Berry (1997 : 10)

L'assimilation est définie comme l'identification avec la société par l'acceptation de la culture du pays d'installation en renonçant à l'identité culturelle d'origine. L'intégration est une autre stratégie d'acculturation des migrants par laquelle ils deviennent des membres actifs de la

⁷⁹ Notre traduction : « *Acculturation comprehends those phenomena which result when groups of individuals having different cultures come into continuous first-hand contact, with subsequent changes in the original cultural patterns of either or both groups* » (Redfield, Linton et Herskovits, 1936 : 149).

société d'accueil tout en maintenant les valeurs culturelles acquises dans le territoire de départ. La séparation a lieu quand les expatriés choisissent de valoriser leur culture d'origine sans manifester un intérêt envers la culture du pays d'installation et la quatrième option d'acculturation, la marginalisation, désigne la situation où les migrants ne s'intéressent ni à la culture d'origine ni à la culture du pays d'accueil.

En fonction du type d'acculturation nous allons montrer dans le dernier chapitre de cette thèse comment la diaspora accède aux ressources du pays d'origine et comment les processus de captation et de transfert ont lieu.

L'acculturation est un indicateur d'intégration dans le pays de destination et induit des changements importants dans le pays d'origine qui se produisent d'une manière non-intentionnelle lors des visites personnelles ou professionnelles des expatriés dans le pays source, soit à travers des communications avec la famille ou les amis restés au pays.

2.3.2.3 La diffusion spontanée de valeurs et pratiques politiques plus démocratiques et plus ouvertes

La relation maintenue par la diaspora avec le pays d'origine peut produire des effets importants non-intentionnels sur le contexte politique du pays de départ. Les membres de la diaspora à travers le transfert de divers flux vers les territoires de départ et les visites réalisées au pays agissent en tant qu'acteurs du changement politique du pays. Le contact direct avec la société de départ, ou les discussions à distance, implique la diffusion spontanée des valeurs et des pratiques politiques propres à la société d'accueil qui sont dans la plupart des cas plus démocratiques et ouvertes que dans le pays de départ. La diaspora peut sensibiliser l'opinion publique du pays d'origine et influencer les idéologies politiques, la réorganisation des partis politiques les plus importants du pays. Plus haut, nous avons montré que les personnes qui réussissent le mieux dans le pays d'accueil peuvent contribuer considérablement à la promotion de la démocratie dans le pays de départ grâce à leur rôle d'exemple pour la région d'origine, voire de référence pour toute une nation.

Kapur (2010) note que la diaspora indienne a eu un impact positif important sur la situation politique de l'Inde en influençant l'adoption de valeurs démocratiques libérales par les élites politiques et en promouvant la durabilité et la stabilité politique du pays par la voie de « sortie » des élites anciennes qui ont perdu le pouvoir, ce qui a permis l'ascension politique des groupes sociaux marginalisés. Les migrants indiens installés aux Etats-Unis, dans les pays de l'Europe Occidentale ou d'autres démocraties du monde ont adopté les pratiques

spécifiques de ces sociétés et les ont transmises indirectement aux personnes restées en Inde avec qui ils gardent le contact, par conséquent la politique intérieure a subi des changements en favorisant la promotion de modèles plus libéraux et démocratiques d'organisation de la vie politique du pays. En plus de l'influence apportée au niveau de la politique intérieure indienne, la diaspora a joué un rôle important en termes de politique extérieure basée sur un modèle d'ouverture vers d'autres pays et de renoncement à la politique d'isolation associée à l'image de l'Inde avant les années 1990. Les représentants de la diaspora indienne installés dans les démocraties industrialisées du monde ont été à la base de la politique d'ouverture de l'Inde et un des piliers de la politique étrangère indienne, devenant comme le souligne Kapur des agents du « rapprochement de pouvoir » (*bridging power*) entre le pays d'origine et les pays de destination.

Par le biais des ressources institutionnelles, la diaspora devient le médiateur de la proximité institutionnelle (ensemble de normes et valeurs communes) entre le pays émetteur et le pays récepteur. En s'installant dans le pays d'arrivée, la diaspora subit l'influence des règles formelles et informelles de la société d'accueil en les adoptant et ultérieurement en les transmettant vers la société de départ à travers les communications régulières, les visites professionnelles ou personnelles dans le pays source, la création des entreprises, en conduisant au rapprochement du point de vue institutionnel avec les pays de destination de la diaspora qui en règle générale sont des pays avancés.

L'impact des transferts sociaux par rapport aux remises de fonds se manifeste à long terme et peut avoir des effets plus importants. Les effets de ces transferts sont beaucoup plus difficiles à quantifier et à évaluer, parce que ces changements apparaissent à long terme et se manifestent graduellement. Malgré le peu de données disponibles sur leur rôle dans le développement du pays d'origine, cette analyse et les exemples des diasporas à maturité montrent qu'ils produisent un impact positif sur l'atténuation des différences culturelles et des normes entre les pays.

2.4 Les ressources organisationnelles

La diaspora génère aussi des *ressources organisationnelles* qui sont d'essence relationnelle se traduisant par l'exploitation et la coordination des connaissances entre différents acteurs qui interagissent d'une part avec les individus de la même organisation (groupe ethnique) et d'autre part avec les personnes des autres organisations (autres groupes ethniques ou les entreprises du pays d'accueil). Comme déjà mentionné, le lien social entre la diaspora et le pays d'origine permet à ce dernier d'accéder aux ressources de la communauté diasporique sans nécessiter une proximité géographique car d'autres formes de proximité se créent. L'utilisation des ressources organisationnelles de la diaspora par le pays de départ se produit à travers la proximité organisationnelle entre le pays source et les expatriés.

Ce type de proximité est reflété différemment dans la littérature portant sur « l'économie de proximité ». Certains auteurs comme Rallet et Torre (2004) le présentent comme partie intégrante de la « proximité organisée » qui repose sur deux logiques : la première découle de l'appartenance à la même organisation⁸⁰ (logique d'appartenance) et la deuxième se base sur l'acceptation d'un système commun de normes et valeurs (logique de similitude), d'autres comme : Pecqueur et Zimmerman, 2004 ou Gilly et Lung, 2005 insistent sur la distinction entre « proximité organisationnelle » comme « *ressources complémentaires détenues par des acteurs aptes à participer à une même activité finalisée (...) au sein d'une même organisation (grand groupe ...) ou ensemble d'organisations* » (Gilly et Lung, 2005 : 6) et la « proximité institutionnelle » qui « *repose sur l'adhésion des acteurs à des règles d'action communes, explicites ou implicites (habitus), et, dans certaines situations, à un système commun de représentations, voire de valeurs* ». Les deux explications de proximités sont proches. La logique d'appartenance chez Rallet et Torre (2004) renvoie à la proximité organisationnelle au sens de Gilly et Lung (2005) et la logique de similitude correspond à la proximité institutionnelle. Afin de mieux distinguer les effets produits par les ressources organisationnelles de la diaspora, nous optons pour la deuxième classification de proximité, à savoir : proximité organisationnelle et proximité institutionnelle.

Dans le cas de la diaspora l'appartenance à la même organisation suppose la même société du pays d'origine et même communauté diasporique créée dans le pays de destination. Le maintien et le développement des contacts avec le pays source conduisent à l'apparition de la proximité organisationnelle entre la diaspora et le pays de départ et permet la transmission des

⁸⁰ Rallet et Torre (2004) utilisent le terme générique d'«organisation» pour désigner toute structure sociale qui peut revête la forme : d'une administration, une entreprise, un réseau social, une communauté, un milieu, etc.

ressources organisationnelles de la diaspora qui ont été enrichies à la suite de l'interaction avec la société d'accueil (proximité géographique). Les ressources organisationnelles de la diaspora génèrent des effets intentionnels et non-intentionnels sur le pays d'origine, des effets présentés dans le tableau qui suit :

TABLEAU 3.8: LES EFFETS DES RESSOURCES ORGANISATIONNELLES DE LA DIASPORA SUR LE PAYS

Effets intentionnels	Effets non-intentionnels
<ul style="list-style-type: none"> - La création de filiales et de représentations - La création organisée de clusters 	<ul style="list-style-type: none"> - La transmission de nouvelles compétences professionnelles et de nouveaux modèles organisationnels

2.4.1 Les effets intentionnels des ressources organisationnelles

2.4.1.1 La création de filiales et de représentations

Le fait de vivre et travailler dans la société d'arrivée permet aux expatriés de connaître le fonctionnement des entreprises étrangères, de découvrir de nouveaux modèles managériaux, des compétences qu'ils veulent transmettre au pays de départ par la création d'une activité entrepreneuriale pour appliquer les nouvelles connaissances en terme d'organisation et de gestion des unités économiques.

Le fait d'exercer une activité dans les sociétés d'accueil constitue pour les migrants un moyen de montrer leurs compétences techniques et organisationnelles qui leur permettent de progresser dans l'échelle hiérarchique et d'atteindre des postes stratégiques dans les entreprises où ils travaillent. Leur réussite professionnelle dénote l'existence des ressources organisationnelles dans le pays d'origine ce qui incite les entreprises étrangères à ouvrir des succursales ou des filiales dans ces pays afin de bénéficier de leur capital humain.

Un exemple parlant est livré par le cas de la diaspora indienne aux Etats-Unis qui a motivé les grandes entreprises américaines à élargir leurs activités en Inde. L'accession des Indiens aux postes clés dans les sociétés nord-américaines au début des années 1990 a constitué un moment de reconnaissance des qualités organisationnelles des Indiens en plus de celles techniques, ce qui a déterminé l'implantation de plusieurs entreprises américaines en Inde. Kapur et McHale (2005) soulignent que des compagnies comme : Yahoo, Hewlett Packard, et General Electric ont initié des activités en Inde pour bénéficier des capacités professionnelles des Indiens prouvées par la qualité de travail réalisé par leurs collègues migrants installés aux

Etats-Unis. La diaspora agit comme un trait d'union entre le pays d'origine et le pays d'accueil en contribuant au rapprochement des modèles organisationnels entre les entreprises nationales et celles étrangères. A travers les filiales des entreprises venant des pays de destination de migrants, le pays d'origine adopte de nouveaux modèles organisationnels et managériaux en permettant aux entreprises locales d'améliorer leur fonctionnement par l'imitation et l'adaptation des pratiques organisationnelles utilisées par les entreprises étrangères implantées sur le territoire du pays de départ des migrants.

2.4.1.2 La création organisée de clusters

Un autre effet intentionnel des ressources organisationnelles de la diaspora est la création organisée de clusters. Le succès des migrants dans les pays d'installation non seulement motive l'apparition des filiales des entreprises étrangères dans le pays source mais conduit également à la formation de clusters dans les régions du pays de départ plus enclines à l'innovation. Nous avons vu plus haut que dans les conditions de l'économie de la connaissance, les entreprises sont obligées à décentraliser leurs activités vers des acteurs ayant des compétences professionnelles de plus en plus spécifiques pour produire des biens et des services avec un cycle de vie de plus en plus court, ce qui est notamment le cas du secteur des nouvelles technologies où le plus grand nombre de clusters existe.

L'expérience offre plusieurs exemples de création organisée des clusters dans les pays d'origine grâce à la diaspora. Le rôle de la diaspora chinoise dans la création du cluster du Hsinchu Science Parc ou de la diaspora indienne dans la constitution du cluster de Bangalore ou encore des migrants russes installés aux Etats-Unis dans la consolidation du cluster du logiciel de Saint-Petersbourg est une illustration d'effet intentionnel généré par les ressources organisationnelles de la diaspora.

Etant conscients de l'existence de ressources nécessaires pour le développement du secteur informatique dans certains territoires avec une forte tradition académique et industrielle du pays d'origine, les migrants mettent en place une stratégie organisée de création des entreprises dans un domaine donné, par exemple le domaine informatique. A travers la création de ces entreprises sur les territoires à potentiel scientifique, les migrants transfèrent vers le pays d'origine les modèles organisationnels et managériaux qu'ils ont acquis à l'étranger.

Dans le cas de la diaspora indienne, par le biais des informaticiens qui sont devenus des cadres supérieurs dans les entreprises américaines, les délocalisations vers l'Inde ont été

favorisées grâce à la qualité de leur travail mais aussi à l'influence dans les décisions concernant les destinations d'externalisation, ainsi des entreprises comme : IBM, Intel, Microsoft, Cisco, Oracle ou SAP ont ouvert des centres de recherche à Bangalore. Cet exemple montre que la diaspora peut diriger les investisseurs étrangers vers le pays d'origine.

2.4.2 Les effets non-intentionnels des ressources organisationnelles

2.4.2.1 La transmission de nouvelles compétences professionnelles et de nouveaux modèles organisationnels

Les ressources organisationnelles de la diaspora sont un moyen de rapprochement en termes de modèles organisationnels entre les pays d'accueil et le pays d'origine dans un espace géographique unifié où la proximité géographique en terme de distance n'est pas la condition indispensable pour bénéficier des ressources d'autres territoires. A travers les voyages professionnels dans le pays de départ, ou à travers la création des entreprises dans le pays source, les expatriés réalisent des transferts de nouveaux modèles organisationnels, de nouvelles compétences professionnelles vers le pays d'origine qui peut les adopter et les adapter. La diffusion des pratiques organisationnelles et professionnelles est un effet non-intentionnel de l'action intentionnelle des membres d'une diaspora qui se manifeste par l'initiation d'une activité entrepreneuriale dans le pays d'accueil, par la réalisation d'une mission professionnelle dans les entreprises existantes dans le pays source ou par l'influence directe ou indirecte sur la décisions des entreprises du pays d'accueil de s'implanter dans leur pays d'origine en ouvrant des filiales, des succursales ou des bureaux de représentation.

Suite à l'interaction entre la diaspora et les acteurs locaux, la culture d'entreprise, les pratiques managériales changent en étant influencées par les nouvelles méthodes d'organisation, de gestion des ressources humaines, des sources de financement. Une source importante de modèles organisationnels et de compétences professionnelles est assurée par les migrants de retour qui lancent leurs propres activités dans le pays d'origine. Les études montrent que les migrants qui retournent temporairement ou définitivement dans le pays de départ, ont une propension plus importante pour les activités entrepreneuriales que pour une activité salariale, ainsi une *culture entrepreneuriale se développe* dans le pays d'origine. Comme déjà mentionné dans le premier chapitre, Dustmann et Kirchkamp (2001) en analysant le comportement d'épargne dans le pays de destination, la décision de retour et le choix d'activité (entrepreneuriale, salariée ou inactivité) dans le pays source des migrants turcs ayant séjournés en Allemagne, montrent que plus de la moitié des 650 personnes

interviewées travaillaient à leur compte quatre ans après le retour. Un autre exemple est le cas des informaticiens indiens et chinois qui ont créé leurs propres entreprises dans le secteur informatique lors de leur retour respectif en Inde et en Chine, ce qui a permis le développement de ce domaine dans leur pays d'origine grâce non seulement aux connaissances et compétences acquises à l'étranger mais aussi aux liens tissés avec d'autres professionnels du même secteur de la Silicon Valley.

Les compétences professionnelles et organisationnelles des membres de la diaspora peuvent être transmises aux collègues restés dans le pays de départ à travers des visites professionnelles ou personnelles mais servent aussi à lier le milieu entrepreneurial du pays d'accueil avec celui du pays d'origine. Ainsi avec l'activité des entreprises étrangères qui décident d'opérer dans le pays de départ des migrants à la suite de l'image favorable envoyée par la diaspora sur l'environnement d'affaires et la qualité du travail, le pays d'origine bénéficie des nouveaux modèles d'affaires, des technologies, des connaissances apportés par les agents économiques étrangers.

2.5 Les ressources symboliques

A part les ressources financières, cognitives, relationnelles, institutionnelles et organisationnelles générées par une diaspora, dans la grille de lecture, nous en identifions une autre, le capital symbolique, ou *les ressources symboliques*, qui est l'ensemble des identifications constitutives et des images de la diaspora. Dans le Chapitre 2, nous avons montré que durant son histoire une communauté ethnique constituée à l'extérieur du pays d'origine crée une mémoire collective du groupe ethnique qui est basée sur les symboles caractéristiques à l'unité comme : le même passé historique, la même origine géographique, la culture, l'organisation sociale, des éléments essentiels du capital symbolique ou « iconographique »⁸¹ qui selon Bruneau (2004) aide la diaspora à surmonter l'obstacle de la distance avec le pays d'origine et parfois l'obstacle du temps. Les relations interpersonnelles tissées au sein du groupe ethnique contribuent à la pérennisation du capital symbolique qui renforce son identité.

⁸¹ L'iconographie au sens de Gottmann (1952) est « la somme des croyances, des symboles, des images, des idées, etc. dont une communauté a hérité et auxquels ses membres sont attachés. Ce lien entre les personnes et les « icônes » constitue le ciment du groupe et conduit à la définition d'un territoire dont les membres des autres communautés, attachés à d'autres iconographies, sont exclus » (Bruneau, 2000 : 565).

Les ressources symboliques générées par la communauté diasporique n'ont pas comme seule conséquence la consolidation du groupe et la création d'une identité collective mais engendrent également des effets non-intentionnels et intentionnels sur le pays d'origine.

TABLEAU 3.9 : LES EFFETS DES RESSOURCES SYMBOLIQUES DE LA DIASPORA SUR LE PAYS

Effets intentionnels	Effets non-intentionnels
<ul style="list-style-type: none"> - La perpétuation organisée de la mémoire collective du groupe et de l'image du pays d'origine - La promotion de l'image du pays d'origine par l'association de la diaspora à l'image du pays d'accueil - L'élaboration des politiques par le pays d'origine visant à transmettre une image favorable - La création intentionnelle des ressources symboliques 	<ul style="list-style-type: none"> - La perpétuation spontanée de la mémoire collective - La promotion de l'image du pays d'accueil - La construction de l'image du pays d'origine dans les pays de destination - L'amélioration de l'image du pays source - L'apparition des territoires mondialement connus - La diaspora comme vecteur de réputation et de crédibilisation du pays d'origine - L'effet incitatif spontané : la diaspora comme exemple à suivre

2.5.1 Les effets intentionnels des ressources symboliques

2.5.1.1 La perpétuation organisée de la mémoire collective du groupe et de l'image du pays d'origine

Dans le chapitre 2, nous avons montré que chaque diaspora met en place une stratégie de perpétuation spatiale et temporelle du groupe ethnique qui s'organise autour des dispositifs économiques, sociaux, culturels, politiques activés par les expatriés ayant une forte motivation à contribuer à la structuration de la diaspora et de la consolidation de l'unité ethnique. La perpétuation de la mémoire collective s'inscrit dans une démarche de renforcement de l'identité du groupe, de conservation et de transmission du capital symbolique construit sur l'attachement aux valeurs liées au territoire d'accueil. La promotion de la mémoire collective se réalise à l'initiative des réseaux diasporiques formés dans les pays de destination ou à l'initiative de l'Etat d'origine qui est conscient que la diaspora constitue un moyen important de promotion à l'étranger de l'image positive du pays d'origine. Dans ces conditions, le pays source encourage la création des structures diasporiques dans les pays de destination de sa population migrante pour garder le contact avec les expatriés mais aussi pour promouvoir son image à travers des activités culturelles, éducationnelles, d'information ou politiques. Dans les pays où il y a une forte communauté des migrants venant du même pays d'origine, des écoles enseignant la langue du pays de départ, des églises, des musées ont été ouverts.

Fourcade (2010) observe que les communautés diasporiques utilisent même l'espace privé pour transmettre les éléments principaux de la culture du pays d'origine. L'auteur met en valeur le rôle des petits musées domestiques des Arméniens au Québec qui exposent des biens de famille, des souvenirs touristiques, etc., des objets qui témoignent de l'appartenance à la culture du pays de départ et qui ont comme objectif non seulement la conservation de la mémoire collective et de l'identité d'origine mais vise également leur transmission dans le temps.

Un exemple d'initiative entreprise par l'Etat d'origine dans le but d'utiliser le capital symbolique de la diaspora pour promouvoir l'image du pays, est l'ouverture de l'Institut Culturel Roumain de Paris fondé en 1990 pour faire connaître la langue et la culture roumaine en France à travers la diaspora roumaine. L'établissement culturel organise des spectacles, des concerts, des salons littéraires avec la participation de la communauté roumaine en France et les Français qui s'intéressent au patrimoine culturel de la Roumanie. La diaspora roumaine utilise d'autres mécanismes de transmission de la mémoire collective comme la création d'une église orthodoxe roumaine à Paris ou des écoles qui enseignent le roumain. Concernant les méthodes de transmission de la mémoire collective d'une diaspora, Nedelcu (2004) note la création des écoles par les migrants en montrant le cas d'une école roumaine à Toronto constituée en 2002 où environ 150 enfants apprennent la langue, l'histoire, la géographie de la Roumanie mais aussi la religion orthodoxe.

2.5.1.2 La promotion de l'image du pays d'origine par l'association de la diaspora à l'image du pays d'accueil

La diaspora est associée volontairement à l'image du pays d'accueil qui symbolise la modernité. Les pays d'origine attribuent intentionnellement l'image correspondante aux pays de destination à la diaspora pour montrer la réussite de leurs expatriés dans divers domaines. La réussite des migrants indiens aux Etats-Unis est utilisée par le pays d'origine pour montrer l'excellence des Indiens en informatique, ou encore la réussite des médecins indiens en Grande Bretagne sert à promouvoir la qualité des études en médecine et des services médicaux offerts par l'Inde, ainsi les pays d'origine des migrants gagnent une reconnaissance au niveau international et se positionnent dans l'économie mondiale, comme l'Inde a réussi à trouver sa place sur le marché mondial des services informatiques grâce à ses talents installés aux Etats-Unis.

L'image de la diaspora est volontairement associée au pays d'accueil même par la société du pays d'arrivée. Dans la plupart des cas, la population locale ne connaît pas le contexte

économique, politique, sociale des pays d'origine des migrants, par conséquent la présence de la diaspora est une possibilité de découvrir leur style de vie à travers les activités déployées dans le pays d'installation, ce qui permet de renvoyer une image plus moderne du pays source. L'organisation des activités économiques, sociales, culturelles, dans le pays de destination contribue à la promotion de l'image du pays de départ. Les associations diasporiques mettent en place d'une manière intentionnelle des compagnies d'information sur leur pays d'origine, leur culture pour se faire connaître dans la société d'installation, ainsi le pays d'origine renvoie une image moderne aux pays de destination à travers la diaspora.

2.5.1.3 L'élaboration des politiques par le pays d'origine visant à transmettre une image favorable

Les effets intentionnels des ressources symboliques de la diaspora peuvent être aussi engendrés par les actions intentionnelles de l'Etat d'origine, ou des agents du secteur privé ou d'autres acteurs en utilisant les ressources des expatriés pour transmettre une image positive du pays. Les mesures entreprises par les décideurs politiques du pays source sont orientées vers l'attraction des ressources de la diaspora dans différentes régions d'origine dans le but d'augmenter la capacité d'attraction des entreprises étrangères. Les politiques favorables sont mises en place pour renvoyer une image positive au monde extérieur. Le Plan *Software Technology Parks of India* représente un exemple de mesures qui visent l'amélioration du contexte économique pour inciter la canalisation des ressources de la diaspora dans le secteur informatique indien ce qui a encouragé aussi l'arrivée des entreprises étrangères. Ce type d'action a déterminé le succès de Bangalore qui est devenu un des symboles de l'industrie informatique mondiale. La création des zones économiques spéciales en Chine ou des parcs technologiques à Taiwan a reflété aussi une image favorable du pays ce qui a conditionné aussi l'attraction de nombreuses entreprises étrangères.

2.5.1.4 La création intentionnelle de ressources symboliques

Etant conscients de l'image favorable de certains territoires du pays d'origine, les expatriés dirigent leurs ressources vers ces endroits pour bénéficier de leur capital symbolique en y créant des activités économiques. Par exemple, l'image de Saint-Petersbourg comme milieu favorable à l'innovation déterminée par la tradition académique et industrielle de la ville a facilité le développement du secteur du logiciel russe, ainsi nombreux expatriés russes ont choisi ce territoire pour la création de leurs entreprises dans le domaine informatique, par conséquent cette concentration a mené à l'apparition des acteurs collectifs ayant la volonté de

participer intentionnellement au développement du cluster local saint-pétersbourgeois avec un fort message marketing à transmettre à l'international.

Chez Samaganova (2008), on trouve l'exemple de l'Association RUSSOFT, devenue le symbole du cluster du logiciel de Saint-Pétersbourg, qui illustre comment les acteurs territoriaux du pays d'origine peuvent devenir une ressource symbolique dans le secteur informatique en utilisant l'expérience de *fashion leaders* du domaine, notamment celle de la Silicon Valley et de Bangalore. L'intentionnalité s'explique par la décision de se réunir dans une association, un groupe d'entreprises créé par les migrants en collaboration avec leurs collègues restés aux pays pour améliorer l'image de l'industrie du logiciel saint-pétersbourgeoise permettant ainsi aux entreprises membres de se positionner plus facilement sur le marché national mais aussi international.

2.5.2 Les effets non-intentionnels des ressources symboliques

2.5.2.1 La perpétuation spontanée de la mémoire collective

Dans le deuxième chapitre nous avons souligné qu'une des caractéristiques de la diaspora est l'attachement au pays d'origine. Le projet migratoire ne marque pas la rupture avec les pays source mais détermine la perpétuation et le développement du système de représentations acquis dans un contexte extra-national par la construction et la perpétuation d'une mémoire collective de la diaspora. Selon Bruneau (2006 : 332), les éléments constitutifs de la mémoire communautaire sont « *la langue, l'éducation dans la famille et à l'école (maison familiale, bâtiment scolaire), la religion (sanctuaires), la vie associative (bâtiments associatifs), mais aussi certains lieux ou espaces publics (monuments, quartiers ethniques, restaurants, cimetières...)* et les rituels commémoratifs qui leur sont associés » qui unissent les migrants dans des rassemblements formels ou informels de la diaspora contribuant d'une manière spontanée à la transmission de ces caractéristiques dans le temps et dans l'espace. Le fait de se regrouper par nécessité pour surmonter les difficultés liées à la migration ou par volonté de s'identifier au groupe ethnique pour socialiser et contribuer au développement du pays d'origine a comme effet non-intentionnel la préservation et le développement des valeurs culturelles liées au pays d'origine, de l'histoire, de la langue, etc. L'appartenance à un système commun de croyances conditionne la résistance de la diaspora à l'assimilation dans le pays d'accueil en lui conférant l'autonomisation par rapport au pays de départ et au pays de destination.

Un exemple de perpétuation spontanée de la mémoire collective est livré par les entreprises ethniques chinoises créées par les migrants chinois dans divers pays de destination. Leur fonctionnement se base sur des valeurs fortement ancrées dans l'héritage du pays d'origine. Elles contribuent involontairement à la promotion de la langue chinoise, de la culture entrepreneuriale, des rapports interpersonnels privilégiés, de la confiance, des éléments qui assurent l'existence et l'évolution du groupe ethnique et le maintien des liens forts avec le pays d'origine qui nourrissent davantage la continuation de la mémoire collective.

2.5.2.2 La promotion de l'image du pays d'accueil

A travers les liens maintenus avec le pays d'origine les communautés diasporiques diffusent des informations sur la culture du pays d'accueil, l'histoire, le contexte social, économique et politique, contribuant ainsi à sa promotion dans le pays d'origine qui découvre le système de représentations d'un autre pays pouvant être ultérieurement adapté par la société d'origine. En plus d'être porteuse de l'image du pays d'accueil vers le territoire d'origine, la diaspora, étant présente dans différents pays où elle déploie des activités, promeut l'image du pays de destination à une échelle plus large. Par conséquent, par le biais des migrants installés dans différents pays d'accueil, ces derniers voient leur culture, leur langue, leur histoire diffusées dans d'autre pays. La diaspora chinoise est un exemple éloquent de diffusion de l'image des pays de destination vers la Chine mais aussi vers d'autres pays où elle conduit des activités entrepreneuriales.

Une autre dimension porte sur l'affirmation des expatriés dans le pays d'installation. Les représentants de la diaspora qui ont réussi dans le pays d'arrivée par la qualité de leur travail, l'insertion dans la vie sociale envoient d'une manière non-intentionnelle l'image de leur pays d'origine qui est perçue d'une manière positive par la société d'accueil.

2.5.2.3 La construction de l'image du pays d'origine dans les pays de destination

Les ressources symboliques d'une diaspora sont les facteurs déterminants de la perpétuation de la mémoire collective du groupe, de son existence et de son développement dans le pays de destination. A travers ce capital, la communauté diasporique peut agir comme agent de promotion de l'image du pays d'origine. Les membres de la diaspora, plus particulièrement ceux hautement qualifiés ont un rôle important à jouer dans la crédibilisation de la qualité du travail fourni par les expatriés ce qui peut motiver les entreprises des pays avancés à s'implanter dans les pays d'origine des migrants afin de bénéficier de son capital humain. Un exemple parlant est le succès des expatriés indiens dans la Silicon Valley qui a permis de crédibiliser la main-d'œuvre indienne et d'attribuer le label de qualité à l'industrie indienne

du logiciel ce qui a favorisé l'externalisation des fonctions informatiques de nombreuses entreprises américaines ou occidentales en Inde. Tout d'abord, la migration des Indiens qualifiés a contribué à la promotion d'une meilleure image de l'Inde à l'étranger en tant que pays à potentiel économique ce qui a attiré des investisseurs étrangers et de nouveaux acteurs économiques. La présence en Inde des compagnies comme Yahoo, Hewlett Packard et d'autres témoigne de la confiance faite aux informaticiens indiens, ce qui a été possible grâce aux Indiens installés dans le secteur TIC aux Etats-Unis.

La diaspora chinoise a eu le même effet dans l'attraction des investisseurs étrangers en Chine. Les Chinois d'outre-mer en étant les premiers investisseurs étrangers après l'ouverture économique chinoise et grâce à leur succès économique dans le pays d'origine ont permis l'atténuation de l'image de la Chine comme pays risqué et sans opportunités économiques. Le succès de la Chine dans l'exportation des produits fabriqués en Chine et de l'Inde dans l'exportation des logiciels créés par les spécialistes indiens a été possible en grande partie à la présence de leurs diasporas dans les réseaux de production globale de ces secteurs et de l'image positive du pays d'origine qu'elles transmettent. Dans les deux cas, Kapur et Mc Hale (2005), notent que la diaspora a joué deux rôles cruciaux : l'information et l'image.

2.5.2.4 L'amélioration de l'image du pays d'origine

Les ressources symboliques d'une diaspora et leur promotion dans le pays de destination ont cet effet non-intentionnel de construction de l'image du pays source dans le pays d'arrivée. A travers des activités correctes dans les pays d'installation, les membres de la diaspora sont susceptibles de changer les stéréotypes négatifs associés au pays de départ et de gagner la confiance des entrepreneurs des pays de destination qui ainsi deviennent plus ouverts à investir dans les pays d'origine des migrants, à avoir des relations commerciales avec les pays source des expatriés, etc. Les réseaux des migrants qualifiés permettent aussi d'éliminer les barrières d'image qui sont préconçues dans les pays d'accueil. Comme déjà souligné, la présence des informaticiens indiens dans la Silicon Valley a changé la façon dont le monde perçoit l'Inde et désormais les logiciels fabriqués par des programmeurs indiens envoient en amont une image de bonne qualité associée à ces produits. L'Inde n'est plus vue comme auparavant en tant que pays qui vit en autarcie mais plutôt comme une démocratie ouverte. Kapur et Mc Hale (2005) indiquent que le contact entre la société d'accueil avec les membres de la diaspora mène au changement d'idées, de convictions sur le pays source des migrants. Ils expliquent comment l'interaction des entreprises américaines avec les ingénieurs indiens issus de l'élite de l'Institut indien de technologie (*Indian Institute of Technology, IIT*) a

permis de montrer l'excellence de ces spécialistes et d'influencer d'une manière positive les décisions d'externalisation des fonctions informatiques en Inde grâce à la « marque » (*brand-name*) de qualité créée par les informaticiens indiens installés à l'étranger.

2.5.2.5 L'apparition des territoires mondialement connus

La réussite d'une diaspora peut rendre un territoire d'origine mondialement connu ou même un pays qui peut devenir une référence, un modèle pour d'autres pays qui tiennent à obtenir le même succès, par conséquent les expatriés deviennent des symboles et des emblèmes de la dynamique et du développement territorial. Un exemple de territoire devenu célèbre grâce à la diaspora chinoise et indienne est la Silicon Valley, qui a influencé l'ensemble de l'industrie informatique et qui est devenue la marque du secteur. Ainsi plusieurs clusters informatiques ont essayé de suivre l'exemple de la Silicon Valley. Dans ce contexte, Metcalfe (1998 : 123) écrit : « La Silicon Valley est le seul endroit au monde qui ne cherche pas à trouver comment devenir la Silicon Valley »⁸² phrase qui illustre parfaitement l'ampleur et l'impact non-intentionnel des ressources symboliques. Grâce à l'image déjà construite dans la Silicon Valley, la diaspora indienne a pu rendre à Bangalore la même réputation du modèle de base.

A travers la contribution qu'une diaspora apporte au développement du pays d'origine, elle peut conférer à la patrie, le statut d'exemple à suivre pour d'autres pays comme dans le cas de la Chine ou de l'Inde qui sont devenus de « bons élèves » de l'option diaspora et une incitation pour d'autres nations à mobiliser les ressources de leurs diasporas. Ainsi par le biais de la diaspora, les territoires ou même les pays peuvent devenir, d'une manière non-intentionnelle, comme l'indique Vincente (2003 : 15) des *fashion leaders*⁸³ qui sont « *des agents qui possèdent une capacité d'expertise dans le domaine des actions alternatives telle qu'ils peuvent réorienter au cours du processus la trajectoire des choix collectifs* » ce qui s'est passé dans le cas de la Silicon Valley qui a influencé les choix collectifs des entreprises de créer des clusters TIC selon le modèle de la Silicon Valley ou dans le cas d'autres pays qui ont aussi adopté l'option diaspora comme la Chine et l'Inde pour répéter leur expérience en termes de mobilisation des ressources des expatriés pour accélérer le processus de développement.

En contribuant au développement du pays d'origine, la diaspora peut stimuler le développement non seulement au niveau national mais aussi régional et même mondial en le

⁸² Traduction de « Silicon Valley is the only place on earth not trying to figure out how to become Silicon Valley » Robert Metcalfe en (1998:123).

⁸³ Notion introduite par Bikhchandani et alii (1998)

positionnant comme pouvoir économique et politique de la région et comme partenaire du développement international, comme nous avons pu voir dans le cas de la Chine ou de l'Inde, surnommés aussi des « pays d'ancrage » (*anchor countries*) pour le rôle qu'ils ont à jouer dans la région mais aussi dans l'économie mondiale.

2.5.2.6 La diaspora comme vecteur de réputation et de crédibilisation du pays d'origine

Les ressources symboliques de la communauté diasporique peuvent aussi opérer en qualité de gage du bon fonctionnement des transactions qui ont lieu entre le milieu d'affaires du pays d'origine et du pays de destination. Les entreprises des pays de destination sont constamment à la recherche de nouveaux marchés d'écoulement, de nouveaux partenaires, de rendements élevés à des coûts inférieurs, etc. Il est devenu de plus en plus courant pour les entreprises de choisir l'externalisation de certaines fonctions dans les pays *low-cost* qui sont en grande partie aussi les émetteurs les plus importants des migrants. Dans ce contexte, comme l'indique Kapur (2001) les membres de la diaspora sont les « intermédiaires de réputation » (*reputational intermediaries*) et peuvent faciliter l'échange international à travers plusieurs moyens : recherche et rencontre de partenaires, respect des clauses contractuelles, suppression des préjugés. Comme déjà mentionné, les membres de la diaspora contribuent à la recherche et à la mise en contact des partenaires d'affaires dans leurs pays de destination pour les entrepreneurs du pays d'origine qui peuvent bénéficier de la connaissance des expatriés sur les milieux d'affaires étrangers, sur les attentes des consommateurs en matière de qualité. Dans la même logique, la diaspora sert en tant qu'unité garantissant le respect des contrats et la dissuasion de l'opportunisme de la part des deux parties prenantes. Dans ce cas, les membres de la diaspora promeuvent tant l'image des entreprises du pays d'origine que l'image des entreprises du pays de destination. Par conséquent, les entreprises ont intérêt à envoyer une image favorable car au contraire le non-respect de leur engagement nuit à leur réputation qui circule rapidement à travers ces réseaux en impactant négativement le partenariat existant et les futures possibilités d'affaires.

Comme le notent Weidenbaum et Hughes (1996 : 51) sur le « réseau de bambou » (*Bamboo Network*) « si un homme d'affaires ne respecte pas les clauses contractuelles il est mis sur la liste noire. C'est bien pire que d'être poursuivi en justice, car tous les réseaux chinois s'abstiendront de faire affaires avec la partie coupable »⁸⁴. Ce principe de solidarité du

⁸⁴ Notre traduction : « if a business owner violates an agreement, he is blacklisted. This far worse than being sued, because the entire Chinese networks will refrain from doing business with guilty party » (Weidenbaum et Hughes, 1996 : 51).

groupe ethnique déterminant la dissuasion de non-respect des contrats à l'extérieur du groupe est nommé par Rauch (2001) « punition collective » (*collective punishment*) où tout non-respect d'engagement est dénoncé et disséminé par la communauté ethnique ce qui freine la violation des contrats tant de la part des partenaires d'affaires de la communauté ethnique que des partenaires étrangers. Le principe de groupe, les relations interpersonnelles et la confiance entre les parties prenantes aux transactions ont instauré une sorte de « communauté morale » (*moral community*), selon l'expression de Rauch.

Le choix d'un partenaire dans un autre pays repose sur des informations recueillies auprès des autres entreprises exerçant dans le même secteur et ayant déjà une expérience avec les entreprises du pays visé mais aussi sur des stéréotypes véhiculés sur ce pays. Les membres de la diaspora qui mènent leurs activités dans les pays de destination contribuent à l'amélioration de l'image du climat d'affaires du pays de départ et peuvent servir comme garant du bon déroulement des transactions.

2.5.2.7 L'effet incitatif spontané : la diaspora comme exemple à suivre

En général, les membres d'une diaspora sont perçus par les non-migrants du pays d'origine comme des personnes qui ont réussi dans les pays d'accueil, qui ont acquis un statut social et qui jouissent d'une plus grande liberté financière, par conséquent ils sont considérés en tant que modèle dans la communauté d'origine. Ils sont vus comme une force d'autorité et peuvent induire des changements significatifs dans les aspects de vie de la population du pays source.

Cette image d'agents de réussite dans les pays de destination incite les personnes restées au pays à suivre le modèle des expatriés en faisant les mêmes études, en adoptant les mêmes normes, etc. L'effet incitatif spontané engendré sur la population non-migrante du pays d'origine induit des changements dans les modes de vie des individus se rapprochant des comportements de la diaspora.

Kapur et McHale (2005) remarquent que les membres de la diaspora qui ont réussi leur insertion professionnelle et sociale dans la société d'arrivée sont des exemples pour d'autres migrants et pour les individus restés au pays. Les expatriés qui ont atteint un niveau élevé de bien-être et une importance dans le pays d'accueil sont susceptibles d'exercer selon les deux auteurs une « influence de réputation » (*reputational influence*). Ces membres de la communauté diasporique peuvent être la référence de leurs régions originaires du pays d'origine. C'est le cas des migrants indiens qui sont devenus des cadres supérieurs ou mêmes

dirigeants dans les grandes entreprises américaines de hautes technologies. Par rapport aux Indiens qui ont avancé sur l'échelle professionnelle aux Etats-Unis, Kuznetsov et Sabel (2006) constatent que leur succès les transforme en « symboles et porte-parole » de leur communauté dans le pays d'origine et leur reconnaissance dans le pays d'origine leur donne plus de poids à leurs opinions. Pandey et al. (2006) indiquent qu'en 2004 le nombre des entreprises créées intégralement ou partiellement par les migrants indiens dans la Silicon Valley s'élevait à 650-700. Dans la même année, il y avait plus de 200 000 millionnaires indiens aux Etats-Unis, des personnes qui ont joué un rôle important dans le développement du secteur informatique indien par l'orientation des opérations d'externalisation vers l'Inde et dans la promotion d'une image positive de leur pays d'origine. Ils sont les « héros » de la nation et le modèle de référence des Indiens restés au pays et de nombreux migrants indiens qui veulent aussi décrocher des postes stratégiques dans les entreprises où ils travaillent.

Cette partie met en évidence le rôle complexe qu'une diaspora peut jouer dans le développement du pays d'origine. Sa contribution va au-delà des effets induits par les ressources financières qui ont été considérées jusqu'à récemment comme unique source de développement du pays d'origine de migrants. A travers la présente analyse détaillée sur l'impact de la diaspora sur le pays départ, on met en évidence le rôle des ressources non-financières (*relationnelles, cognitives, institutionnelles, organisationnelles et symboliques*) qui produisent des effets positifs facilitant l'intégration des pays d'origine dans l'économie mondiale. Nous avons étudié l'impact positif de la contribution des expatriés à travers divers transferts qui ont montré qu'à part les effets intentionnels, ces envois génèrent aussi des effets non-intentionnels qui manifestent leur utilité à long terme. Dans le cas des diasporas à maturité, bien organisées en réseaux diasporiques structurés, les ressources sont plus faciles à mobiliser et par conséquent leur impact est plus important sur le pays d'origine tandis que les diasporas émergentes n'apportent qu'une contribution modérée au développement de leur pays d'origine à cause des structures limitées, non-consolidées et des ressources dispersées. Afin d'expliquer le mécanisme de transfert de ressources vers le pays d'origine, il convient d'analyser comment les ressources sont mobilisées à l'intérieur de la communauté diasporique et comment les membres de la diaspora agissent pour les orienter vers le pays source.

3 Les acteurs de la mobilisation des ressources au sein de la communauté diasporique

Après avoir réalisé l'analyse des ressources de la diaspora et identifié leurs effets sur le pays d'origine, nous essayons de montrer comment les ressources sont mobilisées à l'intérieur de la communauté diasporique, comment s'organise et se structure une diaspora, qui sont les auteurs des ces transferts, pour quelle finalité ils envoient diverses ressources vers la patrie, qui en profitent et quel est leur impact sur les bénéficiaires ? Pour répondre à ces questions nous avons procédé à la classification des membres de la diaspora ce qui nous permettra d'identifier le public visé dans le pays source en fonction des catégories de membres et la motivation d'envoyer des ressources au pays selon leur participation dans les réseaux diasporiques.

3.1 Typologie des membres de la diaspora

Dans la littérature existante, les membres d'une diaspora sont regroupés en fonction de différents facteurs. Parmi les premières classifications est celle proposée par Shain (1999) qui s'appuie sur le degré d'implication des migrants dans les activités politiques de la diaspora. En citant Alicja Iwanska, il distingue trois classes d'expatriés selon leur engagement dans la vie politique de la diaspora : « *le noyau, les membres d'arrière garde et les membres silencieux* » (*core members, rearguard members et silent members*). Le noyau (*core members*), ou les élites d'organisation, réunit les migrants qui sont activement impliqués dans les activités de la diaspora. Les membres d'arrière-garde (*rearguard members*), ou les anciens activistes de la diaspora, sont les expatriés qui se sont dispersés, et les membres silencieux (*silent members*) sont tous les autres migrants considérés par les élites de la diaspora, par les gouvernements des pays d'accueil ou d'origine en tant que réservoir de participants potentiels pour la vie politique de l'entité ethnique (Shain 1999 : 11).

Une autre classification disponible des membres d'une diaspora est celle de Sheffer (2003) qui prend en compte le niveau d'acculturation, d'intégration et d'assimilation des migrants dans leurs pays d'installation, des processus qui ne se réalisent pas d'une manière collective mais sont subis en fonction de décisions individuelles des expatriés. C'est dans cette optique que l'auteur met en évidence quatre groupes d'expatriés faisant partie des « entités ethno-nationales », à savoir : « *le noyau, les membres par choix, les membres marginaux et les membres dormants* » (*core members, members by choice, marginal members et dormant members*). Le noyau (*core members*) est composé d'individus nés dans l'ethno-nation qui

conservent d'une manière active leur identité, ils s'identifient au groupe ethnique et sont très motivés pour agir au nom de leur communauté et leur patrie (*homeland*) et ils sont aussi perçus de cette manière par la communauté elle-même et par les pays d'arrivée. Les membres par choix (*members by choice*) sont les descendants de familles mixtes, les convertis, des personnes qui participent activement à la vie de la diaspora. Les membres marginaux (*marginal members*) sont les expatriés qui gardent le contact avec la communauté ethnique mais ne s'identifient pas à l'entité ou prennent de la distance intentionnellement par rapport à la dernière. Les membres dormants (*dormant members*) – sont ceux qui ont été assimilés par le pays d'accueil mais savent que leurs racines sont dans le groupe diasporique et sous certaines conditions ces personnes vont s'identifier à la diaspora et peuvent être mobilisées par ses leaders ou ses organisations (Sheffer, 2003 : 100).

Les deux typologies susmentionnées ne prennent en compte que la participation des expatriés à l'organisation de la diaspora, dans le premier cas du point de vue politique et dans le deuxième cas le rôle qu'ils jouent dans la perpétuation de l'identité ethnique selon la stratégie d'acculturation adoptée. Aucune de ces classifications ne correspond à notre problématique de recherche qui porte sur l'identification des impacts produits par la diaspora sur le pays d'origine parce que ni la première ni la deuxième ne considère l'impact sur le pays émetteur des migrants. Pour cette raison, dans notre typologie, en plus de l'intégration dans la communauté ethnique, nous ajoutons l'ampleur des effets des ressources envoyées par les expatriés vers le pays de départ sur les bénéficiaires. Par rapport à ces deux typologies de membres de la communauté diasporique, nous avons pris à la base de notre classification deux éléments déterminants de la distinction des membres d'une « diaspora ethno-nationale » : l'insertion dans les réseaux nationaux de la communauté ethnique et le caractère intentionnel ou non-intentionnel des transferts de ressources vers le pays d'origine. Le choix de ces deux éléments s'explique par la cohérence avec notre problématique de recherche concernant l'impact de la diaspora sur le développement du pays d'origine qui est déterminé par le niveau de consolidation de la communauté ethnique en réseaux et notre grille d'analyse de ressources de la diaspora détaillée dans la partie précédente du présent chapitre. Les structures formelles de la diaspora ont été fixées en tant que repère parce que comparées aux groupements informels d'expatriés, elles sont les seules entités réelles qui témoignent de l'existence d'une diaspora comme institution dans un certain pays d'accueil. Tenant compte de ces deux dimensions nous identifions trois catégories d'acteurs: *les membres actifs, les membres latents et les membres passifs*.

FIGURE 3.1 : TYPOLOGIE DES MEMBRES D'UNE DIASPORA

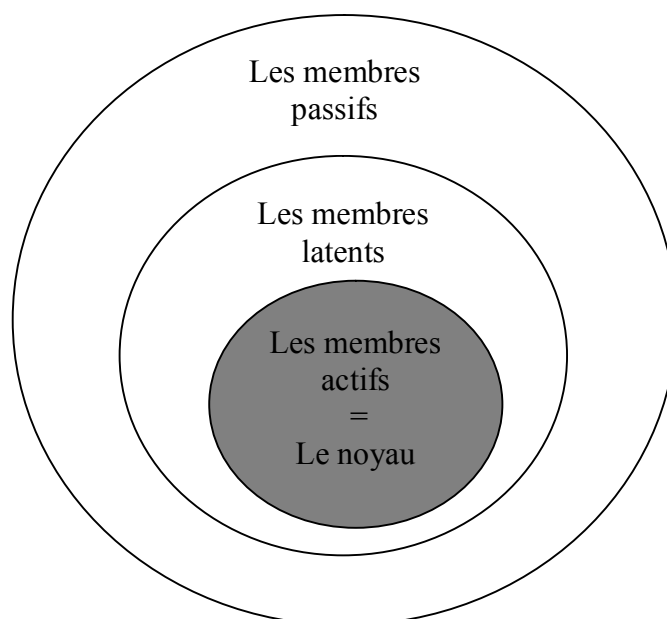


TABLEAU 3.10 : LA CLASSIFICATION DES MEMBRES D'UNE DIASPORA EN FONCTION DE LEUR PARTICIPATION AUX RÉSEAUX FORMELS DU GROUPE ETHNIQUE ET DU CARACTÈRE DE LEURS ACTIONS

Catégories de membres	Niveau de participation aux structures formelles	Insertion dans les réseaux nationaux	Type de projets pour le pays d'origine	Transfert des ressources vers le pays d'origine
Actifs	Elevé	Primaires et secondaires (formels et informels)	Collectifs et individuels	Surtout intentionnel (produisant aussi des effets non-intentionnels)
Latents	Modéré (à la demande de membres actifs)	Primaires et secondaires (informels)	Individuels et collectifs (à travers réseaux informels et parfois via réseaux formels)	Plutôt intentionnel (produisant aussi des effets non-intentionnels)
Passifs	Bas	Primaires (informels)	Individuels	Surtout non-intentionnel (intentionnel dans le cas des remises de fonds)

3.1.1 Les membres actifs de la diaspora

Les *membres actifs* constituent le cœur du groupe ethnique, ils sont ceux qui initient et organisent des activités en faveur du pays d'origine en mobilisant les ressources créées au sein de l'entité ethnique (ressources financières, cognitives, relationnelles, intentionnelles, organisationnelles et symboliques). Ils revendiquent d'une manière très active leur identité et

ont une forte volonté d'apporter leur contribution au développement du pays de départ. Ces caractéristiques les rapprochent beaucoup de ce que Sheffer (2003) désigne comme « core members » sauf que dans notre explication nous ajoutons leur rôle crucial dans la création des structures formelles de la diaspora qui découle de la détermination d'envoyer différentes ressources vers la patrie (*homeland*) afin d'accélérer le processus de développement. Kuznetsov (2006 : 235) note aussi qu'il s'agit de personnes qui ont déjà atteint un niveau de réussite professionnelle et sociale dans le pays d'arrivée et qui veulent partager leur « statut et crédibilité ». Les membres actifs de la diaspora apparaissent soit à l'initiative individuelle des expatriés de créer une association ou une autre structure formelle afin de mobiliser les ressources de la communauté ethnique constituée à l'étranger au profit du pays de départ soit il s'agit d'individus repérés et soutenus par le pays d'origine pour rassembler d'une part les migrants ayant les mêmes origines afin de promouvoir les intérêts du pays source dans le pays d'accueil et d'autre part pour bénéficier de cette concentration des ressources. Les organisations formelles jouissent de la personnalité juridique qui légitime leurs actions et leur permet de bénéficier de la reconnaissance de la part des autorités mais aussi de la communauté d'origine et des expatriés. Elles deviennent des acteurs institutionnels de la diaspora. L'existence de ces structures témoignent du processus d'organisation des diasporas, plus particulièrement de celles émergentes où les réseaux secondaires formels jouent un rôle important dans leur consolidation comme unité ethnique.

- Exemples de réseaux formels

Malgré sa courte histoire, la diaspora émergente moldave dispose de 71⁸⁵ associations plutôt culturelles, créées par les expatriés moldaves à l'extérieur de la Moldavie ou la diaspora roumaine qui compte à ce jour plus de 100⁸⁶ associations diasporiques fondées dans le monde par les migrants roumains. A travers leurs activités menées à l'étranger, ces associations diasporiques apportent leur contribution dans divers domaines du pays source : économique, politique, culturel. Etant au début du processus de constitution, les associations d'expatriés

⁸⁵ Selon le Bureau moldave des relations interethniques (le bureau trouve ses origines dans le Département d'Etat pour des problèmes nationaux de la République de Moldavie créé en 1991 auprès du gouvernement pour la mise en place des politiques nationales dans le domaine des relations interethniques et en 2005 devient le Bureau des relations interethniques qui s'occupe de la promotion des relations interethniques, du fonctionnement des langues étrangères parlées sur le territoire de la République de Moldavie et récemment du maintien des relations avec la diaspora moldave). Site internet : www.bri.gov.md

⁸⁶ Données trouvées sur le site (www.mandrusafiroman.ro) de l'association « Mândru să fii român (*fier d'être roumain*, en français) » et sur le site (www.dprp.gov.ro) du Département des Roumains de Partout (DRP) qui a porté initialement le nom du Conseil pour les problèmes des Roumains de Partout fondé en 1995 dans le cadre du cabinet du Premier Ministre, en 2001 change de nom pour devenir le Département des Roumains de Partout (DRP) faisant partie du Ministère des informations publiques et depuis mars 2003 revient dans le Cabinet du Premier Ministre.

moldaves jouent un rôle important dans la cohésion de la communauté diasporique et la promotion des valeurs culturelles comme dans le cas de la « Communauté des Etudiants de Moldavie en France » ou la « Communauté Moldave du Québec » en organisant des événements culturels (expositions, concerts, spectacles, séminaires). Les effets de ces structures sur le pays d'origine sont encore modestes à cause du manque de coordination entre les associations et l'Etat source mais il est important de noter que les premiers signes de mobilisation en masse de la diaspora apparaissent, le IVème Congrès de la Diaspora Moldave organisé en octobre 2010 à Chisinau avec la participation de 110 membres actifs des associations diasporiques moldaves de 31 pays est un exemple illustratif. Lors de cette réunion afin d'avoir un impact plus marquant sur la Moldavie, les représentants actifs de la diaspora ont proposé la création d'une fédération des associations diasporiques, car dans le contexte actuel, la diaspora moldave englobe de nombreux groupements formels sans aucune coordination entre eux.

Si les associations diasporiques moldaves se concentrent pour l'instant sur la promotion des valeurs culturelles et sur la consolidation de l'entité ethnique, les membres actifs de la diaspora roumaine apportent leur contribution dans d'autres domaines aussi, comme celui scientifique, économique ou politique. Un exemple parlant constitue l'association diasporique le Club de Bucarest CELIDEA, créée en 2002 à Paris par deux étudiants roumains pour réunir d'autres étudiants d'origine roumaine et les cadres roumains en France, qui est devenue aujourd'hui l'organisateur principal du Congrès annuel indépendant de très haut niveau des étudiants et des cadres roumains qui se tient annuellement à Paris. Le premier congrès a été lancé en présence de Dominique Strauss Kahn, le Directeur général du Fonds Monétaire International. A l'événement participent les expatriés roumains, les hommes d'affaires et les leaders politiques. De nos jours, le Club de Bucarest compte un réseau de contacts de plus de 30 000 cadres roumains dans le monde, hommes d'affaires et leaders politiques. Les thèmes du congrès sont le recrutement des cadres roumains par les entreprises étrangères qui investissent en Roumanie, les possibilités et les modalités d'investissements en Roumanie, le développement des relations commerciales, etc. L'édition tenue en 2009 a eu un atelier spécial dédié aux exportations roumaines et aux marques roumaines et sur le rôle que les professionnels roumains à l'étranger peuvent jouer dans la promotion des services et produits roumains sur le marché européen.

Dans le domaine politique, PD-L Diaspora (Parti Démocrate – Libéral Diaspora), formation politique créée en 2009 par les expatriés roumains qui ont soutenu la candidature de Traian

Basescu à l'élection présidentielle de 2009 en obtenant ainsi son deuxième mandat du président de la Roumanie, occupe un lieu central. Actuellement, l'association politique compte plus de 3 500 membres et possède 34 filiales en : Espagne, Italie, Portugal, France, Irlande, Angleterre, Moldavie, Grèce et Etats Unis⁸⁷, elle est la structure qui conduit la politique de la Roumanie à l'étranger en représentant les intérêts de l'Etat d'origine.

3.1.1.1 Les membres actifs et le financement des projets collectifs

L'objectif des membres actifs d'une diaspora est de consolider l'association ou les réseaux dont ils sont responsables pour augmenter la capacité de mise en place des projets de développement destinés au pays d'origine. Ils jouent un rôle important dans le rassemblement des expatriés dans des organisations formelles tant entre les expatriés installés dans le même pays d'arrivée qu'entre les groupes diasporiques créés dans différents pays d'accueil (réseaux secondaires formels) revêtant généralement la forme d'une association mais aussi dans le maintien d'une relation étroite entre la diaspora et le pays d'origine (réseaux primaires formels) qui se manifestent par la réalisation des projets conjoints de développement avec l'Etat d'origine.

Les membres actifs sont présents tant dans les réseaux secondaires formels que ceux primaires, ce qui leur permet de recruter d'autres participants pour les actions menées par les associations. Les structures formelles de la diaspora sont à la base des transferts adressés au pays de départ pour la construction et l'amélioration du fonctionnement de services publics. Dans le cas des entités formelles diasporiques l'envoi des ressources vers le pays d'origine porte un caractère intentionnel qui se manifeste d'abord par la volonté de fonder une institution et la motivation de rassembler d'autres expatriés pour mettre en œuvre des projets collectifs en faveur du territoire source, comme par exemple : la construction d'une école, d'un hôpital, de routes ou d'autre type d'infrastructure pour rendre meilleures les conditions de vie de la population restée au pays. Ces actions des associations diasporiques visant un but précis sont susceptibles de produire des effets indirects non-intentionnels bénéfiques qui peuvent amplifier l'impact positif à long terme. Par exemple, la construction des routes dans une région du pays d'origine peut la rendre attractive pour les hommes d'affaires nationaux qui peuvent y initier des activités entrepreneuriales ou même inciter des investisseurs étrangers à mener des activités dans cette zone ce qui va conduire à la baisse du chômage, la

⁸⁷ www.pdldiaspora.com

diminution des tensions sur le marché du travail, etc., par conséquent au développement de ce territoire.

3.1.1.2 Les membres actifs et les projets individuels

A part leur engagement envers le pays d'origine exprimé par l'envoi des ressources à usage collectif, les membres actifs transfèrent aussi des ressources adressées aux membres de leurs familles ou des amis restés au pays d'origine. Comme dans le cas des projets collectifs, lors des projets individuels, les membres actifs transmettent d'une manière intentionnelle des ressources vers le pays source mais avec un impact visible non pas sur la communauté bénéficiaire mais sur les personnes bénéficiaires. Le résultat attendu est l'amélioration du niveau de vie des personnes proches résidant dans le pays source, des changements positifs qui peuvent se répercuter d'une façon non-intentionnelle sur le développement national, par exemple : le développement du secteur bancaire dans le pays d'origine, résultant de l'acte intentionnel d'envoyer de l'argent au pays pour aider les proches ou investir dans des activités productives ou l'accès à de nouveaux marchés suite à l'information diffusée par les expatriés durant les communications avec les personnes du pays d'origine, ou encore la transmission des nouvelles normes génère de nouveaux comportements.

3.1.2 Les membres latents de la diaspora

En ce qui concerne les *membres latents* de la diaspora, il s'agit généralement des expatriés qui ne jouent pas un rôle actif dans la consolidation du groupe ethnique en organisations formelles mais ils répondent favorablement aux appels de mobilisation collective lancés par les membres actifs pour mettre en œuvre des projets de développement dans le pays source.

Leur participation à la vie de la diaspora et au processus de développement du pays d'origine se réalisent par le biais des réseaux primaires et secondaires informels⁸⁸ à travers lesquels les expatriés maintiennent les contacts avec le pays source (réseaux primaires) et tissent des liens avec d'autres migrants ayant les mêmes origines (réseaux secondaires). Par rapport aux regroupements associatifs formels basés sur le principe d'intégration volontaire les structures informelles naissent d'une façon spontanée. Hily *et al.* (2004) en faisant référence à la définition de Catani et Palidda (1987) sur les rassemblements informels considérés comme des groupes qui « *vont d'eux-mêmes dans l'esprit de leurs membres et n'ont donc pas besoin d'être explicités et, a fortiori, institués. Ceci parce qu'ils sont fondés sur des liens de parenté,*

⁸⁸ Les réseaux informels sont les regroupements d'expatriés qui ne sont pas enregistrés officiellement et n'ont pas une personnalité juridique.

biologique ou spirituelle ou sur les relations villageoises (groupes d'âge, de sexe...) à l'intérieur d'une société locale. Ces réseaux sont donc englobés par des valeurs qu'il est impossible de nier, et les abandonner c'est se retrancher, ipso facto, de la communauté » (Catani et Palidda, 1987 cités par Hily *et al.*, 2004 : 9), notent que les réseaux informels pourraient être synonyme de « communautés naturelles ». L'apparition de ces structures n'est pas dirigée par une « centralité » comme dans le cas des associations mais est guidée par le sentiment d'appartenance à la même nation qui est le facteur d'attraction entre les migrants venant du même pays et d'attachement au territoire de départ.

3.1.2.1 Les réseaux informels et l'installation dans le pays d'accueil

Ces réseaux se basent sur des relations de parenté, d'amitié ou d'une identité partagée. La participation à ces structures influence le choix du pays d'accueil. Un exemple éloquent est la communauté des Moldaves en Italie. Selon les données de l'Institut National de Statistiques de l'Italie, en 2010 le nombre de résidents moldaves en Italie s'élevaient à 105 600 personnes, ce qui représente une augmentation de 18% par rapport à 2009 (89 424 Moldaves) et enregistre presque un triplement par rapport à l'année 2005 avec un nombre de 37 971 migrants moldaves. Il faut préciser que la plus grande communauté moldave se trouve dans le nord de l'Italie où ont émigré les premiers moldaves à la fin des années 1990 début des années 2000, les femmes pour des emplois dans le domaine domestique et les hommes dans le secteur de la construction. Dans la province de Reggio Emilia ou la province de Turin sont installées beaucoup de familles originaires du même village de Moldavie ou de la même région. Les contacts gardés avec les amis émigrés et les membres de la famille ont facilité le voyage et l'orientation ce qui a intensifié les flux migratoires vers l'Italie. Une fois dans le pays d'accueil, les migrants se réunissent lors des réunions informelles (soirées amicales, rencontres à l'église pour les fêtes religieuses, événements communautaires pour les fêtes nationales, etc.) entre amis ou d'autres migrants pour discuter, échanger de l'information, des biens, des services ce qui leur permet de développer tant des liens avec les proches qu'avec d'autres personnes originaires du même pays et d'accéder à plusieurs ressources qui ne peuvent être obtenues qu'en faisant partie de ces réseaux.

En plus d'assurer l'insertion professionnelle et sociale des migrants venus du même pays d'origine, les réseaux informels facilitent la création des entités économiques de la diaspora. Sans les qualifier en tant que réseaux informels, Ma Mung (2000) parle de leur utilité dans le cas de la diaspora chinoise qui repose sur des relations interpersonnelles privilégiées d'abord au niveau familial, ce qui facilite le fonctionnement des entreprises familiales et ensuite au

niveau ethnique et qui mène au développement des entreprises ethniques et leur expansion dans le monde. L'auteur explique l'apparition de ce type de rassemblement par la possibilité « *de créer plus aisément les conditions de la confiance indispensable aux transactions, le bon déroulement de la transaction étant alors garanti par la confiance, elle-même garantie par la réputation* » (Ma Mung, 2000 : 46). Pécoud (2004) en étudiant le cas des commerces turcs à Berlin remarque aussi que les réseaux ethniques jouent un rôle important dans le lancement d'une activité entrepreneuriale dans le pays d'accueil. Les structures informelles de la diaspora sont vues en tant que points « *d'accès à des ressources, dites ethniques* » qui compensent le manque de ressources possédées par des migrants séparés. Grâce aux liens tissés sur le principe de confiance au sein de la communauté diasporique, les expatriés ne pouvant pas utiliser les pratiques économiques formelles (prêt bancaire ou salariés formels) ont recours à leurs contacts pour accumuler le capital financier et humain nécessaire.

A travers ces réseaux les membres latents gardent et renforcent la relation existante avec les personnes restées aux pays et créent de nouveaux contacts au sein de la communauté diasporique. À propos du type de rapports qui apparaissent dans un réseau social, Granovetter (1973) distingue « liens forts » et les « liens faibles ». Les premiers visent la relation avec l'entourage proche : la famille, les amis, etc. qui selon notre approche sont développés dans le cadre des réseaux primaires. Les deuxièmes portent sur l'ensemble des contacts établis avec les milieux éloignés du cercle des proches, des liens qui apparaissent au sein des réseaux secondaires où les migrants interagissent et lient des contacts ou même des amitiés avec d'autres migrants ce qui révèle la possibilité de transformation des liens faibles en liens forts. La participation aux réseaux informels permet aux non-migrants de faciliter leur intégration sociale et professionnelle quand ils décident de migrer et d'accéder à des informations utiles sur différents pays d'accueil facilitant ainsi le choix de la destination.

3.1.2.2 Les transferts de ressources des membres latents à travers les réseaux informels

- Les transferts individuels

A part le rôle de socialisation et de maintien de contacts avec la patrie, les réseaux informels servent aussi pour la transmission des ressources vers le pays d'origine. Les membres latents sont des pourvoyeurs importants de ressources envoyées aux proches restés dans le pays d'origine. L'intentionnalité du transfert des ressources vers le pays d'origine s'explique par la volonté des migrants de créer une activité économique dans la localité d'origine ou de payer les frais de scolarité de membres de leur famille pour apprendre un métier et réussir leur vie

professionnelle. En envoyant des ressources pour un usage privé, ces membres de la diaspora contribuent d'une manière non-intentionnelle à l'amélioration du contexte général du pays parce que les flux orientés vers les individus du pays d'origine sont susceptibles d'engendrer des effets positifs non-intentionnels au niveau du pays.

Dans le cas d'envoi de ressources financières par exemple pour l'éducation, les membres latents participent indirectement à la création et l'accumulation du capital humain dans le pays source, ce qui conduit à l'augmentation de la productivité, des possibilités de recherche et d'innovation. En lançant une activité économique dans la région d'origine les expatriés créent des emplois qui génèrent des revenus pour les ménages des personnes employées en augmentant leur pouvoir d'achat et par conséquent, des commerces et d'autres entités économiques émergent dans la région. Ainsi à travers l'effet multiplicateur de ces transferts adressés à un public restreint, l'intention initiale d'apporter une contribution individuelle à l'augmentation du bien-être des proches restés au pays produit des effets positifs au niveau local, même national. Les effets bénéfiques non-intentionnels sur le pays d'accueil montrent que même si les membres latents réalisent des projets individuels dans le pays d'origine, ils jouent aussi un rôle important dans le développement du pays de départ et dans la crédibilisation de la diaspora aux yeux des décideurs politiques et du « public large ».

- **Les transferts collectifs**

Les réseaux informels jouent aussi un rôle important dans la mobilisation intentionnelle collective des ressources en faveur du pays d'origine qui s'active davantage pendant les situations de crise ou de catastrophes naturelles. L'expérience des migrants mexicains ou salvadoriens aux Etats Unis met en évidence l'importance des structures informelles dans le développement des communautés d'origine. Les membres de ces deux diasporas s'organisent dans des rassemblements informels qui unissent les migrants originaires d'une même région ou d'un même village, nommés *Home Town Associations* basés principalement sur des relations interpersonnelles informelles mais peuvent devenir aussi des associations formelles. Ces groupements de migrants réalisent des transferts collectifs de fonds vers la région d'origine pour améliorer les conditions de vie des proches, des amis restés aux pays. Les fonds récoltés par les associations de migrants salvadoriens ont joué un rôle crucial dans la reconstruction du pays après la fin de la guerre civile au début des années 1990, ou lors de l'ouragan Mitch en 1998, ou encore les aides envoyées pour surmonter les dégâts produits par le tremblement de terre en 2001. Il y a très peu de données concernant les montants des donations collectives, pourtant les chiffres disponibles confirment l'engagement des expatriés

envers leur pays. Par exemple, durant 1997 un groupe de quelques Salvadoriens installés à Los Angeles a collecté 10 000 dollars pour les donner aux institutions culturelles et caritatives au Salvador. Un autre groupement salvadorien encore plus petit, formé à Washington DC, a transféré pendant 6 ans vers le Salvador des flux financiers pour une valeur de 37 000 dollars. En ce qui concerne les groupes de migrants mexicains, ceux des expatriés venant de l'Etat de Zacatecas sont les plus organisés et répandus aux Etats-Unis et envoient annuellement des donations de 5 000 à 25 000 dollars au Mexique en fonction de la taille du réseau, du niveau de développement et du projet planifié pour le pays d'origine (Torres et Kuznetsov, 2006 : 109).

Un autre exemple illustrant le rôle des réseaux informels de migrants est le cas d'une diaspora très récente en voie de structuration, celle kirghize. La mobilisation des migrants kirghizes a été incitée par le coup d'Etat organisé le 7 avril 2010 pour renverser le gouvernement kirghize dirigé par le président Bakiev, les émeutes ont provoqué plusieurs morts et blessés. Afin d'aider les familles de victimes et les régions Osh et Jalalabad atteintes par le conflit, plusieurs migrants kirghizes installés en Europe et aux Etats-Unis ont créé une association temporaire « April Relief Fund » durant la période Avril-Septembre 2010 pour récolter de fonds destinés aux ménages vivant dans les régions concernées. Entre le 10 avril et le 10 mai 2010, un montant de 5 438 dollars américains⁸⁹ a été collecté.

3.1.2.3 Les transferts de ressources des membres latents à travers les réseaux formels

Les membres latents peuvent aussi participer aux projets collectifs mis en œuvre par les membres actifs des structures formelles du groupe ethnique. Les structures informelles de la diaspora constituent un vivier important de ressources à mobiliser par les acteurs actifs du groupe ethnique. Selon Hilly *et al.* (2004 : 9) « *les réseaux informels sont à la base des regroupements formels* », donc les membres actifs connaissent des membres latents qui peuvent être occasionnellement impliqués dans des projets communautaires à travers les associations diasporiques formelles. Dans ce contexte, la volonté des membres latents de transférer des ressources vers le pays d'origine est activée par les membres actifs, en conséquence leur apport à la consolidation de l'effort collectif a un effet intentionnel sur l'augmentation des ressources de l'entité diasporique formelle qui a sollicité leur participation dans le but de renforcer le processus de développement du pays de départ, ainsi les membres latents agissent d'une manière intentionnelle pour le développement du pays source.

⁸⁹ www.aprilrelief.org

3.1.3 Les membres passifs de la diaspora

La troisième catégorie de membres des groupes diasporiques renvoie aux expatriés qui ont choisi de s'identifier à la société d'accueil et ne valorisent plus leur identité d'origine. *Les membres passifs* de la diaspora n'ont aucun contact avec les organisations formelles de l'unité ethnique constituée à l'extérieur du pays d'origine et n'apporte aucune contribution à la consolidation de la diaspora comme institution.

Etant donné que leur sentiment d'appartenance au groupe ethnique d'origine diminue à cause de l'adoption d'une nouvelle identité induite par le processus d'assimilation dans le pays d'accueil, les membres passifs de la diaspora ne cherchent pas non plus à participer aux regroupements informels fondés au sein de la communauté diasporique (réseaux secondaires) ce qui explique l'impossibilité des membres actifs d'enrôler ces migrants dans des projets collectifs même occasionnellement comme ils réussissent à le réaliser avec certains membres latents.

3.1.3.1 La participation des membres passifs aux réseaux nationaux primaires

L'insertion des membres passifs dans les réseaux nationaux de la diaspora se traduit principalement par l'existence des réseaux primaires informels qui servent d'intermédiaire entre les migrants et le pays d'origine. L'attachement au territoire de départ est une des caractéristiques essentielles d'une diaspora qui se confirme aussi dans le cas des membres passifs qui restent connectés au pays de départ via des « liens réels ou imaginaires » selon Sheffer (1993). Par rapport aux membres latents qui tissent tant des « liens forts » que des « liens faibles » par le biais des réseaux nationaux informels, les membres passifs utilisent uniquement les réseaux primaires pour le maintien des « liens forts » avec les personnes proches restées au pays. La nature des rapports gardés par les membres passifs avec la patrie diffère de celle des contacts développés par les membres latents avec les pays source.

Ce troisième groupe de représentants de la diaspora souhaite plutôt préserver une relation affective de parenté ou d'amitié avec la famille ou les amis « laissés » dans le pays de départ, tandis que les membres latents en plus de la conservation de ce type de relation ont la volonté d'augmenter le niveau de vie de ces personnes en leur envoyant différentes ressources ou en créant des activités économiques dans la communauté de départ. Si le transfert des ressources opéré par les membres latents porte un caractère intentionnel avec des effets bénéfiques non-intentionnels sur le développement du pays source alors les membres passifs envoient surtout d'une manière non-intentionnelle des ressources aux personnes du pays d'origine sauf les

remises de fonds qui portent un caractère intentionnel et ont pour but d'aider financièrement les proches restés dans le pays de départ. Comme les membres passifs de la diaspora n'envisagent pas de créer des activités économiques dans le pays d'origine, le transfert d'autres ressources à part les ressources financières se fait majoritairement d'une façon non-intentionnelle avec la probabilité de produire un impact non seulement sur les individus avec lesquels ils interagissent mais également sur la société d'origine dans laquelle habitent les bénéficiaires des ressources de la part des membres passifs.

3.1.3.2 Les effets des membres passifs sur le pays d'origine

Même si ces représentants *passifs* de la communauté ethnique ne collaborent pas avec les membres actifs qui mettent en place des actions collectives et avec les membres latents, ils sont susceptibles de produire aussi un impact positif sur le pays source d'une façon non-intentionnelle qui s'explique par les liens forts avec le pays d'origine et l'influence continue qu'ils exercent sur leurs familles, amis, collègues du pays de départ. Par rapport aux membres actifs et parfois aux membres latents qui apportent leur contribution au niveau de l'économie nationale en engageant des projets collectifs, les agents passifs de la diaspora engendrent un impact positif au niveau individuel, mais qui peut générer des effets positifs non-intentionnels au niveau du pays d'origine.

En communiquant avec leurs proches, les acteurs passifs de la diaspora transmettent des informations sur les spécificités du pays d'accueil qui peuvent être utilisées ultérieurement par les interlocuteurs du pays d'origine dans le développement des affaires à l'international. Le contact permanent entre les expatriés et le pays d'accueil est susceptible de conduire à l'apparition des nouveaux comportements, à la modification des modes de vie, de la façon de faire les choses chez les personnes vivant dans la société d'origine, ce qui peut induire un changement de priorités, de mentalités, d'adoption des nouveaux modèles organisationnels, de nouvelles technologies ; ainsi le pays source bénéficie indirectement des ressources cognitives, relationnelles, institutionnelles ou organisationnelles de la diaspora qui graduellement ont des effets positifs sur le processus du développement du pays. Malgré leur absence dans les organisations formelles du groupe ethnique, les passifs constituent une source de développement pour le pays d'origine et, comme indique Sheffer (2003) pour les « membres dormants » qui se rapprochent de notre notion des membres passifs, sous certaines conditions, peuvent s'identifier à la diaspora et ainsi devenir visibles pour les membres actifs et latents qui peuvent les entraîner dans des projets collectifs ce qui devient possible grâce à l'utilisation des nouvelles technologies de l'information et de la communication.

3.1.3.3 La possibilité des membres passifs d'intégrer les réseaux nationaux secondaires

L'avènement d'Internet et plus particulièrement du Web 2.0⁹⁰ (Web social) permet à l'internaute d'interagir avec d'autres visiteurs et de participer non seulement à la création de l'information mais également à sa diffusion. L'évolution des technologies informationnelles a apporté de nouvelles techniques de communication entre les migrants et leurs pays d'origine en devenant aussi une nouvelle forme de création et de maintien du lien social entre les membres d'une diaspora. Les multiples possibilités offertes par le Web Social participatif: les blogs, les wikis⁹¹, le réseautage social (Friendster (2002), MySpace (2003), Facebook (2004), etc.) ont facilité l'interaction entre les migrants.

Le fait d'entrer en contact rapidement et facilement avec les autres sans nécessiter le déplacement a conduit à la participation des membres passifs de la diaspora dans les communautés diasporiques créées sur Internet. Ce type de groupements sociaux introduit un certain lien entre les membres passifs et les autres membres d'une diaspora ce qui n'est pas le cas dans les réseaux nationaux réels où les membres passifs ne sont présents que dans les réseaux primaires à travers lesquels ils gardent uniquement le contact avec le pays source. L'utilisation d'Internet comme outil privilégié de socialisation déplace la définition des membres de la diaspora distingués dans la vie « réelle ». Le cyberspace rassemble les trois catégories : les membres actifs, les membres latents et les membres passifs qui participent tant aux réseaux primaires qu'aux réseaux secondaires. La prise de contact facile implique l'insertion des membres passifs dans des réseaux nationaux secondaires alors que dans la vie « réelle » ils ne sont présents que dans les réseaux primaires qui définissent le contact entre les migrants et le pays de départ.

A l'ère du numérique, l'Internet est utilisé comme moyen essentiel de communication avec le pays d'origine mais aussi d'interaction avec les autres. L'utilisation répandue des nouvelles technologies de communication parmi les expatriés engendre l'apparition du « *migrant connecté* », selon l'expression de Diminescu (2005) ou encore du « *migrant On line* » qui « *n'est en aucun cas un déraciné qui se (ré)inventerait dans des mondes virtuels afin d'échapper au démantèlement identitaire. Tout au contraire, il incarne l'acteur (post)moderne*

⁹⁰ Lors d'une conférence en 2003, Dale Daugherty, cofondateur de la société d'édition O'Reilly Media lance le terme Web 2.0 pour définir l'apparition des nouvelles techniques qui permettent aux utilisateurs internet de participer à la conception des sites et créer un réseau social.

⁹¹ Wiki est une page internet qui peut être alimentée d'une manière collaborative par les visiteurs qui modifient son contenu en ajoutant de nouvelles informations. L'encyclopédie libre Wikipédia est la forme la plus connue des wikis.

des mondes « glocaux », [à la fois globaux et locaux] tout emprunt de contrastes, dans lesquels se chevauchent, héritages, particularismes et vocations universelles » (Nedelcu, 2009 : 15). Cette nouvelle catégorie de migrants confirme davantage la « situation d'ubiquité » évoquée par Rallet et Torre (2004) devenant de plus en plus évidente par leur présence concomitante « ici et là-bas ». Via les pratiques d'Internet, les migrants se trouvent à la fois dans le pays d'origine et de destination ce qui génère une continuité entre les territoires d'origine et d'accueil mais pas à une rupture. Les nouvelles techniques de communication commencent à devenir un moyen d'existence de la diaspora, le nombre de communautés numériques en témoigne. L'accès généralisé à Internet conduit à l'apparition de nouvelles formes de communication entre les migrants et les pays source et apporte de nouvelles pratiques d'organisation d'une diaspora qui se structure dans des communautés qui utilisent les moyens électroniques pour socialiser.

En 2009, plus d'un quart (27,3%) de la population mondiale avait accès Internet à la maison, ce qui signifie que le monde comptait 1,9 milliard d'abonnés à Internet enregistrant une augmentation de 58% par rapport à 2005 où le nombre d'utilisateurs internet s'élevait à 1,2 milliard⁹². Proulx (2008 : 156) remarque que les groupes formés sur Internet ne correspondent plus à la définition classique de la communauté (*Gemeinschaft*) introduite par Tönnies (1887) comme « une forme sociale fondée sur une proximité géographique et émotionnelle, impliquant des interactions directes, concrètes, authentiques entre ses membres », ce sont des groupements où la dimension géographique n'est pas essentielle car dans le contexte des NTIC⁹³, elle est surmontée par les pratiques digitales qui permettent aux migrants de maintenir une relation encore plus intense où la présence physique est dominée par la présence virtuelle, caractéristique inhérente aux communautés créées en ligne, où Internet devient un outil d'information mais aussi de création de contacts.

Rheingold (1993 : 5) est parmi les premiers à définir cette nouvelle forme de groupes sociaux comme « communautés virtuelles » qui est l'ensemble « des liens sociaux qui se tissent sur internet quand un nombre suffisant de personnes entretiennent des discussions publiques pendant assez de temps avec suffisamment d'émotions pour fonder des réseaux de relations personnelles au sein du cyberspace »⁹⁴. Dans le même esprit, Diminescu (2005) souligne que

⁹² World Bank Data et International Telecommunication Union

⁹³ Nouvelles technologies de l'information et de la communication

⁹⁴ Notre traduction : « *Virtual communities are social aggregations that emerge from the Net when enough people carry on those public discussions long enough, with sufficient human feeling, to form webs of personal relationships in cyberspace* », (Rheingold, 1993 : 5).

« l'idée de "présence" est donc désormais moins physique, moins "topologique" mais plus active et affective, de même que l'idée d'absence se trouve implicitement modifiée par ces pratiques de communication et de co-présence ». En dépit de l'éloignement physique du pays d'origine, à travers les communautés virtuelles, les migrants maintiennent des liens affectifs forts tant avec les personnes restées au pays qu'avec les autres expatriés ayant les mêmes origines, en unifiant l'espace entre le pays de départ et le pays d'arrivée où la société du pays d'origine devient connectée à la société d'accueil du migrant ce qui conduit au rapprochement économique, culturel, social entre les pays. A travers les nouvelles techniques de communication, l'échange est permanent entre les migrants et non-migrants ce qui permet aux derniers d'« accéder » au quotidien des expatriés en découvrant en temps réel les contextes dans lesquels ils vivent et opèrent grâce à la rapidité de la transmission de l'information sur des supports électroniques ou l'utilisation des conversations vidéos. A part l'intensification des liens avec le pays source (réseaux primaires), les nouvelles pratiques de communication façonnent les rapports entre migrants (réseaux secondaires).

3.2 L'espace numérique, nouveau lieu de formation de la diaspora

La communauté virtuelle unifie l'espace en devenant un endroit commun de rencontre et d'interaction entre tous les membres de la diaspora : actifs, latents et passifs. Les membres actifs ont une plus grande possibilité de médiatiser leurs actions et de recruter de nouveaux membres pour les structures formelles, les membres latents élargissent leur entourage en entrant en contact avec d'autres migrants originaires du même pays et les membres passifs commencent à interagir avec les membres actifs et latents de la communauté migrante en devenant visibles et disponibles pour tisser des liens à l'intérieur du groupe ethnique, ainsi leur insertion dans des réseaux secondaires de la diaspora devient possible grâce à Internet et d'autant plus facile avec la multiplication des réseaux virtuels de migrants sur les sites sociaux.

3.2.1 Les réseaux sociaux comme accélérateurs de la structuration de la diaspora sur Internet

Le phénomène des réseaux sociaux sur Internet gagne en ampleur et de plus en plus de migrants l'utilisent comme principal moyen de socialisation. A travers les réseaux sociaux virtuels, les expatriés interagissent, dialoguent, échangent des informations et collaborent en

utilisant diverses formes de communication : blogs, messages instantanés, courriels électroniques, forums de discussion. Cette catégorie de sites permet aux expatriés de consulter les profils, les commentaires postés sur la page des autres utilisateurs et de choisir d'entrer en contact avec les personnes qui viennent du même pays d'origine et partagent les mêmes valeurs. La possibilité d'accéder aux « murs » des autres utilisateurs Internet facilite l'identification des personnes ayant des intérêts similaires, la même identité ethnique, ce qui permet de constituer un réseau virtuel de contacts (les « amis »), ainsi les communautés diasporiques en ligne voient le jour.

Les réseaux sociaux permettent aux membres passifs de tisser ainsi des liens faibles à l'intérieur de la communauté migrante qui peuvent évoluer vers une relation d'amitié et des rencontres face-à-face tandis que dans les communautés tangibles, les membres passifs ne développent que des liens forts avec le pays d'origine à travers les réseaux primaires informels.

Les sites les plus populaires qui hébergent le plus de communautés virtuelles sont Facebook et MySpace qui occupent près de 80% des utilisateurs des réseaux sociaux qui à la fin de 2009 atteignaient le chiffre de 830 millions.⁹⁵ En 2008 Facebook a dépassé MySpace en devenant leader mondial des sites de réseaux sociaux avec 120 millions d'utilisateurs contre 100 millions⁹⁶ pour MySpace spécialisé dans la musique et le divertissement. En juillet 2010, Facebook a annoncé le chiffre historique de 500 millions⁹⁷ de ses membres actifs ce qui représente 4 fois plus qu'en 2008 en comptant plus de 26 % du nombre total d'utilisateurs Internet. A ce jour, on ne dispose pas de données concernant les communautés virtuelles de migrants, mais la croissance des sites de réseaux sociaux et l'augmentation du nombre des groupes de migrants qui s'y créent dénote que le phénomène gagne du terrain dans les pratiques de communication et de structuration de la diaspora.

3.2.2 L'organisation des communautés de migrants en ligne

Grâce à Internet, les expatriés peuvent échanger plus d'informations, de photos ou de vidéos, des outils qui remplacent les pratiques traditionnelles d'interaction face-à-face et des lettres classiques. L'espace virtuel est un lieu de construction, de maintien des contacts mais aussi un

⁹⁵ International Telecommunication Union News (2010), *The rise of social networking*, July-August 2010, disponible sur: <http://www.itu.int/net/itunews/issues/2010/06/35.aspx>

⁹⁶ Orange (2009), *Les réseaux sociaux poursuivent leur croissance*.

⁹⁷ Statistics Facebook (<http://www.facebook.com/press/info.php?statistics>)

endroit de création et de transmission d'information d'une manière interactive et collective sur des sujets différents dans le domaine culturel, social, économique, politique, scientifique, etc. Les forums publics de discussion constituent une forme concrète de construction et de diffusion d'information non seulement pour les migrants mais également pour les non-migrants grâce à la facilité d'adhésion et de participation aux débats. Nedelcu (2002b : 42) indique qu'un forum de discussion est « *tout à la fois, bourse aux emplois, chambre de commerce et guide complet à l'usage du migrant et du candidat à l'émigration, ce site lui donne clés et mots de passe pour qu'il s'intègre* ». Généralement, ce mode de communication est mis en place par les migrants qui veulent partager leur expérience et aider d'autres compatriotes dans leur projet migratoire. D'une manière générale, les forums de discussion de migrants sont lancés sur des plateformes qui permettent leur création (MSN Groupes, Yahoo Groupes, Google Groupes) ou sur les sites de réseaux sociaux (Facebook, MySpace) ou encore sur des sites Internet indépendants, et ils sont organisés autour des sujets qui couvrent tous les moments du processus migratoire, les possibilités professionnelles dans le pays d'accueil, le mode de vie de la société d'installation, etc. Tenant compte du fait que par rapport à un chat, le forum archive les discussions précédentes, les intéressés peuvent consulter le contenu des messages même sans être membre du groupe mais aussi permet aux chercheurs et voire aux décideurs politiques de trouver des informations utiles. Pour participer aux discussions, les migrants doivent s'enregistrer. Ils peuvent soit afficher leur identité ou garder l'anonymat en choisissant un pseudonyme, ce qui leur permet d'avoir plus de liberté pour exprimer leurs opinions, frustrations qu'ils ne le feraient dans la vie « réelle ». Ils peuvent choisir de contribuer publiquement aux discussions sur divers sujets ou envoyer des messages privés aux membres qui leur ont posé une question ou aux personnes de la part desquelles ils veulent obtenir des informations plus précises.

Un exemple de forum de la diaspora qui révèle les catégories de thèmes abordés par les expatriés ou les futurs migrants et les pratiques de participation est le forum *Romanian-Portal* de la diaspora roumaine où les discussions vont des modalités d'émigration aux Etats-Unis, Canada et l'Union-Européenne, les types de visa, les stratégies matrimoniales, offres d'emplois, diverses annonces, communautés roumaines dans différents pays d'accueil aux sujets relatifs à la situation économique et politique du pays, aux événements culturels organisés (spectacles, concerts, lancement des journaux en roumain, etc.).

FIGURE 3.2: LE SITE INTERNET DE ROMANIAN-PORTAL



Source : <http://forum.romanian-portal.com/>

L'analyse du forum de la diaspora roumaine montre que lors de ces discussions, les migrants roumains échangent des informations tant sur des sujets généraux concernant le processus migratoire que sur des sujets spécifiques portant sur le contexte du pays d'origine, les avantages de l'installation dans le pays de départ qui peuvent servir tant pour les non-migrants qui souhaitent émigrer mais aussi pour les hommes politiques pour identifier les domaines à améliorer.

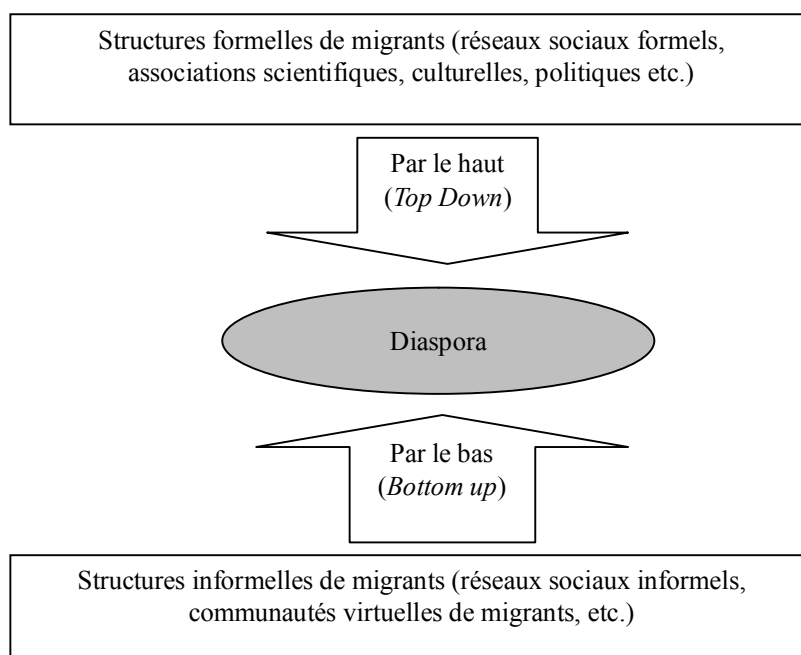
3.2.3 Le regroupement de migrants en ligne : processus novateur de structuration de la diaspora

Si les associations diasporiques mènent à la structuration du groupe ethnique à travers des canaux officiels alors les communautés virtuelles de migrants, plus particulièrement au début du processus de structuration de la diaspora, émergent à partir des relations informelles établies entre les expatriés participant à diverses formes de discussion en ligne. Cette modalité de consolidation de la diaspora nous la qualifions « par le bas » (*bottom-up*) ce qui constitue

une nouvelle forme de concentration des ressources prêtes à être utilisées tant par les expatriés eux-mêmes que par les pays d'origine qui se distingue de l'agglomération de ressources réalisée par les organisations formelles par le caractère non-intentionnel de l'action des expatriés de maintenir le contact avec le pays d'origine mais aussi avec d'autres migrants à travers les pratiques numériques.

Dans le cas des structures associatives formelles la motivation de connecter les membres d'une diaspora nait à l'initiative d'un groupe d'expatriés qui se propose de réunir d'autres compatriotes pour une cause commune en institutionnalisant ainsi les rapports sociaux informels, ou elles peuvent apparaitre sous l'impulsion de l'Etat d'origine qui voit dans la diaspora une source de développement et veut construire une relation de collaboration, ou elles naissent à l'initiative conjointe de certains membres actifs de la diaspora et du pays d'origine. Cette forme de structuration de la communauté migrante peut être qualifiée comme consolidation « par le haut » (*top-down*) car elle se réalise par le biais d'un groupe d'initiative légitime de la diaspora, par une centralité qui a une personnalité juridique. Elles révèlent le caractère intentionnel des actions des membres actifs et/ou de l'Etat d'origine de réunir les expatriés dans une organisation solide pour agglomérer leurs ressources dans le but d'une participation plus efficace au processus du développement du pays de départ. La constitution intentionnelle des réseaux formels est toujours associée à une volonté (intentionnelle) de contribuer au développement du pays d'origine mais dans beaucoup de cas les structures formelles diasporiques ne disposent pas d'un projet défini et d'un mode de fonctionnement qui montrerait la cohérence entre les discussions et les mesures concrètes entreprises. Souvent les initiatives restent au niveau de discussions ce qui démotive d'autres expatriés à participer à la vie des réseaux formels préférant plutôt se rassembler dans des structures informelles avec des personnes ayant les mêmes origines pour satisfaire le besoin de socialisation.

FIGURE 3.3: LES FORMES DE STRUCTURATION DE LA DIASPORA : CONSOLIDATION
« PAR LE HAUT » ET « PAR LE BAS »



En comparaison avec les associations qui doivent faire des campagnes de mobilisation pour inciter les membres d'une diaspora à adhérer à un projet commun, les communautés des migrants en ligne agissent comme un pôle d'attraction naturel des migrants venant du même pays de départ. Grâce à la facilité de contact, à l'absence de contraintes liées à la présence physique, les groupes virtuels attirent plus de participants qui ont la nécessité d'interagir avec d'autres expatriés venant du même territoire qui ne sont pas uniquement installés dans le même pays de destination mais également dans d'autres régions du monde. Ces groupes se créent « naturellement », la force d'attraction se traduit par la même origine, même culture, même identité, même but de contribuer au développement du pays source.

3.2.4 Les communautés virtuelles comme pôle d'attraction des membres de la diaspora

Si on prend à titre d'exemple la communauté diasporique moldave en France et on compare le nombre des associations à celui des groupes virtuels, on constate que ce dernier est bien supérieur et que les réseaux virtuels réunissent plus d'expatriés moldaves que les structures diasporiques formelles tangibles. Selon les données du Bureau moldave des relations interethniques à ce jour il y a seulement deux associations créées en France : l'« Association des Moldaves de France » (*Asociația moldovenilor din Franța*) qui compte environ 20

membres et l'« Association de la communauté moldave en France » (*Asociația comunității moldovenești în Franța*) qui ne dépasse pas le chiffre de 30 personnes. En ce qui concerne le nombre des communautés virtuelles de Moldaves en France, nous avons identifié au moins 4 sur Odnoklassniki⁹⁸ et 5 sur Facebook, certaines d'entre elles dépassent largement le nombre de 300 membres comme c'est le cas de la « Communauté orthodoxe moldave de Paris » (*Comunitatea ortodoxă a Moldovenilor de la Paris*) qui rassemble 312 membres ou un autre groupe en ligne « Les Moldaves en France » qui dénombre 683 membres.

Malgré le fait que les mêmes expatriés sont les membres de plusieurs communautés virtuelles à la fois, leur nombre reste beaucoup plus important que celui d'associations formelles tangibles.

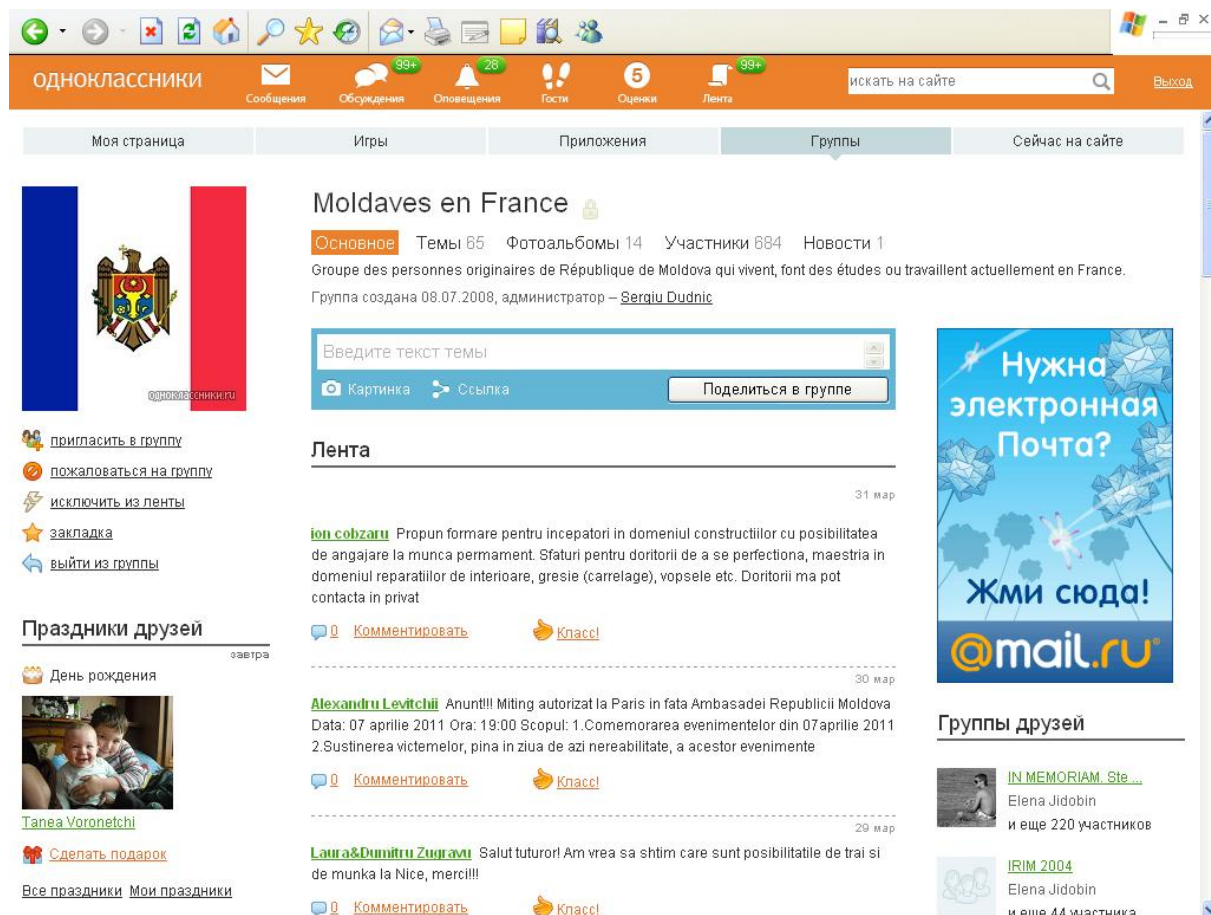
TABLEAU 3.11 : LES COMMUNAUTÉS VIRTUELLES DE LA DIASPORA MOLDAVE EN FRANCE

Sites de réseaux sociaux	Nom de la communauté virtuelle	Nombre de membres
Odnoklassniki	1. La Communauté orthodoxe moldave de Paris (<i>Comunitatea ortodoxă a Moldovenilor de la Paris</i>)	312
	2. La Communauté des moldaves de France (<i>Comunitatea Moldovenilor din Franța</i>)	552
	3. Les Moldaves en France	683
	4. Les Moldaves à l'étranger (<i>Moldova în străinătate</i>)	2052
Facebook	1. Les étudiants moldaves à Lyon (<i>Studentii Moldoveni la Lyon</i>)	54
	2. Les Moldaves à Strasbourg (<i>Moldovenii la Strasbourg</i>)	41
	3. Les étudiants moldaves à Paris (<i>Studentii din Moldova la Paris</i>)	47
	4. Les étudiants moldaves à l'étranger (<i>Moldavian students studing abroad</i>)	136

Le cyberspace est utilisé par les migrants comme outil de communication mais aussi d'information sur les possibilités d'emploi, de logement dans le pays de destination, sur les événements organisés par la communauté diasporique, etc.

⁹⁸ Odnoklassniki.ru (*camarades de classe*) est un réseau social sur Internet qui est une version russe de Facebook. Il a été créé en 2006 pour réunir les personnes qui ont fréquenté la même école en Russie et dans les pays composant l'ex-Union Soviétique. Le réseau virtuel compte aujourd'hui environ 45 millions de membres enregistrés et 10 millions d'utilisateurs par jour.

FIGURE 3.4 : LA PAGE ODNOKLASSNIKI DE LA COMMUNAUTÉ VIRTUELLE
« MOLDAVES EN FRANCE »



Source: <http://www.odnoklassniki.ru/>

La communauté virtuelle des « Moldaves en France » compte 683 membres et propose 65 sujets de discussions à travers lesquels les membres du groupe partagent des informations sur les opportunités professionnelles en France, les possibilités de régularisation, d'obtention des bourses d'études, diverses offres d'emploi, location mais aussi des conversations portant sur l'instabilité politique en Moldavie, les craintes liées au retour dans le pays de départ, etc.

En ce qui concerne la diaspora roumaine, par exemple en France il y a 33 associations⁹⁹ qui dépassent rarement le nombre de 50 membres alors que les communautés virtuelles repérées sur Facebook réunissent beaucoup plus d'expatriés roumains.

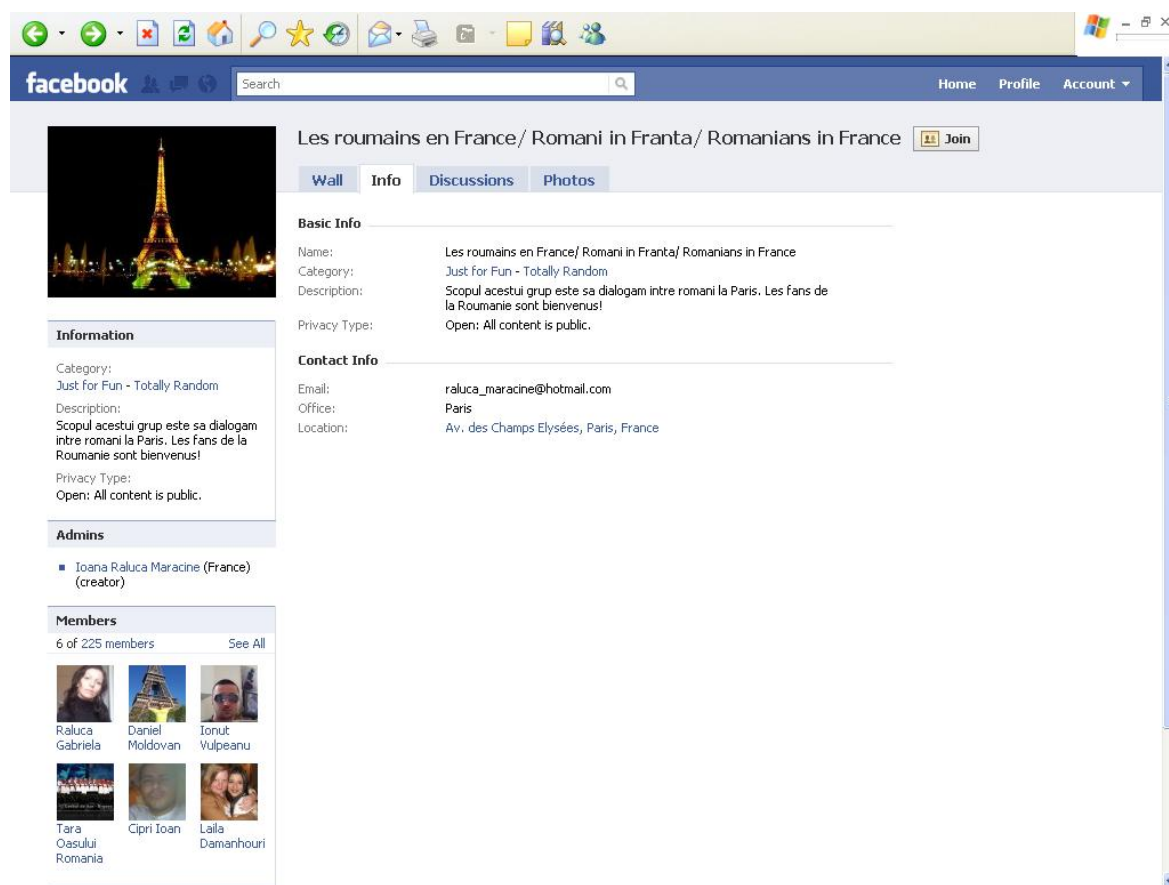
⁹⁹ Selon sur le site (www.mandrusafiroman.ro) de l'association « Mândru să fii român (*fier d'être Roumain*, en français)».

TABLEAU 3.12 : LES COMMUNAUTÉS VIRTUELLES DE LA DIASPORA ROUMAINE EN FRANCE

Site de réseaux sociaux	Nom de la communauté virtuelle	Nombre de membres
Facebook	1. Les Roumains en France/ Romanii in Franta/ Romanians in France	225
	2. Roumains et Romaines qui vivent en France	110
	3. Café Franco-Roumain & Etudiants Roumains à Nantes 2009-2010	50
	4. Les Etudiants Roumains en France (<i>Studentii români in Franta</i>)	89
	5. Les étudiants roumains à Strasbourg (<i>Studentii Romani la Strasbourg</i>)	47
	6. Roumains Parisiens	178
	7. Roumains à Paris (<i>Românii la Paris</i>)	210
	8. Pour tous ces Roumains à Montpellier	64
	9. PROSAF-association des professionnels roumains de la santé en France	83

La plus nombreuse communauté virtuelle de migrants roumains recensée sur Facebook est « Les Roumains en France/ Romanii in Franta/ Romanians in France » qui sert comme plateforme de discussion et d'information pour les Roumains qui travaillent et habitent en France.

FIGURE 3.5: LA PAGE FACEBOOK DE LA COMMUNAUTÉ VIRTUELLE « LES ROUMAINS EN FRANCE/ ROMANII IN FRANTA/ ROMANIANS IN FRANCE »



Source : <http://www.facebook.com/>

Les Roumains qui participent à cette communauté virtuelle échangent entre eux leurs parcours migratoires, des informations concernant l'ascension professionnelle et sociale en France mais aussi portant sur des activités qui visent la promotion de la culture et de la langue roumaine à travers l'organisation des concerts, spectacles, cours de roumain, etc.

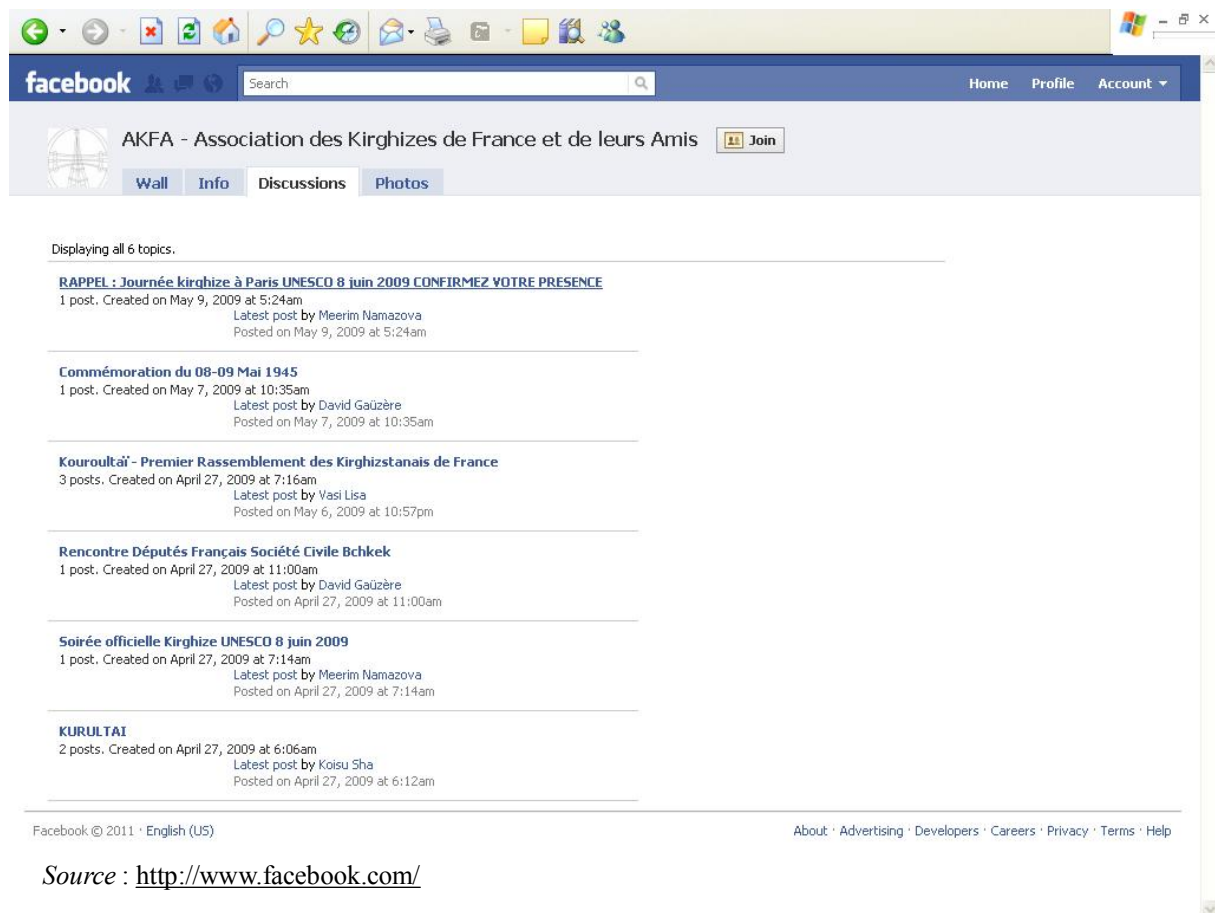
La diaspora kirghize, qui est plus récente par rapport aux diasporas roumaine et moldave offre également des exemples de communautés virtuelles qui réunissent plus de membres que les groupements de migrants tangibles. Malgré une structuration limitée en réseaux secondaires, notamment dans les pays de l'« étranger lointain », l'utilisation d'Internet a facilité la création des liens entre les expatriés kirghizes. La présence de la diaspora kirghize sur les sites de réseaux sociaux se partage entre le site russe Odnoklassniki utilisé davantage pour la communauté kirghize en Russie qui compte plus de 50 communautés virtuelles et Facebook employé plutôt par les migrants kirghizes en dehors de l'ex-espace soviétique. Concernant les rassemblements virtuels des migrants kirghizes en France nous avons identifié deux sur Facebook et un sur Odnoklassniki.

TABLEAU 3. 13: LES COMMUNAUTÉS VIRTUELLES DE LA DIASPORA KIRGHIZE EN FRANCE

Sites de réseaux sociaux	Nom de la communauté virtuelle	Nombre de membres
Odnoklassniki	1. Les Kirghizes en France	20
Facebook	1. Association des Kirghizes de France et de leurs Amis	118
	2. La Yourte Kirghize	111

La page Facebook de l'« Association des Kirghizes de France et de leurs Amis » a été créée pour rassembler plus de Kirghizes installés en France et de faire circuler plus rapidement l'information parmi les migrants kirghizes ce qui est plus difficile à réaliser que par la structure tangible.

FIGURE 3.6: LA PAGE FACEBOOK DE L'« ASSOCIATION DES KIRGHIZES DE FRANCE ET DE LEURS AMIS »



Source : <http://www.facebook.com/>

Les 118 membres de la communauté virtuelle participent aux 6 thèmes de discussion qui visent plutôt l'organisation d'événements culturels en langue kirghize en France.

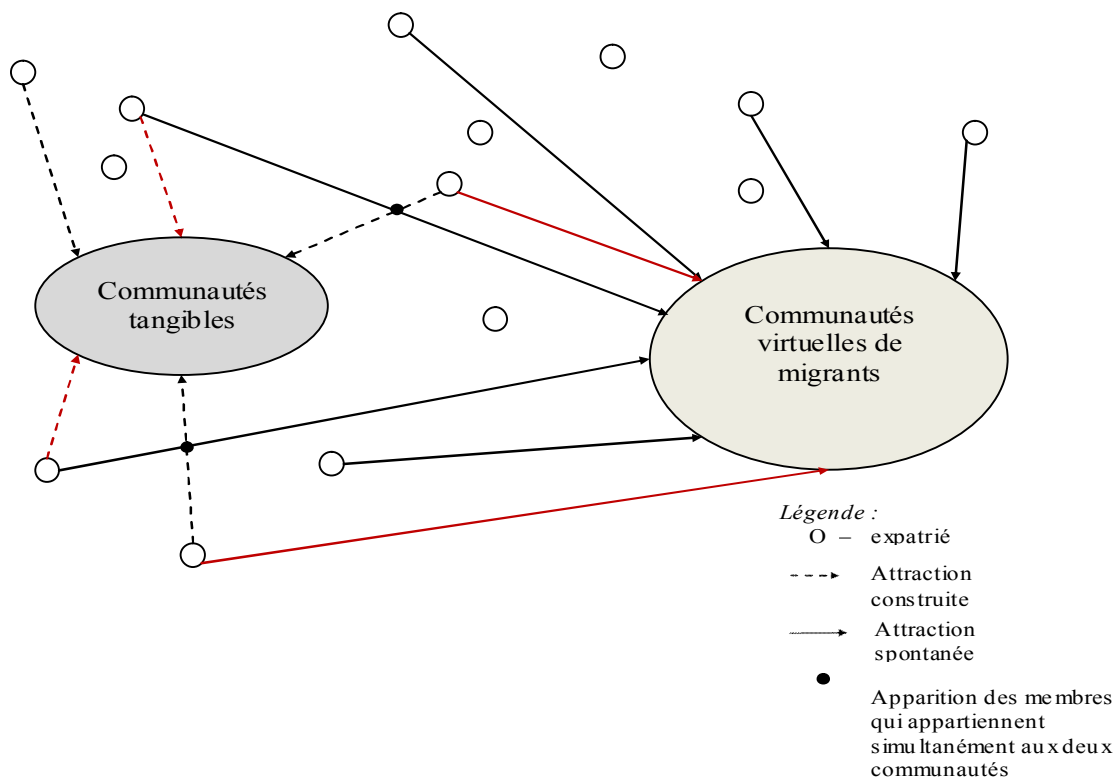
L'espace virtuel est ouvert à tous les migrants, l'information se crée d'une manière interactive, décentralisée et déterritorialisée, en comparaison avec les communautés tangibles formelles où l'information est produite par la centralité avec une aire de diffusion de l'information limitée à l'entourage proche de l'association, et dans le meilleur des cas au niveau du pays d'installation, tandis qu'aux discussions des communautés on-line de migrants accèdent toutes les personnes qui se regroupent dans des buts divers : chercher des informations sur le pays potentiel d'accueil, partager des expériences, communiquer avec des personnes ayant les mêmes origines, apporter leur aide aux nouveaux arrivants, réunir le capital cognitif, humain et social pour des actions collectives adressées aux pays d'origine, etc.

L'attraction des groupes en ligne s'explique aussi par l'absence du jugement sur le statut social dans le pays d'accueil et sur la réussite professionnelle des migrants participants, ce qui n'est pas toujours le cas dans les associations tangibles. Il y a aussi la liberté d'exprimer ses opinions, les migrants n'osent pas dire tout ce qu'ils pensent lors des rencontres formelles, dans des discussions de groupe sur Internet, ils n'ont pas le complexe de parler, cette liberté d'expression sur Internet est différente, elle supprime non seulement les barrières en termes de distance mais aussi en termes de déclarations, ainsi ces conversations peuvent être une source importante tant pour les chercheurs que pour les décideurs politiques.

3.2.5 La complémentarité des communautés virtuelles et tangibles

Dans des structures diasporiques formelles qui formalisent le lien social, le pouvoir d'attraction doit être construit, c'est l'intentionnel qui guide la structuration de la diaspora tandis que dans le cas des groupes virtuels, le non-intentionnel conduit à la consolidation. Ces communautés en ligne constituent un réservoir de formalisation de la diaspora, elles sont susceptibles de devenir les associations de demain ou de fournir des membres pour les associations existantes.

FIGURE 3.7: LE POUVOIR D'ATTRACTION DES COMMUNAUTÉS TANGIBLES ET VIRTUELLES



Dans le cas des communautés tangibles, la proximité géographique des expatriés joue un rôle important dans leur consolidation. Pour les organisations formelles de la diaspora, les membres actifs sont les bâtisseurs d'un environnement attrayant pour d'autres expatriés étant dans le même pays d'accueil, quant aux réseaux informels tangibles, même si leur apparition est plus naturelle par rapport aux structures formelles, leur création est conditionnée par le nombre de contacts établis avec les migrants du même pays d'origine installés dans un certain pays de destination, tandis que pour les communautés virtuelles, la dimension physique disparaît et le facteur essentiel de la structuration devient les affinités, les intérêts communs, ce qui génère des conditions propices à la constitution de groupes spécialisés réunissant des migrants installés dans différents pays d'accueil : professionnels, scientifiques ou culturels qui peuvent apporter leur contribution au pays source par secteur d'activité.

La consolidation de la diaspora sur Internet conduit au développement des réseaux secondaires non seulement au niveau d'un seul pays de destination comme dans le cas des réseaux tangibles basés sur la proximité physique mais aussi aux réseaux secondaires reliant les migrants installés dans divers pays d'accueil même pour les diasporas émergentes. Par conséquent, l'arrivée d'Internet modifie la définition des diasporas qu'on retient dans la « vie réelle ». Dans le deuxième chapitre de cette thèse, nous avons présenté deux catégories de diaspora : d'une part, celles à maturité qui sont bien structurées tant en réseaux primaires qu'en réseaux secondaires au niveau d'un seul pays d'installation mais aussi entre différents pays de destination, et d'autre part les diasporas émergentes qui se définissent principalement par une consolidation en réseaux primaires liant les migrants avec le pays d'accueil tandis que la structuration en réseaux secondaires à l'échelle d'un seul pays d'arrivée est faible et quasiment inexistante entre les migrants résidant dans différents pays d'accueil. L'apparition des réseaux virtuels de migrants modifie cette définition et révèle que même dans le cas des diasporas en construction à travers Internet, les expatriés tissent des liens avec leurs compatriotes émigrés vers divers pays d'accueil ce qui favorise la circulation des idées, des connaissances, des technologies entre les migrants ainsi le pays d'origine de la diaspora émergente peut bénéficier de ressources créées en commun par les expatriés non seulement d'un seul pays d'accueil mais de plusieurs régions d'installation.

La figure ci-dessus (figure 3.7) montre que les groupements de migrants dans un contexte « réel » sont les produits d'une attraction stimulée soit par les membres actifs dans le cas des réseaux formels soit par les liens tissés entre migrants pour les rassemblements informels, alors que les communautés virtuelles d'expatriés résultent d'une attraction spontanée grâce à

la facilité d'adhésion au groupe et à la possibilité de choisir des interlocuteurs avec des intérêts semblables, un choix qui ne se limite pas uniquement à un pays de destination comme dans le cas des formes tangibles d'organisation d'une diaspora mais couvre les migrants dispersés dans tous les coins du monde. Les communautés en ligne ne se substituent pas aux rencontres physiques des migrants, et par conséquent ne remplacent pas les communautés tangibles. Au contraire, elles supplémentent les moyens de communication des groupements tangibles de migrants en multipliant la forme de création et de diffusion de l'information, de perpétuation de la mémoire collective, de consolidation du groupe ethnique et deviennent aussi un outil complémentaire de transmission de ressources vers le pays d'origine. L'utilisation de la communication digitale permet de réunir plus de personnes à la fois n'impliquant plus la contrainte du temps et de la distance, ainsi chaque participant apporte sa contribution à la production de l'information en temps réel et à sa propagation à un public large. L'utilisation d'Internet comme moyen de communication pour les migrants ne signifie pas la rupture entre les communautés tangibles et en ligne mais plutôt un lieu de rencontre où les trois catégories de membres de la diaspora interagissent entre eux, en se connaissant et même en mettant en place des relations de collaboration. Comme déjà mentionné, la prise de contact facile dans l'espace virtuel peut inciter mêmes les membres passifs de la diaspora à interférer avec les internautes venant du même pays d'origine ce qui entraîne leur participation aux réseaux nationaux informels virtuels qui peut même évoluer vers l'insertion dans les communautés réelles du groupe d'origine.

Le point d'intersection entre les membres des communautés tangibles (attraction construite) et les membres des communautés virtuelles (attraction spontanée) définit l'apparition des membres d'une communauté diasporique qui sont présents tant dans les structures tangibles que dans les formes virtuelles de consolidation d'une diaspora. Il constitue aussi un moment d'identification des nouveaux membres pour les associations diasporiques ou pour les réseaux informels tangibles du groupe diasporique. Les flèches rouges de la figure 3.7 illustrent le processus d'accumulation de formes de participation simultanée dans les organisations tangibles et numériques de la diaspora, ainsi les membres des communautés tangibles deviennent aussi des membres des groupes diasporiques virtuels et vice-versa.

Les liens qui se tissent entre les migrants sur la « Toile »¹⁰⁰ forment un « capital social virtuel » qui est en continuité et en complémentarité avec le capital social tangible à utiliser pour la réalisation des actions concrètes en faveur du pays d'origine. Les rapports informels

¹⁰⁰ Terme utilisé pour désigner Internet, La toile est la traduction du mot anglais web.

créés et maintenus dans une structure virtuelle peuvent évoluer vers des organisations formelles qui formalisent les liens virtuels et même vers des entités tangibles. Le processus de formalisation des réseaux sociaux virtuels de migrants s'effectue dans le sens inverse des structures tangibles où il y a d'abord identification des membres actifs qui constituent le cœur de la mobilisation des ressources qui sont en règle générale peu nombreux mais tous motivés à contribuer au développement du pays d'origine, pour former ensuite des regroupements formels attirant d'autres membres qui partagent le même idéal. Dans le cas des communautés numériques au contraire, les membres actifs des futures structures formelles naissent d'un rassemblement en masse de migrants, généralement informel, qui réunit un nombre important d'expatriés mais qui ne sont pas tous motivés à mettre en commun leurs ressources pour améliorer le processus de développement du pays d'origine. Par conséquent, c'est uniquement un nombre limité d'expatriés qui s'unissent pour former des structures qui formalisent les liens sociaux informels créés sur internet. Par rapport aux communautés tangibles, les communautés nées sur Internet permettent une identification plus rapide des membres qui ont les mêmes intérêts et offre une base plus importante de recrutement d'autres participants aux actions organisées par le groupe formel institué.

3.2.6 Du virtuel au tangible

Certains de ces groupes virtuels ne se limitent pas seulement aux discussions sur les actualités du pays d'origine ou sur leur expérience migratoire, ils organisent des activités de promotion de la culture de leur pays et de la solidarité nationale en arrangeant des concerts pour les fêtes nationales, des sorties entre compatriotes, etc. Par conséquent, ces groupes existant uniquement sur internet peuvent évoluer vers des réseaux sociaux tangibles qui jouent un rôle important dans la perpétuation de la mémoire collective, des valeurs héritées du pays d'origine dans le pays de destination. Les discussions menées dans l'espace virtuel deviennent un moyen d'incitation à mettre en place des pratiques sociales, culturelles, professionnelles, etc. Sur Internet, les individus tissent des liens sociaux en fonction de leurs affinités, intérêts communs. Les expatriés utilisent aussi l'espace numérique comme un outil d'identification avec les autres migrants venant du même pays d'origine, ayant à la base le critère de la même identité nationale, même culture, histoire, langue en constituant ainsi « le capital social virtuel » de la diaspora.

C'est aussi une forme d'affirmation du groupe ethnique non seulement dans un pays de destination, mais dans un espace *extranational* où il devient visible et crédible par l'apparition

des réseaux sociaux spécialisés qui ne se limitent pas uniquement aux discussions mais les matérialisent à travers des actions collectives, scientifiques ou culturelles. L'expérience témoigne de plus en plus de la formalisation des liens créés sur Internet entre les migrants, même pour les diasporas émergentes. En analysant les aspects qualitatifs de l'émigration des ingénieurs roumains en informatique au Canada à l'ère du numérique, Nedelcu (2002 : 147) remarque que « *les NTIC sont indissolublement liées à l'instrumentalisation des ressources professionnelles, sociales et humaines en situation migratoire* » qui mènent à la formalisation de relations tissées dans l'espace virtuel qui devient « *un espace inédit de sociabilité et d'adaptation surprenantes* ». En tant qu'exemple de formalisation des contacts sociaux des informaticiens roumains au Canada est l'évolution du website www.thebans.com créé en 1996 par un couple de Roumains immigrés au Canada comme moyen de partage de leur expérience migratoire vers des « formes associatives diverses » : de promotion de la culture roumaine, des projets communs de recherche, la concrétisation des initiatives entrepreneuriales et touristiques (Nedelcu, 2003).

Dans le même ordre d'idée peut être évoqué un autre exemple de formalisation des communautés virtuelles des expatriés roumains, notamment le projet Ad-Astra qui a vu le jour en 2001 sur Internet à la suite des discussions en ligne entre les scientifiques roumains dispersés dans plusieurs pays de destination dans le but de lier les scientifiques roumains vivant à l'étranger entre eux mais aussi avec leur collègues restés aux pays. Ces deux cas confirment la thèse de continuité et de complémentarité entre les communautés tangibles de migrants et les communautés virtuelles qui réussissent à matérialiser les discussions en actions. Cette nouvelle forme d'existence de la diaspora développe aussi des réseaux secondaires et primaires spécialisés entre les expatriés et le pays d'origine en étant une plateforme d'échanges scientifiques, culturels, politiques, sociaux, donc un lieu de création de richesses cognitive, culturelle, et sociale qui peuvent être mises au service du pays d'origine.

L'utilisation des NTIC par les migrants a induit des changements importants dans l'organisation d'une diaspora et a facilité les transferts multiples vers les pays d'origine. Le numérique a produit des modifications dans la définition des catégories de membres du groupe diasporique et des types de diaspora identifiés dans la « vie réelle ». L'élimination de la barrière géographique grâce à Internet a favorisé la participation des membres secondaires d'expatriés des diasporas émergentes tant au niveau d'un seul pays de destination qu'au niveau de plusieurs pays d'accueil. La complexité des liens et la rapidité de la transmission des idées, des connaissances, des savoir-faire vers le pays d'origine à travers les réseaux

virtuels renforcent davantage notre argumentation portant sur l'importance des effets intentionnels et non-intentionnels non-financiers qu'une diaspora est susceptible de générer sur le pays de départ. L'étude de terrain qui sera analysée dans le chapitre suivant nous permettra de montrer le positionnement des communautés virtuelles dans notre grille de lecture des effets et d'identifier le type de ressources qui circulent et leur impact sur le pays d'origine.

4 Conclusion

Le présent chapitre livre d'une part, un état des lieux des effets des ressources financières et d'autre part une analyse détaillée mettant en évidence l'importance des ressources non financières de la diaspora sur le pays d'origine qui ont été longtemps ignorées. L'introduction de la notion de l'intentionnalité dans cette étude permet de révéler la complexité des effets produits tant par les ressources financières que par les ressources relationnelles, cognitives, institutionnelles, organisationnelles et symboliques. La décision des migrants d'envoyer des ressources vers le pays d'origine afin d'atteindre des objectifs visés en termes d'amélioration de conditions de vie des proches restés au pays ou pour la création d'une activité entrepreneuriale est susceptible d'induire également des effets multiplicateurs non-intentionnels, non recherchés par l'auteur de l'action mais qui à long terme ont un impact positif sur le processus de développement au niveau de la région d'origine des bénéficiaires ou même du pays.

L'analyse des ressources financières de la diaspora à travers la notion d'intentionnalité et l'intégration des approches de court terme et long terme nous a permis de montrer que l'impact des remises de fonds sur le pays d'origine des migrants est plus complexe et dépasse la vision réductrice selon laquelle leur utilisation pour la consommation courante n'apporterait aucun effet positif sur le développement du pays source et que seuls les investissements dans les activités productives pourraient encourager le processus de développement. Nous avons vu que pour les deux usages de base : consommation et investissement, les transferts de fonds manifestent à long terme un impact positif non-intentionnel sur l'ensemble de l'économie.

L'intentionnalité des migrants d'envoyer de l'argent pour satisfaire un besoin immédiat de consommation de la famille restée dans le pays d'origine conduit à l'augmentation du pouvoir d'achat des bénéficiaires, à la réduction de la pauvreté du ménage récepteur, à l'incitation à

investir dans l'éducation et la santé, ce qui contribue à long terme à l'accumulation du capital humain, à l'accroissement de la productivité du travail, à la création d'un milieu propice à l'innovation et par conséquent, au développement du pays d'origine. Les sommes envoyées pour la création d'une activité entrepreneuriale dans le but d'apporter un revenu supplémentaire peuvent avoir un effet positif sur : la création d'autres entreprises, la baisse du taux de chômage dans la région, etc., des effets qui ultérieurement influencent positivement le processus de développement au niveau du pays. Malgré ces effets positifs, nous avons également montré que pour les pays qui reçoivent des flux financiers importants de la part des migrants, ces ressources sont susceptibles de produire des effets négatifs comme l'appréciation du taux de change réel, la baisse de compétitivité des produits locaux. Ces effets pervers peuvent être minimisés à travers des mesures politiques bien réfléchies pour rendre le climat des investissements plus favorable afin d'encourager la canalisation des remises de fonds vers des activités productives.

En ce qui concerne les ressources non financières de la diaspora, elles contribuent au rapprochement entre le pays d'origine et les pays de destination des migrants à travers les transferts cognitifs, relationnels, institutionnels, organisationnels et symboliques dirigés vers le pays source qui donnent lieu à l'apparition de diverses formes de proximité entre les deux catégories de pays ne se limitant pas à la simple proximité géographique.

La diffusion des ressources non financières de la diaspora vers le pays d'origine comme dans le cas des ressources financières engendre des effets tant intentionnels que non-intentionnels. Dans le cas des ressources cognitives, l'effet intentionnel se manifeste par la mise en place des unités économiques dans le pays d'origine afin de bénéficier de l'environnement académique et de recherche des régions connues par les expatriés possédant ces qualités, ou encore par la formulation des conditions favorables par l'Etat d'origine pour attirer le capital cognitif des expatriés comme par exemple par la création des technopoles. La dimension non-intentionnelle des transferts cognitifs se traduit par la transmission des connaissances liées au territoire d'accueil lors des discussions avec les personnes restées au pays source ou lors des visites avec un impact sur la population locale qui change la vision sur la culture d'affaires, du voyage, les aspirations professionnelles, etc., ou l'envoi des technologies ou de nouveaux matériels qui incitent les bénéficiaires à suivre des formations pour pouvoir les utiliser. La diaspora donne accès aux réalisations du pays d'installation et permet au pays d'origine d'en bénéficier à moindre coût en les adoptant ou adaptant, ce qui augmente les capacités d'innovation du pays source. Elle contribue à réaliser « l'avantage du retard du

développement » (*advantage of backwardness*) décrit par Gersrschenkron selon lequel les pays suiveurs ont un avantage sur les pays leaders parce qu'ils tirent profit des progrès technologiques des derniers sans avoir eu à supporter les coûts de leur réalisation (Gerschenkron, 1962). Les transferts cognitifs permettent au pays d'origine de bénéficier à travers la diaspora des progrès technologiques d'un autre pays, d'accéder aux nouveaux marchés, de connaître des biens et services originaires du pays d'installation, etc.

Les ressources relationnelles de la diaspora permettent la transmission de toutes les ressources qu'une communauté nationale possède. Les réseaux diasporiques font l'articulation entre les migrants eux-mêmes et entre la communauté diasporique et le pays d'origine. Grâce à ce dernier lien fondamental, le pays de départ peut bénéficier des ressources possédées par la diaspora et à travers les réseaux, les expatriés peuvent contribuer au développement du pays même sans y retourner physiquement. Si au début du processus de structuration de la communauté diasporique, ses ressources relationnelles facilitent l'intégration sociale et professionnelle des nouveaux migrants originaires du même pays, avec l'avancement dans la consolidation du groupe diasporique, ces ressources peuvent être utilisées par les membres de la diaspora dans la création des associations professionnelles et de recherche qui constituent une plateforme d'affaires ou d'échanges scientifiques entre les pays d'origine et d'accueil. Ou encore comme montré plus haut, les ressources relationnelles de la diaspora sont utilisées par les pays de départ pour se faire connaître à l'étranger. Les expatriés installés dans les pays d'arrivée s'identifient aux autres migrants originaires du même pays par nécessité de surmonter les difficultés liées au territoire d'accueil ou par volonté de partager les mêmes valeurs, la même langue, culture et d'apporter leur contribution au développement du pays d'origine.

L'analyse des ressources non financières de la diaspora et leurs effets sur le pays d'origine nous a permis de montrer que le groupe diasporique est également un vecteur de changement à travers la transmission des nouvelles règles formelles et informelles, fournisseur des modèles organisationnels, promoteur de l'image du pays d'origine à l'étranger, des éléments qui favorisent une meilleure intégration dans l'économie mondiale.

Ce chapitre s'est penché aussi sur la modalité d'organisation de la diaspora en structures formelles et informelles ainsi que sur la mobilisation des ressources en montrant le rôle des membres de la communauté diasporique : les membres actifs, les membres latents et les membres passifs. La classification des membres de la diaspora repose sur deux dimensions :

la participation aux réseaux nationaux diasporiques (primaires et secondaires) qui lient les migrants entre eux et avec le pays de départ ; et le caractère intentionnel ou non-intentionnel d'opérer des transferts vers le pays émetteur. Ces éléments déterminent l'ampleur de l'impact et conditionnent l'évolution du processus de développement du pays source. En fonction de la participation des expatriés aux réseaux (formels ou informels) de la diaspora, le public cible diffère et l'impact aussi. Si les activités des groupements formels sont plutôt orientées vers une communauté, celles des structures informelles visent plutôt l'envoi des ressources aux individus, mais dans les deux cas avec un impact positif sur le développement du pays d'origine qui se manifeste à long terme. Cette analyse montre que, même si les ressources de la diaspora sont destinées à l'usage privé, elles sont susceptibles de produire à long terme un effet positif non-intentionnel sur le bien-être général.

Enfin, le présent chapitre constate que l'avènement d'Internet a apporté une nouvelle forme de structuration de la diaspora – les communautés virtuelles qui modifient sensiblement la définition retenue dans la « vie réelle » des membres de la diaspora et des catégories de diaspora (à maturité et émergentes) qui connaissent une flexibilité importante grâce à l'utilisation des NTIC. Cette forme novatrice de consolidation renforce les effets non-financiers induits par les expatriés sur le pays d'origine à travers le contact permanent et permet aux diasporas émergentes de créer des réseaux secondaires non seulement à l'intérieur d'un pays d'accueil mais aussi entre plusieurs pays d'installation, ainsi l'impact des diasporas émergentes sur le pays de départ est susceptible d'accroître.

Pour expliquer comment les membres d'une diaspora s'organisent et mobilisent leurs ressources en faveur du pays d'origine nous avons organisé un questionnaire sur trois diasporas émergentes : roumaine, moldave et kirghize, qui cherche à livrer des éclaircissements en termes de motivations à participer aux réseaux nationaux réels ou virtuels, de mode de communication et de transmission de ressources vers le pays de départ, leurs opinions sur la manière de contribuer au développement du pays source, etc. Les résultats et les interprétations du questionnaire seront présentés dans le chapitre suivant.

Chapitre IV. La diaspora entre le pays d'accueil et le pays d'origine : une approche empirique

Dans le chapitre précédent on a montré qu'une diaspora est porteuse de ressources autres que financières. Leur transfert vers le pays d'origine produit des effets positifs intentionnels et non-intentionnels sur les bénéficiaires au sens strict qui à long terme produisent un impact considérable sur le développement du pays d'origine au sens large.

L'existence des réseaux nationaux qui réunissent, d'une part, les migrants dispersés dans différents pays d'installation entre eux (réseaux secondaires) et d'autre part, lient la diaspora avec le pays d'origine (réseaux primaires) constitue l'élément essentiel permettant la diffusion des ressources de la diaspora vers le pays de départ. En fonction de la participation des expatriés aux structures nationales de la communauté diasporique et de la nature intentionnelle ou non-intentionnelle des envois, nous avons distingué trois catégories de membres d'une diaspora : les membres actifs, les membres latents et les membres passifs qui apportent leur contribution au développement du pays d'origine d'une manière différente en améliorant les conditions de vie des familles bénéficiaires ou d'une communauté entière d'origine avec un impact positif à long terme sur le développement du pays d'origine. En ce qui concerne l'insertion dans le pays d'accueil, les expatriés adoptent différentes stratégies d'acculturation. Les membres actifs sont les personnes qui optent pour la stratégie d'intégration qui est définie par l'adoption des normes de la société tout en gardant des liens forts avec le pays de départ. Les membres latents suivent une stratégie d'intégration progressive et les membres passifs peuvent être dans le type d'acculturation assimilation ou séparation.

Pour approfondir l'analyse théorique et empirique réalisée dans le troisième chapitre sur le type de ressources possédées par la diaspora et les groupes d'acteurs qui les transfèrent vers le pays d'origine, nous cherchons dans ce dernier chapitre à expliquer les facteurs qui déterminent les envois de ressources vers le pays d'origine à travers un questionnaire organisé sur trois diasporas en voie de consolidation : la diaspora roumaine, la diaspora moldave et la diaspora kirghize. Nous nous intéressons aussi au mode d'accès de la diaspora aux ressources du pays d'accueil et aux réseaux qui connectent les expatriés et la société d'accueil à la suite de l'interaction entre la diaspora et le pays d'arrivée ce qui représente un moyen crucial d'acquisition des nouvelles ressources liées au territoire d'installation.

Dans un premier temps nous présentons les résultats de l'étude de terrain menée sur les trois diasporas émergentes dans le but de comprendre le processus de consolidation des groupes diasporiques, le maintien et le développement des liens avec le pays d'origine, les motivations des expatriés de transférer des ressources aux personnes restées au pays, les perceptions sur leur rôle dans la promotion du développement du pays de départ, la place des communautés virtuelles de migrants dans la transmission des ressources vers le pays d'origine. A travers l'interprétation des résultats nous tenons à identifier les conditions permissives pour la mise en place d'un scénario gagnant-gagnant qui permettrait aux pays d'origine de tirer profit de leur expatriés et aux diasporas d'agir comme acteurs importants du rapprochement économique entre les pays et d'intégration dans l'économie mondiale en réduisant les effets négatifs induits par le processus d'émigration et en maximisant les effets positifs.

Ensuite, on s'attache à mettre en lumière comment la diaspora accède aux ressources du pays d'accueil, quels sont les mécanismes qui définissent les liens avec la société d'installation ? Cette partie, à travers l'étude de terrain, nous permettra d'identifier en plus des réseaux nationaux (primaires et secondaires) ; l'existence d'un troisième type de réseaux qui définit le lien établi avec la société d'accueil. Notre hypothèse est que notamment ces structures qu'on appellera « réseaux d'acculturation » déterminent la captation des ressources spécifiques des territoires d'accueil et leur transfert vers le pays d'origine en produisant l'impact le plus marquant sur le processus de développement du pays de départ.

1 L'objet de l'analyse empirique : les diasporas roumaine, moldave et kirghize

Un questionnaire réalisé sur les diasporas roumaine, moldave et kirghize servira à montrer comment les expatriés contribuent au développement du pays d'origine, quelles sont les conditions permissives pour la production des effets positifs des ressources non financières (RNF) et comment ils perçoivent l'influence générée par la diaspora sur le pays de départ et quels sont les éléments qui les motivent ou les découragent à participer aux activités des structures diasporiques. Avant de commencer l'analyse du questionnaire, il convient de présenter brièvement le contexte migratoire des trois pays d'origine et les principales caractéristiques de leurs diasporas.

La caractéristique commune du phénomène migratoire de ces trois pays est qu'ils ont tous connu une émigration plus importante après la chute du système soviétique en 1991 et ont des

diasporas en cours de consolidation. Les raisons qui nous ont conduites à choisir ces diasporas pour l'étude de terrain renvoient à leurs spécificités qui les rendent très propices pour l'analyse des effets des ressources non financières (RNF) sur les pays d'origine. La particularité des diasporas post-communistes est qu'elles comptent des membres plus qualifiés à la moyenne d'autres diasporas. Il s'agit des migrants qui ont majoritairement des diplômes supérieurs à la licence au moment de l'émigration, des éléments qui favorisent l'acquisition et le transfert des ressources non financières. Le sentiment de solidarité développé dans le cadre du régime communiste conditionne une meilleure consolidation en réseaux qui apportent leur aide à la réalisation du projet migratoire d'autres compatriotes, qui est aussi un facteur favorable dans l'apparition des réseaux secondaires plus structurés, susceptibles de produire des impacts plus importants sur les pays source.

Dans le cas de la Roumanie on peut parler d'une communauté diasporique qui avance dans son processus de structuration traduit par l'existence des associations dans le domaine culturel, politique, économique dans les pays de destination. Pour la Moldavie, le processus d'organisation est à un niveau intermédiaire manifesté par l'apparition des groupements diasporiques qui sont, pour l'instant, principalement centrés sur des activités culturelles. Ce niveau de structuration décrit tant la communauté des Moldaves dans les pays de l'« étranger proche » (la Russie) que les communautés apparues dans les pays de l'« étranger lointain » (l'Europe de l'Ouest et l'Amérique du Nord). Pour le Kirghizstan, le processus de structuration est aussi à une étape intermédiaire. Il est important de noter que par rapport aux expatriés kirghizes installés dans les pays de l'« étranger lointain » qui sont faiblement organisés en réseaux diasporiques, les Kirghizes de l'« étranger proche » se distinguent par une forte présence dans les réseaux de la diaspora qui jouent aussi un rôle important dans la réussite du projet migratoire. Pour les Kirghizes en Russie, l'« effet réseau » est très accentué.

Kuznetsov (2006) note qu'en fonction de l'étape d'évolution de la diaspora l'engagement de contribuer au développement du pays d'origine change (voir Annexe 3). Selon le tableau de l'Annexe 3, la diaspora roumaine serait en phase de développement de sa structuration, comme nous l'avons aussi souligné plus haut, et avec un impact plus important sur le pays de départ tandis que les diasporas moldave et kirghize commencent le processus de consolidation du groupe diasporique, où la réussite individuelle prime sur l'identification au groupe ethnique et sur la participation aux projets collectifs.

Certains auteurs tendent à expliquer la différence d'impact sur le pays d'origine à travers l'écart en termes de population entre ces pays : pour la Roumanie, le nombre d'habitants est estimé à 21,5 millions avec un stock d'émigrés d'environ 2,77 millions de personnes, tandis que pour la Moldavie avec une population totale de 3,6 millions, le nombre d'émigrés s'élèverait à 770 300 personnes ; et pour le Kirghizstan, il atteint le chiffre de 620 700 migrants pour une population de 5,3 millions¹⁰¹. Une diaspora plus large serait susceptible de produire un impact plus important sur le pays d'origine.

Cependant, l'expérience suggère que la taille de la diaspora n'est pas un facteur déterminant de l'effet qu'elle peut avoir sur le pays émetteur. D'une part, on a l'exemple de la diaspora arménienne qui selon l'INALCO¹⁰² dépasserait largement 4 millions d'Arméniens dispersés dans le monde ce qui représente plus que la population totale de l'Arménie de 3,1 millions d'habitants en 2009 n'a généré qu'un impact modéré sur le développement du pays d'origine et d'autre part, il y a l'exemple des pays comme le Chili (le stock d'émigrés est estimé à 633 600 expatriés pour une population totale de 17 millions) ou la Croatie (le nombre total de migrants est de 753 900 pour une population totale de 4,4 millions¹⁰³) avec des diasporas peu nombreuses et en construction qui ont su tirer profit de leur population installée à l'étranger en créant des entités nécessaires pour faciliter la réalisation des programmes menés par leurs expatriés. Kuznetsov (2006) souligne que pour encourager la connectivité des réseaux diasporiques avec le pays source ainsi que leur élargissement, les gouvernements doivent inciter leur implication dans le processus de développement des pays d'origine. Le soutien du pays de départ dans la réalisation des projets de la diaspora motive davantage les expatriés à apporter leur contribution et par conséquent, conduit au développement des réseaux diasporiques qui deviennent plus nombreux et puissants, et peuvent générer plus d'effets bénéfiques sur le pays d'origine grâce à la concentration des ressources.

Dans le chapitre 2 de cette thèse nous avons souligné que selon Kuznetsov (2006), les effets positifs d'une diaspora sur le pays de départ sont déterminés par le contexte interne défini par des conditions de croissance défavorables, moyennement favorables ou favorables créées pour attirer les ressources de la communauté diasporique. C'est une des conditions permissives à développer ultérieurement.

¹⁰¹ Banque Mondiale, *Migration and Remittances Factbook 2011*

¹⁰² Institut National des Langues et Civilisations Orientales

¹⁰³ Banque Mondiale, *Migration and Remittances Factbook 2011*

Avant l'analyse des résultats du questionnaire il convient de faire une présentation générale de ces trois diasporas en identifiant les étapes de leur création et les niveaux de prise de conscience des pays d'origine en termes du potentiel que les expatriés représentent pour le développement du pays.

TABLEAU 4.1 : DONNÉES GÉNÉRALES SUR LES DIASPORAS ROUMAINE, MOLDAVE ET KIRGHIZE

Caractéristiques	Diaspora roumaine	Diaspora moldave	Diaspora kirghize
Estimations	Entre 4 millions de personnes (expatriés roumains originaires de la Roumanie) et 12 millions (avec la population de la Moldavie qui a la nationalité roumaine et les minorités ethniques émigrées après la chute du régime communiste) pour une population totale de 21,5 millions, ainsi la diaspora représente entre 18,6% et 55,81% de la population totale.	770 300 personnes pour une population totale de 3,6 millions (les migrants constituent 21,5% de la population totale)	620 700 personnes ce qui représente 11,2% de la population totale de 5,3 millions.
Contexte migratoire	Deux vagues principales d'émigration : <ul style="list-style-type: none"> - Avant 1989 – émigration faible, plutôt pour des raisons ethniques - Après 1989 – migration de main-d'œuvre qualifiée et non-qualifiée 	Trois vagues principales d'émigration : <ul style="list-style-type: none"> - Avant 1991 – bas niveau de migration - Entre 1991 -1998 – « migration ethnique » et « tchelnoki » - Après 1998 – importante migration de travail 	Trois vagues principales d'émigration : <ul style="list-style-type: none"> - Avant 1991 – bas niveau de migration - Entre 1991 -1998 – « migration ethnique » et « tchelnoki » - Après 1998 – importante migration de travail
Répartition géographique	L'Espagne, l'Italie, l'Hongrie, l'Israël, les Etats-Unis, l'Allemagne, le Canada, l'Autriche, la France et la Grande-Bretagne.	Principales destinations : les pays de la CEI (la Russie et l'Ukraine). A partir de 2000 intensification des flux vers l'Europe Occidentale : Italie, Espagne, Portugal, Espagne, la France, etc.	Deux destinations principales : la Russie et le Kazakhstan et très récemment les pays d'Europe Occidentale et les Etats-Unis.
Profil des émigrés	Les intellectuels émigrés avant l'année 1989, les travailleurs saisonniers dans le secteur agricole en Europe, surtout en Espagne après 1989, ainsi que les travailleurs non-qualifiés de la construction et des services domestiques en Europe Occidentale, et les personnes qualifiées installées en Europe	Les travailleurs temporaires vers la Russie, les commerçants, les travailleurs de longue durée dans le bâtiment et les services domestiques dans les pays d'Europe Occidentale et plus récemment les migrants qualifiés installés	Les travailleurs temporaires vers la Russie et le Kazakhstan, les commerçants et plus récemment les migrants qualifiés installés majoritairement en Europe de l'Ouest,

	et en Amérique du Nord.	majoritairement en Europe de l'Ouest, Canada et les Etats-Unis.	Canada et les Etats-Unis et non-qualifiés en Europe de l'Ouest.
Remises de fonds en 2009¹⁰⁴	4,92 milliards dollars américains (3,05% du PIB)	1,21 milliards dollars américains (22,4% du PIB)	882 millions de dollars américains (19,21% du PIB)
Niveau de structuration de la diaspora	En développement	Intermédiaire	Intermédiaire
Type de réseaux	Réseaux diasporiques en développement dans le domaine économique, politique et culturel. Premiers signes de coordination entre les réseaux diasporiques.	Réseaux diasporiques en construction principalement axés sur des activités culturelles. Connectivité entre réseaux diasporiques quasiment inexistante.	Réseaux diasporiques mieux organisés en Russie. Les structures formelles dans les pays de destination de l'Europe sont quasiment inexistantes.
Collaboration avec l'Etat d'origine	En développement	En création	Limitée

1.1 La diaspora roumaine, une diaspora émergente bien structurée en réseaux diasporiques

1.1.1 Les principales vagues migratoires

La Roumanie au XXème siècle a été principalement un pays d'émigration. Comme pour beaucoup de pays d'Europe de l'Est avant 1990, les flux migratoires étaient constitués par des personnes appartenant aux minorités ethniques qui se dirigeaient vers leurs patries. Après les changements de 1989, le contexte politique mais surtout celui économique transformé par le processus de transition à l'économie de marché motivent de nombreux Roumains à partir à l'étranger en quête d'un emploi. Ainsi une forte émigration de travail prend de l'ampleur.

L'histoire de l'émigration des Roumains a connu plusieurs étapes étant déterminées par les conditions économiques, sociales et politiques de la Roumanie. Deux moments importants dessinent les principales vagues migratoires : l'avant et l'après décembre 1989.

Durant l'époque communiste la participation de la Roumanie aux migrations internationales est très faible à cause des politiques restrictives d'émigration. Le mouvement de personnes

¹⁰⁴ Banque Mondiale (2010), *Migration and Remittances Factbook 2011, Remittances Data - Inflows*, November 2010

avait lieu à l'intérieur du pays. Avant la chute de régime communiste en 1989, l'émigration de la Roumanie se réalisait pour des raisons ethniques et très peu pour des raisons économiques. Plus de 64% des migrants avaient une autre origine que roumaine (Arpad, 2008 : 505). Les flux migratoires étaient constitués majoritairement par des Allemands, Juifs et Hongrois qui se déplaçaient respectivement en direction de l'Allemagne, d'Israël ou des Etats Unis et vers la Hongrie. Cette migration a été déterminée par le retour aux territoires historiques mais aussi pour éviter le régime politique autoritaire.

L'effondrement du communisme en décembre 1989 marque le début des flux migratoires importants dans un contexte de turbulences économiques et politiques. Durant les premières trois années quelques 170 000 de Roumains ont émigrés légalement en atteignant un niveau de 96 929 personnes seulement en 1990. A se stade de libéralisation des voyages, l'émigration reste dominée par les minorités ethniques qui n'ont pas pu quitter la Roumanie durant la période communiste. Sur la totalité des migrants enregistrés en 1990, 60 000 étaient d'origine allemande représentant plus de 60% de l'émigration de cette année (Horvath, 2007: 3).

Au début des années 1990, les personnes qualifiées roumaines commencent à obtenir le statut de résidents de longue durée dans nombreux pays européens mais aussi aux Etats-Unis et au Canada. L'émigration de travail de cette époque concerne aussi la main-d'œuvre peu ou non qualifiée qui se déplacent à l'étranger à cause des conditions économiques défavorables du pays. Horvath (2007) note que dans une période de reconstruction de l'économie roumaine qui a duré de 1990 à 2002, plus de 3,5 millions d'emplois ont été détruits et la part de la population occupée a diminué de 44%. Par conséquent la migration de travail se renforce en connaissant trois étapes d'évolution selon Sandu et al. (2006).

1.1.2 Les migrations de travail

La première étape des migrations de travail couvre les années 1990-1995 et se caractérise par une faible émigration. Comme les conditions d'entrées dans nombreux pays d'Europe Occidentale étaient très strictes durant cette période, les travailleurs roumains se dirigeaient principalement vers l'Israël, la Turquie, l'Hongrie et l'Allemagne.

La deuxième phase de la migration de travail débute en 1996 et dure jusqu'en 2002. Elle était dominée par des flux migratoires en direction de l'Europe de l'Ouest, notamment vers l'Espagne mais aussi vers l'Amérique de Nord (les Etats-Unis et le Canada), des flux qui se concrétisent de plus en plus. Cette période comporte des flux migratoires significatifs pour

des raisons économiques avec une forte présence des flux irréguliers qui sont souvent médiatisés dans les pays de destinations. Il faut noter que ces migrations concernent aussi d'autres catégories de migrants, plus discrets, comme : les étudiants, les ingénieurs et les scientifiques.

La troisième phase est déterminée par la suppression du régime des visas pour les Roumains dans l'espace Schengen en janvier 2002 ce qui leur permet de voyager avec le passeport roumain valide dans l'Union Européenne. Il faut souligner que le fait de voyager ne les autorise pas à travailler mais nombre d'entre eux arrivés comme touristes sont restés à travailler irrégulièrement. Dans ce contexte, l'émigration de travail explose. Le taux d'émigration atteint 28 personnes pour 1000 habitants. Les principales destinations sont l'Italie (40% de la main-d'œuvre totale à l'étranger), l'Espagne (18%), l'Allemagne (5%), l'Hongrie (5%) et l'Israël (6%)¹⁰⁵ mais aussi le Portugal et la Grande-Bretagne. Selon les estimations du Bloc National Syndical roumain, en 2006 environ 3,4 millions de Roumains travaillent à l'étranger et si on prend en compte les données du Ministère des Affaires étrangères de la Roumanie qui indique que le nombre de personnes roumaines qui exercent un emploi en situation régulière est de 1,2 millions¹⁰⁶ on constate que la part des travailleurs roumains irréguliers est importante.

Cette troisième étape de la migration de travail est définie par un autre événement qui intensifie davantage les migrations de la main-d'œuvre roumaine. L'adhésion de la Roumanie à l'Union Européenne en janvier 2007 permet aux Roumains de travailler dans certains pays communautaires et de régulariser leur situation. D'après l'OCDE (2008), le nombre des migrants d'origine roumaine en situation régulière en Espagne s'est élevé à 393 000 pour la période décembre 2006 – décembre 2007 ce qui signifie un triplement durant une seule année. La communauté roumaine en Espagne est la plus nombreuse par rapport aux autres communautés de migrants. Pour l'Italie la même tendance s'enregistre avec un doublement d'expatriés roumains pour 2007 par rapport à 2006 où le chiffre était d'environ 340 000¹⁰⁷. La plupart des Roumains qui se sont enregistrés en tant qu'immigrants dans ces pays étaient déjà sur leurs territoires avant janvier 2007. Les flux migratoires depuis 2007 ont continué d'augmenter. Si on prend toujours l'exemple de l'Espagne et de l'Italie on observe qu'en janvier 2009 les effectifs des ressortissants roumains en Espagne sont de 796 000 personnes

¹⁰⁵ Organisation Internationale pour les Migrations (2008), *Migration in Romania: A country Profile*

¹⁰⁶ Tudorica, I. et Lucian, D. (2007), *Trei milioane de romani muncesc in Strainatate*, Cotidianul, 18 juin

¹⁰⁷ SOPEMI (2008), *Perspectives des migrations internationales*, OCDE, Paris

représentant une augmentation de 50% par rapport à 2007¹⁰⁸. Pour ce qui est de l'Italie selon les données de l'Institut National de Statistiques au 1^{er} janvier 2010 le nombre des résidents roumains en Italie s'élevait à 887 763 personnes, ce qui représente un accroissement de 11% par rapport à 2009 (796 477 Roumains) et près de trois fois plus qu'en 2006.

A part l'Italie et l'Espagne, d'après la Banque Mondiale, parmi les autres destinations principalement choisies par les expatriés roumains on trouve : la Hongrie, Israël, les Etats-Unis, l'Allemagne, le Canada, l'Autriche, la France et la Grande-Bretagne.

1.1.3 Les caractéristiques de la diaspora roumaine

Il est difficile de donner un chiffre exacte de la diaspora roumaine, tout d'abord parce que les estimations des Roumains à l'étranger varient selon différentes sources mais aussi à cause de la définition du terme « diaspora roumaine ». Comme déjà mentionné au début de cette partie selon la Banque mondiale (2010) le stock de migrants roumains serait de 2,77 millions de personnes tandis que l'OCDE (2010) note que le nombre des citoyens roumains dans les pays membres de l'Union Européenne serait entre 2,5 et 2,7 millions de personnes ce qui correspond au chiffre donné par la Banque Mondiale pour les migrants roumains dans le monde entier. En fonction de la définition de la « diaspora roumaine », les données varient entre 4 millions de personnes, et 12 millions¹⁰⁹ qui englobent la population de la Moldavie ayant la nationalité roumaine et les personnes des minorités ethniques qui ont émigré avant et peu après la chute du régime communiste. Par exemple, dans un communiqué de presse en janvier 2006, le Président de la Roumanie, Traian Basescu parle de 8 millions¹¹⁰ de Roumains qui forment la diaspora. Un autre exemple qui met en lumière le manque de chiffres précis sur la diaspora est livré par les données sur la communauté roumaine aux Etats-Unis. Selon l'enquête américaine sur les communautés de 2009, le nombre des Roumains était estimé à 518 653 personnes¹¹¹ tandis que le Département des Roumains de Partout (DRP) fournit le chiffre d'un million de personnes¹¹². Malgré les difficultés de définition, il est certain que la diaspora roumaine dépasse quelques millions et représente une ressource de développement pour la Roumanie.

¹⁰⁸ SOPEMI (2010), *Perspectives des migrations internationales*, OCDE, Paris

¹⁰⁹ Marta B., *Diaspora in cifre*, Banateanul, 17 mars 2004

¹¹⁰ Președintele României, http://www.presidency.ro/?_RID=det&tb=date&id=7048&_PRID=

¹¹¹ 2009 American Community Survey 1-Year Estimates, US Census Bureau

¹¹² Departamentul pentru Românii de pretutindeni, Comunități America de Nord, <http://www.dprp.gov.ro/comunitati-romanesti/comunitati-america-nord/>

1.1.4 L'image de la diaspora roumaine

Les perceptions des sociétés d'accueil envers les migrants roumains ont évolué au fil du temps. Comme Vaileanu-Paun (2006) le note, l'image des Roumains à l'étranger a connu des fluctuations importantes allant de celle des « dissidents » renvoyée par les élites politique et culturelle constituées à l'étranger pour lutter contre le communisme à une image dégradée après la révolution de 1989 par une médiatisation des voleurs et des prostituées originaires de la Roumanie auxquels s'ajoutent les situations conflictuelles surgies entre les Roms et les pays d'accueil à cause de leur style de vie nomade. Par rapport à cette situation, Morokvašic (2003 : 12) indique que les départs fortement médiatisés « *nourrissent les scénarios catastrophe sur l'invasion de l'Occident par des pauvres de l'Est* », par conséquent les discours publics alarmistes sèment le sentiment d'hostilité chez la population locale des pays de destination envers les étrangers.

Vaileanu-Paun (2006) remarque que c'est seulement à partir de 2002 que l'image « de citoyen européen » commence à être attribuée aux migrants roumains qui peuvent se rendre dans l'espace Schengen sans visas. Ces flux sont composés majoritairement par des personnes non-qualifiées exerçant des emplois saisonniers dans le secteur agricole, une réputation qui se généralise avec une implication négative pour les migrants qualifiés.

Ces derniers temps, la réussite des informaticiens roumains au Canada ou aux Etats-Unis dévoile un nouveau visage de la Roumanie : celui où la main-d'œuvre est hautement qualifiée et de qualité ou encore les médecins et les scientifiques roumains en Europe qui enregistrent des très bons résultats. La répartition géographique des migrants roumains révèle que les pays de destination comme la France, la Grande-Bretagne, l'Allemagne, l'Irlande, les Etats-Unis ou encore le Canada attirent des personnes qualifiées dans divers domaines : la médecine, la banque et la finance, universitaire, l'informatique alors que les pays comme l'Italie, l'Espagne, le Portugal rassemblent beaucoup de travailleurs dans le bâtiment, l'agriculture et le commerce.

Comme montré dans le tableau 4.1, la diaspora roumaine est en plein développement de son processus de structuration. Son organisation en réseaux diasporiques est définie par l'existence de nombreuses structures formelles non seulement dans le domaine culturel, comme dans le cas des diasporas émergentes qui sont à une étape rudimentaire de développement, mais aussi dans le domaine économique et politique. Selon certaines sources,

le nombre des associations diasporiques roumaines dépasseraient le chiffre de 100¹¹³ parmi lesquelles les plus nombreuses sont en France (33), en Allemagne (22) et en Italie (20) tandis que d'après d'autres sources elles seraient plus de 130¹¹⁴ dans le monde, concentrées principalement aux Etats-Unis (21) et au Canada (17). Leur nombre et la diversité des activités témoignent de l'évolution du processus de consolidation de la diaspora. A part la participation aux associations culturelles qui sont nombreuses, les expatriés se réunissent aussi dans des groupements formels qui opèrent dans le domaine économique et politique. L'existence de multiples organisations de la diaspora qui mènent des activités dans divers domaines confirme l'évolution du processus de structuration en réseaux secondaires.

1.1.5 Le rôle des communautés diasporiques roumaines

1.1.5.1 Promotion de l'image et de la culture de la Roumanie

La diaspora roumaine joue un rôle essentiel dans la préservation de la langue et culture roumaine et leur transmission aux générations futures. Les associations culturelles sont les plus nombreuses dans la communauté diasporique roumaine. Par exemple parmi les 33 associations recensés en France la moitié sont culturelles parmi lesquelles l'église orthodoxe roumaine à Paris s'est aussi organisée en association culturelle. Ces structures mettent en place des concerts, des spectacles en roumain, des cénacles littéraires, des lancements de livre et même des écoles roumaines comme par exemple celle de Toronto en 2002 où les enfants d'expatriés roumains apprennent la langue roumaine, l'histoire, la géographie de la Roumanie. Ils faut mettre en évidence la présence des associations mixtes créées par les migrants roumains avec la population des pays de destination qui permet une meilleure intégration dans la société d'accueil mais aussi une occasion de faire découvrir leur culture, par conséquent, les pays d'accueil obtiennent une meilleur connaissance sur le pays d'origine de migrants et une meilleure compréhension de leur mode de vie.

1.1.5.2 Rayonnement politique de la Roumanie à l'étranger

Malgré la forte concentration sur les activités culturelles, la diaspora roumaine commence à fonder des structures politiques et professionnelles. Un exemple relevant de formation diasporique politique est celui de PD-L Diaspora constituée en 2009 par les expatriés roumains en vue de soutenir la candidature de Traian Basescu à la présidentielle qui a remporté son deuxième mandat. Ce groupement politique promeut la politique de la Roumanie à l'étranger et informe les migrants roumains sur l'actualité politique du pays. Les

¹¹³ Association « Mândru să fii român (*fier d'être Roumain*, en français)», www.mandrusafiroman.ro

¹¹⁴ Comunitati Romanesti in Strainatate (*Communautés roumaines à l'étranger*), <http://www.comunitati.net/>

34 filiales créées dans les pays de destination qui concentrent les plus nombreuses communautés montrent l'intérêt de la diaspora envers la vie politique de la Roumanie et la motivation de la représenter à l'étranger, ce qui confirme aussi l'avancement du groupe ethnique dans le processus de consolidation.

1.1.5.3 Rôle économique

En ce qui concerne les groupements des professionnels, le Club de Bucarest CELIDEA formé en 2002 à Paris est un exemple parlant. Il réunit les cadres roumains qui font leur carrière dans le pays d'installation et qui ont la volonté d'aider d'autres compatriotes et de contribuer au développement de la Roumanie. Les membres de cette association organisent annuellement un congrès de très haut niveau qui rassemble des cadres et étudiants roumains qui sont installés à l'étranger, les représentants politiques de la Roumanie, ainsi que des entreprises et hommes d'affaires qui souhaitent investir en Roumanie. Ces dernières années, lors des congrès annuels, les entreprises étrangères implantées en Roumanie organisent des salons de recrutement pour les Roumains qui ont fait leurs études ou travaillent à l'étranger, ainsi la diaspora devient aussi un réservoir de main-d'oeuvre pour le pays d'origine. Le Club de Bucarest CELIDEA a aussi lancé un journal sur Internet dédié aux cadres roumains *MulticulturalInterview* (avec une section en français InterviewFrancophone) qui publie diverses informations sur les aspects économiques, politiques, sociaux du pays mais aussi des informations sur l'expérience migratoire des Roumains dans différents pays d'installation.

De nombreux expatriés roumains ont atteint des postes importants dans les sociétés dans lesquelles ils déploient leur activité professionnelle dans le pays de destination. En s'appuyant sur les données de l'Agence Nationale pour l'emploi de la Roumanie, la revue des affaires roumaine BusinessMagazin soutient qu'environ 2 000 Roumains¹¹⁵ de la diaspora occupent des postes de cadres dirigeants. La même source note qu'à ce chiffre s'ajoute 50 000 spécialistes : médecins, ingénieurs, programmeurs et comptables.

Grâce à la qualité du travail de la main-d'œuvre qualifiée roumaine démontrée durant les activités exercées dans les entreprises étrangères, l'image de la Roumanie s'est beaucoup améliorée. Cette crédibilisation du capital humain roumain est traduite par l'implantation des entreprises comme Renault ou Société Générale en Roumanie. Bien sûr, elle ne se manifeste pas au même niveau que dans le cas de la diaspora indienne qui a joué un rôle déterminant

¹¹⁵ Business Magazin (2010), *2 000 de manageri români lucrează în străinătate*, 25 octobre 2010, Nr. 301 (39/2010), www.businessmagazin.ro

dans l'essor d'un secteur entier, mais la diaspora roumaine ne commence qu'à apporter sa contribution au développement de la Roumanie.

Comme dans le cas d'autres diasporas émergentes, la diaspora roumaine joue avant tout le rôle de source de revenus pour plusieurs personnes restées au pays. En 2008 le volume de transferts de fonds de la part des émigrés atteint le niveau historique de 9,38 milliards dollars américains pour diminuer presque de moitié en 2009 à cause de la crise en enregistrant un montant total de 4,92 milliards dollars américains ce qui représente 4,4% du PIB. En 2010 le volume de remises de fonds est estimé à 4,51 milliards dollars américains¹¹⁶. En ce qui concerne l'utilisation des ressources financières envoyées par les migrants, une grande partie est dédiée à la consommation courante. Lăzăroiu et Monica (2008) constatent que le premier poste de dépense revient à la nourriture, l'habillement et d'autres dépenses pour les besoins immédiats, la deuxième position revient à l'épargne ou à l'entretien des maisons et en troisième viennent les frais d'éducation des enfants.

1.1.6 La relation de la diaspora avec l'Etat d'origine

Les montants importants envoyés au pays, la conservation et la transmission de la culture et la langue roumaine, la promotion de l'image du pays d'origine à l'étranger ont attiré l'attention de l'Etat roumain.

Horvath (2007) constate qu'assez récemment le rôle de la diaspora commence à occuper une place importante dans l'agenda politique roumain. Les remises de fonds et les votes des quelques millions de Roumains installés à l'étranger ont suscité un vif intérêt pour démarrer une relation de collaboration avec les communautés diasporiques formées à l'étranger dans le but de contribuer à leur consolidation. Les mesures de promotion de la culture et de la langue roumaine sont illustrées par exemple, par la création en 1990 d'un Institut Culturel Roumain à Paris, les actions d'accompagnement des Roumains de l'étranger se reflètent par la mise en place au sein du cabinet de Premier Ministre en 1995 du Conseil pour les problèmes des Roumains de Partout depuis 2001 devenant le Département des Roumains de Partout. Au début des années 2000, la Roumanie met en place de plus en plus de mesures en faveur de la diaspora. Après la victoire de 2004, le président de la Roumanie Traian Basescu remercie la diaspora pour son soutien et commence à accorder une attention particulière à la relation avec les expatriés roumains. Il se prononce favorablement pour une loi votée en 2006 qui prévoit le

¹¹⁶ Banque Mondiale (2010), *Migration and Remittances Factbook 2011*

financement de divers projets menés par les communautés diasporiques roumaines à l'étranger via le Département des Roumains de Partout. Pour l'année 2006 cette structure nationale a accordé du financement d'une valeur équivalente à 3,2 millions d'euros pour 145 projets initiés par les Roumains de la diaspora en vue de conserver l'identité et la culture roumaine et de promouvoir l'image de la Roumanie à l'étranger (Horvath, 2007 : 7).

1.2 La diaspora moldave, une diaspora en voie de structuration en réseaux secondaires

1.2.1 Le contexte migratoire

Avant la dissolution de l'Union Soviétique et même durant la première décennie de son indépendance en 1991 la Moldavie a connu un faible niveau d'émigration. Cette période est caractérisée généralement par une migration motivée par des raisons « ethniques »¹¹⁷ et politiques. Des flux de plus en plus importants ont été enregistrés après 1998, année de la crise économique régionale qui a particulièrement touché la Moldavie. Dans ce contexte, les tendances migratoires changent, définies par la recherche de meilleures opportunités économiques, ainsi la migration de travail prend de l'ampleur et les pays de destination se diversifient. Cette récession a davantage aggravé la situation économique du pays qui était déjà bouleversée par les changements structurels importants induits par la transition d'une économie planifiée à une économie de marché. Les conditions défavorables au pays, le manque d'emplois, ont généré la migration en masse des Moldaves non seulement vers les pays de la Communauté des Etats Indépendants (CEI), plus particulièrement en Russie mais aussi vers l'Europe Occidentale. Selon l'Organisation Mondiale pour les Migrations (2008), la migration de travail des Moldaves a gagné du terrain après la crise économique régionale de 1998 passant d'un nombre inférieur à 100 000 personnes en 1999 à 400 000 en 2005¹¹⁸. D'après les dernières estimations de la Banque Mondiale, le stock d'émigrés moldaves en 2010 s'élèverait à 770 300 personnes, ce qui représente 21,5 %¹¹⁹ de la population totale du pays, le nombre réel de migrants dépasse largement les estimations officielles selon certaines sources en étant supérieur à 1,5 million de personnes.

¹¹⁷ Les flux migratoires les plus importants étaient en direction d'Israël et des flux plus faibles vers l'Allemagne et les Etats-Unis

¹¹⁸ Organisation Internationale pour les Migrations (2008), *Migration in Moldova: A country Profile*

¹¹⁹ Banque Mondiale (2010), *Migration and Remittances Factbook 2011*

Les résultats de l'enquête menée en 2006 par CBS-AXA¹²⁰ sur la migration de la main d'œuvre montrent que la principale destination pour les migrants moldaves reste la Russie où 59% d'expatriés originaires de la Moldavie sont localisés. Ils exercent généralement une activité dans le domaine de la construction et du bâtiment. Les flux migratoires importants vers la Russie s'expliquent par le vaste marché du travail russe mais plus particulièrement par les coûts réduits de déplacement, l'absence de visas, la connaissance de la langue, la proximité culturelle, etc. Parmi d'autres pays de la CEI qui sont choisis par les migrants moldaves, l'Ukraine est aussi une destination préférée. La deuxième destination est l'Italie qui attire 17% des travailleurs moldaves employés plutôt dans le secteur des services domestiques (les femmes) et sur les chantiers de construction (les hommes) (Lücke *et al.*, 2007). Après les années 2000, les migrations se dirigent de plus en plus vers les pays d'Europe Occidentale comme : le Portugal, l'Espagne, la France. La Grèce, l'Israël, la Turquie et la Roumanie sont aussi identifiés comme pays d'installation de nombreux Moldaves. Le sociologue moldave V. Mosneaga (2006) note que la migration de travail vers la Russie est une migration saisonnière et que 9 à 10% de ces travailleurs veulent s'installer en Russie tandis que les déplacements vers l'Europe de l'Ouest sont d'une durée plus longue à cause des coûts plus élevés d'émigration. La part des personnes qui souhaite rester dans ces pays est estimée entre 22% et 23%.

1.2.2 Les étapes migratoires

L'évolution de la migration moldave a connu plusieurs étapes :

- I. Avant 1991 - sous l'Union soviétique, les migrations internationales étaient interdites, la mobilité des personnes se limitait au cadre de l'espace soviétique.
- II. La période d'après la déclaration de l'indépendance en 1991 et jusqu'à la crise régionale de 1998 a été marquée par des déplacements à l'étranger vers les territoires historiques et pour la réunification familiale des Juifs en direction d'Israël ou des Etats-Unis, les Allemands vers l'Allemagne ou les Turcs vers la Turquie. A la fin de cette période émerge le phénomène des « tchelnoki » défini par les touristes commerçants moldaves qui font la navette entre la Moldavie et les pays frontaliers, plus particulièrement : la Roumanie,

¹²⁰ CBS-AXA est une compagnie sociologique moldave lancée en 2003 dans le cadre de BBSS (Balkan British Social Survey) de Bulgarie. L'enquête de 2006 a été réalisée à la demande du Bureau de Moldavie de l'Organisation Mondiale pour les Migration et financée par l'Agence de Développement et de Coopération de Suède (SIDA) dans le but de mesurer l'impact de la migration de travail et des remises de fonds sur les ménages moldaves.

l'Ukraine et la Russie. Leur objectif n'est pas de s'installer d'une manière permanente dans les pays de destination, ils partent comme touristes afin d'acheter et de revendre différents produits tant sur les marchés des pays de destination que sur le marché interne à leur retour. Ce type de commerce informel est aussi surnommé « de valise ».

III. La troisième étape est générée par les conséquences de la crise régionale et dure jusqu'à présent. Cette vague migratoire est définie par la migration de la main-d'œuvre moldave motivée à migrer pour échapper aux conditions économiques défavorables du pays dans le but de trouver un emploi à l'étranger, afin d'accumuler des ressources financières pour pouvoir améliorer les conditions de vie de leurs familles restées en Moldavie. La migration en masse caractérisant le début de la troisième vague migratoire surgit comme réponse à une augmentation de la pauvreté générée par les changements structurels de la transition vers l'économie de marché et aggravée par les conséquences de la crise régionale.

Borodak et Campens (2010) notent que durant la période 1998-2008, une personne active sur quatre prend le chemin de l'émigration. D'après les données du Bureau National des statistiques de la Moldavie en 2004 parmi les personnes qui ont émigré 88,7% sont partis pour travailler, 6,5% pour continuer les études et 4,8% pour d'autres raisons. Il faut noter que les migrations internationales de la Moldavie durant cette période comportent plusieurs caractéristiques. Si à son commencement elle concernait généralement les personnes non qualifiées, qui ont premièrement émigré en grande partie vers la Russie et ultérieurement vers les pays de l'Europe Occidentale où beaucoup sont en situation irrégulière (en 2006 le nombre de Moldaves venus travailler illégalement dans l'Union Européenne est estimé à 600 000 personnes (Ghervas, 2006), ce qui dépasse largement le nombre total de migrants annoncé par le Bureau National des statistiques de la Moldavie) alors que les vagues plus récentes sont constituées par des personnes qualifiées qui choisissent de migrer soit pour continuer les études soit pour bénéficier de meilleures conditions professionnelles offertes par les pays de destination.

Une autre dimension de cette étape renvoie au processus d'adhésion de la Roumanie à l'Union Européenne qui motive les Moldaves à demander la nationalité roumaine¹²¹. Depuis janvier 2002 les citoyens roumains peuvent circuler sans visas dans l'Union Européenne ce qui facilite l'émigration vers l'Europe de l'Ouest pour les Moldaves ayant la double nationalité moldave et roumaine. L'adhésion de la Roumanie à l'Union Européenne en janvier

¹²¹ Suite à l'adoption par l'Etat roumain de la loi concernant l'obtention ou (la ré-obtention) de la nationalité roumaine de juin 1991 pour toute personne l'ayant eue avant 1940, ainsi que par ses descendants des 1^{er} et 2^{ème} degrés, les Moldaves ont droit de l'acquérir en démontrant leur naissance ou celle de leurs parents ou grands parents sur le territoire de la Moldavie qui était partie composante de la Roumanie jusqu'en juin 1940.

2007 a fait augmenter le nombre de demandes de la nationalité roumaine pour une partie importante de la population moldave. Selon les statistiques officielles roumaines, environ 120 000 Moldaves ont déjà le passeport roumain et plus de 800 000 demandes de naturalisation sont en attente de traitement et leur nombre continue d'augmenter. Le président roumain Traian Basescu déclare qu'au cours de l'année 2010 la nationalité roumaine a été accordée à 17 000 moldaves. La citoyenneté roumaine est pour de nombreux Moldaves synonyme de liberté de circulation, une opportunité de pouvoir sortir de la misère et d'aller travailler légalement dans les pays de l'Union Européenne ce qui explique le nombre important de demandes.

1.2.3 L'apparition des communautés de Moldaves à l'étranger

Les communautés de migrants moldaves dans divers pays de destination commencent à apparaître lors de la troisième phase migratoire définie par une forte émigration de travail.

Grâce au lien social fort établi entre les migrants et les personnes restées au pays, une importante solidarité s'accroît lors du processus migratoire des migrants originaires du même lieu d'origine, menant ainsi à la concentration des migrants moldaves dans les villes où les premières migrations ont eu lieu. Lücke et *al.* (2007) constatent que les émigrés d'origine moldave sont concentrés dans un nombre limité de grandes villes comme : Moscou, Rome, Saint-Petersbourg, Istanbul, Odessa, Lisbonne, Milan, Padoue, Paris, Tumen. Ces dix villes réunissent environ trois quarts du nombre total d'expatriés moldaves. L'importance des réseaux migratoires dans la réussite du projet migratoire est aussi révélée par un rapport du FMI 2005 qui observe que malgré une croissance économique importante estimée à un taux annuel moyen de 7% pour la période 2001-2005¹²², la migration de travail s'est intensifiée au fil du temps grâce à l'aide informelle accordée aux futurs migrants par les migrants moldaves installés à l'étranger. Le même rapport indique que les travailleurs migrants moldaves, temporaires ou permanents, sont très attachés au pays d'origine et envoient une partie importante de leurs revenus perçus à l'étranger. Concernant cette constatation, la Banque Mondiale (2005) dans un rapport¹²³ sur la Moldavie indique que 80% des migrants moldaves envoient de l'argent vers le pays source et 70% d'entre eux transfèrent environ 50% de leurs économies. Les remises de fonds de la part de migrants qui comptaient presque 40% de la

¹²² PNUD Moldova, <http://www.undp.md/publications/2006NHDR/index.shtml>

¹²³ Banque Mondiale (2005), *Moldova: Opportunities for Accelerated Growth. A country Economic Memorandum for the Republic of Moldova*. Report N. 32876 - MD

population économiquement active à la fin de 2004¹²⁴ sont principalement destinées à la consommation courante, l'achat immobilier et le paiement de frais de scolarité avec une partie modeste adressée aux investissements productifs.

1.2.3.1 Structuration de la diaspora moldave

La consolidation de la diaspora moldave est limitée, étant définie plutôt par des petits réseaux informels créés entre les migrants moldaves installés dans la même région de destination. La connexion entre les communautés de migrants formées dans divers pays d'accueil est quasiment inexistante et la création des structures formelles n'est qu'à ses débuts. Comme toute autre diaspora émergente, la diaspora moldave est plutôt caractérisée par l'existence de réseaux primaires qui permettent le maintien du lien avec le pays de départ et assurent la diffusion des ressources de la part de migrants vers la Moldavie. La consolidation en réseaux secondaires reste encore peu développée. L'apparition des premières associations diasporiques axées principalement sur des activités culturelles témoigne de l'évolution du processus de structuration de la diaspora moldave.

1.2.3.2 Une diaspora sous le signe des vicissitudes de l'histoire

La définition de la diaspora moldave est un exercice assez compliqué à cause de l'histoire de la Moldavie qui a été partie intégrante de la Roumanie avant 1940 et ensuite une des 15 républiques socialistes de l'Union soviétique jusqu'en 1991. Dans la littérature qui comporte très peu d'études sur la diaspora moldave mais aussi dans les perceptions des migrants moldaves vis-à-vis de l'existence d'une diaspora, on constate que le terme est interprété différemment. Compte tenu de la brève histoire de la migration moldave et du manque des structures étatiques chargées de la coopération et de la mobilisation des migrants, Schwartz (2007) préfère plutôt le terme de communautés moldaves de l'étranger (*Moldovan Communities abroad*), au terme de diaspora moldave. Son raisonnement est renforcé par les opinions d'expatriés moldaves sur le concept de la diaspora moldave. L'auteur souligne les propos d'un Moldave en Italie qui déclare que « *la diaspora est quelque chose inventée à Chisinau en raison des transferts de fonds envoyés par les migrants vers le pays et pour des raisons politiques comme le besoin d'accumuler des voix* »¹²⁵.

¹²⁴ Cuc M., Lundbäck E. et Ruggiero E. (2005), *Migration and Remittances in Moldova*, International Monetary Fund, Washington D.C.

¹²⁵ Notre traduction : « *[Diaspora] is something that was invented in Chisinau because of the income [remittances] it provides to the country and for certain political reasons such as a desire for votes* » (Schwartz 2007 : 11).

Le scepticisme par rapport à l'existence de la diaspora moldave est expliqué par la crise d'identité nationale que la Moldavie a connue après la chute du régime soviétique. La division de la société en deux groupes : russophile et roumanophile a engendré la confusion en termes d'utilisation du concept qui souvent comporte une forte connotation politique. Plusieurs expatriés ne reconnaissent pas l'existence d'une diaspora moldave en l'associant à la diaspora roumaine. Lors de l'organisation de notre étude de terrain, nous avons aussi rencontré des personnes originaires de la Moldavie qui n'acceptent pas le terme de diaspora moldave et insistent sur le remplacement par la diaspora roumaine. Si pour d'autres diasporas, la même histoire et la même langue agissent comme des éléments déclenchant le rassemblement des groupes diasporiques, dans le cas des expatriés moldaves, avec une histoire scindée entre la Roumanie et la Russie et des ambiguïtés sur la dénomination de la langue officielle parlée en Moldavie soit le « roumain » ou le « moldave », ces dimensions créent des pressions au sein des migrants et freinent la cohésion de la diaspora moldave.

Au sujet du problème identitaire moldave, Parmentier (2006) remarque que nombreux citoyens, notamment les intellectuels roumanophones rejettent « l'identité moldave » considérée comme une « invention soviétique » dans un but de séparation entre les Moldaves et les Roumains. Par conséquent, l'auteur souligne qu'en raison de l'importance des minorités ethniques composant la population de la Moldavie dans « une éventuelle diaspora moldave » il faudrait inclure plusieurs sous-groupes : russophones, roumanophones, Gagaouzes, etc.

Dans cette thèse, la notion de diaspora moldave est employée pour désigner l'ensemble des migrants originaires de la Moldavie installés dans divers pays de destination qui maintiennent un lien fort avec le pays d'origine. Dans la définition de la diaspora proposée dans le deuxième chapitre, nous notons que l'attachement au pays d'origine est une caractéristique fondamentale de l'existence de la diaspora mise en évidence pour la première fois par Sheffer (1986), elle est propre à la communauté de migrants moldaves qui gardent des liens forts « affectifs et matériels » avec la Moldavie.

Même si le rôle de la diaspora moldave dans le développement de la Moldavie reste limité son existence ne doit pas être mise en question. Dans ce travail, ces diasporas définies comme émergentes auront un impact plus important à produire sur le pays de départ quand un niveau plus élevé de structuration en tant que groupe diasporique sera atteint. Les pays d'origine peuvent jouer un rôle incontestable dans la consolidation de la diaspora et stimuler sa

participation dans le processus de développement du pays à travers des conditions favorables pour les expatriés comme dans le cas des diasporas à maturité : chinoise et indienne.

La faible influence des expatriés sur le processus de développement du pays d'origine est déterminée, d'une part, par des structures formelles de la diaspora peu nombreuses et non corrélées entre elles et d'autre part, par le manque d'initiatives, de motivation et de soutien de la diaspora formulées par le pays source. Etant une diaspora émergente, la diaspora moldave produit plutôt un impact positif au niveau individuel qui à long terme est susceptible de se refléter sur le contexte général.

Les actions collectives de la communauté diasporique sont limitées parce qu'à cette étape du processus migratoire, les migrants cherchent plutôt à atteindre leurs objectifs personnels en termes de réussite professionnelle et sociale dans les pays de destination que de participer aux activités collectives du groupe ethnique ou encore pour de nombreux expatriés en situation irrégulière, la priorité est la régularisation. Au début de l'apparition des diasporas, les premiers réseaux diasporiques qui se créent sont plutôt utilisés pour faciliter l'intégration professionnelle et sociale des nouveaux arrivants dans la société de destination à travers l'aide accordée lors de la recherche d'emploi, de logement mais aussi grâce au soutien psychologique et souvent financier. Au fil du temps, le sentiment d'appartenance à la communauté diasporique évolue vers une volonté d'affirmation comme groupe, en encourageant la promotion des valeurs du pays de départ mais aussi en canalisant les efforts de la communauté vers des projets à portée collective adressés au pays de départ. L'identification de 71 associations diasporiques dans 23 pays de destination par le Bureau moldave des relations interethniques témoigne de l'initiation du processus de formalisation de la diaspora moldave.

1.2.4 La prise de conscience par l'Etat moldave du rôle de la diaspora

Jusqu'à très récemment, l'Etat moldave a prêté une attention insignifiante, voire nulle en matière du rôle qu'une diaspora peut jouer dans le développement du pays d'origine. Les premiers pas dans cette direction se traduisent par la décision Nr. 809 du Gouvernement moldave datée du 10 juillet 2006 portant sur la mise en place du Programme d'action concernant le soutien des personnes originaires de la Moldavie et installées à l'étranger (diaspora moldave).

Le IV^{ème} Congrès de la diaspora moldave, tenu à Chisinau en octobre 2010 à l'initiative du Gouvernement moldave, s'est axé sur l'élaboration des solutions concrètes pour renforcer le lien entre les expatriés et le pays d'origine en vue d'augmenter l'impact positif de la diaspora sur le développement de la Moldavie. Parmi les résolutions identifiées, il y a : la création d'une Agence nationale¹²⁶ en charge de la relation avec le groupe ethnique formé à l'étranger et d'un Conseil de la diaspora auprès du Gouvernement moldave afin d'impliquer les expatriés à participer à l'élaboration des politiques nationales pour motiver les membres de la diaspora à contribuer au développement du pays et à maximiser l'impact positif de l'émigration. A la suite du congrès a été mis en place un projet pilote de retour temporaire des membres de la diaspora scientifique moldave pour des missions de 7 à 11 jours ouvrables dans les établissements d'enseignement, de recherche en Moldavie pour la période 2010-2011, ainsi qu'un programme d'attraction des remises de fonds *PARE Un plus Un* (1+1), suivant le principe du programme *Tres-por-uno* (Trois pour un) réalisé au Mexique, qui suppose une contribution financière de l'Etat moldave égale au montant investi par les expatriés. Les mesures entreprises dans la direction d'une collaboration avec la diaspora démontrent que la Moldavie commence à prendre conscience du rôle qu'une diaspora peut jouer dans l'amélioration du contexte social, économique et politique du pays mais aussi dans la promotion de la politique du pays à l'étranger et de son image.

Même si la diaspora moldave connaît une structuration faible en réseaux, elle maintient des liens forts avec le pays de départ qui se manifestent par les remises de fonds, les communications régulières avec les proches restés aux pays. Il faut noter que la croissance du PIB de 7,5% en 2005 ou encore de 7,8% en 2008¹²⁷ est en grande partie due aux transferts de fonds estimés à 920 millions de dollars américains en 2005 et respectivement à 1,89 milliards dollars américains représentant 31% du PIB en la plaçant comme premier pays en Europe avec la part des remises de fonds la plus élevée dans le PIB et troisième dans le monde après le Tadjikistan (49,6% du PIB) et les Tonga (37,7% du PIB)¹²⁸. En 2009 à cause de la crise économique mondiale déclenchée par la crise financière de l'automne 2008, le volume de transferts de fonds de la part des migrants moldaves a diminué de 36,2% par rapport à l'année précédente en atteignant le chiffre de 1,21 milliards dollars américains ce qui signifie 23,1%

¹²⁶ A ce jour il n'y a aucune institution nationale qui s'occupe de la relation avec la diaspora. Dans le cadre des activités menées par le Bureau moldave des relations interethniques les questions liées à la diaspora ont commencé récemment à être traitées.

¹²⁷ *World Bank Data*

¹²⁸ Banque Mondiale, *Migration and Remittances Factbook 2008*

du PIB¹²⁹. Les remises de fonds constituent une source essentielle de revenus pour la population restée au pays et la source principale de financement externe. A part la contribution financière, les migrants moldaves produisent des effets positifs non financiers en changeant les mentalités de la société d'origine, en transférant des nouvelles connaissances, technologies, idées, etc.

1.3 La diaspora kirghize, une diaspora en formation sous deux formes

L'histoire migratoire du Kirghizstan a connu les mêmes étapes d'évolution comme la majorité des pays de l'ex-bloc soviétique avec une faible migration avant 1991 et des départs importants de la population après la dissolution de l'Union Soviétique. La période d'après la déclaration de l'indépendance en 1991 entraîne une série entière de changements structurels qui vont beaucoup affecter le contexte socio-économique. La baisse importante de la production, la diminution des possibilités d'emploi sur un marché de travail en déclin, l'augmentation de la pauvreté dans le milieu rural ont poussé un nombre important de Kirghizes à partir à l'étranger.

Si au début des années 1990 la motivation principale de l'émigration était le déplacement vers le territoire historique, à la fin de cette décennie, dans un contexte économique défavorable, la migration de travail s'intensifie.

Selon le bureau de Kazakhstan de l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM), plus de 500 000 Kirghizes ont émigrés entre 1992 et 2003. Les départs importants vers les destinations en dehors de l'ancien espace soviétique et vers la Russie s'expliquent par les migrations ethniques qui ont dominé la période immédiate après l'effondrement du régime et ce jusqu'en 1993 où le nombre de migrants est considérable, 143 600 personnes, principalement des Russes, des Juifs et des Allemands qui se dirigeaient vers leurs patries. Durant cette période, la migration vers les pays de l'OCDE augmente en étant composée essentiellement par des flux d'Allemands. Pour un total de 102 000 personnes qui se sont dirigées vers l'Allemagne, près de 80 000 ont émigrés entre 1991 et 1996 (Abazov, 1999 : 247). Jusqu'au moment de la crise régionale de 1998 les flux migratoires diminuent.

¹²⁹ Banque Mondiale (2010), *Migration and Remittances Factbook 2011*

A part une présence forte des migrants qui partent pour des raisons ethniques durant cette période se profilent des flux migratoires de Kirghizes qui sont plutôt liés aux migrations pendulaires des commerçants « de valise » (tchelnoki) sous couvert de tourisme vers la Chine, la Turquie mais aussi la Russie et le Kazakhstan.

1.3.1 Les migrations des travailleurs kirghizes

Le déclenchement de la crise régionale en 1998 a aggravé davantage la situation économique du pays. La baisse des investissements directs étrangers a accéléré la faillite de nombreuses entreprises et par conséquent a mené à la suppression de nombreux emplois. En ce qui concerne le niveau de pauvreté, en 2002 dans cette catégorie est incluse une partie importante de la population (44,4% de la population totale), la plupart résidant dans les zones rurales. Le taux de chômage est estimé à 8,8 % et le nombre des personnes qui perdent leur emploi est en hausse. En 2004 la population active représente 1,981 million de personnes dont 1,069 million travaille et 174 000 personnes sont au chômage ce qui représente 2% de plus par rapport à 2003. La capitale Bichkek enregistre un taux de chômage de 11,5%, voire de 20% selon certaines sources¹³⁰.

Dans ces conditions, les migrations de la main-d'œuvre kirghize gagnent du terrain. Depuis 2000, le Kirghizstan devient principalement un pays d'émigration. Les principales destinations restent les pays de « l'étranger proche », notamment la Russie et le Kazakhstan où les migrants kirghizes travaillent majoritairement en situation irrégulière.

1.3.2 Le Kirghizstan – fournisseur de travailleurs pour l'« étranger proche »

La Russie attire environ 80% des migrants kirghizes. La migration de travail légale est réduite, elle concerne les flux de migrants qualifiés qui ont choisi d'émigrer pour poursuivre leurs études ou trouver un poste plus intéressant à l'étranger. Le même rapport de l'OIM (2005) sur la migration de travail des pays d'Asie Centrale note que les flux de travailleurs irréguliers vont de 120 000 – 200 000 à environ un million de migrants. Ces flux commencent à se concrétiser aussi pour des destinations plus lointaines. Pour se déplacer vers ces régions, comme dans le cas des citoyens d'autres pays de l'ancien bloc soviétique, les Kirghizes circulent avec un visa touristique de court séjour et ultérieurement restent en situation

¹³⁰ Organisation Internationale pour les Migrations (2005), *Трудовая миграция в странах Центральной Азии, Российской Федерации, Афганистане и Пакистане*, Аналитический обзор. Европейская Комиссия. OIM, Almaty, p. 28

irrégulière dans le pays visité. Pour l'année 2005 en Grande-Bretagne le nombre de migrants kirghizes en situation irrégulière était estimé à 10 000 personnes (OIM, 2005 : 30). Si pour les destinations plus proches comme le Kazakhstan et la Russie, les migrations de travail sont saisonnières, alors pour les destinations éloignées, le déplacement est d'une durée longue, voire permanente. Etant donné que la plupart des migrants kirghizes partis vers les pays de « l'étranger proche » sont employés dans le domaine du bâtiment et de la construction, ils reviennent au Kirghizstan pendant la saison froide quand les travaux sont bloqués. Environ 71% de travailleurs kirghizes en Russie et Kazakhstan sont des migrants saisonniers (Marat, 2009 : 15).

Comme déjà souligné, la part de migrants en situation irrégulière est importante dépassant 60% de l'ensemble de la population émigrée. Par exemple en Russie, pour l'année 2008 pour une totalité de 318 000 travailleurs kirghizes seulement 183 000 personnes ont obtenu un permis de travail¹³¹. Avec l'introduction en 2007 du régime des quotas pour la main-d'œuvre étrangère en Russie et la révision de 2009, le nombre de quotas de délivrance des permis a été réduit de moitié. Pour 2009 le nombre fixé de permis de travail pour les migrants kirghizes n'était que de 65 000¹³². Cette situation rend impossible l'obtention d'un travail régulier, ainsi la majorité des migrants kirghizes travaillent au noir étant vulnérables aux reconduites à la frontière et aux abus de la part des employeurs.

1.3.3 La diaspora kirghize en chiffres

Pour ce qui est du nombre total de la diaspora kirghize, il est difficile de donner des chiffres exacts. Les données officielles montrent que le stock d'émigrés est estimé à 500 000 dont 350 000 travaillent en Russie parmi lesquels 160 000 possèdent la nationalité russe et presque 120 000 sont au Kazakhstan et très peu aux Etats-Unis et dans les pays de l'Union Européenne. Le Service Fédéral des migrations (FMS) note qu'en 2009 environ 500 000 Kirghizes sont arrivés sur le territoire de la Russie, la plus importante partie étant constituée par les travailleurs, environ 383 000 Kirghizes travaillent actuellement en Russie¹³³. Selon les dernières estimations de la Banque Mondiale, le stock d'émigrés serait de 620 700 personnes

¹³¹ Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) (2009), *Impact of the Global Financial Crisis on Labour Migration from Kyrgyzstan to Russia*, p. 25, Kirghizstan, Bishkek

¹³² Fédération Internationale des ligues des Droits de l'Homme (FIDH) (2009), *Kazakhstan/Kyrgyzstan: Exploitation of migrant workers, protection denied to asylum seekers and refugees*, Octobre, N°530a

¹³³ 24.kg News Agency, *383 thousands of Kyrgyz migrants work in Russia*, 09/09/2010, <http://eng.24.kg/cis/2010/09/09/13515.html>

ce qui représente 11,2% de la population totale¹³⁴. Les activités principales dans les pays d'accueil sont exercées dans le commerce (« tchelnoki »), la construction principalement les hommes, le secteur des services plutôt les femmes, et l'agriculture qui emploie tant les hommes que les femmes.

Des flux récents de migrants s'orientent vers l'Europe de l'Ouest et aussi vers les Etats-Unis. Cette migration comporte aussi une partie significative de travailleurs qui restent exercer une activité en situation irrégulière dans les pays où ils sont allés en tant que touristes. Il faut noter que parmi ces migrants une place importante revient aux personnes qualifiées et aux étudiants qui souhaitent obtenir un diplôme international afin de pouvoir rester travailler dans le pays d'accueil ou retourner au Kirghizstan. Il y a peu de données sur leur nombre. Le Parlement kirghize déclare qu'en 2006 plus de 10 000 Kirghizes travaillaient en Europe de l'Ouest, dont 7 000 en Allemagne et environ 4 000 en Italie. Presque 90% des migrants kirghizes qui occupent des emplois sous-qualifiés dans les pays de l'Europe Occidentale ont fait des études supérieures dans leur pays d'origine¹³⁵. Nous avons vu plus haut que le Bureau de Kazakhstan de l'OIM présente un chiffre de 10 000 travailleurs kirghizes en situation irrégulière uniquement en Grande-Bretagne pour 2005, ce qui dénote que le nombre réel des migrants en Europe de l'Ouest dépasse largement les données officielles. Même si l'émigration réelle vers les pays de « l'étranger lointain » est difficile à mesurer, elle reste très inférieure à celle des expatriés kirghizes qui se déplacent vers la Russie ou le Kazakhstan.

1.3.4 Une structuration de la communauté diasporique basée sur un fort sentiment de solidarité

La formation des groupements de migrants kirghizes commencent à se concrétiser avec l'installation de plusieurs expatriés d'origine kirghize dans les mêmes pays d'accueil. Cette tendance s'accroît après l'année 2000 quand une émigration en masse de la main-d'œuvre kirghize se dirige vers la Russie et le Kazakhstan. Malgré le fait que la diaspora kirghize est relativement jeune, on assiste à une consolidation du groupe ethnique, particulièrement dans les pays de l'« étranger proche », qui se caractérise par un fort sentiment de solidarité entre les migrants kirghizes qui aident d'autres compatriotes à réussir leur projet migratoire dans le pays de destination et qui contribuent aussi à l'apparition des structures diasporiques qui sont

¹³⁴ Banque Mondiale (2010), *Migration and Remittances Factbook 2011*

¹³⁵ 24.kg News Agency, *Kyrgyz labor migrants settle in Western Europe*, 26/11/2006, <http://eng.24.kg/community/2006/11/26/477.html>

initialement informelles mais pouvant évoluer vers des organisations formelles. Comme toute autre diaspora émergente, la structuration de la diaspora kirghize est plutôt définie par l'existence de nombreux réseaux primaires qui lient les expatriés avec le pays d'origine. Il faut noter que la solidarité, comme caractéristique de la diaspora kirghize, accélère le processus de structuration en réseaux secondaires. Dans les régions qui attirent un nombre plus important de Kirghizes on assiste à la mise en évidence du sentiment d'appartenance au même groupe ethnique qui est témoigné par l'apparition des structures diasporiques formelles.

1.3.5 La diaspora kirghize bien structurée dans les pays de « l'étranger proche »

Le nombre important de travailleurs kirghizes en Russie, le sens collectif hérité du système soviétique, les valeurs culturelles de groupe propres aux Kirghizes ont déterminé une meilleure consolidation du groupe ethnique dans ce pays d'accueil par rapport aux communautés de migrants kirghizes créées dans d'autres pays d'installation. Selon l'OSCE (2009) environ 28 associations diasporiques existeraient dans différentes régions de la Russie. Les plus actives comme : « Aksakal Council (conseil des sages) », « Kyrgyz Birimdigi (union des Kirghizes) », association des professeurs, association des médecins ou des constructeurs collaborent avec les institutions diplomatiques du Kirghizstan en Russie. Généralement, ces associations sont créées et animées par les migrants kirghizes qui ont obtenu la nationalité russe et on réussi d'avoir un poste de travail régulier. Leur motivation est d'apporter de l'aide aux compatriotes pour trouver un emploi et réussir leur parcours migratoire en Russie.

Le sentiment d'appartenance au groupe diasporique qui est plus développé chez les Kirghizes installés en Russie que chez les Moldaves explique la meilleure structuration en réseaux secondaires diasporiques. Par rapport à la diaspora kirghize qui compte 28 associations, selon le Bureau moldave des relations interethniques il y a seulement 12 associations de la diaspora moldave en Russie. Le nombre des Moldaves en Russie est comparable à celui des Kirghizes : 310 000¹³⁶ et respectivement 318 000¹³⁷.

La volonté de contribuer à la préservation de la culture et de la langue kirghize est un élément fondamental qui mène à la formation des structures diasporiques. Un exemple parlant est l'association internationale de la diaspora kirghize « Zamandash » créée en 2003 à Ekaterinbourg en Russie où la plus large communauté kirghize existe. La présence du mot

¹³⁶ Organisation Internationale pour les Migrations (2005), *Migration and Remittances in Moldova*, rapport préparé par CBS-AXA Consultancy, p.13, Moldavie, Chisinau

¹³⁷ Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) (2009), *Impact of the Global Financial Crisis on Labour Migration from Kyrgyzstan to Russia*, p. 25, Kirghizstan, Bishkek

« internationale » dans la dénomination renvoie aussi à la participation des migrants kirghizes installés aux Kazakhstan à la vie de l'association. La mission de l'organisation est d'encourager la consolidation du groupe diasporique, de promouvoir la culture, l'histoire et la langue du pays d'origine ainsi que d'aider les compatriotes à réussir leur intégration professionnelle et sociale dans les pays d'arrivée. Si au début l'association était constituée par des membres de la diaspora kirghizes de quelques villes de Russie et Kazakhstan, actuellement elle compte des représentants kirghizes installés dans 27 villes en Russie, 11 villes au Kazakhstan, ainsi que dans des personnes localisées en Grande-Bretagne, en Chine, aux Etats-Unis, en Turquie, en Corée du Sud, en Espagne, en Malaisie, au Canada, en Pologne, en Italie, en Allemagne¹³⁸.

Comme de nombreux Kirghizes se trouvent en situation irrégulière dans les pays de destination, leurs droits ne sont pas respectés par l'employeur, ils sont souvent des victimes d'actes de violence de la population locale qui les voient en tant que « voleurs d'emplois », la grande majorité des associations diasporiques se focalisent sur des activités de soutien et d'aide à l'obtention de permis de travail. Ces groupements de migrants organisent des conférences sur les problèmes liés aux migrations de la main d'œuvre où ils débattent les difficultés des Kirghizes sur le marché du travail des pays d'arrivée. Une de ces rencontres a eu lieu en juin 2009 à Ekaterinbourg quand l'association internationale de la diaspora kirghize « Zamandash » a organisé une table ronde sur la situation des travailleurs kirghizes en Russie à laquelle ont participé tant les représentants de l'Etat kirghize que l'administration régionale de l'Oblast de Sverdlovsk de Russie.

Un autre exemple qui atteste la volonté des migrants kirghizes de consolider le groupe ethnique est la décision de fusion en avril 2009 de 17 associations diasporiques formées dans la région de Moscou afin de constituer un Conseil de Coordination « Union des citoyens kirghizes » dans le but de mobiliser des ressources pour organiser des événements plus importants dans le domaine culturel, éducatif, sportif, etc.¹³⁹

¹³⁸ www.zamandash.org

¹³⁹ Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) (2009), *Impact of the Global Financial Crisis on Labour Migration from Kyrgyzstan to Russia*, Bishkek, p. 23.

1.3.6 Une diaspora kirghize en création dans les pays de « l'étranger lointain »

Compte tenu des difficultés à l'obtention des visas pour aller vers les pays de l'Union Européenne ou aux Etats-Unis, la communauté de migrants kirghizes sur ces territoires est peu nombreuse. La migration vers les pays plus éloignés géographiquement a commencé récemment. La présence des groupements formels de migrants est très rare. Parmi le peu d'organisations de migrants kirghizes installés dans les pays de l'Europe Occidentale, les plus actives sont l'association de la diaspora kirghize en Europe « Manas »¹⁴⁰ basée en Allemagne et l'association des Kirghizes de France et de leurs Amis (AKFA). Leurs activités de base sont plutôt culturelles, comme l'organisation de spectacles et de concerts en langue kirghize. Par rapport aux communautés diasporiques formées en Russie ou au Kazakhstan, les associations diasporiques apparues en Europe ont un niveau bien inférieur de consolidation. En dépit de la structuration rudimentaire de la diaspora kirghize des pays de « l'étranger lointain » elle a sa solidarité avec le pays d'origine dans les conditions des événements d'avril 2010. A travers Internet, les migrants kirghizes de l'Europe et des Etats-Unis ont créé des entités temporaires de collecte de fonds pour les victimes des violences engendrées par le coup d'Etat. Plusieurs groupes comme : « The April 7th Fund », « Kyrgyz-Uzbek Peace Initiative » ou « I Want Peace in Kyrgyzstan » ont été formés sur Facebook avec l'objectif de lever des fonds. Une organisation indépendante « April Relief Fund » a été aussi instituée pour la période Avril-Septembre 2010.

1.3.7 La contribution de la diaspora kirghize au développement du Kirghizstan

Etant une diaspora en voie de structuration, le rôle qu'elle joue dans le développement du pays d'origine va évoluer avec le processus de consolidation du groupe diasporique. Comme pour toutes les diasporas émergentes, la contribution de la diaspora kirghize s'exprime par les transferts de fonds réalisés vers le pays source mais aussi par les envois de ressources non financières (RNF). La production des effets des RNF sera développée à travers l'analyse empirique.

Compte tenu que de nombreux travailleurs kirghizes sont originaires des régions rurales pauvres, les remises de fonds constituent dans la plupart des cas la seule source de revenus pour les familles bénéficiaires. En 2008, le volume total des transferts de fonds de la part des

¹⁴⁰ La dénomination de l'association renvoie à l'épopée de Manas qui est une œuvre littéraire symbolique du peuple kirghize. Nombreuses associations de migrants kirghizes créées en Russie ont aussi souvent dans leur appellation le mot «Manas».

migrants kirghizes a atteint le chiffre de 1,23 milliard de dollars américains ce qui représentait 28% du PIB. A cause de la crise économique mondiale, les flux financiers de la diaspora en 2009 ont diminué de 28% par rapport à l'année précédente enregistrant un montant total estimé de 882 millions de dollars américains ce qui signifie 15,4% du PIB¹⁴¹. Les ressources financières de la diaspora jouent un rôle important dans la réduction de la pauvreté dans le milieu rural. En ce qui concerne leur utilisation, les remises de fonds sont dépensées principalement pour la consommation courante et seul 10% des montants reçus sont consacrés aux soins médicaux et aux frais d'éducation des enfants (Marat, 2009 : 16).

A part le rôle de pourvoyeurs de ressources financières, à travers les associations diasporiques, les migrants contribuent à la promotion de la culture kirghize dans les pays de destination. Par conséquent, le Kirghizstan voit son image se propager dans le monde ce qui peut être un élément essentiel pour l'attraction des investissements directs étrangers. Pour arriver à la production de ces effets, le pays d'origine doit mettre en place des mesures pour motiver les membres de la diaspora à investir dans le pays de départ ce qui peut inciter aussi les investisseurs étrangers comme dans le cas des diasporas chinoise et indienne.

1.3.8 La place de l'Etat d'origine dans le processus de consolidation de la diaspora

La relation de collaboration avec les expatriés semble ne pas être parmi les priorités de l'Etat kirghize. Le Kirghizstan fait partie des pays qui n'ont pas encore réalisé qu'une diaspora est une source importante de développement du pays d'origine. A ce jour il n'y a aucune institution nationale chargée de la diaspora. En 2005 a été créé un Comité d'Etat aux migrations et à l'emploi, qui est la seule structure qui traite les sujets liés à la migration et plus particulièrement à la migration de travail. Le comité se propose d'entreprendre des mesures en direction de la régularisation des migrations de main-d'œuvre, de lutter contre la traite des êtres humains et de motiver les retours des migrants ethniques kirghizes.

Pour l'instant, le rôle principal de ce comité, devenu récemment, en 2009, le Ministère du Travail, de l'Emploi et de Migration du Kirghizstan est de négocier les quotas pour les travailleurs kirghizes dans les pays de destination afin de diminuer le nombre d'expatriés kirghizes qui exerce un emploi dans une situation irrégulière. Dans cette optique, ont été ouverts quelques bureaux dans les pays d'accueil où les migrants kirghizes sont le plus

¹⁴¹ World Bank Migration and Remittances Factbook 2011

concentrés. Le comité compte aujourd'hui six bureaux¹⁴² en Russie et au Kazakhstan qui offrent de l'assistance juridique et autres types d'aide aux travailleurs migrants originaires du Kirghizstan. Des institutions similaires sont prévues également pour les pays d'Europe Occidentale, comme par exemple l'Italie où le nombre de migrants kirghizes employés dans le secteur des services domestiques s'accroît.

Comme c'est en Russie qu'il y a le plus d'associations diasporiques, l'Etat d'origine commence à s'intéresser à leurs activités en essayant de les aider à organiser des événements culturels dans le pays d'accueil, ce qui montre qu'une relation de collaboration avec la diaspora est susceptible d'être développée. Pour les expatriés kirghizes en Russie, les autorités du pays d'origine ont réussi aussi à aménager une salle dans le Centre d'Expositions de Moscou où ils peuvent s'informer sur les opportunités d'emploi et les procédures légales, utiliser internet et envoyer de l'argent au pays¹⁴³.

Il est évident que pour l'instant l'Etat d'origine a entrepris très peu d'initiatives pour contribuer à la consolidation de la diaspora et à la mobilisation de ses ressources au profit de Kirghizstan, mais les actions réalisées révèlent que le pays d'origine commence à s'occuper de cette partie de la population qui est à l'étranger.

¹⁴² Kyrgyzstan: Revolution Revisited, www.eurasianet.org

¹⁴³ international Federation for Human Rights (FIDH) (2009), *Kazakhstan/Kyrgyzstan: Exploitation of migrant workers, protection denied to asylum seekers and refugees*, Octobre, N°530a

2 L'analyse empirique des déterminants de la diaspora et de son rôle de mobilisation des ressources non financières

2.1 Le questionnaire et la méthode d'analyse

Pour mieux comprendre les comportements des membres d'une diaspora, leurs motivations à envoyer diverses ressources dans le pays d'origine, le type de liens maintenus avec le pays d'origine, les contacts établis entre les migrants eux-mêmes dans le même pays d'accueil mais aussi dans différents pays de destination, leurs avis sur le rôle de la diaspora dans le développement du pays d'origine et sur les pratiques diasporiques, nous avons réalisé une étude de terrain basée sur un questionnaire sur trois diasporas émergentes : roumaine, moldave et kirghize.

Ce questionnaire nous aidera à identifier les facteurs déterminant l'identification au groupe ethnique et la participation à la structuration de la diaspora en réseaux secondaires pour apporter un impact plus important sur les pays d'origine. Nous essayons de voir quels sont les expatriés qui produisent le plus d'effets positifs sur la société d'origine et de vérifier le rôle des réseaux primaires et secondaires dans la mobilisation des ressources de la diaspora en faveur du pays d'origine.

Comme constaté plus haut, ces trois communautés connaissent des niveaux différents de structuration et exercent un impact inégal sur le pays d'origine. Les résultats de l'analyse empirique nous permettront de tester les hypothèses que :

- l'ampleur des effets positifs sur le pays source n'est pas déterminée par la taille et l'ancienneté de la diaspora mais par le degré de structuration en réseaux ;
- les diasporas mieux consolidées sont susceptibles de générer plus de richesse que les diasporas moins structurées ;
- les réseaux secondaires jouent un rôle important non seulement dans la mobilisation des ressources de la diaspora mais aussi dans sa perpétuation dans le temps et dans l'espace ;
- les réseaux d'insertion dans le pays d'accueil permettent de réaliser un impact plus important des ressources non financières sur le pays d'origine.

L'analyse des données a servi aussi à mettre en valeur les conditions permissives qui déterminent l'ampleur de la contribution apportée par une diaspora au développement du pays source. La collecte de données qu'on recherche s'appuie sur un questionnaire qui a été réalisé en septembre-décembre 2010.

2.1.1 La constitution de l'échantillon

Il est nécessaire de préciser tout d'abord le statut et les objectifs de l'analyse empirique. Dans le cadre de la thèse nous ne disposons ni du temps ni des moyens financiers de réaliser un véritable sondage sur un échantillon représentatif des émigrés. Une telle démarche nécessiterait un échantillon de 500 personnes environ dans chaque diaspora afin que l'analyse des sous-groupes soit elle-même significative. Cet échantillon devrait en outre respecter les règles classiques de segmentation socio-démographique, et d'ancienneté de l'émigration. En plus, une comparaison avec des diasporas de référence comme celles de Chine, d'Inde et de Russie – supports de nos hypothèses – devrait permettre de préciser les spécificités de notre objet, composé de trois diasporas post-communistes. L'objet de notre recherche empirique se situe en quelque sorte en amont. Il s'agit de tester la pertinence et la solidité du schéma explicatif général des pratiques diasporiques particulières relatives aux transferts de ressources non financières (RNF). La très grande complexité de l'analyse des diasporas, avec le grand nombre de facteurs explicatifs dans le cadre d'une analyse empirique de la causalité, demande de tester au préalable la structuration et la cohérence de ces comportements diasporiques économiques, et de mettre en évidence certaines relations fondamentales explicatives de ces comportements. C'est cette recherche empirique que nous avons menée dans le cadre de la thèse, avec un échantillon à notre portée de 150 personnes. S'il ne s'agit donc aucunement, nous le répétons, d'un sondage avec le statut d'une véritable recherche sociologique capable d'établir solidement des lois ou régularités de comportement, notre échantillonnage n'en a pas moins respecté certaines règles de l'art en matière de segmentation (âge, sexe, pays d'origine et d'accueil). Il a également été subordonné à notre problématique générale de la diaspora et des RNF dans le sens où nous avons cherché à respecter une segmentation équilibrée selon les types de comportements diasporiques : actifs, latents et passifs. Le statut des conclusions de l'analyse empirique est avant tout un test de solidité et de pertinence des hypothèses que représente le schéma explicatif que nous avons élaboré dans les chapitres précédents.

Comme il n'existe pas un cadre d'échantillonnage des trois diasporas dans les pays de destination retenus pour l'étude, un échantillonnage probabiliste n'a pas été possible de toutes manières. Tenant compte de l'objectif de notre étude qui est l'obtention des informations plus détaillées sur les perceptions des migrants concernant leur contribution au développement du pays d'origine nous avons choisi un échantillon limité à 50 personnes par diaspora.

TABLEAU 4.2: RÉPARTITION DES RÉPONDANTS SELON LE PAYS DE DESTINATION

Communauté diasporique	Pays de destinations	Questionnaire
Roumaine	France	20
	Espagne	14
	Etats-Unis	8
	Canada	8
	Sous-total	50
Moldave	Russie	7
	Italie	10
	Portugal	5
	France	19
	Etats-Unis	5
	Canada	4
Sous-total	50	
Kirghize	Russie	36
	France	14
	Sous-total	50
	TOTAL	150

Pour s'assurer de la représentativité de l'échantillon plusieurs méthodes de collecte de données ont été appliquées. Nous avons commencé par la méthode empirique « boule de neige ». Dans notre démarche d'identification des premiers répondants nous avons utilisé la typologie des membres de la diaspora présentée dans le troisième chapitre de cette thèse. Les éléments principaux qui aident à classer les membres d'une diaspora sont : l'insertion dans les réseaux nationaux de la communauté ethnique, notamment dans les structures formelles est le caractère intentionnel ou non-intentionnel des ressources vers le pays source. Dans la procédure de création de l'échantillon nous tenons compte de ces critères pour pouvoir couvrir les trois catégories de membres afin de voir si le niveau d'intégration professionnelle et sociale explique la participation aux groupements formels et si l'impact des ressources envoyées se manifeste différemment en fonction du type de membres.

Etant donné que les membres actifs sont les plus faciles à trouver grâce à leur implication dans les activités des structures formelles de la diaspora, ils ont servi de point de départ à la constitution de l'échantillon. Premièrement le questionnaire a été envoyé aux responsables des associations diasporiques connues comme les plus actives dans les pays d'installation retenus pour l'enquête à qui on a demandé de faire circuler le questionnaire aux autres membres de leur organisation mais aussi aux migrants qui ne font pas partie de l'association. Les contacts des membres actifs ont été obtenus auprès des services diplomatiques de la Moldavie, de la Roumanie et du Kirghizstan dans les pays de destination, sur le site internet du Bureau moldave des relations interethniques pour la diaspora moldave, sur le site internet du Département des Roumains de Partout pour la diaspora roumaine et comme pour le

Kirghizstan n'existe aucune institution chargée de la relation avec la diaspora qui disposerait des informations sur les associations diasporiques kirghizes on a fait appel à l'Ambassade du Kirghizstan à Moscou pour les migrants kirghizes en Russie et pour les associations diasporiques en France nos avons consulté le site de la Préfecture de Police.

Dans cette étude, le terme « diaspora » utilisé pour les trois communautés de migrants se réfère à toutes les personnes originaires de ces trois pays qui se trouvent à l'étranger ayant un lien réel ou imaginaire avec le pays d'origine sans tenir compte du pays de destination, de la durée de résidence à l'étranger et du statut légal durant leur séjour dans le pays d'accueil. Toutefois, pour la sélection de l'échantillon qui doit assurer une diversité des profils des migrants on a pris en considération les spécificités migratoires des trois pays d'origine. En raison du contexte particulier de l'émigration, notamment de la Moldavie et du Kirghizstan, pour ces deux diasporas, nous avons essayé d'inclure dans l'échantillon : des expatriés en fonction de la répartition géographique de la main-d'œuvre qualifiée et non-qualifiée. La Russie a été choisie étant la première destination des migrants originaires de ces deux pays, surtout des travailleurs temporaires dans le domaine de la construction et du bâtiment. Le questionnaire a été également envoyé aux migrants moldaves et kirghizes installés sur les territoires de certains pays d'Europe Occidentale ainsi que des Etats-Unis et du Canada qui attirent en plus de la main-d'œuvre non-qualifiée : des personnes qualifiées. Pour la diaspora roumaine, le questionnaire a été transmis aux expatriés roumains dans quatre pays de destination, dont deux en Europe (l'Espagne et la France) connus comme destinations tant des migrants qualifiés que non qualifiés et les Etats-Unis et le Canada comme des pays d'accueil surtout des migrants qualifiés.

Pour les diasporas moldave et roumaine, le questionnaire a été rédigé en roumain et pour les membres de la diaspora kirghize une version française a été préparée pour la communauté de migrants kirghizes en France et un autre exemplaire en russe pour ceux installés en Russie. Le questionnaire a été envoyé par e-mail avec un message d'accompagnement expliquant les objectifs de l'étude ainsi qu'une note portant sur la préservation de l'anonymat des répondants et la non-diffusion des réponses aux autres personnes ou institutions. Pour les communautés de migrants en France en plus de l'expédition par la voie électronique, le questionnaire a été rempli lors de la participation aux réunions formelles et informelles des membres de trois diasporas. Les réponses au questionnaire ont été traduites en français par l'auteur.

D'une part, la recherche des informations qualitatives sur le comportement des membres des diasporas et d'autre part, l'inexistence d'une base de données sur les migrants dans les pays de destination choisis, le manque d'habitude de ces personnes de participer à ce type d'études, plus particulièrement les Kirghizes, les difficultés de les motiver à répondre, leur méfiance sur l'utilisation des informations fournies nous ont conduit à opter pour une analyse qualitative en questionnant 50 personnes par diaspora. Il faut noter que si sur la diaspora roumaine il y a déjà certaines études réalisées, notamment sur les informaticiens roumains à l'étranger, sur la diaspora moldave et kirghize cette étude est parmi les pionniers ce qui explique l'inhabitude des migrants moldaves et kirghizes de répondre aux questionnaires portant sur le rôle de la diaspora. Le nombre limité à 150 répondants a sans doute biaisé les résultats du questionnaire du point de vue de la représentativité des structures qui apparaissent, mais pas du point de vue de la cohérence des comportements et de leurs principales relations. Cette analyse empirique nous permet bien d'obtenir des informations qualitatives nouvelles sur les opinions des membres des diasporas concernant leur apport au développement des pays d'origine, de vérifier l'hypothèse qu'en fonction du type de membres, les effets bénéfiques générés par les ressources de la diaspora sur le pays d'origine se manifestent d'une manière différente et de confirmer qu'à long terme la diaspora représente une ressource importante pour le développement du pays de départ.

2.1.1.1 Méthode de recherche des membres actifs

Comme définis dans le chapitre précédent, les membres actifs d'une diaspora sont ceux qui jouent le rôle central dans la création des structures formelles de la diaspora et ont une forte volonté de participer au processus de développement du pays d'origine à travers la mise en place des projets adressés à un public plus large des non migrants restés dans le pays source. Ils sont les catalyseurs de la consolidation de la diaspora en organisations formelles qui revêtent le plus souvent la forme d'association. Pour les trois diasporas en question, les listes des associations ont été obtenues auprès des Ambassades dans les pays d'installation retenus pour l'étude, des informations complétées par des recherches supplémentaires sur Internet.

Généralement, les associations diasporiques disposent d'un site internet où on peut trouver les contacts des responsables à qui nous avons envoyé le questionnaire et qui l'ont fait circuler au sein de l'association ou du réseau mais aussi de leur entourage qui compte également des migrants non membres du groupe formel, ainsi nous avons pu recruter d'autres représentants actifs et des membres latents des communautés de migrants étudiées.

L'existence des groupements diasporiques formels indique l'avancement d'une diaspora dans le processus de structuration. Les associations émergent comme une forme d'affirmation de l'identité collective, de résistance à l'assimilation dans la société d'accueil ce qui mène à l'autonomisation des migrants et à la conservation de leur identité en dépit du processus d'acculturation mais aussi comme une manière de consolidation des efforts pour contribuer au développement du pays source. Cette forme de structuration transforme les ressources individuelles dans des ressources collectives qui permettent d'entreprendre des actions à caractère collectif en faveur du pays d'origine en augmentant l'impact sur le pays d'origine par rapport aux initiatives individuelles.

Parmi les trois diasporas qui participent à l'étude de terrain, la communauté des migrants roumains connaît la meilleure organisation en associations diasporiques pour lesquelles nous n'avons pas rencontré des difficultés à trouver les contacts des responsables des structures de migrants roumains les plus connues dans chaque pays de destination, ainsi nous avons pris contact avec 6 responsables d'associations dans les quatre pays d'accueil choisis comme destinations préférées des Roumains, dont 2 responsables d'association diasporique en Espagne, 2 en France, 1 au Canada et 1 aux Etats-Unis. Pour la diaspora moldave qui commence à s'organiser dans des structures formelles qui voient le jour de plus en plus, surtout dans le domaine des activités culturelles, nous avons envoyé premièrement le questionnaire à 5 responsables des associations diasporiques identifiées en choisissant une association par pays d'accueil. Quant à la diaspora kirghize, pour la communauté des migrants en Russie, nous avons pu obtenir les contacts de quelques associations et nous sommes entrés en contact avec 4 responsables à qui nous avons transmis le questionnaire tandis que pour la communauté des Kirghizes en France, la mission diplomatique n'avait pas connaissance de l'existence des associations diasporiques, ce qui confirme le niveau limité de consolidation de la communauté de migrants kirghizes dans les pays de l'Europe Occidentale mais aussi l'absence de coordination entre les migrants et les autorités kirghizes. A cause des flux récents de migration en direction de l'Europe de l'Ouest on constate que la présence des associations diasporiques kirghizes est très faible, par exemple pour la France nous avons trouvé une seule organisation formelle des migrants kirghizes et avec difficulté nous avons réussi à contacter un des responsables de l'organisation pour lui demander de remplir le questionnaire et de l'envoyer aux autres Kirghizes de son entourage.

Le courrier électronique a été le moyen principal d'expédition du questionnaire aux membres actifs. Les responsables des associations diasporiques créées en France ont été aussi contactés

par téléphone. En plus de la méthode « boule de neige » pour le recrutement d'autres membres actifs de la communauté diasporique moldave en France, l'auteur a participé à la réunion mensuelle des responsables d'associations diasporiques du mois d'octobre, tenue dans les locaux de l'ambassade de Moldavie à Paris. Ils ont rempli sur place le format papier du questionnaire et la version électronique leur a été envoyée ultérieurement en vue de transmission aux autres Moldaves.

2.1.1.2 Méthode de recherche des membres latents

Les membres latents et les membres passifs de la diaspora sont plus difficiles à repérer à cause de leur participation réduite aux activités des structures formelles dans le cas des membres latents, et inexistante pour les membres passifs.

Selon notre définition des membres latents, il s'agit des migrants qui ne jouent pas un rôle actif dans la consolidation des expatriés originaires du même pays d'origine dans des groupements formels mais ils peuvent être entraînés occasionnellement par les membres actifs pour participer aux activités menées par les associations diasporiques existantes. Les membres latents envoient diverses ressources aux proches qui vivent dans le pays de départ afin d'améliorer leur niveau de vie ou créent des entreprises sans chercher à contribuer directement à l'amélioration du bien-être général, mais comme montré dans l'analyse de la grille de lecture des ressources de la diaspora à long terme ils participent indirectement au développement du pays d'origine à travers les effets bénéfiques non-intentionnels. Ils s'organisent généralement en réseaux informels mais peuvent également prendre part à la vie des structures diasporiques quand les membres actifs les sollicitent, d'où nous admettons que les membres actifs qui font aussi partie des réseaux informels sont en contact avec les membres latents et peuvent leur transmettre le questionnaire. C'est pour cette raison que nous avons demandé aux membres actifs d'envoyer le questionnaire tant aux autres membres de leur organisation qu'aux compatriotes qu'ils connaissent en dehors de l'association, ainsi en plus de recruter d'autres expatriés qui sont membres des réseaux diasporiques formels, les responsables des associations nous ont permis d'accéder aux contacts de certains membres latents qui ont déjà participé par le passé aux événements organisés par les membres actifs.

Pour rencontrer d'autres membres latents de la diaspora moldave et celle roumaine de France, l'auteur a choisi de participer aux réunions informelles. Comme l'église reste un lieu important de rassemblement tant de la communauté moldave que roumaine, des visites à

l'Eglise orthodoxe moldave à Paris et à l'Eglise orthodoxe roumaine de Paris ont été faites pour demander aux représentants de ces deux diasporas de remplir le questionnaire.

2.1.1.3 Méthode de recherche des membres passifs

La difficulté est apparue pour la recherche des répondants qui représentent les membres passifs de la diaspora à cause de leur absence dans les réseaux secondaires. Cette catégorie des membres renvoie aux migrants qui sont assimilés par la société d'accueil et comme ils ne veulent pas valoriser leur identité d'origine ils ne tissent pas des liens avec d'autres migrants venus du même pays de départ mais ils ne nient pas leurs racines et gardent le contact avec le pays source. Nous avons montré que l'avènement d'Internet a apporté une nouvelle forme d'organisation de la diaspora – les communautés virtuelles qui facilitent le maintien du lien avec le pays d'origine mais aussi entre les expatriés et activent le sentiment d'identification au groupe ethnique des membres passifs en introduisant une certaine connexion entre eux et d'autres membres de la diaspora. Tenant compte du fait que les membres passifs ne sont pas insérés dans les associations diasporiques tangibles, leur identification a été possible à travers les communautés virtuelles de migrants créées sur les sites de réseaux sociaux.

Les liens tissés à travers Internet constituent une nouvelle forme de réseau social où les migrants ont la possibilité de multiplier les contacts, de diversifier les sources d'information et les possibilités de réaliser soit un projet individuel comme par exemple la réussite de l'intégration professionnelle et sociale dans le pays d'arrivée ou un projet collectif adressé à la communauté migrante ou du pays d'origine. C'est une manière novatrice de développer et d'utiliser ce que Granovetter (1973) appelle « des liens faibles » et de consolider « les liens forts » malgré la distance géographique. L'espace virtuel devient une plateforme de rencontre entre tous les membres de la diaspora où les actifs mènent des campagnes de mobilisation de ressources de la communauté de migrants à une échelle plus large pour l'organisation de divers événements dans le pays d'accueil et des projets de développement pour le pays d'origine, les latents renforcent les « liens forts » avec les proches restés aux pays et créent des nouveaux contacts avec d'autres expatriés venant de leur pays d'origine ; et les passifs communiquent plus souvent avec leurs interlocuteurs du pays d'origine et sont susceptibles d'entrer en contact avec d'autres migrants qui ont les mêmes origines.

Ces réseaux sociaux virtuels ont été utilisés pour trouver des membres passifs des trois communautés d'expatriés et un nombre plus grand de membres latents. La recherche des communautés virtuelles sur les sites de réseaux sociaux Facebook (pour les trois diasporas) et

sur Odnoklassniki¹⁴⁴ (pour les migrants moldaves et kirghizes) a été faite avec des mots clés comme : moldave, roumain ou kirghize. Généralement l'accès à la page de présentation de ces groupements sur Internet est public et dans la liste des « amis » on a choisi d'une manière aléatoire des personnes selon leur pays de résidence à qui des messages privés ont été envoyés pour demander si elles acceptent de participer à cette étude et si la réponse était positive l'adresse électronique était demandée pour pouvoir leur expédier le questionnaire. Parmi les 25 demandes envoyées par diaspora nous avons obtenu 37 acceptations de participation au questionnaire (environ 50% des personnes contactées), dont 15 pour la diaspora roumaine, 12 pour la diaspora moldave et 10 pour la diaspora kirghize.

Pour la diaspora moldave ont été contactées les personnes qui font partie de la communauté en ligne « Les Moldaves à l'étranger » (*Moldova in Strainatate*), groupe créé sur Odnoklassniki qui compte environ 2 052 Moldaves installés dans différents pays de destination, des demandes de participation à l'étude de terrain ont été envoyées aux migrants moldaves résidant dans les 5 pays de destination choisis pour l'étude. Pour la diaspora roumaine ont été consultées les communautés de migrants enregistrées sur Facebook : « Les Roumains en France » – 193 membres enregistrés, « Les Roumains en Espagne » (*Romanii din Spania*) – 237 membres, « Les Roumains au Canada » (*Romanii din Canada*) – 102 membres, et la « Communauté des Roumains à New-York » (*Comuniataea Romanilor din New-York*) – 103 membres). En ce qui concerne la communauté des Kirghizes en Russie nous avons recruté des personnes pour le questionnaire à partir du groupe créé sur Odnoklassniki « Les Kirghizes en Russie » (*Киргизы в России* – 439 membres) et pour les Kirghizes en France, sur Facebook nous avons trouvé uniquement deux groupes : « la Yourte kirghize » qui compte 111 membres et la page de l'association diasporique « Association des Kirghizes de France et leurs Amis » qui réunit sur Internet 118 personnes.

Les communautés virtuelles ont été analysées non seulement pour la recherche de membres passifs et de plusieurs membres latents des trois diasporas, mais également pour déterminer la place qu'elles occupent dans la diffusion des ressources vers le pays d'origine et quel type de ressources circulent et sont créées par les « migrants on-line ». La méthode employée a été l'observation des discussions publiques entre les membres, les informations affichées sur les « murs » (*wall*) de la page disponible de chaque communauté soit sur Facebook (plutôt pour

¹⁴⁴ Odnoklassniki.ru (*camarades de classe*) est un réseau social sur Internet qui est une version russe de Facebook. Il a été créé en 2006 pour réunir les personnes qui ont fréquenté la même école en Russie et dans les pays composant l'ex-Union Soviétique. Le site revendique le chiffre de 45 millions de membres enregistrés en 2010.

la diaspora roumaine ou Odnoklassniki (pour les migrants moldaves et kirghizes), les sujets abordés, etc.

2.1.2 La structure du questionnaire

Le questionnaire a été structuré en 7 parties contenant 59 questions à choix multiples qui donnent aussi la possibilité aux répondants d'apporter des précisions.

La première section *Informations générales* cherche à recueillir des informations sur l'âge du migrant, le niveau d'études acquis dans le pays d'origine, la poursuite des études dans le pays d'accueil, l'obtention ou non de la nationalité du pays de destination afin d'observer le parcours d'intégration des migrants dans le pays d'accueil, de voir si l'emploi occupé correspond aux qualifications et comment ces éléments influencent l'insertion dans les réseaux diasporiques nationaux et le type de ressources envoyées vers le pays d'origine.

La deuxième section *Le choix de l'émigration* comporte 11 questions sur les motivations de départ à l'étranger, les objectifs à atteindre dans le pays d'accueil, les critères de choix du pays de destination, la durée de résidence à l'étranger et les projets de retour. A travers ces questions on cherche à déterminer comment la période dans le pays d'installation influence la participation des membres de la diaspora aux réseaux nationaux et leur contribution au développement du pays d'origine, quelle est la place des migrants déjà installés dans divers pays d'accueil dans le choix de la destination pour les futurs migrants et quelle est la relation entre les raisons qui ont conditionné l'émigration et les perspectives de retour.

La troisième rubrique *Informations sur le domaine d'activité* à travers 5 questions fournit des informations sur la catégorie socioprofessionnelle des migrants, le domaine d'activité, le type de contrat, le revenu annuel dans le pays de destination, des données qui visent à montrer si le niveau d'intégration professionnelle dans le pays d'accueil explique la disponibilité des expatriés de participer aux activités des structures diasporiques formelles et d'être davantage impliqués dans les projets de développement du pays source.

La quatrième section *Type et intensité des contacts avec le pays d'origine* englobe 5 questions qui cherchent à identifier le type et l'ampleur des liens avec le pays source, les moyens de communications utilisés pour garder le contact avec les personnes restées au pays et la fréquence des discussions pour voir comment les trois catégories de membres participent aux réseaux primaires. Cette section essaie aussi d'extraire des données sur l'intensité des visites

au pays source et le but du voyage afin de détecter dans quel domaine d'activité du pays source, les membres de la diaspora apportent l'expérience acquise à l'étranger.

La rubrique suivante *Structures diasporiques* avec 10 questions vise le repérage des organisations diasporiques existantes dans les pays de destination, leurs activités, le statut membre ou non du répondant, le degré de formalisation des diasporas mais aussi l'existence des réseaux entre les expatriés et le pays d'origine qui facilitent la diffusion de diverses ressources vers le pays source mais aussi permettent aux migrants de se tenir informés sur les actualités du pays de départ. Nous nous intéressons au type de contacts qui se nouent entre les membres de la même communauté comme signe d'évolution des réseaux diasporiques secondaires. Comme il s'agit des diasporas en création, à ce stade les liens entre les migrants et le pays d'origine sont très forts et accentués tandis que l'inter-connectivité dans le pays de destinations entre les migrants venant du même pays est faible. C'est pour cette raison que l'on cherche à mesurer l'insertion des expatriés dans les réseaux secondaires pour comprendre le processus de consolidation dans des réseaux diasporiques comme vecteur de mobilisation des ressources de la diaspora produisant des effets positifs non seulement au niveau des ménages bénéficiaires dans le pays d'origine mais également au niveau national.

Les questions portant sur la participation aux activités des associations diasporiques et la fréquence nous permettent d'identifier le niveau d'insertion dans les structures secondaires de la diaspora.

La sixième section *Opinions sur le rôle de la diaspora* (8 questions) est axée sur l'identification des perceptions des migrants concernant la contribution du groupe ethnique au développement du pays source, leurs opinions sur les domaines dans lesquels la diaspora génère des effets positifs, leur connaissance sur l'existence des programmes de transferts de connaissances mis en place par les institutions nationales ou internationales, ainsi que les éléments qui les dissuadent de lancer une affaire dans le pays d'origine ou de s'impliquer davantage dans le processus de développement du pays source. Ces questions nous aideront à souligner les conditions permissives pour qu'une diaspora ait un impact positif plus important sur le pays de départ ainsi qu'à élaborer des recommandations pour les Etats d'origine, dans le but de mettre en place des actions pour renforcer la relation avec la diaspora, et motiver davantage les expatriés à apporter leurs contributions.

La dernière section *Transferts réalisés vers le pays de d'origine* par le biais de 7 questions livre des informations sur le type de ressources que la communauté diasporique peut envoyer

vers le pays d'origine : les ressources financières (les remises de fonds), leur finalité, et les ressources non financières que les migrants pensent envoyer vers le pays d'origine. A travers ces questions nous cherchons à dépasser une approche en termes d'opinions pour identifier les pratiques et les intentions de contribution au développement du pays d'origine. Les réponses liées à cette section permettront de montrer pour quel usage (consommation ou investissements) les ressources financières sont allouées selon le type de membres qui réalisent les transferts de fonds ainsi que leur capacité à envoyer des ressources non financières.

2.1.3 La méthode de traitement des variables

La méthode de traitement des données utilisée est simple et robuste. Elle repose sur une méthode développée par 20 ans de pratique d'Ivan Samson¹⁴⁵. Il s'agit de :

- *construire* une base de données ;
- *décomposer* les données en variables explicatives et variables dépendantes ;
- *faire* une analyse typologique de la structure de chacun de ces blocs ;
- *analyser* de manière causale les corrélations entre les deux blocs ;
- *simplifier* l'échantillon en éliminant les variables peu significatives ou redondantes et les recoder le cas échéant ;
- *concentrer* les informations en construisant des **indicateurs composites** qui vont décrire chacune des dimensions des phénomènes à mesurer (d'après les méthodologies canoniques de Lazarsfeld¹⁴⁶, de Michelat et Simon¹⁴⁷) ;
- *expliquer* les phénomènes en analysant leurs déterminants à travers des corrélations simples entre les principaux indicateurs, éventuellement en utilisant des graphes de corrélations ;
- *interpréter* ensuite les résultats en les resituant dans les hypothèses et les débats théoriques qui les sous-tendent.

Nous avons utilisé cette méthode à partir d'une base de données qui englobe les 150 questionnaires remplis par les membres des trois diasporas émergentes et dans laquelle

¹⁴⁵ Samson I., Benlounes F., Chi J. (2005), *Indicateurs de développement durables et typologies territoriales de l'Algérie dans une perspective 2025*, Colloque International « Indicateurs territoriaux du développement durable », Université Paul Cézanne – Aix-Marseille III – Faculté d'Économie Appliquée, CEREFI, 1^{er} et 2 décembre 2005

¹⁴⁶ Boudon R., Lazarsfeld P. (1965), *Le vocabulaire des sciences sociales, Concepts et indices*, Paris, Mouton

¹⁴⁷ Michelat G. et Simon M. (1978), *Religion et comportement politique*. In : Revue française de sociologie, Vol.19, N° 19-3, pp. 455-460

chaque question correspond à une variable (questionnaire et base de données en annexes). Lors du codage des réponses de 59 questions faisant l'objet du questionnaire, certaines ont été décomposées en plusieurs questions selon l'importance de l'information livrée pour notre étude et d'autres ont été recodées, ainsi la base de données compte 89 variables.

Comme outil de calcul, nous avons utilisé : le logiciel libre XLSTAT 2011 et EXCEL qui sont employés pour le calcul de coefficients Pearson des variables utilisées pour l'analyse mais aussi pour la standardisation des variables. L'analyse des corrélations nous a permis d'identifier les variables les plus significatives et construire ultérieurement des indicateurs en agrégeant plusieurs variables centrées réduites (à pondérations égales).

Lors de l'analyse des résultats ont été retenues les variables actives qui réagissent plus aux autres variables en termes de corrélation. La matrice de corrélation constituée pour chaque groupe de variables nous aide à réduire le nombre de variables en maintenant seulement celles qui ont une information intéressante à apporter et en éliminant les variables redondantes et celles qui ont un faible coefficient de corrélation¹⁴⁸. Par conséquent, pour la suite nous avons gardé 50 variables que nous allons finalement réduire à 7 indicateurs, 7 autres variables explicatives et dépendantes résiduelles et 8 variables dépendantes portant sur le contenu des effets des ressources non financières (effets RNF).

Les variables utilisées par l'analyse ont été classées en deux catégories principales en fonction d'éléments qu'elles apportent pour l'interprétation : d'une part les variables explicatives qui permettent de décrire l'échantillon et la structuration des diasporas et d'autre part les variables dépendantes qui aident à expliquer les comportements diasporiques. Dans un premier temps, nous avons réalisé une analyse structurelle à l'intérieur de chaque groupe de variables en définissant les typologies de personnes et de réseaux diasporiques pour les variables explicatives et les typologies de comportements pour les variables dépendantes. Ensuite à l'aide des coefficients de corrélation entre les deux grandes catégories de variables une analyse de type causal est effectuée qui met en évidence les déterminants des comportements diasporiques.

Pour faciliter l'analyse des données on regroupe les variables selon la dimension qu'elles décrivent en distinguant trois types :

¹⁴⁸ Pour cette étude les variables ayant des coefficients de corrélation entre 0,2 et 0,8 et entre -0,2 et -0,8 sont considérées comme significatives, alors que les variables avec des coefficients se rapprochant de 1 et -1 sont considérées comme redondantes et celles ayant des coefficients proches de 0 sont qualifiées de non significatives.

- **les variables de caractéristiques** qui décrivent les profils socio-démographiques, socio-professionnels et géo-économiques des répondants ;
- **les variables d'appartenance diasporique** qui vont décrire les formes de structuration des diasporas à travers notamment les réseaux diasporiques primaires et secondaires mais aussi d'insertion dans le pays de destination ;
- **les variables de comportements diasporiques** qui décrivent des opinions et des pratiques de production des effets RNF.

Les deux premières catégories représentent les variables explicatives de premier niveau (VE1) constitué par les variables de caractéristiques et respectivement les variables explicatives de deuxième niveau (VE2) formées par les variables d'appartenance diasporique. Le dernier type réunit les variables dépendantes.

Ces trois groupes de variables correspondent d'assez près aux sept parties du questionnaire. Les variables de caractéristiques sont construites à partir des trois premières sections portant sur les informations générales sur les répondants, le choix de l'émigration et les informations sur le domaine d'activité de la population questionnée. En ce qui concerne les variables d'appartenance diasporique, elles reposent sur deux sections qui livrent d'une part, des éclaircissements sur le type et l'intensité des liens avec le pays d'origine (les réseaux primaires), dimension décrite par la quatrième partie du questionnaire *Type et intensité des contacts avec le pays d'origine* et d'autre part, montrent l'appartenance des migrants aux réseaux diasporiques (réseaux secondaires), des informations fournies par la cinquième section qui porte sur les structures diasporiques. L'insertion dans le pays d'accueil est analysée à travers trois variables de la deuxième partie du questionnaire (*Choix de l'émigration*) qui indique les projets de retour au pays (RETOUR), les objectifs fixés dans le cas de l'émigration du travail (TRAV) et l'obtention de la nationalité du pays de destination (NATPD), des éléments qui nous permettront de construire un indicateur d'insertion dans le pays d'accueil pour identifier les stratégies d'acculturation adoptées par les répondants. Enfin, les variables de comportement diasporiques s'axent sur les deux dernières parties du questionnaire liées aux opinions sur le rôle de la diaspora et aux transferts réalisés vers le pays d'origine. La première examine les opinions des répondants sur le rôle qu'une diaspora peut jouer dans le développement du pays d'origine et la deuxième étudie les pratiques de contribution au développement du pays d'origine à travers tant les ressources financières que les ressources non financières.

Pour le premier sous-groupe des variables explicatives ont été identifiées quatre catégories : caractéristiques, statut dans les pays de destinations, emploi et histoire migratoire.

TABLEAU 4.3 : LES 18 VARIABLES DE CARACTÉRISTIQUES OU VARIABLES EXPLICATIVES DE PREMIER NIVEAU (VE 1)

Caractéristiques	
AGEACT	Age
GEND	Sexe
DIPPO	Plus haut niveau de diplôme obtenu dans le pays d'origine
PO2 ¹⁴⁹	Pays d'origine
PD2	Pays de destination
REV	Revenu annuel dans le pays de destination
Statut dans le pays de destination	
NAT	Nationalité
ECIVIL	Etat civil
INSTPD	Installation dans le pays de destination
ETUDPD	Continuation des études dans le pays de destination
NOWETUD	Etudiants
Emploi	
SECTRAV	Secteur d'activité économique
TYPCONTR	Type de contrat de travail
OCCUP	Catégorie socioprofessionnelle
Histoire migratoire	
ZONEPO	Zone de résidence dans le pays d'origine
PQMIG	Raisons de l'émigration
PQPD	Raisons du choix du pays de destination
RESEAU	Contacts existants dans le pays de destination avant l'émigration

En ce qui concerne le deuxième sous-groupe des variables explicatives portant sur la structuration des diasporas il y a trois catégories : appartenance aux réseaux primaires et secondaires et d'insertion dans le pays d'accueil.

TABLEAU 4.4 : LES 12 VARIABLES D'APPARTENANCE DIASPORIQUE OU VARIABLES EXPLICATIVES DE DEUXIÈME NIVEAU (VE2)

Appartenance aux réseaux primaires	
LIENPO	Lien avec le pays d'origine
TEHCOM	Moyens de communication utilisés pour garder le lien avec le pays d'origine
VISPO	Visites au pays d'origine
ETUD	Emigration pour études
DUREPD ¹⁵⁰	Durée de résidence dans le pays de destination
Appartenance aux réseaux secondaires	
MBORG2 ¹⁵¹	Membres des organisations en général

¹⁴⁹ Le chiffre 2 accolé aux variables explicatives VE1 (PO2 et PD2) indique un recodage des variables en changeant l'ordre des pays d'origine pour la variable initiale PO (1. Roumanie ; 2. Moldavie et 3. Kirghizstan (PO2) au lieu de 1. Moldavie, 2 ; Roumanie et 3. Kirghizstan (PO)) et pour les pays de destination, la variable PD2 regroupe les pays d'accueil par zone géographique (1. Amérique du Nord ; 2. Europe et 3. Russie) à la suite de la variable initiale PD (1. Russie ; 2. France ; 3. Italie ; 4. Espagne ; 5. Portugal ; 6. Etats-Unis et 7. Canada).

¹⁵⁰ C'est une nouvelle variable que l'on a formulée pour déterminer l'ancienneté des diasporas et voir comment les caractéristiques varient en fonction de la durée à l'étranger. Elle a été construite en faisant la soustraction entre 2010 (l'année du questionnaire) et la variable ANMIG (l'année de l'émigration du répondant).

¹⁵¹ Le chiffre 2 après certaines variables VE2 et VD correspond au recodage des variables initiales fait pour présenter les réponses dans une logique décroissante en indiquant en premier l'effet diasporique plus fort et en dernier le moins fort ou pour regrouper plusieurs réponses correspondantes sous un seul code afin de concentrer l'information.

INSORGDIASP2	Participation aux activités des associations diasporiques
AIDEMIG	Aide à l'émigration accordée aux compatriotes
MBORGDIASP	Membres des associations diasporiques
Insertion dans le pays d'accueil	
RETOUR	Projet de retour au pays
TRAV	Emigration de travail
NATPD	Obtention de la nationalité du pays de destination

Pour ce qui est des variables dépendantes utilisées pour expliquer les comportements diasporiques, nous les avons classées en quatre sous groupes : opinions sur les effets RNF, contenu des effets RNF, les obstacles aux effets RNF et la production des effets RNF sur le pays de d'origine.

TABLEAU 4.5 : LES 20 VARIABLES DE COMPORTEMENTS DIASPORIQUES OU VARIABLES DÉPENDANTES (VD)

Opinions sur les effets RNF	
IMPDIASP	Opinions sur l'impact de la diaspora sur le développement du pays d'origine
ROLDIASP2	Opinions sur les domaines dans lesquels la diaspora joue un rôle positif dans le développement
BUTENV2	But d'envoi d'argent
DEVDIASP2	Opinions sur le type de contribution apportée par la diaspora au développement du pays d'origine
TRSFKNOW	Opinions sur la diaspora comme source de transfert de connaissances et de compétences vers le pays d'origine
Contenu des effets RNF	
NEWPROD	Accès plus facile aux nouveaux produits
INFOMARC	Information sur les marchés étrangers
SAVOIRF	Accès aux réalisations et connaissances du pays de destination
AFFAIRES	Intermédiaire entre les milieux d'affaires de deux pays
IMITAT	Imitation, adoption et adaptation des connaissances et technologies du pays de destination
COMPORT	Transmission de nouveaux comportements managériaux
IMAGE	Amélioration de l'image du pays source
MENTAL	Changement de mentalités dans la société du pays d'origine
INTGWE	Ressource d'intégration dans l'économie mondiale
Obstacles aux effets RNF	
OBSTCOLLAB2	Obstacles lors du transfert de connaissances vers le pays d'origine
OBSTAFFPO2	Obstacles pour lancer des affaires dans le pays source
Production d'effets RNF	
ENVARG	Transfert de fonds
CONTRB2	Domaine dans lequel les répondants apportent leur contribution
PRGTKNOW	Participation aux programmes de transfert de connaissances vers le pays d'origine
AFFPO	Lancement des affaires dans le pays d'origine

2.2 L'analyse et l'interprétation des résultats : analyse typologique

2.2.1 L'analyse des variables de caractéristiques ou variables explicatives de premier niveau (VE1) et la construction des indicateurs de caractéristiques

Pour décrire la structure de l'échantillon, les principales caractéristiques de la population questionnée, les profils des répondants, nous avons procédé à l'analyse des variables explicatives du premier sous groupe VE1 en faisant une table de corrélation des 18 variables correspondantes à cette catégorie (la matrice de corrélation est présentée en annexes) et des tris croisés avec les variables principales des quatre catégories définies à l'intérieur des variables de caractéristiques. L'analyse des coefficients se fait en ligne en identifiant les principaux traits par l'interprétation des corrélations significatives mais aussi des valeurs proches de 0 qui peuvent contenir des informations intéressantes (situation de non relation).

Avant de commencer l'analyse des caractéristiques de l'échantillon on présente le tableau des fréquences des variables de caractéristiques ou variables explicatives de premier niveau (VE1) qui nous donne une idée générale des réponses.

TABLEAU 4.6 : LES FRÉQUENCES DES VARIABLES DE CARACTÉRISTIQUES

LABEL	Modalité réponses	% des répondants
Caractéristiques		
Age des répondants (AGEACT)	1. 15 – 29 ans	42,00%
	2. 30 – 49 ans	58,00%
	3. 50 – 65 ans	0,00%
	4. > 65 ans	0,00%
GEND	1. Féminin	49,33%
	2. Masculin	50,67%
Plus haut niveau de diplôme obtenu dans le pays d'origine (DIPPO)	1. Doctorat	3,33%
	2. Master	18,67%
	3. Maîtrise (bac+4)	39,33%
	4. Licence	20,00%
	5. Baccalauréat	17,33%
	6. Autre	1,33%
Pays d'origine (PO2)	1. Roumanie	33,33%
	2. Moldavie	33,33%
	3. Kirghizstan	33,33%
Pays de destination (PD2)	1. Amérique du Nord	16,67%
	2. Europe	54,67%
	3. Russie	28,67%
Revenu annuel dans le pays de destination (REV)	1. Supérieur à 50 000 euros/an	10,14%
	2. Entre 40 000 et 50 000 euros/an	10,14%
	3. Entre 30 000 et 40 000 euros/an	11,49%
	4. Entre 20 000 et 30 000 euros/an	27,70%
	5. Inférieur à 20 000 euros/an	40,54%
Statut dans le pays de destination		
Nationalité (NAT)	1. Double nationalité (origine + autre)	30,00%
	2. Nationalité du pays d'origine	70,00%

Etat civil (ECIVIL)	1.	Célibataire	30,87%
	2.	Divorcé(e)	6,04%
	3.	Union libre	12,08%
	4.	Marié(e)	51,01%
Installation dans le pays de destination (INSTPD)	1.	Famille	41,61%
	2.	Seul(e)	27,52%
	3.	Colocation	30,87%
Continuation des études dans le pays de destination (ETUDPD)	1.	Oui	47,97%
	2.	Non	52,03%
Etudiants (NOWETUD)	1.	Oui	20,00%
	2.	Non	80,00%
Emploi			
Secteur d'activité économique (SECTRAV)	1.	Primaire	0,68%
	2.	Secondaire	22,97%
	3.	Tertiaire	76,35%
Type de contrat de travail (TYPCONTR)	1.	Contrat à durée indéterminée (CDI)	60,94%
	2.	Contrat à durée déterminée (CDD)	17,97%
	3.	Contrat d'apprentissage	1,56%
	4.	Travail temporaire (intérim)	10,16%
	5.	Travail saisonnier	9,38%
Catégorie socioprofessionnelle (OCCUP)	1.	Cadres, profession intellectuelle supérieure	44,90%
	2.	Artisan, commerçant, chef d'entreprise	9,52%
	3.	Profession intermédiaire (instituteur, infirmière, assistant social)	12,24%
	4.	Employé	21,09%
	5.	Ouvrier	11,56%
	6.	Agriculteur	0,68%
Histoire migratoire			
Zone de résidence dans le pays d'origine (ZONEPO)	1.	> 50 000 habitants	45,99%
	2.	10 000 – 50 000 habitants	23,36%
	3.	2 000 – 10 000 habitants	18,98%
	4.	< 2 000 habitants	11,68%
Raisons de l'émigration (PQMIG)	1.	Société dégradée	26,00%
	2.	Chaos politique	12,00%
	3.	Chômage	0,67%
	4.	Salaires bas	9,33%
	5.	Inquiétude pour le futur de vos enfants	3,33%
	6.	Métier considéré peu prestigieux dans le pays origine	11,33%
	7.	Pas de perspectives de carrière	24,67%
	8.	Manque d'opportunités de réalisation du potentiel	12,67%
Raisons du choix du pays de destination (PQPD)	1.	Contacts établis dans le pays de destination	38,26%
	2.	Bourse d'études	32,89%
	3.	Transfert professionnel	6,71%
	4.	Poste plus intéressant	6,71%
	5.	Emploi mieux payé	8,72%
	6.	Meilleures perspectives de carrière	6,71%
RESEAU	1.	Pas de contacts	53,33%
	2.	Autres contacts	3,33%
	3.	Contacts nationaux	43,33%

2.2.1.1 L'analyse des variables de caractéristiques

L'âge et le sexe des répondants (AGEACT et GEND)

Dans l'échantillon, les femmes se répartissent également entre la première (15-29 ans) et la seconde génération (30-49 ans) alors que 2/3 des hommes sont plus âgés. Les individus jeunes sont donc plutôt des femmes, vivant seules et étudiant encore avec un diplôme un peu plus élevé (cf. infra DIPPO).

GEND			
AGEACT	1. Féminin	2. Masculin	Total général
1. 15-29 ans	37	26	63
2. 30-49 ans	37	50	87
Total général	74	76	150

Le pays d'origine des répondants (PO2¹⁵²)

Les Moldaves sont à 62% des jeunes alors que les Roumains et les Kirghizes sont aux 2/3 de la seconde génération.

AGEACT			
PO2	1. 15-29 ans	2. 30-49 ans	Total général
1. Roumanie	15	35	50
2. Moldavie	31	19	50
3. Kirghizstan	17	33	50
Total général	63	87	150

Les 3 nationalités ont une représentation équilibrée entre les sexes, un peu plus féminine pour les Moldaves et masculine pour les Kirghizes. La présence féminine pour les Moldaves s'explique par le secteur des services aux personnes qui emploie nombreuses femmes d'origine moldave travaillant dans les pays de l'Europe Occidentale. Le nombre plus élevés d'hommes dans l'échantillon des Kirghizes est dû aux emplois occupés majoritairement par les hommes dans le domaine du bâtiment et de la construction

GEND			
PO2	1. Féminin	2. Masculin	Total général
1. Roumanie	25	25	50
2. Moldavie	27	23	50
3. Kirghizstan	22	28	50
Total général	74	76	150

¹⁵² Le recodage de PO en PO2 a été fait en fonction du niveau de structuration en réseaux diasporiques et de l'impact produit par les trois diasporas sur le pays d'origine. Etant donné que la diaspora roumaine connaît une meilleure organisation en réseaux par rapport aux deux autres diasporas et apporte une contribution plus importante au développement du pays d'origine, elle a le code 1, la Moldavie le code 2 et ensuite le Kirghizstan sous le code 3.

Le plus haut niveau de diplôme obtenu dans le pays d'origine (DIPPO)

Il est intéressant de noter que les plus jeunes sont à peine plus diplômés au départ que la seconde génération (respectivement 63% et 60% ont au dessus de la licence). Il y a donc une certaine continuité dans la structure des flux migratoires depuis 20 ans.

AGEACT	DIPPO						Total général
	1. Doctorat	2. Master	3. Maitrise	4. Licence	5. Bac	6. Autre	
1. 15-29 ans	0,00%	7,94%	55,56%	17,46%	17,46%	1,59%	100,00%
2. 30-49 ans	5,75%	26,44%	27,59%	21,84%	17,24%	1,15%	100,00%
Total général	3,33%	18,67%	39,33%	20,00%	17,33%	1,33%	100,00%

Le revenu annuel des répondants dans le pays de destination (REV)

Le revenu est comme on peut s'y attendre un peu supérieur pour les personnes plus âgées : 23% des 30-49 ans ont 40 000 euros ou plus par an contre 16% pour les 15-29 ans. Ces derniers sont presque 48% (contre 36%) à gagner moins de 20 000 euros.

AGEACT	REV					Total général
	1. > 50 KE	2. 40-50 KE	3. 30-40 KE	4. 20-30 KE	5. < 20 KE	
1. 15-29 ans	4,92%	11,48%	11,48%	24,59%	47,54%	100,00%
2. 30-49 ans	13,79%	9,20%	11,49%	29,89%	35,63%	100,00%
Total général	10,14%	10,14%	11,49%	27,70%	40,54%	100,00%

Installation dans le pays de destination (INSTPD¹⁵³)

La situation dans le pays de destination dépend assez peu de l'âge. On observe quand même que les plus jeunes, souvent étudiants, habitent plus fréquemment seuls. 42% des personnes interrogées sont installées avec leurs familles dans le pays de destination. Pour les 30-49 ans, ceux qui vivent en collocation sont souvent des travailleurs émigrés partis seuls pour trouver des emplois mieux payés et laissant leurs familles dans le pays d'origine, comme les Kirghizes en Russie.

AGEACT	INSTPD			Total général
	1. Famille	2. Seul(e)	3. Colocation	
1. 15-29 ans	36,51%	36,51%	26,98%	100,00%
2. 30-49 ans	45,35%	20,93%	33,72%	100,00%
Total général	41,61%	27,52%	30,87%	100,00%

Les différences par nationalité sont beaucoup plus marquées. 52% des Moldaves sont installés avec leurs familles dans les pays de destination, notamment ceux localisés dans les pays de l'Europe Occidentale ou de l'Amérique du Nord qui sont partis pour une durée plus longue,

¹⁵³ INSTPD est une variable explicative qui montre avec quelles personnes les répondants sont installés à l'étranger.

voire permanente à l'étranger, tandis que 48% des Kirghizes vivent en colocation dans le pays d'accueil, plus particulièrement ceux étant en Russie (72% des migrants kirghizes interrogés) pour une période temporaire.

INSTPD				
PO2	1. Famille	2. Seul(e)	3. Colocation	Total général
1. Roumanie	38,78%	38,78%	22,45%	100,00%
2. Moldavie	52,00%	26,00%	22,00%	100,00%
3. Kirghizstan	34,00%	18,00%	48,00%	100,00%
Total général	41,61%	27,52%	30,87%	100,00%

La continuation des études dans le pays d'accueil (ETUDPD)

La poursuite des études dans le pays d'accueil est une pratique qui s'accroît : elle a concerné 61% de la première contre 39% de la seconde génération. Les études sont donc un motif croissant d'émigration.

ETUDPD			
AGEACT	1. Oui	2. Non	Total général
1. 15-29 ans	60,66%	39,34%	100,00%
2. 30-49 ans	39,08%	60,92%	100,00%
Total général	47,97%	52,03%	100,00%

Le secteur d'activité économique et le type de contrat de travail des répondants (SECTRAV et TYPCONTR)

En ce qui concerne l'emploi, 23% sont dans l'industrie et 76% dans les services. Plus de la moitié ont un CDI, l'âge ne changeant guère à la situation, ni à la qualification des emplois.

SECTRAV				
AGEACT	1. Primaire	2. Secondaire	3. Tertiaire	Total général
1. 15-29 ans	0,00%	22,58%	77,42%	100,00%
2. 30-49 ans	1,16%	23,26%	75,58%	100,00%
Total général	0,68%	22,97%	76,35%	100,00%

TYPCONTR						
AGEACT	1. CDI	2. CDD	3. Apprenti	4. Intérim	5. Saisonnier	Total général
1. 15-29 ans	57,69%	23,08%	1,92%	9,62%	7,69%	100,00%
2. 30-49 ans	63,16%	14,47%	1,32%	10,53%	10,53%	100,00%
Total général	60,94%	17,97%	1,56%	10,16%	9,38%	100,00%

Le pays d'origine et le plus haut niveau de diplôme obtenu dans le pays d'origine (PO2 et DIPPO)

Presque tous les répondants ont le bac et 80% d'entre eux ont au moins une licence, ce qui témoigne du niveau élevé de formation de notre échantillon, caractéristique des diasporas post-communistes. En ce qui concerne le taux de scolarisation dans l'enseignement tertiaire (enseignement supérieure après le bac), les pays post-communistes enregistrent des taux assez élevés. En 2008 en Russie, 77% des jeunes adultes sont inscrits dans l'enseignement supérieur. Par rapport aux trois pays choisis pour l'analyse empirique, le taux de scolarisation était de 66% en 2008 pour la Roumanie, pour la même année en Moldavie il était de 40%, et pour le Kirghizstan de 52%¹⁵⁴. On voit que notre échantillon est surqualifié en comparaison avec la population des pays d'origine. Ce n'est pas un biais de l'échantillon : cette différence s'explique par la composition des flux migratoires de ces pays qui sont plutôt constitués par des personnes ayant un niveau élevé d'éducation. Cette sélection positive des migrants s'explique par différents facteurs : perspectives d'emploi à l'étranger, capacité à couvrir les coûts financiers liés à l'émigration, possibilités plus importantes d'obtention de bourses d'études, une plus grande ouverture internationale, etc.

Les personnes ayant émigré avec un diplôme supérieur (plus souvent d'une grande université) poursuivent généralement leurs études dans le pays d'accueil ou ont un revenu plus élevé et un emploi plus stable et plus qualifié ; leur histoire personnelle commence plutôt dans une grande ville.

DIPPO							
PO2	1. Doctorat	2. Master	3. Maitrise	4. Licence	5. Bac	6. Autre	Total général
1. Roumanie	8,00%	42,00%	34,00%	4,00%	8,00%	4,00%	100,00%
2. Moldavie	0,00%	6,00%	48,00%	30,00%	16,00%	0,00%	100,00%
3. Kirghizstan	2,00%	8,00%	36,00%	26,00%	28,00%	0,00%	100,00%
Total général	3,33%	18,67%	39,33%	20,00%	17,33%	1,33%	100,00%

Les Roumains ont très majoritairement (84%) des diplômes supérieurs à la licence, alors que c'est le cas pour la moitié des Moldaves (54%) et à peine la moitié des Kirghizes (46%).

Le revenu annuel des répondants dans le pays de destination (REV)

Les personnes avec un revenu élevé ont un plus haut diplôme d'origine, poursuivent leurs études ou travaillent dans le tertiaire, avec un emploi stable et qualifié. La structure des

¹⁵⁴ Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) (2008), Bureau International d'éducation

revenus suit très exactement celle des diplômés au départ : 38% de Roumains ont 40 000 euros ou plus par an, contre 14% de Moldaves et 8% de Kirghizes.

REV						Total général
PO2	1. > 50 KE	2. 40-50 KE	3. 30-40 KE	4. 20-30 KE	5. < 20 KE	
1. Roumanie	22,00%	16,00%	12,00%	28,00%	22,00%	100,00%
2. Moldavie	8,00%	6,00%	14,00%	32,00%	40,00%	100,00%
3. Kirghizstan	0,00%	8,33%	8,33%	22,92%	60,42%	100,00%
Total général	10,14%	10,14%	11,49%	27,70%	40,54%	100,00%

La nationalité des répondants (NAT)

On ne repère pas de caractéristiques structurelles particulières chez les personnes ayant la double nationalité, soit 30% de l'échantillon. Il s'agit surtout de Moldaves, presque la moitié d'entre eux, alors que 26% des Kirghizes et 16% seulement des Roumains l'ont obtenue.

NAT			
PO2	1. Double nationalité (PO+autre)	2. Nationalité du PO	Total général
1. Roumanie	16,00%	84,00%	100,00%
2. Moldavie	48,00%	52,00%	100,00%
3. Kirghizstan	26,00%	74,00%	100,00%
Total général	30,00%	70,00%	100,00%

L'état civil des répondants (ECIVIL)

Les personnes mariées ou vivant en cohabitation sont plutôt âgées et parfois poursuivant leurs études.

Elles se répartissent à peu près également entre les trois pays d'origine, autour de 50%. 20% des Kirghizes vivent seuls, contre 34% pour les Roumains et 38% pour les Moldaves. Les Roumains sont plus nombreux à vivre en union libre 20% contre 4% pour les Moldaves et 12,24% pour les Kirghizes ce qui dénote une plus grande adoption de normes liées aux pays de destinations chez les expatriés roumains tandis que les Moldaves et les Kirghizes restent plus attachés aux formes traditionnelles d'union légale mais aussi pour des raisons de réunification familiale ou obtention des titres de séjour, plus particulièrement dans les pays de l'« étranger lointain ». La faible adoption du concubinage par les migrants moldaves et kirghizes s'explique aussi par une migration assez récente vers des destinations plus lointaines avec des sociétés modernes où cette forme d'union est pratiquée.

ECIVIL					
PO2	1. Célibataire	2. Divorcé(e)	3. Union libre	4. Marié(e)	Total général
1. Roumanie	34,00%	0,00%	20,00%	46,00%	100,00%
2. Moldavie	38,00%	8,00%	4,00%	50,00%	100,00%
3. Kirghizstan	20,41%	10,20%	12,24%	57,14%	100,00%
Total général	30,87%	6,04%	12,08%	51,01%	100,00%

La continuation des études dans le pays d'accueil (ETUDPD)

Les personnes ayant poursuivi leurs études sont plus jeunes et diplômées, avec des revenus élevés; celles qui ne les ont pas poursuivies ont plutôt des emplois peu qualifiés et des statuts précaires. Plus de la moitié des Moldaves (54%) et des Roumains (52%) ont continué leurs études dans le pays d'arrivée, contre seulement 38% des Kirghizes. Cette variable est corrélée avec l'âge, le niveau d'études au départ et le pays de destination.

ETUDPD			
PO2	1. Oui	2. Non	Total général
1. Roumanie	52,00%	48,00%	100,00%
2. Moldavie	54,17%	45,83%	100,00%
3. Kirghizstan	38,00%	62,00%	100,00%
Total général	47,97%	52,03%	100,00%

Les études en cours (NOWETUD)

Notre échantillon compte 20% d'étudiants¹⁵⁵. Comme on pouvait s'y attendre, le nombre de Moldaves et de Roumains qui font actuellement des études est plus important (28% et respectivement 20%) que celui de Kirghizes qui est seulement de 12%.

NOWETUD			
PO2	1. Oui	2. Non	Total général
1. Roumanie	20,00%	80,00%	100,00%
2. Moldavie	28,00%	72,00%	100,00%
3. Kirghizstan	12,00%	88,00%	100,00%
Total général	20,00%	80,00%	100,00%

Le secteur d'activité économique des répondants (SECTRAV)

Les personnes interrogées travaillent à 23% dans l'industrie et à 76% dans le tertiaire. Les Kirghizes sont un petit peu plus nombreux dans l'industrie, et les Roumains dans le tertiaire.

SECTRAV				
PO2	1. Primaire	2. Secondaire	3. Tertiaire	Total général
1. Roumanie	2,04%	16,33%	81,63%	100,00%
2. Moldavie	0,00%	22,45%	77,55%	100,00%
3. Kirghizstan	0,00%	30,00%	70,00%	100,00%
Total général	0,68%	22,97%	76,35%	100,00%

La catégorie socioprofessionnelle (OCCUP)

En plus des informations déjà indiquées, les personnes avec des emplois qualifiés de cadres et d'indépendants sont environ 76% chez les Roumains, 61% chez les Moldaves et presque 27

¹⁵⁵ Pour voir quelles sont les personnes qui sont en train de continuer les études au moment du questionnaire nous avons construit une nouvelle variable NOWETUD (actuellement étudiant) à partir de la variable STILLETUD (les études en cours) qui livre l'information sur le type de diplôme. Toutes les réponses à cette question ont été regroupées sous le code 1 (oui) de la variable NOWETUD et les autres sous le code 2 (non).

% chez les Kirghizes, qui comptent au contraire 57 % d'ouvriers et employés. Cette hiérarchie est assez proche de celle des revenus, mais les Moldaves qualifiés gagnent en moyenne moins que les Roumains.

OCCUP							Total général
PO2	1. Cadre	2. Indépend	3. Fonction	4. Employé	5. Ouvrier	6. Agricult	
1. Roumanie	55,10%	20,41%	8,16%	10,20%	6,12%	0,00%	100,00%
2. Moldavie	57,14%	4,08%	14,29%	22,45%	2,04%	0,00%	100,00%
3. Kirghizstan	22,45%	4,08%	14,29%	30,61%	26,53%	2,04%	100,00%
Total général	44,90%	9,52%	12,24%	21,09%	11,56%	0,68%	100,00%

La zone de résidence dans le pays d'origine (ZONEPO)

En ce qui concerne l'histoire personnelle des émigrés, ceux qui viennent d'une grande ville sont partis plus jeunes et comme on l'a vu sont plus diplômés au départ.

ZONEPO					
PO2	1. >50000 habit	2. 10000-50000 habit	3. 2000-10000 habit	4. <2000 habit	Total général
1. Roumanie	58,00%	32,00%	10,00%	0,00%	100,00%
2. Moldavie	31,91%	19,15%	27,66%	21,28%	100,00%
3. Kirghizstan	47,50%	17,50%	20,00%	15,00%	100,00%
Total général	45,99%	23,36%	18,98%	11,68%	100,00%

58% des Roumains viennent de villes de plus de 50 000 habitants, contre environ 48% des Kirghizes et 32% des Moldaves. Par contre 49% des Moldaves viennent de villages de moins de 10 000 habitants, contre 35% de Kirghizes et 10% de Roumains.

Le secteur d'activité économique des répondants et le pays de destination (SECTRAV et PD2¹⁵⁶)

Les émigrés en Russie travaillent plus dans l'industrie, où les bas revenus sont plus nombreux, et ceux d'Amérique du Nord dans le tertiaire, avec des revenus légèrement supérieurs.

PD2				
SECTRAV	1. Amérique du Nord	2. Europe	3. Russie	Total général
1. Primaire	0,00%	100,00%	0,00%	100,00%
2. Secondaire	2,94%	47,06%	50,00%	100,00%
3. Tertiaire	21,24%	55,75%	23,01%	100,00%
Total général	16,89%	54,05%	29,05%	100,00%

¹⁵⁶ Nouvelle variable pour les pays de destination qui montre la répartition des répondants par zone géographique qui a été construite à partir de la variable initiale PD qui indique les pays d'accueil (la Russie, la France, l'Italie, l'Espagne, le Portugal, les Etats-Unis et le Canada). Afin de concentrer l'information nous avons regroupé ces 7 pays en 3 régions de destination : Amérique du Nord pour les personnes installées aux Etats-Unis et au Canada, Europe qui réunit les émigrés de quatre pays européens et Russie.

C'est aussi vers les emplois tertiaires que s'orientent ceux qui poursuivent des études longues dans le pays d'accueil, et les emplois en CDI y sont plus nombreux alors que les emplois précaires se concentrent dans l'industrie.

ETUDPD			
SECTRAV	1. Oui	2. Non	Total général
1. Primaire	0,00%	100,00%	100,00%
2. Secondaire	32,35%	67,65%	100,00%
3. Tertiaire	53,15%	46,85%	100,00%
Total général	47,95%	52,05%	100,00%

TYPCONTR						
SECTRAV	1. CDI	2. CDD	3. Apprenti	4. Intérim	5. Saisonnier	Total général
1. Primaire	100,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	100,00%
2. Secondaire	46,43%	3,57%	3,57%	17,86%	28,57%	100,00%
3. Tertiaire	64,29%	22,45%	1,02%	8,16%	4,08%	100,00%
Total général	60,63%	18,11%	1,57%	10,24%	9,45%	100,00%

La catégorie socioprofessionnelle (OCCUP)

Les emplois de cadres sont plus souvent dans le tertiaire, alors que l'industrie va concentrer des indépendants, employés et ouvriers.

OCCUP							Total général
SECTRAV	1. Cadre	2. Indépend	3. Fonction.	4. Employé	5. Ouvrier	6. Agricult	
1. Primaire	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	100,00%	0,00%	100,00%
2. Secondaire	20,59%	17,65%	0,00%	26,47%	35,29%	0,00%	100,00%
3. Tertiaire	53,15%	7,21%	15,32%	19,82%	3,60%	0,90%	100,00%
Total général	45,21%	9,59%	11,64%	21,23%	11,64%	0,68%	100,00%

Les emplois tertiaires répondent plutôt aux choix d'émigration liés aux stratégies de réussite professionnelle et personnelle alors que le contexte général dégradé du pays de départ conduit plutôt aux emplois dans l'industrie.

Le choix du pays de destination (PQPD)

Les raisons du choix du pays d'émigration sont très marquées sectoriellement : pour les emplois industriels les réseaux migratoires jouent un rôle important mais ils répondent aussi à la recherche d'un emploi mieux payé et, les emplois tertiaires sont liés à des bourses d'études et des emplois d'encadrement plus intéressants.

PQPD							
SECTRAV	1. Contacts	2. Bourse d'études	3. Transfert profess	4. Poste plus intérêts	5. Emploi mieux payé	6. Meilleure carrière	Total général
1. Primaire	100,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	100,00%
2. Secondaire	64,71%	20,59%	0,00%	0,00%	14,71%	0,00%	100,00%
3. Tertiaire	29,46%	36,61%	8,93%	8,93%	7,14%	8,93%	100,00%
Total général	38,10%	32,65%	6,80%	6,80%	8,84%	6,80%	100,00%

Il n'y a pas de différence sectorielle d'emploi en ce qui concerne l'âge, la situation familiale, le milieu d'origine urbain ou rural.

Le pays de destination (PD2)

La zone d'émigration est nettement liée à des variables géopolitiques, en particulier le pays d'origine. On peut voir ci-dessous que 68% des Roumains et des Moldaves interrogés sont installés en Europe occidentale. Le reste des Roumains, 32%, est en Amérique du Nord, comme 18% des Moldaves. La Russie par contre attire 72% des émigrés Kirghizes, le reste étant localisé en Europe.

PD2				
PO2	1. Amérique du Nord	2. Europe	3. Russie	Total général
1. Roumanie	32,00%	68,00%	0,00%	100,00%
2. Moldavie	18,00%	68,00%	14,00%	100,00%
3. Kirghizstan	0,00%	28,00%	72,00%	100,00%
Total général	16,67%	54,67%	28,67%	100,00%

Le choix du pays de destination (PQPD)

Le choix du pays d'émigration répond à différents critères. Il faut noter que l'« effet réseau » se manifeste surtout en Russie. 63% des migrants kirghizes et moldaves qui se dirigent vers ce pays le font parce qu'ils y ont des contacts établis, et 14% pour avoir un emploi mieux payé. Ceux qui partent en Europe, le font d'abord (à 42%) parce qu'ils ont obtenu une bourse d'études et 35% parce qu'ils connaissaient d'autres personnes dans le pays de destination. Le critère de la bourse d'études est encore plus marqué en Amérique du Nord (48%) auquel s'ajoute la possibilité d'avoir un emploi « plus intéressant » (du point de vue du contenu du travail et de sa rémunération).

PQPD							
PD2	1. Contacts	2. Bourse d'études	3. Transfert profess	4. Poste plus intérêts	5. Emploi mieux payé	6. Meilleure carrière	Total général
1. Amérique du Nord	8,00%	48,00%	12,00%	12,00%	4,00%	16,00%	100,00%
2. Europe	34,57%	41,98%	6,17%	4,94%	7,41%	4,94%	100,00%
3. Russie	62,79%	6,98%	4,65%	6,98%	13,95%	4,65%	100,00%
Total général	38,26%	32,89%	6,71%	6,71%	8,72%	6,71%	100,00%

Concernant le choix du pays de destination, pour les étudiants, il est à 48% déterminé par la bourse d'études gagnée pour un certain pays, alors que pour les autres ce sont les contacts qui vont décider à 42%.

PQPD							
NOWETUD	1. Contacts	2. Bourse d'études	3. Transfert profess	4. Poste plus intèrés	5. Emploi mieux payé	6. Meilleure carrière	Total général
1. Oui	24,14%	48,28%	6,90%	10,34%	0,00%	10,34%	100,00%
2. Non	41,67%	29,17%	6,67%	5,83%	10,83%	5,83%	100,00%
Total général	38,26%	32,89%	6,71%	6,71%	8,72%	6,71%	100,00%

Comme nous l'avons vu, les personnes émigrées en Russie ont plutôt un faible niveau d'études au départ : 35% ont au dessus de la licence, contre 63% pour les émigrés en Europe et 100% des émigrés en Amérique du Nord.

DIPPO							
PD2	1. Doctorat	2. Master	3. Maitrise	4. Licence	5. Bac	6. Autre	Total général
1. Amérique du Nord	12,00%	48,00%	40,00%	0,00%	0,00%	0,00%	100,00%
2. Europe	2,44%	18,29%	42,68%	20,73%	13,41%	2,44%	100,00%
3. Russie	0,00%	2,33%	32,56%	30,23%	34,88%	0,00%	100,00%
Total général	3,33%	18,67%	39,33%	20,00%	17,33%	1,33%	100,00%

Le revenu annuel des répondants dans le pays de destination (REV)

Les revenus se répartissent de la même manière : 5% des émigrés en Russie ont des revenus annuels supérieurs à 40 000 euros, contre 25% en Europe et 32 % en Amérique du Nord.

REV						
PD2	1. > 50 KE	2. 40-50 KE	3. 30-40 KE	4. 20-30 KE	5. < 20 KE	Total général
1. Amérique du Nord	24,00%	8,00%	24,00%	24,00%	20,00%	100,00%
2. Europe	11,25%	13,75%	13,75%	28,75%	32,50%	100,00%
3. Russie	0,00%	4,65%	0,00%	27,91%	67,44%	100,00%
Total général	10,14%	10,14%	11,49%	27,70%	40,54%	100,00%

La continuation des études dans le pays d'accueil (ETUDPD)

En moyenne 48% de l'échantillon a poursuivi ses études dans le pays d'accueil, surtout en Amérique du Nord (71%) et en Europe (54%) ; leur part est seulement de 23% en Russie.

ETUDPD			
PD2	1. Oui	2. Non	Total général
1. Amérique du Nord	70,83%	29,17%	100,00%
2. Europe	54,32%	45,68%	100,00%
3. Russie	23,26%	76,74%	100,00%
Total général	47,97%	52,03%	100,00%

Le nombre d'étudiants est aussi le plus élevé en Amérique du Nord (44%) et en Europe (20%) contre seulement 7% en Russie.

NOWETUD			
PD2	1. Oui	2. Non	Total général
1. Amérique du Nord	44,00%	56,00%	100,00%
2. Europe	19,51%	80,49%	100,00%
3. Russie	6,98%	93,02%	100,00%
Total général	20,00%	80,00%	100,00%

Le type de contrat de travail des répondants (TYPCONTR)

Ceux qui partent travailler ont majoritairement un CDI en Amérique (90%) et en Europe (72%) alors qu'en Russie, 53% ont un statut précaire, saisonnier ou intérimaire.

TYPONTR						
PD2	1. CDI	2. CDD	3. Apprenti	4. Intérim	5. Saisonnier	Total général
1. Amérique du Nord	90,48%	0,00%	0,00%	9,52%	0,00%	100,00%
2. Europe	71,64%	23,88%	1,49%	2,99%	0,00%	100,00%
3. Russie	27,50%	17,50%	2,50%	22,50%	30,00%	100,00%
Total général	60,94%	17,97%	1,56%	10,16%	9,38%	100,00%

Les raisons de l'émigration (PQMIG¹⁵⁷)

Nous avons essayé de comprendre les facteurs ayant déclenché la stratégie d'émigration, en distinguant des variables objectives de contexte général (1 à 4) qui concernent 48% des répondants, et les variables subjectives de réussite personnelle ou des enfants (5 à 8) qui concernent 52% d'entre eux.

L'âge n'est pas un critère très net de différenciation, les plus jeunes sont plus sensibles au chaos politique, à la détérioration de l'environnement mais aussi aux perspectives d'emploi dans le pays d'origine. Les 30-49 ans donnent plus souvent comme explication les bas salaires et l'absence d'opportunités professionnelles.

Les motivations sont par contre bien marquées selon le pays d'origine : pour les Moldaves, ce sont nettement les variables de contexte général d'environnement qui priment, alors que pour les Roumains ce sont nettement les facteurs de réussite personnelle qui l'emportent. Pour les Kirghizes, ce sont aussi les facteurs contextuels qui sont les plus importants, mais les mauvaises perspectives d'emploi au Kirghizstan comptent aussi.

¹⁵⁷ Les options de réponses ont été codées de 1 à 8 et les répondants devaient classer trois réponses selon leur niveau d'importance ; dans la base de données a été reportée l'option de réponse marquée comme la plus importante.

PQMIG	PO2			Total général
	1. Roumanie	2. Moldavie	3. Kirghizstan	
1. Société dégradée	17,95%	43,59%	38,46%	100,00%
2. Chaos politique	16,67%	38,89%	44,44%	100,00%
3. Chômage	100,00%	0,00%	0,00%	100,00%
4. Salaires bas	71,43%	28,57%	0,00%	100,00%
5. Futur des enfants	20,00%	60,00%	20,00%	100,00%
6. Métier considéré peu prestigieux	11,76%	23,53%	64,71%	100,00%
7. Pas de perspectives de carrière	40,54%	27,03%	32,43%	100,00%
8. Manque d'opportunité de réalisation du potentiel	57,89%	26,32%	15,79%	100,00%
Total général	33,33%	33,33%	33,33%	100,00%

Le niveau du diplôme au moment de départ n'explique pas la décision d'émigrer, pas plus que celui du revenu obtenu dans le pays d'accueil, la situation familiale, l'origine urbaine ou rurale, le statut stable ou précaire de l'emploi actuel dans le pays d'accueil, ou encore le pays de destination choisi.

Par contre, le fait d'avoir poursuivi des études dans le pays d'arrivée est plutôt corrélé avec les motifs contextuels de la décision d'émigrer, alors que les motivations pour stratégies personnelles et professionnelles conduisent naturellement à une insertion professionnelle dans le pays d'accueil. Il en est de même pour les personnes ayant des emplois qualifiés (cadres, indépendants et professions intermédiaires) qui ont justement poursuivi leurs études et qui ont réagi aux facteurs contextuels, alors que les employés et les ouvriers ont au contraire mis l'accent sur les stratégies personnelles et professionnelles.

Le choix du pays de destination pour un emploi mieux payé ou une bourse d'études est bien corrélé avec les stratégies professionnelles d'émigration, alors que les raisons contextuelles d'émigrer le sont plutôt pour des motifs de promotion, de transfert professionnel, d'opportunités de carrière ou de contacts existants.

Les contacts existants dans le pays de destination avant l'émigration (RESEAU)

Environ 47 % des répondants ont déclaré avoir des contacts établis dans le pays de destination avant l'émigration. Parmi ces migrants, 93% ont indiqué qu'il s'agit des liens gardés avec les compatriotes installés à l'étranger. 70% des émigrés qui sont en Russie ont indiqué avoir utilisé les contacts pour l'installation dans le pays de destination, alors que moins de la moitié des personnes questionnées qui sont en Europe ont indiqué avoir utilisé des contacts nationaux pour migrer et seulement 12% pour les émigrés en Amérique de Nord.

RESEAU				
PD2	1. Pas de contacts	2. Autres contacts	3. Contacts nationaux	Total général
1. Amérique du Nord	21	1	3	25
2. Europe	46	3	33	82
3. Russie	13	1	29	43
Total général	80	5	65	150

RESEAU				
PD2	1. Pas de contacts	2. Autres contacts	3. Contacts nationaux	Total général
1. Amérique du Nord	84,00%	4,00%	12,00%	100,00%
2. Europe	56,10%	3,66%	40,24%	100,00%
3. Russie	30,23%	2,33%	67,44%	100,00%
Total général	53,33%	3,33%	43,33%	100,00%

Le pays d'origine des répondants (PO2)

On peut noter que les Kirghizes sont les plus nombreux à se servir des liens tissés avec les migrants kirghizes pour la réalisation de leur projet migratoire. Les répondants kirghizes ont nettement tendance (62%) à se diriger vers des pays d'accueil où sont installés des nationaux, contre 42% des Moldaves et 26% des Roumains

RESEAU				
PO2	1. Pas de contacts	2. Autres contacts	3. Contacts nationaux	Total général
1. Roumanie	74,00%	0,00%	26,00%	100,00%
2. Moldavie	54,00%	4,00%	42,00%	100,00%
3. Kirghizstan	32,00%	6,00%	62,00%	100,00%
Total général	53,33%	3,33%	43,33%	100,00%

Le plus haut niveau de diplôme obtenu dans le pays d'origine (DIPPO) et le revenu annuel des répondants dans le pays de destination (REV)

On constate que ce sont les migrants les moins diplômés et ceux qui ont les revenus les plus bas qui font le plus appel aux réseaux pour aller à l'étranger. Rappelons qu'il s'agit avant tout des émigrés kirghizes et moldaves en Russie.

RESEAU				
DIPPO	1. Pas de contacts	2. Autres contacts	3. Contacts nationaux	Total général
1. Doctorat	60,00%	20,00%	20,00%	100,00%
2. Master	85,71%	0,00%	14,29%	100,00%
3. Maîtrise	57,63%	5,08%	37,29%	100,00%
4. Licence	33,33%	0,00%	66,67%	100,00%
5. Bac	30,77%	3,85%	65,38%	100,00%
6. Autre	50,00%	0,00%	50,00%	100,00%
Total général	53,33%	3,33%	43,33%	100,00%

RESEAU				
REV	1. Pas de contacts	2. Autres contacts	3. Contacts nationaux	Total général
1. > 50 KE	93,33%	0,00%	6,67%	100,00%
2. 40-50 KE	86,67%	0,00%	13,33%	100,00%
3. 30-40 KE	70,59%	0,00%	29,41%	100,00%
4. 20-30 KE	58,54%	7,32%	34,15%	100,00%
5. < 20 KE	25,00%	3,33%	71,67%	100,00%
Total général	52,70%	3,38%	43,92%	100,00%

- La synthèse de l'analyse des variables de caractéristiques

Dans l'échantillon, le nombre d'hommes est quasiment identique à celui des femmes. Les femmes représentent 59% des personnes âgées entre 15-29 ans alors que les hommes constituent 57% des 30-49 ans. La répartition pour les trois nationalités est équilibré avec une présence un peu plus féminine pour les Moldaves et masculine pour les Kirghizes. 41% des personnes interrogées sont installés dans les pays d'origine avec leurs familles. Cette tendance s'accroît dans les cas des Moldaves qui pour plus de la moitié (52%) habitent avec leurs conjoints et enfants à l'étranger tandis que 48% de Kirghizes vivent en collocation, surtout les émigrés kirghizes en Russie qui partagent un logement avec d'autres compatriotes afin de faire des économies pour pouvoir aider davantage les proches restés au Kirghizstan. 72% des migrants kirghizes questionnés sont en Russie et le reste en Europe occidentale qui attire 68% des Moldaves et Roumains. 17% de l'échantillon est en Amérique du Nord dont 32% des Roumains et 18% des Moldaves. 63% des Moldaves et Kirghizes localisés en Russie ont choisi ce pays parce qu'ils avaient des contacts, alors que l'« effet réseau » concerne 35% des migrants en Europe occidentale. Les personnes qui se dirigent vers cette destination le font d'abord en raison d'une bourse d'études ce qui est encore plus marqué pour les migrants vers l'Amérique du Nord qui sont 48% à choisir cette région parce qu'ils ont obtenu une bourse. La décision de migrer pour les Moldaves et les Kirghizes est liée aux facteurs contextuels (société dégradée, chaos politique, chômage, salaires bas) alors que pour les Roumains, elle répond aux critères de réussite professionnelle et personnelle.

Au moment de l'émigration, 61% de migrants questionnés ont un diplôme supérieur à la licence et 48% d'entre eux ont continué leurs études dans le pays de destination, souvent avec un diplôme élevé qui leur permet de travailler principalement dans le secteur tertiaire, en ayant des contrats plus sûrs et des salaires plus importants par rapport aux personnes moins diplômées. Généralement, ces personnes viennent du milieu urbain. La moitié des Moldaves et un peu moins de la moitié des Roumains sont partis pour étudier alors que 58% des

Kirghizes ont émigré pour travailler. En ce qui concerne le niveau de diplôme pour les trois nationalités, les Roumains sont les plus nombreux à avoir des diplômes supérieurs (84%) et des revenus annuels qui dépassent les 40 000 euros (38%), contre 14% des Moldaves et seulement 8 % des Kirghizes qui ont ce revenu. Plus de la moitié des Moldaves et Roumains ont continué leurs études dans le pays d'accueil tandis que seulement 38% des Kirghizes les ont poursuivies à l'étranger. Les deux premiers peuples comptent aussi le plus d'étudiants 28% pour les Moldaves et 20% pour les Roumains, pour seulement 12 % des Kirghizes. Les services emploient 76% des répondants alors que l'industrie en attire 23%. Comme les Moldaves et les Roumains sont plus qualifiés que les Kirghizes, ils ont aussi les plus nombreux à avoir le statut de cadre.

Les Moldaves sont les plus nombreux à avoir la double nationalité ce qui s'explique par un nombre élevé de personnes qui ont la nationalité moldave et roumaine. 63% de l'échantillon sont des personnes mariées ou qui vivent en couple. Il est intéressant à noter que les Roumains sont les plus nombreux à vivre en union libre ce qui dénote une meilleure adoption des normes des pays de destination mais aussi une moindre nécessité pour l'obtention de titre de séjour.

Les principaux axes de caractéristiques

Une fois nettoyée des variables non significatives, l'analyse des corrélations et des tris croisés des variables de caractéristiques permet d'observer une structuration très solide et cohérente, au point que la réalisation d'une analyse de correspondances devient largement superflue. Comme on peut le voir dans le tableau ci-dessous, deux blocs de variables apparaissent, avec des structures identiques et des fortes relations entre elles. Ils décrivent ce qui aurait été deux axes dans une analyse en composantes principales (ACP).

TABLEAU 4.7 : AXES DE CARACTÉRISTIQUES

Variable	Pole +	Pole -
Bloc situation		
PO2	o Roumanie	o Kirghizstan
DIPPO	o Diplômes supérieurs à la licence	o Diplômes de licence et en dessous
ETUDPD	o Continuation des études dans le pays d'accueil	o Faible niveau de continuation des études à l'étranger
REV	o Revenus plutôt élevés	o Revenus plutôt bas
TYPCONTR	o Contrats de travail stables	o Contrats de travail précaires
OCCUP	o Emplois qualifiés	o Emplois non-qualifiés
PD2	o Amérique du Nord	o Russie
PQMIG	o Réussite professionnelle et personnelle	o Contexte du pays d'origine
SECTRAV	o Tertiaire	o Secondaire
PQPD	o Bourse d'études	o Effet réseau
NOWETUD	o Beaucoup d'étudiants	o Peu d'étudiants
RESEAU	o Utilisation faible des réseaux	o Utilisation forte des réseaux
Bloc statut		
AGEACT	o Moldaves plutôt jeunes	o Roumains et Kirghizes plutôt plus âgés
GEND	o Femmes	o Hommes
NAT	o Beaucoup de Moldaves ont la double nationalité	o Peu de Roumains et Kirghizes ont la double nationalité
ECIVIL	o Moldaves plus nombreux à être célibataires	o Roumains et Kirghizes plutôt mariés ou en union libre
INSTPD	o Moldaves installés avec leurs familles à l'étranger	o Kirghizes avec des amis, notamment en Russie
ZONEPO	o Roumains plutôt originaires de grandes villes	o Moldaves plutôt originaires de villages

Le premier axe : la situation

Un des éléments structurant des axes est le pays d'origine du migrant. Le premier axe oppose d'un côté les Roumains et de l'autre les Kirghizes, les Moldaves occupant plutôt les valeurs intermédiaires des variables. Cet axe décrit la structure géopolitique de l'échantillon (pays d'origine et d'accueil, histoire migratoire) et socio-économique (niveau d'études, emplois, revenus). Nous appellerons cette dimension, la *situation* des migrants définie par un certain nombre de ressources de toutes sortes (matérielles, culturelles, sociales, etc.). Ainsi les Roumains ont plutôt des diplômes de haut niveau, supérieurs à la licence au moment de l'émigration et continuent souvent leurs études dans le pays de destination. 33% des étudiants interrogés sont d'origine roumaine. Les migrants roumains sont les plus nombreux à travailler dans le secteur tertiaire et ont des emplois qualifiés, des contrats de travail stables et des revenus assez élevés, 38% des répondants roumains ont un revenu annuel supérieur à 40 000 euros. Les raisons de l'émigration qu'ils évoquent sont déterminées par les facteurs *pull* des pays de destination et répondent aux stratégies de réussite professionnelle et personnelle. Ils sont aussi les plus nombreux à aller vers des destinations très lointaines comme les pays de

l'Amérique du Nord. Lors du choix du pays d'accueil, les bourses d'études jouent un rôle essentiel tandis que les contacts établis avec les Roumains installés à l'étranger sont peu utilisés pour la réalisation du projet migratoire. De l'autre côté on trouve les Kirghizes qui possèdent des diplômes inférieurs à la licence quand ils émigrent et le plus souvent ne poursuivent pas des études dans les pays de destination. Parmi les migrants kirghizes interrogés il y a très peu d'étudiants, seulement 12% parce qu'ils partent à l'étranger plutôt pour travailler. Ils sont les plus nombreux à exercer une activité dans l'industrie en occupant des emplois non qualifiés avec des contrats précaires et des salaires bas. La décision de migrer est conditionnée surtout par les facteurs contextuels du Kirghizstan mais la réussite professionnelle est aussi importante. Le passé historique et la proximité géographique font de la Russie la destination principale des expatriés kirghizes qui la choisissent en raison de nombreux contacts établis avec les compatriotes kirghizes qui y sont déjà installés. L'effet réseau est le plus accentué dans le cas des Kirghizes qui font beaucoup appel aux réseaux pour réussir leur insertion professionnelle dans le pays d'arrivée.

Le deuxième axe : le statut

Un deuxième axe regroupe les variables, moins nombreuses, opposant d'un côté les Moldaves, et de l'autre les Roumains et/ou les Kirghizes. Il s'agit avant tout de caractéristiques démographiques et d'état civil, que nous appelons le *statut* des migrants. Ainsi les Moldaves sont plutôt jeunes, 62% des personnes d'origine moldave interrogées sont de la première génération (15-29 ans) tandis que 2/3 des Roumains et des Kirghizes sont des 30-49 ans. Nous avons noté que le nombre des femmes est un peu plus élevé que celui d'hommes pour les Moldaves et inverse pour les Kirghizes ce qui s'explique par les domaines différents d'activité des migrants dans les pays de destination. Dans la présentation de la diaspora moldave nous avons évoqué la question de la double nationalité roumaine dont les Moldaves font la demande afin de pouvoir voyager sans visas dans l'espace de l'Union Européenne, ce qui explique le pourcentage assez élevé des personnes moldaves qui ont déclaré avoir la double nationalité, presque la moitié des répondants d'origine moldaves alors que les autres ont majoritairement uniquement la nationalité du pays d'origine. En ce qui concerne l'état civil, les Moldaves sont plus nombreux à être célibataires, 38% contre 34% pour les Roumains et seulement 20% pour les Kirghizes. Par rapport à l'installation dans le pays de destination, les Moldaves sont à 52% avec leurs familles à l'étranger tandis que les expatriés de deux autres nationalités sont seuls ou avec des amis dans le pays d'accueil.

La variable ZONEPO décrit la zone de résidence dans le pays d'origine. Dans notre échantillon on a d'une part les Roumains qui sont plutôt originaires de grandes villes (58%) et d'autre part 49% des Moldaves viennent de villages. Nous avons gardé séparément cette variable pour vérifier si elle contient une information utile.

2.2.1.2 La construction des indicateurs de caractéristiques

Cette première analyse nous conduit à construire deux indicateurs qui nous permettront de situer les répondants sur ces deux axes. Les indicateurs sont des variables composites construites par simple addition de deux ou plusieurs variables préalablement standardisées (centrées et réduites). La pertinence du choix des variables constitutives des indicateurs repose sur la forte cohérence des axes, qui peut se vérifier par les bons coefficients de corrélation qui relient les variables. Nous avons également éliminé les variables où le nombre de répondants est trop inférieur à 150 ; les individus n'ayant pas répondu à une question sont bien sûr retirés de toutes les variables constitutives des indicateurs. Pour la construction des indicateurs, nous avons choisi des variables qui sont différentes du point de vue de l'information apportée mais qui décrivent la même dimension et qui sont fortement corrélées entre elles.

Pour les variables de caractéristiques, deux indicateurs ont été créés qui correspondent aux deux blocs de variables : situation et statut.

- L'indicateur de situation

L'indicateur de situation (ISITUATION) est construit à la suite de l'agrégation de quatre variables du premier bloc des variables explicatives de premier niveau. Son contenu concentre l'information sur le niveau de diplôme obtenu par les répondants dans le pays source, le pays d'origine, le pays de destination et le rôle des réseaux dans la réalisation du projet migratoire mais aussi le secteur de travail et le revenu des répondants dans les pays de destination, la continuation des études, les raisons de l'émigration et du choix du pays d'accueil.

$$\text{ISITUATION} = \text{DIPPO} + \text{PO2} + \text{PD2} + \text{RESEAU}$$

Cet indicateur a été créé pour expliquer la situation géoéconomique et socio-professionnelle des répondants, remplaçant ainsi les 12 variables séparées qui décrivent cette dimension.

On peut vérifier la validité de la construction des indicateurs ex-post en observant qu'ils réagissent aux autres variables avec des coefficients au moins égaux ou supérieurs à ceux des variables constitutives. Cela signifie qu'ils concentrent une information et par là-même décrivent une véritable dimension qu'il faut interpréter avec rigueur.

TABLEAU 4.8 : TEST DE CORRÉLATION (PEARSON) DE L'INDICATEUR ISITUATION

	Diplôme obtenu dans le pays d'origine	Pays d'origine	Pays de destination	Réseau	Zone résidence pays d'origine	Etudiants	Type contrat de travail	ISITUATION
Diplôme obtenu dans le pays d'origine	1,00							
Pays d'origine	0,35	1,00						
Pays de destination	0,49	0,64	1,00					
Réseau	0,35	0,33	0,37	1,00				
Zone résidence pays d'origine	0,19	0,04	0,09	0,18	1,00			
Etudiants	0,11	0,08	0,29	0,19	0,04	1,00		
Type contrat de travail	0,34	0,50	0,48	0,30	-0,03	0,09	1,00	
ISITUATION	0,73	0,77	0,83	0,68	0,16	0,22	0,54	1,00

Les coefficients de corrélation ont été calculés avec XLSTAT. Les valeurs en gras sont différentes de 0 à un niveau de signification alpha=0,05

On constate que l'indicateur ISITUATION situe bien à une extrémité de l'axe les personnes d'origine roumaine qui ont un haut niveau d'études et qui partent vers des destinations plutôt éloignées en faisant très peu appel aux Roumains déjà installés à l'étranger pour le choix du pays d'accueil. A l'autre extrémité de l'axe se trouvent les Kirghizes qui ont de diplômes au dessus de la licence qui se dirigent majoritairement vers la Russie en utilisant beaucoup les réseaux migratoires. Les Moldaves se placent au milieu de l'axe ayant quasiment pour les quatre éléments constitutifs de l'indicateur des valeurs intermédiaires.

- L'indicateur de statut

Le deuxième indicateur de caractéristiques (ISTATUT) est aussi le résultat de l'addition de quatre variables centrée réduites du bloc statut qui montrent l'âge, le sexe, la nationalité et l'état civil des personnes qui ont rempli le questionnaire ainsi que leur installation dans le pays de destination en famille, seuls ou avec des amis. Cet indicateur réunit des variables portant sur les profils socio-démographiques.

$$\text{ISTATUT} = \text{AGEACT} + \text{GEND} + \text{NAT} + \text{ECIVIL}$$

L'indicateur de statut (ISTATUT) décrit un autre axe désigné par le deuxième bloc de variables qui place d'un côté les Moldaves qui sont plutôt jeunes, avec un nombre de femmes plus élevé que celui des hommes dont presque la moitié possèdent la double nationalité ; et comporte le plus de célibataires et de l'autre côté les Kirghizes et/ou les Roumains qui sont plutôt de la deuxième génération, avec une présence masculine, sans la double nationalité et mariés ou en union libre.

TABLEAU 4.9 : TEST DE CORRÉLATION (PEARSON) DE L'INDICATEUR ISTATUT

	AGEACT	GEND	NAT	ECIVIL	ISTATUT
AGEACT	1,00				
GEND	0,16	1,00			
NAT	-0,11	-0,03	1,00		
ECIVIL	0,34	0,13	-0,12	1,00	
ISTATUT	0,65	0,57	0,34	0,61	1,00

Les coefficients de corrélation ont été calculés avec XLSTAT. Les valeurs en gras sont différentes de 0 à un niveau de signification $\alpha=0,05$

Les tableaux montrent que ces indicateurs synthétiques qui rassemblent les caractéristiques propres aux variables de deux blocs « marchent » mieux en termes de corrélation que les variables à part en ayant des valeurs beaucoup plus supérieures. Par conséquent, les deux indicateurs composites constitués par les variables principales de caractéristiques permettent d'expliquer la structure de l'échantillon sans procéder nécessairement à l'analyse détaillée de chaque variable.

Les deux indicateurs de caractéristiques et la variable résiduelle ZONEPO représentent les variables explicatives de premier niveau ou les VE1 qui nous ont permis de mettre en lumière les profils socio-démographiques, socio-professionnels et géo-économiques des répondants

2.2.2 L'analyse des variables d'appartenance diasporique ou variables explicatives de deuxième niveau (VE2) et la construction des indicateurs d'appartenance diasporique

Ces variables vont décrire les formes de structuration des diasporas notamment, à travers les réseaux diasporiques primaires et secondaires mais aussi les réseaux d'acculturation qui définissent l'insertion dans le pays d'accueil.

2.2.2.1 L'analyse des variables d'appartenance

Dans cette thèse, les réseaux diasporiques sont considérés comme éléments essentiels facilitant la consolidation de la diaspora par le biais des réseaux secondaires et comme moyen principal qui permet au groupe diasporique de produire un impact positif sur le pays de départ à travers les réseaux primaires. L'attachement au pays d'origine a été identifié comme la caractéristique fondamentale d'une diaspora. Les cinq variables d'appartenance aux réseaux primaires nous aident à apporter des éclaircissements sur le maintien des liens avec le pays de départ.

- Les variables d'appartenance aux réseaux primaires

TABLEAU 4.10 : LES FRÉQUENCES DES VARIABLES D'APPARTENANCE AUX RÉSEAUX PRIMAIRES

LABEL	Modalité réponses	% des répondants
Lien avec le pays d'origine (LIENPO)	1. 6 Types de contacts	0,67%
	2. 5 Types de contacts	4,67%
	3. 4 Types de contacts	22,00%
	4. 3 Types de contacts	33,33%
	5. 2 Types de contacts	34,00%
	6. 1 Types de contacts	5,33%
Moyens de communication utilisés pour garder le lien avec le pays d'origine (TEHCOM)	1. 6 Moyens de Communication	4,00%
	2. 5 Moyens de Communication	5,33%
	3. 4 Moyens de Communication	36,00%
	4. 3 Moyens de Communication	31,33%
	5. 2 Moyens de Communication	16,67%
	6. 1 Moyen de Communication	6,67%
Visites au pays d'origine (VISPO)	1. Tous les mois	0,00%
	2. 2 - 3 fois par an	31,33%
	3. Une fois par an	51,33%
	4. Moins d'une fois par an	17,33%
Emigration pour études (ETUD)	1. Obtenir un diplôme afin de pouvoir réussir votre vie professionnelle et vous installer dans le pays de destination	54,55%
	2. Obtenir un diplôme et après travailler un certain temps, puis revenir au pays	35,06%
	3. Obtenir un diplôme international et revenir au pays	10,39%
Durée de résidence dans le pays de destination (DUREPD)	1. 1 - 5 ans	56,74%
	2. 6 - 9 ans	31,91%
	3. Plus de 10 ans	11,35%

La variable LIENPO apporte des informations sur l'intensité et le type de contacts gardés avec le pays d'origine. Elle est corrélée avec la variable TEHCOM qui porte sur les moyens de communication utilisés pour discuter avec les personnes restées au pays source. Plus les liens sont intenses plus les migrants se servent de plusieurs moyens de communication. Les options de réponses à ces deux questions ont été codées en ordre décroissant d'intensité.

LIENPO							
TEHCOM	1. 6 Types de contacts	2. 5 Types de contacts	3. 4 Types de contacts	4. 3 Types de contacts	5. 2 Types de contacts	6. 1 Type de contact	Total général
1. 6 Moyens de comm	0,00%	16,67%	50,00%	0,00%	33,33%	0,00%	100,00%
2. 5 Moyens de comm	0,00%	0,00%	50,00%	25,00%	25,00%	0,00%	100,00%
3. 4 Moyens de comm	0,00%	7,41%	18,52%	48,15%	22,22%	3,70%	100,00%
4. 3 Moyens de comm	0,00%	4,26%	21,28%	25,53%	48,94%	0,00%	100,00%
5. 2 Moyens de comm	4,00%	0,00%	12,00%	36,00%	36,00%	12,00%	100,00%
6. 1 Moyen de comm	0,00%	0,00%	30,00%	10,00%	30,00%	30,00%	100,00%
Total général	0,67%	4,67%	22,00%	33,33%	34,00%	5,33%	100,00%

On voit que 67% des répondants gardent aux moins deux types de contact avec le pays d'origine qui sont dans la plupart des cas des liens avec les membres de la famille restés au pays et avec les amis. Plusieurs moyens de communication sont employés pour interagir avec le pays de départ. 48% de ceux qui ont déclaré utiliser quatre moyens de communication pour discuter avec les personnes du pays de départ gardent un lien permanent avec 3 contacts différents et 49% de ceux qui utilisent trois moyens de communication sont ceux qui communiquent régulièrement avec 2 catégories différentes d'interlocuteurs du pays d'origine.

L'intensité des liens avec le pays source est logiquement bien associée à la fréquence des visites dans le pays d'origine (VISPO), mais de manière non linéaire. Les personnes en contact intense (utilisant 3 à 4 moyens de communication) avec le pays d'origine s'y rendent 2-3 fois par an également, alors que les personnes s'y rendant une fois par an ont des contacts moins intenses. Les personnes moins nombreuses s'y rendant moins d'une fois par an utilisent sans relation particulière entre 1 à 4 moyens de communication.

VISPO				
LIENPO	2. 2-3 fois par an	3. 1fois par an	4. < d'une fois par an	Total général
1. 6 Types de contacts	100,00%	0,00%	0,00%	100,00%
2. 5 Types de contacts	0,00%	100,00%	0,00%	100,00%
3. 4 Types de contacts	39,39%	42,42%	18,18%	100,00%
4. 3 Types de contacts	42,00%	38,00%	20,00%	100,00%
5. 2 Types de contacts	19,61%	62,75%	17,65%	100,00%
6. 1 Type de contact	25,00%	62,50%	12,50%	100,00%
Total général	31,33%	51,33%	17,33%	100,00%

Les projets de retour au pays d'origine (RETOUR) sont corrélés avec l'intensité des liens et ils déterminent aussi la fréquence des visites dans le pays de départ. On constate que les personnes qui envisagent de revenir au pays d'origine sont les plus nombreuses à avoir des liens variés avec le pays de départ, tandis que les répondants qui ne sont pas encore décidés ou plus encore ceux qui ne veulent pas revenir au pays ont moins de contacts différents avec le pays de départ gardant principalement des « liens forts » avec les personnes plus proches. La même tendance est enregistrée pour les visites au pays. 57% des répondants qui vont deux ou trois fois par an dans le pays de départ sont des personnes qui envisagent le retour au pays alors que 58% de ceux qui le visitent moins d'une fois par an sont des expatriés qui ne veulent pas revenir au pays source.

RETOUR				
LIENPO	1. Non	2. Indécis	3. Oui	Total général
1. 6 Types de contacts	0,00%	0,00%	100,00%	100,00%
2. 5 Types de contacts	14,29%	42,86%	42,86%	100,00%
3. 4 Types de contacts	24,24%	42,42%	33,33%	100,00%
4. 3 Types de contacts	18,00%	30,00%	52,00%	100,00%
5. 2 Types de contacts	43,14%	45,10%	11,76%	100,00%
6. 1 Type de contact	37,50%	50,00%	12,50%	100,00%
Total général	28,67%	39,33%	32,00%	100,00%

RETOUR				
VISPO	1. Non	2. Indécis	3. Oui	Total général
2. 2-3 fois par an	10,64%	31,91%	57,45%	100,00%
3. 1 fois par an	29,87%	44,16%	25,97%	100,00%
4. < d'une fois par an	57,69%	38,46%	3,85%	100,00%
Total général	28,67%	39,33%	32,00%	100,00%

La durée de résidence dans le pays de destination (DUREPD) influence peu la diversité des liens avec le pays, y compris le fait d'avoir émigré pour continuer les études.

Cette observation est importante, elle annonce ce que nous verrons plus tard, que la durée de séjour dans le pays d'accueil n'affaiblit pas le lien avec le pays d'origine pour la catégorie de personnes qui ont un comportement diasporique.

DUREPD				
VISPO	1. 1-5 ans	2. 6-9 ans	3. > 10 ans	Total général
2. 2-3 fois par an	63,64%	31,82%	4,55%	100,00%
3. 1 fois par an	54,17%	31,94%	13,89%	100,00%
4. < d'une fois par an	52,00%	32,00%	16,00%	100,00%
Total général	56,74%	31,91%	11,35%	100,00%

Nous avons souligné dans le deuxième chapitre de ce travail que le processus de structuration des diasporas commence par les réseaux diasporiques primaires qui lient les expatriés avec le

pays d'origine. On a indiqué que l'organisation des diasporas émergentes est plutôt marquée par la présence forte des réseaux primaires. A travers les variables d'appartenance aux réseaux primaires nous avons pu voir que dans le cas des trois diasporas en construction faisant l'objet de l'étude de terrain, les liens avec les pays d'origine sont forts.

- Les variables d'appartenance aux réseaux secondaires

TABLEAU 4.11 : LES FRÉQUENCES DES VARIABLES D'APPARTENANCE AUX RÉSEAUX SECONDAIRES

LABEL	Modalité réponses	% des répondants
Membres des organisations en général (MBORG2)	1. Réseaux d'affaires & scientifiques	12,00%
	2. Réseaux culturels, sociaux, sportifs, OG culturelles, autres	58,00%
	3. Non membre	30,00%
Participation aux activités des associations diasporiques (INSORGDIASP2)	1. Très souvent / régulièrement	20,00%
	2. Occasionnellement / rarement	40,67%
	3. Jamais	39,33%
Aide à l'émigration accordée aux compatriotes (AIDEMIG)	1. Oui	66,44%
	2. Non	33,56%
Membres des associations diasporiques (MBORGDIASP)	1. Oui	24,67%
	2. Non	75,33%

Pour observer l'évolution du processus de structuration en réseaux diasporiques nous analyserons les caractéristiques des variables d'appartenance aux réseaux qui se créent entre les migrants de la même origine au niveau des pays d'arrivée. Ces variables vont décrire le niveau d'insertion des migrants dans les groupements diasporiques formés dans différents pays d'accueil. Par le biais des informations recueillies sur la participation aux activités des associations diasporiques, sur l'engagement des membres des structures diasporiques formelles dans la mobilisation de la diaspora, sur l'aide accordée aux autres compatriotes, nous vérifierons l'hypothèse formulée sur l'apparition des réseaux secondaires du premier niveau (à l'échelle du même pays de destination) comme signe d'évolution des diasporas émergentes vers des diasporas bien structurées.

Les résultats du questionnaire confirment que la durée de résidence à l'étranger (DUREPD) est un facteur important qui détermine logiquement le degré d'insertion dans différentes organisations du pays d'accueil ou du pays d'origine.

On voit ci-dessous que les personnes installées depuis moins de 5 ans sont plutôt non affiliées à des organisations, alors que celles installées depuis 5 ans et plus on au contraire tendance à appartenir à des organisations, et plus particulièrement à caractère professionnel.

Il faut noter que les Roumains sont les plus nombreux à être membres des associations d'affaires et scientifiques alors que les Moldaves et les Kirghizes participent plutôt aux associations culturelles, les premiers sont aussi les plus nombreux à être depuis une période plus longue à l'étranger ce qui explique une meilleure insertion dans d'autres organisations que culturelles mais aussi l'existence des réseaux diasporiques roumains plus variés que les réseaux des diasporas moldave et kirghize qui sont principalement des réseaux culturels.

DUREPD				
MBORG2	1. 1-5 ans	2. 6-9 ans	3. > 10 ans	Total général
1. Associations d'affaires et scientifiques	29,41%	52,94%	17,65%	100,00%
2. Associations culturelles, sociales, sportives, OG culturelles et autres	58,82%	29,41%	11,76%	100,00%
3. Non membre	64,10%	28,21%	7,69%	100,00%
Total général	56,74%	31,91%	11,35%	100,00%

On voit qu'il y a une corrélation entre le fait d'être membres des organisations en général (MBORG2) et l'appartenance aux réseaux diasporiques (MBORGDIASP). Le tri précédent montre que les répondants qui font partie des associations d'affaires et scientifiques sont aussi ceux qui séjournent à l'étranger depuis plus longtemps par rapport aux membres des associations culturelles qui sont depuis une période plus courte dans le pays de destination, ce qui a un effet direct sur leur présence plus importante dans les structures diasporiques.

MBORGDIASP			
MBORG2	1. Oui	2. Non	Total général
1. Associations d'affaires et scientifiques	38,89%	61,11%	100,00%
2. Associations culturelles, sociales, sportives, OG culturelles et autres	28,74%	71,26%	100,00%
3. Non membre	11,11%	88,89%	100,00%
Total général	24,67%	75,33%	100,00%

Le questionnaire confirme aussi qu'au début du parcours migratoire les expatriés se concentrent surtout sur la réussite personnelle dans le pays de destination en termes d'intégration professionnelle et sociale. Une fois cet objectif atteint ils commencent à s'intéresser aux structures de la diaspora. On remarque que 44% des personnes qui sont depuis plus de 10 ans dans le pays d'arrivée sont membres des réseaux de la diaspora contre 29% qui y sont depuis un peu plus de 5 ans et seulement 20% des personnes qui sont arrivées récemment dans le pays de destination.

MBORGDIASP			
DUREPD	1. Oui	2. Non	Total général
1. 1-5 ans	20,00%	80,00%	100,00%
2. 6-9 ans	28,89%	71,11%	100,00%
3. > 10 ans	43,75%	56,25%	100,00%
Total général	25,53%	74,47%	100,00%

On constate que seulement 25% de l'échantillon est membre d'une association diasporique. Même si le pourcentage reste bas, il témoigne de l'évolution du processus de structuration vers des réseaux diasporiques secondaires de plus en plus organisés. Les trois diasporas sont en voie de construction et les associations diasporiques ne sont pas nombreuses. A cette étape de structuration, les réseaux secondaires sont plutôt définis par des rassemblements informels de migrants originaires du même pays qui peuvent évoluer vers des structures formelles à l'initiative des membres actifs. Ceux-ci organisent initialement surtout des activités culturelles et ce n'est qu'au fil du temps que les associations professionnelles voient le jour.

Le statut de membre (MBORGDIASP) détermine le niveau de participation dans les associations diasporiques (INSORGDIASP2). 93% des personnes qui participent régulièrement aux activités des organisations diasporiques sont aussi les membres de ces entités diasporiques, on les appelle des « membres actifs » qui ont le rôle central dans le développement de la structure formelle, la mise en place des activités pour la communauté diasporique. A part les membres, on note que 7% de personnes qui participent régulièrement et 85% de répondants qui participent occasionnellement ou rarement aux actions entreprises par les « membres actifs » sont des non membres, ce qui confirme aussi l'implication des « membres latents » dans la vie des réseaux secondaires formels, sollicités, soit par les membres actifs soit motivés par la volonté de contribuer à la consolidation du groupe ethnique et ainsi au développement du pays d'origine à travers leur participation dans les projets de développement en faveur du pays de départ, conduits par les associations diasporiques.

MBORGDIASP			
INSORGDIASP2	1. Oui	2. Non	Total général
1. Très souvent et régulièrement	93,33%	6,67%	100,00%
2. Occasionnellement et rarement	14,75%	85,25%	100,00%
3. Jamais	0,00%	100,00%	100,00%
Total général	24,67%	75,33%	100,00%

Le fait d'être membre d'une association diasporique est interdépendant avec l'aide apportée aux autres compatriotes lors de la réalisation du projet migratoire (AIDEMIG). On constate que le soutien accordé aux ressortissants du pays d'origine qui ont décidé de migrer joue un rôle important dans le processus d'installation à l'étranger, 66% de l'échantillon ont aidé

d'autres personnes du pays de départ à venir dans leur pays de destination. 86% des membres des associations diasporiques ont facilité les démarches migratoires de leurs compatriotes. Ce pourcentage montre que les réseaux secondaires de la diaspora jouent un rôle important en matière d'intégration professionnelle et sociale des nouveaux arrivants du pays source dans le pays d'accueil. Cette caractéristique est surtout spécifique pour les réseaux diasporiques des diasporas émergentes qui, à part leur contribution à la promotion de la culture du pays d'origine et à la consolidation du groupe diasporique, sont une source d'information et de soutien lors de la recherche d'un emploi ou d'un logement dans le pays d'installation.

AIDEMIG			
MBORGDIASP	1. Oui	2. Non	Total général
1. Oui	86,11%	13,89%	100,00%
2. Non	60,18%	39,82%	100,00%
Total général	66,44%	33,56%	100,00%

Les réseaux diasporiques secondaires des trois diasporas sont principalement des réseaux qui apparaissent d'abord au niveau des pays de destination et peuvent se développer vers des réseaux de deuxième niveau qui connectent les groupements diasporiques de différents pays d'accueil. L'existence des réseaux secondaires de deux types est caractéristique des diasporas à maturité. Les résultats du questionnaire confirment bien les étapes d'évolution de la structuration des diasporas que l'on a identifiées en montrant que pour ces trois diasporas émergentes les réseaux primaires priment mais il y a aussi des réseaux secondaires du premier niveau entre les migrants installés dans le même pays de destination qui commencent à se concrétiser. On constate que les Roumains sont aussi mieux insérés dans les associations diasporiques (34%), contre 24% des Moldaves et seulement 16% des Kirghizes. Le niveau d'insertion des expatriés dans les réseaux diasporiques dénote à quel niveau de structuration se trouve une diaspora.

MBORGDIASP			
PO2	1. Oui	2. Non	Total général
1. Roumanie	34,00%	66,00%	100,00%
2. Moldavie	24,00%	76,00%	100,00%
3. Kirghizstan	16,00%	84,00%	100,00%
Total général	24,67%	75,33%	100,00%

Même si la durée de résidence dans le pays d'accueil influence peu l'insertion dans les réseaux secondaires et encore moins dans les réseaux primaires on note que les migrants récents sont ceux qui ont le plus de liens avec le pays d'origine tandis que les personnes qui sont depuis plus longtemps dans le pays de destination sont plus nombreuses à être dans les associations diasporiques. Le fait que la durée à l'étranger n'affaiblit pas les liens avec le pays

d'origine confirme que malgré l'installation dans le pays d'accueil, les migrants continuent d'apporter leur contribution au développement du pays source à travers les contacts maintenus, porteurs de diverses ressources envoyées vers le pays d'origine.

- Les variables d'insertion dans le pays d'accueil

TABLEAU 4.12 : LES FRÉQUENCES DES VARIABLES D'INSERTION DANS LE PAYS D'ACCUEIL

LABEL	Modalité réponses	% des répondants
Projet de retour au pays (RETOUR)	1. Non	28,67%
	2. Je ne sais pas encore	39,33%
	3. Oui	32,00%
Emigration de travail (TRAV)	1. Accumuler un capital pour créer votre entreprise dans le pays d'accueil et développer des partenariats d'affaires avec le pays d'origine	17,39%
	2. Réussir professionnellement dans le pays d'arrivée et vous y installer	30,43%
	3. Accumuler un capital financier pour pouvoir monter votre affaire dans le pays d'origine	28,26%
	4. Enrichir votre expérience professionnelle pour l'appliquer dans le pays d'origine	23,91%
Obtention de la nationalité du pays de destination (NATPD)	1. Oui	15,28%
	2. Demande en cours	11,81%
	3. Non, mais j'envisage de faire la demande	36,11%
	4. Non, je ne veux pas l'obtenir	36,81%

En ce qui concerne l'insertion dans le pays d'accueil nous avons retenus trois variables qui décrivent cette dimension. On a vu que les projets de retour ont une corrélation négative avec l'intensité des liens avec le pays d'origine et la fréquence des visites du pays de départ. Les personnes qui décident de s'installer dans les pays d'accueil ont des liens moins variés avec le pays d'origine qui se limitent généralement aux contacts avec les proches et ils sont aussi moins nombreux à visiter souvent le pays d'origine. La participation dans les activités des associations diasporiques est très peu influencée par cette variable. La durée dans le pays de destination a un impact limité sur la décision de retourner au pays.

Par contre, on voit que la variable RETOUR est positivement corrélée avec les objectifs à atteindre dans le pays de destination par les personnes qui y sont arrivées pour travailler (TRAV) et avec la demande de la nationalité du pays d'installation (NATPD). 24% des personnes interrogées ont déclaré vouloir s'installer définitivement dans le pays de destination et 38% hésitent entre rester à l'étranger et retourner dans leur pays d'origine.

Logiquement les personnes ne souhaitant pas rentrer ou indécises veulent s'investir économiquement dans le pays d'accueil, et celles qui envisagent le retour souhaitent investir dans le pays d'origine.

La même tendance s'enregistre pour l'obtention de la nationalité du pays d'accueil. Les personnes qui veulent s'installer dans le pays d'accueil sont les plus nombreuses à vouloir l'obtenir tandis que les répondants qui planifient le retour ont indiqué de ne pas souhaiter l'avoir.

RETOUR				
TRAV	1. Non	2. Indécis	3. Oui	Total général
1. Accumulation du capital pour la création d'entreprise dans le PD	31,25%	68,75%	0,00%	100,00%
2. Réussite professionnelle dans le PD et installation	53,57%	46,43%	0,00%	100,00%
3. Accumulation du capital pour la création d'entreprise dans le PO	0,00%	23,08%	76,92%	100,00%
4. Enrichissement professionnel pour l'appliquer dans le PO	9,09%	22,73%	68,18%	100,00%
Total général	23,91%	38,04%	38,04%	100,00%

NATPD					
RETOUR	1. Oui	2. Demande en cours	3. Non, mais va demander	4. Non, ne veut pas	Total général
1. Non	20,00%	15,00%	47,50%	17,50%	100,00%
2. Indécis	14,29%	8,93%	42,86%	33,93%	100,00%
3. Oui	12,50%	12,50%	18,75%	56,25%	100,00%
Total général	15,28%	11,81%	36,11%	36,81%	100,00%

En ce qui concerne la relation entre la durée dans le pays de destination (DUREPD) et l'obtention de la nationalité des pays d'accueil, on constate que 50% des répondants qui résident dans le pays d'arrivée depuis plus de 10 ans ont déjà la nationalité de ce pays et 37% envisagent de faire la demande, alors que 45% des migrants récents disent ne pas vouloir obtenir la nationalité du pays de destination.

NATPD					
DUREPD	1. Oui	2. Demande en cours	3. Non, mais va demander	4. Non, ne veut pas	Total général
1. 1-5 ans	3,90%	6,49%	44,16%	45,45%	100,00%
2. 6-9 ans	23,81%	23,81%	21,43%	30,95%	100,00%
3. > 10 ans	50,00%	0,00%	37,50%	12,50%	100,00%
Total général	15,56%	11,11%	36,30%	37,04%	100,00%

Les tris croisés entre les principales variables explicatives de deuxième niveau nous ont permis d'identifier les variables constitutives des indicateurs d'appartenance diasporiques.

2.2.2.2 La construction des indicateurs d'appartenance diasporiques

Pour mesurer l'appartenance aux réseaux diasporiques primaires et secondaires mais aussi l'insertion dans le pays d'accueil nous avons construit trois indicateurs qui réunissent les principales variables des trois catégories désignées des variables d'appartenance diasporique.

- L'indicateur d'appartenance aux réseaux primaires

Pour l'appartenance aux réseaux primaires, l'indicateur construit (IRESEAUX PRIMAIRES) résulte de l'addition des trois variables principale de la première catégorie des variables explicatives de deuxième niveau.

$$\text{IRESEAUX PRIMAIRES} = \text{LIENPO} + \text{TEHCOM} + \text{VISPO}$$

Cet indicateur mesure l'insertion des membres d'une diaspora dans les réseaux primaires qui font le lien entre les expatriés et le pays d'origine. Il montre l'intensité des liens avec le pays de départ, la diversité des moyens de communication et la fréquence des visites effectuées dans le pays source. L'axe qu'il décrit place d'une part les personnes qui ont des liens multiples avec le pays de départ, qui utilisent plusieurs moyens de communication pour entretenir cette relation et retournent souvent dans le pays d'origine et d'autre part se trouvent les personnes qui ont généralement deux contacts différents dans le pays d'origine, le plus souvent les membres de la familles restés au pays et les amis, ils utilisent moins de moyens de communication pour maintenir le lien avec le pays de départ et le visitent moins d'une fois par an. On a vu que la durée de résidence dans le pays d'origine n'influence que très peu l'intensité des liens avec le pays d'origine, mais elle va influencer l'appartenance aux réseaux diasporiques professionnels.

La variable qui décrit la durée de résidence dans le pays de destination (DUREPD) n'a pas été incluse dans la construction de l'indicateur. Elle a été gardée séparément pour l'analyse des données parce qu'elle décrit deux dimensions différentes. D'une part on a la dimension qui renvoie aux réseaux primaires, la relation avec les pays d'origine et d'autre part la dimension qui est liée à la structuration en réseaux secondaires, la relation entre les migrants. La période courte dans le pays d'accueil détermine une intensité plus grande des liens, ce qui correspond au développement des réseaux primaires. La période plus longue à l'étranger conditionne une meilleure participation dans des associations diasporiques, par conséquent une meilleure structuration de la diaspora en réseaux secondaires. C'est pour cette raison que nous avons

laissé à part cette variable pour identifier des informations intéressantes pour les deux types de réseaux diasporiques.

Le tableau ci-dessous confirme la validité de l'indicateur d'appartenance aux réseaux primaires par des valeurs plus fortes avec les variables constitutives que la corrélation entre ces variables séparées ainsi qu'avec d'autres variables explicatives et dépendantes.

TABLEAU 4.13 : TEST DE CORRÉLATION (PEARSON) DE L'INDICATEUR IRESEAUX PRIMAIRES

	Lien avec le pays d'origine	Moyens de communication	Visites au pays d'origine	Type de contribution de la diaspora	Informations sur les marchés étrangers	I RESEAUX PRIMAIRES
Lien avec le pays d'origine	1,00					
Moyens de communication	0,24	1,00				
Visites au pays d'origine	0,09	-0,13	1,00			
Type de contribution de la diaspora	0,36	0,13	-0,05	1,00		
Informations sur les marchés étrangers	0,36	0,06	0,07	0,60	1,00	
I RESEAUX PRIMAIRES	0,72	0,60	0,52	0,24	0,27	1,00

Les coefficients de corrélation ont été calculés avec XLSTAT. Les valeurs en gras sont différentes de 0 à un niveau de signification alpha=0,05

- L'indicateur d'appartenance aux réseaux secondaires

Le deuxième indicateur d'appartenance, IRESEAUX SECONDAIRES mesure la présence des expatriés dans les réseaux diasporiques secondaires. Cet indicateur composite rassemble l'information sur la présence des migrants dans des associations en général qui peuvent être dans le pays de destination ou dans le pays d'origine ; leur présence dans les associations diasporiques et la participation aux activités des organisations de la diaspora.

$$\text{IRESEAUX SECONDAIRES} = \text{MBORG2} + \text{INSORGDIASP2} + \text{MBORGDIASP}$$

La dimension qu'il décrit permet de distinguer les membres actifs de la diaspora qui sont présents dans des associations scientifiques et d'affaires. En général, ils sont membres des associations diasporiques et participent régulièrement aux activités des structures de la diaspora par l'organisation de divers événements pour la communauté diasporique ou des actions en faveur du pays de départ ; des membres latents qui ne sont pas insérés dans les réseaux secondaires formels mais peuvent participer occasionnellement aux activités des

associations diasporiques et finalement les membres passifs de la diaspora qui ne sont pas présents dans les organisations diasporiques et ne prennent jamais part à la vie des structures diasporiques tangibles.

TABLEAU 4.14 : TEST DE CORRÉLATION (PEARSON) DE L'INDICATEUR IRESEAUX SECONDAIRES

	Membres des organisations en général	Participation aux associations diasporiques	Membres des associations diasporiques	Diplôme obtenu dans le pays d'origine	Rôle dans le développement du pays d'origine	Intégration dans l'économie mondiale	I RESEAUX SECONDAIRES
Membres des organisations en général	1,00						
Participation aux associations diasporiques	0,20	1,00					
Membres des associations diasporiques	0,22	0,73	1,00				
Diplôme obtenu dans le pays d'origine	0,34	0,10	0,20	1,00			
Rôle dans le développement du pays d'origine	0,18	0,41	0,37	0,21	1,00		
Intégration dans l'économie mondiale	0,17	0,25	0,25	0,10	0,31	1,00	
I RESEAUX SECONDAIRES	0,61	0,84	0,85	0,28	0,42	0,29	1,00

Les coefficients de corrélation ont été calculés avec XLSTAT. Les valeurs en gras sont différentes de 0 à un niveau de signification alpha=0,05

- L'indicateur d'insertion dans le pays d'accueil

En ce qui concerne le troisième indicateur IINSERTION, il mesure l'insertion des migrants dans le pays de destination. Lors de sa construction nous avons réuni deux variables qui donnent l'information sur les projets de retour au pays ou d'installation dans le pays d'accueil et d'obtention de la nationalité du pays récepteur.

$$IINSERTION = RETOUR + NATPD$$

Le test de corrélation montre que l'indicateur composite est plus « actif » que les deux variables constitutives à part.

TABLEAU 4.15 : TEST DE CORRÉLATION (PEARSON) DE L'INDICATEUR IINSERTION

	Projet de retour au pays	Nationalité du pays de destination	Moyens de communication	Continuation études pays de destination	Source de transfert de connaissances	IINSERTION
Projet de retour au pays	1,00					
Nationalité du pays de destination	0,25	1,00				
Moyens de communication	0,15	0,07	1,00			
Continuation études pays de destination	0,25	0,17	0,12	1,00		
Source de transfert de connaissances	0,23	0,16	0,27	0,33	1,00	
IINSERTION	0,78	0,72	0,17	0,22	0,25	1,00

Les coefficients de corrélation ont été calculés avec XLSTAT. Les valeurs en gras sont différentes de 0 à un niveau de signification $\alpha=0,05$

Par rapport aux indicateurs précédents d'appartenance qui définissent l'insertion dans les réseaux nationaux, ce troisième indicateur renvoie à l'interaction avec la société d'accueil. Cette catégorie de réseaux qui relie la diaspora avec le pays de destination nous conduit à introduire un troisième type de réseaux qu'on appelle d'acculturation, à travers lesquels les migrants interagissent avec le pays d'accueil et ont accès aux ressources spécifiques de ce territoire qui peuvent être ultérieurement transmises vers le pays d'origine une fois leurs spécificités acquises.

Les trois indicateurs d'appartenance et la variable résiduelle portant sur la durée de résidence dans le pays d'accueil (DUREPD) représentent les variables explicatives de deuxième niveau ou VE2 qui nous ont permis de montrer la structuration des diasporas.

2.2.3 L'analyse des variables de comportements diasporiques ou variables dépendantes (VD) et la construction des indicateurs de comportements diasporiques

2.2.3.1 L'analyse des variables de comportements diasporiques

L'ensemble de 20 variables dépendantes décrit les comportements diasporiques. Ce type de variables est divisé en quatre catégories qui apportent des informations sur les opinions concernant les effets des ressources non financières (RNF), leur contenu, les obstacles à la réalisation des effets RNF et les pratiques des effets RNF.

- Les variables d'opinions sur les effets RNF

TABLEAU 4.16 : LES FRÉQUENCES DES VARIABLES D'OPINIONS SUR LES EFFETS RNF

LABEL	Modalité réponses	% des répondants
Opinions sur l'impact de la diaspora sur le développement du pays d'origine (IMPDIASP)	1. Oui	54,00%
	2. Non	46,00%
Opinions sur les domaines dans lesquels la diaspora joue un rôle positif dans le développement (ROLDIASP2)	1. Investissements dans le pays d'origine	8,51%
	2. Transfert de connaissances	10,64%
	3. Promotion de l'image du pays d'origine	21,99%
	4. Transfer de ressources financières et du matériel	36,88%
	5. Altruisme / Philanthropie	21,99%
	6. Autre	0,00%
But d'envoi d'argent (BUTENV2)	1. Investissement immobilier / fonctionnement des affaires à propre compte	25,83%
	2. Frais de scolarité / médicaux / aide aux proches, etc.	74,17%
Opinions sur le type de contribution apportée par la diaspora au développement du pays d'origine (DEVDIASP2)	1. 8 effets RNF	8,00%
	2. 7 effets RNF	4,00%
	3. 6 effets RNF	4,00%
	4. 5 effets RNF	7,33%
	5. 4 et 3 effets RNF	48,00%
	6. 2 et 1 effets RNF	28,67%
Source de transfert de connaissances (TRSFKNOW)	1. Oui	52,00%
	2. Non	48,00%

Les opinions sur les effets RNF sont analysées à travers cinq variables qui portent sur les avis des répondants concernant le rôle joué par la diaspora dans le développement du pays d'origine, les domaines dans lesquels elle peut apporter sa contribution et sous quelles formes.

Le tableau des fréquences montre que plus de la moitié des répondants 54% ont déclaré que la diaspora peut jouer un rôle important dans le développement du pays d'origine (IMPDIASP). Cette variable est corrélée avec DEVDIASP2 qui montre les opinions sur l'intensité des formes de contribution qui peuvent être apportées par une diaspora dans le processus de

développement. Les personnes qui considèrent que l'apport de la diaspora est important sont les plus nombreuses à indiquer que la contribution du groupe diasporique au développement du pays d'origine peut se manifester sous diverses formes qui seront analysées par le biais des variables de contenu des effets RNF. On voit que très majoritairement les expatriés qui ont répondu que la diaspora joue un rôle important dans le processus de développement croient que la diaspora peut produire au moins cinq types d'effets positifs RNF sur le pays de départ.

IMPDIASP			
DEVDIASP2	1. Oui	2. Non	Total général
1. 8 effets RNF	58,33%	41,67%	100,00%
2. 7 effets RNF	83,33%	16,67%	100,00%
3. 6 effets RNF	83,33%	16,67%	100,00%
4. 5 effets RNF	81,82%	18,18%	100,00%
5. 4 et 3 effets RNF	50,00%	50,00%	100,00%
6. 2 et 1 effets RNF	44,19%	55,81%	100,00%
Total général	54,00%	46,00%	100,00%

En ce qui concerne les opinions sur les domaines dans lesquels les expatriés contribuent le plus, on note que les répondants qui considèrent la diaspora comme une source de développement citent le plus souvent son rôle dans le transfert de connaissances et la promotion de l'image du pays d'origine (effets RNF), tandis que les personnes interrogées qui ne voient pas la diaspora comme source de développement indiquent que sa contribution principale tient aux effets des ressources financières qu'elle envoie.

IMPDIASP			
ROLEDIASP2	1. Oui	2. Non	Total général
1. Investissements	41,67%	58,33%	100,00%
2. Transfert de connaissances	80,00%	20,00%	100,00%
3. Promotion de l'image du PO	58,06%	41,94%	100,00%
4. Transfert de ressources financières et du matériel	53,85%	46,15%	100,00%
5. Autre	51,61%	48,39%	100,00%
Total général	56,03%	43,97%	100,00%

52% de l'échantillon croient que la diaspora est une source de transfert de connaissances, et ce sont eux bien sûr qui estiment très nettement que la diaspora a une contribution importante à apporter au développement du pays d'origine.

TRSFKNOW			
IMPDIASP	1. Oui	2. Non	Total général
1. Oui	81,48%	18,52%	100,00%
2. Non	17,39%	82,61%	100,00%
Total général	52,00%	48,00%	100,00%

La finalité de remise de fonds (BUTENV2) n'influence pas les opinions des migrants sur le rôle de la diaspora.

- **Les variables de contenu des effets RNF et d'obstacles aux effets RNF**

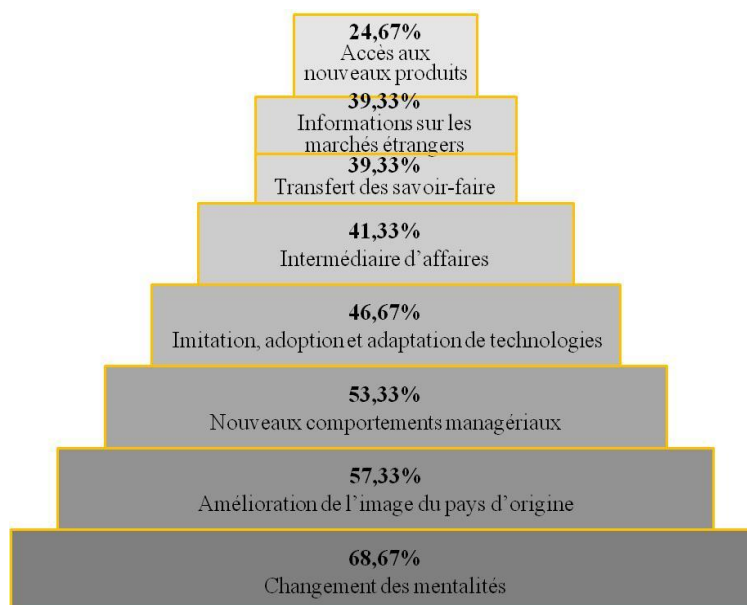
Pour décrire le contenu des effets RNF nous avons retenus 8 variables pour l'analyse qualitative, une variable qui porte sur les opinions des répondants sur le rôle de la diaspora dans l'intégration dans l'économie mondiale et les deux dernières variables du tableau des fréquences décrivent les obstacles aux effets RNF.

TABLEAU 4.16 : LES FRÉQUENCES DES VARIABLES DE CONTENU DES EFFETS RNF ET D'OBSTACLES AUX EFFETS RNF

LABEL	Modalité réponses	% des répondants
Accès aux nouveaux produits (NEWPROD)	1. Oui	24,67%
	2. Non	75,33%
Informations sur les marchés étrangers (INFOMARC)	1. Oui	39,33%
	2. Non	60,67%
Transfert des savoir-faire (SAVOIRF)	1. Oui	39,33%
	2. Non	60,67%
Intermédiaire d'affaires (AFFAIRES)	1. Oui	41,33%
	2. Non	58,67%
Imitation, adoption et adaptation des technologies (IMITAT)	1. Oui	46,67%
	2. Non	53,33%
Nouveaux comportements managériaux (COMPORT)	1. Oui	53,33%
	2. Non	46,67%
Amélioration de l'image du pays d'origine (IMAGE)	1. Oui	57,33%
	2. Non	42,67%
Changement des mentalités (MENTAL)	1. Oui	68,67%
	2. Non	31,33%
Intégration dans l'économie mondiale (INTGWE)	1. Oui, dans tous les cas	24,00%
	2. Oui si l'Etat d'origine prend des mesures	56,00%
	3. Non, mais elle contribue au rattrapage économique	13,33%
	4. Non, dans aucun cas	6,67%
Obstacles au transfert de connaissances (OBSTCOLLAB2)	1. Aucune difficulté	15,07%
	2. 1 difficulté	57,53%
	3. Plus d'une difficulté	27,40%
Obstacles au lancement des affaires (OBSTAFFPO2)	1. 1 obstacle	21,09%
	2. 2 obstacles	40,82%
	3. 3 obstacles	23,13%
	4. 4 obstacles	14,97%

Ces variables développent l'information fournie par la variable DEVDIASP2 qui est liées aux opinions concernant les modalités de contribution de la diaspora au processus de développement du pays source. Etant donné que la variable initiale DEVDIASP est une des variables principales portant sur les effets positifs RNF de la diaspora nous l'avons décomposée en 8 variables de contenu des effets RNF qui correspondent aux huit options de réponses de la variable initiale. Les résultats sont présentés dans la pyramide ci-dessous :

FIGURE 4.1 : LES VARIABLES DÉPENDANTES DE CONTENU DES EFFETS RNF



Note : Les pourcentages présentés dans la pyramide correspondent aux avis favorables (réponse OUI) donnés par les 150 répondants pour chaque effet RNF.

Le changement des mentalités de la société d'origine a été indiqué comme un des effets plus importants produits par la diaspora sur le pays de départ. 69% des répondants considèrent que la communauté diasporique exerce une influence positive en termes de changement de mode de vie des personnes du pays source, transmission de nouvelles normes et règles. 57% des personnes interrogées ont mentionné que grâce à la diaspora l'image du pays de départ peut s'améliorer et 53% de l'échantillon déclarent que le groupe diasporique entraîne de nouveaux comportements entrepreneuriaux. Moins de la moitié des membres questionnés des trois diasporas ont cité le rôle de la diaspora dans l'accroissement de la capacité d'innovation du pays source par l'imitation, l'adoption et l'adaptation des technologies des pays de destination, sa contribution dans la connexion des milieux d'affaires des pays d'accueil et d'origine, l'accès aux réalisations et connaissances du pays de destination, l'obtention d'une information précise sur les marchés étrangers et les nouveaux produits.

Du tableau de corrélation des variables dépendantes de contenu des effets de ressources non-financières (RNF) et d'obstacles aux effets RNF, on constate que les trois effets : amélioration de l'image du pays d'origine, changement des mentalités et transmission de nouveaux comportements managériaux qui influencent le développement du pays d'une manière indirecte sont peu corrélés entre eux et avec les autres effets : informations sur les marchés étrangers, accès aux nouveaux produits, transfert des savoir-faire, imitation, adoption et adaptation des technologies et intermédiaire d'affaires qui produisent un impact RNF direct sur le contexte économique du pays source. Les trois premières variables décrivent des

dimensions différentes ce qui explique les valeurs faibles de corrélation entre elles, alors que les cinq dernières variables sont mieux corrélées entre elles étant donné qu'elles apportent des informations complémentaires sur le contenu des effets directs RNF.

TABLEAU 4.17 : ANALYSE DE LA STRUCTURE DES VARIABLES DÉPENDANTES DE CONTENU DES EFFETS RNF ET D'OBSTACLES AUX EFFETS RNF

	Informations sur les marchés étrangers	Accès aux nouveaux produits	Transfert des savoir-faire	Imitation, adoption et adaptation des technologies	Intermédiaire d'affaires	Amélioration de l'image du pays d'origine	Nouveaux comportements managériaux	Changement des mentalités	Intégration dans l'économie mondiale	Obstacles au transfert de connaissances	Obstacles au lancement des affaires
Informations sur les marchés étrangers	1,00										
Accès aux nouveaux produits	0,43	1,00									
Transfert des savoir-faire	0,22	0,39	1,00								
Imitation, adoption et adaptation des technologies	0,31	0,30	0,23	1,00							
Intermédiaire d'affaires	0,10	0,27	0,27	0,06	1,00						
Amélioration de l'image du pays d'origine	0,20	0,02	0,00	0,08	-0,04	1,00					
Nouveaux comportements managériaux	0,10	0,10	0,07	0,13	0,13	-0,05	1,00				
Changement des mentalités	0,01	-0,21	-0,04	-0,03	-0,02	0,17	0,17	1,00			
Intégration dans l'économie mondiale	0,11	0,19	0,41	0,13	0,19	-0,03	0,13	0,15	1,00		
Obstacles au transfert de connaissances	-0,10	-0,08	-0,10	0,03	0,02	-0,19	-0,16	-0,12	-0,08	1,00	
Obstacles au lancement des affaires	-0,09	0,03	0,10	-0,08	0,04	-0,15	0,08	0,03	0,20	-0,07	1,00

Les coefficients de corrélation ont été calculés avec XLSTAT. Les valeurs en gras sont différentes de 0 à un niveau de signification $\alpha=0,05$

Les opinions sur le rôle de la diaspora dans le développement du pays d'origine sont corrélées avec les opinions portant sur le rôle de la diaspora comme ressource d'intégration dans l'économie mondiale. Les répondants qui indiquent que la diaspora contribue à l'intégration dans l'économie mondiale dans tous les cas, ou si l'Etat prend des mesures, sont plutôt les répondants qui voient dans la diaspora une source de développement. La part élevée (56%) de ceux qui pensent que l'Etat doit prendre des mesures, montre aussi que les membres de la

diaspora attendent que les pays d'origine entreprennent plus de mesures pour encourager un meilleur engagement du groupe diasporique envers le pays de départ.

INTGWE					
IMPDIASP	1. Oui, dans tous les cas	2. Oui si l'Etat d'origine prend des mesures	3. Non, mais elle contribue au rattrapage économique	4. Non, dans aucun cas	Total général
1. Oui	28,75%	62,50%	7,50%	1,25%	100,00%
2. Non	17,39%	47,83%	21,74%	13,04%	100,00%
Total général	23,49%	55,70%	14,09%	6,71%	100,00%

La relation forte entre le rôle de la diaspora dans le transfert des savoir-faire vers le pays d'origine et la contribution de la diaspora dans le processus d'intégration dans l'économie mondiale montre que les personnes qui ont indiqué la transmission de savoir-faire comme un des effets positifs RNF de la diaspora ont nettement tendance à croire que la communauté diasporique facilite dans tous les cas l'intégration dans l'économie mondiale alors que les autres pensent plutôt le contraire.

Intégration dans l'économie mondiale					
Transfert des savoir-faire	1. Oui, dans tous les cas	2. Oui si l'Etat d'origine prend des mesures	3. Non, mais elle contribue au rattrapage économique	4. Non, dans aucun cas	Total général
1. Oui	44,83%	46,55%	8,62%	0,00%	100,00%
2. Non	9,89%	61,54%	17,58%	10,99%	100,00%
Total général	23,49%	55,70%	14,09%	6,71%	100,00%

On voit que la relation de corrélation entre les opinions sur la diaspora comme ressource d'intégration dans l'économie mondiale et sur les obstacles liés au pays d'origine pour la création d'entreprise est positive ce qui signifie que les personnes qui considèrent la diaspora comme moyen d'intégration dans l'économie mondiale sont aussi celles qui pensent rencontrer moins de difficultés dans le lancement d'une activité économique dans le pays d'origine.

Intégration dans l'économie mondiale	Obstacles au lancement des affaires				Total général
	1. 1 Obstacle	2. 2 Obstacles	3. 3 Obstacles	4. Obstacles	
1. Oui, dans tous les cas	39,39%	39,39%	9,09%	12,12%	100,00%
2. Oui si l'Etat d'origine prend des mesures appropriées	14,46%	45,78%	27,71%	12,05%	100,00%
3. Non, mais elle contribue au rattrapage économique	30,00%	25,00%	30,00%	15,00%	100,00%
4. Non, dans aucun cas	0,00%	40,00%	20,00%	40,00%	100,00%
Total général	21,23%	41,10%	23,29%	14,38%	100,00%

Lors du transfert de connaissances, la majorité de l'échantillon considère que la diaspora rencontre une difficulté.

Il n'y a pas de relation nette à propos de la perception des obstacles avec les opinions sur le rôle de la diaspora dans l'amélioration de l'image du pays d'origine et dans les comportements managériaux.

Obstacles au transfert de connaissances				
Amélioration de l'image du pays d'origine	1. Aucune difficulté	2. Une difficulté	3. > d'une difficulté	Total général
1. Oui	15,12%	51,16%	33,72%	100,00%
2. Non	15,00%	66,67%	18,33%	100,00%
Total général	15,07%	57,53%	27,40%	100,00%

Obstacles au transfert de connaissances				
Nouveaux comportements managériaux	1. Aucune difficulté	2. Une difficulté	3. > d'une difficulté	Total général
1. Oui	5,19%	63,64%	31,17%	100,00%
2. Non	26,09%	50,72%	23,19%	100,00%
Total général	15,07%	57,53%	27,40%	100,00%

- Les variables de production d'effets RNF

Les quatre dernières variables du groupe des variables dépendantes indiquent comment les membres d'une diaspora produisent des effets RNF sur le pays d'origine à travers l'envoi de remises de fonds (ENVARG), leur contribution dans divers domaines de l'économie nationale (CONTRB2), la participation aux programmes de transfert de connaissances mis en œuvre pour les pays d'origine (PRGTKNOW) et des projets de création d'entreprises dans le pays d'origine (AFFPO). Ici il ne s'agit plus d'opinions, mais de pratiques ou d'intentions.

TABEAU 4.18 : LES FRÉQUENCES DES VARIABLES DE PRODUCTION D'EFFETS RNF

LABEL	Modalité réponses	% des répondants
Transfert de fonds (ENVARG)	1. Plus de 2 000 €	24,60%
	2. Entre 1 500 et 2 000 €	15,87%
	3. Entre 500 et 1 500 €	20,63%
	4. Moins de 500 €	38,89%
Domaine de contribution (CONTRB2)	1. Plus de 3 domaines	6,21%
	2. 3 domaines	29,66%
	3. 2 domaines	37,93%
	4. 1 domaine	26,21%
Participation aux programmes de transfert de connaissances vers le pays d'origine (PRGTKNOW)	1. Oui	8,72%
	2. Non	91,28%
Création d'entreprises dans le pays d'origine (AFFPO)	1. Oui	22,97%
	2. Peut-être	41,89%
	3. Non	35,14%

74% de notre échantillon envoient des remises de fonds pour aider les proches restés dans le pays d'origine contre seulement 26% des répondants qui transfèrent des ressources

financières pour le financement des investissements productifs (achat immobilier ou fonctionnement de l'entreprise créée dans le pays de départ). Ces derniers sont ceux qui transfèrent annuellement des montants plus élevés par rapport aux premiers.

Transfert de fonds					
Usage transfert de fonds	1. >2000 euros/an	2. entre 1500 et 2000 euros/an	3. entre 500 et 1500 euros/an	4. < 500 euros/an	Total général
1. Investissements	41,94%	19,35%	32,26%	6,45%	100,00%
2. Aide aux proches	20,22%	15,73%	17,98%	46,07%	100,00%
Total général	25,83%	16,67%	21,67%	35,83%	100,00%

Les personnes qui envoient plus d'argent vers les pays d'origine considèrent légèrement plus fréquemment que les autres qu'elles apportent leur contribution au développement du pays d'origine dans plus de 3 domaines différents et elles sont aussi nettement plus nombreuses à envisager le lancement d'une activité économique dans le pays d'origine.

Transfert de fonds					
Domaine de contribution	1. >2000 euros/an	2. entre 1500 et 2000 euros/an	3. entre 500 et 1500 euros/an	4. < 500 euros/an	Total général
1. Plus de 3 domaines	37,50%	25,00%	12,50%	25,00%	100,00%
2. 3 domaines	21,62%	18,92%	13,51%	45,95%	100,00%
3. 2 domaines	26,67%	11,11%	24,44%	37,78%	100,00%
4. 1 domaine	25,00%	15,63%	25,00%	34,38%	100,00%
Total général	25,41%	15,57%	20,49%	38,52%	100,00%

Transfert de fonds					
Création d'entreprises	1. >2000 euros/an	2. entre 1500 et 2000 euros/an	3. entre 500 et 1500 euros/an	4. < 500 euros/an	Total général
1. Oui	48,39%	12,90%	9,68%	29,03%	100,00%
2. Peut-être	14,00%	18,00%	26,00%	42,00%	100,00%
3. Non	20,93%	16,28%	23,26%	39,53%	100,00%
Total général	25,00%	16,13%	20,97%	37,90%	100,00%

Très majoritairement les expatriés qui ont participé à un programme de transfert de connaissances vers le pays d'origine sont ceux qui considèrent apporter leur contribution dans 3 domaines différents ou plus dans le pays d'origine.

Participation aux programmes de transfert de connaissances	Domaine de contribution				Total général
	1. > de 3 domaines	2. 3 domaines	3. 2 domaines	4. 1 domaine	
1. Oui	15,38%	53,85%	30,77%	0,00%	100,00%
2. Non	5,30%	27,27%	38,64%	28,79%	100,00%
Total général	6,21%	29,66%	37,93%	26,21%	100,00%

Après avoir réalisé l'analyse des corrélations et des tris croisés entre les principales variables dépendantes nous procédons à la construction des indicateurs composites de comportements diasporiques.

2.2.3.2 La construction des indicateurs de comportements diasporiques

Pour cette catégorie de variables nous avons construit deux indicateurs composites d'impact. Le premier qui est un indicateur basé sur les opinions des expatriés lié au rôle d'une diaspora dans le développement du pays d'origine et le deuxième est un indicateur axé sur les pratiques concrètes employées par les 150 répondants pour apporter leur contribution à l'accélération du processus de développement du pays d'origine et d'intégration dans l'économie mondiale.

L'indicateur d'opinions sur l'impact des ressources non financières (RNF) correspond à la première catégorie des variables dépendantes qui portent sur les avis des expatriés sur les effets RNF de la diaspora. L'indicateur de pratiques des impacts des RNF réunit les principales variables de la dernière catégorie de variables de comportements diasporiques qui décrit la production des effets RNF. Tenant compte que les variables de contenu des effets RNF dérivent de la variable d'opinions sur le type de contribution apportée par la diaspora au développement du pays source (DEVDIASP2) il n'y a pas d'indicateur pour cette catégorie de variables qui sont analysées plus haut avec les variables d'obstacles aux effets RNF.

- L'indicateur d'opinions sur l'impact des RNF

L'indicateur d'opinions sur l'impact des RNF (IOPINIONS IMPACT RNF) mesure l'impact de la diaspora sur le pays d'origine à travers les opinions recueillies auprès des membres des trois diasporas qui ont participé à l'étude de terrain. Les trois variables constitutives rassemblent l'information sur le rôle de la diaspora dans le développement du pays d'origine (IMDIASP), sur le type de contribution qu'une diaspora peut apporter (DEVDIASP2) et sur la diaspora comme source de transfert de connaissances (TRSKNOW).

$$\text{IOPINIONS IMPACT RNF} = \text{IMPDIASP} + \text{DEVDIASP2} + \text{TRSKNOW}$$

La dimension décrite par l' IOPINIONS IMPACT RNF positionne, d'une part, les expatriés qui considèrent que la diaspora a un rôle important à jouer dans le développement du pays source, qu'elle produit un impact positif dans plusieurs domaines d'activité de l'économie du pays d'origine et qu'elle est une véritable source de transfert de connaissances et d'autre part, les migrants qui croient que la contribution de la diaspora au développement est modérée.

TABLEAU 4.19 : TEST DE CORRÉLATION (PEARSON) DE L'INDICATEUR IOPINIONS IMPACT RNF

	Rôle dans le développement du pays d'origine	Type de contribution de la diaspora	Source de transfert de connaissances	Diplôme obtenu dans le pays d'origine	Pays d'origine	Moyens de communication utilisés	Membre des associations diasporiques	Accès aux nouveaux produits	Transfert des savoir-faire	Intégration dans l'économie mondiale	IOPINIONS IMPACT RNF
Rôle dans le développement du pays d'origine	1,00										
Type de contribution de la diaspora	0,17	1,00									
Source de transfert de connaissances	0,64	0,23	1,00								
Diplôme obtenu dans le pays d'origine	0,21	0,24	0,19	1,00							
Pays d'origine	0,21	0,10	0,21	0,35	1,00						
Moyens de communication utilisés	0,22	0,13	0,27	0,05	0,02	1,00					
Membre des associations diasporiques	0,37	0,23	0,33	0,20	0,17	0,22	1,00				
Accès aux nouveaux produits	0,12	0,61	0,12	0,14	0,04	-0,05	0,17	1,00			
Transfert des savoir-faire	0,20	0,52	0,28	0,12	0,05	0,17	0,14	0,39	1,00		
Intégration dans l'économie mondiale	0,31	0,29	0,26	0,10	0,15	0,07	0,25	0,19	0,41	1,00	
IOPINIONS IMPACT RNF	0,80	0,62	0,83	0,28	0,23	0,27	0,42	0,38	0,44	0,39	1,00

Les coefficients de corrélation ont été calculés avec XLSTAT. Les valeurs en gras sont différentes de 0 à un niveau de signification $\alpha=0,05$

La concentration de l'information dans cet indicateur composite est confirmée non seulement par des valeurs de corrélation importante avec les variables constitutives mais aussi avec d'autres variables explicatives et dépendantes qu'on a présentées comme exemple dans le tableau ci-dessus.

- L'indicateur de pratiques d'impact des RNF

Le deuxième indicateur de comportements diasporiques mesure l'impact des effets RNF de la diaspora sur le pays d'origine à travers les pratiques diasporiques mentionnées par les répondants. L'IPRATIQUES IMPACT RNF a été construit à partir des deux variables de production des effets RNF qui montrent l'intensité des domaines dans lesquels les expatriés apportent leur contribution (CONTRIB2) et les projets de création des activités entrepreneuriales dans le pays d'origine (AFFPO).

IPRATIQUES IMPACT RNF = CONTRIB2 + AFFPO

Comme les autres 6 indicateurs construits lors de l'analyse des données, l'IPRATIQUES IMPACT RNF justifie sa validité par des relations fortes de corrélation avec les variables qui le constituent mais aussi avec d'autres variables.

TABEAU 4.19 : TEST DE CORRÉLATION (PEARSON) DE L'INDICATEUR IPRATIQUES IMPACT RNF

	Domaine de contribution	Création d'entreprises	Pays d'origine	Participation aux associations diasporiques	Aide à l'émigration accordée aux compatriotes	Type de contribution de la diaspora	Accès aux nouveaux produits	Intégration dans l'économie mondiale	IPRATIQUES IMPACT RNF
Domaine de contribution	1,00								
Création d'entreprises	0,11	1,00							
Pays d'origine	0,11	0,15	1,00						
Participation aux associations diasporiques	0,15	0,20	0,24	1,00					
Aide à l'émigration accordée aux compatriotes	0,17	0,29	-0,08	0,19	1,00				
Type de contribution de la diaspora	0,08	0,17	0,10	0,21	0,07	1,00			
Accès aux nouveaux produits	0,10	0,15	0,04	0,27	0,03	0,61	1,00		
Intégration dans l'économie mondiale	0,04	0,22	0,15	0,25	0,16	0,29	0,19	1,00	
IPRATIQUES IMPACT RNF	0,60	0,73	0,21	0,25	0,27	0,21	0,24	0,22	1,00

Les coefficients de corrélation ont été calculés avec XLSTAT. Les valeurs en gras sont différentes de 0 à un niveau de signification alpha=0,05

Les deux indicateurs d'impact (IOPINIONS IMPACT RNF et IPRATIQUES IMPACT RNF) et les 11 variables de contenu des effets RNF et d'obstacles aux effets RNF représentent les variables dépendantes de notre analyse.

2.3 L'analyse et l'interprétation des résultats : analyse causale

L'analyse causale des relations entre les variables explicatives et les variables dépendantes examine les corrélations entre les deux grandes catégories de variables nous permettant de montrer leur interdépendance et expliquer comment les premières influencent les secondes. Le tableau de corrélation général entre 30 variables explicatives (18 VE1 et 12 VE2) et 20 variables dépendantes est présenté en annexes.

2.3.1 L'analyse causale des relations entre les variables explicatives et les variables dépendantes

Dans cette partie on se propose d'étudier la relation entre les 7 indicateurs construits, les 7 variables explicatives et dépendantes gardées à part pour la vérification des informations supplémentaires et les 8 variables dépendantes de contenu des effets RNF analysées séparément ; la corrélation des indicateurs avec les variables qui n'ont pas été utilisées pour la construction des indicateurs et l'interdépendance entre les indicateurs composites.

2.3.1.1 L'interdépendance entre les 8 variables de contenu des effets RNF et les indicateurs de caractéristiques

On remarque que la relation de corrélation entre les 8 variables de contenu des effets RNF et les indicateurs de situation et de statut est très faible ce qui montre que les caractéristiques des expatriés influencent peu les opinions sur le rôle des ressources non financières de la diaspora dans le développement du pays d'origine. Par contre, ces 8 variables dépendantes sont nettement corrélées aux indicateurs d'appartenance aux réseaux diasporiques nationaux qui lient les expatriés avec le pays d'origine (réseaux primaires) et connectent les migrants entre eux (réseaux secondaires) et aux deux indicateurs d'impact. Les coefficients de corrélation montrent que les personnes qui considèrent que la diaspora produit des effets positifs RNF sur les pays d'origine ont des liens plus variés avec la patrie, sont plus présentes dans les associations diasporiques et produisent un impact plus important sur le pays de départ, elles sont aussi les plus nombreuses à participer aux programmes de transfert de connaissances et de compétences initiés en faveur du pays d'origine. Les expatriés qui ont des liens intenses avec le pays d'origine et qui visitent souvent le pays considèrent que la diaspora contribue au développement du pays en fournissant des informations sur les marchés étrangers, en favorisant l'imitation, l'adoption et l'adaptation des technologies du pays de destination et en reliant les milieux d'affaires des pays d'installation avec le milieu d'affaires

du pays source. **On constate les effets RNF sont plutôt liés aux réseaux secondaires.** Les expatriés qui sont plus présents dans les réseaux secondaires diasporiques déclarent que la contribution de la diaspora au processus de développement du pays de départ se manifeste à travers des effets multiples qui sont liés à l'accès aux nouveaux produits, au transfert des savoir-faire, à la diffusion de nouvelles technologies, à la mise en contact des milieux d'affaires des deux pays, et à la transmission de nouveaux comportements managériaux. Comme ces 8 variables de contenu des effets RNF sont des variables d'opinions il est logique qu'elles soient mieux corrélées à l'indicateur d'opinions sur l'impact des RNF qu'à l'indicateur de pratiques des impacts des RNF.

TABLEAU 4.20 : INTERDÉPENDANCE ENTRE LES INDICATEURS COMPOSITES, LES VARIABLES EXPLICATIVES ET DÉPENDANTES RÉSIDUELLES ET LES 8 VARIABLES DÉPENDANTES DE CONTENU DES EFFETS RNF

	ISITUATION	ISTATUT	IRESEAUX PRIMAIRES	IRESEAUX SECONDAIRES	IINSERTION	IOPINIONS IMPACT RNF	IPRATIQUES IMPACT RNF	Zone résidence pays d'origine	Durée résidence pays de destination	Participation aux programmes de transfert de connaissances	Transfert de fonds	Intégration dans l'économie mondiale	Obstacles au transfert de connaissances	Obstacles au lancement des affaires
Informations sur les marchés étrangers	0,00	-0,09	0,27	0,03	-0,02	0,27	0,08	0,03	0,05	0,22	0,04	0,11	-0,10	-0,09
Accès aux nouveaux produits	0,13	-0,01	0,11	0,22	0,11	0,38	0,24	-0,01	-0,10	0,21	-0,07	0,19	-0,08	0,03
Transfert des savoir-faire	0,19	-0,05	0,11	0,22	0,13	0,44	0,15	0,10	-0,09	0,26	-0,06	0,41	-0,10	0,10
Imitation, adoption et adaptation des technologies	-0,02	0,05	0,16	0,17	0,01	0,31	0,13	0,09	0,01	0,17	-0,03	0,13	0,03	-0,08
Intermédiaire d'affaires	0,19	-0,14	0,19	0,27	0,08	0,36	0,16	0,06	0,06	0,03	0,01	0,19	0,02	0,04
Amélioration de l'image du pays d'origine	-0,03	0,07	0,01	-0,09	0,08	0,15	-0,01	-0,02	0,08	0,02	0,00	-0,03	-0,19	-0,15
Nouveaux comportements managériaux	0,11	-0,02	0,07	0,18	0,03	0,30	0,15	-0,12	-0,07	0,08	0,04	0,13	-0,16	0,08
Changement des mentalités	0,04	-0,03	0,05	-0,08	-0,22	0,14	-0,01	-0,03	0,15	-0,06	0,09	0,15	-0,12	0,03

Les coefficients de corrélation ont été calculés en Excel

2.3.1.2 L'interdépendance entre les 7 indicateurs composites et les 7 variables explicatives et dépendantes résiduelles

A partir du tableau ci-dessous nous allons analyser la corrélation des indicateurs composites avec les 7 variables explicatives et dépendantes gardées à part pour l'analyse. La corrélation assez bonne entre **l'indicateur de situation** et certaines de ces variables indique que les personnes ayant des diplômes élevés sont originaires plutôt des grandes villes et résidant depuis plus longtemps à l'étranger, considèrent la diaspora comme ressources d'intégration dans l'économie mondiale et voient moins d'obstacles dans la création des activités économiques dans le pays d'origine. Le statut des migrants dans le pays de destination est faiblement corrélé à ce groupe de variables, sauf avec la durée de résidence dans le pays de destination (DUREPD) qui indique que les jeunes qui vivent seuls et qui ont plutôt la double nationalité sont arrivés récemment dans le pays de destination, depuis moins de 5 ans. Ceux qui ont des liens plus intenses avec le pays d'origine sont les migrants qui croient qu'il y a plusieurs obstacles qui freinent le transfert de connaissances de la part de la diaspora vers les pays source.

L'insertion dans les structures diasporiques créées dans les pays de destination est influencée par la durée de séjour dans le pays de destination¹⁵⁸, les expatriés mieux insérés dans les associations de la diaspora sont depuis une période plus longue dans le pays de destination, depuis plus de 10 ans. Les membres de la diaspora qui sont les plus présents dans les réseaux secondaires envoient moins de remises de fonds vers le pays d'origine que leurs compatriotes qui sont plutôt dans les réseaux primaires mais par rapport aux derniers ils rencontrent moins de difficultés dans le lancement des activités entrepreneuriales dans le pays de départ et croient que la diaspora facilite l'intégration dans l'économie mondiale. **Cette relation confirme que même si les membres d'une diaspora qui sont installés depuis plus longtemps à l'étranger ne transfèrent pas des sommes importantes d'argent vers le pays d'origine, ils sont susceptibles de produire un impact plus important à travers les ressources non financières qu'ils envoient, en comparaison avec les migrants qui sont plutôt des pourvoyeurs de remises de fonds.** Le niveau d'insertion dépend de la durée de résidence dans le pays de destination. Les expatriés les plus présents dans les réseaux d'acculturation sont ceux qui vivent depuis plus longtemps dans le pays de destination. Les indicateurs d'impact sont bien corrélés aux variables dépendantes mais ne réagissant que très

¹⁵⁸ Le signe négatif de la corrélation des indicateurs composites avec la variable DUREPD s'explique par le codage de cette variable qui est du plus récent au moins récent (1. 1-5 ans ; 2. 6-9 ans ; et 3. Plus de 10 ans).

peu à deux variables explicatives indiquant la zone de résidence dans le pays d'origine (ZONEPO) et la durée de résidence dans le pays de destination (DUREPD) ce qui signifie que le milieu d'origine (urbain ou rural) et la période de temps à l'étranger n'influencent que très peu les opinions et les pratiques d'impact des ressources non financières.

TABEAU 4.21 : INTERDÉPENDANCE ENTRE LES INDICATEURS COMPOSITES ET LES VARIABLES EXPLICATIVES ET DÉPENDANTES RÉSIDUELLES

	Zone résidence pays d'origine	Durée résidence pays de destination	Participation aux programmes de transfert de connaissances	Transfert de fonds	Intégration dans l'économie mondiale	Obstacles au transfert de connaissances	Obstacles au lancement des affaires
ISITUATION	0,16	-0,15	0,05	-0,03	0,15	-0,07	0,28
ISTATUT	-0,02	0,19	-0,06	0,06	-0,01	-0,03	-0,05
IRESEAUX PRIMAIRES	-0,01	0,1	0,13	0,06	0,1	-0,2	-0,09
IRESEAUX SECONDAIRES	0,05	-0,32	0,15	-0,16	0,29	-0,11	0,27
IINSERTION	-0,03	-0,33	0,01	-0,1	0,04	0,08	0,01
IOPINIONS IMPACT RNF	-0,03	-0,14	0,19	-0,06	0,39	-0,22	0,12
IPRATIQUES IMPACT RNF	0,06	-0,12	0,19	0,04	0,22	-0,26	0,14

Les coefficients de corrélation ont été calculés avec XLSTAT. Les valeurs en gras sont différentes de 0 à un niveau de signification $\alpha=0,05$

2.3.1.3 L'interdépendance entre les 7 indicateurs composites

L'analyse causale entre les indicateurs composites nous permet de montrer l'action des variables explicatives sur les variables dépendantes et de confirmer la vérification des hypothèses formulées au cours de la thèse.

TABLEAU 4.22 : INTERDÉPENDANCE ENTRE LES INDICATEURS COMPOSITES

	ISITUATION	ISTATUT	IRESEAUX PRIMAIRES	IRESEAUX SECONDAIRES	IINSERTION	IOPINIONS IMPACT RNF	IPRATIQUES IMPACT RNF
ISITUATION	1,00						
ISTATUT	0,02	1,00					
IRESEAUX PRIMAIRES	-0,11	-0,17	1,00				
IRESEAUX SECONDAIRES	0,34	-0,13	0,16	1,00			
IINSERTION	0,02	0,05	-0,17	0,12	1,00		
IOPINIONS IMPACT RNF	0,33	-0,08	0,18	0,47	0,19	1,00	
IPRATIQUES IMPACT RNF	0,16	-0,04	0,31	0,29	-0,19	0,27	1,00

Les coefficients de corrélation ont été calculés avec XLSTAT. Les valeurs des cellules colorées en rouge et jaune sont différentes de 0 à un niveau de signification $\alpha=0,05$

Les résultats du tableau de corrélation des indicateurs composites nous livrent le schéma explicatif suivant.

Les variables explicatives VE1 ne sont pas corrélées entre elles. Les variables constitutives des deux indicateurs de caractéristiques (ISITUATION et ISTATUT) sont en quelque sorte orthogonales, ce qui signifie qu'elles ne sont aucunement colinéaires, autrement dit, elles expriment bien des dimensions distinctes.

En ce qui concerne **la relation entre les variables de caractéristiques (VE1) et les variables d'appartenance diasporique (VE2)**, on constate que l'action des premières sur les secondes s'exprime plutôt dans le cas de l'intégration des réseaux nationaux (primaires et secondaires) mais pas pour les réseaux d'acculturation qui définissent l'insertion des membres de la diaspora dans le pays de destination. On note que les expatriés qui ont un niveau d'études élevé sont plus présents dans les réseaux secondaires, il faut souligner qu'ils sont aussi depuis plus longtemps dans le pays d'accueil que les autres, ce qui confirme qu'avec

l'accomplissement des objectifs personnels en termes de réussite professionnelle et sociale fixés au début du projet migratoire, les membres d'une diaspora deviennent plus disponibles et s'intéressent de plus en plus au groupe ethnique créé dans leurs pays de destination en participant aux activités des associations diasporiques et même à leur création. On voit que l'indicateur de statut explique l'appartenance aux réseaux primaires. Les personnes plus âgées qui sont surtout des hommes mariés ayant seulement la nationalité du pays d'origine sont plutôt dans les réseaux primaires qui leur permettent de maintenir des liens intenses avec le pays d'origine. L'attachement plus fort au pays source s'explique par les liens plus nombreux qu'ils ont avec les personnes du pays de départ mais aussi avec leurs conjoint(e)s et/ou enfants qui y sont restés.

L'absence de corrélation des VE1 avec toutes les VE2 dénote qu'il y a d'autres facteurs qui expliquent l'appartenance des expatriés aux structures diasporiques nationales et d'insertion dans le pays d'arrivée. Ces facteurs peuvent être liés aux valeurs et normes culturelles acquises dans le pays d'arrivée comme le sentiment fort d'identification à la communauté diasporique chez les migrants chinois qui a favorisé la consolidation de la diaspora chinoise, ou le rôle de l'Etat d'origine dans le soutien et l'accompagnement des associations diasporiques dans le cas de la diaspora indienne, ou encore les sociétés d'accueil qui peuvent être plus ouvertes ou moins ouvertes à l'intégration des étrangers. L'analyse de ces dimensions devra faire l'objet d'une nouvelle recherche.

Les variables explicatives de caractéristiques expliquent faiblement les variables dépendantes, à part ISITUATION qui est nettement corrélé aux indicateurs d'impact, plus particulièrement à l'indicateur d'opinions sur l'impact des RNF (IOPINIONS IMPACT RNF). Cette relation montre que ce sont surtout les personnes qualifiées qui considèrent que la diaspora génère des effets positifs RNF, dans le même temps, ce sont les personnes qualifiées qui participent au développement du pays d'origine à travers plusieurs pratiques.

Les variables d'appartenance diasporique (VE2) représentées par trois indicateurs : IRESEAUX PRIMAIRES, IRESEAUX SECONDAIRES et IINSERTION ne sont pas fortement corrélées entre elles, avec des coefficients de 0,12 à 0,16. Cette relation modérée assure également l'existence de dimensions distinctes, mais non indépendantes. La relation positive entre l'indicateur d'appartenance aux réseaux primaires (IRESEAUX PRIMAIRES) et l'indicateur d'appartenance aux réseaux secondaires (IRESEAUX SECONDAIRES)

montre que les personnes qui s'impliquent activement dans la vie des associations diasporiques maintiennent aussi des liens forts avec le pays d'origine. Cette dimension décrit les membres actifs qui d'une part jouent un rôle central dans la consolidation de la diaspora en réseaux secondaires et d'autre part gardent un contact continu avec le pays d'origine soit au niveau individuel en aidant les proches restés au pays soit au niveau collectif à travers les projets de développement initiés par les expatriés à l'adresse du pays d'origine.

La matrice de corrélation montre que les VE2 expliquent bien les variables de comportements diasporiques (VD) résumées dans deux indicateurs d'impact (IOPINIONS IMPACT RNF et IPRATIQUES IMPACT RNF), avec des coefficients entre 0,18 et 0,47. On peut dire que fondamentalement nos hypothèses sont vérifiées. Les variables dépendantes sont bien distinctes, mais logiquement assez interdépendantes.

La relation IRESEAUX PRIMAIRES et VD est bien vérifiée, avec des coefficients de 0,18 et 0,31 : elle signifie que les migrants assez récents qui sont principalement présents dans les réseaux primaires qui les connectent avec les pays d'origine considèrent que la diaspora joue un rôle important dans le développement du pays d'origine, qu'elle est source de transfert de connaissances et qu'elles apporte des changements bénéfiques dans le société d'origine. Ces expatriés croient aussi qu'ils apportent leur contribution au développement du pays d'origine dans divers domaines d'activité.

L'hypothèse fondamentale de notre thèse portant sur le l'impact croissant sur le pays source des diasporas mieux consolidées en réseaux diasporiques est bien vérifiée par la relation IRESEAUX SECONDAIRES et VD avec des coefficients de 0,47 et 0,29. Il est logique que la relation soit plus nette pour les opinions que pour les pratiques, qui restent encore peu développées dans notre échantillon.

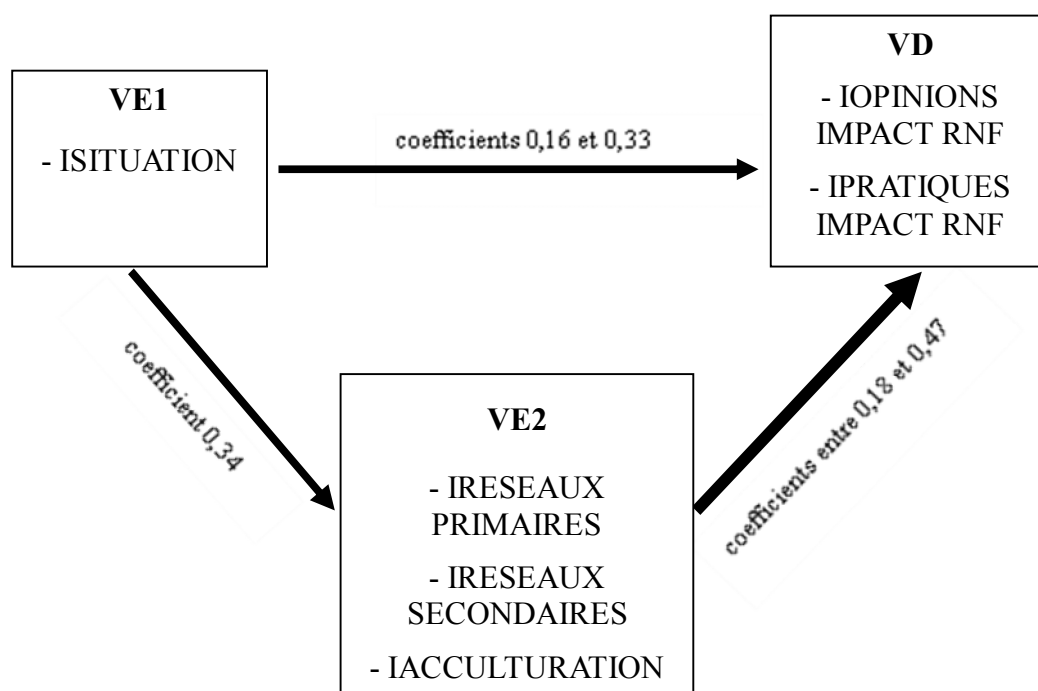
Concernant la corrélation IINSERTION avec les variables dépendantes, elle est contradictoire puisqu'on a des coefficients de 0,19 et -0,19. Ce résultat insuffisant apporté par la relation entre IINSERTION et les deux indicateurs d'impact, notamment le coefficient négatif pour les pratiques montre que l'indicateur d'insertion dans le pays de destination rassemble plusieurs situations avec des effets RNF différents sur le pays d'origine. Afin d'affiner ce résultat nous devons construire un indicateur d'acculturation pour préciser comment varie l'impact sur le pays d'origine en fonction de quatre stratégies d'acculturation adoptées par les expatriés dans le pays d'accueil identifiées par Berry (1997) : l'intégration, l'assimilation, la séparation et la marginalisation. L'analyse de l'indicateur d'acculturation

sera présentée plus bas pour montrer comment l'impact des ressources non financières se manifeste sur le pays d'origine en fonction de la stratégie d'acculturation adoptée par les membres d'une diaspora dans les pays d'accueil.

2.3.2 Le graphe des corrélations des variables explicatives et dépendantes

Le schéma global explicatif des effets RNF peut donc se représenter comme suit.

FIGURE 4.2 : GRAPHE DES CORRÉLATIONS DES VARIABLES EXPLICATIVES ET DÉPENDANTES



Les variables de caractéristiques de premier niveau (VE1) expliquent faiblement les comportements diasporiques. La confirmation principale que l'on déduit de la relation entre VE1 et VD est que les variables de situation sont les plus actives : les personnes qualifiées même si elles ne sont pas les pourvoyeurs principaux de remises de fonds vers le pays d'origine, elles génèrent un impact considérable à travers les ressources non financières. Ce point se vérifie un peu plus pour les opinions que pour les pratiques.

Le graphe des corrélations des variables explicatives avec les variables dépendantes montre une interdépendance forte entre les variables d'appartenance diasporique et d'insertion dans le pays d'accueil et les variables de comportements diasporiques tant pour les opinions que pour les pratiques. La condition essentielle pour qu'une diaspora puisse générer des effets positifs RNF sur la société d'origine est le maintien des contacts avec le pays de départ. Les variables

explicatives de deuxième niveau expliquent d'une part, le développement de ce lien à travers les réseaux primaires qui permettent la réalisation continue des transferts de diverse nature vers le pays d'origine engendrant ainsi des changements dans la société bénéficiaire et d'autre part, la consolidation de la diaspora comme unité à travers les réseaux secondaires qui assurent la continuation du groupe diasporique dans le temps et dans l'espace mais aussi facilitent la mobilisation des ressources pour la mise en œuvre des projets de développement adressés à un public plus large du pays source et produisant ainsi un impact plus important grâce à la concentration des ressources que les projets individuels menés séparément par les expatriés en faveur de leur proches restés au pays.

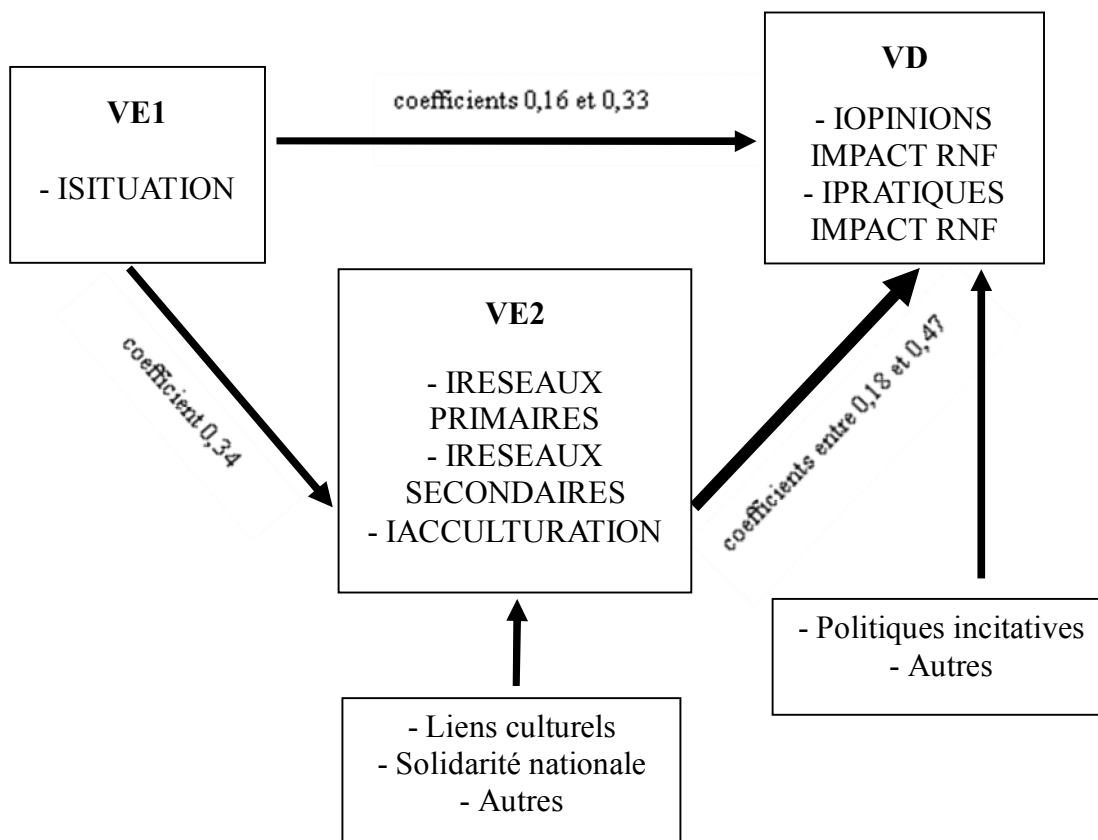
En plus de la structuration en réseaux diasporiques primaires et secondaires, la troisième dimension de la production des effets RNF sur le pays de départ est décrite par les variables d'insertion dans le pays d'accueil qui montrent que par le biais des réseaux d'acculturation les membres d'une diaspora accèdent aux ressources spécifiques du pays d'installation qui peuvent être ultérieurement transmises vers le pays d'origine en entraînant les changements les plus profonds de la société d'origine. Dans le pays d'accueil, les expatriés peuvent adopter une des quatre stratégies d'acculturation. A travers un indicateur d'acculturation nous montrerons que seulement l'intégration permet la production des effets RNF les plus importants sur le pays de départ. Etant donné que cette option d'acculturation assure une relation équilibrée tant avec le pays d'accueil que le pays d'origine, les expatriés en interagissant avec la société d'installation adoptent ses normes et en gardant des liens forts avec le pays de départ peuvent les transmettre en influençant ainsi la société d'origine.

Les variables explicatives de deuxième niveau sont partiellement expliquées par les variables explicatives de premier niveau de statut et de situation. Comme nous l'avons déjà mentionné, la corrélation faible montre qu'il y a d'autres facteurs qui peuvent expliquer l'insertion dans les réseaux diasporiques nationaux mais aussi dans le pays d'accueil. Ces facteurs déclenchants peuvent être liés à la fois aux contextes particuliers et à l'histoire personnelle des migrants qui conviennent à être détaillés dans des recherches ultérieures.

Nous incorporons dans le graphe des corrélations résultat de notre analyse empirique d'autres facteurs supplémentaires qui peuvent expliquer les comportements diasporiques et qui doivent être analysés davantage dans le cadre d'une nouvelle recherche.

Le schéma global explicatif des effets RNF à développer :

FIGURE 4.3 : GRAPHE DES CORRÉLATIONS DES VARIABLES EXPLICATIVES ET DÉPENDANTES À COMPLÉTER



Lors de cette étude de terrain, les pratiques de production des effets RNF sont peu développées, ainsi que les modalités de mobilisation des ressources au sein de la communauté diasporiques. Ces aspects sont aussi à clarifier davantage dans les études prochaines qu'on se propose de réaliser ultérieurement.

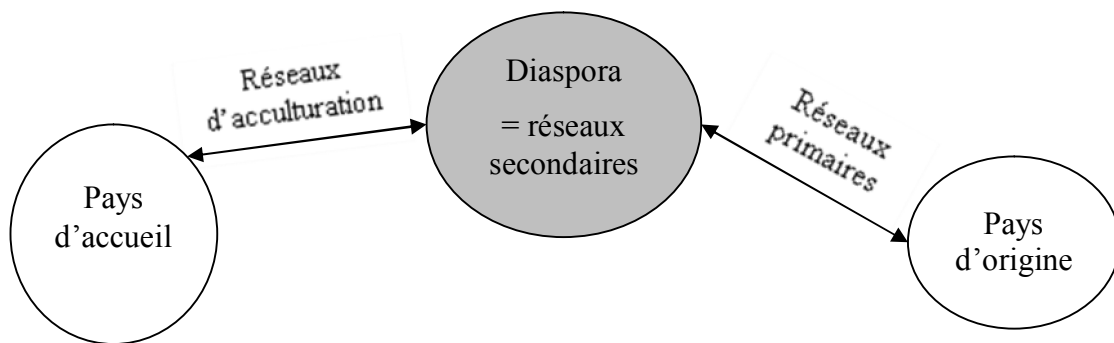
3 L'articulation entre la diaspora et le pays d'accueil

3.1 Les réseaux d'acculturation

Dans les chapitres précédents nous avons présenté d'une part, les réseaux qui lient les membres d'une diaspora entre eux dans le même pays ou différents pays d'accueil permettant la consolidation de la diaspora et augmentant la possibilité de mobilisation des ressources au sein de la communauté diasporique (réseaux secondaires) et d'autre part, les réseaux qui connectent les expatriés avec les pays d'origine facilitant le maintien des liens entre les migrants et les proches qui sont restés dans le pays de départ ainsi que la transmission de ressources vers le pays de départ (réseaux primaires).

Le questionnaire nous a permis d'identifier le troisième type de réseaux qui sont le résultat de l'interaction entre les expatriés et la société d'installation déterminant ainsi l'articulation entre la diaspora et le pays de destination. Les *réseaux d'acculturation* conditionnent l'accès des migrants aux ressources du pays d'accueil et leur appropriation.

FIGURE 4.4 : LES RÉSEAUX NATIONAUX ET D'ACCULTURATION DE LA DIASPORA

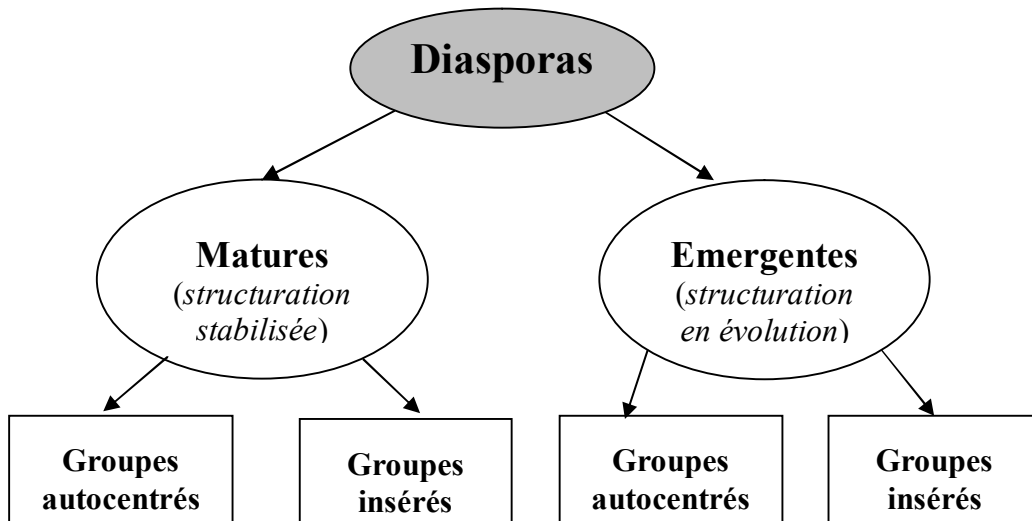


Les réseaux primaires et secondaires définissent l'insertion des expatriés dans des réseaux nationaux qui déterminent les rapports entre les migrants eux-mêmes et avec le pays d'origine tandis que les réseaux d'acculturation désignent la relation établie entre les membres de la diaspora et le pays d'accueil. Les résultats du questionnaire confirment notre hypothèse que ce type de réseaux joue le plus important rôle dans *le transfert* ou *la captation* des ressources spécifiques parce qu'en faisant partie des réseaux d'acculturation, les migrants ont accès aux ressources du pays d'installation ce qui permet ultérieurement aux pays d'origine de bénéficier de ces ressources à travers les réseaux nationaux qui facilitent leur transfert.

3.1.1 La stratégie d'acculturation déterminant l'insertion dans le pays d'accueil

Le niveau d'insertion des expatriés dans le pays d'accueil dépend de la stratégie d'acculturation choisie. Si on s'appuie sur les 4 stratégies d'acculturation proposées par Berry (1997) : l'intégration, l'assimilation, la séparation et la marginalisation on remarque que les deux premières sont celles qui montrent l'insertion des migrants dans le pays d'accueil. Les expatriés qui adoptent les stratégies d'intégration et d'assimilation nous les plaçons dans des *groupes insérés* et les migrants qui refusent l'interaction avec le pays d'arrivée sont ceux qui font partie des *groupes autocentrés*. L'apparition des deux groupes est caractéristique tant pour les diasporas à maturité que pour les diasporas émergentes.

FIGURE 4.5 : CLASSIFICATION DES DIASPORAS SELON LE NIVEAU DE STRUCTURATION EN RÉSEAUX



Les groupes diasporiques autocentrés supposent le rassemblement des expatriés dans une activité au sein de l'entité ethnique, comme par exemple dans le cas des Chinois d'outre-mer qui travaillent dans les pays de destination dans les entreprises créées par leurs compatriotes. Il s'agit des migrants qui limitent leur comportement dans la société d'accueil en restant très axés sur les normes spécifiques au pays d'origine. Les structures insérées qui sont les plus fréquentes, définissent les activités déployées par les expatriés dans la société du pays de destination ce qui ne signifie pas l'éloignement du pays de départ avec lequel le lien est maintenu.

Tant les membres des groupes autocentrés que les membres des groupes insérés font partie des réseaux d'acculturation mais de manière différente en fonction de la stratégie

d'acculturation adoptée. Les expatriés qui font parties des *groupes insérés* sont susceptibles de produire un impact d'une ampleur plus grande sur le pays d'origine non seulement à travers les ressources financières, comme dans le cas de migrants concentrés dans des *groupes autocentrés* mais aussi par l'intermédiaire d'autres ressources accumulées à la suite de la relation d'interaction avec la société d'installation qui permettent la production des effets de ressources non financières (RNF).

3.1.2 La participation des membres de la diaspora dans les réseaux d'acculturation

Compte tenu de la caractéristique fondamentale d'une diaspora qui est le lien avec le pays d'origine dans le tableau ci-dessous on présente tant le niveau de participation aux réseaux nationaux qu'aux réseaux d'acculturation en montrant quelles stratégies adoptent différents membres de la diaspora pour l'insertion professionnelle et sociale dans le pays d'arrivée.

TABLEAU 4.23 : INSERTION DES MEMBRES DE LA DIASPORA DANS LES RÉSEAUX NATIONAUX ET LES RÉSEAUX D'ACCULTURATION

Membres de la diaspora	Niveau de participation aux réseaux nationaux (primaires et secondaires)	Niveau de participation aux réseaux d'acculturation	La stratégie d'acculturation choisie
Les membres actifs	Elevé (tant dans les réseaux formels que dans les réseaux informels)	Elevé	Intégration
Les membres latents	Modéré (présence faible dans les réseaux formels et forte dans les réseaux informels)	Modéré	Intégration progressive
Les membres passifs	Bas (insertion uniquement dans les réseaux primaires informels)	Très élevé	Assimilation

Le tableau 4.23 montre que tous les membres d'une diaspora sont insérés différemment dans des réseaux d'acculturation. Nous attribuons le choix d'intégration plutôt aux membres actifs de la diaspora qui participent activement tant aux réseaux nationaux (primaires et secondaires) de la communauté diasporique qu'aux réseaux d'acculturation. Ils manifestent un grand intérêt envers les codes culturels du territoire d'installation, par conséquent ils finissent par

adopter ses valeurs et ses règles en devenant des acteurs actifs dans la vie de la nouvelle société tout en gardant leur identité d'origine. Ces membres de la diaspora jouent un rôle important dans la consolidation du groupe ethnique en réseaux diasporiques, particulièrement dans la structuration de la diaspora en organisations formelles. Ils sont aussi très présents dans la société d'accueil à travers leurs activités professionnelles et sociales déployées dans le pays de destination leur permettant d'accéder à ses ressources et de les envoyer ultérieurement vers le pays d'origine. En dépit de l'adoption des normes de la société d'accueil ils participent activement dans les réseaux primaires en maintenant des liens forts avec les personnes du pays source qui facilitent la diffusion des ressources acquises dans le pays de destination vers le pays d'origine.

Les membres latents de la diaspora s'inscrivent aussi dans la logique d'intégration avec un niveau modéré de participation aux réseaux formels diasporiques mais forte présence dans les structures informelles et insertion progressive dans les réseaux d'acculturation qui assurent leur intégration dans la société d'arrivée.

Les membres passifs d'une diaspora sont les expatriés qui ont décidé de s'identifier à la société d'accueil et de ne pas continuer à valoriser leur identité d'origine en adoptant la stratégie d'assimilation. Leur niveau de participation aux réseaux nationaux se limite aux types de réseaux primaires qui leur permettent de garder le contact avec les proches restés dans le pays de départ. Ils se considèrent désormais comme membres de la société d'accueil et sont principalement concentrés dans les réseaux d'acculturation. Le fait qu'ils maintiennent le lien avec le pays source par le biais des réseaux primaires dénote qu'ils reconnaissent que leurs origines sont inscrites dans un autre groupe ethnique. Malgré leur assimilation par la société d'accueil, les membres passifs de la diaspora opèrent aussi des transferts vers le pays d'origine, par conséquent ils contribuent aussi au développement du pays sources même si d'une manière moins importante par rapport aux membres actifs et latents de la communauté diasporique constituée à l'étranger.

Comme on l'a déjà souligné, Sheffer (1986) indique que l'assimilation à la société d'accueil est une décision individuelle et n'implique pas un processus collectif d'identification de la diaspora au pays d'arrivée ce qui explique le degré différent de participation dans les réseaux nationaux et les réseaux d'acculturation ainsi que l'existence de la diaspora en dépit de l'assimilation de certains membres.

3.2 L'analyse quantitative des stratégies d'acculturation

La suite de la mobilisation et du transfert des ressources du pays d'accueil n'a pas pu être traitée par l'analyse empirique quantitative. Pour cette raison nous revenons à la question de l'acculturation comme mode d'accès aux ressources du pays de destination en essayant de mesurer à travers un indicateur d'acculturation l'impact des membres de la diaspora sur le pays d'origine. Cet indicateur nous aide à identifier la catégorie d'expatriés qui produisent le plus d'effets RNF.

3.2.1 La construction de l'indicateur d'acculturation

Tenant compte du fait que les stratégies d'acculturation sont définies par rapport à deux dimensions, d'une part la relation avec le pays d'origine et d'autre part la relation avec le pays d'accueil, nous avons identifié deux variables qui correspondent à ces situations. Pour la première nous avons choisi VISPO, qui montre la fréquence des visites au pays de départ et pour la deuxième dimension, la variable NATPD a été retenue, qui décrit le niveau d'insertion dans la société d'accueil par l'obtention de sa nationalité.

Les nouvelles variables dichotomisées sont comme suit :

VISPO1 : 1. 2-3 fois par an. 2. Une fois par an et moins d'une fois par an.

NATPD1 : 1. Oui, la demande est en cours et la demande va être faite ; 2. Non, la personne ne veut pas obtenir la nationalité du pays d'accueil.

Après la dichotomisation des deux variables retenues nous avons fait un tri croisé entre elles qui nous a permis d'identifier les quatre catégories de personnes qui correspondent à la typologie d'acculturation.

TABLEAU 4.24 : TYPOLOGIE DES PERSONNES ET LES STRATÉGIES D'ACCULTURATION

Nationalité du pays de destination	OUI	NON
Visites au pays d'origine		
2-3 fois/an	Intégration 25 personnes (17,36%)	Séparation 22 personnes (15,28%)
Une fois par an ou moins	Assimilation 66 personnes (45,83%)	Marginalisation 31 personnes (21,53%)

NATPD1			
VISPO1	1. Oui	2. Non	Total général
1. 2-3 fois/an	53,19%	46,81%	100,00%
2. 1 fois ou < 1 fois/an	68,04%	31,96%	100,00%
Total général	63,19%	36,81%	100,00%

Le 1 de NATPD1 et le 1 de VISPO1 correspond à la situation d'intégration qui décrit les personnes qui adopte le mode de vie de la société d'accueil tout en gardant leur identité d'origine. L'option 1 de NATPD1 et l'option 2 de VISPO1 renvoie à l'assimilation qui est le résultat de l'adoption forte des valeurs du pays d'origine et l'affaiblissement de l'identité d'origine. La position 2 de NATPD1 et la position 1 de VISPO1 traduit la troisième stratégie d'acculturation, la séparation qui se manifeste par le refus d'intégration de la nouvelle société et une forte concentration sur la valorisation de l'identité d'origine. La quatrième stratégie d'acculturation, la marginalisation correspond à la combinaison de l'option 2 de NATPD1 et l'option 2 de VISPO1 qui est adoptée par les migrants ne voulant pas valoriser leur identité d'origine, ni accepter les valeurs du pays d'accueil.

A partir de cette typologie de personnes nous avons pu construire l'indicateur d'acculturation (IACCULTURATION) en attribuant un code de 1 à 4 aux répondants appartenant aux quatre possibilités retenues.

Une fois l'indicateur d'acculturation construit, nous avons fait des tris croisés avec les deux indicateurs d'impact (IOPINIONS IMPACT RNF et IPRACTIQUES IMPACT RNF) qui à leur tour ont été aussi dichotomisés. Grâce à la typologie d'acculturation on peut détailler le résultat insuffisant donné par l'indicateur d'insertion dans le pays d'accueil (IINSERTION) en montrant **que les personnes qui adoptent la stratégie d'intégration sont les seules à être les plus associées aux impacts des ressources non-financières (RNF) tant pour les opinions que pour les pratiques (72%), ce qui représente une confirmation de notre dernière hypothèse.** Les expatriés assimilés sont un peu moins de la moitié à reconnaître le rôle positif de la diaspora et déclarer apporter une contribution dans différents domaines tandis que pour les dernières deux types d'acculturation la tendance s'inverse.

IOPINIONS IMPACT RNF			
IACCULTURATION	1. Oui	2. Non	Total général
1. Intégration	72,00%	28,00%	100,00%
Total général	46,53%	53,47%	100,00%

IPRATIQUES IMPACT RNF			
IACCULTURATION	1. Oui	2. Non	Total général
1. Intégration	72,00%	28,00%	100,00%
Total général	41,67%	58,33%	100,00%

Ces deux tris nous aident à vérifier l'hypothèse faite sur le rôle des réseaux d'acculturation dans l'accès aux réseaux spécifiques du pays d'accueil et leur appropriation. Nous avons supposé qu'à travers les réseaux d'acculturation, les membres de la diaspora captent les ressources spécifiques du pays d'accueil qui peuvent être transférées ultérieurement vers le pays d'origine après leur acquisition due à l'interaction permanente avec la société d'installation produisant ainsi l'impact le plus marquant sur le développement du pays source. Les tris croisés entre l'indicateur d'acculturation et les indicateurs d'impact confirment que notamment les personnes intégrées apportent la contribution la plus importante étant donné que d'une part, elles sont insérées dans la société d'accueil ce qui leur permet l'appropriation des ressources spécifiques et d'autre part, les liens intenses avec le pays d'origine déterminent leur transmission d'une manière intentionnelle ou non-intentionnelle vers le pays de départ.

3.2.2 La caractérisation des personnes de type « intégré »

L'analyse des personnes de type « intégré » commence par l'observation des principales relations entre le pays d'origine (PO2), le pays de destination (PD2) et les indicateurs d'appartenance et d'impact afin d'examiner l'action de ces deux variables explicatives de premier niveau sur l'insertion des expatriés dans les réseaux nationaux mais aussi dans les réseaux d'acculturation.

En ce qui concerne l'appartenance aux réseaux nationaux on constate que les répondants installés en Russie sont mieux insérés dans les réseaux primaires que dans les réseaux secondaires. Il faut noter qu'il s'agit principalement des Kirghizes. Alors que les Roumains qui sont les plus qualifiés et se trouvent depuis plus longtemps à l'étranger sont plus présents dans les réseaux secondaires par rapport aux deux autres diasporas plus récentes. Comme la diaspora roumaine est mieux structurée en réseaux secondaires on voit qu'elle exerce un impact plus important sur le pays d'origine tant en termes d'opinions que de pratiques et les effets positifs RNF sont plutôt liés aux personnes qualifiées installées aux Etats-Unis surtout pour les opinions. **Ces relations confirment notre hypothèse que les diasporas mieux structurées en réseaux secondaires sont susceptibles de produire un impact des**

ressources non financières (RNF) d'une plus grande ampleur en comparaison avec les diasporas moins structurées.

TABLEAU 4.25 : ANALYSE DE LA RELATION ENTRE LES INDICATEURS D'APPARTENANCE, LES INDICATEURS D'IMPACT ET DEUX VARIABLES DE CARACTÉRISTIQUES (PAYS D'ORIGINE (PO2) ET PAYS DE DESTINATION (PD2))

	IRESEAUX PRIMAIRES	IRESEAUX SECONDAIRES	IINSERTION	IOPINIONS IMPACT RNF	IPRATIQUES IMPACT RNF	Pays d'origine	Pays de destination
IRESEAUX PRIMAIRES	1,00						
IRESEAUX SECONDAIRES	0,16	1,00					
IINSERTION	-0,17	0,12	1,00				
IOPINIONS IMPACT RNF	0,18	0,47	0,19	1,00			
IPRATIQUES IMPACT RNF	0,31	0,29	-0,19	0,27	1,00		
Pays d'origine	-0,07	0,34	-0,08	0,23	0,21	1,00	
Pays de destination	-0,20	0,27	0,12	0,24	0,08	0,64	1,00

Les coefficients de corrélation ont été calculés avec XLSTAT. Les valeurs des cellules colorées en rouge et jaune sont différentes de 0 à un niveau de signification $\alpha=0,05$

Par rapport à l'insertion dans les réseaux d'acculturation étant donné que les coefficients de corrélation faibles et avec des signes contradictoires apportent une information insuffisante pour mieux comprendre quels sont les profils des personnes qui choisissent la stratégie d'intégration nous les avons séparées pour les analyser en tris croisés avec les principales variables de caractéristiques. Ces personnes sont plutôt jeunes et avec un niveau moyen de formation (bac), sans relation avec le fait de demander la naturalisation ou pas.

AGEACT			
IACCULTURATION	1. 15-29 ans	2. 30-49 ans	Total général
1. Intégration	48,00%	52,00%	100,00%
Total général	42,36%	57,64%	100,00%

DIPPO							Total général
IACCULTURATION	1. Doctorat	2. Master	3. Maitrise	4. Licence	5. Bac	6. Autre	
1. Intégration	0,00%	16,00%	32,00%	20,00%	32,00%	0,00%	100,00%
Total général	3,47%	18,75%	38,19%	20,83%	17,36%	1,39%	100,00%

NAT			
IACCULTURATION	1. Double nationalité (PO+autre)	2. Nationalité du PO	Total général
1. Intégration	32,00%	68,00%	100,00%
Total général	31,25%	68,75%	100,00%

L'« effet réseau » a été déterminant dans le choix du pays de destination. On voit que le rôle des contacts établis avec les compatriotes installés à l'étranger dans la réalisation du projet migratoire pour les personnes de type intégrés est beaucoup plus important que pour les autres membres de la diaspora. Ils ont plutôt cessé d'étudier en arrivant dans le pays d'accueil et se répartissent également entre industrie et services, alors que l'échantillon est aux $\frac{3}{4}$ dans les services.

PQPD							
IACCULTURATION	1. Contacts	2. Bourse d'études	3. Transfert profess plus intèrés	4. Poste plus intèrés	5. Emploi mieux payé	6. Meilleure carrière	Total général
1. Intégration	48,00%	24,00%	4,00%	8,00%	8,00%	8,00%	100,00%
Total général	38,46%	31,47%	6,99%	6,99%	9,09%	8,00%	100,00%

ETUDPD			
IACCULTURATION	1. Oui	2. Non	Total général
1. Intégration	40,00%	60,00%	100,00%
Total général	45,77%	54,23%	100,00%

SECTRAV				
IACCULTURATION	1. Primaire	2. Secondaire	3. Tertiaire	Total général
1. Intégration	0,00%	40,00%	60,00%	100,00%
Total général	0,70%	23,24%	76,06%	100,00%

Les « intégrés » ne se distinguent pas vraiment du point de vue de leur durée dans le pays d'accueil, mais sont nettement plus intéressés par la naturalisation.

DUREPD				
IACCULTURATION	1. 1-5 ans	2. 6-9 ans	3. > 10 ans	Total général
1. Intégration	54,55%	40,91%	4,55%	100,00%
Total général	57,04%	31,11%	11,85%	100,00%

NATPD					
IACCULTURATION	1. Oui	2. Demande en cours	3. Non, mais va demander	4. Non, ne veut pas	Total général
1. Intégration	20,00%	28,00%	52,00%	0,00%	100,00%
Total général	15,28%	11,81%	36,11%	36,81%	100,00%

En ce qui concerne la répartition pour les trois nationalités on voit que 64% des personnes de type « intégrés » sont des Kirghizes localisés majoritairement dans les pays de

l'« étranger proche », la Russie. Cette surreprésentation des Kirghizes dans la catégorie d'intégrés biaise un peu la caractérisation de ce type d'émigrés, mais elle, a le mérite de faire apparaître un deuxième type d'« intégrés ». Ce deuxième type est plus représentatif de l'effet indirect des caractéristiques des migrants sur les comportements diasporiques à travers la constitution de réseaux secondaires.

PO2				
IACCULTURATION	1. Roumanie	2. Moldavie	3. Kirghizstan	Total général
1. Intégration	16,00%	20,00%	64,00%	100,00%
Total général	34,72%	34,72%	30,56%	100,00%

PD2				
IACCULTURATION	1. Amérique du Nord	2. Europe	3. Russie	Total général
1. Intégration	8,00%	16,00%	76,00%	100,00%
Total général	17,36%	52,78%	29,86%	100,00%

Nous nous sommes penchés sur les profils des Kirghizes intégrés en observant que seulement 31% d'entre eux ont un diplôme supérieur à la licence et qu'ils occupent des emplois tant dans l'industrie que dans le secteur tertiaire ce qui est différent par rapport à la tendance générale qui correspond aux personnes ayant des diplômes de haut niveau et travaillant plutôt dans le secteur des services.

L'analyse des répondants qui ont adopté la stratégie d'intégration nous permet d'identifier des dimensions nouvelles. Comme il y a beaucoup de Kirghizes dans la catégorie d'expatriés intégrés on peut en déduire que les effets des ressources non financières (RNF) ne sont pas nécessairement liés aux membres les plus qualifiés de la diaspora et qu'il peut y avoir d'autres facteurs qui déterminent la production des effets RNF comme la configuration géopolitique ou culturelle plus propice à la génération de ces effets. Cet élément peut aussi être un des critères supplémentaires qui expliquent les variables explicatives de deuxième niveau (VE2).

3.3 La diaspora comme voie d'accès aux ressources du pays d'accueil

3.3.1 Le mode d'accès aux ressources du pays d'installation

Pour expliquer le mode d'accès aux ressources du pays d'arrivée nous identifions deux processus : la captation et le transfert à travers lesquels le pays de départ peut bénéficier des ressources des pays d'installation des expatriés. Comme il s'agit des modes différents d'acquisition des ressources du pays d'accueil par le biais de la diaspora il est important de distinguer les particularités des processus de captation et de transfert.

Si on applique la définition de Samaganova et Samson (2007) de ces deux processus à la diaspora alors la captation renvoie à la situation où les migrants ont accès aux ressources elles-mêmes ou voire à leur source de création tandis que le transfert suppose l'accès aux actifs découlant de l'utilisation des ressources. Pour clarifier la distinction entre actif et ressource nous faisons appel à la définition de Colletis et Pecqueur (2004 : 4) qui entendent *« par actif (...) des facteurs "en activité", alors que par ressources (...) des facteurs à exploiter, à organiser, ou encore à révéler »*.

Une autre notion que nous avons utilisée pour apporter des éclaircissements sur la situation de captation et de transfert est celle de ressources génériques et spécifiques de Colletis et Pecqueur (1993, 2004). Les ressources génériques existent indépendamment de leur source de création et peuvent être transférées sans aucune contrainte en payant leur valeur exprimée en prix sur le lieu d'échange qui est le marché. En ce qui concerne les ressources spécifiques, disponibles en « état virtuel », elles résultent de processus interactifs profondément liés au contexte de leur production ce qui conditionne leur intransférabilité et leur présence uniquement sur le territoire de création.

Selon Colletis et Pecqueur (2004 : 6) les ressources spécifiques *« n'apparaissent qu'au moment des combinaisons des stratégies d'acteurs pour résoudre un problème inédit »*. Le mot « stratégie » suggère que l'« activation » de ces ressources résulte de l'intentionnalité de coordination entre les acteurs du territoire alors que le mode d'accès aux ressources spécifiques par la diaspora peut être intentionnel quand les expatriés réalisent l'existence de ces ressources soit non-intentionnel quand le processus de leur acquisition n'est pas recherché par le migrant. Nous avons vu dans le chapitre précédent que les ressources de la diaspora y compris celles spécifiques du territoire d'accueil peuvent produire, tant des effets positifs intentionnels que non-intentionnels sur le pays d'origine en fonction de l'objectif visé par le migrant lors de l'envoi des ressources vers le pays d'origine.

Nous cherchons à montrer que grâce à la diaspora le pays source peut profiter non seulement des actifs des pays d'accueil qui sont facilement transférables mais aussi des ressources spécifiques acquises via le processus de captation.

TABLEAU 4.26 : LES RESSOURCES DES PAYS D'ACCUEIL ET LE MODE D'ACCÈS DU PAYS D'ORIGINE À CES RESSOURCES

	Génériques	Spécifiques
Ressources du pays d'accueil	Facteurs de localisation non-utilisés, définis par le marché (les prix)	Facteurs incommensurables et intransférables dont la valeur dépend de l'organisation qui les crée
Mode d'accès du pays d'origine aux ressources du pays d'accueil	Transfert à travers la diaspora	Captation à travers la diaspora
Actifs du pays d'accueil	Facteurs de localisation en activité, définis par le marché (les prix)	Facteurs commensurables dont la valeur est liée à un usage particulier (prix élevé de transfert).
Mode d'accès du pays d'origine aux actifs du pays d'accueil	Transfert à travers la diaspora	Transfert à travers la diaspora

Source : analyse de l'auteur à partir de Colletis et Pecqueur (1993)

Ce tableau montre que le pays d'origine accède aux actifs génériques et spécifiques, même si ces derniers impliquent un prix d'envoi élevé, à travers le processus de transfert réalisé par les membres de la diaspora. Nous remarquons que le mode d'accès aux ressources est différent, pour celles génériques, le processus de transfert réalise le mouvement d'objet du pays d'arrivée vers le pays de départ tandis que pour les ressources spécifiques l'accès est déterminé par le processus de captation. Du tableau 4.26, nous pouvons constater que la captation concerne les ressources spécifiques du pays de destination et le transfert se réfère aux ressources génériques. Pour expliquer cette différence nous nous intéressons davantage à la manière dont la diaspora permet au pays d'accueil d'utiliser les ressources créées par les pays d'installation et aux mécanismes qui facilitent l'accès.

3.3.2 Les réseaux diasporiques comme élément essentiel pour la réalisation des processus de transfert et de captation

La situation de captation se différencie de celle de transfert par la conservation de la spécificité de ressources alors que dans le cas de transfert a lieu une simple opération d'envoi de ressources moyennant le paiement de la valeur monétaire sans nécessiter la préservation de leur spécificité. Tenant compte de l'encastrement des ressources spécifiques dans leur contexte de genèse, le processus de captation implique une relation de connectivité de la

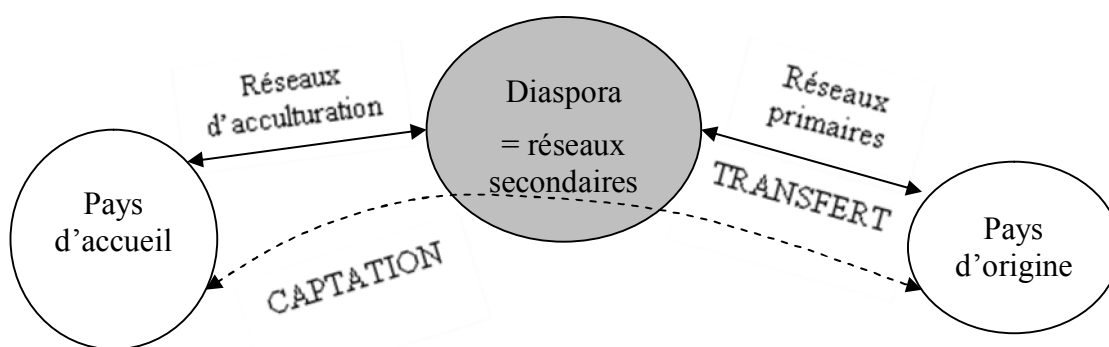
diaspora avec le pays de destination afin de pouvoir s'approprier ces ressources, notamment ce lien avec le lieu d'apparition de ressources rend leur acquisition possible sans exiger un échange monétaire. Ce qui est de la situation de transfert recouvrant les ressources génériques, elle a lieu sans entraîner une interaction avec le territoire de création de ressources.

Dans le chapitre précédent nous avons vu que les ressources relationnelles jouent le rôle d'infrastructure qui permet la création des contacts entre les migrants et le maintien du lien avec le pays d'origine mais aussi la diffusion de toutes les ressources générées par la diaspora.

Pour la réalisation des processus de captation et de transfert les réseaux sont l'élément fondamental. Comme les ressources spécifiques ne peuvent pas exister indépendamment du territoire générateur, leur acquisition demande un contact direct avec leur source ce qui est possible dans le cas de la diaspora via les réseaux d'acculturation qui articulent les expatriés avec la société d'installation. Les réseaux d'acculturation (ressources relationnelles) permettent la captation de cinq autres ressources non financières qu'on a identifiées (cognitives, relationnelles, institutionnelles, organisationnelles et symboliques).

La figure ci-dessous présente les modalités d'accès du pays d'origine aux ressources du pays de destination par les processus de captation et de transfert.

FIGURE 4.6 : LES PROCESSUS DE CAPTATION ET DE TRANSFERT DE RESSOURCES PAR LA DIASPORA



Pour pouvoir capter les ressources spécifiques du territoire d'accueil une relation d'interaction est nécessaire, ainsi le pays source capte indirectement les ressources du pays d'installation à travers la diaspora. Le mécanisme qui facilite la réalisation du processus de captation est déterminé par la présence des réseaux d'acculturation. Lors de la captation, d'une part, les réseaux d'acculturation entretiennent le contact de la diaspora avec le contexte de création des

ressources du pays d'accueil et leur appropriation et d'autre part, les réseaux primaires permettent aux pays d'origine de bénéficier de ces ressources à travers le groupe diasporique.

Le transfert se réfère aux ressources génériques qui peuvent être acquises sans nécessiter un contact direct avec le territoire de leur création, par conséquent le pays d'origine bénéficie de ces ressources à travers les réseaux primaires qui lient les membres de la diaspora avec le pays de départ. Les expatriés peuvent se procurer les ressources génériques sur les marchés des pays d'accueil contre un échange monétaire pour les « actifs » achetés et les transférer dans le pays d'origine sans nécessiter l'interaction avec leur territoire de genèse.

3.3.3 Les particularités de la situation de captation et de transfert via la diaspora

Au sens de Colletis et Pecqueur (2004), les ressources spécifiques sont « *absolument non transférables* » mais en appliquant le mécanisme de la captation décrit par Samaganova et Samson (2007) à la diaspora nous constatons que même l'envoi de ces ressources vers le pays d'origine devient possible.

Dans le troisième chapitre de la thèse nous mettons en évidence le rôle actif de la communauté diasporique tant dans la société d'arrivée que dans la société de départ. Elle agit en même temps dans les deux pays en influençant la dynamique de ces territoires par la participation à la création de nouvelles ressources, par la transmission des ressources existantes qui circulent souvent dans les deux sens. Comme déjà mentionné, le fait de travailler et vivre dans une nouvelle société implique la coordination entre la diaspora et la société d'accueil ainsi que l'adoption des nouvelles normes et valeurs engendrant ainsi une proximité organisationnelle et institutionnelle qui rend plus facile l'accès aux ressources spécifiques du pays d'accueil. La situation d'ubiquité dans laquelle se trouvent les membres d'une diaspora engendre un processus continu de transmission des flux de diverse nature vers le pays d'origine produisant des changements importants au niveau du public bénéficiaire qui finit par adopter les mêmes règles, les mêmes comportements comme les migrants, ce qui génère une proximité institutionnelle entre le pays source et le pays d'arrivée en créant ainsi les conditions permissives pour la diffusion et l'utilisation des ressources spécifiques des pays d'accueil des migrants.

Pour capter les ressources spécifiques du territoire d'accueil, les expatriés qui ne sont pas insérés dans les réseaux d'acculturation ne peuvent pas se les approprier parce que leur acquisition résulte de l'interaction directe avec le contexte de création ce qui signifie

l'intégration dans la société d'accueil. Les membres de la diaspora qui font partie des réseaux d'acculturation peuvent opérer tant la captation que le transfert, de manière, à ce que le pays d'origine puisse bénéficier des ressources spécifiques et génériques du pays d'accueil alors que ceux qui ne participent pas à ces réseaux peuvent accéder uniquement aux ressources génériques. J.B. Meyer (2008 : 4) souligne aussi la variété des ressources envoyées par les expatriés vers le pays d'origine qui peuvent aller de « *l'échange d'information spécialisée* », issue de leur contexte d'installation, ce qui renvoie aux ressources spécifiques jusqu'au « *transfert de technologie* » ou autrement dit, le transfert des ressources génériques.

Par exemple, le transfert suppose l'envoi des objets matériels et des connaissances codifiées totalement disponibles comme : les technologies ou les appareils électroniques produits par le pays de destination qui peuvent être transmis vers le pays d'origine en les achetant sur le marché du pays d'accueil tandis que la captation renvoie à l'accès aux éléments « virtuels » qui ne sont pas matérialisés, existant le plus souvent en forme tacite et très ancrés dans le territoire générateur de ressources comme : les modèles organisationnels, les comportements managériaux, les savoir-faire, les normes et les valeurs spécifiques à la société d'accueil. Par conséquent, pour les acquérir le contact avec le milieu de leur production est nécessaire, voire obligatoire.

TABLEAU 4.27 : LES CONDITIONS PERMISSIVES POUR LA RÉALISATION DE LA CAPTATION ET DU TRANSFERT À TRAVERS LA DIASPORA

Processus	Ressources acquises via la diaspora	Interaction avec le territoire de création pour l'appropriation des ressources	Réseaux diasporiques qui facilitent l'accès aux ressources
Captation	Spécifiques (connaissances tacites, accès aux réseaux locaux, modèles organisationnels spécifiques, normes et règles liées aux territoires d'accueil, identification à l'image du pays d'arrivée, etc.)	OUI (obligatoire)	Réseaux d'acculturation
Transfert	Génériques (les épargnes réalisées dans le pays d'accueil, matériel, technologies existantes, etc.)	NON	Réseau nationaux (primaires)

Le rôle simultané que la diaspora joue dans la dynamique du territoire d'accueil et d'origine à travers la relation de connexion créée avec la société d'installation et maintenue avec la

société de départ modifie au moins partiellement le critère d'intransférabilité des ressources spécifiques en les rendant « transférables », grâce aux migrants qui déploient leur activité dans les deux pays en même-temps. Par exemple, le fait de travailler dans les sociétés du pays d'accueil permet aux membres de la diaspora de découvrir une nouvelle culture d'entreprise et l'appliquer ensuite dans le pays d'origine en reprenant des valeurs comme l'esprit d'équipe, l'ambiance de travail ; des connaissances qui ne peuvent être acquises que par l'interaction avec leur milieu de création. Le lieu d'échange n'est pas le marché mais l'encastrement dans le contexte social du pays d'accueil par les réseaux d'acculturation d'une part et du pays d'origine via les réseaux nationaux d'autre part. Ainsi le critère de commensurabilité en valeur monétaire (exprimer en prix) des ressources spécifiques disparaît et leur transfert devient possible à travers la diaspora qui a acquis les spécificités du territoire de création de ces ressources.

Le « transfert » de ressources spécifiques vers le pays d'origine à travers les expatriés peut être décomposé en deux étapes : premièrement la diaspora accède aux ressources spécifiques de la société d'accueil via les réseaux d'acculturation en se les appropriant et deuxièmement lors des contacts permanents avec les personnes du pays source par le biais des réseaux primaires, les migrants transfèrent vers le pays d'origine des nouvelles normes, d'autres manières de faire les choses, des savoir-faire locaux, nouvelles pratiques managériales spécifiques aux entreprises où ils travaillent, etc., ce qui explique les changements induits dans la société d'origine non seulement en termes économiques mais aussi en matière de mentalités, de comportements, de démocratie, d'ouverture envers l'extérieur et d'autres effets non-financiers cités dans le troisième chapitre de cette thèse.

L'intégration de la diaspora dans l'analyse de la dynamique territoriale nous permet de montrer que l'évolution d'un territoire ne se réduit uniquement aux entreprises mais aussi à la population qui l'habite. Si la logique de mouvement des entreprises se fait dans une optique purement économique, celle des expatriés dépasse ce cadre en impliquant des flux non-économiques comme le transfert de savoir-faire, des normes, images et représentations d'un territoire, modèles organisationnels, etc., ainsi la diaspora agit aussi comme acteur des territoires sur lesquels elle mène ses activités.

3.4 La captation de ressources

Samaganova et Samson (2007) remarquent que la notion de captation permet de sortir de la vision réductrice de verrouillage géographique (*geographical lock-in*) qui définit le creusement d'inégalités entre les pays développés et les pays en développement. Ce concept appliqué à la diaspora indique que les flux qui traversent l'espace entre le pays d'origine et d'accueil sont en double sens et les expatriés jouent le rôle d'intermédiaire entre le territoire capté et le territoire capteur ce qui permet aux pays d'origine d'accéder aux ressources spécifiques du pays d'accueil en se rapprochant de ce dernier. Comme la situation de captation vise les ressources spécifiques qui sont susceptibles de produire un impact d'une ampleur plus grande sur le pays d'origine il convient d'analyser davantage ce processus.

Les réseaux diasporiques lient les territoires d'accueil et d'origine. Par le biais des ressources relationnelles de la diaspora, les pays d'origine peuvent bénéficier des ressources externes et même accéder au contexte de création de ressources spécifiques des pays de destination. Comme nous l'avons dit pour les connaissances tacites, les membres de la diaspora sont susceptibles d'acquérir ce type de connaissances à la suite de l'interaction avec la société d'accueil et ensuite de les transmettre d'une manière non-intentionnelle vers le pays d'origine lors du contact permanent par le biais des réseaux diasporiques primaires, le même processus a lieu pour toute autre ressource du territoire d'installation. Dans cette logique d'accès et d'utilisation des ressources exogènes¹⁵⁹ par les pays d'origine, Samson et Ternaux (2004) introduisent la notion de « captation des ressources ». La relation de captation suppose l'« activation » des ressources sur un territoire qui diffère de leur lieu de création sans affecter la continuité de leur production sur le territoire qui les a captées ce qui explique leur impact plus profond et perpétuel par rapport aux ressources génériques qui sont destinées à l'utilisation immédiate. Dans le cas de la communauté diasporique, les migrants agissent comme un élément capteur qui permet au pays d'origine de s'approprier des ressources créées à l'extérieur du pays. Par rapport à la démarche de connexion avec le contexte générateur de ressources, J.B. Meyer (2004 : 72) note que « *les expatriés agissent comme des médiateurs, démultipliant ces ressources sans les retirer des milieux dans lesquels ils exercent* ».

La captation se fait dans la logique de conservation de la spécificité de ressources. Ce processus renvoie à l'acquisition des spécificités du pays d'accueil à la suite du contact avec le territoire de genèse des ressources spécifiques qui sont transférées ultérieurement vers le

¹⁵⁹ Dans ce contexte les *ressources exogènes* signifient les ressources créées dans les pays d'accueil de la diaspora, donc à l'extérieur du pays d'origine.

pays de départ par les réseaux existants entre les migrants et les personnes restées au pays alors que le transfert définit l'envoi des biens et services produits par le pays d'accueil qui peuvent être acquis sans impliquer une interaction avec la source de leur apparition. Dans le premier cas, il s'agit des connaissances tacites, modèles d'organisation et de gestion, et d'autres ressources spécifiques à une structure, région du pays d'installation dans le deuxième cas, il s'agit du nouveau matériel, nouvelles technologies produits par le pays d'arrivée mais sont nouveaux pour le pays de départ.

Samaganova et Samson (2007) parlent de différentes formes de captation. Nous les analysons à travers la diaspora. Par le biais de la communauté diasporique le territoire d'origine capte indirectement les ressources du territoire d'accueil (*captation exercée*) mais aussi à travers la diaspora les ressources du pays de départ sont captées par le pays d'arrivée (*captation subie*). La diaspora peut générer élégamment un effet de *captation réciproque* qui est un processus à double sens : les pays d'accueil captent les ressources humaines des pays d'origine par l'intermédiaire des expatriés installés sur leurs territoires et les pays d'origine captent les ressources spécifiques des pays d'accueil via les membres de la diaspora. Comme exemple parlant de captation bilatérale peut être cité le cas de la Silicon Valley qui a bénéficié des connaissances spécifiques des informaticiens indiens et respectivement Bangalore qui a tiré profit d'une part des ressources du pays de destination des expatriés indiens et d'autre part des ressources de la diaspora.

TABLEAU 4.28 : TYPOLOGIE DE LA RELATION DE CAPTATION

	Captation subie	Captation exercée
Captation directe	Le territoire A subit la captation de la FMN ¹⁶⁰ ou du territoire B pour ses ressources endogènes	Le territoire A capte des ressources (une partie des connaissances managériales, organisationnelles, etc.) de la FMN ou du territoire B
Captation indirecte	Le territoire A subit la captation du territoire B à travers la diaspora de A installée dans le B.	Le territoire A capte des ressources du territoire B grâce à la diaspora de A installée dans le B.

Source : Samaganova et Samson (2007: 13)

¹⁶⁰ Firme multinationale

3.4.1 Captation directe

La captation directe s'inscrit dans une optique de création des filiales des firmes multinationales du pays d'accueil de la diaspora (A) sur le territoire du pays d'origine (B) dans le but de bénéficier des ressources spécifiques de cette région. Le succès d'une diaspora dans un certain domaine d'activité dans le pays d'installation montre la présence des compétences spécifiques dans ce secteur ce qui motive les grandes compagnies à mettre en place des filiales dans le pays de départ des migrants pour tirer profit des connaissances spécifiques de la population locale. Les performances enregistrées par les informaticiens indiens aux Etats-Unis ont démontré l'énorme potentiel de l'Inde dans l'industrie informatique et ont encouragé les grandes entreprises américaines comme : IBM, Intel, Microsoft, Cisco, Oracle ou encore SAP à ouvrir des centres de recherche et des filiales en Inde, plus particulièrement à Bangalore pour son environnement favorable au développement des produits informatiques. La création des filiales dans les pays de départ d'expatriés permet aux multinationales des pays d'installation de capter les ressources endogènes du territoire d'implantation et de les approprier. A travers la captation directe, le pays d'origine de la diaspora peut aussi bénéficier à travers la main-d'œuvre locale employée dans les activités de la filiale d'une firme étrangère qui acquiert des nouvelles compétences managériales, organisationnelles, comportementales, etc.

3.4.2 Captation indirecte

Nous avons souligné que pour acquérir et transmettre les connaissances spécifiques d'un pays, l'interaction directe avec leur territoire de création est nécessaire. Le fait que les migrants travaillent dans le milieu entrepreneurial du pays d'arrivée conduit à l'acquisition des connaissances tacites liées à l'organisation et gestion des entreprises, un apprentissage dû au contact contenu avec le contexte d'apparition de ce type de connaissance. Cette relation d'interférence entre les expatriés et le territoire d'accueil mène à la proximité institutionnelle (ensemble des normes et valeurs communes) entre le pays d'installation et le pays de départ favorisant ainsi la captation des ressources spécifiques. Dans le cas de la captation indirecte, l'accès aux ressources spécifiques se réalise via la diaspora qui donne la possibilité au territoire d'accueil d'accéder aux ressources du pays d'origine des migrants et au pays émetteur de bénéficier des ressources profondément ancrées dans le territoire récepteur. Par exemple, le cas du parc technologique de Bangalore qui à travers les informaticiens indiens installés dans la Silicon Valley a pu capter les connaissances tacites de la région en termes de

qualité des logiciels développés, de méthodes de travail, de capacité de gestion. Cette forme de captation par l'intermédiaire de la diaspora montre qu'il est possible de bénéficier des ressources d'un autre territoire d'une manière indirecte non seulement par le biais des filiales des firmes multinationales.

En possession des nouvelles connaissances appropriées à la suite de la relation d'interaction avec le pays d'accueil, la diaspora peut les diffuser vers le pays d'origine à travers les réseaux primaires qui lient les expatriés avec le pays de départ en mettant en œuvre des activités économiques, ainsi le pays d'origine accède aux ressources créées à l'extérieur d'un pays, par conséquent une relation de captation indirecte de ressources du pays d'accueil des migrants se déclenche par le biais de la diaspora. Le groupe diasporique permet au pays d'origine de capter les ressources du pays d'installation grâce à l'appartenance à la même communauté (pays) qui définit le cadre de l'interdépendance entre les expatriés et le pays d'origine, lien social nécessaire pour transmettre les ressources spécifiques du pays d'installation vers le territoire d'origine.

Saxenian (1999) illustre comment à travers les communautés transnationales des migrants chinois, principalement des Taïwanais, la Californie et la région de Hsinchu-Taïpei au Nord de Taiwan ont bénéficié des flux de capital, de compétences et d'information qui ont circulé dans les deux sens grâce aux expatriés. Un autre exemple de captation indirecte est celui opéré à travers les informaticiens indiens installés dans la Silicon Valley qui ont mis en contact les professionnels du secteur informatique américain et indien en permettant aux deux pays de bénéficier de ressources spécifiques des territoires en question.

La diaspora, plus particulièrement les membres hautement qualifiés peuvent constituer un mécanisme peu coûteux du pays d'origine pour capter les ressources du pays de destination. L'idée générale est que typiquement les pays de destination captent le capital humain des pays d'origine à travers les migrants qualifiés, un argument plutôt vérifié par la migration classique qui étudie les effets des migrations internationales au niveau individuel sans prendre en compte l'existence des groupes ethniques qui génèrent des effets complexes avec des impacts importants au niveau national du pays de départ tandis que les structures de la diaspora permettent ainsi la captation des ressources spécifiques des pays de destination.

4 Les conditions permissives et les recommandations en matière de politique pour augmenter l'impact positif de la diaspora

Lors de l'analyse théorique et empirique faite sur les questions de la diaspora ainsi qu'à travers l'étude de terrain que nous avons réalisée, nous avons constaté que certaines diasporas ont eu un impact plus important sur le développement de leurs pays d'origine et d'autres ont joué un rôle modéré dans le processus de transformations positives des pays source. Dans ce contexte, on se propose de lister les conditions qui déterminent l'ampleur de l'impact d'une diaspora sur le pays de départ et faire des recommandations en termes de mesures politiques à entreprendre par les pays d'origine afin de maximiser les effets positifs générés par leurs expatriés.

Kapur et McHale (2005) notent que la simple existence de la diaspora ne peut pas conditionner l'impact positif qu'elle peut avoir sur le pays d'origine. Selon eux les effets positifs de la communauté diasporique dépendent des deux facteurs : les caractéristiques de la diaspora, et les conditions et les politiques du pays d'origine. D'autres auteurs, comme par exemple Lodigiani (2008) complète la liste de Kapur et Mc Hale (2005) en ajoutant la taille du pays d'origine et le niveau d'études ou de qualifications des migrants et de leur revenu. Dans cette partie nous cherchons à détailler les conditions permissives déjà identifiées et mettre en évidence d'autres qui ont été révélées par le questionnaire réalisé sur les diasporas émergentes : roumaine, moldave et kirghize. Cette sous-section est divisée en deux parties : les conditions permissives de l'action des diasporas concernant les ressources non financières (RNF) et l'impact des politiques sur le rôle des diasporas dans la production des effets des RNF.

4.1 Les conditions permissives de l'action des diasporas concernant les RNF

Dans cette partie on résume les conditions permissives liées à la composition de la diaspora, au niveau de structuration en réseaux diasporiques et d'insertion dans le pays d'accueil comme facteurs qui conditionnent une production plus importante des effets RNF mais aussi au contexte du pays d'origine qui peut motiver ou démotiver les expatriés à participer au processus de développement de leur pays. Les raisons de l'émigration sont des éléments importants qui définissent soit des liens réels forts avec un impact réel sur le développement du pays de départ ou des liens imaginaires avec la patrie avec un impact plus limité. On verra

que la place des pays d'accueil dans l'économie mondiale influence aussi l'ampleur de l'impact qu'une diaspora produit sur le pays source.

4.1.1 Les caractéristiques des migrants

L'impact de la diaspora sur le pays d'origine dépend des caractéristiques des ses membres. Les études montrent que les pays qui ont des diasporas contenant principalement des *personnes qualifiées* sont susceptibles d'enregistrer des progrès dans différents domaines d'activité et pour une durée plus longue à travers le transfert continu de connaissances, d'idées, des savoir-faire, etc. Dans le cas des diasporas qui sont constituées majoritairement par des travailleurs non-qualifiés les flux en direction du pays d'origine concernent plutôt les remises de fonds, l'envoi du matériel sans transmettre de nouvelles compétences ou connaissances. Quant aux diasporas ayant des membres éduqués, il est important de souligner que le départ de ces personnes peut avoir un impact positif si le taux d'émigration qualifiée n'est pas très élevé. Docquier (2007) trouve que ce taux devrait être situé entre 5% et 10% pour que la migration de la main-d'œuvre qualifiée produise un impact positif sur le développement du pays d'origine.

Le profil des membres d'une diaspora est déterminé par le *type de sélection* qui a été à l'origine des flux migratoires. L'exemple de la diaspora indienne et mexicaine confirme cette hypothèse. Dans le cas des migrants indiens il s'agit d'une sélection positive qui explique le nombre important de personnes qualifiées dans la diaspora tandis que pour le Mexique, les migrants sont généralement sélectionnés négativement. Par conséquent, la diaspora est formée majoritairement de travailleurs non-qualifiés qui se dirigent vers les Etats-Unis. L'impact de ces deux diasporas s'est produit d'une manière différente sur les pays d'origine. Les expatriés indiens, plus particulièrement ceux installés aux Etats-Unis ont joué un rôle crucial dans l'essor du secteur informatique indien grâce à leurs compétences techniques et managériales accumulées dans le pays de destination tandis que la contribution de la diaspora mexicaine au développement du pays source a été plutôt apportée par le biais des remises de fonds utilisées pour la construction de l'infrastructure des communautés d'origine des migrants.

Le fait que les migrants qualifiés opèrent des *activités intenses en connaissances dans le pays d'accueil* leur permet d'enrichir leur capital humain et d'apprendre des nouvelles pratiques et méthodes de travail qui peuvent être ultérieurement appliquées dans le pays d'origine. Contrairement à la main-d'œuvre qualifiée, celle non-qualifiée est plutôt employée

dans des secteurs intenses en travail qui ne demande pas des compétences spécifiques. Par conséquent, ils ne peuvent pas acquérir beaucoup de connaissances supplémentaires. En général, les migrants qualifiés sont les diplômés des universités les plus prestigieuses de leur pays d'origine qui, en arrivant dans le pays d'accueil, sont acceptés par les meilleurs établissements d'enseignement ou sont embauchés par des grandes entreprises ainsi ils augmentent leur capital humain qui peut être utilisé au profit du pays du départ.

Par exemple, Bhagwati (2003) note que dans le cas de la diaspora indienne, les diplômés de l'Institut Indien de Technologie (IIT) continuent leurs études dans les plus connues des universités américaines comme l'Institut de technologie du Massachusetts (MIT), ou l'Institut de Technologie de Californie. En 1990 parmi les migrants indiens qui ont obtenu leur diplôme de doctorat en sciences et en technologies, 78% étaient les anciens diplômés de l'Institut Indien de Technologie. Nombre d'entre eux ont été recrutés par des grandes compagnies du secteur informatique où ils ont obtenu des postes stratégiques qui ont joué un rôle déterminant dans le choix de l'Inde comme destination d'externalisation ou d'autres ont créé leur entreprises en facilitant le transfert de connaissances vers le pays d'origine.

4.1.2 Le niveau de structuration en réseaux

Certains auteurs considèrent que la taille du pays est aussi un élément important qui conditionne l'apparition des effets positifs engendrés par une diaspora. L'argumentation s'appuie sur l'idée que les pays plus grands disposent des diasporas plus nombreuses et par conséquent, leur impact est susceptible d'être plus élevé par rapport aux diasporas peu nombreuses. Généralement, le succès d'une diaspora est associé à son ancienneté historique et à sa taille. Il est évident que pour les diasporas plus larges les cas de réussite peuvent être plus nombreux et l'impact plus significatif sur les pays source mais la taille n'est pas le critère déterminant pour la production des effets positifs et de leur ampleur.

Dans la liste qu'on propose nous substituons cette condition par le *niveau de structuration en réseaux* parce que l'expérience a montré que la taille de la diaspora n'est pas un facteur clé des effets qu'elle génère sur le pays source, car les pays comme l'Ecosse ou le Chili même avec des diasporas ayant peu de membres ont su bénéficier des ressources de la diaspora par le biais des structures diasporiques bien organisées.

Les diasporas qui sont bien consolidées ont un impact plus important sur le pays d'origine parce que l'influence est plus grande grâce à la concentration des ressources et à une plus

grande facilité du groupe par rapport aux individus séparés de négocier avec l'élite politique du pays d'origine pour influencer le déclenchement du processus de transformations positives dans le domaine économique, politique et social.

Le rôle des réseaux diasporiques dans la participation au développement du pays d'origine est aussi confirmé pour les *diasporas émergentes*. En dépit de leur structuration rudimentaire, ces diasporas commencent à apporter aussi leur contribution via les premières associations diasporiques qui voient le jour. Lors de l'analyse de données réalisée sur les trois diasporas émergentes, nous constatons que le rassemblement des expatriés dans des groupements diasporiques permet de produire des effets positifs de ressources non financières plus importants sur le pays de départ, même si les structures diasporiques sont toujours en voie de création et de structuration. Les résultats du questionnaire suggèrent que la diaspora ne doit pas être obligatoirement grande pour qu'elle puisse exercer un impact positif sur le pays d'origine. L'exemple de la diaspora kirghize en Russie montre que l'ancienneté ou la taille ne sont pas les seuls critères de constitution des réseaux secondaires actifs. Il y d'autres facteurs comme : les valeurs culturelles et la solidarité nationale qui peuvent faciliter la création d'un autre type de réseaux, les réseaux secondaires spontanés, très efficaces dans le transfert des ressources non financières (RNF). De plus, on note que la volonté des membres de la diaspora de participer aux activités des associations diasporiques augmente au fil du temps. Les compétences supplémentaires acquises à l'étranger dans des domaines spécifiques, l'expertise managériale, les liens tissés avec les professionnels de la communauté d'accueil constituent une ressource importante à explorer pour les pays d'origine des migrants.

Pour encourager le processus de consolidation de la diaspora en réseaux, le pays d'origine peut jouer un rôle important en apportant son soutien. Comme par exemple dans le cas de la Roumanie qui aide les associations diasporiques en finançant des projets, ou même en encourageant la création de structures dans les pays d'accueil qui rassemblent les migrants roumains, ou encore l'exemple de la formation des réseaux Globalscot ou ChileGlobal constitués à l'initiative des pays d'origine, représentent une interface entre le pays de départ et les pays d'accueil des migrants.

4.1.3 Le niveau d'intégration dans le pays d'accueil

Le niveau d'intégration dans le pays d'accueil est un autre facteur qui conditionne l'ampleur de l'impact. Les migrants qui sont bien intégrés dans la société d'arrivée s'approprient non seulement les ressources génériques mais aussi celles spécifiques qui sont susceptibles de

produire les changements les plus importants dans le pays de départ et dans divers secteurs de l'économie nationale. Les résultats de notre étude de terrain montre aussi que les migrants qui sont le plus en interaction avec le contexte du pays d'installation sont ceux qui considèrent influencer davantage le processus de développement du pays d'origine par le transfert non seulement de fonds ou des biens du pays d'accueil mais aussi par l'envoi des nouvelles pratiques d'organisation, nouvelles connaissances, nouveaux comportements, etc. Cette condition permissive peut expliquer pourquoi les diasporas à maturité, qui ont de nombreux membres intégrés dans la société d'arrivée, contribuent plus au développement et dans plusieurs domaines de la société du pays source que les diasporas émergentes ayant très peu de réseaux d'acculturation.

Comme indiqué plus haut, les réseaux d'acculturation d'une diaspora, qui font l'articulation avec le pays d'accueil, permettent l'accès aux ressources spécifiques du territoire d'installation qui ne peuvent pas être acquises autrement. Il s'agit des ressources qui sont susceptibles de produire des effets positifs à long terme et sont plus particulièrement de nature non financière comme l'adoption des nouveaux modèles managériaux, des nouvelles normes, des changements de mentalité, etc. Nous avons souligné que les migrants non-intégrés dans le pays d'accueil donnent uniquement accès aux ressources génériques qui produisent généralement des effets positifs à court terme en faisant l'objet de transferts ponctuels tandis que les migrants qui sont intégrés opèrent d'une manière intentionnelle ou non-intentionnelle des flux continus de ressources vers le pays de départ qui peuvent entraîner des transformations plus profondes que le transfert des ressources génériques.

L'expérience de la diaspora chinoise montre comment l'implication des expatriés chinois dans le développement de la Chine a évolué en fonction du niveau d'intégration dans les pays d'installation. La première vague de migrants qui concernait plutôt les personnes non-qualifiées, employées dans les entreprises ethniques créées dans les pays d'accueil par d'autres Chinois, ont contribué au développement de la Chine seulement à travers les investissements directs étrangers. Ces personnes n'étaient quasiment pas intégrées dans les sociétés d'arrivée parce qu'elles restaient dans un environnement chinois. Ceci explique leur contribution principalement en termes d'apport financier. Les vagues plus récentes constituées par des personnes qualifiées, qui continuent leur études dans les pays d'accueil ou travaillent dans des entreprises étrangères, interagissent avec leur nouveau milieu en adoptant sa culture, ses règles, etc. Le contact avec la société d'accueil a induit l'adoption de nouvelles habitudes qui ont été transmises ultérieurement vers la Chine à travers les réseaux qui lient les migrants

avec les personnes restées au pays, ce qui a déterminé une plus grande ouverture de la Chine vers le monde et l'avancement du pays dans un processus de démocratisation.

L'analyse empirique révèle que les personnes qui ont adopté la stratégie d'acculturation, qui est l'intégration, sont souvent depuis une période assez longue à l'étranger, ce qui leur a permis d'acquérir des ressources spécifiques des pays d'accueil. La remarque qui peut surgir, est que la période longue à l'étranger mène à l'éloignement du pays d'origine et les liens sont moins intenses. Par conséquent, l'impact de ces personnes sur le pays de départ diminue, mais notre analyse a montré qu'il n'en est rien : avec des coefficients de -0,14 et -0,12, au contraire, la durée dans le pays d'accueil n'est pas corrélée, ou légèrement corrélée avec les comportements diasporiques. Par contre, cette durée est bien corrélée avec l'appartenance à des réseaux secondaires. Il faut noter, qu'à l'ère d'Internet, la distance n'est pas un obstacle dans le maintien des liens et les résultats de l'étude montrent que les personnes intégrées ont des contacts réguliers avec le pays de départ tant en termes de communications que de visites. Même si les migrants sont depuis longtemps à l'étranger, grâce aux nouvelles technologies de l'information et de la communication, les expatriés restent connectés à la société de départ.

Pour continuer de bénéficier des ressources de la diaspora, les pays de départ doivent assurer une bonne infrastructure pour permettre la communication avec les migrants et même la création des réseaux de communication. Les pays de destination devraient promouvoir plutôt des politiques d'intégration des migrants dans la société d'arrivée que des mesures restrictives et protectionnistes, ce qui va diminuer les coûts sociaux et augmenter les bénéfices économiques et par conséquent, la participation dans le processus de développement du pays de départ augmentera.

4.1.4 Les raisons des migrations

L'ampleur de l'impact d'une diaspora sur le pays d'origine dépend aussi des facteurs qui ont déterminé l'émigration. Les *déterminants de la décision à migrer* influencent d'une part la motivation des migrants d'aller à l'étranger pour améliorer les conditions de vie de la famille restée dans le pays source ou d'échapper au contexte dangereux du pays source pour aller s'installer dans le pays d'accueil et d'autre part peuvent constituer une source d'information des directions à améliorer pour les pays d'origine. Les raisons des migrations conditionnent aussi la possibilité du rapprochement avec l'élite politique du pays pour participer à l'élaboration des propositions politiques mais aussi faire connaître les difficultés rencontrées par la diaspora.

Pour les trois pays de notre analyse empirique, les migrations sont plutôt conditionnées par des raisons économiques. Dans la plupart des cas, il s'agit de migrations économiques, mais pour certains pays le contexte politique défavorable est la force qui pousse les personnes à se déplacer à l'étranger. Dans ces situations, les membres de la diaspora s'éloignent de l'élite politique et leur impact sur le pays source est limité.

4.1.4.1 Les raisons économiques

Pour revenir aux *conditions économiques des pays d'origine* qui sont parmi les principaux éléments qui encouragent les migrations, lors de l'analyse des résultats de l'étude de terrain menée sur les trois diasporas émergentes nous constatons que dans le cas de la diaspora moldave et kirghize, la mobilité internationale est influencée plutôt par les forces de répulsion (*push factors*) liées au contexte économique du pays d'origine comme : les salaires bas, le chômage, etc. Pour la Roumanie la tendance change à partir 2002 (quand le régime des visas pour l'Union Européenne est supprimé) où les forces d'attraction (*pull factors*) des pays de destination comme : meilleures possibilités professionnelles, meilleurs salaires ont motivé les personnes à emprunter le chemin des migrations. L'adhésion à l'UE en 2007 renforce davantage cette tendance.

Dans les trois cas les migrants gardent le lien avec le pays d'origine ce qui permet le transfert de ressources générées par la diaspora mais l'impact étant différent à cause des forces de la migration. Etant donné que les conditions économiques en Roumanie sont plus favorables que dans les deux autres pays, les expatriés roumains sont plus motivés à investir dans le pays d'origine ce qui explique l'impact plus important de la diaspora roumaine sur le pays de départ par rapport aux diasporas moldave et kirghize. Pour la Roumanie, les effets des ressources non financières sont plutôt liés aux membres qualifiés de la diaspora installés en Europe et plus particulièrement aux Roumains localisés en Amérique du Nord. Nous avons vu que même si la diaspora kirghize compte des personnes moins qualifiées en comparaison avec la diaspora roumaine, ses structures diasporiques sont propices aux effets RNF, ce qui montre que ce type d'effets n'est pas nécessairement produit par les expatriés les plus qualifiés, d'autres dimensions comme la proximité géographique ou culturelle avec le pays de destination font que certains territoires sont plus propices à la production des effets RNF de la diaspora.

4.1.4.2 Les causes non-économiques

Le questionnaire révèle que pour les migrants qualifiés un poids important dans la décision de migrer occupe les causes non-économiques comme l'impossibilité de réalisation du potentiel intellectuel ou la corruption qui ne permettent pas d'accéder aux postes correspondants à leurs qualifications.

Dans les anciens pays socialistes, l'ouverture des frontières après la chute de l'Union Soviétique a engendré des vagues importantes d'émigration de scientifiques, des meilleurs étudiants, non seulement à cause de la pauvreté et du chômage élevé mais aussi pour éviter le système corrompu et les principes de népotisme adoptés par les sociétés de ces pays. Le manque de la méritocratie (Weber, 1946 ; Young, 1962) a motivé les personnes qualifiées à partir à l'étranger pour réussir leur projet fondé sur le mérite individuel et non sur l'appartenance à un groupe d'influence. La division des sociétés principalement en deux classes sociales : la classe supérieure des riches et celle inférieure des personnes défavorisées avec une présence très faible de la classe moyenne a rendu le passage d'une classe à l'autre très difficile. Généralement, la classe supérieure détient les postes clés dans les structures privées et publiques et il est impossible pour un individu issu de la classe inférieure d'être accepté par la classe supérieure même s'il a des compétences et un fort potentiel intellectuel, dans ce cas l'émigration est la voie unique qui permet à ces personnes de réussir leur vie professionnelle en se basant uniquement sur leurs capacités intellectuelles.

Dans ces conditions, les personnes qualifiées n'arrivent pas à atteindre leurs aspirations professionnelles par leurs efforts, par conséquent la seule solution raisonnable est la migration. Dans son livre *Exit, Voice, and Loyalty*, Hirschman (1970) montre qu'en réponse aux dysfonctionnements d'une organisation (dans ce cas d'une société), les individus adoptent soit un comportement de fuite (*exit*) soit ils protestent en prenant la parole (*voice*) pour améliorer les choses. Nous nous référons à l'approche théorique *Exit-Voice-Loyalty* en l'adaptant aux migrations internationales. Les personnes qualifiées qui vivent dans une société fermée où toute initiative est freinée par un système bureaucrate et corrompu, leur voix n'est pas entendue, le chemin de l'exil est une manière d'échapper aux défaillances liées aux pays d'origine. Dans ce contexte, l'application de la solution de prise de parole (*voice*) est impossible parce que pour qu'elle soit efficace, les personnes doivent faire entendre leur mécontentement et cette expression doit être collective, ce qui n'est pas le cas dans les démocraties émergentes où les citoyens n'ont pas l'expérience de défendre leurs opinions et la parole d'expression n'est pas toujours respectée.

Avec la constitution des réseaux diasporiques qui réunissent les migrants du même pays d'origine, la logique « sortie » (*exit*) peut évoluer vers une logique de parole (*voice*) où les migrants ont la possibilité d'exprimer collectivement leurs avis concernant la situation du pays d'origine et même influencer le processus de démocratisation du pays source en participant à la formulation des politiques plus ouvertes comme cela a été le cas de la diaspora indienne ou encore chinoise. Etant donné que la voix de la diaspora est prise en compte à travers les réseaux diasporiques, la motivation des expatriés à s'intéresser au pays de départ augmente, ainsi le sentiment de loyauté envers le pays source devient plus fort ce qui fait accroître la contribution des expatriés au développement de leur pays d'origine.

Pour diminuer le départ en masse des personnes qualifiées et augmenter les effets positifs induits par la diaspora, les pays d'origine ayant une société divisée en deux classes, selon Ellerman (2006), devrait promouvoir un système de méritocratie où la mobilité sociale est basée sur le mérite dans lequel les talents de la classe inférieure puissent aussi être recrutés sans préjugés pour des postes détenus habituellement par la classe supérieure. La mobilité d'une classe à l'autre serait définie comme une histoire de succès pour ceux nés dans la classe inférieure de la société et ces exemples motiveraient les autres jeunes de la même communauté d'aspirer à l'intégration de la classe supérieure ce qui changerait le mode de fonctionnement de la société, mènerait à la réduction des départs à l'étranger et au changement d'attitude des expatriés envers la société d'origine.

4.1.5 Le contexte du pays d'origine

Une autre condition permissive qui a été déjà mise en lumière par les travaux disponibles (Kapur et McHale, 2005 ; Kuznetsov, 2006) et confirmée par notre étude de terrain vise le contexte du pays d'origine. L'expérience montre que les mesures favorables entreprises par l'Etat d'origine peuvent augmenter l'impact de la diaspora sur le développement du pays source. Nous avons vu que la Chine ou l'Inde ont compris le rôle que le pays source doit jouer dans la mobilisation des ressources de la diaspora en sa faveur, ce qui a déterminé davantage les membres de la diaspora à diriger leurs ressources vers le pays de départ.

D'une part, nous avons les pays qui ont valorisé les ressources de la diaspora en instaurant une relation de collaboration avec ses membres et d'autre part, on identifie des pays qui ont négligé le potentiel des migrants. L'expérience confirme que l'adoption de la première solution a mené à des effets remarquables sur le développement des pays qui l'ont appliquée.

Dans cette catégorie on peut répertorier tant des pays ayant des diasporas larges et matures (la Chine, l'Inde) que des pays ayant des diasporas jeunes et peu nombreuses (l'Ecosse, l'Irlande) qui ont tiré avantage de leurs expatriés en utilisant le capital accumulé par la diaspora dans les pays de destination. Les pays qui n'ont pas entrepris des actions en faveur de la diaspora n'ont pas pu valoriser l'expérience de leur population installée à l'étranger. Cette catégorie de pays couvre tant des pays d'origine avec des diasporas riches et matures (l'Arménie, l'Argentine) que des pays avec des diasporas émergentes (la Russie, la Moldavie, l'Ukraine) qui n'ont compris que récemment les bénéfices qu'une diaspora peut apporter.

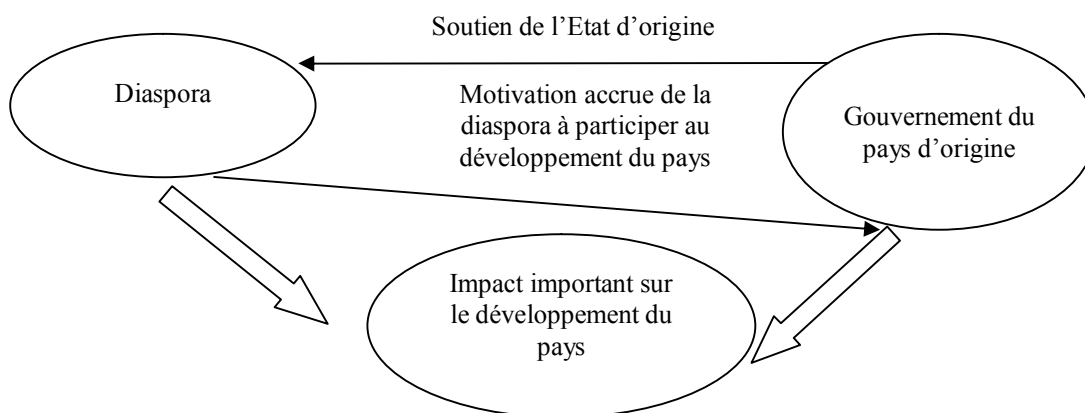
L'analyse de trois diasporas en construction révèle que l'ampleur de l'impact de la diaspora est différente pour les trois pays d'origine. Dans le cas de la Roumanie qui mène une politique plus active de soutien de la diaspora et collabore avec les expatriés roumains, la contribution de cette diaspora au développement du pays source est plus importante par rapport à la diaspora moldave qui ne fait pas l'objet de nombreuses mesures prises par la Moldavie pour la motiver davantage à participer au processus de développement du pays. Pour la diaspora kirghize, les initiatives formulées par le pays d'origine pour stimuler un meilleur engagement sont aussi peu nombreuses. Le Kirghizstan devrait valoriser le rôle des réseaux secondaires spontanés basés sur un fort sentiment de solidarité qui sont favorables à la production des effets RNF. La réceptivité des Etats d'origine envers les migrants peut jouer un rôle de « catalyseur » pour l'augmentation de la participation de la diaspora au développement du pays comme dans le cas de certaines diasporas à maturité : chinoise ou indienne et au contraire, l'indifférence du pays d'origine agit en tant qu' « inhibiteur » de la motivation des migrants à s'impliquer dans le processus de développement du pays d'origine, comme le cas de la diaspora arménienne le montre.

Cette condition est valable non seulement pour les diasporas à maturité mais aussi pour les diasporas émergentes. L'attention accordée par l'Etat roumain aux expatriés a accéléré le processus de structuration de la diaspora en réseaux en contribuant à la création des structures diasporiques non seulement dans le domaine culturel mais aussi dans celui économique et politique en augmentant ainsi l'impact des expatriés roumains sur le pays de départ. Le rôle de la Moldavie dans la structuration de la diaspora reste limité, ce sont plutôt les membres actifs du groupe diasporique qui déterminent la consolidation en réseaux diasporiques, qui sont pour l'instant peu organisés. En ce qui concerne la diaspora kirghize, plus particulièrement celle localisée dans les pays de l'« étranger proche », elle est organisée en

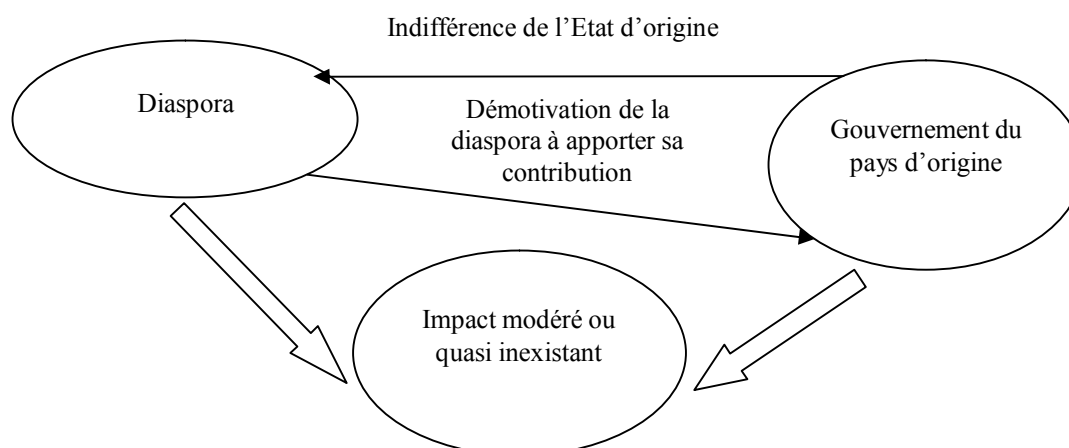
réseaux secondaires axés sur la solidarité et les valeurs culturelles avec lesquels le Kirghizstan commence à établir une relation de coopération.

. **FIGURE 4.7** : RELATION ENTRE L'ETAT D'ORIGINE ET LA DIASPORA

Cas 1 : Collaboration entre la diaspora et le pays d'origine



Cas 2 : Absence de collaboration entre la diaspora et le pays d'origine



Le soutien du pays d'origine peut jouer un rôle important dans le processus de structuration de la diaspora en stimulant la création des réseaux diasporiques et en aidant financièrement les associations existantes à mener à bien les projets initiés dans le pays de destination pour promouvoir la culture, l'image du pays d'origine mais aussi pour des projets initiés à l'adresse du pays de départ, ce qui encourage les expatriés à participer davantage au développement du pays source. Les pays qui ont compris que les migrants ne constituent pas une perte nette ont développé une relation de collaboration avec leurs diasporas en accordant des conditions favorables aux expatriés pour investir et créer des activités économiques dans le pays de départ et en créant des organisations étatiques en charge de la communication avec les expatriés. L'expérience nous réserve des exemples tant pour les diasporas à maturité comme

celle indienne pour laquelle le Gouvernement indien a créé un Ministère à part qui s'occupe des affaires des Indiens d'outre-mer (*Ministry of Overseas Indians Affairs*, MOIA) que pour les diaspora émergentes comme celle roumaine pour laquelle l'Etat roumain a mis en place le Département des Roumains de Partout qui soutient les activités des réseaux diasporiques et veille au maintien du lien permanent avec les expatriés roumains installés dans différents pays d'accueil. L'Etat moldave et l'Etat kirghize devraient suivre le modèle des pays susmentionnés pour collaborer avec leurs diasporas afin de pouvoir bénéficier de leur ressources au profit du développement national.

4.1.6 La société d'origine désireuse d'apprendre

Le lien entre la diaspora et le pays d'origine est porteur des flux d'idées, de nouvelles connaissances, de technologies, est d'autres ressources qui contribuent d'une manière importante au rapprochement économique entre le pays source et les pays d'accueil. Pour pouvoir valoriser les ressources envoyées par les migrants, la société du pays de départ doit être ouverte à apprendre les nouvelles pratiques. Ce rôle est surtout attribué à l'Etat d'origine qui doit viser la formation d'un environnement propice à l'assimilation de nouvelles connaissances par l'organisation de l'enseignement en coordination avec les besoins du marché du travail, la mise en relation des étudiants avec le monde de l'entreprise, le développement de l'esprit d'innovation en créant des technopoles, centres de recherche, etc.

Dans le cas de l'Inde, l'essor de l'industrie du logiciel a été possible grâce aux informaticiens installés aux Etats-Unis mais aussi à la facilité d'apprendre et d'adopter d'autres modèles par leurs collègues non-migrants parce que l'Etat indien a mis l'accent sur l'éducation axée sur les sciences et les technologies ce qui a créé les conditions nécessaires d'absorption des connaissances envoyées par les membres de la diaspora.

Un élément important est aussi le maintien du contact permanent entre les personnes parties et les collègues restés aux pays pour assurer un transfert continu de connaissances mais aussi une meilleure compréhension des informations reçues de la part des migrants. Nous avons pu vérifier l'effet de cette pratique avec la variable d'intensité des liens avec le pays d'origine (LIENPO) du questionnaire organisé avec les trois diaspora émergentes qui confirme l'existence des liens forts quelle que soit la durée de résidence dans le pays de destination. De nos jours, avec l'arrivée d'Internet, l'échange entre les expatriés et les non-migrants devient possible en temps réel, ainsi la création d'un système d'information bien structuré s'impose.

Le rôle des nouvelles technologies de l'information et de la communication est incontestable dans la connexion de la diaspora avec le pays source, dans cette optique l'Etat d'origine doit assurer la mise en place d'une bonne infrastructure à cet effet qui faciliterait l'échange d'expérience et l'initiation des collaborations dans divers domaines entre les migrants et les personnes restées dans le pays d'origine et ainsi l'augmentation de la capacité du pays de départ d'adopter et adapter les pratiques d'innovation transmises par la diaspora.

4.1.7 La place du pays d'accueil dans l'économie mondiale

La capacité de la diaspora à contribuer au développement du pays d'origine dépend de la réussite des migrants à l'étranger mais aussi de la place du pays de destination dans l'économie mondiale et de l'écart en termes de développement avec le pays source. A ce sujet, Kapur (2001) observe qu'un migrant originaire du Ghana installé aux Etats-Unis est susceptible de produire un impact plus important qu'un expatrié provenant du même pays mais résidant au Nigéria. Dans la même optique, Kapur et McHale (2005) constatent que la prospérité de la diaspora chinoise dans l'Asie du Sud-Est a été conditionnée par la croissance économique rapide des pays de la région et ainsi, la capacité des Chinois d'outre-mer à investir en Chine a augmenté quand la politique d'ouverture économique a été initiée.

Au contraire, le contexte défavorable des pays d'installation diminue l'ampleur de l'impact de la diaspora comme dans le cas de la communauté diasporique libanaise de l'Afrique de l'Ouest qui a vu sa capacité financière s'éroder à cause de la récession de la région. Le positionnement du pays d'accueil dans l'économie mondiale comme déterminant du rôle joué par les expatriés dans le développement du pays source est aussi confirmé par l'expérience de la diaspora indienne. Les Indiens qui travaillent et habitent aux Etats-Unis exercent une influence plus importante sur le contexte économique et politique de l'Inde par rapport à leurs compatriotes installés en Angleterre.

4.2 L'impact des politiques sur le rôle des diasporas dans la production des effets RNF

Lors de l'étude comparative réalisée dans le deuxième chapitre sur deux diasporas à maturité (chinoise et indienne) et une diaspora émergente (russe), nous avons constaté que les politiques menées par les Etats d'origine en faveur de leurs diasporas jouent un rôle important dans la motivation des expatriés à diriger diverses ressources vers le pays d'origine et produire des effets bénéfiques sur le développement du pays. Les cas de la Chine et un peu moins de l'Inde sont assez parlants à ce sujet. De plus, lors de l'analyse empirique on note que 56% des répondants considèrent que la diaspora peut être une source d'intégration dans l'économie mondiale si les pays d'origine prennent des initiatives dans ce sens ce qui dénote le fait que les expatriés attendent plus de mesures incitatives de la part des pays d'origine.

4.2.1 L'attitude des pays d'origine envers les migrations

L'impact de l'émigration sur les pays d'origine dépend de l'approche adoptée par les gouvernements de ces pays.

4.2.1.1 La main-d'œuvre comme source d'exportation

Dans le cas des pays qui traitent la main-d'œuvre comme un élément dédié à l'exportation, les effets positifs induits par la diaspora sont uniquement liés à l'objectif des pays d'origine d'obtenir plus de remises de fonds. Williams (2000) observe que certains pays en développement considèrent la main-d'œuvre qualifiée comme un produit consacré à l'exportation et ont tendance à créer délibérément des surplus dans certains domaines afin de générer des flux plus importants de transferts de fonds. Par exemple, les Philippines, forment plus de professionnels de santé pour atteindre cet objectif.

En formant volontairement une quantité plus importante de spécialistes dans certains secteurs, le pays d'origine incite l'émigration. Dans ce cas, les pertes sont plus importantes que les gains. En général, l'éducation est financée par des fonds publics qui ne sont pas récupérés à travers l'impôt sur le revenu parce que ces personnes partent à l'étranger et ne le payeront pas. De plus, les départs en masse de ces professionnels peuvent provoquer une pénurie de main-d'œuvre dans les domaines concernés par l'émigration qui ne peut pas être remédiée en aucun cas par les remises de fonds. Au contraire de stimuler l'émigration, les pays source doivent se préoccuper de l'amélioration du milieu de travail au niveau national. La mobilité de personnes est déjà déterminée par suffisamment des facteurs, les pays de départ ne doivent

pas ajouter une raison supplémentaire à migrer mais plutôt à s'intéresser à la création d'un environnement favorable au pays pour réduire les flux migratoires et rendre le pays source plus attractif pour les investissements des ses citoyens installés à l'étranger.

4.2.1.2 La migration comme « soupape de sécurité »

Ellerman (2006) note que les migrations peuvent souvent fonctionner comme une soupape de sécurité qui permet la diminution de la pression générée par un problème urgent sans le solutionner. Les pays qui adoptent cette approche se contentent des départs de personnes qui font baisser le chômage tant pour la main-d'œuvre qualifiée que non-qualifiée, diminuant ainsi les pressions sur le marché du travail et les tensions sociales. Dans ces conditions, le milieu d'innovation n'évolue pas, la situation économique se dégrade. Par conséquent, les jeunes ne peuvent pas trouver des emplois correspondants à leur formation et à leur plan de carrière ce qui conduit à la migration d'une partie importante de la population active comme la situation en Moldavie le confirme où plus de 25 % de la population active est partie à l'étranger. I. Samson (2008) a analysé ce phénomène à propos des « income-driven economies » en montrant que si cette émigration peut faciliter l'ajustement économique de court terme, elle peut s'avérer néfaste à long terme en réduisant la base économique des petits pays.

Ces pays préfèrent laisser partir le capital humain en se réjouissant des transferts des fonds envoyés par les migrants sans essayer de changer le climat d'affaires pour attirer les investisseurs étrangers et mettre en place des programmes qui permettraient la canalisation de l'argent des migrants vers des activités productives.

Les migrations peuvent être une solution à court terme pour les pays d'origine mais à long terme le phénomène migratoire engendre une stagnation de l'économie et des coûts sociaux importants si des politiques cohérentes ne sont pas mises en place.

Après l'effondrement de l'Union Soviétique, l'élite politique de nombreux pays appartenant au bloc socialiste a accepté les départs en masse, notamment des personnes qualifiées pour ne pas être empêchée d'atteindre ses objectifs. Comme le note Freinkman (2001) dans le cas de la diaspora arménienne, les expatriés n'ont pas contribué d'une manière efficace au développement du pays d'origine même s'ils avaient la capacité financière et managériale. C'est une situation typique d'un pays post-socialiste qui a adopté « la thérapie de choc » dans le processus de transition d'une économie centralisée à une économie de marché. L'élite politique formée des anciens bureaucrates communistes a mené agressivement les réformes de

libéralisation et de privatisation qui ont produit des conséquences lourdes sur les économies nationales. Les industries traditionnelles et les marchés d'écoulement se sont effondrés avec la chute du système soviétique. Dans ce contexte, l'auteur note qu'au lieu de voir les expatriés en tant que voie de rapprochement avec l'Occident, les décideurs politiques les considéraient comme une menace économique et politique, par conséquent toute initiative d'investissement était rejetée. Ils préféraient les aides octroyées par la communauté internationale qui étaient sous leur contrôle au lieu d'inciter les investissements directs étrangers. Dans ces pays, après la dissolution de l'Union Soviétique, les importations se sont grandement accrues constituant la principale activité économique. Grâce aux importations, l'élite politique a pu augmenter encore davantage sa fortune et plusieurs officiels avaient des raisons de s'opposer aux afflux d'investissements qui pourraient nuire à leur enrichissement à travers la création des entreprises capables de produire des biens et des services localement. C'est pour cette raison aussi que dans la plupart des pays de l'ancien bloc soviétique, le rôle de la diaspora était limité aux envois de fonds aux familles restées dans le pays d'origine, destinés plutôt à la consommation courante.

L'option diaspora pour ces pays constitue une solution d'accélération du processus de développement. Les expatriés peuvent contribuer à l'amélioration du contexte économique, politique et social du pays à travers le transfert non seulement des ressources financières mais aussi par la diffusion de l'information, de connaissances, de compétences, etc. Les pays d'origine en créant un climat propice pour l'investissement permettraient à ses citoyens installés à l'étranger de diriger leurs ressources financières et non financières vers des activités productives.

Pour augmenter l'impact de la diaspora sur le développement du pays d'origine, elle doit être considérée comme partenaire du développement et non comme source d'exportation ou de diminution de pression. Comme déjà souligné, les bénéfices des pays comme la Chine ou l'Inde qui ont initié une relation de collaboration avec leurs expatriés ont dépassé largement le cadre des transferts de fonds en tirant profit des ressources cognitives, relationnelles, intentionnelles, organisationnelle et symboliques générées par leurs diasporas.

L'Arménie a aussi pris graduellement conscience du potentiel de ses expatriés et du rôle qu'ils peuvent jouer dans le développement du pays en essayant d'établir le lien avec la diaspora et en faisant appel à leur expertise dans divers domaines. Un exemple illustratif qui révèle l'initiation de la collaboration est la participation des expatriés arméniens dans la préparation

et le lancement du projet « Arménie 2020 » qui vise à la mise en place des mesures efficaces pour accélérer le processus de développement de l'Arménie à l'horizon de l'année 2020.

4.2.2 Les politiques migratoires des pays d'origine

Le type de politiques migratoires adoptées par le pays source peut aussi déterminer l'ampleur de l'impact de la diaspora. Comme mentionné dans le premier chapitre, Meyer *et al.* (1997) identifient deux catégories : d'une part, les politiques restrictives, incitatives et compensatoires inspirées par l'approche de *brain drain* et d'autre part, l'option des migrations de retour et celle de la diaspora axées sur le concept de *brain gain*.

4.2.2.1 Les politiques axées sur l'approche *brain drain*

Les politiques qui visent la rétention ou la limitation de la mobilité internationale des personnes ne sont plus d'actualité dans le contexte de la globalisation. Williams (2000) souligne que les adeptes des marchés libres devraient comprendre que toute la communauté internationale peut bénéficier quand le facteur travail et d'autres ressources se dirigent vers des territoires où leur productivité augmente et leur rétribution est meilleure. Les effets positifs générés par la mobilité de la main-d'œuvre, même d'une manière indirecte, auront un impact positif tant sur les pays d'origine que sur les pays d'accueil.

Il est évident que les migrations de personnes ne sont pas dans tous les cas bénéfiques pour le pays sources et les chiffres montrent que certains pays du monde doivent faire face aux effets négatifs induits par le phénomène de « fuite des cerveaux ». Toutefois, dans la nouvelle conjoncture des changements économiques, il devient très difficile de freiner les départs de personnes qu'elles soient qualifiées ou non-qualifiées et il est important que les pays mettent en place des scénarios gagnant-gagnant. De Haas (2005) remarque que les politiques restrictives menées par les pays d'émigration en plus de confirmer leur inefficacité, elles se sont avérées nuisibles pour certains pays comme le cas du Maroc le confirme où les fonctionnaires publics émigrés risquent d'être exclus définitivement du service public, ce qui signifie qu'ils ne pourront pas appliquer leurs connaissances dans ce domaine une fois rentrés, par conséquent cette mesure diminue la motivation de ces personnes à retourner au pays et à s'impliquer dans son processus de développement.

Malgré les efforts que les gouvernements des pays d'origine font pour contrôler les flux migratoires, il est évident que l'exercice est difficile et que l'empêchement des déplacements est impossible à réaliser. Comme nous avons noté au début de cette thèse, ce n'est pas

vraiment la pauvreté et la misère qui motivent les gens à migrer mais plutôt les disparités entre les pays et comme cette condition est toujours remplie, la mobilité des personnes se poursuivra. Dans ce contexte, les gouvernements ont intérêt à mettre en œuvre des mesures qui permettront à tous les acteurs de la migration d'en tirer parti.

4.2.2.2 Les politiques axées sur l'approche *brain gain*

Ce deuxième groupe de politiques semble être plus approprié à l'actualité économique permettant au pays de tirer profit de leurs expatriés même si ils sont partis à l'étranger. Cependant, il faut noter que les deux options centrées sur le concept de *brain gain* sont différentes en termes d'objectifs et les résultats varient en fonction de la solution retenue.

Les politiques de migrations de retour visent le rapatriement du capital humain et sa réinsertion dans le pays d'origine une fois le migrant rentré. Etant donné que cette mesure implique la présence physique des expatriés, le transfert de connaissances et d'autres ressources se réalise en une seule fois quand la personne revient au pays. Ces ressources seront valorisées ultérieurement dans le pays d'origine mais sans entraîner l'envoi d'autres flux parce que le migrant reste dans le pays d'origine. La mise en place de ces politiques suppose des coûts élevés pour le pays de départ et elles ont apporté des bons résultats dans très peu de pays qui ont pu créer les conditions nécessaires pour motiver les retours. Dans cette catégorie on peut citer certains pays du groupe des nouveaux pays industrialisés : la Corée de Sud, le Hong Kong, ou le Taiwan ou quelques grands pays en développement : l'Inde et la Chine. Pour que les expatriés rentrent aux pays il est nécessaire que les conditions de travail, les opportunités professionnelles, les rétributions salariales soient améliorées, des objectifs difficilement réalisables par de nombreux pays émetteurs des migrants.

En revanche, l'option de la diaspora, inscrite dans une logique de « circulation des cerveaux », vise la mobilisation des expatriés sans nécessiter leur retour dans le pays d'origine. Tenant compte des différences importantes entre les pays en développement et les pays développés en termes de milieu de travail, des possibilités de carrières, etc., la population des premiers aura toujours tendance à se diriger vers des régions avec des contextes plus favorables. Dans les pays de destination qui sont dans la plupart des cas des pays développés, plus particulièrement pour la main-d'œuvre qualifiée, les migrants jouissent des environnements plus propices pour leur développement professionnel et personnel. En arrivant dans ces pays, nombre d'expatriés réussissent leur intégration professionnelle et sociale souhaitant s'installer d'une manière permanente sans envisager le retour ce qui ne

signifie pas la rupture avec le pays de départ mais au contraire, ils peuvent jouer un rôle considérable dans son développement à travers les liens qui sont maintenus avec le pays source et qui impliquent la diffusion de ressources financières et non financières vers le pays de départ. Dans une situation d'inégalité d'opportunités entre les pays de départ et les pays d'installation les retours sont peu probables par conséquent, dans ce contexte l'adoption de l'option de la diaspora serait plus logique. Nous avons montré que même sans revenir physiquement dans le pays source, les membres de la communauté diasporique sont présents dans la société de départ à travers le contact régulier qui est porteur de ressources variées ayant des effets positifs sur le développement du pays de départ ce qui fait réduire l'écart entre les pays source et d'accueil.

Dans le contexte de l'économie du savoir, la demande accrue de spécialistes ayant des compétences spécifiques a déterminé les pays avancés à mettre en place des stratégies pour attirer les meilleurs spécialistes, ce qui a soulevé le mécontentement des pays source. Pour minimiser la fuite des cerveaux, les pays en développement ne peuvent pas demander aux pays développés de limiter les flux d'immigrés qualifiés et ne peuvent pas les accuser de braconnage (*poaching*) de talents, mais au contraire devraient trouver des solutions pour impliquer la diaspora dans le développement du pays source en créant des conditions favorables d'investissement et en encourageant la participation des migrants au débat public ce qui permettrait de bénéficier de l'expérience accumulée par les expatriés à l'étranger. Devan et Tewari (2001) remarquent que très peu de pays d'origine ont valorisé le potentiel de leurs émigrés qualifiés et n'ont pas créé le cadre nécessaire pour les encourager à contribuer au développement économique de leurs pays. Ils recommandent à tous les pays le modèle de mobilisation des ressources de la diaspora adopté par la Chine et l'Inde. Les auteurs soulignent la nécessité des réformes économiques profondes et complètes dans le but d'augmenter la compétitivité et d'améliorer les milieux internes, de renforcer les systèmes financiers et revoir les dispositions réglementaires.

Dans cet esprit, même l'adepte le plus actif de l'approche de « *brain drain* », Jagdish Bhagwati reconnaît dans son article *Borders Beyond Control* (2003) qu'une réponse réaliste nécessite l'abandon du concept de « fuite des cerveaux » des années 1960 qui visait la rétention des élites au pays. L'auteur suggère que l'adoption du modèle de la « diaspora » serait la solution la plus appropriée étant donné que le modèle repose sur un cadre de droits et obligations des migrants dans une communauté élargie où l'attachement au pays d'origine reste fort. L'option de la diaspora peut être considérée en tant que solution optimale pour les

pays d'origine du point de vue des droits de l'homme parce qu'elle défend le droit de migrer par rapport aux politiques de rétention qui l'interdisent. Plusieurs pays ont déjà mis en place des structures facilitant la fonctionnalité de cette approche. Divers pays comme l'Inde, la Corée du Sud, les Philippines, le Mexique et la Tunisie sont des bons élèves qui ont appliqué d'une manière efficace l'option de la diaspora en tissant des relations pérennes avec les communautés diasporiques qui ont eu un impact considérable sur le processus de développement de ces pays.

5 Conclusion

Le dernier chapitre de la thèse apporte un élément important à notre argumentation de l'hypothèse principale qui porte sur le rôle positif qu'une diaspora peut jouer dans le développement du pays d'origine à travers diverses ressources qu'elles génèrent en mettant en évidence le mode d'accès de la diaspora aux ressources du pays d'accueil. Dans les parties précédentes nous avons montré comment les pays de départ peuvent bénéficier des ressources financières et plus particulièrement des ressources non-financières générées par la diaspora, quelles sont les mécanismes qui assurent le transfert des ressources vers les territoires d'origine et quels type d'effets ces transferts produisent sur le pays de départ. Dans ce chapitre nous avons expliqué comment les expatriés accèdent aux ressources spécifiques du pays d'origine et quelles sont les structures qui facilitent leur appropriation.

Nous identifions les réseaux d'acculturation comme moyen d'accès aux spécificités des territoires d'installation et leur captation suite à l'interaction avec le contexte de la création des ressources spécifiques en montrant que les membres actifs de la diaspora adoptent plutôt la stratégie d'intégration, les membres latents s'inscrivent dans une perspective d'intégration progressive et les membres passifs choisissent de s'assimiler à la société d'accueil. Nous avons fait l'hypothèse que l'insertion des membres de la diaspora dans ces réseaux détermine la production des effets des ressources non financières (effets RNF) les plus importants sur la société d'origine. Le contact avec le pays de destination entraîne l'adoption des normes et des règles du pays de destination qui peuvent être envoyées d'une manière intentionnelle ou non-intentionnelle vers le pays d'origine en apportant ainsi des changements graduels dans la façon de vivre et de faire les choses, en influençant les comportements managériaux, les modèles organisationnels et d'autres aspects de la vie de la population du pays source.

L'analyse des résultats de l'étude empirique quantitative sur trois diasporas émergentes nous permet de confirmer cette hypothèse ainsi que d'autres hypothèses formulées lors de notre recherche. Nous sommes arrivés à faire une typologie des personnes selon les quatre stratégies d'acculturation (l'intégration, l'assimilation, la séparation et la marginalisation) en montrant que les membres de la diaspora qui adoptent la stratégie d'intégration sont les seuls à apporter l'impact des effets RNF le plus marquant parce que d'une part, ils sont présents dans le pays d'accueil à travers leurs activités professionnelles et sociales qui permettent l'appropriation des ressources spécifiques des territoires d'installation et d'autre part, ils maintiennent des liens forts avec le pays d'origine facilitant ainsi la diffusion des ressources du pays de destination vers le pays de départ. Etant donné que les trois autres catégories de personnes choisissent soit de s'identifier à la société d'accueil en renonçant à l'identité d'origine (assimilation), soit de renforcer uniquement les valeurs acquises dans le pays de départ sans s'intéresser à la société d'accueil (séparation) ou d'être indifférents aux normes de la société d'origine et d'accueil, par conséquent, comme la relation avec le pays d'origine et avec le pays de destination n'est pas équilibrée l'impact est aussi moins important par rapport aux personnes intégrées.

L'étude de terrain présentée dans ce dernier chapitre sert à vérifier les principales relations qui expliquent les comportements diasporiques et à identifier d'autres déterminants des effets des ressources non financières (RNF).

Dans un premier temps, à travers l'analyse empirique nous vérifions le lien logique entre les variables explicatives et les variables dépendantes. C'est le déterminant le plus fréquemment relevé dans la littérature, nous avons pu préciser certaines caractéristiques qui contribuent à la qualité et l'efficacité de la diaspora : niveau d'études, rôle des réseaux relationnels dans le processus d'émigration, qualification et stabilité de l'emploi occupé dans le pays de destination. Les résultats confirment le rôle des réseaux diasporiques nationaux (primaires et secondaires) dans l'incitation des migrations et dans la consolidation du groupe diasporique. On constate que l'« effet réseau » s'accroît plutôt pour les personnes moins qualifiées qui émigrent pour travailler à l'étranger et qui font le plus souvent appel aux liens établis avec les compatriotes installés à l'étranger pour réaliser le projet migratoire tandis que pour les personnes hautement qualifiées qui ont des diplômes de haut niveau et pour les étudiants il y a d'autres facteurs qui déterminent la décision de partir comme : les bourses d'études ou les emplois d'encadrement plus intéressants. On note que les réseaux jouent un rôle déterminant dans le choix du pays de destination. La durée de résidence à l'étranger explique l'insertion

des migrants dans les réseaux primaires et secondaires. Les expatriés, qui sont installés depuis une période courte dans le pays d'accueil, ont des liens plus intenses et variés avec le pays d'origine (réseaux primaires) tandis que les migrants qui vivent depuis plus longtemps dans les pays d'accueil sont plus présents dans les associations diasporiques (réseaux secondaires) tout en gardant des liens forts avec le pays d'origine. Au début du parcours migratoire, les migrants s'axe sur leur réussite personnelle dans le pays d'accueil et ce n'est qu'après la réalisation des objectifs individuels qu'ils commencent à s'intéresser au groupe diasporique et à participer aux projets collectifs en s'engageant davantage dans le processus de développement du pays d'origine non seulement à travers des projets individuels adressés aux proches restées au pays mais aussi par le biais des initiatives prises par le groupe diasporique en produisant ainsi un impact d'une plus grande ampleur sur un public plus large.

La deuxième relation mise en évidence par l'analyse de données renvoie au rôle des réseaux diasporiques dans l'action indirecte de la qualité de la diaspora sur ses performances dans les comportements diasporiques à travers l'apparition des réseaux secondaires professionnels. Ces associations répondent à une stratégie de groupe qui stimule le processus de formalisation de la diaspora et détermine la mobilisation des ressources cognitives, relationnelles, organisationnelles et souvent financières des expatriés motivés à apporter leur contribution au développement du pays d'origine. Les réseaux de personnes qualifiées sont les principaux déterminants des pratiques diasporiques. Ces structures de la diaspora comportent aussi une dimension symbolique identitaire collective comme acteur diasporique qui transforme les ressources possédées par des expatriés séparés en ressources collectives. Grâce à la capacité plus importante de ces réseaux à mobiliser et à concentrer les ressources, l'impact sur le pays d'origine se différencie nettement de l'impact individuel. Par conséquent, les diasporas mieux structurées dans des réseaux de ce type sont susceptibles de générer plus de richesse que les diasporas non-consolidées et d'apporter une contribution plus importante dans divers domaines d'activité accélérant ainsi le processus de développement de leurs pays d'origine et de l'intégration dans l'économie mondiale.

L'analyse empirique des déterminants des effets des ressources non financières (RNF) nous permet de mettre en évidence une troisième relation qui montre un deuxième mécanisme d'effet indirect des caractéristiques de la communauté diasporique à la constitution de réseaux secondaires comme véritable ferment des transferts des RNF vers le pays d'origine. Cette dimension a été révélée par l'exemple des migrants kirghizes en Russie qui indique que le passage par les réseaux est aussi un moyen pour les expatriés d'entrer dans l'activisme

diasporique avec des caractéristiques individuelles favorables : ce sont eux qui utilisent le plus les réseaux relationnels nationaux pour émigrer (62% contre 42% des Moldaves et seulement 26% des Roumains) et qui arrivent très rapidement à constituer en Russie une diaspora très structurée, et très active. Nous avons expliqué par des facteurs de solidarité nationale et culturelle cette forte propension des Kirghizes à construire des réseaux secondaires dynamiques et donc arriver à des pratiques diasporiques importantes relatives aux ressources non financières malgré des compétences et performances professionnelles moindres au départ : les ressources relationnelles compensent ici les ressources cognitives moindres (mais loin d'être inexistantes, notamment dans l'industrie). Ces réseaux secondaires, plus spontanés peuvent produire des effets bénéfiques des RNF autant que les associations de migrants qualifiés, et plus que les migrants moins qualifiés et moins structurés qui envoient principalement des ressources financières.

Le degré et le mode d'insertion des diasporas dans le pays accueil, que nous avons approchés par la grille de lecture de l'acculturation, est un dernier déterminant important de l'activisme diasporique relatif aux ressources non financières. Il est certain que cette capacité à s'intégrer dans le pays d'accueil sans perdre son identité et ses racines, et donc ses réseaux primaires, va faciliter la mobilisation des ressources du pays d'accueil, à travers les mécanismes de transfert et de captation, comme nous l'avons montré. Nous avons noté dans cette thèse que les expatriés qui font partie des réseaux secondaires sont des membres actifs de la diaspora, qui, d'une part, maintiennent des liens forts avec le pays d'origine, ce qui permet un transfert continu des flux variés vers la patrie et d'autre, sont bien intégrés dans la société d'accueil lui permettant d'accéder aux ressources spécifiques du territoire d'installation, les capter et les transférer ultérieurement vers le territoire d'origine en générant ainsi plus d'effets RNF. Par conséquent, les réseaux secondaires mobilisent non seulement les ressources créées à l'intérieur du groupe diasporiques mais aussi les ressources spécifiques et génériques du pays d'accueil. Il faut aussi mesurer l'importance de la réduction de la dissonance cognitive et culturelle associée au comportement d'intégration dans la capacité à exister collectivement comme diaspora, à passer de la logique de sortie (*Exit*) à une logique d'expression (*Voice*) : *Exit* c'est souvent pour échapper au contexte du pays d'origine, parce que leur voix n'est pas écoutée mais le rassemblement dans des associations diasporiques à l'étranger rend une légitimité à la diaspora qui peut mieux négocier avec l'élite du pays d'origine que des individus séparés. On mesure l'importance pour les Kirghizes de cet « étranger proche » terreau d'activisme diasporique. On mesure surtout l'étonnante actualité de ce concept

soviétique qui ouvre la voie à une géo-économie des diasporas, avec des zones d'influence diasporique reliant pays d'accueil et pays d'origine dans des relations intenses d'échanges de connaissances facilitées par une communauté linguistique et culturelle. Cette approche s'applique également aux diasporas chinoise et indienne, et même russe dans la mesure où les majors de l'électronique américains et européens préfèrent les informaticiens russes aux chinois et indiens en raison de leur plus grande proximité culturelle avec l'Occident.

Après la présentation et l'interprétation des résultats du questionnaire, dans ce chapitre nous avons développé notre argumentation à travers les processus de captation et de transfert appliqués à la diaspora en montrant que le groupe diasporique peut jouer le rôle de capteur pour le pays d'origine qui accède aux ressources créées sur d'autres territoires. L'analyse de la diaspora dans une perspective de dynamique territoriale permet de dépasser une vision des acteurs territoriaux réduite aux entreprises en montrant que la diaspora occupe aussi une place importante dans l'évolution du territoire qu'elle habite mais aussi du territoire de départ. Si dans le cas des entreprises, la mobilité s'inscrit dans une logique purement économique dans le cas des membres de la diaspora elle génère aussi, grâce à son ubiquité, des gains non-financiers qui sont susceptibles d'engendrer des effets plus durables.

Conclusion générale

L'objectif de cette thèse était de livrer des éclaircissements sur la contribution que les diasporas apportent au développement de leurs pays d'origine et par conséquent à une meilleure intégration dans l'économie mondiale. Nous avons fait comme hypothèse principale, que toutes les diasporas peuvent jouer un rôle considérable dans le processus de développement des pays de départ en raison des diverses ressources qu'elles envoient vers les territoires d'origine. Cette problématique est le fil conducteur du travail de recherche que nous avons réalisé pour trouver des réponses aux questions portant sur la définition du terme « diaspora », sur les éléments constitutifs du groupe diasporique, sur les mécanismes de production des effets positifs, sur les ressources générées par la communauté diasporique et leur impact sur le pays de départ, sur les déterminants de l'ampleur de l'impact produit par la diaspora sur le pays de départ.

Nous avons vu que les études sur les diasporas sont peu nombreuses dans la littérature économique et que les effets qu'elles produisent sur les pays de départ restent peu développés étant limités généralement à l'analyse de l'impact des remises de fonds sur les ménages bénéficiaires. Les rares travaux portant sur les ressources non financières sont le plus souvent des études de cas. Dans le cadre de cette thèse, nous nous sommes proposés d'aller plus loin, en participant à la construction d'une théorie générale et en tenant à mettre en évidence les ressources non financières d'une diaspora. La grille de lecture des ressources de la communauté diasporique nous a permis d'identifier cinq types de ressources non financières et d'analyser leurs effets intentionnels et non-intentionnels sur les bénéficiaires mais aussi sur le contexte général du pays d'origine.

La problématique des diasporas traitée dans cette thèse, est analysée selon trois axes principaux. Le premier est défini par la nécessité d'une conceptualisation générale de la diaspora dans le contexte de la globalisation, comme ressource de convergence économique entre pays, et comme ressource d'intégration dans l'économie mondiale. Le deuxième axe de notre étude présente l'importance des groupes diasporiques à l'heure de l'économie de la connaissance comme porteurs de ressources non financières qui peuvent être mobilisées en faveur des pays d'origine. Ces ressources non financières sont susceptibles d'engendrer des changements plus profonds et plus durables que les ressources financières. Enfin, le dernier axe d'analyse de la problématique renvoie à la nécessité de vérifier, empiriquement, le rôle de

la diaspora dans le développement du pays d'origine, notamment à travers les effets des ressources non financières (RNF). Cet objectif nous a conduit à choisir trois diasporas post-communistes comme terrain propice d'étude de ces effets. Notre choix s'explique par le fait que ces diasporas sont essentiellement composées de personnes qualifiées ayant un haut niveau d'éducation. Malgré leur existence récente, ces groupes nationaux se caractérisent par un activisme diasporique très favorable aux effets des RNF qui nous a permis de répondre aux questions posées au cours de cette thèse.

Les questions soulevées durant ce travail couvrent trois domaines : l'existence et la nature des diasporas, la diaspora et le développement économique du pays d'origine et les déterminants de l'impact des ressources non financières des diasporas sur les pays de départ.

Existence et nature de la diaspora

Cette section cherche à répondre aux six questions suivantes :

- à partir de quel moment peut-on parler d'une diaspora ?
- comment classer les diasporas ?
- quels sont les rôles respectifs des réseaux et des facteurs push/pull dans la décision d'émigrer ?
- la population des réseaux secondaires est-elle la même que celles des réseaux primaires ?
- quels sont les déterminants de la construction de réseaux secondaires ?
- à côté du rôle de consolidation de la diaspora, dans quelle mesure les réseaux secondaires contribuent à la perpétuation dans le temps et dans l'espace de la mémoire collective construite par le groupe diasporique ?

Pour trouver des réponses à ces questions, nous avons commencé par étudier et classer les théories qui expliquent l'apparition des groupes diasporiques et les conséquences du phénomène migratoire en retenant pour la suite : les théories normatives qui se penchent sur les effets positifs générés par les diasporas sur les pays d'origine. Parmi ces modèles théoriques, nous avons utilisé les nouvelles théories du rattrapage économique, inspirées des modèles de convergence. Pour ce qui est des théories positives, l'approche systémique nous a aidés à montrer que la diaspora unifie l'espace entre les pays de destination et le pays d'origine conduisant ainsi au rapprochement économique par le biais des multiples ressources qui y transitent. Une autre théorie positive intégrée, à laquelle nous faisons appel est la théorie des réseaux, que nous utilisons pour expliquer : l'intensification des flux migratoires vers une

destination certaine ; la consolidation et la continuité de la diaspora ; l'accès et la mobilisation des ressources ; et leur transfert vers le pays d'origine.

La clarification de la notion de diaspora a débuté avec l'analyse des définitions existantes. Lors de la revue de littérature, nous avons constaté que plusieurs auteurs s'appuient sur le modèle de la diaspora juive pour définir ce terme. Même les auteurs qui tentent de s'en éloigner font référence à ce groupe diasporique. Cette prééminence de la diaspora juive a empêché de mettre en lumière d'autres critères spécifiques d'une diaspora permettant de la distinguer des flux migratoires classiques. L'analyse des apports et des limites des approches traditionnelles nous a permis de formuler une définition opérationnelle de la diaspora qui convient mieux à notre problématique. La définition que nous proposons décrit une *diaspora* comme : la totalité des personnes originaires d'un même pays, qui se sont installées à l'étranger pour une période de longue durée, voire de manière permanente et qui continuent de garder des liens forts, de diverses natures, avec le pays d'origine. Le maintien du contact avec le pays de départ est une condition essentielle pour la production des effets des ressources non financières (RNF) mais ce qui différencie une diaspora des migrants classiques ce sont les *réseaux diasporiques* qui conditionnent la complexité des liens avec la patrie mais aussi entre les expatriés eux-mêmes.

Nous identifions les réseaux diasporiques comme l'élément fondamental de l'analyse des diasporas et de leur classification. Nous distinguons les *réseaux primaires* qui définissent la relation entre les expatriés et le pays d'origine et les *réseaux secondaires* qui connectent les migrants entre eux. Ces derniers évoluent à partir des réseaux qui relient les migrants au niveau d'un seul pays de destination vers des réseaux secondaires mieux organisés au niveau de plusieurs pays d'accueil de la diaspora. Les réseaux diasporiques déterminent le degré de structuration des diasporas et en fonction de leur niveau d'organisation, nous proposons une nouvelle classification des groupes diasporiques en deux catégories majeures : les diasporas à maturité qui sont bien structurées tant en réseaux primaires que secondaires de premier et deuxième niveau ; et les diasporas émergentes qui se caractérisent par une forte présence de réseaux primaires et un nombre limité de réseaux secondaires créés essentiellement au niveau d'un seul pays d'accueil. La classification des diasporas que nous proposons ne considère pas leur ancienneté historique comme le critère principal ; c'est plutôt leur structuration en réseaux qui est identifiée comme élément fondamental. Plusieurs exemples, trouvés dans la littérature existante et notre étude de terrain montrent que certaines diasporas, malgré leur histoire courte, sont bien structurées en réseaux diasporiques et apportent une contribution

considérable à leurs pays d'origine, parfois plus importante que les diasporas qui ont une ancienneté supérieure. Par conséquent, les *diasporas à maturité* sont des groupes diasporiques qui ont une structuration stabilisée à travers des réseaux primaires et des réseaux secondaires qui existent tant au niveau des pays de destination qu'entre différents pays de destination. Les *diasporas émergentes* sont des communautés diasporiques qui débutent leur processus de structuration. Elles se distinguent par une forte présence des réseaux primaires et très peu des réseaux secondaires qui sont principalement créés par les expatriés d'un même pays d'installation. Les réseaux secondaires entre les structures diasporiques créées dans différents pays d'arrivée sont quasiment inexistantes.

L'étude de terrain a permis de confirmer que les réseaux migratoires jouent un rôle important dans le choix du pays de destination et dans la réalisation du projet migratoire. Ils participent davantage à la perpétuation des migrations que les facteurs de répulsion et d'attraction qui sont plutôt responsables de l'impulsion des flux migratoires. Il ne faut pas perdre de vue que l'essentiel de notre échantillon s'inscrit dans des diasporas récentes, les personnes les plus anciennes ayant émigrées depuis 17 ans. Les résultats de l'enquête ont aussi apporté des éclaircissements sur les profils des personnes qui font partie des réseaux primaires et secondaires en montrant que les expatriés qui sont depuis une période courte à l'étranger sont plus présents dans les réseaux primaires. En revanche, les migrants, qui résident depuis plus longtemps à l'étranger, sont les plus nombreux à être dans les associations diasporiques professionnelles (réseaux secondaires). Ceci confirme que le sentiment d'appartenance au groupe d'origine s'active plus tard : après l'accomplissement des objectifs individuels fixés au début de l'émigration.

En ce qui concerne les déterminants de la construction en réseaux secondaires, lors de l'analyse et lors de l'interprétation des résultats, nous avons vu que la situation des expatriés dans le pays de destination, décrite par : les qualifications, l'occupation, les revenus, l'histoire personnelle, les raisons de l'émigration ; et la durée de résidence à l'étranger, est un des éléments qui expliquent l'apparition des réseaux secondaires. Ces caractéristiques conditionnent la constitution des réseaux secondaires au travers des expatriés qualifiés qui souhaitent apporter leur expertise, leurs compétences au service du pays d'origine par différentes actions qui génèrent des transferts de ressources non financières. Les réseaux secondaires de ce type, sont généralement créés par des expatriés, qui sont depuis une période plus longue à l'étranger et ont atteint un certain niveau de réussite professionnelle et sociale dans le pays d'accueil. L'analyse empirique présentée dans le dernier chapitre de la thèse a

montré, que hormis le facteur direct lié aux qualifications des expatriés, il y a d'autres facteurs explicatifs indirects qui accélèrent l'« activisme diasporique » déclenchant l'insertion dans les réseaux secondaires et ainsi leur efficacité. L'apparition de ce deuxième type de réseaux secondaires, plus spontanés, constitués par des personnes de qualification intermédiaire présentes tant dans l'industrie que dans les services, répond aux critères de solidarité nationale et de valeurs culturelles héritées du pays d'origine. Cette dimension a pu être mise en évidence par le cas des migrants kirghizes en Russie qui a montré que les réseaux diasporiques de solidarité utilisés au début du projet migratoire, favorisent la formation de ce deuxième type de réseaux secondaires qui rassemblent même des migrants récents. Dans le graphe de corrélation entre les variables explicatives et dépendantes, nous avons souligné qu'il peut y avoir d'autres éléments qui déterminent l'appartenance aux structures diasporiques. Ces éléments méritent d'être mis en lumière par une nouvelle recherche pour compléter l'explication que nous avons donnée.

Les réseaux secondaires contribuent à la consolidation du groupe diasporique mais aussi à la continuité de la diaspora dans l'espace et dans le temps à travers les activités que les expatriés organisent. Ces actions permettent de promouvoir la culture, la langue, les valeurs du pays d'origine et de construire une mémoire collective à l'extérieur du pays source en rendant à la diaspora des caractéristiques spécifiques qui la différencient de la société d'accueil. La construction de la mémoire collective se fait par la volonté de groupe. Elle s'inscrit dans une stratégie de perpétuation spécifique à chaque diaspora traduite par l'apparition des dispositifs économiques, sociaux, culturels et même politiques à travers divers liens établis à l'intérieur du groupe national. Ces dispositifs rendent une diaspora autonome tant par rapport à la société d'accueil que par rapport à la société de départ. Malgré le détachement physique du pays d'origine, une diaspora a la capacité de maintenir son identité dans un espace « extranational » qu'elle s'approprie et qu'elle façonne comme un véritable acteur territorial. Nous soulignons aussi la place d'Internet dans l'émergence de nouvelles formes d'organisation de la diaspora : les communautés virtuelles. Ces groupements en ligne facilitent le lien social et contribuent au renforcement du capital social collectif et du pouvoir du groupe.

L'appartenance aux réseaux nationaux diasporiques est un des critères qu'on prend en compte pour formuler la typologie des membres d'une diaspora : *les membres actifs, les membres latents et les membres passifs*. Les personnes qui s'impliquent activement dans la vie des associations diasporiques sont définies comme membres actifs. Ils jouent un rôle central dans

la consolidation de la diaspora et dans la mobilisation des ressources en faveur du pays d'origine. Concernant les membres latents d'une diaspora, il s'agit de personnes qui ne participent pas activement au processus de structuration du groupe diasporique mais qui peuvent se rallier aux membres actifs pour la mise en œuvre de certaines activités dans le pays de destination ou pour des projets collectifs initiés pour le pays de départ. La troisième catégorie, les membres passifs, regroupe les migrants qui n'ont aucun contact avec les réseaux secondaires soit parce qu'ils sont depuis une période très courte à l'étranger soit parce qu'ils ont choisi de s'identifier à la société d'accueil sans continuer à valoriser l'identité d'origine. Lors de l'analyse des données, deux indicateurs composites d'appartenance aux réseaux primaires et aux réseaux secondaires, nous ont permis de mesurer l'insertion des membres de la diaspora dans les réseaux nationaux. L'étude empirique nous a appris que la durée de résidence dans le pays de destination n'influence que très peu les types de contacts que les migrants ont avec le pays d'origine, les moyens de communication et la fréquence des visites dans le pays d'origine (réseaux primaires). En revanche, elle détermine l'insertion dans les réseaux diasporiques professionnels. La dimension décrite par l'indicateur d'appartenance aux réseaux secondaires nous permet de distinguer les membres actifs. Ils sont activement impliqués dans les associations diasporiques : ils sont aussi depuis plus longtemps dans le pays d'accueil que les expatriés présents uniquement dans les réseaux primaires. Nous avons constaté que les membres latents, quant à eux, ne font pas partie des associations diasporiques mais peuvent participer occasionnellement à leurs activités. Enfin, les membres passifs sont totalement à l'extérieur des réseaux secondaires mais ils sont présents dans les réseaux primaires.

Diasporas et développement économique du pays d'origine

Ce deuxième bloc comporte six autres questions auxquelles nous avons cherché à répondre :

- que change pour un pays le fait d'avoir ou de ne pas avoir une diaspora ?
- est-ce que le niveau ou le contexte du pays d'origine conditionne la contribution de la diaspora ?
- y-a-t-il un lien entre le niveau de développement du pays de départ et la qualité de sa diaspora ?
- l'impact de la diaspora dépend-il du pays d'accueil, de son niveau de développement ?
- l'impact de la diaspora sur le pays d'origine dépend-il de ses caractéristiques ?

- par quels mécanismes la diaspora va-t-elle contribuer au développement du pays d'origine ?

L'existence de la diaspora pour un pays rime avec l'accès facile et peu coûteux aux ressources d'autres territoires. Elle peut être l'acteur principal du développement du pays et de son positionnement dans l'économie mondiale, comme la diaspora chinoise a eu un rôle déterminant dans la croissance de l'industrie manufacturière chinoise en raison des volumes importants d'investissements étrangers ou comme la diaspora indienne a été à la base de l'essor du secteur informatique de l'Inde grâce aux expatriés installés aux Etats-Unis. L'analyse comparative réalisée dans le deuxième chapitre entre deux diasporas à maturité (chinoise et indienne) et une diaspora en voie de structuration (russe) montre que les groupes diasporiques contribuent au rapprochement économique entre les pays à travers différentes formes de richesses qu'ils génèrent. Pour la Chine, la richesse de la diaspora, notamment celle de l'Asie du Sud-Est s'exprime par des flux considérables d'investissements directs étrangers qui s'élèvent à 50-60% du total des investissements directs étrangers¹⁶¹. Dans le cas de l'Inde, la « banque de cerveaux » de la diaspora a conditionné le positionnement du pays d'origine sur le marché mondial de l'informatique. La richesse de la diaspora indienne revêt aussi la forme de remises de fonds. Selon la Banque Mondiale, l'Inde est le pays, au monde, recevant, en termes absolus, les plus importants volumes de ressources financières de la part de ses expatriés. Les rentrées enregistrées pour 2008¹⁶² se sont élevées à 52 milliards de dollars américains. La diaspora russe est toujours en voie de consolidation et elle produit, donc, un impact plus limité par rapport aux diasporas à maturité. Sa contribution au développement du pays d'origine s'exprime surtout par le transfert de connaissances grâce à la présence importante de personnes qualifiées.

Nous avons montré que la diaspora n'est pas uniquement un fournisseur de ressources financières pour le pays d'origine avec des effets positifs à court terme mais elle est aussi le pourvoyeur d'autres ressources qui sont susceptibles de produire des effets bénéfiques plus durables et générer des changements plus profonds.

La catégorie de *ressources non financières* qu'on identifie comporte : *les ressources cognitives, les ressources relationnelles, les ressources institutionnelles, les ressources organisationnelles et les ressources symboliques*. Nous avons vu que les externalités

¹⁶¹ Overseas Indian Facilitation Center (2007), *Promoting Investments from the Indian Diaspora: a new beginning*, Special Report

¹⁶² Banque Mondiale (2008), *Migration and Remittances Factbook 2008*

positives produites par les ressources non financières sur le pays de départ permettent de sortir de la vision réductrice de proximité géographique et de montrer l'émergence d'une certaine proximité organisationnelle et institutionnelle. Cette proximité contribue au rapprochement économique, voire politique entre le pays d'origine de la diaspora et les pays de destination. Au moyen d'une grille de lecture que nous avons proposée pour l'analyse des ressources non financières, nous parvenons à décrire les effets intentionnels et non-intentionnels générés par ces ressources sur le pays de départ. Les effets intentionnels des ressources cognitives se manifestent par la création des entreprises par les émigrés ou des filiales des entreprises étrangères dans le pays d'origine de migrants pour pouvoir tirer profit de territoires propices à l'innovation. Les effets non-intentionnels des transferts cognitifs ne sont pas visés directement par les expatriés et sont transmis lors des discussions avec les personnes restées au pays du départ ou des visites qui apportent des changements dans la culture d'affaires, des aspirations professionnelles et d'autres transformations que nous avons analysées dans le troisième chapitre de la thèse.

La diaspora est un vecteur de transmission de nouvelles idées, connaissances, technologies qui peuvent être utilisées à moindres coûts par le pays source sans avoir participé à leur création. Les transferts réalisés par les membres de la diaspora permettent au pays d'origine d'augmenter sa capacité d'innovation et de bénéficier de ce que Gersrschenkron 1962 appelle « l'avantage du retard du développement » (*advantage of backwardness*) qui se concrétise par la communauté diasporique qui donne accès aux progrès technologiques enregistrés par les pays de destination. En plus d'assurer le transfert de toutes les autres ressources vers le pays de départ, les ressources relationnelles du groupe national connectent les territoires d'accueil avec les territoires d'origine en facilitant le transfert de nouvelles règles informelles ou formelles, des modèles organisationnels. Le succès enregistré par les expatriés dans les sociétés d'accueil, permet aussi la diffusion d'une image positive de leur pays de départ.

Lors de l'analyse des données de l'étude empirique, nous avons retenu huit variables dépendantes de contenu des effets RNF qui montrent les opinions des expatriés sur l'impact non financier de la diaspora. Nous constatons que parmi les effets les plus importants, les répondants ont indiqué l'effet des ressources institutionnelles, le changement de mentalité. 69% des expatriés questionnés ont déclaré que la diaspora apporte ce type d'effet. 57 % des personnes questionnées ont déclaré que la diaspora contribue au développement de l'image du pays d'origine (ressources symboliques) et 53% de l'échantillon indiquent l'apparition de nouveaux comportements managériaux grâce au groupe diasporique (ressources

organisationnelles). Les cinq autres effets (imitation, adoption et adaptation de technologies, intermédiaires d'affaires, transfert des savoir-faire, informations sur les marchés étrangers et accès aux nouveaux produits) ont été mentionnés par moins de la moitié des répondants.

Par rapport à la place du contexte du pays d'origine dans la production d'un impact plus important par la diaspora, nous avons souligné l'idée de Kuznetsov (2006) selon laquelle il y a trois types de conditions de croissance (défavorables, moyennement favorables et favorables) liées au pays d'origine qui déterminent le niveau de l'impact de la diaspora. Notre analyse de données confirme aussi cette dimension par des coefficients forts de corrélation entre le pays d'origine avec les deux indicateurs d'impact, tant avec l'indicateur d'opinions sur l'impact des ressources non financières (RNF) avec un coefficient de 0,23 qu'avec l'indicateur de pratiques d'impact des RNF, le coefficient étant de 0,21. L'étude de terrain indique que les pays ayant des contextes plus favorables attirent davantage les ressources de la communauté diasporique et peuvent en conséquence davantage bénéficier de la richesse de la diaspora mais cette dimension doit aussi faire l'objet d'une analyse plus détaillée.

Lors de cette thèse nous n'avons pas détaillé comment le niveau de développement du pays de départ influence la qualité des diasporas. Nous avons vu que des pays qui se trouvent à peu près au même niveau de développement peuvent avoir des diasporas d'une composition différente. Dans le cas de l'Inde, il s'agit d'une diaspora plutôt qualifiée. La Chine, qui enregistre des taux de croissance plus importants, possède une diaspora constituée par des personnes moins qualifiées par rapport à la diaspora indienne, ce n'est que récemment que les flux de personnes qualifiées se sont intensifiés. On voit que d'autres facteurs expliquent la qualité du groupe diasporique à part le niveau de développement du pays de départ. Ils peuvent être : le type de sélection positive ou négative des migrants, les raisons de l'émigration, le pays de destination. Notre analyse empirique permet également de mettre en valeur des facteurs supplémentaires à part les critères liés aux qualifications des membres de la diaspora. Le complément d'information sur la relation initiale faible entre les caractéristiques de la diaspora et l'appartenance diasporique, révélée par les premiers résultats de l'étude de terrain, a été apporté par l'analyse des structures diasporiques kirghizes en Russie. Elle a permis d'identifier la solidarité nationale, les valeurs culturelles comme vecteurs de la consolidation de la diaspora malgré une présence moins importante de migrants qualifiés. Ces caractéristiques aident également à expliquer la forte consolidation de la diaspora chinoise.

Parmi les conditions permissives que nous avons repérées, nous remarquons que la place du pays d'accueil dans l'économie mondiale joue un rôle dans la capacité de contribution des diasporas au développement de leurs pays de départ. Les migrants installés dans des pays plus développés produisent plus d'effets sur le pays d'origine tant en termes de ressources financières que non financières parce que, d'une part, ils ont des revenus plus importants que les expatriés qui résident dans des pays avec des niveaux plus bas de développement et parce que, d'autre part, l'écart en termes de pratiques managériales, de technologies, de connaissances, de normes dans la société est plus important entre le pays de départ et les pays d'accueil. Ces deux facteurs expliquent l'impact plus important des ressources non financières sur la société d'origine, produit par les migrants installés sur des territoires plus développés. L'analyse empirique montre qu'il y a une interdépendance entre le pays de destination et les indicateurs d'impact, plus pour les opinions (avec un coefficient de corrélation de 0,24) que pour les pratiques qui restent encore peu développées dans notre échantillon. Cette corrélation confirme que les migrants installés dans les pays plus développés, en l'occurrence : les pays d'Amérique du Nord sont les plus nombreux à considérer que la diaspora joue un rôle important dans le développement du pays d'origine. Cependant, l'analyse des groupes diasporiques post-communistes en Russie a montré que cet « étranger proche » définit des régions géoéconomiques favorables aux effets des ressources non financières liées à l'existence d'une communauté linguistique et culturelle qui facilite le transfert des ressources non financières vers les pays d'origine.

La composition de la diaspora peut aussi expliquer l'impact différent que les communautés diasporiques ont sur leur pays d'origine mais elle n'est pas le déterminant de l'ampleur de l'impact engendré. La tendance générale observée est que les diasporas ayant de nombreux membres qualifiés sont plus susceptibles de produire un impact que les diasporas ayant plutôt des expatriés non-qualifiés qui contribuent, d'une manière générale, uniquement par des remises de fonds envoyées vers le pays d'origine. Contrairement aux transferts de ressources financières qui peuvent être réalisés par tous les membres de la diaspora, l'envoi des ressources non financières est plutôt le fait d'expatriés qualifiés.

Lowell et Findlay (2002) notent que même si les migrants qualifiés ne sont pas les principaux fournisseurs des transferts de fonds, ils sont les auteurs d'autres flux vers les pays d'origine parmi lesquelles on trouve : les transferts cognitifs, relationnels, organisationnels, institutionnels et symboliques. Plus une diaspora jouit de membres qualifiés, plus les pays d'origine peuvent tirer profit de ses ressources non financières générées par le groupe

diasporique. Le cas de la diaspora indienne, qui compte un nombre important de migrants qualifiés, confirme cette tendance par le rôle crucial que les migrants indiens des Etats-Unis ont joué dans l'essor de l'industrie du logiciel en Inde grâce à leurs connaissances et leurs expertises acquises tant en Inde que dans la Silicon Valley. La dimension portant sur la forte présence de personnes qualifiées dans une diaspora est le plus fréquemment mentionnée dans la littérature pour expliquer la qualité du groupe diasporique. Nous avons développé davantage cette relation directe entre les variables explicatives et les variables dépendantes au travers d'un indicateur de situation. Cet indicateur a permis l'identification de certaines caractéristiques qui expliquent l'efficacité de la diaspora : le niveau d'éducation, l'effet réseaux dans le processus d'émigration, l'occupation et les revenus dans les pays d'accueil. L'analyse des profils des personnes qui génèrent les effets positifs des ressources non financières les plus importants, suggère que les effets RNF ne sont pas nécessairement liés aux membres les plus qualifiés de la diaspora et qu'il existe des configurations géopolitiques plus propices à ces effets qui peuvent être conditionnés par la proximité culturelle, une meilleure maîtrise de la langue du pays d'accueil et d'autres éléments qui permettent une meilleure compréhension de la société d'installation et l'acquisition plus rapide de ses spécificités qui sont ultérieurement transmises vers la société d'origine à travers les réseaux primaires.

Les réseaux diasporiques sont le mécanisme qui amplifie l'impact de la diaspora sur le pays d'origine. Les réseaux secondaires déterminent la structuration du groupe diasporique et la concentration des ressources. Les réseaux primaires constituent l'infrastructure nécessaire pour la réalisation des transferts de diverse nature vers le pays de départ. Les structures diasporiques ont une forte capacité de mobilisation de ressources de la diaspora. Cette mobilisation permet la réalisation des projets de développement adressés aux pays d'origine et par conséquent elle a un impact d'une plus grande ampleur sur le pays d'origine. Les réseaux secondaires contribuent à la création d'un patrimoine du groupe diasporique qui réunit les ressources individuelles des membres de la diaspora. Grâce à l'agglomération des ressources, le groupe diasporique est capable d'entreprendre des actions collectives qui sont plus efficaces que les projets individuels menés par les expatriés pour améliorer les conditions de vie de leurs proches restés dans le pays. L'existence des réseaux primaires assure le transfert des ressources mobilisées par les réseaux secondaires.

L'introduction de l'intentionnalité dans l'analyse des effets produits par une diaspora nous permet de montrer que les effets des ressources envoyées par les expatriés vers le pays

d'origine, ont un impact complexe. Les effets de ces ressources montrent que, tant pour les ressources financières que pour les ressources non financières, les effets peuvent être *intentionnels et non-intentionnels*. Ces derniers effets ont un impact non seulement sur les bénéficiaires directs qui enregistrent une amélioration des conditions de vies à court terme mais aussi sur le contexte général du pays d'origine qui se manifeste généralement à long terme avec des effets plus durables. La réalisation des effets non-intentionnels est déterminée par le contact permanent que les expatriés gardent avec leur pays d'origine qui génère, à part les effets visés, des transformations graduelles non recherchées par les expatriés dans la société d'origine comme : une nouvelle culture d'affaires, les changements de mode de vie, de mentalités, des normes et des valeurs. Ces effets non-intentionnels sont susceptibles, sur le long terme, de pousser le pays d'origine à s'engager sur la voie de la démocratisation et de la modernisation.

L'avènement d'Internet apporte des changements dans la définition classique de la diaspora et permet même aux diasporas émergentes de disposer des réseaux secondaires qui relient des expatriés de différents pays de destination à travers les réseaux diasporiques virtuels. Ces communautés en ligne facilitent, d'une part, le développement de liens forts avec le pays d'origine et d'autre part, favorisent la création de liens entre les migrants originaires du même pays mais installés sur différents territoires d'accueil, facilitant ainsi la consolidation de la diaspora et la mobilisation des ressources pour la mise en œuvre des projets de développement pour le pays de départ. Par conséquent, grâce à l'apparition des communautés virtuelles, les structures diasporiques connaissent une flexibilité importante impliquant aussi la participation des membres passifs qui ne participent jamais aux activités des réseaux diasporiques tangibles. L'espace numérique facilite la circulation de ressources et permet aux personnes du pays d'origine de découvrir les contextes dans lesquels les expatriés travaillent et vivent. Cette forme novatrice de consolidation et de mobilisation de ressources de la diaspora permet aux groupes diasporiques émergents de renforcer la production des effets bénéfiques sur le pays d'origine à travers les ressources non financières qui sont envoyées en temps réel vers le pays de départ.

Analyse des déterminants de l'impact des ressources non financières de la diaspora sur le pays d'origine

Ce troisième domaine apporte des éclaircissements sur les facteurs déterminant l'impact des ressources non financières (RNF) à travers les réponses aux questions suivantes :

- les diasporas les mieux consolidées génèrent-elles plus de transferts de ressources que celles en voie de structuration ?
- la taille et l'ancienneté de la diaspora sont-elles des facteurs déterminants de l'impact produit sur le pays de départ à travers les RNF ?
- les effets positifs d'une diaspora dépendent-ils de la structure socioprofessionnelle ou du niveau de structuration en réseaux diasporique ?
- est-ce que les individus qui envoient beaucoup de remises de fonds sont aussi impliqués dans les transferts de connaissances ?
- est-ce que les personnes qui ont fait plus d'études sont plus enclines à lancer des affaires dans le pays d'origine ?
- est-ce que les types d'acculturation dans le pays d'accueil ont une influence sur la captation ou le transfert des RNF ?
- quelles politiques peuvent faciliter l'impact de la diaspora sur le pays d'origine ?

Le niveau de structuration en réseaux joue un rôle important dans la production des effets positifs des ressources non financières de la diaspora. Les groupes diasporiques mieux consolidés en réseaux secondaires génèrent un impact plus important sur le pays d'origine que les diasporas moins consolidées. Cette relation est confirmée par l'étude empirique et notamment par la relation entre l'indicateur d'appartenance aux réseaux secondaires et les indicateurs d'impact avec des coefficients de 0,47 pour les opinions et de 0,29 pour les pratiques. Nous avons montré, au moyen du graphe des corrélations, que les caractéristiques des émigrés expliquent à la fois directement, mais surtout indirectement, l'activisme diasporique dans les ressources non financières à travers la construction de réseaux diasporiques secondaires. La première dimension porte sur l'apparition des réseaux secondaires professionnels et scientifiques qui sont liés à la qualité d'une diaspora. Ces groupements représentent une forme importante de mobilisation des ressources non financières au profit du pays d'accueil à travers diverses actions de transfert de connaissances, de compétences, de mise en relation des milieux scientifiques ou d'affaires des pays de destination et d'accueil. Les groupes de la diaspora du savoir ou des « diasporas scientifiques et techniques » selon l'expression de Jean-Baptiste Meyer (2008) sont identifiés comme le principal déterminant des pratiques diasporiques. La deuxième dimension qui confirme que l'efficacité d'une diaspora s'explique par leur niveau de structuration s'appuie sur d'autres caractéristiques des membres de la diaspora, favorables à l'activisme diasporique. L'analyse des structures des diasporas post-communistes en Russie, notamment de la diaspora kirghize

permet de mettre en évidence des facteurs explicatifs des comportements diasporiques qui sont liés à la solidarité nationale et aux liens culturels qui favorisent la production des effets des ressources non financières (RNF) même s'il s'agit des membres moins qualifiés. Les réseaux de solidarité, qui facilitent la réalisation du projet migratoire au début, permettent aussi l'insertion plus rapide dans les réseaux secondaires malgré la période courte de résidence à l'étranger. Cet effet permet aux diasporas émergentes d'augmenter leur impact sur le pays de départ. Cette deuxième dimension nous permet également de montrer que la consolidation de la diaspora conditionne la production des effets positifs non financiers pour les diasporas qui ont des membres avec un niveau moyen de qualification, ce qui signifie que l'impact positif du groupe diasporique n'est pas nécessairement lié à sa structure socioprofessionnelle.

L'analyse empirique a également servi à vérifier l'hypothèse selon laquelle la taille et l'ancienneté de la diaspora ne sont pas les facteurs explicatifs de l'ampleur de l'impact produit par la diaspora sur le pays d'origine mais plutôt sa structuration. Cette relation est confirmée par l'interdépendance entre les indicateurs d'appartenance aux réseaux diasporiques nationaux et les indicateurs d'impact avec des coefficients entre 0,18 et 0,47. Étant donné que dans notre échantillon les pratiques diasporiques restent encore peu développées, les résultats de l'analyse empirique ne révèlent pas une relation nette entre l'envoi d'argent et la production des effets des ressources non financières. En ce qui concerne les personnes qui envoient le plus d'argent, la tendance est d'affirmer qu'elles produisent des effets limités des RNF mais cette dimension doit faire l'objet d'une nouvelle recherche qui permettra de mettre en évidence les principales caractéristiques.

En ce qui concerne la propension des personnes, qui ont fait de longues études, à créer des activités économiques dans le pays d'origine, nous voyons que le coefficient de corrélation est négatif avec la variable qui porte sur les projets de lancement des affaires dans le pays de départ (-0,18), ce qui signifie que les expatriés avec des diplômes de haut niveau obtenus dans le pays de destination ne souhaitent pas créer eux-mêmes une activité entrepreneuriale dans le pays de destination mais ils sont des pourvoyeurs majeurs d'autres ressources non financières que nous avons étudiées au cours de ce travail.

L'appartenance aux réseaux d'acculturation est le dernier élément que nous avons analysé dans cette thèse pour expliquer le mode d'accès aux ressources spécifiques des territoires d'accueil et leur appropriation. Nous avons formulé l'hypothèse selon laquelle ces réseaux

permettent à une diaspora d'apporter l'impact le plus important sur le développement du pays d'origine. L'analyse empirique nous permet de montrer que ce sont les membres de la diaspora de type « intégrés » qui engendrent le plus d'effets des ressources non financières. La typologie des personnes qui sont dans les réseaux d'acculturation a été réalisée au moyen d'un indicateur d'acculturation qui confirme que les migrants de type « intégrés » sont les seuls à produire les plus importants effets des ressources non-financières (RNF) sur le pays d'origine. Les expatriés intégrés, par rapport aux membres de la diaspora qui adoptent les autres stratégies d'acculturation : l'assimilation, la séparation et la marginalisation ont une relation équilibrée avec le pays d'accueil et le pays d'origine envoyant ainsi d'une manière permanente tant des ressources spécifiques aux territoires d'accueil mobilisées par le processus de captation que des ressources génériques acquises par la relation de transfert. L'analyse quantitative des stratégies d'acculturation a également permis de mettre en évidence l'existence d'un deuxième type d'expatriés intégrés qui ne renvoie pas nécessairement aux membres les plus qualifiés de la diaspora. On constate que ce type est plus représentatif de l'effet indirect des caractéristiques des migrants sur les comportements diasporiques à travers l'apparition de réseaux secondaires. Cette relation a été identifiée lors de l'analyse des groupes diasporiques de Kirghizes dans les pays de l'« étranger proche », la Russie comme région géopolitique favorable à l'activisme diasporique lié à la communauté linguistique et culturelle toujours présente même deux décennies après la dissolution de l'Union Soviétique.

A part l'appartenance diasporique, l'analyse des conditions permissives confirme l'existence d'autres éléments explicatifs de l'impact de la diaspora sur les pays d'origine comme les politiques incitatives formulées par les pays source, la place du pays d'accueil dans l'économie mondiale qui mériteront aussi d'être approfondies ultérieurement.

Les réponses à ces questions nous ont permis de montrer le rôle des diasporas dans le développement de leurs pays d'origine à travers les ressources qu'elles procurent aux territoires de départ, notamment les ressources non financières qui ont un effet accélérateur plus important en matière de rattrapage économique que les transferts de fonds. Cette thèse aide à comprendre le fonctionnement des diasporas comme vecteurs de développement, d'une part, à travers les caractéristiques générales qui permettent la distinction d'autres groupes de migrants et d'autre part, à travers les spécificités de chaque diaspora qui expliquent l'émergence des phénomènes particuliers comme dans le cas de la diaspora chinoise ou les diasporas post-soviétiques.

Table des matières

REMERCIEMENTS.....	3
SOMMAIRE.....	4
INTRODUCTION GENERALE	6
CHAPITRE I. LES THEORIES GENERALES DES MIGRATIONS.....	17
1 Les théories positives des migrations internationales	19
1.1 Les approches macroéconomiques des migrations internationales	21
1.1.1 Le modèle macroéconomique néoclassique	21
1.1.2 La théorie historico-structurale des systèmes mondiaux	22
1.1.3 La théorie dualiste du marché du travail	25
1.1.4 La théorie de la transition vers la mobilité	27
1.2 Les approches microéconomiques des migrations internationales	33
1.2.1 Le modèle microéconomique néoclassique	33
1.2.2 La nouvelle économie des migrations.....	36
1.2.3 Le modèle répulsion-attraction (push/pull).....	38
1.3 Les théories positives intégrées des migrations internationales.....	40
1.3.1 La contribution des sciences politiques.....	40
1.3.2 L'approche systémique.....	42
1.3.3 La théorie des réseaux et la théorie institutionnaliste.....	43
1.3.3.1 L'approche institutionnaliste	44
1.3.3.2 Le concept des réseaux migratoires.....	45
1.3.4 La théorie de la causalité cumulative.....	46
2 Les théories normatives des migrations internationales	51
2.1 L'optimisme de la théorie néoclassique et de la théorie de la modernisation.....	52
2.1.1 Le modèle de convergence néoclassique	52
2.1.2 Le modèle de rattrapage développementaliste	54
2.2 Les théories des migrations internationales comme facteur de divergence	57
2.2.1 Les migrations de travailleurs non-qualifiés	57
2.2.2 Les migrations des personnes qualifiées (brain drain)	59
2.2.2.1 Evolution du concept de « fuite des cerveaux »	60
2.2.2.2 L'ampleur de la « fuite des cerveaux »	62
2.2.2.3 Les pays développés : pôles d'attraction des talents	64
2.3 Les nouvelles théories du rattrapage économique	69
2.3.1 Le modèle du rattrapage par l'effet incitatif sur l'investissement en capital humain.....	69
2.3.2 Le modèle du rattrapage par les migrations de retour.....	72
2.3.3 Le modèle du rattrapage par les remises de fonds	75
3 Conclusion	80
CHAPITRE 2 : LES DIASPORAS COMME FACTEURS DE DEVELOPPEMENT DES PAYS D'ORIGINE.....	85
1 Définition de la diaspora	87
1.1 Les définitions traditionnelles de la diaspora	87
1.1.1 Les définitions issues du modèle de la diaspora juive.....	88
1.1.2 La remise en question du caractère normatif du modèle historique de la diaspora juive.....	89
1.1.2.1 La définition de Gabriel Sheffer	89

1.1.2.2	La définition de Robin Cohen	91
1.1.3	Les définitions intermédiaires entre l'approche classique et la nouvelle approche de la diaspora 93	
1.1.4	Les définitions basées sur des modèles particuliers de diasporas	95
1.2	La reconstruction d'une définition opérationnelle de la diaspora	96
1.2.1	Une définition revisitée de la diaspora.....	97
1.2.2	Les réseaux diasporiques.....	98
1.3	L'importance des réseaux migratoires dans la dynamique de la diaspora	104
1.3.1	Les réseaux diasporiques comme élément fondamental de la création et de l'évolution de la diaspora 104	
1.3.2	Les réseaux diasporiques – facteur déterminant de l'influence de la diaspora	106
1.3.3	Les réseaux diasporiques – principale caractéristique distinctive de la diaspora	107
1.4	Typologies des diasporas dans la littérature.....	110
1.5	Une nouvelle classification des diasporas	113
2	Les diasporas à maturité et les diasporas émergentes : le cas de la Chine, l'Inde et la Russie.....	115
2.1	La diaspora chinoise.....	118
2.1.1	Les principales vagues migratoires de Chinois.....	118
2.1.2	Les différents statuts des Chinois d'outre-mer	119
2.1.3	Le pouvoir économique de la diaspora chinoise.....	122
2.1.3.1	La diaspora comme principal pourvoyeur d'investissements directs étrangers	122
2.1.3.2	La diaspora comme source importante de devises.....	124
2.1.4	Les caractéristiques de la diaspora chinoise	125
2.1.5	La stratégie de reproduction de la diaspora chinoise.....	127
2.1.6	La diaspora chinoise comme ressource à mobiliser	129
2.1.6.1	La diaspora comme ressource à utiliser par le pays d'origine.....	130
2.1.6.2	La diaspora comme source d'autonomie économique et sociale des migrants.....	131
2.2	La diaspora indienne	133
2.2.1	Les origines et la composition de la diaspora indienne.....	133
2.2.2	Le rôle de la diaspora indienne dans le développement de l'Inde : comparaison avec la diaspora chinoise 135	
2.2.2.1	L'Inde, leader mondial de la réception de transferts de fonds	136
2.2.2.2	Le rôle économique et politique des Indiens d'outre-mer	137
2.2.3	Les particularités de la diaspora indienne	139
2.2.3.1	L'unité du groupe d'origine comme valeur construite.....	139
2.2.3.2	Une diaspora hétérogène.....	140
2.2.3.3	Un sentiment d'appartenance au groupe d'origine manquant au début du parcours migratoire 140	
2.2.3.4	L'émergence d'une élite de la diaspora	141
2.2.4	Une consolidation tardive mais efficace en réseaux diasporiques.....	143
2.2.5	L'impact de la diaspora sur le secteur informatique indien : le succès de Bangalore	145
2.2.6	Le rôle de l'Etat indien.....	147
2.2.7	La diaspora indienne, modèle pour les diasporas en construction.....	148
2.3	La diaspora russe comme archétype des diasporas en construction	150
2.3.1	La diaspora russe dans les périodes soviétique et postsoviétique.....	150
2.3.1.1	La diaspora russe « ancienne ».....	150
2.3.1.2	L'apparition d'une « nouvelle diaspora russe ».....	151
2.3.2	La diaspora russe et le secteur russe des technologies de l'information et de la communication 153	
2.3.2.1	Une diaspora à fort potentiel scientifique.....	154
2.3.2.2	Le secteur informatique russe	156
2.3.2.3	Les ressources financières de la diaspora.....	158
2.3.3	Les déterminants de l'essor de l'industrie du logiciel en Russie	159
2.3.4	Les déterminants de l'ampleur de l'impact de la diaspora sur le secteur informatique russe... 161	
2.3.4.1	Un contexte interne favorable au développement de l'industrie du logiciel.....	161
2.3.4.2	Les raisons de l'impact positif modéré généré par la diaspora russe.....	162
2.3.5	L'évolution des réseaux diasporiques russes	164

2.3.5.1	La formalisation de la diaspora russe.....	164
2.3.5.2	Le développement des réseaux secondaires dans la diaspora russe	165
2.4	Conclusions de l'étude comparative des diasporas chinoise, indienne et russe.....	167
3	Conclusion	172

CHAPITRE 3 : LES RESSOURCES ET LES ACTEURS DE LA DIASPORA..... 177

1	Grille de lecture des ressources de la diaspora et leurs effets	179
1.1	Introduction de l'intentionnalité dans l'analyse des effets des transferts de la diaspora.....	179
1.1.1	La définition de l'intentionnalité pour expliquer l'origine de l'action	179
1.1.2	Définition de l'intentionnalité portant sur les résultats de l'action.....	180
1.1.2.1	Les effets intentionnels et non-intentionnels chez Anthony Giddens.....	181
1.1.2.2	L'intentionnalité chez Douglass C. North.....	182
1.1.2.3	L'apport de Bernard Billaudot dans la compréhension des effets produits par les actes intentionnels.....	184
1.2	La question des « <i>remittances</i> »	188
1.2.1	Des effets inégaux sur les pays bénéficiaires.....	189
1.2.2	Les effets des remises de fonds identifiés dans la littérature existante	190
1.2.2.1	L'impact sur la réduction de la pauvreté	191
1.2.2.2	L'impact contesté sur le développement du pays d'origine.....	192
1.2.3	Une analyse revisitée de l'impact des transferts de fonds sur les pays d'origine.....	193
1.2.4	Les effets intentionnels des transferts financiers de la diaspora	194
1.2.4.1	La réduction de la pauvreté.....	195
1.2.4.2	Les « <i>remittances</i> » comme diversification des revenus et des risques	196
1.2.4.3	Les « <i>remittances</i> » comme source d'investissement en capital humain.....	196
1.2.4.4	Les « <i>remittances</i> » comme source d'investissements directs étrangers.....	197
1.2.4.5	Les « <i>remittances</i> » et le financement des projets collectifs.....	198
1.2.4.6	La création des programmes d'officialisation des transferts de fonds et d'orientation vers l'investissement productif	200
1.2.5	Les effets non-intentionnels des transferts financiers de la diaspora	201
1.2.5.1	L'apparition de secteurs économiques vivant de la diaspora et des voyages	202
1.2.5.2	Les effets positifs sur l'accumulation de capital humain et physique.....	203
1.2.5.3	Le développement du système bancaire du pays d'origine	204
1.2.5.4	L'effet multiplicateur des remises de fonds (« <i>remittances</i> »)	205
1.2.5.5	L'impact macroéconomique des « <i>remittances</i> »	206
1.3	Synthèse sur l'impact des transferts financiers.....	210
2	Les ressources non financières générées par la diaspora.....	212
2.1	Les ressources cognitives.....	215
2.1.1	Le rôle des ressources cognitives de la diaspora.....	215
2.1.2	Les effets intentionnels produits par les ressources cognitives de la diaspora.....	217
2.1.2.1	Les pratiques d'innovation par transmission de connaissances codifiées ou tacites.....	217
2.1.2.2	La prospection de nouveaux marchés extérieurs	219
2.1.2.3	L'adaptation aux changements structurels induite par l'économie de la connaissance	220
2.1.2.4	La création d'environnement propice au progrès scientifique et technique	223
2.1.2.5	La mise en place des programmes formalisés de transferts de connaissances	223
2.1.3	Les effets non-intentionnels des ressources cognitives	224
2.1.3.1	L'augmentation des capacités d'innovation par l'accès aux technologies des pays d'accueil de la diaspora	225
2.1.3.2	Les effets indirects d'incitation à la formation dans les pays de départ.....	226
2.1.3.3	L'accès à de nouveaux marchés et produits.....	228
2.1.3.4	La genèse des ressources cognitives non-intentionnelles liées au territoire d'accueil.....	230
2.2	Les ressources relationnelles.....	231
2.2.1	Les effets intentionnels des ressources relationnelles.....	232
2.2.1.1	La création des structures nationales pour bénéficier du capital social de la diaspora	233
2.2.1.2	La création de réseaux de communication.....	234

2.2.1.3	Les réseaux diasporiques comme moyen d'ascension professionnelle.....	235
2.2.1.4	L'apparition de réseaux diasporiques de personnes hautement qualifiées.....	237
2.2.1.5	L'apparition organisée des réseaux sociaux virtuels de la diaspora	241
2.2.2	Les effets non-intentionnels des ressources relationnelles	242
2.2.2.1	Les effets relationnels des transferts	242
2.2.2.2	Les intermédiaires d'affaires.....	243
2.2.2.3	L'accès à un réseau élargi de contacts.....	244
2.2.2.4	L'amélioration du climat d'investissements dans le pays d'origine	245
2.2.2.5	La diaspora comme source d'information et d'interprétation sur le contexte du pays source et d'accueil	246
2.2.2.6	La diaspora comme vecteur du changement politique	247
2.2.2.7	La diaspora comme plateforme d'expansion des relations commerciales	249
2.2.2.8	Le développement du tourisme nostalgique et la genèse de migrations de retour.....	251
2.2.2.9	L'apparition spontanée des réseaux sociaux virtuels de la diaspora	253
2.3	Les ressources institutionnelles	254
2.3.1	Les effets intentionnels des ressources institutionnelles	255
2.3.1.1	Les transferts de normes, de modèles et de règles formelles	255
2.3.1.2	La diffusion organisée de valeurs et pratiques politiques plus démocratiques et ouvertes	256
2.3.1.3	L'élaboration de politiques destinées à bénéficier de la diaspora	257
2.3.2	Les effets non-intentionnels des ressources institutionnelles	257
2.3.2.1	Les effets normatifs.....	257
2.3.2.2	Les transferts culturels.....	259
2.3.2.3	La diffusion spontanée de valeurs et pratiques politiques plus démocratiques et plus ouvertes	260
2.4	Les ressources organisationnelles.....	262
2.4.1	Les effets intentionnels des ressources organisationnelles.....	263
2.4.1.1	La création de filiales et de représentations.....	263
2.4.1.2	La création organisée de clusters.....	264
2.4.2	Les effets non-intentionnels des ressources organisationnelles.....	265
2.4.2.1	La transmission de nouvelles compétences professionnelles et de nouveaux modèles organisationnels.....	265
2.5	Les ressources symboliques.....	266
2.5.1	Les effets intentionnels des ressources symboliques.....	267
2.5.1.1	La perpétuation organisée de la mémoire collective du groupe et de l'image du pays d'origine	267
2.5.1.2	La promotion de l'image du pays d'origine par l'association de la diaspora à l'image du pays d'accueil	268
2.5.1.3	L'élaboration des politiques par le pays d'origine visant à transmettre une image favorable	269
2.5.1.4	La création intentionnelle de ressources symboliques	269
2.5.2	Les effets non-intentionnels des ressources symboliques.....	270
2.5.2.1	La perpétuation spontanée de la mémoire collective.....	270
2.5.2.2	La promotion de l'image du pays d'accueil.....	271
2.5.2.3	La construction de l'image du pays d'origine dans les pays de destination.....	271
2.5.2.4	L'amélioration de l'image du pays d'origine.....	272
2.5.2.5	L'apparition des territoires mondialement connus	273
2.5.2.6	La diaspora comme vecteur de réputation et de crédibilisation du pays d'origine.....	274
2.5.2.7	L'effet incitatif spontané : la diaspora comme exemple à suivre	275
3	Les acteurs de la mobilisation des ressources au sein de la communauté diasporique.....	277
3.1	Typologie des membres de la diaspora	277
3.1.1	Les membres actifs de la diaspora	279
3.1.1.1	Les membres actifs et le financement des projets collectifs	282
3.1.1.2	Les membres actifs et les projets individuels	283
3.1.2	Les membres latents de la diaspora.....	283
3.1.2.1	Les réseaux informels et l'installation dans le pays d'accueil	284

3.1.2.2	Les transferts de ressources des membres latents à travers les réseaux informels.....	285
3.1.2.3	Les transferts de ressources des membres latents à travers les réseaux formels.....	287
3.1.3	Les membres passifs de la diaspora.....	288
3.1.3.1	La participation des membres passifs aux réseaux nationaux primaires.....	288
3.1.3.2	Les effets des membres passifs sur le pays d'origine.....	289
3.1.3.3	La possibilité des membres passifs d'intégrer les réseaux nationaux secondaires.....	290
3.2	L'espace numérique, nouveau lieu de formation de la diaspora.....	292
3.2.1	Les réseaux sociaux comme accélérateurs de la structuration de la diaspora sur Internet.....	292
3.2.2	L'organisation des communautés de migrants en ligne.....	293
3.2.3	Le regroupement de migrants en ligne : processus novateur de structuration de la diaspora...	295
3.2.4	Les communautés virtuelles comme pôle d'attraction des membres de la diaspora.....	297
3.2.5	La complémentarité des communautés virtuelles et tangibles.....	303
3.2.6	Du virtuel au tangible.....	306
4	Conclusion	308

CHAPITRE IV. LA DIASPORA ENTRE LE PAYS D'ACCUEIL ET LE PAYS D'ORIGINE : UNE APPROCHE EMPIRIQUE..... 312

1	L'objet de l'analyse empirique : les diasporas roumaine, moldave et kirghize	313
1.1	La diaspora roumaine, une diaspora émergente bien structurée en réseaux diasporiques.....	317
1.1.1	Les principales vagues migratoires.....	317
1.1.2	Les migrations de travail.....	318
1.1.3	Les caractéristiques de la diaspora roumaine.....	320
1.1.4	L'image de la diaspora roumaine.....	321
1.1.5	Le rôle des communautés diasporiques roumaines.....	322
1.1.5.1	Promotion de l'image et de la culture de la Roumanie.....	322
1.1.5.2	Rayonnement politique de la Roumanie à l'étranger.....	322
1.1.5.3	Rôle économique.....	323
1.1.6	La relation de la diaspora avec l'Etat d'origine.....	324
1.2	La diaspora moldave, une diaspora en voie de structuration en réseaux secondaires	325
1.2.1	Le contexte migratoire	325
1.2.2	Les étapes migratoires	326
1.2.3	L'apparition des communautés de Moldaves à l'étranger	328
1.2.3.1	Structuration de la diaspora moldave.....	329
1.2.3.2	Une diaspora sous le signe des vicissitudes de l'histoire.....	329
1.2.4	La prise de conscience par l'Etat moldave du rôle de la diaspora.....	331
1.3	La diaspora kirghize, une diaspora en formation sous deux formes	333
1.3.1	Les migrations des travailleurs kirghizes.....	334
1.3.2	Le Kirghizstan – fournisseur de travailleurs pour l'« étranger proche »	334
1.3.3	La diaspora kirghize en chiffres.....	335
1.3.4	Une structuration de la communauté diasporique basée sur un fort sentiment de solidarité...	336
1.3.5	La diaspora kirghize bien structurée dans les pays de « l'étranger proche ».....	337
1.3.6	Une diaspora kirghize en création dans les pays de « l'étranger lointain »	339
1.3.7	La contribution de la diaspora kirghize au développement du Kirghizstan	339
1.3.8	La place de l'Etat d'origine dans le processus de consolidation de la diaspora	340
2	L'analyse empirique des déterminants de la diaspora et de son rôle de mobilisation des ressources non financières	342
2.1	Le questionnaire et la méthode d'analyse.....	342
2.1.1	La constitution de l'échantillon.....	343
2.1.1.1	Méthode de recherche des membres actifs.....	346
2.1.1.2	Méthode de recherche des membres latents.....	348
2.1.1.3	Méthode de recherche des membres passifs.....	349
2.1.2	La structure du questionnaire.....	351
2.1.3	La méthode de traitement des variables.....	353
2.2	L'analyse et l'interprétation des résultats : analyse typologique	358

2.2.1	L'analyse des variables de caractéristiques ou variables explicatives de premier niveau (VE1) et la construction des indicateurs de caractéristiques	358
2.2.1.1	L'analyse des variables de caractéristiques.....	360
2.2.1.2	La construction des indicateurs de caractéristiques	377
2.2.2	L'analyse des variables d'appartenance diasporique ou variables explicatives de deuxième niveau (VE2) et la construction des indicateurs d'appartenance diasporique.....	380
2.2.2.1	L'analyse des variables d'appartenance.....	380
2.2.2.2	La construction des indicateurs d'appartenance diasporiques.....	389
2.2.3	L'analyse des variables de comportements diasporiques ou variables dépendantes (VD) et la construction des indicateurs de comportements diasporiques	393
2.2.3.1	L'analyse des variables de comportements diasporiques.....	393
2.2.3.2	La construction des indicateurs de comportements diasporiques	401
2.3	L'analyse et l'interprétation des résultats : analyse causale	404
2.3.1	L'analyse causale des relations entre les variables explicatives et les variables dépendantes....	404
2.3.1.1	L'interdépendance entre les 8 variables de contenu des effets RNF et les indicateurs de caractéristiques.....	404
2.3.1.2	L'interdépendance entre les 7 indicateurs composites et les 7 variables explicatives et dépendantes résiduelles	406
2.3.1.3	L'interdépendance entre les 7 indicateurs composites	408
2.3.2	Le graphe des corrélations des variables explicatives et dépendantes	411
3	L'articulation entre la diaspora et le pays d'accueil.....	414
3.1	Les réseaux d'acculturation	414
3.1.1	La stratégie d'acculturation déterminant l'insertion dans le pays d'accueil	415
3.1.2	La participation des membres de la diaspora dans les réseaux d'acculturation	416
3.2	L'analyse quantitative des stratégies d'acculturation	418
3.2.1	La construction de l'indicateur d'acculturation.....	418
3.2.2	La caractérisation des personnes de type « intégré ».....	420
3.3	La diaspora comme voie d'accès aux ressources du pays d'accueil.....	424
3.3.1	Le mode d'accès aux ressources du pays d'installation.....	424
3.3.2	Les réseaux diasporiques comme élément essentiel pour la réalisation des processus de transfert et de captation	425
3.3.3	Les particularités de la situation de captation et de transfert via la diaspora	427
3.4	La captation de ressources	430
3.4.1	Captation directe	432
3.4.2	Captation indirecte	432
4	Les conditions permissives et les recommandations en matière de politique pour augmenter l'impact positif de la diaspora.....	434
4.1	Les conditions permissives de l'action des diasporas concernant les RNF	434
4.1.1	Les caractéristiques des migrants	435
4.1.2	Le niveau de structuration en réseaux.....	436
4.1.3	Le niveau d'intégration dans le pays d'accueil.....	437
4.1.4	Les raisons des migrations.....	439
4.1.4.1	Les raisons économiques.....	440
4.1.4.2	Les causes non-économiques.....	441
4.1.5	Le contexte du pays d'origine	442
4.1.6	La société d'origine désireuse d'apprendre	445
4.1.7	La place du pays d'accueil dans l'économie mondiale.....	446
4.2	L'impact des politiques sur le rôle des diasporas dans la production des effets RNF.....	447
4.2.1	L'attitude des pays d'origine envers les migrations	447
4.2.1.1	La main-d'œuvre comme source d'exportation.....	447
4.2.1.2	La migration comme « soupape de sécurité ».....	448
4.2.2	Les politiques migratoires des pays d'origine	450
4.2.2.1	Les politiques axées sur l'approche <i>brain drain</i>	450
4.2.2.2	Les politiques axées sur l'approche <i>brain gain</i>	451

5	Conclusion	453
	CONCLUSION GENERALE	458
	TABLE DES MATIERES.....	473
	BIBLIOGRAPHIE	480
	ANNEXE 1 : COMPARAISON SCHEMATIQUE DES THEORIES POSITIVES SUR LES MIGRATIONS INTERNATIONALES	497
	ANNEXE 2 : LE DEGRE D'ENGAGEMENT DE LA DIASPORA EN FONCTION DES CONDITIONS DU PAYS D'ORIGINE ET DES CARACTERISTIQUES DE LA DIASPORA.....	499
	ANNEXE 3 : LES ETAPES D'EVOLUTION DE L'ENGAGEMENT DE LA DIASPORA ENVERS LE PAYS D'ORIGINE	501
	ANNEXE 4 : QUESTIONNAIRE DE BASE.....	502
	ANNEXE 5 : BASE DE DONNÉES.....	508
	ANNEXE 6 : MATRICE DE CORRELATION (PEARSON) DES 18 VARIABLES DE CARACTERISTIQUES OU VARIABLES EXPLICATIVES DE PREMIER NIVEAU (VE1).	512
	ANNEXE 7 : MATRICE DE CORRELATION (PEARSON) DES 12 VARIABLES D'APPARTENANCE DIASPORIQUE OU VARIABLES EXPLICATIVES DE DEUXIEME NIVEAU (VE2).....	513
	ANNEXE 8 : MATRICE DE CORRELATION (PEARSON) DES 20 VARIABLES DE COMPORTEMENTS DIASPORIQUES OU VARIABLES DEPENDANTES (VD)	514
	ANNEXE 9 : INTERDEPENDANCE ENTRE LES VARIABLES EXPLICATIVES (VE1 ET VE2) ET LES VARIABLES DEPENDANTES (VD)	515

Bibliographie

1. ABAZOV R., 1999, *Economic Migration in Post-Soviet Central Asia: The Case of Kyrgyzstan*, Post-Communist Economies, Vol. 11, N° 2, p. 237-252
2. ADAMS R.H., 2006, *Remittances, Poverty, and Investment in Guatemala*, in Ozden C. et Schiff M. (2006), *International migration, remittances, and the brain drain*, Chapitre 2, copublication de la Banque Mondiale et Palgrave Macmillan, p. 53-81
3. ADAMS R.H., 2003, *International migration, remittances and the brain drain: a study of 24 labor-exporting countries*, World Bank Policy Research Working Paper No. 2972
4. ADAMS R.H. et PAGE J., 2003, *International Migration, Remittances and Poverty in Developing Countries*, Policy Research Working Paper No. 3179, World Bank (Poverty Reduction Group), Washington, DC.
5. AGGARWAL R., DEMIRGUC-KUNT A. et SOLEDAD MARTÍNEZ PERÍA M., 2006, *Do Workers' Remittances Promote Financial Development?*, World Bank Policy Research Paper 3957, Washington, D.C., World Bank
6. AGRAWAL A., KAPUR D. et MCHALE J., 2008, *Brain Drain or Brain Bank? The impact of Skilled Emigration on Poor-Country Innovation*, NBER Working Paper 14592, National Bureau of Economic Research, Cambridge, MA
7. AKNIN A., 2002, *Dynamiques migratoires et développement durable : vers des nouvelles réflexions*, Cahier du GEMDEV N°28, Développement durable : enjeux, regards et perspectives, Avril 2002, pp. 187-195
8. AMBROSETTI E. et TATTOLO G., 2008, *Le rôle des facteurs culturels dans les théories des migrations*, Démographie et cultures, disponible sur : <http://www.erudit.org/livre/aide/f/2008/001490co.pdf>
9. AMMASSARI, S., 2004, *Gestion des migrations et politiques de développement : optimiser les bénéfices de la migration internationale en Afrique de l'Ouest*, Cahiers de Migrations Internationales 72 F, Bureau International du Travail, Genève, disponible sur : <http://www.ilo.org/public/english/protection/migrant/download/imp/imp72f.pdf>
10. ANTEBY-YEMINI L. et BERTHOMIERE W., 2005, *Les diasporas : retour sur un concept*, Bulletin du Centre de recherche français de Jérusalem, p. 139-147, disponible sur : <http://bcrfj.revues.org/index57.html>
11. ARIF M., 2002, *L'Inde et sa puissance*, AFRI 2002, volume III, pages 119-134, disponible sur : <http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/IMG/pdf/FD001406.pdf>
12. ARMSTRONG J., 1976, *Mobilized and Proletarian Diasporas*, American Political Science Review 70 (2), p. 393-408.
13. ARPAD S., 2008, *The effects of labour force migration in Romania to the community countries – realities and perspectives*, Annals of Faculty of Economic, Vol. 1, Issue 1, p. 505-509
14. Banque Mondiale, 2006, *Migration and Development Brief 2 – Remittance Trends 2006*, Development Prospects Group, Migration and Remittances Team
15. Banque Mondiale, 2011, *Migration and Remittances Factbook*

16. Banque Mondiale, 2005, *Moldova: Opportunities for Accelerated Growth. A country Economic Memorandum for the Republic of Moldova*. Report N. 32876 - MD
17. Banque Mondiale, 2008, *Global Economic Prospects 2008: Technology Diffusion in the Developing World*, Washington D.C.: The World Bank.
18. Banque Mondiale, 2010, *Outlook for Remittance Flows 2010-2011*, Migration and Development Brief 12
19. Banque Mondiale, 2009, *Repenser la géographie économique, Rapport sur le développement dans le monde*, Washington, DC
20. BEINE M., DOCQUIER F. et RAPOPORT H., 2006, *Brain drain and human capital formation in developing countries: winners and losers*, Discussion Paper 2006-23,
21. BEINE M., DOCQUIER F. et RAPOPORT H., 2007, *Measuring International Skilled Migration: A New Database Controlling for Age of Entry*, World Bank Economic Review, 21 (2), p. 249 – 254
22. BEINE M., DOCQUIER F. et RAPOPORT H., 2001, *Brain Drain and Economic Growth: Theory and Evidence*, Journal of Development Economics, 64 (1), p. 275-289
23. BELLEMARE G. et BRIAND L., 2002, *Théorie de la structuration et de la modernité et applications à l'étude des organisations*, Cahier du CRISES, Collection Etudes théoriques
24. BERGSTEN C.F. et CHOI I., 2003, *The Korean Diaspora in the World Economy*, Institute for International Economics, Washington, DC.
25. BERRY J., 1997, *Immigration, Acculturation, and Adaptation*, Applied Psychology: An International Review, 46(1), p. 5-34.
26. BERTHIER D., 2005, *L'intentionnalité et le virtuel*, Intellectica, N° 40, p. 91-108.
27. BHAGWATI J., 2003, *Borders Beyond Control*, Foreign Affairs, Jan/Feb 2003, p. 98-104
28. BHAGWATI J. et HAMADA K., 1974, *The brain drain, international integration of markets for professionals and unemployment*, Journal of Development Economics, 1, 1, p. 19-42
29. BHAGWATI J. et RODRIGUEZ C., 1975, *Welfare theoretical analyses of the brain drain*, Journal of Development Economics, 2, 3, p. 195-222.
30. BILLAUDOT B., 2002, *Patrimoines productifs, secteur et territoire*, Géographie, Economie, Société, 4 (2002), p. 259-303
31. BILLAUDOT, B., 2004, *Proximité, réseaux et coordination industrielle : quelle articulation conceptuelle?*, Quatrièmes Journées de la Proximité, 17-18 juin 2004
32. BORJAS G.J. et BRATSBERG B., 1996, *Who leaves? The outmigration of the foreign-born*, Review of Economics and Statistics, 78(1), p.165-176
33. BORJAS, G.J., 1989, *Immigrant and Emigrant Earnings: A Longitudinal Study*, Economic Inquiry, Oxford University Press, vol. 27(1), Janvier, p. 21-37,
34. BORODAK D. et CAMPENS E., 2010, *Migration de retour et participation au marché du travail. Le cas de la Moldavie*, Cahier de recherche 6/2010
35. BOUBA O. et GROSSETTI M., 2005, *Une redéfinition des notions de proximité*, Séminaire du groupe de Proximité, Bordeaux, 31 mars et 1^{er} avril 2005

36. BOUDON R., et LAZARSELD P., 1965, *Le vocabulaire des sciences sociales, Concepts et indices*, Paris, Mouton
37. BOUHGA H., 2004, *A Theory of Workers' Remittances with an Application to Morocco*, IMF Working Paper 04/194, International Monetary Fund, Washington
38. BOURDEAU P., 2001, *La diaspora chinoise repensée, Etudes Internationales*, Vol. 32, N° 4, p. 783-795
39. BOURDIEU P., 1980, *Le capital social*, Actes de la recherche en sciences sociales, 31. p. 2-3
40. Booz & Company (2009), *La R&D peu touchée par la crise*, (11/02/2009), www.booz.com
41. BROWN M., 2000, *Using the intellectual diaspora to reverse the brain drain: Some useful examples*, Cape Town, University of Cape Town
42. BRUNEAU M., 1995, *Espaces et territoires de diasporas* en M. Bruneau (coord), *Diasporas*, Reclus
43. BRUNEAU M., 2000, *De l'icône à l'iconographie, du religieux au politique, réflexions sur l'origine byzantine d'un concept gottmannien*, *Annales de géographie*, T. 109, N° 616, p. 563-579.
44. BRUNEAU M., 2004, *Diasporas et espaces transnationaux*, Edition Economica, Collection Villes-géographie
45. BRUNEAU M., 2006, *Les territoires de l'identité et la mémoire collective en diaspora*, *L'Espace géographique* 4/2006, Tome 35, p. 328-333.
46. BURKI O. et MORDASINI M., 2009, *Envois de fonds par les émigrants : quel impact pour les pays pauvres ?*, *La vie économique, Revue de politique économique* 6-2009
47. BURKI S. J., 2001, *Diasporas, Remittances, and Homeland Development*, travail présenté lors de l'atelier de l'Organisation Internationale du Travail - Making the Best of Globalisation : Migrant Workers Remittances and Microfinance, 20-21 novembre, Genève
48. BusinessMagazin., 2010, *2 000 de manageri români lucrează în străinătate*, 25 octobre 2010, Nr. 301 (39/2010), www.businessmagazin.ro
49. CARRINGTON W.J. et DETRAGIACHE E., 1998, *How Big is the Brain Drain?*, Working Paper, International Monetary Fund, Washington, DC
50. CARROUE L., COLLET D. et RUIZ C., 2006, *La Mondialisation*, Bréal
51. CARSIGNOL-SING A., 2009, *La diaspora, instrument de la politique de puissance et de rayonnement de l'Inde à l'île Maurice et dans le monde*, *EchoGéo*, Numéro 10 | 2009, disponible sur : <http://echogeo.revues.org/11329>
52. CERVANTES M. et GUELLEC D., 2002, *The Brain Drain : Old Myths, New Realities*, OECD Observer
53. CHABAUD D. et al., 2005, *Évolution de l'analyse northienne des institutions*, *Revue économique* 3/2005, Vol. 56, p. 691-703
54. CHAMI R., C. FULLENKAMP et JAHJAH S., 2003, *Are immigrant remittances flows a source of capital for development?*, IMF Working Paper, WP/03/189
55. CHEONG Y.K., 2003, *Chinese business networks and their implications for South Korea*, Chapitre 3 dans BERGSTEN F. et CHOI I., 2003, *The Korean Diaspora in the world economy*, p. 31- 59

56. CHEUNG G.C.K., 2004, *Chinese Diaspora as a virtual-nation: interactive roles between economic and social capital*, Political Studies, Vol. 52, p. 664-684
57. CLIFFORD J., 1994, *Diasporas*, Cultural Anthropology, Vol. 9, N° 3, p. 302-338
58. COHEN R., 1997, *Global Diasporas: An Introduction*, UCL Press et Seattle: University of Washington Press
59. Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement (CNUCED), 2010, *World Investment Report : Investing in a low-carbon economy*, Genève et New-York
60. COLLETIS G. et PECQUEUR B., 2004 : *Révélation de ressources spécifiques et coordination située*, Colloque international sur “ l'économie de proximité ”, Marseille, 8-9 juin 2004, *Revue Economie et Institution*, 17 p.
61. COLLETIS G. et PECQUEUR B., 1993, *Intégration des espaces et quasi-intégration des firmes : vers de nouvelles rencontres productives ?*, *Revue d'Economie Régionale et Urbaine*, n° 3, p. 489-508
62. COMMANDER S., KANGASNIEMI M. et WINTERS L.A., 2002, *The Brain Drain: curse or boon? A survey of the literature*, CEPR/NBER/SNS International Seminar on International Trade, Stockholm, 24-25 Mai, 2002
63. Commission Mondiale sur les Migrations Internationales (CMMI), 2005, *Les migrations dans un monde interconnecté: nouvelles perspectives d'action*, Rapport, disponible sur : <http://www.gcim.org/mm/File/French.pdf>
64. COOPER J., 2006, *Of BRICs and Brains: Comparing Russia with China, India, and Other Populous Emerging Economies*, *Eurasian Geography and Economics*, 47, No. 3, p. 255-284
65. CORCUFF Ph., 1995, *Les nouvelles sociologies – La théorie de la structuration d'Antony Giddens*, Coll. 128, Paris, Nathan
66. COURBAGE Y., 1995, *Fertility Transition in the Mashriq and the Maghrib: Education, Emigration, and the Diffusion of Ideas*, in Obermeyer C. (Ed) *Family, Gender and Population Policy: Middle-Eastern Realities*, Cairo: American University in Cairo Press, p. 80-104
67. COX-EDWARDS A. et URETA M., 2003, *International migration, remittances and schooling: Evidence from El Salvador*, *Journal of Development Economics*, 72, p. 429-461
68. CUC M., LUNDBÄCK E. et RUGGIERO, 2005, *Migration and Remittances in Moldova*, International Monetary Fund, Washington D.C.
69. DAVONE R., 2005, *Diasporas and Development*, the World Bank
70. De HAAS H., 2005, *International migration, remittances and development: Myths and facts*, *Global Migration Perspectives*, N° 30, Global Commission on International Migration, Geneva
71. De HAAS H., 2008, *Migration and Development : A Theoretical Perspective*, International Migration Institute, James Martin 21st Century School, University of Oxford
72. DESAI M.A., KAPUR D., et McHALE J., 2001, *The Fiscal Impact of the Brain Drain: Indian Emigration to the U.S*, Third Annual NBER-NCAER Conference, Neemrana, India, December 17-18.
73. De TINGUY A., 1998, *Russie : dix ans de migrations, reflets d'un monde en transition*, dans *Politique étrangère* N°4 – 1998 – 63e année, p. 795-806

74. De TINGUY A., 2001, *L'élargissement à l'est de l'Union, un nouveau défi pour l'Europe réunifiée*, Hommes et Migrations, Europe, Ouvertures à l'Est, N° 1230, Mars-avril 2001
75. De TINGUY A., 2002, *Le retour des Russes : où en est la Russie aujourd'hui ?*, Hommes et Migrations, janvier-février 2002, N° 1235, p. 16-27
76. De TINGUY A., 2004, *La grande migration. La Russie et les Russes depuis l'ouverture du rideau de fer*, Plon, Paris
77. DE TINGUY A., 2009, *Le retour de l'influence russe ou la fin de « l'étranger proche*, Colloque, CERI, 6 novembre 2009, disponible sur : http://www.ceri-sciencespo.com/cerifr/transversal/06112009/a_tinguy.pdf
78. DEVANE R., 2006, *The Dynamics of Diaspora Networks: Lessons of Experience*, in KUZNETSOV E., 2006, *Diaspora Networks and the international migration of skills. How countries can draw on their talent abroad*, World Bank Institute Development Studies, Washington, DC, p. 3-21
79. DEVAN J. et TEWARI P.S., 2001, *When the Best Brains Go Abroad*, McKinsey Quarterly, Brains Abroad, No. 4, 2001
80. DHUME S., 2002, *From Bangalore to Silicon Valley and back: How Indian Diaspora in the United States is changing India*, in India Briefing: Quickening the Pace of Change, ed. Alyssa Ayres et Philip Oldenbur, Armonk, NY:M.E. Sharpe
81. DIMINESCU D., 2005, *Le migrant connecté - Pour un manifeste épistémologique*, Telecom Paris Tech/ FMSH Paris, Cerisy, juin 2005, paru in Migrations/Société, Vol.17, N° 102, p. 275-292
82. DOCQUIER F., 2007, *Fuite des cerveaux et inégalités entre pays*, Revue d'économie du développement, Vol. 21 (2), p. 49-88
83. DOCQUIER F. et MARFOUK A., 2006, *International Migration by education attainment 1990-2000*, Chapitre 5, in Caglar Ozden et Maurice Schiff (2006), *International migration, remittances, and the brain drain*, copublication Banque Mondiale et Palgrave Macmillan, p. 151 -201
84. DOCQUIER F. et RAPOPORT H., 2005, *Migration du travail qualifié et formation de capital humain dans les pays en développement : un modèle stylisé et un revue de la littérature récente*, La Documentation française/Economie Internationale, 2005/4 – N° 104, p. 5-26
85. DOCQUIER F. et RAPOPORT H., 2007, *Skilled migration : the perspective of developing countries*, IZA Discussion Paper Series, N° 2873
86. DOCQUIER F. , OUSMANE F. et PESTIEAU P., 2008, *Is Migration a Good Substitute for Education Subsidies*, The World Bank, Policy Research Working Paper, N°4614, May 2008
87. DOCQUIER F., LOHEST O. et MARFOUK A., 2007, *Brain Drain in Developing Countries*, The World Bank Economic Review, 21 (2), p. 193 -218
88. DORAI M.K., 2005, *Les Palestiniens : vers l'émergence d'une diaspora de réfugiés ?* texte publié dans Anteby-Yemini, Lisa ; Berthomière, William ; Sheffer, Gabriel (2005) « Les diasporas : 2000 ans d'histoire »
89. DORAI M.K., HILY M., LOYER F., et MA MUNG E., (dir.), 1998, *Bilan des travaux sur la circulation migratoire*, Ministère de la solidarité et de l'emploi, Poitiers, Migrinter
90. DOS SANTOS D. et POSTEL-VINAY F., 2003, *Migration as a source of growth: the perspective of a developing country*, Journal of Population Economics 16(1), p. 161-75

91. DUFOIX S., 1999, *Chronique bibliographique : l'objet diaspora en questions*, Cultures & Conflits, N° 33-34, disponible sur : <http://conflits.revues.org/index495.html>
92. DUFOIX S., 2004, De 'Diaspora' à 'diasporas'. *La dynamique d'un nom propre*, intervention à l'université de Paris I, le 6 mars 2004, disponible sur : <http://histoire-sociale.univ-paris1.fr/Sem/Dufoix-paris1.pdf>
93. DUFOIX S., 2004a, *Généalogie d'un lieu commun "Diaspora" et sciences sociales*, Actes de l'histoire de l'immigration, disponible sur : <http://barthes.ens.fr/clio/revues/AHI/articles/preprints/duf.html>
94. DUFOIX S., 2006, *Nations extra-territoriales et nations ultra-étatiques : de nouvelles formes historiques de la nation*, Controverses, octobre 2006, N° 3, p. 115-134
95. DUFOIX S., 2004b, *Gabriel Sheffer, Diaspora politics. At home Abroad*, Critique internationale 2/2004, N° 23, p. 143-147.
96. DULEEP H.O., 1994, *Social Security and the Emigration of Immigrants*, ORS Working Paper Series, no 60, Social Security Administration Office of Research and Statistics, Washington, DC
97. DUMONT G.F., 1997, *Métropolisation et régionalisation en France : des processus divergents ou complémentaires ?*, in Claval Paul et Sanguin, André-Louis, (1997) *Métropolisation et politique*. Paris, L'Harmattan (Coll. « Géographie et cultures ») p. 229-239
98. DUSTMANN C., 2003, *Children and return migration*, Journal of Population Economics, 16 (4), p. 815-830
99. DUSTMANN C., 2003, *Return Migration, Wage Differentials, and the optimal migration duration*, European Economic Review, Vol. 47, Issue 2, p. 353-369
100. DUSTMANN C. et KIRCHKAMP O., 2001, *The optimal migration duration and activity choice after Re-migration*, IZA Discussion Paper N° 266
101. DUSTMANN C., 2001, *Why Go Back? Return Motives of Migrant Workers*, in DJAJIC S., *International Migration: Trends, Policy and Economic Impact*, Routledge, London
102. ECKERT D., 2004, *Les Russes dans "l'étranger proche" au seuil du XXIe siècle*, Mappemonde N°76 (4-2004), disponible sur : <http://mappemonde.mgm.fr/num4/lieux/lieux04401.html>
103. ELIASSON G., 1996, *Firm Objectives, Controls and Organization: The Use of Information and the Transfer of Knowledge within the Firm*, Kluwer Academic Publishers, Dordrecht, The Netherlands/Boston, Massachusetts/London, England
104. ELLERMAN D., 2003, *Policy Research on Migration and Development*, Policy Research Working Paper 3117, World Bank, Washington, DC.
105. ELLERMAN D., 2006, *The Dynamics of Migration of the Highly Skilled: a Survey of the Literature* in KUZNETSOV E., 2006, *Diaspora Networks and the international migration of skills. How countries can draw on their talent abroad*, World Bank Institute Development Studies, Washington, DC, p. 21-59
106. Eurostat, 2000, *Facteurs d'attraction et de répulsion à l'origine des flux migratoires internationaux*, Eurostat Working Papers (3/2000/E/n°14), <http://www.uni-mannheim.de/edz/pdf/eurostat/01/KS-AP-01-023-FR-I-FR.pdf>
107. FAINI R. et VENTURINI A., 1994, *Migration and Growth: The Experience of Southern Europe*, CEPR Discussion Papers 964

108. FAINI R., 2007, *Remittances and the Brain Drain: Do more skilled migrants remit more?* The World Bank Economic Review, Vol. 21, No. 2, p. 177-193
109. FARGUES Ph., 1993, *Demographic explosion or social upheaval?*, in *Democracy without Democrats?*, London: I.B. Tauris, p. 155-181
110. FARGUES Ph., 2006, *The Demographic Benefit of International Migration: Hypothesis and Application to Middle Eastern and North African Contexts*, World Bank Policy Research Working Paper 4050, November 2006
111. FAVEREAU O., 1989, *Marchés internes, marchés externes*, *Revue économique*, Volume 40, N°2, p. 273-328
112. Fédération Internationale des ligues des Droits de l'Homme (FIDH), 2009, *Kazakhstan / Kyrgyzstan: Exploitation of migrant workers, protection denied to asylum seekers and refugees*, Octobre, N°530a
113. FELD S., 2003, *Approches économiques des migrations internationales. Conséquences dans les pays d'accueil et effets sur la main-d'œuvre dans l'Union Européenne et particulièrement au Luxembourg*, Groupe de Recherches Economiques et Sociales sur la Population, Université de Liège, Belgique (GRES P)
114. Fonds Monétaire International (FMI), 2009, *BRICs drive global economic recovery*, IMF Survey Magazine, juillet 2009, disponible sur: <http://www.imf.org/external/pubs/ft/survey/so/2009/rea072209a.htm>
115. FOURCADE M.B., 2010, *Les musées domestiques de la communauté arménienne*, Le patrimoine immatériel de l'Amérique française / responsable scientifique Laurier Turgeon, *Ethnologie française*, N° 3, p. 437-446
116. FOUREL J., 2003, *Fuite et circulation des cerveaux: les défis américains et asiatiques*, *Annales des Mines*
117. FRANCHINEAU H., 2005, *De la régionalisation au régionalisme : la diaspora chinoise et l'intégration de la Chine en Asie du Sud-est*, Séminaire de Mr Bach « Régionalismes et Régionalisation : analyses comparées »
118. FREINKMAN L., 2001, *Role of the Diaspora in Transition Economies: Lessons from Armenia*, http://www.aiprg.net/UserFiles/File/archive/role_of_the_diasporas_in_transition_economies.pdf
119. FROBERT L. et FERRATON C., 2003, *Albert Otto Hirschman : les fondements d'une société démocratique de marché*, *Alternatives économiques*, *L'Economie Politique*, 2003/4 – n°20
120. GERMENJI E. et GEDESHI I., 2008, *Highly Skilled Migration from Albania : an assessment of current trends and the ways ahead*, January 2008, Working Paper T-25, Development Research Center on Migration, Globalisation and Poverty, disponible sur: http://www.migrationdrc.org/publications/working_papers/WP-T25.pdf
121. GHERVAS S., 2006, *Les Moldaves, le passeport roumain et l'Europe : incompréhension sur fond de misère*, Dossier «Bulgarie, Roumanie : enjeux d'une nouvelle adhésion», 15/11/2006, *Revue Regard sur l'Est*
122. GIDDENS A., 1987, *La constitution de la société: éléments de la théorie de la structuration*, PUF, Paris
123. GILLY J.P. et LUNG Y., 2005, *Proximités, secteurs et territoires*, Cahiers du GRES N° 2005-09

124. GILLY J.P. et TORRE A., 2000, *Dynamiques de Proximité*, L'Harmattan, Paris
125. Global Sachs Global Economics, 2010, *Is this the "BRICs Decade?"* 20 mai 2010, N° : 10 :03, disponible sur : <http://www2.goldmansachs.com/ideas/brics/brics-decade-doc.pdf>
126. GOLDRING L., 2004, *Family and Collective Remittances to Mexico: A Multi-Dimensional Typology of Remittances*, *Development and Change in 35*, ed. , 2004, p. 799–840
127. GORBOFF M., 1995, *La Russie fantôme : l'émigration russe de 1920 à 1950*, L'Age d'Homme
128. GOULD D., 1994, *Immigration links to the home country: empirical implications for U.S. Bilateral Trade Flows*, *The Review of Economics and Statistics*, Vol. 72, N° 2, Mai, p. 302-316
129. GRANOVETTER M., 1994, *Les institutions économiques comme constructions sociales : un cadre d'analyse*, dans ORLEAN A (eds.), *Analyse économique des conventions*, PUF, Paris, p. 79-85
130. GRANOVETTER M., 1973, *The Strength of the Weak Ties* , *American Journal of Sociology*, 78, p. 1360-1380
131. GROSSETTI M., 1999, *Une théorie relationnelle de la proximité*, Deuxièmes journées de la proximité, LEREPS, Toulouse, 19-20 Mai 1999
132. GROU P., CICCHINI J., HAMARD G. et MERTENS- SANTAMARIA D., 2007, *Pour Un Redécoupage Des Régions Françaises - Mondialisation Économique et Taille Des Régions*, Collection : Questions Contemporaines, L'Harmattan
133. GRUBEL H.B. et SCOTT A.D., 1966, *The international flow of human capital*, *American Economic Review*, 56, p.268-274
134. GUILLEMOT D., PETOUR P. et ZAJDELA H., 2001, *Trappe à chômage ou trappe à pauvreté : quel est le sort des allocataires du RMI*, disponible sur : <ftp://mse.univ-paris1.fr/pub/mse/cahiers2002/R02026.pdf>
135. GUILMOTO C.Z. et SANDRON F., 2000, *La dynamique interne des réseaux migratoires dans les pays en développement*, *Population* 55 (1), p. 105-136
136. GUPTA S., POWELL R. et YANG Y., 2006, *Les défis macroéconomiques de l'expansion de l'aide à l'Afrique: repères à l'intention des praticiens*, Fonds Monétaire International
137. HARRIS R.G., 2003, *Les Liens en Amérique du Nord : Occasions et défis pour le Canada*, University of Calgary Press
138. HEAD K. et RIES J. ,1998, *Immigration and trade creation : econometric evidence from Canada*, *Canadian Journal of Economics*, 31(1), p. 47-62
139. HEC Eurasia Institute, 2007, *Les entreprises chinoises à la conquête du monde*, octobre 2007, HEC Paris
140. HILY M-A., BERTHOMIERE W. et MIHAYLOVA D., 2004, *La notion de «réseaux sociaux» en migration*, *Hommes et migrations*, n°1250, 2004, p. 6-12.
141. HIRSCHMAN A., 1970, *Exit, Voice and Loyalty*, Cambridge, MA; Harvard University Press
142. HORVATH I., 2007, *Romania*, Country Profile No. 9, Focus-Migration, disponible sur: <http://www.focus-migration.de/Romania.2515.0.html?&L=1>
143. HUSSERL E., 1931/1994, *Méditations cartésiennes*, Armand Colin, PUF, Paris

144. Infos-russes, 2011, *Une nouvelle étape clé pour la mise en œuvre du projet de l'Institut de Technologie de Skolkovo*, 2/11/2011
145. Istituto Nazionale di Statistica, La popolazione straniera residente in Italia (1 gennaio 2010), www.istat.it
146. ISKANDER N., *Pratique sociale et projet productif: l'expérience Tres Por Uno (Trois pour un) au Zacatecas, Mexico*, chapitre 14, in *Objectif développement – Migrations, transferts de fonds et développement*, OCDE 2005
147. JENNISSSEN, R., 2006, *Economic theories of international migration and the role of immigration policy*, Research and Documentation Centre of the Dutch Ministry of Justice (WODC) and Netherlands Interdisciplinary Demographic Institute (NIDI), disponible sur: <http://epc2006.princeton.edu/download.aspx?submissionId=60112>
148. KAPUR D., 2001, *Diasporas and Technology Transfer*, Journal of Human Development, Vol.2, N° 2, p. 265-86
149. KAPUR D., 2010, *Diaspora, Development, and Democracy: The Domestic Impact of International Migration from India*, Princeton University Press
150. KAPUR D. et McHALE J., 2005, *Give us your best and brightest. The global hunt for talent and its impact on the developing world*, Washington, DC: Center for Global Development.
151. KUZNETSOV Y., 2006, *Diaspora Networks and the international migration of skills. How countries can draw on their talent abroad*, World Bank Institute Development Studies, Washington, DC
152. KUZNETSOV Y. et SABEL Ch., 2006, *International Migration of talent, diaspora networks, and development: overview of main issues*, in ed. Kuznetsov Y., 2006, *Diaspora Networks and the international migration of skills. How countries can draw on their talent abroad*, World Bank Institute Development Studies, Washington, DC
153. LAM A., 1998, *Tacit Knowledge, Organizational Learning and Innovation : A Societal Perspective*, Druid Working Paper, N° 98-22
154. LARUELLE M., 2006, *La question des Russes du proche-étranger en Russie (1991-2006)*, Étude du Ceri, Paris, Ceri, no.126, May 2006, 38 p., disponible sur : <http://www.ceri-sciencespo.com/publica/etude/etude126.pdf>
155. LĂZĂROIU S. et ALEXANDRU M., 2008, *Who is Coming after Who is Leaving? Labour Migration in the Context of Romania's Accession to the EU. Country Report*. International Organization for Migration, Geneva
156. LEVITT P., 1996, *Social Remittances: A Conceptual Tool for Understanding Migration and Development*, Working Paper Series N° 96.04
157. LEVITT P., 1999, *Social Remittances: A Local-Level, Migration-Driven Form of Cultural Diffusion*, International Migration Review, Vol. 32(124), p. 926–949.
158. LODIGIANI E., 2008, *Diaspora externalities and Technology Diffusion*, IRES discussion paper 2008-08, Université Catholique de Louvain
159. LODIGIANI E., 2009, *Diaspora Externalities as a Cornerstone of the New Brain Drain Literature*, Center for Research in Economic Analysis, CREA Discussion Paper 2009-03, University of Luxembourg

160. LOWELL B.L., FINDLAY A. et STEWART E., 2004, *Brain strain: Optimising highly skilled migration from developing countries*, Asylum and Migration Working Paper No. 3, Institute for Public Policy Research, London
161. LOWELL L.B. et GEROVA S., 2004, *Diasporas and Economic Development: State of Knowledge*. World Bank, Washington DC
162. LOWELL L.B. et FINDLAY A., 2002, *Migration of Highly Skilled Persons from Developing Countries: Impact and Policy Responses*, Project Report for ILO and DFID.
163. LOWELL, L.B. et De La GARZA R.O, 2000, *The Developmental Role of Remittances in US Latino Communities and in Latin American Countries*, A Final Project Report, Inter-American Dialogue
164. LUCAS R.E.B. et STARK O., 1985, *Motivations to Remit: Evidence from Botswana*, Journal of Political Economy, October 93, p. 901-918
165. LUCAS R.E.B, 2001, *Diaspora and Development: Highly Skilled Migrants from East Asia*, Report prepared for the World Bank
166. LÜCKE M., TOMAN O.M. et PINGER P., 2007, *Patterns and Trends of Migration and Remittances in Moldova*, The Kiel Institute for the World Economy
167. LUNDEVALL B.A., 1997, *Information technology in the learning economy: challenges for development strategies*, Communications and Strategies 28, p. 177-192
168. LUNDEVALL, B.A., 1992, *Explaining Interfirm Cooperation- the Limits of Transaction Cost Approach*, dans Grabher, G. (dir.). The Embedded Firm: On the Socioeconomics of Industrial Networks. London, Routledge
169. MA MUNG E., 1999, *La dispersion comme ressource*, Cultures & Conflits, 33-34, printemps-été 1999, disponible sur : <http://conflits.revues.org/index225.html>
170. MA MUNG E., 1992, *Dispositif économique et ressources spatiales : éléments d'une économie de diaspora*, Revue Européenne des Migrations Internationales ; La diaspora chinoise en Occident, Vol. 8, N. 3
171. MA MUNG E., 2000, *La diaspora chinoise- géographie d'une migration*, Collection GéOphrys
172. MA MUNG E., 1998, *La diaspora chinoise : intégration locale et territoire global*, Cultures en mouvement, n°10, 1998, p. 43-46
173. MAKAROV V., 2009, *IT Outsourcing: Global Trends, Russia's Place in the Global Market*, AEB ICT Committee meeting
174. MARAT E., 2009, *Migration in Central Asia: Implications of the Global Economic Crisis*, Central Asia – Caucasus Institute, Silk Road Studies Program
175. MASSEY D.S., 1988, *Economic development and international migration in comparative perspective*, Population and Development Review, Vol.14, N° 3, (Sep.), p. 383-413.
176. MASSEY D.S., ALARCON R., DURAND J., GONZALEZ M., 1987, *Return to Azlan: the social process of international migration from western Mexico*, University of California Press, Berkeley
177. MASSEY D.S., ARANGO J., HUGO G., KOUAOUZIA A., PELLEGRINO A. et TAYLOR J.E., 1993, *Theories of International Migration: A review and Appraisal*, Population and Development Review, Vol. 19, N° 3. (Sep.), p. 431-466

178. McKENZIE D. et RAPOPORT H., 2006, *Can Migration Reduce Educational Attainment ? Evidence from Mexico*, Policy Research Working Paper Series 3952, Banque Mondiale, Washington, DC.
179. METCALFE R., 1998, *Asian tour provides useful insight on Silicon Valley worldwide Internet edge*, InfoWorld, March 2
180. MEYER J.B., 2004, *Les diasporas de la connaissance : atout inédit de la compétitivité du Sud*, Revue internationale et stratégique, n° 55, 2004, p. 69-76.
181. MEYER J.B., 2008, *La circulation des compétences, un enjeu pour le développement*, Annuaire suisse de politique de développement [En ligne], Vol. 27, n°2 | 2008, disponible sur <http://aspd.revues.org/167>
182. MEYER J.B., 2003, *Diasporas: concepts et pratiques*, Chapitre 3 dans *Diaspora scientifiques*, IRD éditions
183. MEYER J.B., 2007, *Building Sustainability : The new frontier of Diaspora knowledge networks*, Center on Migration, Citizenship and Development – Working Papers, N° 35
184. MEYER J.B. et al., 1997, *Turning Brain Drain into Brain Gain: the Colombian Experience of the Diaspora Option*, Science, Technology and Society Vol. 2, N° 2 , p. 285-317
185. MEYER J.B. et BROWN M., 1999, *Scientific Diasporas: A New Approach to the Brain Drain*, World Conference on Science, UNESCO-ICSU, Budapest, Hungary, 26 June – 1 July 1999.
186. MEYER J.B. et FIBBI R., 2002, *Introduction : le lien plus que l'essence*, in *Diasporas, Développements et Mondialisations*, IRD, 2002, p. 5-22
187. MICHELAT G. et SIMON M., 1978, *Religion et comportement politique*. In : *Revue française de sociologie*, Vol.19, N° 19-3, p. 455-460
188. MINASSIAN T.T. et BRUNEAU M., 2004, *Diasporas et espaces transnationaux*, *Balkanologie*, Vol. VIII, n° 1
189. Ministère des Affaires Etrangères du Sénégal, *Contexte, Raisons et objectifs, Raison de l'assistance du PNUD*, disponible sur : http://www.diplomatie.gouv.sn/maeuase/tokten_raisons.htm
190. Ministère des Affaires Etrangères, de l'Union Africaine et des Sénégalais de l'extérieur, 2002, *Note de présentation du projet TOKTEN Sénégal*
191. MONSUTTI A., 2008, *Migration et développement : une histoire de brouilles et de retrouvailles*, Annuaire suisse de politique de développement, Vol.27, N° 2, <http://aspd.revues.org/162>
192. MORA J. et TAYLOR J. E., 2005, *Determinants of Migration, Destination, and Sector Choice: Disentangling Individual, Household, and Community Effects*, in Çaglar Özden and Maurice Schiff, Eds., *International Migration, Remittances, and the Brain Drain*. New York: Palgrave Macmillan, p. 21-53
193. MOROKVASIC M., 2003, *Migrations et diasporas : les Balkans mobiles*, *Balkanologie*, Vol. VII, n° 1 | juin 2003, p. 11-17
194. MOSNEAGA V., 2006, *Migrations économiques en Europe : flux, tendances, répercussions*, Colloque du 18 décembre 2006 organisé au CERI : *Migrations Est-Ouest en Europe : une ressource pour les pays de départ et d'accueil ?*, disponible sur : <http://www.ceri-sciences-po.org>

195. MOUNTFORD A., 1997, *Can a brain drain be good for growth in the source economy?*, Journal of Development Economics, 53 (2), p. 287-303
196. Banque Nationale du Kirghizstan, 2010, *Balance of Payments of the Kyrgyz Republic: first quarter 2010*, juillet 2010, Bishkek, www.nbkr.kg
197. Banque Nationale de Moldavie, 2011, *Balance of Payments of the Republic of Moldova over 9 months of 2010*, Chisinau, www.bnm.org
198. Banque Nationale de Moldavie, 2010, *Balance of payments of the Republic of Moldova for 2009 (final data)*, September 2010, Chisinau, www.bnm.org
199. Banque Nationale de Roumanie, 2009, *Annual Report 2009 - Romania's balance of payments and international investment positions*, Bucarest, www.bnro.ro
200. NEDELUCU M., 2002, *L'utilisation d'un espace virtuel par une communauté de professionnels immigrés: vers une nouvelle forme d'organisation diasporique?*, Autrepart (22), p. 147-165
201. NEDELUCU M., 2002, *E-stratégies migratoires et communautaires : le cas des Roumains à Toronto*, Hommes et Migrations N°1240, Novembre-décembre 2002, p. 42-52
202. NEDELUCU M., 2003, *Les technologies d'information et de communication : support de l'émergence d'une diaspora roumaine ?*, Balkanologie, Vol. VII, n° 1 | juin 2003
203. NEDELUCU M., 2004, *Vers une nouvelle culture du lien: les e-pratiques locales et transnationales des migrants roumains hautement qualifiés*, in NEDELUCU M., 2004, *La mobilité internationale des compétences. Situations récentes, approches nouvelles*, L'Harmattan, Paris, p. 77-103
204. NEDELUCU M., 2006, *Les nouvelles technologies, creuset d'une nouvelle dynamique diasporique des Roumains*, in Chivallon C. et Berthomière W. (ed.), *Les diasporas dans le monde contemporain*. Paris, Coédition Karthala & MSHA, p. 159-174
205. NEDELUCU M., 2009, *Le migrant online. Nouveaux modèles migratoires à l'ère du numérique*, Paris, Ed. L'Harmattan, collection « Questions sociologiques »
206. NEWLAND K. et TAYLOR C., 2010, *Heritage Tourism and Nostalgia Trade: a Diaspora niche in the development landscape*, Migration Policy Institute, Washington DC.
207. NEWLAND K. et PATRICK E., 2004, *Beyond remittances: the role of Diaspora in poverty reduction in their countries of origin*, a scoping study by the Migration Policy Institute for the Department of International Development
208. NORTH D., 2005, *Understanding the Process of Economic Change*, Princeton University Press, traduction française, 2005, *Le processus du développement économique*, Paris, Éditions d'Organisation
209. NORTH D. C., 1996, *Economic Performance Through Time: The Limits to Knowledge*, Economics Working Paper, disponible sur: <http://econwpa.wustl.edu:8089/eps/eh/papers/9612/9612004.pdf>
210. NYBERG SORENSEN N., 2005, *The Development Dimension of Migrant Remittances Towards a Gendered Typology*, International Forum on remittances, IDB Conference Centre in Washington
211. OLESEN H, 2002, *Migration, return and development: an institutional perspective*, International Migration, 40 (5), p. 125 – 150
212. OCDE, 2006, *Examens de l'OCDE des politiques de l'investissement : Chine, Politiques ouvertes envers les fusions et acquisitions*, Paris
213. OCDE, 2006, *Perspectives des Migrations Internationales: Sopemi – Edition 2006*, Paris

214. OCDE, 2007, *Science, Technologie et industrie : tableau de bord de l'OCDE*
215. OCDE, 2009, *Perspectives économiques de l'Amérique latine 2010*, Centre de développement de l'OCDE, Paris
216. OCDE (2010), *L'aide au développement a augmenté en 2009 et la plupart des donateurs atteindront les objectifs d'aide pour 2010*, Paris
217. OIM, 2007, *Remittances in Moldova*
218. OIM, 2008, *Migration in Moldova: A country Profile*
219. OIM, 2008, *Migration in Romania: A country Profile*
220. OIM, 2005, *Migration and Remittances in Moldova*, rapport préparé par CBS-AXA Consultancy, Moldavie, Chisinau
221. OIM, 2005, *Трудовая миграция в странах Центральной Азии, Российской Федерации, Афганистане и Пакистане*. Аналитический обзор. Европейская Комиссия. OIM, Almaty
222. ONU, 2006, *International Migration Report 2006: A Global Assessment*, Department of Economic and Social Affairs, Population Division
223. OSCE, 2009, *Impact of the Global Financial Crisis on Labour Migration from Kyrgyzstan to Russia*, Bishkek
224. OROZCO M., 2005, *Transnationalism and development: trends and opportunities in Latin America*, in Maimbo S.M. et Ratha D. (2005), *Remittances: Development impact and futures prospects*, Banque Mondiale, Washington, D.C
225. OTA M. et FUJITA M., 1993, *Communication technologies and spatial organization of multi-unit firms in metropolitan areas*, *Regional Science and Urban Economics* 23, p. 695-729
226. Overseas Indian Facilitation Center (OIFC), 2007, *Promoting Investments from the Indian Diaspora: a new beginning*
227. OZDEN C. et SCHIFF M., 2006, *International Migration, Remittances, and the Brain Drain*, copublication de la Banque Mondiale et Palgrave Macmillan
228. PANDEY A., AGRAWAL A., DEVANE R. et KUZNETSOV Y., 2006, *The Indian Diaspora: a unique case ?*, in KUZNETSOV Y., 2006, *Diaspora Networks and the international migration of skills. How countries can draw on their talent abroad*, World Bank Institute Development Studies, Washington, DC
229. PARMENTIER F., 2006, *La Moldavie et les dynamiques migratoires, frein ou moteur d'eupéanisation ?*, Colloque du 18 décembre 2006 organisé au CERI : Migrations Est-Ouest en Europe : une ressource pour les pays de départ et d'accueil ? , <http://www.ceri-sciences-po.org>
230. PECOUD A., 2004, *Réseaux, ethnicité et institutions dans les économies immigrées*, *Hommes et Migrations* N° 1250, Juillet-août 2004, p. 13-23
231. PECQUEUR B. et ZIMMERMANN J. B., 2004, *Économie de proximités*, Hermès, Paris
232. PERETZ P., 2004, *Diasporas, un concept et une réalité devant inspirer le soupçon ?*, *Hypothèses* 1/2004, p. 137-146, disponible sur : www.cairn.info/revue-hypotheses-2004-1-page-137.htm.
233. POLANYI M., 1966, *The Tacit Dimension*, London: Routledge and Kegan Paul
234. PONTI J. E., 2007, *Immigration et diaspora : Un regard africain*, Maisonneuve et Larose

235. PORTES A., 1999, *La mondialisation par le bas. L'émergence des communautés transnationales*, Actes de la recherche en sciences sociales, N° 129, Septembre 1999, p. 15-25
236. PORTES A., HALLER W. et GUARNIZO L. E., 2002, *Les entrepreneurs transnationaux : une forme alternative d'adaptation économique des immigrants*, in PERALDI M. (dir.), *La Fin des norias ? Réseaux migrants dans les économies marchandes*, Maisonneuve & Larose/Maison méditerranéenne des sciences de l'homme, 2002
237. PREVELAKIS G., 1996, *Les réseaux des diasporas*, Actes du colloque de Chypre, L'Harmattan, Paris, p.29-34
238. PREVELAKIS G., 2005, *Les diasporas comme négation de l'idéologie géographique*, dans ANTEBY-YEMINI L., BERTHOMIERE W., SHEFFER G., *Les diasporas. 2000 ans d'histoire*, Presses Universitaires de Rennes, p.113-124
239. Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), 2009, *Lever les barrières : Mobilité et développement humains*, Rapport Mondial sur le développement humain, disponible sur : http://hdr.undp.org/en/media/HDR_2009_FR_Complete.pdf
240. Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), Moldova, <http://www.undp.md/publications/2006NHDR/index.shtml>
241. PROULX S., 2008, *Des nomades connectés : vivre ensemble à distance*, Hermès, N° 51, p. 155-160
242. PUTNAM R., 1995, *Bowling Alone : America's Declining Social Capital*, Journal of Democracy, 6 :1, p. 65-78
243. RALLET A., 2002, *L'économie de proximité: Propos d'étape*, *Etudes et Recherches sur les systèmes agraires et le développement*, Vol.33, p. 11-25
244. RALLET A. et TORRE A., 2004, *Proximité et localisation*, Economie rurale N° 280, p. 25-41
245. RALLET A., 2002, *L'économie de proximités. Propos d'étapes*, *Etudes et Recherche sur les Systèmes Agraires et le Développement*, INRA, N° 33, p. 11-25
246. RATHA D. et MOHAPATRA S., 2007, *Increasing the Macroeconomic Impact of Remittances on Development*, Development Prospects Group, World Bank, Washington D.C.
247. RATHA D., MOHAPATRA S. et SILWAL A., 2010, *Outlook for Remittance Flows 2010-2011*, Migration and Development Brief 12, April 2010, Banque Mondiale
248. RAUCH J.E, 2001, *Business and social networks in international trade*, Journal of Economic Literature, p. 1177-1203
249. RAUCH J.E. et TRINDADE V., 2002, *Ethnic Chinese networks in international trade*, Review of Economics and Statistics, p.116-130
250. REDFIELD R., LINTON R. et HERSKOVITS M., 1936, *Memorandum on the study of acculturation*, American Anthropologist, Vol. 38, N°1, p. 149-152
251. Représentation commerciale de la Fédération de Russie en France, Bulletin d'Information, Juillet-Août 2010, N° 68
252. ROJOT J., 2000, *La théorie de la structuration chez Anthony Giddens*, In D. Autissier et F. Wacheux (dir.) *Structuration et management des organisations*, L'Harmattan, Paris, p. 69-89
253. ROSTOW W.W., 1960, *The Stages of Economic Growth: A Non-Communist Manifesto*, Chapitre 2, "The Five Stages of Growth-A Summary," Cambridge University Press, p. 4-16

254. RUSSOFT, 2009, *Russian Software Developing Industry and Software Exports: 6th Annual Survey*, St. Petersburg: RUSSOFT
255. RYAZANTSEV S. V. et TKACHENKO M. F., 2007, *Modern Russian Diaspora: Circumstances of Formation and Assimilation*, 3rd International Symposium on language policy in Toluca-City, Mexico. 2007
256. SAFRAN W., 1991, *Diasporas in Modern Societies: Myths of Homeland and Return*, *Diasporas: A Journal of Transnational Studies*, Vol. 1, N° 1, p. 83-99
257. SAMAGANOVA A., 2008, *Le cluster du logiciel de Saint-Pétersbourg : une analyse en termes de ressources territoriales*, Thèse de doctorat en Sciences Economiques à l'UPMF
258. SAMAGANOVA A. et SAMSON I., 2007, *Typologies de ressources et ouverture des territoires*, XLIII^e colloque de l'ASRDLF Grenoble-Chambéry, 11-13 juillet 2007
259. SAMSON I., 2008, *Medium-term prospects for the Georgian economy*, *Georgian Economic Trends*, GEPLAC Tbilisi, Feb. 2008, p. 63-77
260. SAMSON I., BENLOUNES F. et CHI J., 2005, *Indicateurs de développement durables et typologies territoriales de l'Algérie dans une perspective 2025*, Colloque International « Indicateurs territoriaux du développement durable », Université Paul Cézanne – Aix-Marseille III – Faculté d'Économie Appliquée, CEREFI, 1^{er} et 2 décembre 2005
261. SANDU D. et al., 2006, *Living Abroad on a Temporary Basis. The Economic Migration of Romanians: 1990-2006*, Open Society Foundation, Bucarest
262. SAXENIAN A., 1999, *Silicon Valley's New Immigrant Entrepreneurs*, San Francisco, CA: Public Policy Institute of California, disponible sur: <http://www.ppic.org/publications/PPIC120/index.html>
263. SAXENIAN A., 2005, *From Brain Drain to Brain Circulation: transnational communities and regional upgrading in India and China*, *Studies in Comparative International Development*, Summer 2005, Vol. 40, N° 2, p. 35-61
264. SAXENIAN A., 2006, *The new Argonauts, regional advantage in the global economy*, Harvard University Press
265. SCHWARTZ, R., 2007, *Exploring the Link between Moldovan Communities Abroad and Moldova*, IOM and SIDA, Chisinau.
266. SCIORTINO S., 2004, *"Diaspora" et nation : un rapport problématique. L'exemple des communautés chinoise et indienne d'outre-mer*, Disponible sur : <http://www.ceri-sciencespo.com/themes/asia/ceri/enseignements/memoire/sciortino.pdf>
267. SHEFFER G., 2003, *Diaspora politics: at home abroad*, Cambridge : Cambridge University Press
268. SHEFFER G., 1986, *Modern Diasporas in International Politics*, Croom Helm, New York
269. SHEFFER G., 1993, *Wither the study of diasporas? Some theoretical, definitional, analytical and comparative considerations*, International conference on the Diaspora networks, Cyprus, April 1993
270. SINGARAVELOU U., 2003, *Les réseaux ethno-culturels et la mondialisation : l'exemple de la diaspora indienne*, dans Bart F. et Bart A.L. (2003), *L'Afrique des réseaux et mondialisation*, Karthala

271. STALKER P., 1994, *The Work of Strangers: A Survey of International Labour Migration*, International Labour Office, Genève
272. STARK O. et YOU Q. W., 2002, *Inducing human capital formation: migration as a substitute for subsidies*, Journal Public Economics, 86, 1, p. 29-46
273. STARK O., HELMENSTEIN C. et PRSKAWETZ A., 1997, *A brain gain with a brain drain*, Economics Letters, 55 (2), p. 227-34.
274. STARK O., et LEVHARI D., 1982, *On Migration and Risk in LDC's*, Economic Development and Cultural Change, 31, p. 191-196
275. STRAUBHAAR T. et VADEAN F. P., 2005, *Introduction : Les transferts de fonds des émigrés et leur rôle dans le développement*, dans OCDE, 2005, Migrations, transferts de fonds et développement, p. 13-43
276. THOREZ J., 2008, *Bazars et routes commerciales en Asie Centrale – Transformation post-soviétiques et «mondialisation pas le bas»*, Revue Européenne des Migrations Internationales, 2008, vol. 24 N° 3, p. 167-189
277. TORRE A., 2000, *Economie de la Proximité et Activités Agricoles et Agro-alimentaires*, Revue d'Economie Régionale et Urbaine, N° 3
278. TORRES F. et KUZNETSOV Y., 2006, *Mexico: Leveraging Migrants' Capital to Develop Hometown Communities* in Kuznetsov Y, 2006, *Diaspora Networks and the International Migration of Skills: How countries can draw on their talent abroad?*, p. 99-129
279. TUDORICA I. et LUCIAN D., 2007, *Trei milioane de romani muncesc in strainatate*, Cotidianul, 18 juin
280. Union Internationale des Télécommunications (UIT), 2005, *World Telecommunication Indicators Database*, 9th edition, disponible sur: <http://www.itu.int/ITU-D/ict/publications/world/world.html>
281. VAILANU-PAUN I., 2006, *Roumanie : le rôle croissant de la diaspora*, Dossier « Bulgarie, Roumanie : enjeux d'une nouvelle adhésion », 15/11/2006, Revue Regard sur l'Est
282. VAN HEAR N., 1998, *New Diasporas: The Mass Exodus, Dispersal and Regrouping of Migrant Communities*, London, UCL Press
283. VICENTE J., 2003, *De l'économie des interactions à l'économie géographique : théories et évidences*, Cahiers du GRES, Cahier N° 2003-2
284. VICHENEVSKI A. et ZAYONTCHKOVSKAIA J., 1992, *L'émigration de l'ex-Union soviétique : prémices et inconnues*, Revue européenne de migrations internationales, Vol.8, N°1, L'Europe de l'Est, la Communauté européenne et les migrations, pp 41-65, disponible sur : http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/remi_0765-0752_1992_hos_8_1_1033
285. VIDAL J. P., 1998, *The Effect of Emigration on Human Capital Formation*, Journal of Population Economics, vol. 11, n° 4, p. 589-600.
286. VINOKUR A., 2006, *De la mobilité des cerveaux*, Formation-Emploi, N° 103, juillet-septembre 2006, p. 9-21
287. WEBER M., 1946, *From Max Weber: Essays in Sociology*, H.Gerth and C. W. Mills
288. WEIDENBAUM M. et HUGHES S., 1996, *The Bamboo Network: How Expatriate Chinese Entrepreneurs are Creating a New Superpower in Asia*, The Free Press, New York

289. WESCOTT C. et BRINKERHOFF J., 2006, *Converting Migration Drains into Gains Harnessing the Resources of Overseas Professionals*, Manila: Asian Development Bank. <http://www.adb.org/Documents/Books/Converting-Migration-Drains-Gains/>
290. WICKRAMASEKARA P., 2002, *Options politiques de réponse à la migration des compétences : rétention, retour et circulation*, Secteur de la protection sociale, Programme des migrations internationales, Bureau International du Travail de Genève
291. WILLIAMS P., 2000, *Brain Drain*, in DFID Imfundo Knowledge Bank, <http://imfundo.digitalbrain.com/imfundo/web/plan/kb21/>
292. WOODRUFF C. et ZENTENO R., 2001, *Remittances and micro-enterprises in Mexico*, Mimeo., University of California at San Diego
293. YOSSIS S., 1999, *Marketing the American creed abroad: Diasporas in the U.S. and their homelands*, Cambridge: Cambridge University Press
294. YOUNG M. D., 1962, *The Rise of the Meritocracy*. London: Pelican
295. ZAFAR A. 2010, *Learning from the Chinese Miracle, Development Lessons for Sub-Saharan Africa*, World Bank, Policy Research Working Paper 5216
296. ZLOTNIK H., 2003, *Théories sur les migrations internationales*, Chapitre 59, dans Graziella Casselli, Jacques Vallin et Guikkaume Wunsch (2003), *Démographie: analyse et synthèse : Tome IV, Les déterminants de la Migration.*, Editions de l'INED, Paris, p. 55-81
297. Кыргызская Республика: общая оценка состояния страны. Система ООН в Кыргызской Республике. Бишкек, 2003
298. 24.kg News Agency, *383 thousands of Kyrgyz migrants work in Russia*, 09/09/2010, <http://eng.24.kg/cis/2010/09/09/13515.html>

Annexe 1 : Comparaison schématique des théories positives sur les migrations internationales

Théories - niveau d'analyse macro	Auteurs principaux	Type de migration		Unité d'analyse	Type de contrainte	Moment du processus expliqué
Néoclassique	Harris et Todaro	Internes ou Internationales	Travail	Communauté ou pays	Aucune	Initiation, continuité et fin
Systèmes mondiaux	Wallerstein	Internationales	Travail	Pays	Contraintes provoquées par l'expansion du capitalisme	Initiation et continuité
Double marché du travail	Piore	Internationales	Travail	Communauté ou pays	Contraintes structurelles liées à la spécificité du marché du travail du pays de destination	Initiation et continuité
Transition de la mobilité	Zelinsky	Internes ou Internationales	Tous types sauf forcée	Pays	Aucune	Processus
Théories - niveau d'analyse micro	Auteurs principaux	Type de migration		Unité d'analyse	Type de contrainte	Moment du processus expliqué
Néoclassique	Harris et Todaro	Internes ou Internationales	Travail	Individu	Coûts de la migration et probabilité de chômage	Initiation
Nouvelle économie des migrations	Stark et Taylor	Internes ou Internationales	Travail	Famille ou ménage	Les défaillances ou l'absence des institutions financières ou des systèmes d'assurance	Initiation et continuité

Répulsion/Attraction (<i>push/pull</i>)	Lee	Internes ou internationales	Tous types	Individu	Le contexte défavorable au pays d'origine	Initiation
Théories intégrées	Auteurs principaux	Type de migration		Unité d'analyse	Type de contrainte	Moment du processus expliqué
Sciences politiques	Zolberg	Internationales	Tous type y compris forcée	Corrélation Etat et individu	Les politiques migratoires des pays d'origine et de destination	Initiation et continuité
Approche systémique	Kirts <i>et al,</i>	Internationales	Tous types	Etat, communauté et individu	Contraintes imposées par les pays d'origine et de destination, par les entreprises et les institutions	Processus, et les possibilités des effets de retour (<i>feed-back</i>)
Réseaux	Plusieurs auteurs	Internes ou Internationales	Tous types	Individu/famille	Aucune	Continuité

Source : d'après Zlotnik (2003 : 73)

Annexe 2 : Le degré d'engagement de la diaspora en fonction des conditions du pays d'origine et des caractéristiques de la diaspora

Les caractéristiques de la diaspora	Les conditions du pays d'origine		
	Défavorables	Moyennement favorables	Favorables
Les diasporas relativement larges, à maturité, et bien organisées (<i>des réseaux diasporiques complexes</i>)			
Le rôle des expatriés	Trait d'union entre le pays d'origine et de destination ; modèle pour la société d'origine	Plateforme d'initiation des activités intenses en connaissances	Ressource principale pour la transition vers l'économie de la connaissance
Les activités	L'engagement de la diaspora dans le dialogue portant sur les réformes et la réalisation des projets plutôt à titre personnel que pour le public large	Création des réseaux favorisant la circulation des cerveaux ; incitation des migrations de retour	Incitation des migrations de retour, formation des réseaux complexes de circulation de cerveaux
Exemples de pays	Arménie, Bangladesh, Sri Lanka	Salvador, Inde, Vietnam	Chine, Corée, Taiwan (Chine)
Les diasporas ont un effet limité sur le développement des pays d'origine (<i>réseaux diasporiques émergents</i>)			
Le rôle des expatriés	Trait d'union entre le pays d'origine et de destination ; modèle pour la société d'origine	Engagement graduel	Point d'entrée vers une croissance basée sur la connaissance
Les activités	L'engagement de la diaspora dans le dialogue portant sur les réformes et la réalisation des	Création des réseaux d'expatriés ; initiation des activités qui encouragent le retour au pays des	Réalisation des réseaux de circulation de cerveaux ; incitation des migrations de retour

	projets plutôt à titre personnel que pour le public large	personnes qualifiées	
Exemples de pays	Colombie, Comores, Nigeria, Fédération Russe, Moldavie, Ukraine, Kirghizstan	Brésil, Mexique, et d'autres pays de l'Amérique Latine, Afrique du Sud, Roumanie, certains pays en transition	Croatie, Chile, Hongrie, Slovénie, les petits Tigres asiatiques (Malaisie, Thaïlande),

Source : d'après Kuznetsov (2006 : 234)

Annexe 3 : Les étapes d'évolution de l'engagement de la diaspora envers le pays d'origine

Étape	Motivation	Type d'engagement	Forme organisationnelle de la diaspora	Exemples pays	
				Général	Notre étude de terrain
En développement	La fierté nationale, la volonté de contribuer au développement du pays d'origine	Les organisations diasporiques et le gouvernement fournissent une assistance générale mais avec un degré limité d'implication	Divers et grands réseaux informels assistés par des organisations diasporiques professionnelles. Les structures formelles sont aussi nombreuses, et de plus en plus organisées.	L'Argentine, l'Arménie, le Chili, l'Inde, la Corée, le Mexique, l'Afrique de Sud.	La Roumanie
Intermédiaire	La réussite personnelle prime, mais les premiers signes de structuration de la diaspora apparaissent	Principalement des projets individuels, premières tentatives pour les projets collectifs sont faites	Les réseaux informels sont nombreux. Les groupements diasporiques formels apparaissent de plus en plus.	Certains pays de l'ex espace soviétique.	La Moldavie, le Kirghizstan
Rudimentaire	La réussite individuelle, le fait d'appartenir à la diaspora est perçu comme inconfortable	Limité, des projets individuels en vue des gains rapides	Dans la plus part des cas des petits réseaux informels. Faible présence des structures formelles.	La majorité des pays de l'ancien bloc soviétique sauf l'Arménie ; la plupart des pays africains	

Source : d'après Kuznetsov (2006 : 223)

Annexe 4 : Questionnaire de base

Note: Les questions en rouge correspondent aux nouvelles variables créées pour l'analyse. Le chiffre 2 accolé aux variables indique un recodage des variables initiales

Nr Question	LABEL	Type Variables	Questions	Possibilités de Reponses	Modalités codage
Section 1: Informations générales					
G 2	AGEACT	VE	Quel âge avez-vous ?	- 15 – 29 ans - 30 – 49 ans - 50 – 65 ans - > 65 ans	1. 2. 3. 4.
G 1	GEND	VE	Le sexe du répondant :	- Féminin - Masculin	1. 2.
G 3	NAT	VE	La Nationalité	- Double nationalité (origine + autre) - Nationalité du pays d'origine	1. 2.
G 4	ECIVIL	VE	Etat Civil :	- Célibataire - Divorcé(e) - Union libre - Marié(e)	1. 2. 3. 4.
A 13	PO	VE	Quel est votre pays d'origine ?	- Moldavie - Roumanie - Kirghizstan	1. 2. 3.
<i>A 13.1</i>	<i>PO2</i>	<i>VE</i>	<i>Quel est votre pays d'origine ?</i>	<i>- Roumanie - Moldavie - Kirghizstan</i>	<i>1. 2. 3.</i>
G 5	ZONEPO	VE	Zone de résidence dans le pays d'origine:	> 50.000 habitants 10.000 – 50.000 habitants 2000 – 10.000 habitants < 2000 habitants	1. 2. 3. 4.
G 6	INSTPD	VE	Avec qui êtes vous installé dans le pays de destination ?	- Famille - Seul(e) - Colocation	1. 2. 3.
G 7	NATPD	VE	Avez- vous obtenu la nationalité du pays d'accueil ?	- Oui - La demande est en cours - Non, mais j'envisage de faire la demande - Non, je ne veux pas l'obtenir	1. 2. 3. 4.
G 8	DIPPO	VE	Le plus haut niveau d'études supérieures atteint dans votre pays d'origine:	- Doctorat - Master - Maîtrise (bac+4) - Licence - Baccalauréat - Autre	1. 2. 3. 4. 5. 6.
G 9	UNIVPO	VE	Le dernier établissement d'enseignement supérieur fréquenté en ie (préciser le nom)	- Grande université - Autre	1. 2.
G 10	ETUDPD	VE	Avez-vous continué les études dans le pays de destination ?	- Oui - Non	1. 2.
G 11	DIPPD	VE	Si OUI G10 quel est le dernier diplôme obtenu ?	- Doctorat - Master - Licence - Autre	1. 2. 3. 4.
G 12	STILLETUD	VE	Vous êtes en train de compléter vos études dans le pays d'accueil en :	- Doctorat - Master - Licence - Autre	1. 2. 3. 4.
<i>G 13</i>	<i>NOWETUD</i>	<i>VE</i>	<i>Etes vous encore étudiant(e) dans le pays d'accueil?</i>	<i>- Oui - Non</i>	<i>1. 2.</i>
Section 2: Choix de l'émigration					
A 2	AVEC	VE	Avec qui avez-vous émigré ?	- Seul(e) - Avec mon(ma) conjoint(e) - Avec autres parents - Avec d'autres amis	1. 2. 3. 4.
A 3	PD	VE	Dans quel pays d'accueil êtes-vous installé(e) ?	- Russie - France - Italie - Espagne - Portugal - Etats Unis - Canada	1. 2. 3. 4. 5. 6. 7.
<i>A 15</i>	<i>PD2</i>	<i>VE</i>	<i>Dans quel pays d'accueil êtes vous installé(e) (GEO)?</i>	<i>- Amérique du Nord (6. Etat Unis, 7. Canada) - Europe (2. France, 3. Italie, 4. Espagne, 5 Portugal) - Russie (1. Russie)</i>	<i>1. 2. 3.</i>
A 4	PQPD	VE	Pourquoi avez-vous choisi ce pays de destination ?	- Contacts établis dans ce pays - Bourse d'études - Transfert professionnel - Un poste plus intéressant - Emploi mieux payé - Meilleures perspectives de carrière	1. 2. 3. 4. 5. 6.
A 5	RESEAU	VE	S'agit-il des contacts :	- Pas de contacts - Autres contacts - Contacts nationaux	1. 2. 3.
A 6	ANMIG	VE	En quelle année avez-vous émigré ?	- < 1990 - 1990 - 1999 - 2000 - 2007 - après 2007	1. 2. 3. 4.
<i>A 14</i>	<i>DUREPD</i>	<i>VE</i>	<i>Période de résidence dans le pays de destination DUREPD = 2010 - ANMIG</i>	<i>- 1 - 5 ans - 6 - 9 ans - Plus de 10 ans</i>	<i>1. 2. 3.</i>

Nr Question	LABEL	Type Variables	Questions	Possibilités de Reponses	Modalités codage
A 7	DECMIG	VE	Comment avez vous émigré ?	- A titre individuel - Cadre d'un programme de l'entreprise ou vous travaillez	1. 2.
A 8	PQMIG	VE	Vous avez émigré à cause de : (classer les 3 réponses par ordre d'importance :	- La société dégradée - Le chaos politique - Le chômage - Salaires bas - Inquiétude pour le futur de vos enfants - Metier considéré peu prestigieux dans le pays origine - Pas de perspectives de carrière - Manque d'opportunités de réalisation du potentiel	1. 2. 3. 4. 5. 6. 7. 8.
A 9	BUTMIG	VE	Vous avez émigré pour :	- Etudier - Travailler - Etudier et travailler	1. 2. 3.
A 10	ETUD	VE	Si vous avez émigré pour étudier quel est votre objectif dans le pays de destination :	- Obtenir un diplôme afin de pouvoir réussir votre vie professionnelle et vous installer dans le pays de destination - Obtenir un diplôme et après travailler un certain temps, puis revenir au pays - Obtenir un diplôme international et revenir au pays	1. 2. 3.
A 11	TRAV	VE	Si vous avez émigré pour travailler quel est votre objectif dans le pays de destination	- Accumuler un capital pour créer votre entreprise dans le pays d'accueil et développer des partenariats d'affaires avec le pays d'origine - Réussir professionnellement dans le pays d'arrivée et vous y installer - Accumuler un capital financier pour pouvoir monter votre affaires dans le pays d'origine - Enrichir votre expérience professionnelle pour l'appliquer ensuite dans le pays d'origine	1. 2. 3. 4.
A 12	RETOUR	VE	Envisagez-vous le retour dans le pays d'origine ?	- Non - Je ne sais pas encore - Oui	1. 2. 3.
Section 3: Informations sur le domaine d'activité					
B 1	SECTRAV	VE	Dans quel secteur travaillez-vous ?	- Primaire - Secondaire - Tertiaire	1. 2. 3.
B 1.2	SECND	VE	Veillez préciser le secteur secondaire:	- Industrie de base - Industrie Manufacturière - Construction	1. 2. 3.
B 1.3	TERT	VE	Veillez préciser le secteur tertiaire:	- Services aux entreprises - Banque et finances - Immobilier - Autre services aux particuliers - Artisanat, Réparations - Commerce - Hotels, restaurants, tourisme - Services publics (santé, éducation, social, etc)	1. 2. 3. 4. 5. 6. 7. 8.
B 2	STATUT	VE	Quel est votre statut ?	- Salarié - Indépendant	1. 2.
B 3	TYPCONTR	VE	Quel type de contrat de travail avez-vous ?	- Contrat à durée indéterminée (CDI) - Contrat à durée déterminée (CDD) - Contrat d'apprentissage - Travail temporaire (intérim) - Travail saisonnier	1. 2. 3. 4. 5.
B 4	OCCUP	VE	Votre catégorie socioprofessionnelle:	- Cadres, profession intellectuelle supérieure - Artisan, commerçant, chef d'entreprise - Profession intermédiaire (instituteur, infirmière, assistant social) - Employé - Ouvrier - Agriculteur	1. 2. 3. 4. 5. 6.
B 5	REV	VE	Quel est votre revenu annuel dans le pays de destination?	- Supérieur à 50 000 - Entre 40 000 et 50 000 - Entre 30 000 et 40 000 - Entre 20 000 et 30 000 - Inférieur à 20 000	1. 2. 3. 4. 5.
Section 4: Type et intensité des contacts avec le pays d'origine					
C 1	LIENPO	VE	Avec quelles personnes restées dans le pays d'origine gardez-vous le contact régulièrement ? (réponse multiple)	- Enfants, conjoint(e) - Parents, frères et sœurs - Autres familles - Amis - Collègues de faculté ou de travail - Les professionnels moldaves de mon secteur d'activité - Personne	<i>Indicateur d'Intensité</i> 1. - 6 Types de contacts 2. - 5 Types de contacts 3. - 4 Types de contacts 4. - 3 Types de contacts 5. - 2 Types de contacts 6. - 1 Type de contact
C 2	TEHCOM	VE	Quel est le moyen de communication et la fréquence des discussions?	- Le téléphone - Le courriel électronique - Les discussions on-line(chat) - Appels vidéo par skype, gmail, MSN, etc. - Le courrier classique (lettres) - La télécopie	<i>Indicateur d'Intensité</i> 1. - 6 Moyens de Communication 2. - 5 Moyens de Communication 3. - 4 Moyens de Communication 4. - 3 Moyens de Communication 5. - 2 Moyens de Communication 6. - 1 Moyen de Communication

Nr Question	LABEL	Type Variables	Questions	Possibilités de Reponses	Modalités codage
C 2.1	TEL	VE	A quelle fréquence vous utilisez le téléphone?	- Souvent - Régulièrement - Occasionnellement - Rarement - Jamais	1. 2. 3. 4. 5.
C 2.2	MAIL	VE	A quelle fréquence vous utilisez le mail ?	- Souvent - Régulièrement - Occasionnellement - Rarement - Jamais	1. 2. 3. 4. 5.
C 2.3	CHAT	VE	A quelle fréquence vous utilisez le chat ?	- Souvent - Régulièrement - Occasionnellement - Rarement - Jamais	1. 2. 3. 4. 5.
C 2.4	SKYPE	VE	A quelle fréquence vous utilisez skype ?	- Souvent - Régulièrement - Occasionnellement - Rarement - Jamais	1. 2. 3. 4. 5.
C 2.5	LETTR	VE	A quelle fréquence vous utilisez le courrier classique	- Souvent - Régulièrement - Occasionnellement - Rarement - Jamais	1. 2. 3. 4. 5.
C 2.6	FAX	VE	A quelle fréquence vous utilisez le le fax?	- Souvent - Régulièrement - Occasionnellement - Rarement - Jamais	1. 2. 3. 4. 5.
E 9	INFOPO	VE	Quelles sont les sources d'information sur l'actualité du pays d'origine, les opportunités scientifiques ou d'affaires ?	- Les collègues - La famille et les proches - Les journaux et l'internet - Les institutions de l'Etat - Autre (préciser)	<i>Indicateur d'Intensité</i> 1. - 5 Reponses 2. - 4 Reponses 3. - 3 Reponses 4. - 2 Reponses 5. - 1 Reponse
C 3	VISPO	VE	Allez-vous souvent dans le pays d'origine?	- Tous les mois - 2 - 3 fois par an - Une fois par an - Moins d'une fois par an	1. 2. 3. 4.
C 4	BUTVIS	VE	Dans quel but visitez-vous le pays d'origine? (classer les réponses par ordre d'importance : 1ère ,2ème et 3ème)	- Voyage pour votre entreprise propre créée dans le pays d'origine - Voyage d'affaire pour l'entreprise dans laquelle vous travaillez dans le pays d'installation - Echange Universitaire - Visiter la famille, les amis - Autre	1. 2. 3. 4. 5.
Section 5: Structures diasporiques					
E 1	MBORG	VE	Vous êtes membre d'une organisation :	- ONG - OG	1. 2.
E 1.1	ONG	VE	De quelle ONG etes vous membre?	- Association (réseau) d'affaires - Association (réseau) culturelle - Association (réseau) scientifique - Association (réseau) sociale - Association (réseau) sportive - Autre	1. 2. 3. 4. 5. 6.
E 1.2	MBORG2	VE	Membres d'organisations en général:	- <i>Reseaux d'affaires & scientifiques</i> - <i>Reseaux culturels, sociaux, sportifs, OG culturelles, autres</i> - <i>Non membre</i>	<i>Codage changé</i> 1. 2. 3.
E 10	INSORGDIASP	VE	Participez-vous souvent aux activités des associations de la diaspora ?	- Très souvent - Régulièrement - Occasionnellement - Rarement - Jamais	1. 2. 3. 4. 5.
E 10.1	INSORGDIASP 2	VE2	Participez-vous souvent aux activités des associations de la diaspora?	<i>Très souvent / régulièrement</i> <i>Occasionnellement / rarement</i> <i>Jamais</i>	<i>Codage changé</i> 1. 2. 3.
E 2	CONSMIG	VE	Avez-vous déjà conseillé des ressortissants de votre pays d'origine (proches, amis) à émigrer dans le pays où vous êtes installé ?	- Oui - Non	1. 2.
E 3	AIDEMIG	VE	Avez-vous déjà aidé des ressortissants de votre pays d'origine (proches, amis) à émigrer dans le pays où vous êtes installé ?	- Oui - Non	1. 2.

Nr Question	LABEL	Type Variables	Questions	Possibilités de Reponses	Modalités codage
E 4	BUTAIDE	VE	Si vous avez répondu OUI aux questions E2 et E3 dans quel but vous avez apporté votre soutien aux autres ressortissants de votre pays d'origine :	- Pour étudier et travailler - Pour travailler - Pour étudier - Pour échapper à la misère - Éviter les tensions familiales	1. 2. 3. 4. 5.
E 5	HEBMIG	VE	Avez-vous déjà hébergé des visiteurs de votre pays d'origine qui ont voyagé dans votre pays de destination pour des raisons d'affaires, recherche ou tourisme ?	- Oui - Non	1. 2.
E 5.1	FREQHEB	VE	A quelle fréquence vous avez hébergé des visiteurs de votre pays d'origine?	- Très souvent - Régulièrement - Occasionnellement - Rarement - Jamais	1. 2. 3. 4. 5.
E 6	ORGDIASP	VE	Connaissez-vous des associations diasporiques ?	- Oui - Non	1. 2.
E 7	MBORGDIASP	VE	Êtes-vous membre d'une des associations de la diaspora ?	- Oui - Non	1. 2.
E 8	TYPORGDIASP	VE	Cette association diasporique est:	- Professionnelle - Culturelle - Philanthropique - Autre	1. 2. 3. 4. 5.
Section 6: Opinions sur le rôle de a diaspora					
F 1	IMPDIASP	VD	Considérez-vous que la diaspora peut jouer un rôle important dans le développement du pays d'origine ?	- Oui - Non	1. 2.
F 10	COLLABPO	VD	Pensez-vous qu'il y a des institutions dans le pays d'origine avec lesquelles vous pourriez collaborer ?	- Oui - Non	1. 2.
F 10.1	ETABPO	VD	Quelles sont les institutions du pays d'origine avec lesquelles vous vous pourriez collaborer ?	- Les universités - Les laboratoires de recherches - Les grandes entreprises moldaves - Administration - Autre (SVP préciser)	<i>Indicateur d'Intensité</i> 1. - 4 Reponses 2. - 3 Reponses 3. - 2 Reponses 4. - 1 Reponse
F 2	ROLDIASP	VD	Si OUI à F1, quel rôle pourrait-elle jouer : (classer les réponses par ordre d'importance : 1ère ,2ème et 3ème)	- Investissements dans le pays d'origine - Transfert de matériel - Transfert de connaissances - Transfert de ressources financières (remittances) - Promotion de l'image du pays d'origine - Altruisme / Philantropie - Autre	1. 2. 3. 4. 5. 6. 7.
F 2.1	ROLDIASP2	VD	Si OUI à F1, quel rôle pourrait-elle jouer : (classer les réponses par ordre d'importance : 1ère ,2ème et 3ème)	- Investissements dans le pays d'origine - Transfert de connaissances - Promotion de l'image du pays d'origine - Transfert de ressources financières et du matériel - Altruisme / Philantropie - Autre	<i>Codage changé pour F 2</i> 1. 2. 3. 4. 5. 6.
F 4	TRSFKNOW	VD	Considérez-vous la diaspora comme une source de transfert de connaissances et de compétences vers le pays d'origine ?	- Oui - Non	1. 2.
F 6	DEVDIASP	VD	Selon vous comment la diaspora contribue au développement du pays d'origine? (réponse multiple)	- En fournissant des informations sur les marchés - En facilitant l'accès aux produits nouveaux - En permettant l'accès aux réalisations et - En favorisant l'imitation, l'adaptation de ces connaissances et technologies dans le pays d'origine - En mettant en contact le milieu d'affaires du pays d'arrivée avec le pays le milieu d'affaires du pays source - En changeant l'image préconçue sur le pays d'origine - En transmettant des nouveaux comportements entrepreneuriaux - En changeant les mentalités (la place des femmes dans une société moderne, le partage des tâches ménagères dans une famille, la vision sur le nombre d'enfants pour une famille, la relation entre le mariage précoce et la réussite professionnelle, etc)	<i>Indicateur d'Intensité</i> 1. - 8 effets RNF 2. - 7 effets RNF 3. - 6 effets RNF 4. - 5 effets RNF 5. - 4 effets RNF 6. - 3 effets RNF 7. - 2 effets RNF 8. - 1 effet RNF

Nr Question	LABEL	Type Variables	Questions	Possibilités de Reponses	Modalités codage
F 6.9	DEVDIASP2	VD	Selon vous, comment la diaspora contribue au développement du pays d'origine? (réponse multiple)	Réponses F 6	Codage changé pour F 6 1. - 8 effets RNF 2. - 7 effets RNF 3. - 6 effets RNF 4. - 5 effets RNF 5. - 4 et 3 effets RNF 6. - 2 et 1 effets RNF
F 6.1	INFOMARC	VD	Information sur les marchés étrangers	- Oui - Non	1. 2.
F 6.2	NEWPROD	VD	Accès plus facile aux nouveaux produits	- Oui - Non	1. 2.
F 6.3	SAVOIRF	VD	Accès aux réalisations et connaissances du pays de destination	- Oui - Non	1. 2.
F 6.4	IMITAT	VD	Imitation, adoption et adaptation des connaissances et technologies du pays de destination	- Oui - Non	1. 2.
F 6.5	AFFAIRES	VD	Intermédiaire entre les milieux d'affaires de deux pays	- Oui - Non	1. 2.
F 6.6	IMAGE	VD	Amélioration de l'image du pays source	- Oui - Non	1. 2.
F 6.7	COMPORT	VD	Transmission de nouveaux comportements managériaux	- Oui - Non	1. 2.
F 6.8	MENTAL	VD	Changement de mentalités dans la société du pays d'origine	- Oui - Non	1. 2.
F 7	INTGWE	VD	Considérez-vous que la diaspora est une ressource d'intégration du pays d'origine dans l'économie mondiale ?	- Oui dans tous les cas - Oui si l'Etat d'origine prend des mesures pour cela - Non mais elle contribue au rattrapage économique - Non dans aucun cas	1. 2. 3. 4.
F 11	OBSTCOLLAB	VD	Quelles sont les difficultés rencontrées par la diaspora lors du transfert de connaissances vers la votre pays d'origine? (réponse multiple)	- Les politiques des entreprises - Les mentalités hostiles aux idées nouvelles - Les politiques restrictives du pays de destination - Obstacles liées à la propriété intellectuelle - Autre (SVP) préciser) - Pas de difficultés	Indicateur d'Intensité 1. - Aucune difficulté 2. - 1 difficulté 3. - 2 difficultés 4. - 3 difficultés 5. - 4 difficultés
F 11.1	OBSTCOLLAB2	VD	Quelles sont les difficultés rencontrées par la diaspora lors du transfert de connaissances vers le pays d'origine? (réponse multiple)	- Les politiques des entreprises - Les mentalités hostiles aux idées nouvelles - Les politiques restrictives du pays de destination - Obstacles liées à la propriété intellectuelle - Autre (SVP) préciser) - Pas de difficultés	Codage changé pour F 11 1. - Aucune difficulté 2. - 1 difficulté 3. - Plus d'une difficulté
F 9	OBSTAFFPO	VD	Quels sont les principaux obstacles pour faire affaires dans le pays d'origine (réponse multiple)	- Le cadre législatif défavorable - L'instabilité politique - La corruption - La bureaucratie - Autre (préciser)	Indicateur d'Intensité 1. - 4 Reponses 2. - 3 Reponses 3. - 2 Reponses 4. - 1 Reponse
F 9.1	OBSTAFFPO2	VD	Quels sont les principaux obstacles pour faire affaires dans le pays d'origine (réponse multiple)	Réponses F 9	Codage changé pour F 9 1. - 1 obstacle 2. - 2 obstacles 3. - 3 obstacles 4. - 4 obstacles
Section 7: Transferts réalisés vers le pays d'origine					
D 1	ENVARG	VD	Combien d'argent envoyez-vous annuellement vers le pays d'origine? ?	- Plus de 2000 € - Entre 1500 et 2000 € - Entre 500 et 1500 € - Moins de 500 €	1. 2. 3. 4.
D 2	FREQENV	VD	Envoyez-vous souvent de l'argent vers le pays d'origine ?	5 - 6 fois par an 3 - 4 fois par an 1 - 2 fois par an Jamais	1. 2. 3. 4.
D 3	BUTENV	VD	Quelle est la finalité de ces envois ?	- Pour le fonctionnement de l'affaire à propre compte - Investissement immobilier - Frais de scolarité - Frais médicaux - Aide aux membres de votre famille - Autre	1. 2. 3. 4. 5. 6.
D 3.1	BUTENV2	VD	Quelle est la finalité des ces envois	- Investissement immobilier / fonctionnement des affaires à propre compte - Frais de scolarité / médicaux / aide aux proches, etc	Codage modifié de BUTENV 1 2

Nr Question	LABEL	Type Variables	Questions	Possibilités de Reponses	Modalités codage
D 4	TYPTRSF	VD	Quel type de transfert réalisez-vous vers le pays d'origine ?	<ul style="list-style-type: none"> - Des nouvelles technologies - Du matériel - Savoir-faire (nouvelles méthodes de faire les choses) - Méthodes organisationnelles - Information sur les marchés étrangers - Informations sur les produits - Autres (préciser) 	<i>Indicateur d'Intensité</i> 1. - 6 Reponses 2. - 5 Reponses 3. - 4 Reponses 4. - 3 Reponses 5. - 2 Reponses 6. - 1 Reponse
F 3	CONTRB	VD	Dans quel domaine apportez-vous votre contribution ? (classer les réponses par ordre d'importance : 1ère ,2ème et 3ème)	<ul style="list-style-type: none"> - Science et technologie - Technologies informationnelles - Développement du commerce, hôtellerie et restauration - Santé - Education - Conseil aux entreprises - Conseil aux institutions étatiques - Agriculture et développement rural - Artisanat - Autre (préciser) 	<i>Indicateur d'Intensité</i> 1. - 7 domaines 2. - 6 domaines 3. - 5 domaines 4. - 4 domaines 5. - 3 domaines 6. - 2 domaines 7. - 1 domaines
F 3.1	CONTRB2	VD	<i>Dans quel domaine apportez-vous votre contribution ? (classer les réponses par ordre d'importance : 1ère, 2ème et 3ème)</i>	<i>Réponses F3</i>	<i>Codage changé pour F 3</i> 1. <i>Plus de 3 domaines</i> 2. <i>3 domaines</i> 3. <i>2 domaines</i> 4. <i>1 domaine</i>
F 5	PRGTKNOW	VD	Avez-vous déjà participé à un programme de transfert de connaissances vers le pays d'origine?	<ul style="list-style-type: none"> - Oui - Non 	1. 2.
F 8	AFFPO	VD	Envisagez-vous de lancer votre affaire dans le pays d'origine ?	<ul style="list-style-type: none"> - Oui - Peut-être - Non 	1. 2. 3.

Annexe 5 :
Base de données

# Questionnaire	ETUD	TRAV	RETOUR	PO	PO2	DUREPD	AVEC	PD	PD2	POPD	RESEAU	ANNIG	DECMIG	PQMG	BUTMG	SECTRAV	SECON	TERT	STATUT	TYPCONTR	OCCUP	REV	LIENPO	TEHCOM	TEL	MAIL	CHAT	SKYPE	LETR	FAX	VISPO	BUTVIS	ENVAR	FREQENY	BUTENY	BUTENY2	TYPTRSF	MBORG	LONG	MBORG2	INSORGDIASP	INSORGDIASP2	CONSNG	AUDENIG			
1	2	4	2	1	2	2	1	2	2	6	1	3	1	2	1	3	0	8	2	2	1	5	3	4	2	0	1	1	0	0	4	4	4	3	0	0	5	1	4	2	4	2	5	3	1	1	
2	1	1	1	1	2	3	1	2	2	0	1	2	1	8	2	3	0	1	2	1	4	4	6	3	1	1	0	1	0	1	3	4	4	3	5	2	1	1	4	2	5	3	1	1			
3	0	3	3	1	2	1	1	1	3	1	3	4	1	7	3	2	3	0	2	4	5	5	1	5	1	0	0	4	0	2	4	1	2	5	2	6	1	4	4	2	4	2	2	2			
4	0	1	2	1	2	1	1	2	2	1	3	3	1	4	1	2	3	0	2	1	4	5	4	3	2	2	2	2	0	0	2	4	1	2	5	2	3	1	5	2	2	1	2	1			
5	1	1	1	1	2	1	1	2	2	4	3	3	2	1	1	3	0	4	1	0	1	5	3	1	2	1	1	1	4	3	4	4	3	5	2	6	1	3	1	1	1	1	1				
6	2	0	1	1	2	2	1	2	2	1	3	3	1	7	1	2	1	0	2	1	4	5	3	1	1	2	1	1	5	5	3	4	4	3	5	2	6	1	4	2	1	1	1	1			
7	2	0	3	1	2	3	1	2	2	2	1	2	1	1	1	2	1	0	2	1	1	4	2	1	2	1	2	1	2	2	4	5	3	4	4	1	5	2	4	1	4	2	1	1	1		
8	1	0	3	1	2	1	4	1	3	2	1	3	1	7	1	3	0	4	2	1	4	4	3	1	1	2	4	4	5	5	2	4	4	4	0	0	4	1	4	2	4	2	2	2			
9	0	2	1	1	2	2	1	2	2	1	3	3	1	1	1	3	0	8	2	1	1	5	3	6	1	0	0	0	0	3	4	4	4	5	2	6	1	3	1	5	3	2	1	1			
10	3	4	1	1	2	1	1	2	2	1	3	1	1	1	1	3	0	8	1	0	2	5	6	6	1	0	0	0	0	3	4	0	4	0	0	0	0	0	0	3	4	2	1	1	1		
11	0	2	2	1	2	2	2	3	2	6	1	3	1	2	1	3	0	8	2	2	3	1	5	5	1	0	0	1	0	0	4	4	4	3	5	2	6	1	1	1	5	2	1	1	1		
12	1	0	1	1	2	3	1	6	1	2	1	2	1	1	1	2	2	0	1	1	3	3	3	3	3	4	4	2	5	5	4	4	0	4	0	0	0	4	1	4	2	2	1	1	1		
13	0	1	2	1	2	1	1	3	2	1	3	3	1	5	3	3	0	6	2	2	4	5	3	3	3	3	0	2	4	5	5	3	4	0	4	0	0	0	0	0	3	5	3	2	1	2	
14	0	2	2	1	2	1	1	6	1	3	1	3	2	1	3	3	0	4	2	1	1	3	4	2	2	1	1	3	4	5	2	4	3	2	5	2	5	1	4	2	4	2	1	1			
15	0	2	1	1	2	1	1	2	2	2	2	3	1	2	3	3	0	6	2	1	1	4	4	3	4	3	1	1	5	5	3	4	1	1	5	2	5	1	6	2	5	3	1	2			
16	2	0	2	1	2	2	1	5	2	1	3	3	1	1	1	2	2	0	2	1	1	3	3	2	1	1	1	1	4	5	3	4	4	3	0	0	4	1	4	2	1	1	1	1			
17	2	4	3	1	2	1	1	6	1	4	2	3	1	4	1	3	0	1	0	4	1	4	5	5	2	0	0	2	0	0	3	4	0	4	0	0	6	0	0	3	3	2	2	2	2		
18	1	0	2	1	2	0	1	2	2	2	1	4	1	7	1	0	0	0	0	0	4	0	5	4	3	2	0	1	0	0	3	1	0	0	0	0	0	0	0	0	3	5	3	2	1	2	
19	0	1	1	1	2	1	1	5	2	3	1	4	1	2	3	3	0	2	2	1	1	2	3	2	2	1	2	2	4	5	3	4	4	3	5	2	0	1	2	2	5	3	2	2	1		
20	1	0	2	1	2	1	1	2	2	2	1	4	1	5	1	3	0	8	2	2	1	5	6	3	4	2	3	1	5	5	3	4	1	3	5	2	6	1	3	1	5	3	1	1	1		
21	1	3	2	1	2	1	1	3	2	1	3	3	1	1	2	3	0	7	2	1	4	5	4	3	1	4	3	2	0	4	4	3	3	2	1	0	1	4	2	3	2	1	2	2	2		
22	2	4	3	1	2	1	1	2	2	2	1	4	1	8	1	3	0	6	2	2	4	2	3	3	1	1	1	3	1	5	2	4	4	3	6	2	3	1	6	2	5	3	2	2	2		
23	0	3	3	1	2	1	2	3	2	1	3	4	1	7	3	3	0	4	2	4	3	5	4	3	1	0	1	2	3	0	3	4	0	4	0	6	0	0	3	5	3	2	1	2	1		
24	1	0	2	1	2	1	4	2	2	2	1	4	1	1	1	3	0	1	2	1	1	3	6	6	1	0	0	0	0	4	4	0	4	0	0	0	0	0	0	0	0	3	5	3	2	2	2
25	2	0	2	1	2	2	2	3	2	2	1	3	1	2	1	2	2	0	2	1	1	4	4	3	3	3	4	1	5	5	3	2	2	3	5	2	5	1	1	1	5	3	1	1	1		
26	1	0	1	1	2	3	1	2	2	2	1	2	1	5	1	2	2	0	2	1	1	1	4	3	1	2	5	5	3	4	3	2	1	3	5	2	5	1	1	1	5	3	2	1	1	1	
27	0	3	3	1	2	1	2	3	2	1	3	4	1	7	3	3	0	4	2	4	3	5	4	5	1	0	1	2	3	0	3	4	0	4	0	0	6	0	0	3	4	2	2	2	2		
28	1	2	2	1	2	1	1	5	2	1	3	4	1	8	2	3	0	8	1	0	1	5	3	2	1	1	1	1	1	1	3	4	3	2	1	1	6	1	0	2	4	2	2	2	2		
29	2	4	1	1	2	2	1	7	1	2	1	3	1	1	1	3	0	1	2	1	1	3	4	3	1	1	1	1	5	5	4	4	4	1	5	2	6	1	1	1	5	3	2	2	2		
30	1	0	1	1	2	1	1	7	1	4	1	3	1	8	1	3	0	4	1	0	1	5	5	2	2	3	1	1	4	5	3	4	4	3	5	2	6	0	0	3	5	3	1	1	1		
31	1	0	2	1	2	1	1	3	2	1	3	3	1	1	2	3	0	8	2	2	3	5	6	0	0	0	2	0	2	0	3	4	4	3	0	0	0	0	0	0	3	2	1	0	0	0	
32	1	0	1	1	2	1	1	6	1	6	1	3	1	7	1	3	0	2	1	4	1	1	1	1	1	1	5	4	0	3	4	1	2	5	2	0	0	0	0	0	3	4	2	1	1	1	
33	0	2	1	1	2	3	1	2	2	5	1	2	1	1	3	3	0	8	2	2	1	5	5	1	4	1	1	1	3	4	4	4	0	4	0	0	1	4	2	1	1	1	1	1	1		
34	0	3	3	1	2	2	1	5	2	1	3	3	1	8	3	3	0	6	2	1	3	4	4	4	1	1	0	1	0	3	4	2	1	5	2	5	0	0	3	4	2	2	1	1	1	1	
35	1	2	2	1	2	1	1	2	2	5	3	3	1	1	1	3	0	2	2	2	1	3	3	3	3	4	4	2	5	5	4	4	4	3	2	1	4	0	0	3	5	3	1	1	1		
36	2	0	2	1	2	3	1	5	2	2	1	2	1	4	1	3	0	8	2	2	1	4	3	5	1	0	0	1	0	4	4	4	3	5	2	6	1	7	2	4	2	1	1	1	1		
37	1	0	1	1	2	1	4	2	2	2	1	3	1	1	1	3	0	1	2	1	1	2	5	3	2	3	1	1	4	4	3	4	3	3	5	2	4	0	0	3	4	2	1	1	1		
38	1	2	2	1	2	1	1	7	1	2	3	3	1	4	1	3	0	8	2	0	1	5	3	4	1	3	0	2	0	0	3	4	3	3	5	2	4	1	5	2	4	2	1	1	1		
39	0	2	1	1	2	2	1	2	2	1	3	3	1	6	3	3	0	4	2	1	4	5	6	5	3	0	0	4	0	0	3	4	3	2	5	2	4	0	0	3	4	2	1	1	1	1	
40	2	4	2	1	2	2	1	3	6	1	3	1	2	1	3	0	8	2	2	1	5	3	4	2	0	1	1	0	0	2	4	4	3	5	2	5	1	4	2	4	2	1	1	1	1		
41	0	2	1	1	2	3	2	3	2	5	3	2	1	6	3	3	0	4	2	1	3	4	5	5	2	0	0	3	0	3	4	4	3	5	2	5	0	0	3	2	1	1	1	1	1		
42	0	3	3	1	2	3	1	1	3	5	1	3	1	6	3	2	2	0	2	4	4	4	5	6	2	0	0	0	0	2	4	1	2	5	2	4	0	0	3	5	3	1	1	1	1		
43	0	4	3	1	2	1	1	1	3	3	1	4																																			

# Questionnaire	ETUD	TRAV	RETOUR	PO	PO2	DUREPD	AVEC	PD	PD2	POPD	RESEAU	ANNIG	DECMG	PQMG	BUTMG	SECTRAY	SECON	TERT	STATUT	TYPCONTR	OCCUP	REV	LENO	TECOM	TEL	MAIL	CHAT	SKYPE	LETR	FAX	VISIO	BUTVIS	ENVAR	FREQNY	BUTEN	BUTEN2	TYPFRS	MBORG	LONG	MBORG2	INSORGMASP	INSORGMASP2	CONSMIG	AIDEMIG				
75	3	0	2	1	1	4	4	4	2	2	1	3	4	1	8	3	2	3	0	1	0	2	4	4	3	2	0	3	0	0	3	4	4	3	3	2	5	2	0	2	5	3	1	1	2			
76	0	4	3	2	1	1	1	4	2	1	3	4	1	8	3	2	3	0	1	0	2	4	4	5	2	0	0	3	0	0	2	4	4	3	3	2	5	2	0	2	5	3	1	1	2			
77	0	3	2	2	1	2	2	4	2	5	3	3	1	8	3	2	3	0	2	1	5	5	4	3	2	3	3	2	0	0	3	4	4	3	3	2	3	1	4	2	2	1	1	1				
78	1	0	1	2	1	1	1	4	2	2	1	4	1	8	1	3	0	3	2	1	4	5	5	4	3	3	0	2	0	0	4	4	4	3	5	2	5	2	0	2	4	2	1	1	1			
79	0	0	2	2	1	1	1	4	2	6	1	3	1	2	3	3	0	6	1	0	2	4	5	4	3	3	0	2	0	0	3	4	3	4	2	1	4	2	2	2	4	2	1	1	1			
80	0	2	2	2	1	3	1	4	2	3	1	3	2	8	3	3	0	6	2	1	4	5	3	3	2	1	3	1	0	0	3	4	2	1	2	1	5	1	4	2	2	1	1	1	1			
81	0	4	3	2	1	2	1	4	2	1	3	3	1	4	3	3	0	4	2	1	3	5	4	5	2	0	0	2	0	0	2	4	3	3	2	1	5	2	0	2	5	3	1	1	2			
82	0	1	2	2	1	3	1	4	2	1	3	2	1	7	3	2	3	0	1	0	2	4	5	4	3	3	0	2	0	0	3	4	1	1	2	1	3	1	1	1	4	2	1	1	1			
83	0	3	3	2	1	1	2	4	2	1	3	3	1	4	3	1	0	0	2	1	5	4	4	4	2	3	0	1	0	0	2	4	3	2	5	2	4	2	0	2	4	2	2	2	2			
84	0	4	2	2	1	1	2	4	2	1	3	4	1	8	3	2	3	0	2	1	5	5	4	3	3	2	3	2	0	0	3	4	1	1	2	1	4	1	4	2	5	3	1	1	1			
85	1	0	1	2	1	2	1	7	1	2	1	3	1	4	1	3	0	8	2	1	1	4	4	4	3	2	0	1	0	0	4	4	3	5	2	4	1	3	1	2	1	2	1	1	1	1		
86	3	0	3	2	1	1	2	7	1	2	1	3	1	7	1	3	0	1	2	1	1	3	4	2	3	2	3	1	0	0	2	4	4	0	0	0	0	2	2	0	2	5	3	2	2	2		
87	0	2	1	2	1	1	2	7	1	3	1	4	1	4	3	3	0	7	1	0	2	3	3	4	2	2	0	2	0	0	4	4	4	3	5	2	3	1	4	2	3	2	1	1	1	1		
88	0	4	2	2	1	1	2	7	1	6	1	4	1	8	3	3	0	2	2	1	1	2	5	4	2	3	0	1	0	0	3	4	4	0	0	0	4	2	0	2	5	3	2	2	2	2		
89	0	3	2	2	1	2	1	7	1	5	1	3	1	8	3	3	0	6	2	1	1	3	4	4	3	3	0	2	0	0	4	4	4	3	3	2	4	1	4	2	2	1	1	1	1	1		
90	2	0	2	2	1	3	1	7	1	2	1	3	1	3	1	3	0	8	2	1	1	2	4	5	2	0	0	2	0	0	3	4	3	3	2	4	1	2	2	2	1	1	1	1	1	1		
91	1	0	1	2	1	2	1	7	1	2	1	3	1	1	1	3	0	3	2	1	4	5	5	4	3	2	0	2	0	0	3	4	0	0	0	0	4	1	2	2	4	2	1	2	2	2		
92	0	1	2	2	1	1	1	7	1	3	1	3	2	4	3	3	0	1	2	1	1	1	4	4	4	2	2	0	2	0	0	2	4	1	2	1	1	4	1	4	2	5	3	2	2	2		
93	0	4	3	2	1	1	2	6	1	4	1	3	1	7	3	3	0	1	2	1	1	1	4	3	3	3	3	2	0	0	3	4	0	0	0	0	4	1	4	2	3	2	1	1	1	1		
94	2	0	2	2	1	1	2	6	1	2	1	4	1	7	1	3	0	4	2	1	3	5	5	4	3	2	0	2	0	0	2	4	3	5	2	4	2	0	2	5	3	2	1	1	1	1		
95	1	0	1	2	1	1	1	6	1	2	1	3	1	8	1	3	0	8	2	1	1	4	5	3	2	2	3	2	0	0	4	4	4	3	5	2	4	1	4	2	4	2	2	2	2	2	2	
96	2	0	2	2	1	2	1	6	1	2	1	3	1	7	1	3	0	2	2	1	1	1	4	3	3	3	3	2	0	4	3	4	0	0	0	0	4	1	4	2	4	2	1	2	2	2	2	
97	1	0	1	2	1	1	1	6	1	6	1	4	1	8	1	3	0	6	1	0	2	1	4	3	2	3	3	2	0	0	4	4	3	2	2	1	5	1	2	2	5	3	1	1	1	1		
98	3	0	3	2	1	2	2	6	1	2	1	3	1	7	1	3	0	2	2	1	1	1	4	3	2	2	2	2	0	0	3	4	4	3	5	2	5	1	3	1	4	2	1	1	1	1		
99	0	1	1	2	1	2	2	6	1	1	3	3	1	4	3	3	0	8	2	1	1	4	5	4	2	3	0	2	0	0	4	4	4	3	5	2	5	1	3	1	4	2	1	2	2	2		
100	1	0	2	2	1	1	1	6	1	2	1	3	1	7	1	3	0	8	2	1	1	4	5	4	2	3	0	2	0	0	4	4	0	0	0	0	3	1	4	2	2	1	1	1	1	1	1	
101	2	0	3	3	3	2	1	2	2	2	1	3	1	8	1	3	0	2	2	1	1	4	6	5	3	3	5	5	5	5	3	4	4	3	0	0	3	0	0	3	4	2	1	1	1	1	1	
102	2	1	2	3	3	1	1	2	2	2	2	3	2	1	2	3	0	8	2	2	4	4	2	4	1	1	0	0	4	0	3	4	2	2	5	2	1	1	3	1	3	1	3	2	2	2	2	
103	2	0	3	3	3	2	2	2	2	2	1	2	1	1	1	3	0	1	2	2	1	3	3	3	1	1	1	1	0	0	3	4	4	4	0	0	3	1	1	1	1	2	1	1	1	1	1	
104	0	1	2	3	3	1	1	2	2	1	3	4	1	1	3	3	0	8	2	1	1	4	2	3	2	2	3	2	0	0	3	4	3	3	5	2	4	1	4	1	2	2	5	3	2	1	1	1
105	3	0	3	3	3	0	1	2	2	2	1	7	1	8	1	3	2	0	1	0	3	0	4	3	1	3	1	1	5	5	4	5	0	4	0	0	6	1	6	2	2	1	1	1	1	1	1	
106	0	2	1	3	3	3	4	1	2	1	3	1	2	3	2	3	2	0	2	5	4	5	5	3	1	0	2	2	0	2	4	4	4	5	2	6	1	0	2	5	3	1	1	1	1	1	1	
107	2	0	2	3	3	0	1	2	2	6	1	3	1	7	1	3	0	4	1	0	0	0	2	3	2	2	1	3	0	0	3	4	0	4	0	0	4	1	2	2	5	3	2	2	2	2	2	
108	1	0	2	3	3	1	1	2	2	2	3	4	1	1	1	3	0	8	1	0	3	5	3	3	3	1	1	2	0	0	3	4	3	1	5	2	5	0	0	3	4	2	1	2	2	2	2	
109	1	0	1	3	3	1	1	2	2	1	2	3	1	1	1	3	0	2	2	3	4	5	5	4	2	4	3	2	0	0	4	4	4	3	5	2	6	1	2	2	4	2	2	2	2	2	2	
110	0	3	3	3	3	0	1	1	3	1	3	3	1	6	3	2	3	0	2	5	5	5	4	6	1	0	0	0	0	2	4	1	1	5	2	6	0	0	3	4	2	2	2	2	2	2	2	2
111	0	3	3	3	3	1	3	1	3	1	3	4	1	6	3	2	3	0	2	4	5	5	3	6	2	0	0	0	0	3	4	3	1	5	2	6	0	0	3	5	3	5	3	2	1	1	1	
112	0	3	3	3	3	0	2	1	3	1	3	4	1	7	3	3	0	8	2	4	5	5	3	6	1	0	0	0	0	3	4	3	1	2	1	5	0	0	3	5	3	1	1	1	1	1	1	
113	0	3	3	3	3	2	2	1	3	2	1	3	1	7	3	3	0	8	2	1	4	2	2	4	1	2	4	0	0	0	3	4	2	1	2	1	4	1	2	2	5	3	1	1	1	1	1	
114	0	2	1	3	3	0	1	1	3	1	3	4	1	7	3	2	3	0	2	5	5	5	3	4	1	3	4	0	0	0	2	4	3	1	5	2	6	0	0	3	5	3	1	1	1	1	1	
115	2	0	2	3	3	2	1	2	2	2	1	3	1	1	1	3	0	8	2	2	1	4	5	4	2	3	0	1	0	0	3	4	4	3	5	2	4	1	2	2	4	2	1	1	1	1	1	
116	1	0	1	3	3	2	1	2	2	1	3	3	1																																			

# Questionnaire	BUTAIDE	HERMIG	FREQUEB	ORCDIASP	MBORCDIASP	TYPORGDIASP	INFOPO	IMPDIASP	COLLABPO	ETABPO	OBSTCOLLAB	OBSTCOLLAB2	ROLDIASP	ROLDIASP2	CONTRB	CONTRB2	TRSKNOW	PRTKNOW	DEVDIASP	DEVDIASP2	INFOMARC	NEWPROD	SAVOIRP	IMITAT	AFFAIRES	IMAGE	COMPOR	MENTAL	INTGWE	AFFPO	OBSTAFFPO	OBSTAFFPO2	GEND	ETUDPD	DIPPD	STILLETUD	NOUWETUD	AGEACT	NAT	ECVIL	ZONEPO	INSTPD	NATPD	DIPPO	UNVPO	
75	2	1	4	1	2	3	4	1	1	3	2	2	5	6	6	3	1	2	6	6	2	2	2	2	2	2	1	1	1	1	2	2	2	3	0	2	2	2	2	2	4	3	2	4	3	2
76	2	2	0	2	2	0	5	2	2	0	2	2	2	4	6	3	2	2	7	6	2	2	2	2	2	1	2	1	2	3	2	3	2	0	0	2	2	2	2	4	3	2	4	3	2	
77	2	1	4	1	1	3	4	1	1	4	3	3	2	4	6	3	2	2	4	4	1	1	2	1	2	2	2	1	2	1	4	1	1	2	0	0	2	2	2	1	3	1	1	2	1	
78	3	2	0	1	2	3	4	1	2	0	2	2	4	4	0	0	1	2	7	6	2	2	2	2	2	1	2	1	2	3	2	1	2	0	0	2	1	2	1	1	2	4	2	1		
79	1	1	3	1	2	3	5	2	1	4	1	1	5	3	6	3	2	2	5	6	2	2	1	1	2	2	1	2	2	4	1	1	2	0	0	2	1	2	1	1	2	4	3	2		
80	2	2	0	1	1	1	3	1	1	2	2	2	4	4	5	2	1	2	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	2	3	2	2	0	0	2	2	2	1	4	2	1	1	2	1		
81	2	2	0	2	2	0	4	2	2	0	2	2	2	4	7	4	2	2	6	5	2	2	2	2	1	1	2	1	2	2	3	1	2	0	0	2	2	2	2	1	2	1	4	4	2	
82	2	1	4	1	2	3	4	1	1	4	2	2	6	5	6	3	1	2	5	5	2	2	2	1	2	1	2	1	2	4	1	2	2	0	0	2	2	2	1	3	1	3	1	3	1	
83	2	2	0	1	2	3	4	2	2	0	1	1	6	6	7	4	2	2	6	5	2	2	2	2	1	2	1	2	2	3	2	2	2	0	0	2	2	2	2	4	3	2	4	5	2	
84	2	1	3	2	2	0	4	1	1	4	2	2	4	4	6	3	1	2	6	6	2	2	2	1	2	1	1	1	1	4	1	2	0	0	2	1	2	0	2	1	3	2	4	3	1	
85	2	1	3	1	1	2	4	1	1	4	2	2	5	5	5	2	1	2	6	6	2	2	2	1	2	1	2	1	2	0	0	2	1	2	1	2	1	2	1	4	1	1	2	3	1	
86	2	2	0	1	2	3	4	2	1	4	2	2	5	5	6	3	2	2	6	6	2	2	2	2	2	1	1	2	2	3	2	2	2	1	2	0	2	2	1	4	1	2	1	2	1	
87	2	1	4	1	1	1	4	1	1	4	2	2	2	2	6	3	1	2	3	3	1	2	2	1	1	1	1	1	2	3	2	1	2	0	0	2	2	2	2	4	1	1	2	2	2	
88	2	2	0	2	2	0	4	2	2	0	2	2	2	6	5	3	1	2	6	5	2	2	2	2	2	1	1	1	3	2	3	1	2	0	0	2	2	2	2	3	1	1	4	1	1	
89	3	2	0	1	1	3	4	1	1	4	3	3	2	4	6	3	2	2	4	4	1	1	1	2	1	2	1	2	4	1	2	2	0	0	2	2	2	2	4	2	1	2	2	2		
90	3	1	4	1	1	1	3	2	1	3	2	2	5	3	4	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	2	4	1	2	1	2	1	2	1	2	1	4	1	1	1	1	1	
91	3	2	0	1	2	3	4	1	1	4	2	2	6	5	5	2	1	2	7	6	2	2	2	2	2	2	1	2	3	3	2	1	0	2	1	2	2	2	1	1	2	3	2	1		
92	2	2	0	1	2	3	4	2	1	4	3	3	4	4	6	3	2	2	5	5	1	2	2	2	1	1	1	2	2	2	2	2	0	0	2	2	2	2	4	2	1	4	2	0		
93	2	1	4	1	1	2	4	1	1	4	3	3	3	2	6	3	2	2	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	4	1	2	2	0	0	2	2	2	2	3	1	1	3	1	1		
94	3	2	0	2	2	0	4	1	1	3	2	2	3	2	6	3	2	2	5	3	2	2	2	2	2	1	2	2	3	2	1	1	2	1	2	1	1	2	2	1	1	2	3	2	2	
95	2	2	0	1	2	3	4	1	2	0	2	2	6	5	6	3	1	2	7	6	2	2	2	2	2	1	2	1	2	3	2	2	0	2	1	2	3	2	1	3	2	1	3	3	2	
96	3	2	0	1	2	3	4	2	1	3	3	3	2	4	7	4	2	2	5	5	1	2	1	2	1	2	1	2	4	1	1	1	2	0	2	2	2	2	4	1	3	2	2	2	1	
97	2	1	3	2	2	2	2	1	1	3	2	2	5	3	5	2	1	2	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	3	2	2	1	1	0	2	2	2	2	1	2	3	3	2	2	2	
98	3	1	4	1	2	3	3	1	1	3	2	2	5	3	7	4	1	2	4	4	1	2	1	2	1	1	1	2	1	4	1	2	1	0	2	1	2	2	2	4	1	1	4	2	1	
99	3	2	0	1	2	3	4	1	2	0	2	2	1	1	6	3	1	2	7	6	2	2	2	2	2	1	2	1	2	3	2	1	1	2	0	2	2	2	2	4	1	3	2	3	2	
100	3	2	0	1	1	2	5	1	1	3	3	3	5	3	6	3	1	2	4	4	2	2	1	1	1	1	1	2	4	1	1	1	2	2	1	2	2	2	4	1	3	3	2	1		
101	3	1	4	2	2	3	4	2	1	4	2	2	6	5	5	2	2	1	7	6	2	1	2	2	2	2	2	2	2	3	2	1	2	0	2	2	2	2	1	1	2	1	4	1	1	
102	0	1	3	1	1	4	4	1	1	3	1	1	5	3	4	1	1	2	3	3	1	1	1	1	1	1	1	1	2	2	1	1	1	2	0	0	2	2	2	3	1	3	3	1	1	
103	3	1	2	1	1	3	3	1	1	1	2	2	4	4	5	2	1	2	2	2	1	1	1	1	1	1	2	1	1	2	3	2	1	0	2	2	2	2	4	1	1	4	2	1		
104	3	1	3	2	2	0	4	1	1	2	2	2	1	1	7	4	1	2	2	2	1	1	1	1	1	1	2	2	1	4	1	1	3	0	2	2	2	2	0	1	2	1	3	1	1	
105	1	2	0	1	1	3	4	2	1	4	1	1	6	5	7	4	2	2	5	5	2	2	1	1	1	2	2	1	2	2	3	1	2	0	2	1	2	2	2	1	3	4	4	1	1	
106	0	1	3	2	2	0	4	2	1	0	1	1	6	5	6	3	2	2	7	6	2	2	2	1	1	2	2	1	2	3	2	2	0	0	2	2	2	2	1	4	0	1	1	5	1	
107	0	2	0	1	2	3	3	1	1	4	2	2	4	4	5	2	1	2	7	6	2	2	2	2	2	2	2	1	3	2	2	1	1	4	0	2	1	2	1	3	3	4	3	1		
108	3	2	0	2	2	0	3	2	1	3	2	2	5	3	6	3	2	2	8	6	2	2	2	2	2	2	2	1	4	3	1	4	2	1	0	1	2	2	1	1	3	4	2	1		
109	0	2	0	1	2	3	4	2	2	0	1	1	5	3	7	4	2	2	5	5	1	1	2	1	2	1	2	2	3	3	4	1	1	2	2	1	1	2	4	1	1	3	3	2	1	
110	0	2	0	1	2	3	5	1	2	0	1	1	2	4	4	1	2	2	5	5	1	1	2	1	2	1	2	2	2	3	2	1	2	0	0	2	1	2	1	2	3	3	5	1		
111	4	1	1	1	2	3	3	2	1	4	1	1	6	5	6	3	2	2	6	5	2	2	2	1	1	1	2	2	4	3	1	4	2	2	0	0	2	1	2	2	1	3	1	4	1	
112	4	1	1	1	2	0	4	1	2	0	1	1	2	4	7	4	2	2	6	5	1	2	2	1	2	1	2	2	3	3	2	1	2	0	0	2	2	2	2	4	2	3	2	3	1	
113	1	1	2	1	2	1	4	2	1	4	3	3	5	3	5	2	2	2	6	5	1	2	2	1	2	1	2	2	3	3	2	3	1	2	0	0	2	2	1	4	1	1	3	3	1	
114	4	2	0	2	2	0	3	2	1	4	1	1	3	2	0	0	2	2	5	5	1	2	2	1	1	1	2	2	4	3	1	4	2	2	0	0	2	1	2	2	1	3	3	5	2	
115	1	1	3	2	2	0	4	1	1	3	2	2	3	2	6	3	1	2	6	5	2	1	2	2	1	2	2	1	2	2	2	1	2	0	2	1	2	2	2	4	0	1	0	3	1	
116	3	2	0	2	2	0	0	2	1	2	2	2	4	4	7	4	1	2	6	5	2	2	1	2	1	2	1	2	2	3	2	1	2	2	1	2	2	2	1	0	2	0	5	2		
117	2	1	3	2	2	0	4	1	1	4	3	3	5	3	6	3	1	2	6																											

Annexe 6 :

Matrice de corrélation (Pearson) des 18 variables de caractéristiques ou variables explicatives de premier niveau (VE1)

	AGEACT	GEND	DIPPO	PO2	PD2	REV	NAT	ECVIL	INSTPD	ETUDPD	NOWETUD	SECTRAV	TYPCONTR	OCCUP	ZONEPO	PQMIG	PQPD	RESEAU
AGEACT	1,00	0,16	-0,12	-0,03	0,01	-0,08	-0,11	0,34	-0,02	0,24	0,11	-0,02	0,04	0,06	0,06	0,09	-0,05	0,08
GEND	0,16	1,00	0,00	0,05	0,10	0,00	-0,03	0,13	-0,11	0,03	0,07	-0,14	0,14	0,00	-0,05	0,04	-0,08	-0,06
DIPPO	-0,12	0,00	1,00	0,35	0,49	0,31	-0,13	0,07	0,06	0,30	0,11	-0,29	0,34	0,35	0,19	0,01	-0,13	0,35
PO2	-0,03	0,05	0,35	1,00	0,64	0,31	-0,09	0,07	0,16	0,11	0,08	-0,03	0,50	0,38	0,04	-0,17	-0,17	0,33
PD2	0,01	0,10	0,49	0,64	1,00	0,38	-0,01	0,09	0,11	0,34	0,29	-0,20	0,48	0,54	0,09	0,01	-0,16	0,37
REV	-0,08	0,00	0,31	0,31	0,38	1,00	-0,14	0,05	0,03	0,19	-0,02	-0,24	0,30	0,47	0,07	0,03	-0,29	0,49
NAT	-0,11	-0,03	-0,13	-0,09	-0,01	-0,14	1,00	-0,12	0,11	0,04	0,07	0,14	-0,09	-0,08	-0,13	-0,02	0,13	-0,07
ECVIL	0,34	0,13	0,07	0,07	0,09	0,05	-0,12	1,00	-0,46	0,22	0,24	-0,03	0,18	0,15	0,10	0,01	-0,16	0,17
INSTPD	-0,02	-0,11	0,06	0,16	0,11	0,03	0,11	-0,46	1,00	-0,03	-0,07	0,07	0,09	0,01	-0,05	0,04	0,08	-0,01
ETUDPD	0,24	0,03	0,30	0,11	0,34	0,19	0,04	0,22	-0,03	1,00	0,29	-0,16	0,25	0,34	0,14	0,17	-0,02	0,33
NOWETUD	0,11	0,07	0,11	0,08	0,29	-0,02	0,07	0,24	-0,07	0,29	1,00	0,02	0,09	0,05	0,04	-0,02	-0,01	0,19
SECTRAV	-0,02	-0,14	-0,29	-0,03	-0,20	-0,24	0,14	-0,03	0,07	-0,16	0,02	1,00	-0,13	-0,26	-0,05	-0,13	0,20	-0,24
TYPCONTR	0,04	0,14	0,34	0,50	0,48	0,30	-0,09	0,18	0,09	0,25	0,09	-0,13	1,00	0,48	-0,03	0,06	-0,18	0,30
OCCUP	0,06	0,00	0,35	0,38	0,54	0,47	-0,08	0,15	0,01	0,34	0,05	-0,26	0,48	1,00	0,16	0,23	-0,28	0,42
ZONEPO	0,06	-0,05	0,19	0,04	0,09	0,07	-0,13	0,10	-0,05	0,14	0,04	-0,05	-0,03	0,16	1,00	0,15	0,06	0,18
PQMIG	0,09	0,04	0,01	-0,17	0,01	0,03	-0,02	0,01	0,04	0,17	-0,02	-0,13	0,06	0,23	0,15	1,00	0,00	0,02
PQPD	-0,05	-0,08	-0,13	-0,17	-0,16	-0,29	0,13	-0,16	0,08	-0,02	-0,01	0,20	-0,18	-0,28	0,06	0,00	1,00	-0,39
RESEAU	0,08	-0,06	0,35	0,33	0,37	0,49	-0,07	0,17	-0,01	0,33	0,19	-0,24	0,30	0,42	0,18	0,02	-0,39	1,00

Les coefficients de corrélation ont été calculés avec XLSTAT. Les valeurs en gras sont différentes de 0 f un niveau de signification alpha=0,05

Annexe 7 :

Matrice de corrélation (Pearson) des 12 variables d'appartenance diasporique ou variables explicatives de deuxième niveau (VE2)

	LIENPO	TEHCOM	VISPO	ETUD	DUREPD	MBORG2	INSORGDIASP2	AIDEMIG	MBORGDIASP	RETOUR	TRAV	NATPD
LIENPO	1,00	0,24	0,09	0,08	0,10	0,12	0,09	0,01	0,16	-0,26	-0,17	-0,03
TEHCOM	0,24	1,00	-0,13	-0,11	-0,06	0,24	0,13	0,04	0,22	0,15	0,15	0,07
VISPO	0,09	-0,13	1,00	0,15	0,15	-0,08	-0,09	0,04	-0,09	-0,44	-0,29	-0,16
ETUD	0,08	-0,11	0,15	1,00	0,20	-0,17	-0,14	0,01	-0,07	-0,05	-0,49	-0,09
DUREPD	0,10	-0,06	0,15	0,20	1,00	-0,23	-0,32	-0,15	-0,20	-0,15	-0,22	-0,34
MBORG2	0,12	0,24	-0,08	-0,17	-0,23	1,00	0,20	0,00	0,22	0,11	0,17	0,03
INSORGDIASP2	0,09	0,13	-0,09	-0,14	-0,32	0,20	1,00	0,19	0,73	-0,08	0,13	0,08
AIDEMIG	0,01	0,04	0,04	0,01	-0,15	0,00	0,19	1,00	0,26	-0,01	0,02	0,12
MBORGDIASP	0,16	0,22	-0,09	-0,07	-0,20	0,22	0,73	0,26	1,00	-0,04	0,05	0,10
RETOUR	-0,26	0,15	-0,44	-0,05	-0,15	0,11	-0,08	-0,01	-0,04	1,00	0,40	0,25
TRAV	-0,17	0,15	-0,29	-0,49	-0,22	0,17	0,13	0,02	0,05	0,40	1,00	0,16
NATPD	-0,03	0,07	-0,16	-0,09	-0,34	0,03	0,08	0,12	0,10	0,25	0,16	1,00

Les coefficients de corrélation ont été calculés avec XLSTAT. Les valeurs en gras sont différentes de 0 à un niveau de signification $\alpha=0,05$

Annexe 8 :

Matrice de corrélation (Pearson) des 20 variables de comportements diasporiques ou variables dépendantes (VD)

	IMPDIASP	ROLDIASP2	BUTENV2	DEVDIASP2	TRSFKNOW	INFOMARC	NEWPROD	SAVOIRF	IMITAT	AFFAIRES	IMAGE	COMPORT	MENTAL	INTGWE	OBSTCOLLAB2	OBSTAFFPO2	ENVARG	CONTRB2	PRGTKNOW	AFFPO
IMPDIASP	1,00	-0,06	0,08	0,17	0,64	0,06	0,12	0,20	0,14	0,12	-0,01	0,08	0,07	0,31	-0,20	0,13	-0,06	0,07	0,00	0,04
ROLDIASP2	-0,06	1,00	-0,06	-0,06	0,07	-0,02	-0,02	-0,01	-0,01	-0,03	0,14	-0,15	0,01	0,06	0,01	0,10	-0,03	0,05	0,01	0,01
BUTENV2	0,08	-0,06	1,00	-0,06	0,03	-0,08	-0,03	-0,01	0,06	0,01	-0,07	0,06	0,06	0,02	-0,02	0,02	0,55	0,06	0,02	0,10
DEVDIASP2	0,17	-0,06	-0,06	1,00	0,23	0,60	0,61	0,52	0,49	0,48	0,32	0,40	0,21	0,29	-0,16	-0,03	-0,03	0,08	0,25	0,17
TRSFKNOW	0,64	0,07	0,03	0,23	1,00	-0,05	0,12	0,28	0,07	0,21	0,03	0,20	0,04	0,26	-0,14	0,18	-0,04	0,18	0,17	0,04
INFOMARC	0,06	-0,02	-0,08	0,60	-0,05	1,00	0,43	0,22	0,31	0,10	0,20	0,10	0,01	0,11	-0,10	-0,09	0,04	-0,01	0,22	0,10
NEWPROD	0,12	-0,02	-0,03	0,61	0,12	0,43	1,00	0,39	0,30	0,27	0,02	0,10	-0,21	0,19	-0,08	0,03	-0,07	0,10	0,21	0,15
SAVOIRF	0,20	-0,01	-0,01	0,52	0,28	0,22	0,39	1,00	0,23	0,27	0,00	0,07	-0,04	0,41	-0,10	0,10	-0,06	0,05	0,26	0,04
IMITAT	0,14	-0,01	0,06	0,49	0,07	0,31	0,30	0,23	1,00	0,06	0,08	0,13	-0,03	0,13	0,03	-0,08	-0,03	0,12	0,17	0,04
AFFAIRES	0,12	-0,03	0,01	0,48	0,21	0,10	0,27	0,27	0,06	1,00	-0,04	0,13	-0,02	0,19	0,02	0,04	0,01	0,03	0,03	0,24
IMAGE	-0,01	0,14	-0,07	0,32	0,03	0,20	0,02	0,00	0,08	-0,04	1,00	-0,05	0,17	-0,03	-0,19	-0,15	0,00	0,08	0,02	-0,07
COMPORT	0,08	-0,15	0,06	0,40	0,20	0,10	0,10	0,07	0,13	0,13	-0,05	1,00	0,17	0,13	-0,16	0,08	0,04	0,05	0,08	0,09
MENTAL	0,07	0,01	0,06	0,21	0,04	0,01	-0,21	-0,04	-0,03	-0,02	0,17	0,17	1,00	0,15	-0,12	0,03	0,09	-0,06	-0,06	0,05
INTGWE	0,31	0,06	0,02	0,29	0,26	0,11	0,19	0,41	0,13	0,19	-0,03	0,13	0,15	1,00	-0,08	0,20	0,01	0,04	0,06	0,22
OBSTCOLLAB2	-0,20	0,01	-0,02	-0,16	-0,14	-0,10	-0,08	-0,10	0,03	0,02	-0,19	-0,16	-0,12	-0,08	1,00	-0,07	-0,06	-0,07	0,03	-0,22
OBSTAFFPO2	0,13	0,10	0,02	-0,03	0,18	-0,09	0,03	0,10	-0,08	0,04	-0,15	0,08	0,03	0,20	-0,07	1,00	-0,01	-0,08	0,00	0,15
ENVARG	-0,06	-0,03	0,55	-0,03	-0,04	0,04	-0,07	-0,06	-0,03	0,01	0,00	0,04	0,09	0,01	-0,06	-0,01	1,00	-0,03	-0,05	0,03
CONTRB2	0,07	0,05	0,06	0,08	0,18	-0,01	0,10	0,05	0,12	0,03	0,08	0,05	-0,06	0,04	-0,07	-0,08	-0,03	1,00	0,27	0,11
PRGTKNOW	0,00	0,01	0,02	0,25	0,17	0,22	0,21	0,26	0,17	0,03	0,02	0,08	-0,06	0,06	0,03	0,00	-0,05	0,27	1,00	0,06
AFFPO	0,04	0,01	0,10	0,17	0,04	0,10	0,15	0,04	0,04	0,24	-0,07	0,09	0,05	0,22	-0,22	0,15	0,03	0,11	0,06	1,00

Les coefficients de corrélation ont été calculés avec XLSTAT. Les valeurs en gras sont différentes de 0 à un niveau de signification alpha=0,05

Annexe 9 :

Interdépendance entre les variables explicatives (VE1 et VE2) et les variables dépendantes (VD)

	AGEACT	GEND	DIPPO	PO2	PD2	REV	NAT	ECIVIL	INSTPD	ETUDDP	NOWETUD	SECTRAV	TYPCONTR	OCCUP	ZONEPO	PQMIG	PQPD	RESEAU	LJENPO	TEHCOM	VISPO	ETUD	DUREPD	MBORG2	INSORGDIASP2	AIDEMIG	MBORGDIASP	RETOUR	TRAV	NATPD
IMPDIASP	-0,05	0,05	0,21	0,21	0,20	0,03	-0,01	-0,06	0,13	0,22	0,09	-0,07	0,18	0,06	-0,07	-0,13	-0,09	0,19	0,04	0,22	-0,08	-0,16	-0,13	0,18	0,41	0,12	0,37	0,10	0,11	0,08
ROLDIASP2	0,10	0,10	-0,02	-0,05	-0,01	-0,10	0,04	-0,02	-0,03	0,12	0,04	-0,07	0,01	0,03	0,17	0,27	-0,03	-0,04	-0,03	0,18	0,01	0,01	-0,04	-0,04	-0,06	0,00	0,01	0,12	0,03	0,06
BUTENV2	0,06	0,12	0,03	0,19	0,21	0,17	-0,01	0,12	-0,04	0,04	-0,03	0,04	0,13	0,21	0,25	-0,08	-0,08	0,17	-0,07	0,05	-0,06	-0,20	0,02	-0,12	0,06	-0,11	0,05	-0,16	0,01	-0,11
DEVDIASP2	-0,13	-0,02	0,24	0,10	0,13	0,20	0,07	-0,08	0,07	0,11	-0,06	-0,19	0,06	0,10	0,01	-0,01	-0,12	0,08	0,36	0,13	-0,05	-0,04	0,02	0,13	0,21	0,07	0,23	-0,04	-0,01	0,07
TRSFKNOW	-0,07	-0,07	0,19	0,21	0,21	0,13	0,05	0,01	0,06	0,33	0,18	-0,12	0,28	0,23	-0,01	0,09	-0,11	0,25	0,05	0,27	-0,19	-0,24	-0,21	0,22	0,34	0,12	0,33	0,23	0,23	0,16
INFOMARC	-0,13	0,11	0,17	-0,08	-0,04	0,02	-0,02	-0,12	-0,02	-0,04	-0,06	-0,19	-0,16	-0,07	0,03	-0,10	0,01	-0,05	0,36	0,06	0,07	0,09	0,05	-0,07	0,06	0,04	0,08	-0,12	-0,21	0,00
NEWPROD	-0,02	-0,10	0,14	0,04	0,10	0,11	0,03	0,08	0,06	0,16	-0,02	-0,07	0,05	0,11	-0,01	0,05	-0,19	0,10	0,25	-0,05	0,00	-0,14	-0,10	0,07	0,27	0,03	0,17	-0,02	0,01	0,14
SAVOIRF	-0,02	-0,03	0,12	0,05	0,15	0,17	-0,05	0,02	-0,07	0,27	0,18	-0,14	0,12	0,19	0,10	0,06	-0,18	0,25	0,20	0,17	-0,16	-0,25	-0,09	0,17	0,21	0,06	0,14	0,10	0,21	0,10
IMITAT	0,02	0,09	-0,01	0,00	0,01	0,04	0,09	-0,08	0,09	-0,08	0,00	-0,09	-0,07	-0,06	0,09	-0,03	-0,07	-0,07	0,28	0,11	-0,09	0,04	0,01	-0,01	0,17	0,19	0,24	-0,08	-0,06	0,06
AFFAIRES	-0,08	-0,10	0,17	0,13	0,15	0,30	0,04	-0,14	0,14	0,03	-0,05	-0,03	0,14	0,13	0,06	0,03	-0,08	0,11	0,22	0,06	0,07	-0,04	0,06	0,18	0,16	0,06	0,27	0,02	0,06	0,11
IMAGE	0,02	0,07	0,01	0,00	0,03	-0,12	0,12	-0,07	-0,08	-0,03	-0,04	-0,03	-0,09	-0,02	-0,02	-0,09	0,14	-0,12	0,05	0,08	-0,10	0,09	0,08	-0,08	-0,10	-0,05	-0,04	0,07	-0,09	-0,03
COMPORT	-0,10	0,01	0,10	0,20	0,05	0,11	0,06	-0,04	0,04	0,05	-0,03	-0,01	0,09	0,01	-0,12	0,00	-0,05	-0,01	0,00	0,06	0,07	-0,01	-0,07	0,05	0,21	0,03	0,16	-0,02	0,08	0,09
MENTAL	-0,07	0,03	0,02	0,16	0,01	-0,05	-0,03	0,01	-0,01	-0,07	-0,17	-0,02	0,06	-0,01	-0,03	-0,14	-0,05	-0,06	-0,09	0,08	0,10	0,08	0,15	-0,03	-0,04	-0,07	-0,11	-0,12	-0,07	-0,27
INTGWE	-0,01	-0,03	0,10	0,15	0,04	-0,02	0,07	-0,08	0,11	0,02	0,04	-0,13	0,16	0,11	-0,09	0,01	-0,15	0,16	0,06	0,07	0,04	-0,05	-0,11	0,17	0,25	0,16	0,25	-0,01	-0,02	0,05
OBSTCOLLAB2	0,14	-0,06	-0,10	-0,08	-0,06	-0,01	-0,18	0,03	-0,10	0,00	-0,14	0,03	-0,03	-0,04	0,04	0,19	0,06	0,02	-0,06	-0,30	-0,01	-0,02	0,04	0,00	-0,14	-0,10	-0,12	0,14	0,04	0,07
OBSTAFFPO2	-0,20	0,03	0,16	0,31	0,13	0,18	-0,04	0,11	-0,08	-0,01	0,04	-0,14	0,12	0,13	0,12	0,07	-0,20	0,24	-0,13	-0,07	0,04	-0,06	-0,16	0,25	0,18	0,05	0,20	-0,05	0,03	0,02
ENVARG	-0,04	0,05	-0,05	-0,04	-0,05	0,06	0,10	0,02	-0,23	-0,11	-0,06	0,19	-0,08	-0,04	0,02	-0,09	0,00	0,07	0,00	0,01	0,10	-0,01	0,13	-0,20	-0,10	-0,14	-0,07	-0,13	-0,05	-0,05
CONTRB2	0,07	-0,06	0,11	0,11	0,10	0,06	0,15	0,04	0,07	-0,01	0,01	-0,03	-0,04	-0,03	0,13	-0,02	-0,04	0,06	0,06	-0,05	0,05	0,01	-0,06	0,01	0,15	0,17	0,10	0,01	0,12	-0,05
PRGTKNOW	-0,05	-0,06	0,00	0,05	0,06	0,07	-0,02	0,00	-0,02	0,14	0,10	-0,16	0,10	0,10	0,00	-0,09	-0,12	0,03	0,14	0,10	0,00	-0,14	-0,11	-0,01	0,25	0,08	0,11	-0,09	0,02	0,11
AFFPO	-0,09	-0,17	-0,07	0,15	-0,02	0,06	0,13	-0,07	0,08	-0,18	0,00	0,17	-0,02	-0,06	0,02	-0,12	0,00	-0,02	0,16	0,08	0,26	0,04	-0,05	0,12	0,20	0,29	0,21	-0,42	-0,09	-0,11

Les coefficients de corrélation ont été calculés en Excel